

*AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.*

Chris Harman  
Une histoire populaire de l'humanité  
De l'âge de pierre au nouveau millénaire  
La découverte poche n°420, 2015  
735 pages

---

## Table des matières

Introduction	5
<u>Première partie, L'apparition des sociétés de classes</u>	<u>5</u>
Prologue, Avant les classes	5
Chapitre 1, La révolution néolithique	7
Chapitre 2, Les premières civilisations	9
Chapitre 3, Les premières divisions de classes	10
Chapitre 4, L'oppression des femmes	12
Chapitre 5, Les premiers « âges sombres »	13
Les luttes de classes dans les civilisations archaïques	14
Conquête et changement	16
<u>Deuxième partie, Le monde antique</u>	<u>16</u>
Chapitre 6, Le fer et les empires	16
Chapitre 7, L'Inde ancienne	17
Chapitre 8, Les premiers empires chinois	19
Chapitre 9, Les cités grecques	22
Chapitre 10, Splendeur et chute de Rome	25
La République et les guerres de classes	26
L'empire : stagnation et effondrement	29
Chapitre 11, L'essor du christianisme	30
<u>Troisième partie, Le Moyen Âge</u>	<u>35</u>
Chapitre 12, Les siècles de chaos	35
Chapitre 13, Chine : la renaissance de l'empire	36
Un leadership mondial	38
Les siècles perdus	39
Chapitre 14, Byzance : le fossile vivant	40
Chapitre 15, Les révolutions islamiques	41
Classes urbaines et révolte religieuse	44
Parasites et paralysie	46
Chapitre 16, Les civilisations africaines	48

Chapitre 17, La féodalité européenne	50
Les attardés vont de l'avant	51
La civilisation du XIII <sup>e</sup> siècle	52
La crise du XIV <sup>e</sup> siècle	53
Luttes de classes et mouvements millénaristes	54
La naissance du féodalisme de marché	57
<u>Quatrième partie, La grande transformation</u>	<u>58</u>
Chapitre 18, La conquête de la Nouvelle-Espagne	58
La soumission des Aztèques	59
La conquête du Pérou	60
Chapitre 19, De la Renaissance à la Réforme	61
Les idées nouvelles	63
Les nouvelles religions	64
Une économie en transition	64
La Réforme allemande	66
Les guerres de Paysans	67
Les guerres de religion en France	69
Chapitre 20, Les douleurs de l'enfantement d'un monde nouveau	70
La révolte hollandaise	70
La guerre de Trente Ans	71
La révolution anglaise	73
Intermède pacifique	73
La voie de la guerre	74
La première guerre civile	75
La New Model Army	76
Niveleurs et révolutionnaires	77
La seconde guerre civile et l'exécution du roi	78
Chapitre 21, Le dernier sursaut des empires d'Asie	80
Le glorieux crépuscule chinois	80
L'Inde des Moghols	82
<u>Cinquième partie, La propagation de l'ordre nouveau</u>	<u>83</u>
Chapitre 22, Une époque de paix sociale	83
Chapitre 23, De la superstition à la science	84
Chapitre 24, Les Lumières	86
Chapitre 25, Esclavage et salariat	87
Chapitre 26, Esclavage et racisme	88
Chapitre 27, L'économie du « travail libre »	93
<u>Sixième partie, Le monde sens dessus dessous</u>	<u>95</u>
Chapitre 28, Le prologue américain	95
De la fêlure à la fracture	96
Des boules de neige aux balles de mousquet	97
Classes et confrontations	98
Des brochures comme armes	98
La guerre civile dans la révolution	99
Chapitre 29, La révolution française	101
La prise de la Bastille et ses suites	102
La guerre révolutionnaire	104

Les racines de la Révolution	106
Réformistes, révolutionnaires et sans-culottes	109
Les Jacobins et la Terreur	111
Thermidor et ses suites	113
Chapitre 30, Le jacobinisme hors de France	116
La révolution à la pointe des baïonnettes	116
Grande-Bretagne : naissance d'une tradition	117
Le soulèvement républicain irlandais	118
Les Jacobins noirs d'Haïti	119
Les premières révolutions d'Amérique latine	120
Chapitre 31, Le recul de la raison	122
Chapitre 32, La révolution industrielle	123
Une classe d'une espèce nouvelle	123
Objets et sujets	125
Les chartistes	125
Chapitre 33, La naissance du marxisme	126
L'aliénation	127
Le nouveau système mondial	128
Les travailleurs et le nouveau système	129
Chapitre 34, 1848	129
Les combats de Juin	131
Le retour de l'ordre ancien	132
La bourgeoisie fait son entrée par la petite porte	133
Chapitre 35, La guerre civile américaine	134
Le fossé infranchissable	134
Révolutionnaires malgré eux	137
Reconstruction et trahison	137
Chapitre 36, La conquête de l'Orient	139
L'empire indien de la Grande-Bretagne	139
La soumission de la Chine	141
La question d'Orient	143
Chapitre 37, L'exception japonaise	144
Chapitre 38, À l'assaut du ciel : la Commune de Paris	146
Une nouvelle forme de pouvoir	148
La vengeance de la bourgeoisie	150
<u>Septième partie, Un siècle d'espoir et d'horreur</u>	<u>150</u>
Chapitre 39, Le monde du capital	150
L'idéologie du progrès	153
L'émergence de la démocratie capitaliste	154
La social-démocratie	157
L'impérialisme	158
Syndicalistes et révolutionnaires	161
La marche vers la guerre	163
Chapitre 40, La guerre et la révolution mondiales	164
Le 4 août 1914	164
Février 1917	167
L'échec du gouvernement provisoire	169
Les partis et la révolution	170
Octobre 1917	173

La révolution assiégée	174
Chapitre 41, L'Europe dans la tourmente	177
Le Novembre allemand	178
« L'esprit de la révolution »	180
La révolution à l'Ouest ?	183
Le prix à payer : les débuts du fascisme	184
L'autre prix à payer : la semence du stalinisme	187
Chapitre 42, Révolte dans le monde colonial	188
L'insurrection irlandaise	189
Le mouvement national indien	190
La première révolution chinoise	192
La révolution mexicaine	194
Chapitre 43, Les Années folles	196
Chapitre 44, La Grande Dépression	196
URSS : la révolution à l'envers	197
L'abandon de la révolution mondiale	201
La montée au pouvoir d'Hitler	203
Chapitre 45, L'espoir étranglé : 1934-1936	208
Vienne, 1934	208
La France et le Front populaire	209
L'Espagne : fascisme, révolution et guerre civile	213
Chapitre 46, S'il est minuit dans le siècle	219
La crise du rêve américain	220
De la récession à la guerre	223
La nature de la guerre	225
La barbarie suprême	228
L'espoir à nouveau étranglé	233
Chapitre 47, La Guerre froide	236
Le très court « âge d'or »	239
La libération coloniale	241
La « Chine populaire »	242
Les dernières cartouches des empires	243
Sang et pétrole	244
De l'autre côté du miroir	246
Le chemin menant à 1956	247
La révolution cubaine	249
La guerre du Vietnam	252
Chine : du Grand Bond en avant à l'économie de marché	253
Chapitre 48, Le nouveau désordre mondial	255
1968, soudain, un goût de liberté	255
Une nouvelle impasse	259
La « douche froide »	261
La crise du capitalisme d'État	263
Les ondes de choc de l'effondrement du bloc soviétique	266
Islam, réforme et révolution	268
Le nouvel impérialisme	270
Conclusion	271
Illusions de l'époque	271
Socialisme et barbarie au XXI <sup>e</sup> siècle	273
Une classe universelle ?	274

## Introduction

C'est Karl Marx qui, le premier, a donné les outils d'une telle compréhension. Il a fait remarquer que les êtres humains n'ont pu survivre sur cette planète que grâce à l'effort collectif et à la coopération, indispensables pour se procurer leurs moyens d'existence, et que chaque nouvelle forme d'organisation présidant à la création de ces moyens a entraîné des changements dans leurs relations en général. Des changements dans ce qu'il a appelé les « forces productives » se sont combinés à des mutations dans les « rapports de production », qui ont, au final, régulièrement transformé les relations dans l'ensemble de la société. Cela étant, ces changements ne se sont pas produits de façon mécanique. À tout moment, des êtres humains ont choisi d'emprunter tel chemin plutôt que tel autre, et ils ont lutté pour ces choix au cours de grands conflits sociaux. À partir d'un certain stade de l'histoire, ce sont les positions de classe qui ont déterminé la manière dont ces choix se sont opérés.

La « nature humaine » telle que nous la connaissons est le produit de notre histoire, et non sa cause. Notre histoire est aussi celle de la formation de natures humaines différentes, chacune remplaçant la précédente au cours de grandes luttes économiques, politiques et idéologiques.

Les dates ne sont pas l'alpha et l'oméga de l'histoire, mais la séquence des événements est parfois très importante.

Première partie L'apparition des sociétés de classes
---

## Prologue

---

### Avant les classes

Le monde dans lequel nous vivons, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, est un monde de cupidité ; d'inégalités grossières entre riches et pauvres, de préjugés racistes et chauvins, de pratiques barbares et de guerres effroyables. Il est tentant de croire que les choses ont toujours été ainsi et qu'elles ne peuvent donc pas être différentes. (...) En réalité, de telles caricatures (dignes des Pierrafeu) du comportement humain ne sont pas confirmées par ce que nous savons de la vie de nos ancêtres au cours des innombrables générations qui ont précédé l'histoire écrite. Une somme d'éléments scientifiques démontre que ces sociétés n'étaient aucunement caractérisées par la compétition, l'inégalité et l'oppression, qui sont bien plutôt le produit de l'histoire, et d'une histoire relativement récente. Notre espèce (l'être humain moderne, ou *Homo sapiens sapiens*) a plus de 100 000 ans d'existence. Pendant la quasi-totalité de cette période, elle n'a absolument pas été caractérisée par les formes de comportement imputées aujourd'hui à la « nature humaine ».

Il n'y a pas de dirigeants, de patrons ou de divisions en classes dans ces sociétés. Comme l'a écrit Colin Turnbull – à propos des pygmées Mbuti du Congo, « (ils)

désapprouvent toute sorte d'autorité personnelle, bien qu'ils ne soient nullement dépourvus du sens de la responsabilité ; seulement ils considèrent qu'il doit être partagé par tout le groupe (...). Dans plusieurs domaines, comme dans celui du maintien de l'ordre et de la loi, le Pygmée cherche à partager son autorité et sa responsabilité avec la collectivité ». Les gens collaboraient pour l'obtention des moyens d'existence sans s'incliner devant un dirigeant ni lutter sans cesse entre eux. Ernestine Friedl a rendu compte de ses études en affirmant qu'« hommes et femmes sont également libres de décider comment ils vont passer leur journée : chasser ou cueillir, et avec qui. Eleanor Leacock a conclu de ses découvertes « (qu'il) n'y avait pas (...) de possession privée de la terre ni de spécialisation du travail au-delà de celle liée au sexe (...). Les gens prenaient leurs décisions dans le cadre des activités dont ils étaient responsables. Un consensus était atteint sur le point de savoir quel groupe devait assumer une tâche collective donnée ». Les comportements étaient caractérisés par la générosité plutôt que par l'égoïsme, et les individus s'entraidaient, offrant la nourriture qu'ils avaient obtenue à d'autres membres du groupe avant de se servir eux-mêmes. Lee commente : « La nourriture n'est jamais consommée isolément par une famille : elle est toujours partagée entre les membres d'un groupe de vie ou d'une bande (...). ce principe de réciprocité généralisée a été observé dans toutes les sociétés de chasseurs-cueilleurs, sur tous les continents et dans tous les types d'environnement. » Il poursuit en indiquant que le groupe qu'il étudiait, les !Kung du Kalahari (les *bushmen*), « (est) un peuple farouchement égalitaire, et ils ont mis au point toute une série de pratiques importantes pour maintenir cette égalité, d'abord en remettant à leur place les arrogants et les vantards, ensuite en aidant les malchanceux à se maintenir à flot ».

Richard Lee a tout à fait raison d'insister : « C'est le long vécu de partage égalitaire qui a modelé notre passé. Malgré notre apparente adaptation à des sociétés hiérarchisées, et malgré la situation plus que préoccupante des droits de l'homme dans de nombreuses parties du monde, des indices manifestes montrent que l'espèce humaine conserve un fort sentiment égalitariste, un engagement profond envers la norme de réciprocité, et un sens communautaire (...) fortement enraciné. »

La « nature humaine » est une réalité très flexible. Dans la société contemporaine, elle incite au moins certains d'entre nous à s'abandonner à cette cupidité et à cette compétition qui provoquent chez Hayek des transports d'enthousiasme. Elle a aussi permis, dans les sociétés de classes, la plus atroce barbarie : torture, viols collectifs, humains brûlés vifs, carnages. Les comportements étaient très différents chez les peuples de chasseurs-cueilleurs parce qu'ils étaient contraints à l'égalitarisme et l'altruisme s'ils voulaient survivre.

Au cours des quelques milliers d'années écoulées, l'histoire de l'humanité est pour l'essentiel l'histoire de la façon dont des sociétés et des modes de pensée très divers se sont développés. Cette histoire est tissée par les actes d'hommes et de femmes innombrables, cherchant à obtenir des vies décentes pour eux-mêmes et leurs proches, parfois en acceptant le monde tel qu'il est, parfois intensément résolu à le changer, échouant souvent, réussissant parfois. Mais à travers ces destins entremêlés, deux choses sont saillantes. D'une part, l'augmentation cumulative de la capacité de l'humanité à extraire ses moyens d'existence de la nature a permis de dépasser les conditions matérielles rudimentaires du « communisme primitif ». De l'autre, des formes successives d'organisation de la société sont apparues, qui ont opprimé et exploité la majorité du peuple au bénéfice d'une petite minorité privilégiée.

Les premiers grands changements survenus dans la vie et les représentations des êtres humains se produisirent il y a seulement 10 000 ans. Dans certaines parties du monde, en particulier dans la région du Croissant fertile au Moyen-Orient, les humains adoptèrent un nouveau mode de subsistance. Ils apprirent à cultiver la terre au lieu de s'en remettre à la nature pour se procurer des végétaux comestibles, et à domestiquer des animaux au lieu de se contenter de les chasser. Ces innovations allaient transformer leur mode de vie de fond en comble.

Des changements climatiques globaux allaient les obliger à inventer de nouveaux modes de subsistance. (...) L'observation leur avait appris que les graines de certaines plantes étaient beaucoup plus fécondes que d'autres et, en sélectionnant ces semences, ils commencèrent à créer des variétés nouvelles, domestiquées, qui leur étaient bien plus utiles que ne pouvaient l'être les espèces sauvages. Les moissons régulières leur permettaient d'enclaver et de nourrir les variétés les plus dociles de chèvres, moutons, bovins et ânes sauvages, et d'élever ceux qui étaient encore plus faciles à domestiquer. (...) Cette transformation est habituellement désignée sous le nom de « révolution néolithique », d'après les outils « néolithiques » (du « nouvel âge de pierre » ou « âge de la pierre polie ») de plus en plus sophistiqués qui lui sont associés.

Aucune autorité, de classe ou d'État, ne vit le jour avant de nombreux millénaires après les débuts de l'agriculture. Vers 4000 av. JC, une « différenciation significative » dans « la richesse était presque totalement absente », et même dans la « période protohistorique » (vers 3000 av. JC), rien ne nous indique que « le processus de stratification sociale (fût) allé très loin ». Il n'y a pas non plus de preuve de la domination masculine. Certains archéologues ont tiré de l'existence de statuettes d'argile ou de pierre représentant des femmes fécondes la suggestion d'un statut féminin élevé, tel que les hommes auraient trouvé « naturel » de prier des femmes. En tout cas, la présence plus fréquente d'armes destinées aussi bien à la guerre qu'à la chasse révèle un développement significatif.

La propriété privée du sol telle que nous la connaissons n'existait pas, de même que les individus ou les ménages n'étaient pas portés à accumuler des biens personnels aux dépens des autres. Au contraire, les foyers étaient intégrés à des groupements sociaux plus larges, les « lignages », qui partageaient (ou prétendaient partager) les mêmes ancêtres. Ces groupes donnaient aux individus et aux ménages des droits et des obligations envers ceux auxquels ils étaient directement reliés ou unis par des associations matrimoniales ou générationnelles. On attendait de chacun qu'il partage sa nourriture avec les autres, de telle sorte qu'aucun foyer n'ait à souffrir d'une mauvaise récolte ou d'un nombre supérieur de bouches à nourrir. Le prestige ne venait pas de la consommation individuelle, mais de la capacité à aider les autres à compenser leurs déficiences.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, un observateur des horticulteurs iroquois écrivit : « Si une tribu d'Iroquois affamés en rencontre une autre dont les provisions ne sont pas complètement épuisées, ces derniers partagent avec les nouveaux venus le peu qu'il leur reste sans attendre qu'on le leur demande, même si, ce faisant, ils s'exposent au même danger de mourir de faim que ceux auxquels ils portent secours. » Une étude classique sur les Nuers indique : « On peut dire d'une manière générale qu'on ne meurt de faim dans un village nuér que si tout le monde meurt de faim ».

La population commença à augmenter. Même si son taux de croissance était bas selon les standards actuels (0,1% par an), elle quadrupla en deux millénaires, amorçant l'ascension qui devait amener l'humanité de dix millions d'individus, tout au plus, à l'époque de la révolution néolithique, à environ deux cents millions aux débuts du capitalisme industriel. (...) Le village était plus peuplé et il dépendait d'une interaction entre les villageois plus complexe que celle en vigueur dans les groupes de chasseurs-cueilleurs. Il était également confronté à un problème inconnu des groupes primitifs : il possédait des réserves de nourriture et d'ustensiles divers qui pouvaient motiver des attaques armées de pillards venus de l'extérieur. La guerre, virtuellement inconnue des chasseurs-cueilleurs, devint endémique dans nombre de peuplades d'horticulteurs. Cela devait donner une impulsion nouvelle aux mécanismes formels de prise de décision destinés à exercer le contrôle social – avec par exemple des conseils composés des personnalités dominantes de chaque lignage.

Au cours des dix millénaires écoulés, les humains sont passés de la chasse-cueillette à l'agriculture de façon indépendante dans diverses parties du monde : en Amérique centrale (le Mexique et le Guatemala d'aujourd'hui), dans la région andine de l'Amérique du Sud, dans au moins trois régions distinctes de l'Afrique, en Indochine, dans les hautes vallées de papouasie-Nouvelle-Guinée et en Chine. Dans chaque cas, des changements similaires à ceux de la Mésopotamie se produisirent, même si les variétés végétales et animales disponibles pour la culture et la domestication devaient avoir une incidence importante sur le mode et la nature exacte de ces changements.

D'autres vivaient dans des environnements – comme la Californie, l'Australie et l'Afrique du Sud – qui n'offraient ni végétaux faciles à cultiver, ni animaux aisés à domestiquer. Les groupes qui habitaient ces régions depuis des millénaires n'eurent d'autre choix que de subsister par la chasse et la cueillette jusqu'à ce que des contacts avec des éléments extérieurs leur apportent des espèces végétales et animales domestiquées ailleurs. Cela dit, dès que l'agriculture fut mise en pratique dans une région quelconque de la planète, elle se répandit très vite ailleurs.

La présence d'une société agricole bouleversait souvent la vie des chasseurs-cueilleurs qui entraient en contact avec elle. Ils découvraient qu'ils pouvaient améliorer radicalement leurs conditions d'existence en échangeant des produits avec leurs voisins agriculteurs : du poisson, du gibier ou des peaux, contre du grain, des ouvrages tissés ou des boissons fermentées. cela encouragea certains d'entre eux à adopter un aspect de l'agriculture – l'élevage d'animaux – sans pour autant devenir agriculteurs. De tels « peuples pastoraux » apparurent bientôt en Eurasie, en Afrique et dans les Andes méridionales d'Amérique du sud, parcourant les terres entre les zones cultivées – parfois les pillant ou commerçant avec elles – et développant des schémas de vie sociale spécifiques.

À certaines occasions, le développement des cultures et des troupeaux entraîna un changement important dans la vie sociale : la première différenciation en rang sociaux. Les « chefferies » et les « grands hommes » firent leur apparition, certains individus ou lignages jouissant d'un plus grand prestige que d'autres. Cela pouvait culminer dans l'installation de chefs héréditaires et de lignages de chefs. Mais cela n'avait rien de commun avec les distinctions de classes que nous considérons aujourd'hui comme allant de soi, avec une fraction de la société qui consomme le surplus que d'autres produisent par leur travail. L'égalitarisme et le partage restaient dominants. Les individus qui avaient un statut élevé devaient servir le reste de la communauté, non en profiter. Comme le note Richard Lee, il y

régnait la même « conception de la propriété commune » que dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs. (...) Ainsi, parmi les Nambikwara d'Amérique du sud, « le chef ne doit pas seulement bien faire ; il doit essayer – et son groupe compte sur lui pour cela – de faire mieux que les autres (...). Bien que le chef ne semble pas jouir d'une situation privilégiée au point de vue matériel, il doit avoir sous la main des excédents de nourriture, d'outils, d'armes et d'ornements (...). Lorsqu'un individu, une famille, ou la bande toute entière ressent un désir ou un besoin, c'est au chef qu'on fait appel pour le satisfaire. Ainsi la générosité est la qualité essentielle qu'on attend d'un nouveau chef ».

## Chapitre 2

### Les premières civilisations

---

La civilisation, au sens strict où ce terme désigne les populations des villes, remonte à un peu plus de 5000 ans. En témoignent notamment les grands édifices situés dans différentes parties du monde : les pyramides d'Égypte et d'Amérique centrale, les ziggourats (temples en forme de tours à étages) d'Irak, le palais de Cnossos en Crète, la forteresse de Mycènes en Grèce continentale, et les cités rectangulaires, vieilles de 4000 ans, de Harappa et Mohenjo-Daro, sur l'Indus. Ce sont eux qui ont poussé l'archéologue Gordon Childe à caractériser de changement par l'expression de « révolution urbaine ».

En Eurasie et en Afrique, ils apprirent aussi, à ce stade, à obtenir du cuivre et de l'étain à partir d'oxydes rocheux et, plus tard, à les fusionner en un métal plus dur, le bronze, pour fabriquer des ornements et des armes. c'est pourquoi on appelle souvent cette période l' « âge du bronze ». (...) Mais loin des descriptions romantiques du « bon sauvage » produites par la littérature, l'augmentation de la production des denrées alimentaires se limitait la plupart du temps à compenser celle des populations. Celles-ci continuèrent à subir des famines soudaines dues à des évènements naturels qu'elles ne pouvaient contrôler.

Pour continuer à mener une vie sédentaire, ces groupements humains n'eurent que deux options. L'une consista à piller les denrées alimentaires appartenant à d'autres agriculteurs, de sorte que la guerre devint un trait caractéristique de ces sociétés. Les haches de guerre en pierre et les poignards de silex se répandirent largement dans les derniers stades de la révolution néolithique en Europe. L'autre option consista à développer des formes d'agriculture plus intensives et productives. Les groupes de paysans qui surent se montrer innovants sur le plan technologique purent éviter les périls de la famine. Ceux qui n'en furent pas capables disparurent, moururent de faim ou se dispersèrent.

Ainsi, en Eurasie et en Afrique, on découvrit que de grands mammifères domestiqués (d'abord des bœufs, bien plus tard des chevaux) tirant une pièce de bois façonnée – un araire – labourant le sol étaient bien plus performants pour ouvrir la terre aux semailles que la houe maniée à la main. On apprit aussi à construire des barrages et des fosses destinées à protéger les cultures des inondations et à acheminer l'eau vers des terres auparavant stériles. Puis on se servit des excréments d'animaux comme engrais pour éviter d'épuiser les sols et d'avoir à défricher de nouvelles parcelles tous les deux ou trois ans.

L'existence d'un surplus permit pour la première fois à certains hommes de se libérer des activités agricoles pour se consacrer à l'artisanat, à la préparation de la guerre ou à l'échange de produits locaux contre ceux de groupes extérieurs. Gordon Childe a décrit la transformation intervenue en Mésopotamie il y a 5000 à 6000 ans, lorsque des humains se

sédentarisèrent dans les vallées du Tigre et de l'Euphrate. Ils y trouvèrent une terre extrêmement fertile, mais qui ne pouvait être cultivée qu'à l'aide de « travaux de drainage et d'irrigation », lesquels dépendaient d'un « effort coopératif ».

Les grains étaient stockés dans des constructions volumineuses s'élevant sur les terres environnantes. Celles-ci en vinrent à symboliser la continuité et la préservation de la vie sociale et ceux qui eurent pour charge de les surveiller formèrent le groupe le plus prestigieux de la société, contrôlant la vie du reste de la population en recueillant, stockant et distribuant les surplus. Élevés au rang de puissance rayonnant sur et au-delà de la société, perçus comme responsables de sa réussite, exigeant obéissance et respect de la part du peuple, ils passaient pour des êtres quasi surnaturels. Les silos de stockage furent les premiers temples, leurs gardiens les premiers prêtres. Autour d'eux se regroupèrent d'autres groupes sociaux, spécialisés dans le travail de construction ou des formes d'artisanat particulières. Ils faisaient la cuisine et tissaient les vêtements des gardiens du temple, transportaient la nourriture et organisaient les échanges à distance des produits. Au cours des siècles, les villages agricoles se transformèrent en villes et les villes en cités, comme Uruk, Lagash, Nippur, Kish et Ur (dont le patriarche biblique Abraham est censé être originaire).

Un processus à peu près similaire se produisit il y a deux millénaires et demi en Amérique centrale. (...) Là aussi, les greniers se transformèrent, avec le temps, en lieux de culte et leurs gardiens en prêtres, donnant naissance aux cultures successives des Olmèques, de Teotihuacan, des Zapotèques et des Mayas. (...) Les gardiens du temps développèrent également, grâce à des observations détaillées du ciel nocturne, des connaissances en astronomie. En reliant les déplacements de la Lune, des planètes et des étoiles avec ceux du Soleil, ils parvinrent à prédire des mouvements futurs et des événements comme les éclipses, ce qui leur conféra un statut quasi magique.

Une fois développée par les premières civilisations en Mésopotamie et en Amérique centrale, l'écriture fut adoptée par les nombreuses peuplades en contact avec elles, utilisant leurs propres variantes pour écrire dans leur langue. Elle se répandit très rapidement dans le Moyen-Orient il y a quelque 5000 ans, puis en Asie centrale, orientale et méridionale, dans l'Afrique du Nord-Est et l'Europe méditerranéenne. Depuis les Olmèques, elle fut utilisée par toutes les civilisations méso-américaines. Cependant, certaines civilisations parvinrent à un degré élevé de développement sans connaître l'écriture : ce fut par exemple le cas en Amérique du Sud, où les populations se servaient des marques comme aide-mémoire sans aller jusqu'à transcrire le langage parlé.

Ces processus furent (...) le produit de dynamiques internes engendrées, au sein de chaque société, par le développement de l'agriculture. Ce qui montre bien à quel point il est absurde de proclamer qu'un peuple serait « supérieur » à un autre parce qu'il serait parvenu à la civilisation le premier.

### Chapitre 3

---

#### Les premières divisions de classes

Il y eut un prix à payer pour le développement de la civilisation. (...) L'émergence de la civilisation est généralement considérée comme l'une des grandes avancées de l'histoire humaine, de l'ordre de celle qui sépare l'histoire de la préhistoire. Mais partout où ce cap a été franchi, elle fut accompagnée de bouleversements, négatifs ceux-là : le développement des

divisions de classes, avec l'instauration d'une minorité privilégiée vivant du travail des autres, et la mise en place de corps d'hommes armés, de soldats et d'une police secrète – en d'autres termes, une machine d'État -, destinés à asseoir le pouvoir de cette minorité sur le reste de la société. L'existence de l'esclavage – la possession physique de certaines personnes par d'autres – est une preuve de ce développement, non seulement en Mésopotamie, mais dans bien d'autres civilisations. Cela montre jusqu'où la différenciation sociale a pu aller depuis l'époque des sociétés fondées sur la parenté et les communautés villageoises.

Comment expliquer que des hommes qui n'avaient jamais manifesté de velléité de domination deviennent soudain des oppresseurs ? Et comment comprendre la soumission, tout aussi nouvelle, d'un groupe d'individus ? Les chasseurs-cueilleurs, qui existèrent durant des centaines de milliers d'années, et les sociétés agricoles archaïques, qui durèrent des milliers d'années, montrent pourtant que la « nature humaine » ne mène pas nécessairement à de tels comportements. La seule approche de l'histoire qui analyse les causes de ce changement est celle esquissée par Karl Marx dans les années 1840 et 1850, et reprise plus tard par Friedrich Engels. Marx a mis l'accent sur l'interaction entre le développement des « rapports de production » et celui des « forces productives ». La découverte de nouvelles manières de produire des biens nécessaires à la vie, censée réduire un certain nombre de contraintes matérielles, induisit des modifications majeures entre les membres des groupes sociaux. À un certain stade, ceux-ci durent choisir d'adopter les rapports qui régissaient désormais la vie en société ou de rejeter les nouveaux procédés de production.

Les classes sont nées de ces changements dans la production des moyens de subsistance. Certaines méthodes de production offraient la possibilité d'un rendement supérieur aux besoins immédiats des populations et rendaient donc nécessaire la gestion du stock excédentaire ; cela exigeait que certains individus soient libérés des tâches agricoles pour coordonner les activités du groupe et faire en sorte qu'une partie du surplus ne soit pas immédiatement consommée mais stockée dans des réserves. Les conditions de production demeuraient précaires ; une sécheresse, un orage violent ou une invasion de sauterelles pouvait détruire les récoltes et transformer le surplus en déficit, faisant planer la menace d'une famine générale et poussant les populations à consommer les réserves destinées au cycle de production suivant. Dans de telles conditions, ceux qui étaient libérés du travail manuel pour gérer la production avaient toute latitude pour imposer leur volonté aux autres membres de la société : les forcer à travailler quand ils étaient fatigués et affamés, les contraindre à épargner de la nourriture lorsqu'ils étaient sous-alimentés. Les « experts » devenaient ainsi progressivement les « maîtres ».

Pour dire les choses autrement, le développement social encourageait pour la première fois l'apparition d'une motivation pour exploiter et opprimer les autres. La division en classes était le revers de la médaille de l'introduction de méthodes de production dégageant un excédent. Les premières communautés paysannes s'étaient établies sans division de classes sur des territoires où le sol était exceptionnellement fertile. Mais au fur et à mesure de leur expansion, leur survie dépendit de plus en plus de leurs capacités d'adaptation à des conditions d'existence bien plus difficiles – ce qui exigeait une réorganisation des rapports sociaux. Dans les sociétés sans classes, les groupes bénéficiant d'un prestige élevé s'employaient à organiser le travail nécessaire à l'extension de la production agricole en construisant des ouvrages d'irrigation ou en défrichant de vastes étendues de terres nouvelles. Ils finirent par assimiler le contrôle qu'ils exerçaient sur le surplus – et l'usage d'une partie de celui-ci pour se protéger des vicissitudes naturelles – à l'intérêt général. Il en fut de même des premiers groupes qui misèrent sur le commerce à grande échelle pour accroître la variété des

biens disponibles pour la consommation locale, ainsi que des groupes les plus rompus à l'extorsion violente des réserves d'autres groupes humains. Les catastrophes naturelles, l'épuisement des sols et les guerres engendraient parfois des crises aiguës dans les sociétés agricoles sans classes, mettant l'ordre ancien en péril. (...) Les hiérarchies devinrent plus prononcées, même si elles continuèrent de dépendre de la capacité à faire des dons.

Ce processus ne s'est cependant pas reproduit systématiquement. Dans de nombreuses parties du monde, des sociétés ont prospéré jusqu'aux temps modernes sans recourir aux méthodes de travail intensives, par exemple l'usage de la charrue lourde ou la construction d'ouvrages hydrauliques de grande envergure. Cela explique la perpétuation, jusqu'à une période relativement récente, de ce que nous avons appelé à tort des « sociétés primitives », en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans les îles du Pacifique et certaines parties de l'Afrique, en Amérique et dans le Sud-Est asiatique. Sous d'autres cieux, la survie est passée par l'adoption de nouvelles techniques. C'est lorsque celles-ci furent mises en place que les classes dirigeantes sont apparues, et avec elles les villes, les États et tout ce que nous appelons généralement la « civilisation ». L'histoire de la société s'est alors confondue avec celle de la lutte des classes. L'humanité intensifiait sa maîtrise de la nature au prix de la soumission du plus grand nombre au contrôle et à l'exploitation par des groupes privilégiés minoritaires.

C'est à ce stade que sont apparues les institutions religieuses organisées. La culte des dieux permettait à la société de célébrer son propre pouvoir, aux hommes d'accepter l'aliénation engendrée par leurs propres réalisations. Ceci, à son tour, renforçait le pouvoir de contrôle de ceux qui se proclamaient responsables de ces réalisations, c'est-à-dire ceux qui commandaient la masse des producteurs, qui monopolisaient les excédents produits et utilisaient la force armée contre quiconque eût contesté leurs prétentions. Une fois que de telles structures étatiques et de telles idéologies furent établies, le contrôle du surplus par certains groupes put se maintenir, même lorsque l'enjeu n'était plus d'améliorer la production. Une classe qui avait émergé comme aiguillon de la production pouvait ainsi se perpétuer alors même qu'elle avait cessé de jouer ce rôle.

## Chapitre 4

---

### L'oppression des femmes

Partout, les femmes furent les grandes perdantes de la polarisation en classes de la société et de l'apparition de l'État. Il y a plus d'un siècle, Friedrich Engels parlait de « défaite historique mondiale du sexe féminin ». Jusque-là associées aux hommes dans les prises de décision, elles furent désormais assignées à une position subalterne. La nature exacte de la subordination variait considérablement d'une société de classes à une autre, et d'une classe à une autre dans chacune de ces sociétés, mais une chose est sûre : elle existait partout où il y avait des classes. Et elle est devenue à ce point universelle qu'aujourd'hui encore elle est envisagée comme un produit constant de la nature humaine.

Gordon Childe (...) suggérait que « la charrue (...) soulageait les femmes d'une rude corvée, mais les privait du monopole sur la culture des céréales et du statut social qu'il conférait ». Les décisions majeures concernant l'avenir du foyer ou du lignage devinrent l'apanage des hommes, dans la mesure où ces derniers s'en acquittaient dans la pratique. D'autres changements accompagnant l'augmentation du surplus eurent un impact similaire. Si les femmes pouvaient faire du commerce localement, ou, dans certains cas, participer à l'effort de guerre, le commerce sur de longues distances et les affaires militaires d'envergure

devinrent des monopoles masculins. Guerriers et marchands étaient très majoritairement des hommes et, comme le contrôle qu'ils exerçaient sur le surplus s'accroissait, la propriété et le pouvoir tendirent à devenir des prérogatives masculines. La rupture des anciens lignages de clan accentua la tendance. La femme adulte n'était plus un élément d'un large réseau de parenté qui lui donnait son mot à dire sur l'usage des moyens de production et la protégeait contre un éventuel traitement arbitraire. Au lieu de cela, elle devint simplement une « épouse », une subordonnée dans un foyer étranger. Quant aux femmes de la classe dirigeante, elles furent de plus en plus traitées par les mâles comme une possession parmi d'autres, appréciées comme ornements, comme sources de plaisir sexuel ou comme productrices d'héritiers.

Les guerres permanentes aggravaient les souffrances du peuple. Elles encourageaient aussi l'émergence de classes dirigeantes et d'États chez les peuples voisins, qui se retrouvaient dans l'obligation de centraliser, eux aussi, leur production entre les mains d'une minorité, seul moyen d'assurer leur défense. De plus, aussi « fonctionnel » qu'il ait pu globalement être l'établissement d'un groupe dirigeant, il devenait, au-delà d'un certain point, une charge pour la société.

## Chapitre 5

---

### Les premiers « âges sombres »

Si les pyramides, les statues et parfois les habitations ont traversé les siècles, les sociétés qui les avaient érigées allaient, tôt ou tard, connaître une crise profonde. Les cités-États de Mésopotamie s'engagèrent dans des guerres incessantes qui les minèrent ; c'est ainsi que la région tomba, vers 2300 av. JC, aux mains de Sargon, un conquérant venu du nord de la Mésopotamie. Sargon unifia tout le croissant fertile en un grand empire qui devait être, après sa mort, la proie d'autres conquérants. L'Égypte de l'Ancien Empire des pyramides Gizeh et de Saqqarah fut engloutie dans un siècle et demi de guerre civile et de désintégration sociale massive (qu'on appelle Première période intermédiaire, de 2181 à 2040 av. JC). Les cités hindoues de Harappa et Mohenjo-Daro furent désertées après plus d'un millénaire d'existence, vers 1500 av. JC. Un siècle plus tard, c'était au tour de la civilisation crétoise, et de son emblématique palais de Cnossos, de succomber – bientôt suivie par la civilisation mycénienne, qui dominait la Grèce continentale. Et, à peine apparue en Mésopotamie, la civilisation allait soudainement s'effondrer. Les habitants désertèrent tour à tour Teotihuacan, Monte Alban et les centres mayas méridionaux, laissant des cités entières à l'abandon ; ce qui ne manquerait pas de frapper de stupéfaction, successivement, les Aztèques, les conquistadores espagnols et nous-mêmes.

S'il y eut quantité de spéculations historiques pour tenter de comprendre le déclin de la civilisation primitive, certains facteurs sont particulièrement saillants. Premièrement, il est attesté que les ressources furent dilapidées impudemment par la classe dirigeante, pour elle-même et ses monuments. (...) La soif de puissance et d'enrichissement de la classe dirigeante précarisait à l'extrême la masse du peuple. (...) L'absorption toujours plus grande des ressources par la classe dirigeante fut accompagnée d'un ralentissement considérable dans le développement de la capacité des hommes à contrôler et à comprendre le monde naturel. Gordon Childe insiste sur le contraste entre les pas de géants accomplis par des communautés relativement pauvres et analphabètes dans la période menant à la « révolution urbaine » et ce qui a suivi la mise en place des grands États : « Les deux millénaires précédant l'an 3000 av. JC avaient connu des découvertes dans la science appliquée qui affectèrent directement

indirectement la prospérité de millions d'êtres et firent évoluer, c'est un fait démontrable, le bien-être biologique de notre espèce (...); l'irrigation artificielle utilisant des canaux et des fossés; la charrue: le harnachement de la force motrice animale; la roue; l'horticulture; la fermentation; la production et l'usage du cuivre; la brique; l'arche; le grésage; le scellement; et – dans les premiers stades de la révolution urbaine – le calendrier solaire, l'écriture, la notation des nombres et le bronze (...). Les deux mille années consécutives à la révolution (urbaine) n'ont produit que peu de contributions au progrès humain qui soient d'une importance un tant soit peu comparable. » Ainsi, contrairement à une idée reçue, les grandes avancées (« le fer, la roue à eau, l'écriture alphabétique, les mathématiques pures ») sont le fait des « peuples barbares » à la périphérie des « grandes civilisations ».

L'exploitation à une échelle jusqu'alors inconnue de la masse de la population – exploitation qui augmenterait en proportion directe de l'augmentation de la magnificence des temples, des palais, des tombes et du mode de vie de la classe dominante – entraîné une stagnation des moyens de production assurant la subsistance des sociétés. Des dirigeants qui renforçaient leur pouvoir sur les masses en encourageant la superstition – les rois sumériens et les pharaons égyptiens prétendaient être dotés de pouvoirs divins – n'avaient aucun intérêt à favoriser le développement de la connaissance parmi la petite minorité d'éléments lettrés de la société, prêtres et administrateurs à plein temps. Ceux-ci étaient confinés au corpus de savoirs développé au début de la révolution urbaine, le traitant avec un respect quasi religieux, copiant des textes et transmettant des idées établies, mais ne s'aventurant plus dans de nouvelles recherches. Ce phénomène allait se répéter dans l'histoire: au fil des siècles, la science s'étiola pour devenir scolastique, et la scolastique, magie. L'élite lettrée en vint à freiner, plutôt qu'à faire progresser, la maîtrise de la nature par les êtres humains.

À ce stade, il suffisait d'un léger changement climatique pour qu'une famine se produise et que la société se trouve ébranlée en profondeur. C'est ce qui arriva en Égypte à la fin de l'Ancien Empire, lorsqu'une baisse du niveau du Nil provoqua des problèmes d'irrigation. Gordon Willey et Demitri Shimkin suggèrent qu'une telle « surexploitation » par la classe dirigeante causa l'effondrement de la civilisation maya « classique » de Mésopotamie il y a environ 1200 ans.

#### Les luttes de classes dans les civilisations archaïques

Malgré tout, un certain nombre d'archéologues et d'historiens suggèrent que l'effondrement de l'Ancien Empire égyptien aurait pu être la conséquence d'une « révolution sociale ». Ils se réfèrent en effet à un texte postérieur, connu sous le nom de « Admonitions d'Ipuwer », qui évoque une situation dans laquelle « des servantes usurpent la place de leurs maîtresses, des fonctionnaires sont forcés d'obéir aux ordres d'hommes vulgaires, et les enfants des princes sont précipités contre les murs ». D'une façon quelque peu similaire, la chute des civilisations méso-américaines de Teotihuacan, Monte Alban et des mayas du Sud est souvent attribuée à des révoltes paysannes.

Mais les tensions qui sont apparues n'opposaient pas seulement les dirigeants et les paysans exploités. Il semblerait plutôt que, dans toutes les civilisations primitives, des fissures de plus en plus importantes se soient produites au sein de la classe dominante elle-même. En Mésopotamie et en Mésopotamie, les premières classes dirigeantes étaient sans doute constituées par les prêtres des temples. Puis, en Mésopotamie, des rois sont apparus, d'abord en tant qu'administrateurs laïcs, aux côtés des prêtres. Lorsque la guerre a pris de l'importance, une aristocratie non cléricale, propriétaire de ses propres domaines (et de ses

cultivateurs dépendants), s'est établie parallèlement à celle des temples et des palais royaux. De la même manière, en Méso-Amérique, l'élite guerrière semble avoir joui d'un pouvoir croissant. (...) Le pouvoir n'étant plus monolithique, les dirigeants originels se retrouvèrent potentiellement menacés par des gens qui contrôlaient eux-mêmes des ressources, une force armée ou la propagation des idées. (...) Les prêtres et les rois exigèrent une quantité de plus en plus importante de produits de luxe pour eux-mêmes et leurs serviteurs, en même temps que des temples, des tombes et des palais toujours plus élaborés. Cela entraîna la concentration, autour de ces palais, de ces tombes et de ces temples, d'une main d'œuvre qualifiée qui savait les construire ? Une nouvelle classe, spécifiquement urbaine, d'artisans se développa dans les nouvelles villes.

En 1170 av. JC, soutenus par leurs femmes, ils participèrent aux premières grèves dont l'histoire ait gardé la trace : leurs rations avaient été livrées en retard, laissant leurs familles confrontées à la faim. Ils n'étaient pas des travailleurs salariés, au sens moderne du terme, dans la mesure où ils n'étaient pas libres de choisir ceux pour lesquels ils travaillaient, qu'ils étaient payés en nature et dépendaient pour leur subsistance de la distribution centralisée de denrées par l'État.

Dans la plupart des civilisations primitives, une classe de marchands commença à se développer parallèlement à celle des artisans. (...) La masse des cultivateurs pouvait certes se soulever contre ses exploiters, mais leur réponse à la famine consista en réalité à consommer toute la récolte, laissant exsangues les structures soutenant la civilisation : les villes, la couche lettrée, les groupes qui entretenaient les canaux et les digues. Le résultat est très clair dans le cas des civilisations qui se sont écroulées (la Crète et Mycènes, Harappa et Mohenjo-Daro, Tetihuacan, Monte Alban et les Mayas) : les cités furent abandonnées, les cultures florissantes sombrèrent dans l'oubli et la masse du peuple retourna à la vie purement agricole que menaient leurs ancêtres plus d'un demi-millénaire auparavant.

Marx a écrit, dans sa fameuse préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, à une époque où on savait très peu de chose sur les civilisations dont nous venons de parler : « Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé des forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. »

Comme Marx l'a noté dans le *Manifeste du Parti communiste*, les luttes de classes pouvaient historiquement se terminer « soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la ruine des diverses classes en lutte ». (...) Une classe qui jouait auparavant un rôle dans le développement des « forces productives » devenait tout à coup une entrave à leur croissance, jetant la société tout entière dans une période de troubles sociaux.

Mais parce qu'aucune classe n'émergeait – une classe associée à des méthodes nouvelles et plus avancées d'organisation de la production, et capable d'imposer sa volonté à la société dans son ensemble en renversant l'ancienne classe dirigeante -, la crise ne pouvait mener à une croissance nouvelle des forces productives. Au contraire, ce fut « la ruine des diverses classes en lutte », et un retour, littéralement, à la « barbarie », à des sociétés sans villes, sans écriture et sans techniques avancées.

### Conquête et changement

Les histoires de l'Égypte et de la Mésopotamie ne s'inscrivent pas aussi nettement dans le schéma de Marx. Dans leur cas, un rétablissement de l'ordre et des rythmes anciens de la vie sociale succéda à un siècle ou plus de troubles, de guerre civile et de famine. Des déplacements de pouvoir au sein de la classe dirigeante (des prêtres aux guerriers en Mésopotamie, de Memphis à Thèbes en Égypte), combinés à un apport de richesse par la conquête, dans le cas de la Mésopotamie, et à une amélioration du niveau du Nil en Égypte, permirent de surmonter la crise économique immédiate et de refaire fonctionner la société sur ses bases anciennes pendant encore quelques siècles.

Il y a sans aucun doute un vif contraste entre la stagnation qui caractérise l'Ancien Empire et le Moyen Empire, d'une part, et le dynamisme des premiers siècles du Nouvel Empire, de l'autre. Ce fut une période de conquêtes menées par les pharaons en Palestine et en Syrie, ainsi que vers le Sud, en Afrique. (...) Il semble que ce qui présida à ces changements fut une accélération soudaine du développement de la production. De plus en plus, le bronze – avec son tranchant plus dur, moins facilement émoussé – remplaça le cuivre. Les véhicules à roues tractés par des chevaux, principalement utilisés pour la guerre, permirent aussi d'accélérer les communications internes. Pour les paysans, l'irrigation devint plus facile grâce à l'introduction du *shaduf*, un long levier pourvu d'un seau à son extrémité, qui pouvait puiser de l'eau dans un fossé ou un ruisseau.

Deuxième partie Le monde antique
-------------------------------------

## Chapitre 6

### Le fer et les empires

---

La deuxième grande phase de l'histoire de la civilisation eut pour acteur les paysans et les peuples pastoraux qui vivaient sur les terres entourant les grands empires, et non les États dominés par les prêtres et les pharaons. (...) Certaines sociétés, sur de grandes étendues de l'Eurasie et de l'Afrique, commençaient à mettre à profit les progrès technologiques de la révolution urbaine, jusqu'à devenir, pour quelques-unes d'entre elles, des imitations en modèles réduits des grands empires – cela semble avoir été le cas de l'empire de Salomon en Palestine, tel qu'il est décrit dans l'Ancien testament. D'autres, encore peu grevées par des superstructures élaborées, coûteuses et paralysantes, bénéficiaient d'une plus grande liberté d'innovation et l'encourageait même.

L'adoption de ces techniques fut accompagnée d'une concentration accrue du surplus entre les mains des classes dominantes, à l'image de ce qui s'était produit dans la révolution urbaine originelle. Mais il s'agissait de classes dirigeantes nouvelles, avec des terres

naturellement moins fertiles que celles des premières civilisations, dont elles ne pouvaient espérer atteindre des niveaux de surplus comparables qu'en recourant à de nouvelles techniques. Elles pouvaient dès lors profiter des crises des civilisations anciennes, les attaquant lorsque des conflits de classes les affaiblissaient de l'intérieur. Les « Aryens » de la région de la Caspienne s'en prirent ainsi à la civilisation décadente de l'Indus ; les peuples du Sud-Est de l'Europe, qui parlaient une langue « indo-européenne » parente, investirent la Grèce mycénienne ; une société peu connue, les Peuples de la mer, attaqua l'Égypte ; les Hittites conquièrent la Mésopotamie ; et une nouvelle dynastie, les Zhou, détrôna les Shang en Chine. (...) En Mésopotamie, en Égypte et en Chine, la continuité de la civilisation ne fut dans l'ensemble pas affectée, et des empires ne tardèrent pas à renaître, revigorés par les nouvelles techniques.

Elaborée autour de 2000 av. JC dans les montagnes arméniennes – et plusieurs centaines d'années plus tard en Afrique de l'Ouest -, la plus importante de ces techniques nouvelles fut la fonte du fer. Sa diffusion lente transforma aussi bien la production que l'art de la guerre. (...) Si le minerai de fer était bien plus abondant que le cuivre, le transformer en métal exigeait un processus plus élaboré. Mais lorsque les forgerons l'eurent maîtrisé, ils purent fabriquer des couteaux, des haches, des pointes de flèche, des socs de charrue et des clous destinés à être largement utilisés. L'impact sur l'agriculture fut considérable. La hache de fer permit aux cultivateurs de défricher les forêts les plus épaisses, le soc de fer de retourner les sols les plus lourds. Et le coût relativement bas des lances et des épées contribua à affaiblir l'emprise des aristocraties militaires, donnant la possibilité à une infanterie paysanne de tailler en pièces des chevaliers en armure de bronze.

Dès le VII<sup>e</sup> siècle av. JC, de nouvelles civilisations, fondées sur ces nouvelles techniques, se développèrent. L'Empire assyrien s'étendit du Nil à la Mésopotamie orientale, rassemblant une quantité et une diversité sans précédents de peuples en une seule civilisation, avec une écriture unique pour les différentes langues. Avec la renaissance du commerce et de la construction de villes, après un intervalle de près d'un millénaire, une nouvelle civilisation commença à se développer en Inde du Nord. En Chine du Nord, une poignée de royaumes émergea du chaos guerrier opposant cent-soixante-dix mini-États rivaux. Enfin, autour de la Méditerranée – en Palestine, au Liban, en Asie mineure, en Grèce, en Italie et en Afrique du Nord -, des cités-États s'émancipèrent de l'extrême centralisation politique et idéologique des vieux empires égyptien et mésopotamien.

Outre l'usage du fer, les nouvelles civilisations revigorées témoignaient de certains traits communs : une prolifération de nouveaux métiers artisanaux ; un essor du commerce lointain ; une montée en puissance des marchands en tant que classe sociale ; l'usage de pièces de monnaie, permettant à de petits paysans et artisans de commercer entre eux ; l'adoption (sauf en Chine) de nouveaux alphabets plus ou moins fondés sur la phonétique, et qui permettaient l'« alphabétisation » d'une plus grande partie de la population ; et la montée de religions « universalistes » fondées sur l'adhésion à un dieu, à un principe de vie ou à un code de conduite dominant.

## Chapitre 7

### L'Inde ancienne

---

Les envahisseurs « aryens » qui détruisirent la civilisation de l'Indus vers 1500 av. JC étaient, à l'origine, des bergers nomades se nourrissant de lait et de viande et dirigés par des

chefs de guerre. Ils ne faisaient aucun cas des cités antiques, qu'ils pillaient pour les abandonner ensuite. L'écriture ne leur étant d'aucune utilité particulière, celle-ci disparut. Ils pratiquaient à cette époque une religion « védique » qui reflétait leur mode de vie. (...) Cette mythologie en vint aussi à incarner une doctrine qui justifiait que la plus grande partie des surplus soit destinée aux dirigeants guerriers et aux prêtres au motif qu'ils appartenaient à l'élite des « deux fois nés », naturellement supérieurs aux autres humains. Mais le véritable système de l'hindouisme classique, avec ses quatre castes héréditaires, ne se cristallisa que sous l'effet d'un changement dans les modes de subsistance, donnant lieu à une transformation de la religion védique en un ensemble de pratiques et de croyances assez différentes.

La lente diffusion de la technologie du fer, à partir de l'an 1000 av. JC, amorça ce virage. Grâce à la hache, la région du Gange, jusqu'alors à l'état de jungle, commença à être défrichée et mise en culture, fournissant un surplus bien plus important aux seigneurs de la guerre et à leurs comparses religieux, qui encourageaient ainsi le développement de l'agriculture, mais exigeaient également que les cultivateurs leurs livrent comme tribut une portion, parfois un tiers ou même la moitié, de la récolte de chaque village. Ils n'hésitaient pas à recourir à la force pour que soient satisfaites leurs exigences, lesquelles s'appuyaient également sur le système religieux, désignant les Aryens ordinaires comme une caste inférieure de *vaysas* (cultivateurs) et les peuples soumis comme la caste la plus basse des *sudras* (travailleurs manuels). Les castes se formèrent à partir d'une organisation de la production dans les villages fondée sur les classes (mais non sur la propriété privée), qui devait persister pendant des millénaires.

L'essor de l'empire Maurya indien donna une impulsion au développement urbain et favorisa l'établissement d'itinéraires commerciaux vers l'Iran et la Mésopotamie d'un côté, vers les royaumes de la Chine du Nord de l'autre. Des routes maritimes le reliaient à l'Arabie, à l'Égypte, à l'Afrique de l'Est et à l'Asie du Sud-Est, liaisons fondamentales pour le système commercial d'un monde émergent (ou du moins du « vieux monde »). (...) Au début, l'État des Maurya n'était pas purement parasitaire, et il prit des mesures bénéfiques pour la société dans son ensemble. Il consacra une partie du surplus au « développement de l'économie rurale » - établissant de nouvelles colonies, encourageant les *sudras* à s'installer comme fermiers sur des terres allouées par l'État, organisant des projets d'irrigation et contrôlant la distribution de l'eau. Il découragea l'apparition de la propriété privée de la terre et interdit qu'elle soit vendue, afin d'empêcher les notables locaux d'accaparer le surplus produit dans ces nouvelles colonies.

Jusqu'alors, c'était le fait de fournir de la viande qui donnait au bétail sa valeur. Désormais, il constituait une force motrice pouvant seule labourer des terres denses et devait donc être protégé. Ainsi, même si une famille paysanne mourait de faim, il fallait l'empêcher de tuer le seul moyen de cultiver la récolte de l'année suivante, et de fournir aux guerriers et aux prêtres un revenu convenable. De cette nécessité émergèrent, après une période de troubles religieux, la vénération apparemment irrationnelle de la vache et l'interdiction de l'abattage du bétail, qui caractérisent l'hindouisme contemporain. (...) De très nombreuses sectes apparurent en Inde du Nord au VI<sup>e</sup> siècle, chacune d'entre elles réorganisant les éléments des croyances traditionnelles selon ses propres schémas, entrant souvent en conflit aigu entre elles et avec les prêtres brahmanes établis. De ces dissensions émergèrent les religions qui survivent aujourd'hui. (...) La doctrine de la non-violence elle-même permit à ce conquérant déjà couronné de succès qu'était Ashoka d'assurer la paix interne contre des

rivaux potentiels. Un système « universaliste » de croyances convenait à une monarchie « universelle ».

Mais cette fois la désintégration de l'empire n'entraîna pas l'effondrement de la civilisation. L'agriculture et le commerce continuèrent à se développer. (...) Une telle expansion économique rendit possible la formation d'un autre empire, moins centralisé, celui des Gupta, un demi-millénaire après l'effondrement du premier.

Pourtant, à partir du VI<sup>e</sup> siècle, l'Inde connut un essoufflement de son élan culturel. Tandis qu'ils se fragmentait sous l'effet de guerres intestines entre États, le sous-continent se trouva par ailleurs assailli et dévasté par des envahisseurs successifs dans sa partie nord-ouest. La base matérielle de la société et ses moyens de subsistance n'étaient tout simplement pas suffisamment solides pour soutenir des structures impériales lourdes et coûteuses. (...) Une fragmentation croissante en économies villageoises auto-suffisantes – dénommée par la suite « féodalisation » de la société – se produisit. (...) La production pour l'usage local remplaça ainsi de plus en plus la production destinée au marché. La production continua de croître, à mesure que l'agriculture conquérait de nouveaux territoires et s'enrichissait, lentement mais de manière significative, de nouvelles techniques.

Mais cette croissance s'opéra sous l'influence des brahmanes, seuls à posséder des réseaux basés dans tous les villages. (...) Les tribus étrangères aux communautés agricoles devinrent des parias hors castes, les « intouchables », contraints de vivre dans des conditions dégradantes à la périphérie des villages, confinés aux tâches les plus basses et les plus répugnantes, leur seul contact étant une source de pollution pour les castes supérieures. Cette région, qui avait connu pendant des siècles des changements rapides et une effervescence intellectuelle, fut désormais caractérisée, pendant près de 1000 ans, par des villages refermés sur eux-mêmes, par la superstition religieuse et par des royaumes fragmentés, guerriers et parasites. Le système de castes multiples, entièrement abouti, que découvrirent les conquérants musulmans et européens au millénaire suivant, en fut un des produits.

## Chapitre 8

---

### Les premiers empires chinois

Les historiens européens ont eu pour tradition d'aborder l'histoire du monde en commençant par le Moyen-Orient pour passer ensuite, *via* la Grèce et Rome, à l'Europe occidentale. C'est oublier qu'une civilisation, alors supérieure à n'importe quelle autre en Europe, émergea en Chine du Nord, survivant sous une forme ou une autre pendant plus de 2000 ans, et offrit à l'humanité certains de ses progrès les plus avancés. L'empire des Ch'in, fondé en 221 av. JC, régnait sur plus de peuples que ne l'avaient jamais fait les Romains. Doté d'un réseau de 6800 kilomètres de routes (contre 5984 kilomètres de voies romaines) construites selon un modèle unique pour accueillir des chars et des charrettes d'une largeur d'axe standardisée, il fut capable de rassembler quelque 300 000 travailleurs pour l'édification, sur 30000 kilomètres, de la première Grande Muraille et plus de 700 000 dans la construction de la tombe du premier empereur, avec son « armée » de soldats de terre cuite grandeur nature. Des canaux reliaient les principales rivières, créant un système interne de voies navigables sans équivalent dans le monde.

Sous la dynastie des Chou, à partir du XI<sup>e</sup> siècle av. JC, les rois déléguaient une grande partie de leurs pouvoirs à une centaine de dirigeants locaux, dans un système souvent

décrit comme « féodal » (par analogie avec l'Europe médiévale), bien que certains historiens prétendent qu'il s'agissait non pas de féodalisme, mais d'une version de ce que Marx appelait la « société asiatique ». (...) En tout état de cause, l'histoire de la dynastie des Chou est celle d'un état de guerre permanent entre seigneurs rivaux. Au cours des siècles, la myriade de petites principautés se fédéra en une poignée d'États plus importants, l'évolution technique ayant rendu l'« art de la guerre » plus efficace. (...) Ces guerres, à leur tour, incitèrent les dirigeants à encourager de plus belle les progrès techniques. Aux IV<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> siècles avant notre ère (période qu'on a appelée l'« âge des États guerriers »), ces dirigeants entreprirent le défrichage de la plaine du Nord et des vallées fluviales, l'assèchement des régions marécageuses, ainsi que des travaux d'irrigation, souvent à très grande échelle. Une industrie du fer se développa également, organisée à un degré sans équivalent dans le monde à l'époque, avec la production de masse, par moulage, d'outils et d'armes – pas seulement des épées et des couteaux, mais « des pelles, des houes, des faucilles, des socs de charrue, des haches et des ciseaux ».

L'État des Ch'in fut finalement en mesure de conquérir les autres parce qu'il avait mis en place ces changements de la manière la plus systématique. Il s'appuya sur une classe administrative de guerriers et de fonctionnaires toute récente, pour mettre à bas l'ancienne aristocratie et donner le rôle clé à la famille paysanne individuelle, lui permettant de posséder la terre, de payer des impôts directement à l'État et d'effectuer des corvées au bénéfice de celui-ci plutôt qu'à celui du seigneur local. « C'est la force productive nouvelle des petits fermiers qui soutint le nouveau régime. » Il s'agissait là d'une révolution sociale, du remplacement, par le haut, d'une classe exploiteuse par une autre ; c'était aussi une révolution accomplie par des armées, extrêmement coûteuse en vies humaines. Un récit classique prétend, de façon probablement exagérée, qu'il y eut 1 489 000 morts pendant les cent cinquante années de guerre, à savoir entre 364 et 234 av. JC.

La transformation n'était pas seulement le résultat de l'initiative de quelques dirigeants déployant des armées puissantes. Les mutations technologiques et agricoles avaient mis en mouvement des forces que les dirigeants ne pouvaient plus contrôler, et dont souvent ils ne voulaient pas. L'accroissement du surplus par les paysans allait de pair avec la hausse des exigences des dirigeants en matière de produits de luxe, d'armes en métal, de chevaux, de chars de combat, d'arcs et d'armures pour leurs troupes. Les paysans avaient besoin d'un apport constant d'outillage. Tous ces biens ne pouvaient être fournis que par un nombre toujours plus grand d'artisans, utilisant leurs propres techniques, et de marchands opérant aussi bien à l'intérieur d'un territoire qu'entre les États. Des poids de métal standardisés, puis des monnaies circulèrent, encourageant toujours plus le commerce.

La Chine aurait pu être transformée par la « bourgeoisie » marchande en une société nouvelle, fondée de façon prédominante sur la production par des travailleurs salariés pour le marché. Au lieu de cela, elle tomba sous la coupe de la bureaucratie étatique, qui parvint à détourner le surplus aussi bien des marchands que de la vieille aristocratie pour le concentrer dans ses propres mains. Les négociants, qui avaient soutenu l'État dans sa lutte contre les seigneurs, se virent dérober les fruits de la victoire par les fonctionnaires de ce même État, lequel les attaqua de façon répétée, à la fois sous la dynastie des Ch'in et sous celle qui lui succéda, les Han (de 206 av. JC à l'an 220 de l'ère chrétienne). (...) L'État prit le contrôle de deux industries clés, le sel et le fer, pour faire en sorte, comme l'établit un document han, que « les divers profits du sel et du fer (soient) monopolisés (par l'empire) pour supprimer les riches négociants et les riches marchands ».

Confucius (né au VI<sup>e</sup> siècle av. JC) et son disciple du IV<sup>e</sup> siècle av. JC, Mencius professaient un respect de la tradition et du rituel, combiné avec l'honnêteté et le contrôle de soi. Cela allait devenir, au cours des siècles suivants, l'idéologie conservatrice des administrateurs supposés éclairés, qui maintenaient un fonctionnement traditionnel de la société tout en jouissant d'une vie très confortable. Toutefois, au temps de Mencius, cette idéologie réprouvait les méthodes princes cupides. Ce rejet alla plus loin dans le cas de Motzu, un philosophe qui vécut une soixantaine d'années après Confucius et qui créa une secte cherchant à établir, par des moyens autoritaires, un égalitarisme fondé sur une frugalité commune, par opposition à l'égoïsme, au luxe et à la guerre. À l'inverse, le courant qu'on devait appeler plus tard la taoïsme prêchait que le salut individuel ne résidait pas dans l'action collective, mais dans l'étude de techniques permettant à l'individu de se retirer du monde et de le maîtriser. (...) Mais le vainqueur immédiat des batailles idéologiques du dernier siècle av. JC fut un autre courant, généralement appelé « légaliste », qui accordait une importance centrale à la force et au fonctionnement bureaucratique de l'État lui-même.

Au début, le pouvoir croissant de l'État n'empêcha pas les progrès du commerce et de la production artisanale de persister. En fait, ils bénéficièrent de mesures gouvernementales, telles que la construction de routes et le creusement de canaux, ainsi que de l'extension de l'empire en Chine méridionale, en Asie centrale, en Indochine et dans la péninsule coréenne. D'importantes innovations technologiques virent le jour : dès le II<sup>e</sup> siècle de notre ère (un millénaire et demi avant qu'il n'apparaisse en Europe), l'acier était produit ; les premières roues à eau du monde tournaient ; et la brouette, qui permettait aux gens de transporter le double de leur propre poids, était en usage dès le III<sup>e</sup> siècle (1000 ans avant son arrivée en Europe occidentale). Cependant, l'indépendance des entrepreneurs-négociants en tant que classe était compromise. Ils ne parvinrent pas à s'établir comme force disposant de ses propres centres de puissance, comme dans les cités européennes de la fin du Moyen Âge. Bien au contraire, ils se révélèrent de plus en plus dépendants de la bureaucratie d'État.

Alors que les soulèvements des classes inférieures sont rarement mentionnés dans les chroniques de la Mésopotamie, de l'Égypte, de l'Inde ou de la Rome antique, ils sont récurrents dans le cas de la Chine. C'est une de ces révoltes qui précipita la chute de la dynastie des Ch'in. L'histoire raconte que la rébellion fut initiée par un ancien ouvrier agricole, Chen Sh'eng, qui menait 900 bagnards vers un pénitencier. Craignant d'être puni pour son retard, il fit le raisonnement suivant : « Combattre signifie la mort, et comploter signifie aussi la mort (...). La mort pour avoir essayé de fonder un État est préférable. » (...) Après quatre années de troubles, l'un des chefs rebelles marcha sur la capitale et s'empara du trône, fondant une nouvelle dynastie, les Han. Les masses, qui avaient joué un rôle clé dans le soulèvement, n'en tirèrent aucun bénéfice. Le nouvel empire était à peine différent de l'ancien, et il fut bientôt confronté à son tour à des révoltes.

Le schéma de ces rébellions devait se répéter à de nombreuses reprises. Les extorsions du système fiscal impérial et des propriétaires terriens poussèrent les paysans à la révolte. Ces séditions allaient soumettre des provinces entières, avec leurs villes principales, et menacer la capitale impériale, jusqu'à être rejointes par des généraux de l'armée impériale, des hauts fonctionnaires tombés en disgrâce à la cour, et certains propriétaires de domaines. Pourtant, ces révoltes victorieuses conduisirent à de nouveaux empereurs ou à de nouvelles dynasties qui traitèrent les masses paysannes tout aussi durement que les précédentes. Ce n'était pas seulement une affaire de corruption des dirigeants pris individuellement. Les paysans ne pouvaient pas mettre en place une organisation centralisée permanente capable d'imposer leurs buts à la société. Leur subsistance provenait de l'exploitation de leurs lopins de terre

individuels, dont ils ne pouvaient se permettre de s'éloigner pour une longue période. (...) Ils dépendaient de l'administration d'État pour l'irrigation et la protection contre les crues, ainsi que pour se procurer des outils de fer et des denrées qu'ils ne produisaient pas eux-mêmes. S'ils pouvaient concevoir un monde dans lequel les fonctionnaires seraient bienveillants et les propriétaires plus souples, ils n'étaient pas en mesure d'imaginer une société complètement différente, dirigée par eux.

## Chapitre 9

### Les cités grecques

---

La troisième grande civilisation florissante il y a 2500 ans fut celle de la Grèce antique. À l'époque où les dirigeants de Magadha commençaient à dominer le sous-continent indien et où les Ch'in construisaient un nouvel empire en Chine, vers la fin du IV<sup>e</sup> siècle av. JC, Alexandre le Grand se taillait un empire qui s'étendit très rapidement des Balkans jusqu'au Nil et à l'Indus. (...) Pourtant, les peuples vivant dans les îles et les villages côtiers de la Grèce du IX<sup>e</sup> siècle av. JC n'étaient guère différents des autres agriculteurs d'Eurasie et d'Afrique. (...) Les villages étaient à la fois coupés les uns des autres et des civilisations de l'Asie intérieure et de l'Égypte. La population était analphabète, la spécialisation artisanale rudimentaire, l'art figuratif quasiment inexistant, les conditions de vie rudes et les famines fréquentes.

Les forces à l'œuvre dans la fusion de ces peuples en une civilisation nouvelle étaient similaires à celles qu'avaient connues l'Inde et la Chine septentrionales : l'expansion, lente mais constante, du travail du fer, la mise au point de techniques nouvelles agricoles, le développement du commerce, la redécouverte de techniques artisanales anciennes et l'apprentissage de nouvelles, l'élaboration des alphabets. À partir du VII<sup>e</sup> siècle av. JC, un essor économique soutenu et « une augmentation sensible du niveau de vie dans pratiquement toutes les sections de la population » se firent ressentir, qui donnèrent naissance, dès le VI<sup>e</sup> siècle av. JC, à des cités-États capables d'ériger des édifices aussi magistraux que l'Acropole d'Athènes et, par leurs efforts conjoints, de vaincre les tentatives d'invasion de la puissante armée perse. Mais les circonstances dans lesquelles les changements économiques et sociaux se produisirent différaient sur deux points principaux de celles qui avaient prévalu en Chine, et, à un moindre degré, en Inde.

Les colonies grecques eurent bientôt des contacts bien plus directs avec d'autres civilisations que ceux tissés par la Chine ou l'Inde. Depuis des siècles, les navigateurs phéniciens commerçaient sur les côtes méditerranéennes, leur apportant la connaissance des progrès techniques accomplis dans les empires mésopotamien, et égyptien. À partir du VI<sup>e</sup> siècle av. JC, des relations directes et soutenues entre les cités grecques et les empires successifs du Moyen-Orient s'exercèrent par le commerce, l'emploi de mercenaires grecs dans les armées impériales et la résidence d'exilés grecs dans les capitales. Ces contacts donnèrent un important coup de grâce au développement de la civilisation grecque, comme en témoigne, par exemple, l'influence de l'écriture sémitique utilisée par les Phéniciens sur l'alphabet grec.

Autre différence notable : l'agriculture. L'expansion de l'agriculture grecque se heurtait au terrain montagneux. L'utilisation de techniques nouvelles permit, certes, de dégager un surplus à partir du VIII<sup>e</sup> siècle av. JC, mais il aurait fini par s'étioler sans des mesures différentes de celles mises en œuvre en Chine et en Inde. La rareté des terres fertiles

poussa les agriculteurs à prendre la mer et à coloniser des régions côtières plus lointaines de la Méditerranée : les îles Égéennes et Ioniennes, le pourtour de la mer Noire et de l'Asie mineure, le Sud de l'Italie et la Sicile, jusqu'aux côtes de l'Espagne et du Sud de la France. L'expansion commerciale qui accompagna cette colonisation encouragea le développement des artisanats dans la mère patrie – la poterie athénienne, par exemple, devait bientôt être trouvée dans toute la région méditerranéenne. Ce qui au début n'était qu'une constellation de communautés isolées d'agriculteurs et de pêcheurs s'était transformé, dès le VI<sup>e</sup> siècle av. JC, en un réseau de cités-États, qui se faisaient la guerre mais qui étaient aussi liées par le commerce et, avec lui, par un alphabet commun, des dialectes mutuellement intelligibles, des pratiques religieuses similaires et des fêtes communes, parmi lesquelles les jeux Olympiques.

La transformation des prisonniers de guerre en esclaves fournissait précisément une telle force de travail peu coûteuse – le coût d'un esclave à Athènes à la fin du V<sup>e</sup> siècle était de moins de la moitié du salaire payé à un artisan libre pour une année de travail. (...) Désormais, en Grèce, bientôt, à une échelle bien plus importante, à Rome, l'esclavage devint une source majeure de production du surplus. (...) Les révoltes d'esclaves ne ponctuent pas l'histoire de la Grèce de manière aussi récurrente que les révoltes paysannes en Chine, et cela est lié aux caractéristiques de l'esclavage grec, puis romain, qui rendaient très difficile toute velléité de révolte à l'encontre des exploiters. Ces subordonnés étaient de façon très majoritaire des captifs de guerres livrées en Méditerranée, dans les Balkans, l'Asie mineure et même en Russie méridionale. Délibérément mélangés sur les marchés d'esclaves, issus de cultures distinctes et parlant des langues différentes, ils vivaient et trimaient côte à côte, mais ne communiquaient qu'avec difficulté à l'aide du dialecte grec de leurs maîtres ; lesquels pouvaient d'ordinaire compter sur d'autres Grecs pour punir des esclaves rebelles ou poursuivre des évadés. Ainsi, alors qu'à Messine les serfs hilotes des Spartiates réussirent à s'organiser et finalement à se soulever pour se libérer de leur joug, les esclaves proprement dits n'y parvinrent jamais.

Les producteurs directs avaient finalement très peu intérêt à améliorer leurs techniques ou la qualité de leurs produits, ce qui découragea tout progrès dans la productivité du travail. De surcroît, la nécessité de maintenir les esclaves à leur place constituait l'arrière-plan de toute décision prise par les politiciens ou les dirigeants. Les esclaves durent ainsi rarement en mesure d'intervenir pour leur propre compte dans le processus historique. Cependant, une lutte de classes toute différente devait jouer un rôle de premier plan dans l'histoire de la Grèce antique : celle qui opposa les riches propriétaires terriens – qui mettaient en valeur leurs domaines en ayant largement recours à l'esclavage tout en se tenant eux-mêmes à distance de tout ce qui aurait pu ressembler à un travail manuel –, à la masse des petits paysans et artisans, qui possédaient parfois un ou deux esclaves, mais travaillaient à leurs côtés dans les champs ou à l'atelier.

Les mauvaises récoltes, fréquentes, précarisaient à l'extrême nombre de paysans qui, pour s'acquitter des impôts, devaient s'endetter auprès des riches. Ces derniers utilisaient ensuite ce prétexte pour justifier la saisie de leurs terres et parfois même de leurs personnes au titre d'esclaves. Les tribunaux composés par les oligarques n'étaient que trop empressés à rendre jugement contre les pauvres. La colère qui en résulta parmi de larges pans de la société menaça bientôt les républiques oligarchiques. Dans beaucoup d'entre elles, des hommes ambitieux, issus généralement eux-mêmes de la classe dominante, surent exploiter le ressentiment pour s'emparer du pouvoir en qualité de « tyrans » et attaquer ensuite les riches en édictant diverses réformes destinées à porter secours à la masse du peuple. Mais ils ne pouvaient mettre un terme à la division en classes.

Dans certains États, en particulier à Athènes, la pression exercée par les couches inférieures de la société déboucha sur des changements encore plus radicaux : le remplacement à la fois de l'oligarchie et de la tyrannie par la « démocratie ». Le mot, au sens littéral, signifie « règne du peuple ». En réalité, elle ne concernait pas l'ensemble du peuple, dans la mesure où elle excluait les esclaves, les femmes et les résidents dépourvus du droit de cité – les *métèques*, qui constituaient souvent une proportion importante des commerçants et des artisans. Elle ne remettait pas davantage en cause la concentration de la propriété – et des esclaves – entre les mains des riches. Ce n'est guère surprenant, dans la mesure où les leaders des forces « démocratiques » étaient généralement de riches propriétaires dissidents qui assuraient leur propre avancement politique en s'appropriant certaines revendications des masses. Néanmoins, la démocratie donnait vraiment aux citoyens les plus pauvres les moyens de se protéger contre les extorsions des riches.

Ainsi, à Athènes, l'esclavage pour dettes fut aboli sous le règne de Solon (594 av. JC), le pouvoir législatif passa aux mains d'une assemblée ouverte à tous les citoyens et les juges comme les fonctionnaires subalternes furent désormais choisis par tirage au sort. Face à de telles restrictions à son pouvoir, la classe supérieure éprouva un profond ressentiment, qui trouva son expression dans certains cercles littéraires et philosophiques. On y proclamait que la démocratie était le pouvoir de la populace, que les membres des classes oisives qui accordaient des droits aux classes inférieures étaient des carriéristes sans scrupule (d'où le mot « démagogue »), et que le seul espoir pour l'avenir consistait à briser les entraves du contrôle populaire. Tel était le ton des pièces d'Aristophane et des écrits politiques de Platon, et c'était probablement la norme chez Socrate et ses disciples.

L'histoire de nombreuses cités grecques est ainsi tissée de luttes continues, souvent couronnées de succès, des riches propriétaires fonciers contre la démocratie. L'exception partielle reste Athènes, où la démocratie survécut près de deux siècles. Cela était dû au fait que la cité était très dépendante du commerce, ce qui donnait un rôle vital à sa marine, composée des citoyens les plus pauvres. Si bien que même les riches, qui haïssaient la démocratie, se sentaient obligés de complaire aux citoyens pauvres. Deux tentatives d'imposer le pouvoir de l'oligarchie furent ainsi tuées dans l'œuf, à la suite de la défaite de Sparte dans la guerre du Péloponnèse.

À Athènes et chez ses alliés, une partie des classes supérieures en vint à se réjouir des succès spartiates, qui faisaient vaciller la démocratie ; pour certains, Sparte devint un catalyseur de leurs aspirations contre-révolutionnaires, un modèle de gouvernement dans lequel une minorité privilégiée pouvait priver tous les autres membres de la société de la totalité de leurs droits, un peu à la manière dont l'Italie fasciste, puis l'Allemagne nazie le seront pour des sections des classes dirigeantes européennes dans les années 1930.

Les cités grecques, qui ne connaissaient pas les lourdeurs bureaucratiques des empires mésopotamien, assyrien et perse, purent faire preuve d'un plus grand dynamisme et bénéficier de l'allégeance active d'une partie plus large de leurs populations lorsqu'elles étaient en guerre. Cela explique pourquoi les États grecs associés parvinrent à repousser des armées d'invasisseurs au début du Ve siècle av. JC. Et cent cinquante ans plus tard, cela permit à une armée constituée par le royaume hellénisé de Macédoine, dans le Nord, d'établir brièvement son pouvoir non seulement sur les cités grecques, mais aussi, sous Alexandre le Grand, sur les deux empires historiques d'Égypte et du Moyen-Orient. L'empire d'Alexandre se disloqua après sa mort, mais des dynasties helléniques continuèrent à régner sur les empires rivaux du

Moyen-Orient et de l'Égypte. Issus des réalisations des anciennes civilisations de ces régions, les progrès réalisés par les Grecs dans les sciences et la philosophie s'y développèrent de plus belle. C'est dans la cité gréco-égyptienne d'Alexandrie que l'école grecque des sciences, des mathématiques et de la philosophie allait prochainement atteindre son apogée. Vers 300 av. JC, Euclid formula les théorèmes fondamentaux de la géométrie. Peu après, Ératosthène calcula que la Terre avait un diamètre de 38 000 kilomètres. En 150 av. JC, Hipparque commença à mettre au point des méthodes trigonométriques de calcul des distances, parvenant à un résultat relativement correct dans l'évaluation de la distance de la Terre à la Lune. Claudius Ptolémée devait, 300 ans plus tard, à partir des idées d'Hipparque, modéliser le mouvement des planètes et des étoiles.

Cependant, ces découvertes restèrent quasiment inconnues en Europe pendant plus de 1000 ans. Pendant ce temps, ce qui restait de l'empire méditerranéen d'Alexandre se trouva absorbé par un nouvel empire, celui que construisirent les dirigeants de Rome.

## Chapitre 10

### Splendeur et chute de Rome

---

Dans la plupart des versions occidentales de l'histoire du monde, Rome est présentée comme une période glorieuse de la civilisation. L'ascension de l'empire est considérée comme le point culminant des civilisations antiques, et son déclin final comme une tragédie historique. (...) La partie occidentale de son empire exista pendant près de 600 ans, sa partie orientale pendant 1600 ans. Partout, les dirigeants supervisèrent la construction d'édifices publics et de temples, de stades et d'aqueducs, de bains publics et de routes pavées, laissant un héritage qui devait remplir d'admiration les générations suivantes.

Pourtant, en tant que telle, la civilisation de l'Empire romain contribua très modestement à l'amélioration des conditions d'existence et à l'accumulation des connaissances scientifiques et culturelles. Elle n'était pas caractérisée par l'innovation, comme l'avaient été la Mésopotamie et l'Égypte archaïques, la Grèce classique, ou encore l'Inde et la Chine du dernier millénaire av. JC. (...) Si l'ingénierie et l'architecture romaines sont certes impressionnantes, avec leurs viaducs, amphithéâtres, temples et routes, la fonction essentielle de l'Empire romain fut cependant, dans la plupart des domaines, de répandre en Europe centrale et occidentale des progrès déjà accomplis en Égypte, en Mésopotamie et en Grèce, sans réelle amélioration. En outre, les fondations mêmes de l'empire provoquèrent sa chute finale, ne laissant rien d'autre à l'Occident que le souvenir de réalisations empruntées ailleurs.

La première période de Rome ressemble à de nombreux égards à celle des cités grecques, dont elle adopta l'alphabet en le modifiant. Au début, il s'agissait probablement d'une société de cultivateurs, organisée non pas en État mais en lignages (sa population était regroupée en « gens », lignages supposés, et en « tribus »), à partir desquels une classe dirigeante héréditaire (l'ordre des « patriciens ») se développa. (...) Pendant toute une période, Rome avait été sous la domination de l'État étrusque, situé plus au nord – une société lettrée dont la langue, non indo-européenne, tirait probablement ses origines d'une région du nord de la mer Noire. À la fin du VI<sup>e</sup> siècle (en 509 av. JC, selon la tradition romaine), les Romains repoussèrent les Étrusques, fondèrent une république et s'engagèrent dans un long processus d'expansion militaire, qui se déploya au cours des 400 années suivantes en différentes phases : une ligue de diverses cités de langue latine ; l'incorporation de celles-ci à la

République romaine ; la conquête du reste de l'Italie centrale ; une série de guerres avec Carthage pour le contrôle de l'Italie du Sud et de l'ancienne colonie phénicienne d'Afrique du Nord ; la conquête de l'Italie du Nord et de la Grèce ; et, pour finir, l'occupation de toute l'Europe au nord du Rhin et du Danube, ainsi que l'annexion des anciens empires d'Asie mineure, de Syrie et d'Égypte. Chaque étape de cette expansion fut l'œuvre d'une infanterie recrutée parmi les paysans propriétaires indépendants. (...) Mais si la paysannerie supportait le plus gros des combats, elle ne contrôlait ni l'armée ni le bénéfice des victoires. Car, à la différence d'Athènes, Rome n'était aucunement une démocratie.

### La République et les guerres de classes

La constitution politique des premiers temps de la République octroyait le monopole du pouvoir à l'élite héréditaire des familles « patriciennes ». Les sénateurs, les consuls choisis chaque année pour conduire les affaires politiques, les juges, les questeurs (administrateurs) et les prêteurs (responsables de la loi et de l'ordre) étaient tous des patriciens. L'Assemblée avait le droit théorique d'élire des magistrats et de décider des questions relatives à la paix et à la guerre. Mais 98 des 193 suffrages allaient aux classes supérieures, et les délégués de la « plèbe » des petits paysans n'avaient aucun mot à dire lorsque les premiers étaient unanimes, cependant que les Romains sans propriété, les *proletarii*, n'avaient, en tout et pour tout, qu'une seule voix. Les familles dirigeantes utilisaient leur contrôle pour accroître leurs domaines, déjà substantiels, aux dépens de la paysannerie, la contraignant à s'endetter, s'emparant de ses terres et comptant sur les juges pour trancher les litiges en faveur des patriciens. De surcroît, en tant que commandants des forces armées, ceux-ci se taillaient la part du lion dans les terres conquises lors de chaque victoire militaire. Ce comportement suscita une colère qui explosa en lutte de classes au cours de deux grandes vagues.

La « sécession » s'asseoir en masse et refuser de servir dans l'armée – semble avoir été la tactique favorite des plébéiens, auxquels elle permit d'obtenir leurs propres représentants élus, les « tribuns de la plèbe », pour les protéger contre l'oppression des magistrats. (...) Une dernière grande lutte, en 287 av ; JC, motivée par des dettes pesant sur la moitié de la population, mit fin au pouvoir formel des patriciens et ouvrit les magistratures publiques aux plébéiens. (...) Mais les plébéiens furent loin d'obtenir de leur victoire autant de gains que ceux arrachés par les classes inférieures grecques, et Rome ne devint jamais une démocratie de type athénien. Comme Brunt le fait remarquer, seule une mince couche de plébéiens aisés bénéficia de façon substantielle de la levée de l'interdiction de l'accès aux fonctions publiques. (...) « Les vieux conflits sociaux ne pouvaient manquer de réapparaître, mais il devenait plus difficile aux pauvres de se trouver des défenseurs, dès lors que les ambitions des riches plébéiens avaient été satisfaites. » Cela ne serait pas la dernière fois dans l'histoire que les intérêts des dirigeants aisés d'une lutte se révéleraient très différents de ceux de leurs partisans.

Un nombre croissant de paysans était contraint de s'endetter, car, incorporés dans les légions durant de longues périodes, ils n'étaient plus en mesure de cultiver leur terre pour payer les loyers et rembourser les emprunts. (...) Du reste, les guerres fournissaient aussi une force de travail nouvelle et massive, que les riches pouvaient exploiter : les prisonniers, transformés en main d'œuvre asservie. (...) Employer un paysan romain sans terre et ayant une famille à élever était bien plus coûteux, de telle sorte que ceux qui perdaient leurs terres avaient du mal à trouver autre chose qu'un emploi saisonnier temporaire. La population des esclaves s'accrut massivement, jusqu'à compter, au 1<sup>er</sup> siècle de l'ère chrétienne, deux millions d'individus – à côté d'une population libre de 3,25 millions de personnes. Les seuls

chiffres minimisent l'importance de l'esclavage pour l'économie, dans la mesure où les esclaves étaient pour la plupart des adultes, alors que la population libre comptait de nombreux enfants. De plus, à toutes les époques, un citoyen mâle adulte sur huit était dans les forces armées.

« L'importation massive d'esclaves accrut la misère de la paysannerie italienne. » Une telle polarisation de classes provoqua une nouvelle vague de conflits civils, une vague beaucoup plus sanglante que les affrontements du passé entre patriciens et plébéiens. En 133 av. JC, Tiberius Gracchus fut élu tribun. (...) Son programme enflamma les paysans et provoqua la fureur de la majorité de la classe sénatoriale nantie. Il consistait à distribuer aux démunis de grandes superficies des terres publiques exploitées par les grands latifundiaires. Une population rurale d'origine très modeste afflua à Rome pour soutenir sa proposition, couvrant d'affiche les murs de la ville et s'assurant qu'elle serait votée par l'Assemblée de la République. Les sénateurs étaient horrifiés. Ils attendirent que les paysans aient quitté Rome pour la moisson et passèrent à l'action. certains d'entre eux proclamèrent que Tiberius « trahissait la Constitution » et le firent assassiner. Ses fidèles furent également exécutés.

La répression ne mit pas un terme au mécontentement qui agitait les paysans pauvres, et l'histoire se répéta dix ans plus tard. Le frère de Tiberius, Caius, fut élu tribun et domina la scène politique romaine pendant les trois années suivantes, soutenu par la paysannerie et certains membres de la couche des nouveaux riches les *equites* (chevaliers). Le consul (magistrat suprême) Optimus distribua des armes aux affidés du Sénat et se servit de 3000 mercenaires crétois pour assassiner Caius et faire exécuter 3000 de ses partisans. Telles étaient les glorieuses traditions « civilisées » du Sénat romain. (...) Le meurtre de Caius Gracchus mata les pauvres, mais ne supprima pas la haine de classe, qui joua un rôle décisif dans l'histoire du 1<sup>er</sup> siècle av. JC et dans la transformation de la République romaine en empire.

La rébellion de Catilina fut la dernière à être fondée sur un appel aux armes des paysans pauvres. Mais la colère contre les riches persista et commença à s'étendre aux urbains pauvres, dont les conditions de vie étaient atroces et la survie précaire. Ils vivaient entassés dans des immeubles de dix à quinze mètres de hauteur, avec une densité sept ou huit fois supérieure à celle d'une métropole occidentale moderne, leurs logis constamment menacés d'écroulement ou d'incendie, sans eau ni accès aux égouts. Beaucoup d'entre eux ne pouvaient travailler que de façon saisonnière, l'été sur les quais, et souffraient de la faim en hiver. Leur condition misérable les avait empêchés par le passé de se joindre aux paysans révoltés. Ils dépendaient souvent des aumônes des riches sénateurs, et avaient pris le parti du Sénat lors des émeutes. Désormais, ils commençaient à soutenir des politiciens ou des généraux ambitieux qui leur promettaient des distributions de blé. La violence devint endémique au cours de la décennie qui suivit la défaite de Catilina. En 52 av. JC, après le meurtre d'un politicien – Clodius, qui avait fait distribuer du grain aux pauvres -, ses partisans mirent le feu aux bâtiments du Sénat et tuèrent les riches rencontrés dans la rue.

C'est dans ce contexte que Jules César marcha sur Rome avec son armée et prit le pouvoir, en 49 av. JC. Si les riches sénateurs durent passer la main dans la conduite de l'empire, ce ne fut pas au profit du peuple, mais d'un général riche, issu d'une famille aristocratique et qui avait, durant la conquête de la Gaule, massacré ou transformé en esclaves plus d'un million de personnes.

Les années de grands conflits sociaux entre citoyens romains virent aussi la principale révolte d'esclaves du monde antique, sous la conduite de Spartacus. Rome avait déjà connu plus de révoltes d'esclaves que la Grèce, sans doute parce qu'ils y étaient beaucoup plus concentrés. La Sicile, par exemple, avait été secouée en 138-132 av. JC par un soulèvement d'esclaves qui comptait des dizaines de milliers de participants – des bergers et des laboureurs – ayant « reçu le soutien de la population libre locale enchantée de voir les riches en difficulté ». En fait, pendant que les esclaves essayaient de maintenir en état les fermes qu'ils espéraient cultiver pour leur propre compte, la population libre se livra au pillage. Le même schéma se répéta en 104-101 av. JC.

La révolte de Spartacus fut d'une échelle bien plus importante, allant jusqu'à menacer le centre névralgique de l'Empire romain. Elle commença en 73 av. JC, avec l'évasion de soixante-quatorze gladiateurs, qui furent bientôt rejoints par près de 70 000 esclaves qui vainquirent plusieurs armées romaines successives et marchèrent d'un bout à l'autre de la péninsule italienne. Ils allèrent jusqu'à menacer Rome et mirent en déroute une armée dirigée par les consuls. Mais au lieu d'essayer de prendre la ville, l'ancien gladiateur Spartacus mena ses troupes à la pointe méridionale de l'Italie, espérant passer en Sicile. Elles furent alors trahies par des pirates qui leur avaient promis des navires et paralysées par une armée romaine essayant de les empêcher de faire à nouveau mouvement vers le nord. Une partie de l'armée des esclaves parvint à se dégager de la nasse, mais subit une défaite dévastatrice. Spartacus fut tué, même si son corps ne fut jamais retrouvé, et 80 000 de ses partisans furent crucifiés.

Les rébellions de la Rome antique inspirèrent la cause des opprimés pendant deux millénaires. Les frères Gracchus furent ainsi célébrés comme des exemples par l'extrême gauche durant la Révolution française de 1789-1794, le personnage historique préféré de Karl Marx était Spartacus et les révolutionnaires allemands menés par Rosa Luxemburg en 1919 prirent le nom de Ligue spartakiste. Mais ni les révoltes paysannes ni les rébellions d'esclaves ne parvinrent à briser l'emprise des grands propriétaires terriens sur l'Empire romain. Il faut en chercher l'explication dans la nature des classes révoltées elles-mêmes. Les paysans (...) ne pouvaient parvenir à élaborer un programme politique qui leur soit propre et qui aille au-delà des revendications de redistribution des terres et d'annulation des dettes pour suggérer une réorganisation de la société dans sa totalité. Car le surplus qu'ils produisaient était insuffisant pour entretenir une civilisation de la taille de Rome et ne pouvait provenir que du système esclavagiste ou du pillage de l'empire. Le rêve d'un retour à une société reposant sur l'agriculture était naturel, mais irréalisable.

Les masses urbaines étaient tout aussi incapables de prendre la direction d'une réorganisation révolutionnaire de la société. Elles étaient encore moins décisives dans la production que les petits paysans. Les plus pauvres dépendaient de l'emploi occasionnel, d'autres étaient artisans dans les métiers de luxe, tributaires des commandes des riches. (...) Finalement, même si les esclaves ruraux étaient essentiels à la production, ils ne purent jamais aller au-delà d'une rébellion héroïque et formuler de nouvelles conceptions de la société. Ils venaient de tous les coins de la Méditerranée et parlaient une multitude de langues. Comme il leur était d'avoir une famille, ils avaient peu d'occasions de transmettre des traditions de résistance d'une génération à l'autre. La façon dont ils étaient assemblés dans la production – enchaînés, sous la menace du fouet d'un surveillant - ne fournissait pas de modèle de réorganisation de la société sur une base nouvelle. Au lieu de cela, ils rêvaient de fonder de nouveaux royaumes ou, comme Spartacus, de s'échapper de l'Empire romain pour connaître la liberté sous d'autres cieux. La raison pour laquelle Spartacus manqua l'occasion de se rendre maître de Rome est un des grands mystères de l'Histoire. Une explication partielle est

que, ne pouvant concevoir la réorganisation de la société romaine, il ne voulait pas se retrouver aux commandes de l'ordre ancien.

### L'empire : stagnation et effondrement

Le Sénat en vint à devoir faire appel à des généraux et à leurs armées, ce qui ouvrit la voie à la sujétion de l'institution politique au profit d'un homme fort. Les guerres civiles causées par les questions sociales laissèrent la place à des conflits entre généraux : Marius et Cinna contre Sylla, Pompée contre Jules César ; après la mort de César, Brutus et Cassius contre Marc Antoine et Octave (neveu de César) ; et, finalement, Octave contre Marc Antoine. Finalement, les riches – anciens comme nouveaux – estimèrent qu'autoriser Octave (appelé désormais Auguste) à établir une monarchie *de facto* était le seul moyen de restaurer la stabilité publique. Auguste put utiliser à ses propres fins le souvenir des décennies de conflits sociaux. Il offrit la sécurité aux possédants tout en se posant comme l'ami des habitants pauvres de Rome en leur fournissant du blé à bon marché, voire gratuitement – largesses financées par une fraction minime du vaste tribut qui affluait des terres conquises.

Soucieux de ne pas provoquer de rébellion ouverte dans les provinces, les empereurs mirent un terme aux formes les plus scandaleuses d'accaparement personnel de la part de l'élite sénatoriale, n'hésitant pas parfois à terroriser les membres trop indépendants des vieilles familles de propriétaires terriens, tout en couvrant d'or et d'honneurs leur propre entourage. (...) Cicéron, souvent représenté comme un parangon des vertus civiques de la classe sénatoriale, avait organisé de tels meurtres et désignait la plèbe de Rome comme la « saleté et l'ordure », la « masse misérable des crève-la-faim », la « lie de la cité » et, lorsqu'elle faisait montre de vellétés radicales, les « nuisibles ».

Pendant les deux premiers siècles du pouvoir impérial, la population riche prospéra encore plus que par le passé. (...) Durant cette période, les villes furent reconstruites dans un style fastueux d'un bout à l'autre de l'empire, avec « des temples pour le culte des dieux, des théâtres, des stades et des amphithéâtres, des gymnases et des thermes, des marchés, des aqueducs et des fontaines, mais aussi des basiliques pour l'administration de la justice ainsi que des chambres de conseil et des bureaux pour les magistrats. (...) La stabilité imposée par en haut reposait, comme sous la république, sur le pillage de la paysannerie et l'asservissement des esclaves.

L'empire était peut-être stable, mais d'importants problèmes minant la base de la société restaient sans solution. L'économie était très majoritairement rurale, même si la classe dirigeante et sa civilisation étaient centrées sur les métropoles urbaines : « Le commerce et les manufactures ne jouaient qu'un rôle très limité dans l'économie... L'industrie de base était l'agriculture, l'immense majorité des habitants de l'empire étaient des paysans et la richesse des classes supérieures était, pour l'essentiel, le produit de la rente foncière. » La production agricole rapportait vingt fois plus que le commerce et l'artisanat. (...) Les villes fonctionnaient comme des parasites de l'économie rurale plutôt que comme des sources d'innovations capables d'augmenter la productivité. Les grands propriétaires citadins cherchaient à accroître leurs revenus en pressurant davantage les cultivateurs plutôt qu'en investissant dans de nouveaux outillages ou en améliorant la qualité des terres.

La puissance économique de l'empire était menacée en permanence par ce même facteur qui avait été décisif au début de sa prospérité : le recours massif à l'esclavage. Tandis que prenaient fin les guerres de conquête qui avaient donné naissance à l'empire, l'afflux de

captifs nouveaux commença à se tarir et le prix des esclaves à augmenter. Les grands propriétaires terriens durent se soucier davantage des conditions de vie de leurs «biens ». Certains s'employèrent à élever une nouvelle génération d'esclaves. Mais cela impliquait l'entretien des mères et des enfants « improductifs », et réduisait encore l'avantage qu'avait eu autrefois l'esclavage sur le travail libre. D'autres trouvèrent plus commode et plus rentable de louer leurs terres fort cher à des petits fermiers qui n'avaient pas besoin d'être surveillés et qui supportaient seuls les frais d'entretien de leurs familles. C'est ainsi que l'esclavage commença à décroître.

La classe dirigeante n'avait pas d'autre choix que de persévérer comme par le passé, en exerçant une pression encore plus forte, si cela était possible, sur la paysannerie, reproduisant dans tout l'empire l'exploitation excessive qui avait déjà ruiné les agriculteurs italiens. Les impôts, qui n'étaient sous la république que d'environ 10% des revenus d'une famille paysanne, atteignirent un tiers au VI<sup>e</sup> siècle, et les paysans durent, par-dessus le marché, payer des fermages aux propriétaires.

Les incursions des barbares (...) se multipliaient et devenaient coûteuses à contenir, obligeant les empereurs à s'appuyer sur d'énormes et ruineuses armées de mercenaires, qui allèrent jusqu'à compter 650 000 hommes au IV<sup>e</sup> siècle.(...) Tandis que les guerres civiles affaiblissaient l'empire, des légionnaires rebelles allèrent jusqu'à piller Rome elle-même. L'empire entra à l'Ouest dans une période de déclin. Les coups d'État militaires devinrent plus fréquents, les invasions barbares plus audacieuses. En l'an 330, le centre se déplaça de l'Italie vers la ville hellénisante de Byzance, à partir de laquelle les dirigeants éprouvèrent des difficultés à contrôler l'Occident ; et bientôt deux empereurs rivaux dirigèrent les deux moitiés.

Pendant ce temps, les confins de l'empire, comme la Grande-Bretagne, se libérèrent du joug romain. Les empereurs essayèrent de se raccrocher à ce qui leur restait en soudoyant des « barbares » (généralement des Germains) qu'ils installèrent à l'intérieur des frontières. Mais en se romanisant, les dirigeants barbares aspirèrent au pouvoir des dirigeants romains et utilisèrent le moyen traditionnel des Romains pour s'en emparer : la conquête. Ainsi, le Goth Alaric mit à sac Rome, le Franc Clovis prit le contrôle de la Gaule, l'Ostrogoth Théodoric se proclama empereur de Rome, et les Wisigoths établirent un royaume romanisé en Espagne.

Ainsi, l'économie intégrée de Rome, fondée sur l'esclavage, laissa la place, en Occident, à une nouvelle économie fragmentée en unités rurales locales, presque autarciques, reposant sur le servage. L'esclavage ne disparut pas complètement. Le recours au travail forcé persista jusque vers l'an 1000 dans certaines grandes exploitations, où les propriétaires, contraints par le déclin des villes de vivre sur leurs domaines, le trouvaient très efficace pour extraire de leurs travailleurs un surplus aussi élevé que possible. Mais il ne constitua plus la base permettant de maintenir une civilisation ou un empire.

## Chapitre 11

---

### L'essor du christianisme

Le grand rescapé de la crise de l'Empire romain d'Occident après l'an 400 fut bel et bien le christianisme, cette religion qui, après des débuts modestes au cours des siècles précédents, avait fini par devenir l'idéologie officielle de l'empire. Dès l'époque des invasions « barbares », chaque ville de l'empire avait son église et ses prêtres, chaque

province son évêque, le tout étant organisé selon des hiérarchies centrées sur Rome et sur Byzance, où pouvoir ecclésiastique et pouvoir impérial se combinaient, les empereurs imposant leurs vues sur les points les plus subtils de la doctrine de l'Église.

Les évangiles du Nouveau testament sont emplis de contradictions. À certains endroits, en particulier chez Luc, on peut trouver de puissantes expressions de haine de classe. Par exemple, l'homme riche va directement en enfer, tandis que l'homme pauvre, Lazare, rejoint le « sein d'Abraham ». Jésus prêche : « Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu ». Et la version que donne Luc du sermon sur la montagne est la suivante : « Bienheureux les pauvres, car ils seront rassasiés... mais malheur à ceux d'entre vous qui sont riches, car vous avez reçu votre consolation ; malheur à ceux qui sont gavés, car ils connaîtront la faim. » À l'inverse, chez Matthieu, le message est de réconciliation. Ainsi Jésus prêche-t-il : « Bienheureux les pauvres *d'esprit*, car le royaume des ciels est à eux... Bienheureux sont ceux qui sont affamés et assoiffés *de justice*, car ils seront satisfaits. »

De la même manière, certains passages semblent prêcher la résistance aux règles en vigueur, alors que d'autres encouragent l'obéissance, tel cet épisode où Jésus invite le peuple à payer des impôts aux Romains, en disant : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. » Enfin, on décèle des contradictions entre des appels à l'obéissance aux règles de la foi juive (« la loi ») et des exhortations à rompre avec elles. (...) Dans la première moitié du 1<sup>er</sup> siècle, Jérusalem était l'une des plus grandes villes de l'Empire romain, « de loin la cité la plus illustre de l'Orient », selon les mots de Pline l'Ancien. Mis elle était aussi l'une des plus tumultueuses. la splendeur de la ville provenait de sa situation proche d'importantes routes commerciales et, plus tard, de son caractère de centre religieux attirant la richesse de tous les points de l'empire. Les terres environnantes – la Judée, la Samarie et la Galilée – étaient cependant loin d'être riches. Elles souffraient, comme toutes les provinces romaines, des niveaux d'imposition exorbitants destinés à payer un tribut à Rome et à fournir aux gouverneurs romains les fortunes escomptées.

Cela nourrissait une hostilité considérable à l'égard des Romains et de la classe supérieure juive qui collaborait avec eux. Les rois juifs avaient, après tout, invité les Romains dès le départ (en 139 av. JC), et depuis lors, s'appuyaient sur l'assistance de Rome dans leurs guerres intestines. De nombreuses émeutes éclatèrent à Jérusalem, et les campagnes connurent également, en particulier en Galilée, des phénomènes récurrents de « banditisme », prenant parfois une coloration religieuse. (...) Dans tous ces affrontements, la haine de classe des Juifs les plus pauvres envers la classe supérieure juive se mêlait à de la colère envers les forces d'occupation romaines.

Les différences de classes trouvaient une expression dans les diverses interprétations de la religion juive. Les riches, qui parlaient grec et collaboraient avec les Romains, tendaient à favoriser l'école saducéenne associée aux prêtres héréditaires (...). En revanche, les savants religieux non héréditaires, d'origines sociales très diverses, étaient plutôt favorables à l'école pharisienne, laquelle insistait sur une observance stricte de la « Loi » juive (les rituels et les règles élémentaires contenues dans la *Torah* – Ancien Testament pour les chrétiens), critiquait la collaboration des classes supérieures avec les Romains. (...) Une troisième école, celle des Esséniens, tentait d'échapper à ce qu'elle considérait comme les maux de la société en fondant dans les campagnes des communautés de type monastique, où la propriété privée n'avait pas cours. Les Esséniens rejetaient aussi l'esclavage, le considérant comme injuste, et

cette position était plus radicale que celle que devaient adopter les chrétiens. Enfin, les Zélotes combinaient la foi religieuse avec l'agitation politique contre la présence romaine.

La religion ayant des adeptes dans toutes les grandes cités de l'empire, les disputes doctrinales connaissaient des répercussions ailleurs. Car les juifs avaient depuis longtemps cessé d'être un peuple vivant dans un seul petit pays. Un demi-millénaire auparavant, des conquérants assyriens et babyloniens avaient déporté en Mésopotamie les classes dirigeantes des États juifs d'Israël et de Judée et, lorsque l'empereur perse Xerxès leur avait ensuite rendu Jérusalem, nombreux avaient été ceux préférant rester et prospérer dans leur nouveau pays. (...) Un grand nombre de juifs avaient aussi quitté la Palestine pour s'établir sur tout le littoral méditerranéen. D'autres encore devinrent colons involontaires : soumis à l'esclavage pendant les guerres qu'avait connues la région, ils se retrouvèrent là où leurs maîtres les avaient emmenés. Au début du 1<sup>er</sup> siècle de notre ère, on trouvait une forte population juive dans pratiquement toutes les cités romaines, « allant de 10% à 15% de la population totale de la ville ». Les juifs formaient ainsi une proportion élevée des habitants d'Alexandrie, de telle sorte que la métropole grecque de l'Égypte était aussi, à de nombreux égards, une cité juive.

Cependant, les communautés juives ne se contentèrent pas de survivre, elles parvinrent à exercer un pouvoir d'attraction sur d'autres. Les « prosélytes » - convertis au judaïsme – étaient très répandus au cours de cette période. (...) Ce n'était pas seulement le sens communautaire qui les attirait. L'idée religieuse centrale du judaïsme, le monothéisme – la foi en un seul dieu invisible – convenait bien à la situation des habitants des villes. Les religions païennes, dans lesquelles il y avait de très nombreux dieux – chacun d'eux étant associé à une localité particulière ou à une force naturelle -, avaient un sens pour les ruraux dont l'existence sociale avait pour centre le village ou le clan. Mais les marchands, artisans et colporteurs urbains étaient en contact constant avec un grand nombre de personnes venant d'endroits différents et exerçant des activités diverses. Un dieu anonyme et universel semblait à même de fournir une protection dans le cadre de ces relations multiples.

La popularité du judaïsme était telle qu'il reliait des millions de croyants dans tous les centres de commerce de l'Empire romain, fournissant un réseau de contacts et de communications réparti sur des milliers de kilomètres. (...) Le judaïsme était ainsi en bonne voie pour devenir la religion universelle des masses urbaines de l'empire. mais il était confronté à deux obstacles. Le premier concernait ses règles en matière d'alimentation et de circoncision (...) que beaucoup de ceux qui étaient attirés par la religion n'étaient pas prêts à accepter (...). Le second était le discours tenu par le judaïsme à ses adeptes, les assurant qu'ils étaient le « peuple élu », ce qui contrastait nettement avec la réalité de la domination romaine.

Les juifs de Palestine finirent par se soulever en l'an 70. La défaite de ce soulèvement rendit encore plus difficile de croire la promesse que le judaïsme allait conquérir le monde. (...) Le christianisme est apparu en tant que version du judaïsme. dans de nombreux passages, les évangiles suggèrent qu'il présentait au début peu de différences avec certains aspects prophétiques de l'époque et ils font parfois écho aux pharisiens en appelant à l'observance de la « loi », aux zélotes en exhortant à « prendre l'épée » et aux Esséniens en prêchant l'abandon de la famille pour un mode de vie supérieur. Dans un passage rarement mis en avant de nos jours par les avocats chrétiens de la famille, Luc cite Jésus : « Sui quelqu'un vient à moi, et s'il ne hait pas son père, sa mère, sa femme, ses enfants, ses frères et sœurs, et même sa propre vie, il ne peut être mon disciple. »

Mais le christianisme n'avait aucune chance de prospérer en restant une secte juive parmi d'autres. Il fallut que Paul de Tarse, un pharisien converti parlant grec, qui vivait hors de Palestine comme artisan itinérant, comprenne qu'il y avait un énorme public pour les nouvelles idées religieuses dans les villes de l'empire et s'emploie sciemment à s'adresser à des gens potentiellement attirés par le judaïsme mais hésitants devant la rigueur de ses règles. (...) Enfin, le christianisme incorpora des éléments émotionnels d'autres cultes qui étaient florissants à l'époque. La notion de rédemption du monde par la mort et la résurrection d'un dieu était déjà présente dans de nombreuses religions populaires. (...) L'histoire de la naissance virginale, que l'on trouve dans les évangiles selon Matthieu (qui contredisent la prétention de Matthieu de faire remonter la généalogie de Jésus, par son père Joseph, jusqu'au roi David), apporta au christianisme un élément du culte égyptien populaire d'Osiris, qui était censé être né d'une vache vierge.

Les premiers chrétiens se saisirent donc des éléments qui apportaient déjà au judaïsme une moisson de conversions, abandonnèrent les règles strictes qui se révélaient trop rebutantes et ajoutèrent des motifs populaires issus des mystères. Ce fut une combinaison gagnante. Cela ne signifie pas du tout que les premiers chrétiens étaient froids et calculateurs, cherchant à manipuler à l'aide de symboles soulevant les passions auxquels ils ne croyaient pas eux-mêmes. Loin de là. Attirés vers la vie religieuse par une sensibilité particulière à l'insécurité et à l'oppression caractérisant la vie dans les cités de l'empire, ils étaient en mesure de ressentir dans d'autres religions des éléments qui pouvaient se synthétiser avec leur judaïsme pour donner une signification aux angoisses de ceux qui les entouraient.

Quel était le public de cette nouvelle religion ? Dans l'ensemble, celle-ci recrutait très peu parmi les plus pauvres de l'empire, la masse des esclaves cultivateurs, dans la mesure où le christianisme primitif (à la différence des Esséniens) n'était pas en principe opposé à l'esclavage (saint Paul pouvait écrire qu'un esclave devait rester avec son maître, même s'ils étaient « frères en Christ »). Cette nouvelle religion n'était pas non plus formée par la paysannerie, car elle se répandait hors de Palestine par le canal des villes – c'est ce que les Actes des apôtres nous certifient. Son public semble avoir été celui des citoyens moyens, une couche bien inférieure aux familles de la classe dirigeante, qui ne constituaient que 0,2% de la population. Comme de nombreuses métropoles du tiers monde aujourd'hui, la ville à l'époque abritait une forte population de petits commerçants, artisans, petits employés et fonctionnaires subalternes – une large couche se mélangeant avec la strate inférieure du *lumpenproletariat* des mendiants, des prostituées et des voleurs professionnels -, et la mince strate supérieure de riches négociants et de hauts fonctionnaires.

« Il est significatif que Paul, même s'il savait que la majorité de ses convertis étaient des pauvres, ne baptisait personnellement que des membres des couches supérieures. » Si le christianisme a été une religion cherchant essentiellement à attirer les pauvres, il a cependant très tôt essayé de combiner cela avec un effort en direction de ceux qui étaient plus aisés. Avec le temps, il en vint à séduire de véritables gens de pouvoir et des nantis qui se sentaient rejetés par l'élite sénatoriale : de riches marchands, des femmes fortunées indépendantes, des affranchis (anciens esclaves et enfants d'esclaves) qui avaient prospéré, et des fonctionnaires de la maison de l'empereur qui étaient de basse extraction.

Le Nouveau Testament a été compilé au II<sup>e</sup> et au III<sup>e</sup> siècle sur la base d'écrits plus anciens qui exprimaient les croyances changeantes de la secte chrétienne au cours de son développement. (...) Le sentiment d'urgence révolutionnaire, de transformation imminente, provenait ainsi du vécu des rebelles juifs de Palestine avant la destruction de Jérusalem. (...)

Pourtant, en projetant la transformation dans l'avenir et dans un royaume différent, éternel, le message révolutionnaire était suffisamment dilué pour pouvoir attirer ceux dont la colère se combinait avec une peur extrême de la vraie révolution. (...) Le message chrétien fournissait une consolation aux pauvres ; à ceux qui, parmi les nantis, étaient méprisés pour leurs humbles origines, il donnait un sentiment de leur propre valeur ; et, à la minorité riche que le monde environnant révoltait, il donnait le moyen de décharger sa culpabilité en conservant ses richesses.

Comme le judaïsme, le christianisme fournissait un réseau de contacts pour tout artisan ou marchand visitant une ville. Ses réunions hebdomadaires permettaient aux pauvres de retirer un sentiment de prestige de leur fréquentation de plus riches qu'eux, et aux riches d'échanger des informations relatives à leurs affaires. Croissant en même temps que le cadre des routes commerciales et des centres administratifs qui assuraient la cohésion de l'empire, le christianisme devint avec le temps l'ombre portée de cet empire – sauf que, par le canal des routes commerciales, il pouvait se répandre dans des régions que l'empire touchait rarement, voire jamais (l'Arménie, la Mésopotamie perse, l'Éthiopie, l'Arabie méridionale et même l'Inde du Sud).

« En l'espace de deux générations », écrit Chadwick dans son histoire de l'Église, une organisation hiérarchique s'était constituée avec « des évêques, des presbytres et des diacres au sommet », à la place des apôtres et des prophètes. Au début, l'élection des évêques était entre les mains des chrétiens ordinaires. Mais rapidement, les seuls à avoir leur mot à dire furent les prédicateurs. En même temps, des réunions d'évêques commencèrent à déterminer quelle était la doctrine correcte et qui avait le droit de la prêcher. (...) Si le christianisme avait été l'ombre légèrement dissidente de l'Empire romain, la hiérarchie ecclésiastique se transforma en une bureaucratie de l'ombre – une deuxième structure, à l'échelle de l'empire, parallèle à la première. Mais c'était une bureaucratie de l'ombre qui pouvait rendre à la population des villes des services dont l'empire était incapable.

De temps en temps, des chrétiens étaient jetés en prison, ou même exécutés par des gouverneurs provinciaux hostiles, la plupart du temps pour avoir refusé de participer aux cultes impériaux. Mais, le plus souvent, les autorités de l'empire toléraient l'organisation parallèle en train de grandir sous leurs pieds, et les empereurs du III<sup>e</sup> siècle comme Alexandre Sévère et Philippe l'Arabe se montrèrent même favorables à l'Église. Cependant, dès la fin du III<sup>e</sup> siècle, l'Église avait atteint un tel degré d'influence qu'elle ne pouvait plus être ignorée. Les empereurs avaient le choix entre détruire l'organisation parallèle ou coopérer avec elle. Maximus sentit qu'il était grand temps de mettre le holà à un réseau d'influence qui pénétrait jusque dans la bureaucratie impériale. Dioclétien, empereur après 284, alla plus loin : persuadé que le christianisme menaçait l'unité des forces armées, il réagit en démolissant la cathédrale qui faisait face à son palais impérial à Nicomédie, promulgua un édit ordonnant la destruction de toutes les églises, l'arrestation de tout le clergé et menaçant de la peine de mort quiconque refuserait de faire des sacrifices aux dieux. Une vague de répression s'ensuivit dans l'empire d'Orient. Malgré tout, il était trop tard pour que de telles mesures soient efficaces.

Constantin choisit, en 312, de gagner l'Église à son camp dans sa lutte pour la suprématie dans l'empire d'Occident. (...) Une fois les persécutions terminées, les chrétiens furent désormais eux-mêmes en position de persécuter les non-croyants aussi bien que les groupes dissidents de leur propre foi. (...) Ayant épousé le christianisme, Constantin s'employa bientôt à révoquer les évêques qui ne se pliaient pas à ses volontés. Ses successeurs

s suivirent le même chemin. (...) Seul l'empereur Julien évita ce type de controverses. Il tolérait toutes les formes de culte chrétien dans l'espoir que les groupes rivaux se détruiraient mutuellement tout en projetant de faire revivre le paganisme

Cette phase finale de la mainmise du christianisme sur l'empire vit aussi la naissance d'un phénomène important : le monachisme. La réussite même de l'Église provoquait une dissidence continuelle de la part d'individus qui estimaient qu'elle avait abandonné son message originel de pureté et de pauvreté. Les évêques étaient désormais des personnalités puissantes, vivant dans des palais, fréquentant beaucoup plus ceux qui dirigeaient l'empire que le bas peuple qui remplissait les églises. (...) Ce mouvement était potentiellement subversif. Il menaçait de faire naître des hérésies dans lesquelles des prophètes utiliseraient les paroles de l'Évangile pour déchaîner la haine contre l'empire et les possédants. Pourtant, en très peu de temps, il se retrouva incorporé au système existant. (...) Leurs importantes forces de travail pleines de ferveur religieuse fournissaient aux monastères un certain degré de protection contre les désordres accompagnant le déclin de l'empire d'Occident. Ils devinrent des refuges où les lettrés pouvaient trouver la sécurité alors que l'empire s'écroulait autour d'eux.

En tout état de cause, ce qui au tout début n'était que des îlots de dévotion, conçus à partir du rejet d'une société corrompue, devint au cours des deux siècles suivants une force puissante dans l'Occident postimpérial. Le réseau d'établissements religieux, entretenu par le surplus extrait de leur propre force de travail et coordonné par la hiérarchie des évêques, avec le pape à sa tête, devint un participant essentiel à la ruée vers la richesse et les privilèges qui devait balayer l'Europe occidentale au cours du millénaire à venir.

Troisième partie Le Moyen-Âge
----------------------------------

## Chapitre 12

### Les siècles de chaos

---

Le Vè siècle fut une période de rupture et de confusion pour les trois empires qui avaient dominé le Sud de l'Eurasie.

Saint Augustin écrivit l'un des textes les plus influents de la doctrine chrétienne, *La Cité de Dieu*, dans le but de comprendre la mise à sac de la cité terrestre de Rome. En Chine, les doctrines bouddhistes, élaborées en Inde presque un siècle auparavant, commencèrent à faire de nombreux adeptes, en particulier parmi les classes marchandes alors en difficulté. En Inde, de nouveaux cultes prospèrent au moment de la consolidation de l'hindouisme. (...) Nulle part l'essor de la productivité agricole n'était comparable à celui qui avait été permis par la généralisation du travail du fer un millénaire auparavant.

En Europe, la période qui suivit fut judicieusement appelée « âges sombres ». Elle vit l'écroulement progressif de la civilisation – c'est-à-dire de la vie urbaine, l'écriture, la littérature et les arts. Mais ce ne fut pas tout. Les peuples qui avaient si chèrement payé la gloire de Rome furent frappés plus durement encore au moment de sa ruine. La famine et la peste ravagèrent les terres de l'ancien empire et on estime que la population diminua de moitié entre les VIè et VIIè siècles. La première vague d'invasion de guerriers germaniques – les

Goths et les Francs, les Wisigoths et les Ostrogoths, les Angles, les saxons et les Jutes – déferla à travers les anciennes frontières. (...) Les Huns et les Normands firent irruption dans les royaumes fondés par les Francs, les Goths et les Anglo-Saxons, répandant, aux IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles, la peur et l'insécurité de la même manière qu'elles l'avaient été aux V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> siècles.

Les conquérants finirent par s'installer. Ils avaient été, pour la plupart, des agriculteurs dans leurs pays d'origine, où ils utilisaient le fer pour la confection des outils et des armes qui leur avaient permis de vaincre les armées « civilisées ». Leurs sociétés avaient déjà initié leur transition du communisme primitif vers la division en classes, avec des chefs qui aspiraient à devenir des rois et des aristocrates à la tête de paysans et de bergers imprégnés de certaines traditions d'agriculture collective. (...) Mais la société romaine était déjà en cours de désintégration lorsque arrivèrent ses conquérants, lesquels ne firent qu'accélérer cette décomposition. Certains envahisseurs essayèrent d'adopter l'agriculture romaine en faisant cultiver d'immenses domaines par des prisonniers de guerre. D'autres tentèrent de rétablir la structure centralisée de l'ancien empire. À la fin du V<sup>e</sup> siècle, l'Ostrogoth Théodoric se proclama empereur d'Occident. Au début du IX<sup>e</sup> siècle, Charlemagne fonda un nouvel empire englobant la France, la Catalogne, l'Italie et l'Allemagne actuelles. Mais leurs rêves de grandeur se brisèrent à leur mort pour des raisons similaires à celles qui avaient présidé à la ruine de l'Empire romain d'origine. Les bases matérielles qui auraient permis de nourrir des projets d'une telle ambition n'existaient pas au sein de la sphère productive. Bientôt les villes furent non seulement dépeuplées mais souvent abandonnées, et elles tombèrent en ruines. (...) Les livres qui contenaient tout ce qui restait de l'érudition du monde gréco-romain furent détruits par les envahisseurs successifs qui incendièrent les bibliothèques monacales.

Avec le temps, les paysans inventèrent des méthodes pour cultiver les denrées alimentaires plus productives que celles de l'ancien empire. La réussite des Vikings, par exemple, témoignait de l'avance de leurs techniques agricoles (et maritimes), malgré un certain déficit de la culture et de l'artisanat urbain. Avec l'évolution des techniques agricoles, on vit apparaître de nouvelles formes d'organisation sociale. Partout, des seigneurs surarmés, retranchés dans des fortifications sommaires, commencèrent simultanément à exploiter et à protéger des villages de paysans dépendants, leur extorquant un tribut sous forme de travail non rémunéré ou de paiements en nature. Mais il faudra attendre longtemps avant que tout cela ne pose réellement les bases d'une nouvelle civilisation.

## Chapitre 13

---

### Chine : la renaissance de l'empire

L'Empire chinois, comme l'Empire romain, s'effondra face à la ruine économique et à la famine ainsi qu'aux incursions des « barbares » venus de l'extérieur. Le IV<sup>e</sup> siècle fut marqué par des sécheresses, des invasions de sauterelles, des disettes et des guerres civiles, une scission en empires rivaux et un chaos à la fois politique, économique et administratif. Près d'un million d'hommes abandonnèrent leurs logis et leurs fermes, fuyant vers le Sud, vers le Yangzi et au-delà. (...) La dévastation des terres agricoles du Nord fut bientôt compensée par l'expansion vigoureuse et soutenue de la culture du riz dans la région du Yangzi. Celle-ci renouvela le surplus nécessaire à l'entretien des cités florissantes et, avec elles, d'une élite lettrée. Alors que l'Europe occidentale se retranchait sur elle-même, la Chine méridionale ouvrait des routes commerciales vers l'Asie du Sud-Est, le sous-continent indien et l'Iran. Au Nord, des dynasties « barbares » rivales luttaient pour l'hégémonie sans pour autant remettre en cause les bienfaits de la civilisation chinoise dont elles adoptèrent la culture.

Qui plus est, les « barbares » ne se limitèrent pas à apprendre de la Chine. Ils avaient aussi bien des choses à lui enseigner. Leurs artisans et leurs bergers s'étaient révélés capables de développer certaines techniques, précisément parce que leurs sociétés n'avaient pas à supporter le poids des traditions de l'empire. (...) Ces techniques se répandirent désormais en Chine – « techniques de dressage du cheval pour la cavalerie, techniques d'élevage, pantalon, selle, invention de la bricole de poitrail entre le IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère et l'époque des Han, étrier au V<sup>e</sup> siècle, collier d'attelage ». Ces innovations allaient permettre l'accroissement de la richesse et le développement des surplus. (...) Les nouvelles techniques venues des steppes du Nord changèrent la donne.

Tout cela différait donc très fortement des âges sombres européens. À la fin du IV<sup>e</sup> siècle, l'empire fut réunifié, d'abord sous la dynastie Sui, puis sous celle des Tang. La victoire militaire sur leurs ennemis permit aux nouveaux empereurs d'extraire un surplus suffisant de la masse de la population pour entreprendre de gigantesques travaux publics. (...) Une structure administrative fut mise en place, dirigée par des lettrés, fonctionnaires à temps plein, parfois recrutés par un système d'examens. Elle fit peu à peu contrepoids à la classe des aristocrates fonciers, en essayant de diviser les terres en petites parcelles paysannes pour s'assurer que le surplus allait à l'État sous forme d'impôts et non aux aristocrates en tant que loyers. Les monopoles étatiques du sel, de l'alcool et du thé contribuaient à ses recettes. L'État était puissant, il contrôlait étroitement l'activité dans les grandes villes, et le confucianisme – en raison de la valeur qu'il donnait au conformisme et à l'obéissance – dominait dans la fonction publique.

Les influences chinoises rayonnaient elles aussi dans toutes les directions : le bouddhisme, la langue et la littérature chinoises se répandirent en Corée et au Japon, la connaissance de la fabrication du papier passant, *via* Samarcande, en Iran, dans le monde arabe et, finalement, bien des siècles après, en Europe. La dynastie des Tang dura trois siècles, puis entra en crise. Des querelles récurrentes éclatèrent au sommet entre bureaucrates et cercles de la cour. Certains dirigeants encouragèrent le bouddhisme, tandis que d'autres tentèrent de l'étouffer. Le coût du train de vie luxueux de la classe dirigeante, des ouvrages publics et de l'immense empire augmentait à une allure vertigineuse. Les recettes de l'État diminuèrent en raison du déclin de la classe des petits agriculteurs face à la domination des grands domaines mis en valeur par des métayers et des ouvriers agricoles. (...) Dans les années 870, l'empire tout entier fut menacé par une vague de rébellion. Une armée insurgée entreprit une longue marche du nord au sud, et au retour, en l'an 880, prit la capitale impériale, Chang'an.

La rébellion marque la fin de la dynastie des Tang, qui perdit toute espèce de pouvoir lorsque les généraux rivaux se disputèrent l'empire. Celui-ci se disloqua en cinq États rivaux (« les cinq dynasties ») pendant un demi-siècle, jusqu'à sa réunification sous une nouvelle dynastie, les Sung. La révolte était, à de nombreux égards, semblable à celle qui avait renversé la dynastie Ch'in, en 206 av. JC, et à celle qui avait contribué à briser l'empire han en l'an 184. D'autres rébellions, qui empruntèrent souvent la même direction, allaient se produire au cours de l'histoire chinoise.

Jamais les pauvres des campagnes ne récoltèrent les bénéfices de la victoire. Dispersés, attachés à leurs lopins de terre individuels, analphabètes, ils avaient une méconnaissance du monde extérieur qui les disposait à se rebeller contre les actes d'oppression de l'État en place, sans jamais pouvoir collectivement lui opposer un nouvel

appareil d'État dans lequel ils eussent occupé la position de classe dirigeante. Au contraire, leur ambition se réduisait à créer un État à l'image de celui-ci qui existait auparavant, occupé par un « bon » plutôt qu'un « mauvais » empereur. Même vainqueurs, ils portaient au pouvoir de nouveaux dirigeants qui leur réservaient à peu près le même traitement que les anciens. L'idéologie dominante incorpora ce processus, avec l'idée d'une passation périodique d'un « mandat du ciel » d'une dynastie à l'autre qui scandait les changements de légitimité.

### Un leadership mondial

Les villes grandirent au point que la capitale de la dynastie Sung, Kaifeng, atteignit une superficie douze fois supérieure à celle du Paris médiéval. Elle comptait probablement un million d'habitants, tandis que la ville de Hang-Chou, dans la vallée du Yangzi, en comptait entre un million et demi et cinq millions. Les industries étaient elles aussi en plein essor. À Kaifeng, « les arsenaux fournissaient tout le pays (...) à une époque où la technologie militaire se développait rapidement » ; l'industrie du textile, reposant sur des travailleurs originaires du « Sichuan et du delta du Yangzi », put aussi se renforcer ; et les industries du fer et de l'acier, contrôlées à la fois par le gouvernement et des « maîtres de forges privés », devinrent « des entreprises hautement organisées dépendantes de techniques encore plus sophistiquées, d'importants investissements en équipements et d'une main d'œuvre abondante ».

Les innovations technologiques furent considérables. Le charbon extrait du sous-sol remplaça le charbon de bous dans la métallurgie, l'emploi de machines hydrauliques permit de mieux manœuvrer les soufflets, et on commença à utiliser des explosifs dans l'exploitation des mines. La quantité de fer produite en 1078 dépassait 114 000 tonnes – en 1788, en Angleterre, elle n'atteignait que 68 000 tonnes. (...) La poudre à canon était en usage dès 1044 – presque deux siècles et demi avant d'être simplement mentionnée en Europe. Dès 1132, elle permettait la propulsion de fusées à l'aide de tubes de bambou et, en 1280, de projectiles lancés par des mortiers de bronze et de fer. De nouvelles technologies navales – « ancres, gouvernails, cabestans, voiles de toile et voiles rigides de chanvre (...), compartiments étanches, boussoles de marine » - permirent aux navires chinois de rallier le golfe d'Arabie et même la côte orientale de l'Afrique. Certains d'entre eux pouvaient transporter jusqu'à mille personnes, et la cartographie chinoise était bien plus avancée, non seulement que celle de l'Europe, mais aussi que celle du Moyen-Orient arabe.

Dès le XI<sup>e</sup> siècle, les caractères mobiles apparurent : ils permettaient d'organiser des signes individuels avec d'autres signes, même si leur usage pour l'impression en grande dimension ne devait pas voir le jour avant le XV<sup>e</sup> siècle – probablement parce que le nombre considérable d'idéogrammes dont était composée la langue chinoise ne rendait pas le procédé plus rapide ou plus économique que l'impression par blocs. En tout état de cause, la Chine possédait des livres imprimés un demi-millénaire avant l'Europe, et l'écrit cessa d'être une prérogative de l'élite lettrée ou des résidents des grands monastères. (...) Chaque paysan, artisan et marchand enseigne à son fils à lire des livres. Même les bergers et les épouses qui apportent leur raps à leurs maris au travail dans les champs savent réciter certains poèmes des hommes ancestraux. » (...) Dès le XIII<sup>e</sup> siècle, il y avait quelque 200 000 étudiants dans les écoles de gouvernement et des milliers d'autres dans des établissements privés et bouddhistes, et tous rêvaient d'accéder au sommet. Bon nombre d'entre eux venaient de familles commerçantes.

## Les siècles perdus

Il y avait un hiatus entre l'idéologie néoconfucianiste dominante et les activités de la classe marchande. Mais c'était un écart que cette classe pouvait tolérer aussi longtemps que la croissance économique se maintenait et qu'elle devenait plus riche et plus influente en tant que classe, de la même manière que les premiers capitalistes européens, des centaines d'années plus tard, furent disposés à collaborer avec des États monarchiques et à accepter leurs idéologies officielles aussi longtemps que celles-ci ne les empêchaient pas de gagner de l'argent.

La particularité de la Chine, qui allait affaiblir la capacité des négociants et des riches artisans à se transformer en une classe capitaliste pleinement développée, fut d'ordre matériel et non idéologique. Ils étaient bien plus dépendants des fonctionnaires de la machine étatique que ceux de l'Europe des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Car les fonctionnaires étaient indispensables à la mise en œuvre des moyens de production essentiels : les réseaux massifs de canaux et les travaux d'irrigation. Cela ne laissait pas aux marchands chinois d'autre choix que celui de coopérer avec l'appareil d'État, même si cet État détournait une proportion considérable du surplus destiné aux investissements productifs, pour l'absorber dans les dépenses de luxe de la cour et des hauts fonctionnaires, et pour soudoyer les peuples frontaliers.

C'était une période de grande prospérité pour la classe moyenne – aussi bien les fonctionnaires que les riches marchands. C'était aussi une époque d'effroyable indigence pour les paysans. Su Hsün, un auteur du XI<sup>e</sup> siècle, a ainsi décrit cette situation : « Les familles riches possèdent de grandes étendues de terre (...). Leurs champs sont labourés par des vagabonds rémunérés, menés au fouet et considérés comme des esclaves ». (...) Mais, avant que les symptômes de crise interne ne soient arrivés à maturité – et que ne soit apparu un conflit d'intérêts entre les marchands et les fonctionnaires –, une crise externe provoqua une dislocation de l'État. En 1127, une invasion venue du nord coupa la Chine en deux, ne laissant aux Sung que le contrôle du Sud. En 1271, le pays tout entier s'effondra sous les coups d'une seconde invasion. (...) Elle était le fait d'armées mongoles qui avaient débordé de leur patrie asiatique d'origine, au siècle précédent, pour ravager à l'ouest l'Europe centrale, au sud l'Arabie et l'Inde, et à l'est la Chine et la Corée. Une aristocratie militaire, propriétaire de vastes troupeaux nomades, dominait la société mongole. Il s'agissait d'imposants cavaliers, en mesure de s'approprier les techniques de guerre les plus avancées.

Les dirigeants mongols de la Chine prirent le nom de dynastie Yuan et s'appuyèrent sur une partie de l'ancienne administration pour gouverner l'empire. Mais par méfiance envers celle-ci, ils se réservèrent les positions clés et déléguèrent l'activité lucrative de la levée des impôts à des marchands musulmans originaires d'Asie centrale, qui étaient soutenus par des détachements militaires. (...) La société chinoise continua à présenter des indices de progrès suffisants pour frapper d'étonnement les visiteurs étrangers. C'est la cour mongole de Pékin qui devait tant impressionner, en 1275, le voyageur italien Marco Polo. (...) Mais la Chine en tant que telle avait perdu son dynamisme économique, et la pauvreté des paysans provoqua des révoltes à répétition et la pauvreté des paysans provoqua des révoltes à répétition, souvent dirigées par des sectes religieuses ou des sociétés secrètes – le Lotus blanc, la Nuage blanc, les Turbans rouges. finalement, le fils d'un salarié agricole itinérant qui était un dirigeant des Turbans rouges, Zhu Yuan zhang, prit la capitale mongole, Pékin, et se proclama empereur en 1368. (...) Les premiers empereurs Ming, soucieux de concentrer les ressources de l'agriculture, découragèrent consciemment l'industrie et le commerce extérieur,

de telle sorte que ces secteurs étaient moins développés au début du XVI<sup>e</sup> siècle qu'ils ne l'avaient été au XIII<sup>e</sup>.

## Chapitre 14

### Byzance : le fossile vivant

---

Des empereurs prétendument romains régnaient toujours dans la cité de Constantinople (aujourd'hui Istanbul) 1000 ans après le pillage de Rome par les Goths. Cet empire est aujourd'hui couramment appelé Byzance, mais les empereurs et leurs sujets se considéraient comme des Romains, bien que leur langue fût le grec. Pendant la plus grande partie de ce millénaire, la splendeur de Constantinople – avec ses palais luxueux, ses bibliothèques et ses bains publics, ses érudits familiers des écrits de l'Antiquité grecque et romaine, ses quelques 300 églises et sa magnifique basilique Sainte-Sophie – constitua le dernier refuge de la culture face à la pauvreté, l'analphabétisme, la superstition et les guerres incessantes qui caractérisaient les terres chrétiennes du reste de l'Europe.

Même au XIII<sup>e</sup> siècle, alors que l'Europe occidentale sortait de sa torpeur, la population de Constantinople était plus nombreuse que celles de Paris, Londres et Rome réunies. La métropole fascinait les élites des empires musulmans voisins, même si « Bagdad, Le Caire et Cordoue étaient chacune plus grande et plus peuplée que Constantinople ». Pourtant, au cours du millénaire, la civilisation byzantine contribua très peu au développement de la capacité humaine de subvenir à ses besoins, ou au progrès de ses connaissances. Dans toutes les sphères, elle s'appuyait sur des techniques déjà connues sous l'ancien Empire romain, et même chez les Grecs du V<sup>e</sup> siècle av. JC.

L'obsession de l'imitation du passé aboutissait à ce que le langage parlé par la société officielle demeurait le grec « classique », vieux de 1000 ans, et non la version tout à fait distincte alors en usage dans la vie de la cité. (...) Il n'y eut pas d'avancées dans le champ scientifique, même limitée. Quelques manuscrits, qui avaient été conservés, détaillaient les progrès réalisés à Alexandrie en mathématiques et en astronomie, mais seule une poignée d'érudits les prenaient au sérieux. Les penseurs conventionnels s'appuyaient sur des interprétations du livre de la genèse pour comprendre le monde physique, et ils souscrivaient à l'idée que la terre était plate. Par-dessus tout, il semble n'y avoir eu pratiquement aucun progrès dans les techniques utilisées pour assurer la subsistance de l'immense majorité de la population qui travaillait la terre. (...) Le labourage se faisait toujours à l'aide d'un araire tiré par des bœufs, les champs n'étaient pas fertilisés de façon systématique, et les harnachements employés jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle étranglaient les animaux de trait, de telle sorte que deux chevaux ne pouvaient tirer qu'une charge d'une demi-tonne, plusieurs fois inférieure aux possibilités offertes par les harnais modernes. Le résultat était qu'en dépit des privations subies par les paysans, le surplus disponible pour entretenir l'État et satisfaire les besoins de luxe de la classe dirigeante n'augmentait pas. Cette simple réalité est la base de la stagnation de tout le reste de la société byzantine. (...) Elle ne pouvait donc échapper aux pressions qui avaient conduit au déclenchement de la grande crise du V<sup>e</sup> siècle.

Cette structure s'écroula presque entièrement à peine cinquante ans après la tentative finale de Justinien de reconquérir l'Occident et l'achèvement de la basilique Sainte-Sophie au VI<sup>e</sup> siècle. (...) L'empire fut donc peu défendu lorsqu'il se trouva attaqué, au début du VII<sup>e</sup> siècle, par des armées perses et arabo-islamiques en Syrie et en Égypte, et par des peuples

slaves dans les Balkans. Il était désormais réduit à Constantinople elle-même et à une partie de l'Asie mineure.

L'empire tronqué ne fut en mesure de survivre que parce que ses dirigeants avaient réorganisé l'économie pour satisfaire aux besoins de la défense (...) Mais ils ne parvinrent pas à surmonter les faiblesses fondamentales du système, et Constantinople connut un nouveau déclin au milieu du XI<sup>e</sup> siècle. L'empire reposait sur une contradiction interne. L'objectif visant à constituer une paysannerie indépendante pouvant être taxée était contrarié par une fiscalité qui poussait les paysans à abandonner systématiquement les terres à d'autres, plus riches et plus puissants. (...) La persistance de l'esclavage dans les villes entravait elle aussi le développement d'une classe de travailleurs salariés.

Le revers de la splendeur de Constantinople et de la richesse de ses dirigeants était la pauvreté de la masse de ses habitants. Beaucoup vivaient dans des immeubles locatifs sordides ou dans des huttes, quand beaucoup d'autres dormaient dehors, même au cours des hivers les plus rudes. Mais, sans base économique indépendante, les pauvres ne pouvaient agir comme une force autonome. Ils pouvaient causer des désordres en ayant recours à l'émeute, mais leur colère elle-même était facilement manipulée par des groupes aux intérêts très différents des leurs. (...) c'est seulement lorsque, au cours du XII<sup>e</sup> siècle, le système qui permettait de fournir du blé à bon marché se désintégra que des émeutes liées aux intérêts de classe des habitants des villes éclatèrent. De façon significative, ce n'est qu'à ce moment-là qu'on vit certaines « guildes » et autres associations d'artisans et de négociants jouer un rôle spécifique.

Parallèlement aux superstitions s'épanouissaient les pratiques les plus barbares. Au VIII<sup>e</sup> siècle, « la mutilation de la langue, de la main et du nez était un élément du système pénal (...). L'Église l'approuvait parce que le pécheur privé de sa langue avait le temps de se repentir ». Dans les villes, le moralisme austère de l'Église aboutissait à une « rigoureuse réclusion des femmes. Aucune femme respectable ne se serait montrée dans la rue non voilée ». Mais la prostitution était aussi un phénomène massif.

Les participants de la Quatrième Croisade virent en la ville une conquête plus intéressante que leur destination initiale, Jérusalem. Ils la pillèrent et la dirigèrent comme un royaume féodal. Ils en furent éjectés en 1261. (...) Une certaine forme de civilisation avait été préservée pendant 1000 ans. Mais le seul contact entre la classe dirigeante prétendument cultivée et les masses qui assuraient toute l'activité productive s'était fait par l'intermédiaire des collecteurs d'impôts, ou par celui des prêtres ruraux sachant à peine lire et écrire. Une telle civilisation ne pouvait être autre chose qu'un fossile vivant, transmettant les réalisations d'une époque à une autre, mais n'y ajoutant rien d'elle-même.

## Chapitre 15

---

### Les révolutions islamiques

La site improbable qu'était alors La Mecque, ville commerçante dans les terres globalement désolées de la péninsule arabique, allait en être l'épicentre. La région était dominée par des pasteurs nomades qui se déplaçaient à dos de chameau (domestiqués vers l'an 1000 av. JC) d'une oasis à une autre avec leurs troupeaux et se consacraient accessoirement au commerce et au pillage. Ils étaient organisés en clans, reliés de façon informelle à des tribus dirigées par des conseils d'anciens, qui s'entredéchiraient et lançaient

des razzias périodiques sur les peuples sédentaires établis au-delà des limites du désert. Mais des cultivateurs étaient également installés autour des oasis et dans certaines régions côtières.

Certaines familles nomades commencèrent à s'installer dans des centres de commerce à mesure qu'elles s'enrichissaient, transportant des produits de luxe entre l'Empire romain et les civilisations orientales avec leurs caravanes de chameaux. La Mecque était l'un de ces centres et était devenue, à l'orée du VII<sup>e</sup> siècle, une ville prospère. Les valeurs traditionnelles des clans nomades étaient centrées sur le courage et l'honneur de l'homme et de son clan. Il n'y avait pas d'État, et c'est envers le groupe de parenté qu'on était obligé, et non envers la société dans son ensemble. Les agressions, meurtres et vols étaient considérés comme des atteintes à la famille ou au clan, et réglés par les représailles et la vendetta. La religion était définie par l'identification à une divinité déterminée qui se déplaçait avec le groupe tribal – un peu comme l'Arche d'Alliance avait voyagé avec les enfants d'Israël au cours de leur errance dans le désert telle que la rapporte l'Ancien Testament.

Le christianisme était florissant dans le Sud de l'Arabie, et de nombreux cultivateurs des oasis s'étaient convertis au judaïsme ou à l'une ou l'autre des variantes de la religion chrétienne. Dans une ville comme La Mecque, le brassage de nomades, de marchands, d'artisans et de paysans mettait aux prises différents points de vue religieux. Ces discussions avaient de fortes implications, puisque les valeurs et divinités anciennes interdisaient la mise en place d'un code unique de lois ou de coutumes qui fût supérieur à la loyauté envers le clan ou la tribu. Les événements survenus entre les deux grands empires bordant l'Arabie, Byzance et la Perse, aggravèrent la crise. (...) Les ravages de la guerre allaient l'exacerber. dans les deux empires, l'appauvrissement fut massif et accompagné de troubles sociaux. L'univers tout entier semblait dans le chaos.

Tel était le monde dans lequel Mahomet, orphelin de l'une des familles de modestes marchands de La Mecque, grandit et essaya, sans grand succès, de faire carrière comme négociant. Le chaos du monde lui apparut comme un désordre mental dont les représentations et les valeurs contradictoires ne paraissaient livrer aucun sens. Il se sentit investi de la mission de donner une certaine cohérence à sa propre vie et à la société dans laquelle il vivait. Il eut toute une série de visions dans lesquelles il s'imagina que Dieu (*Allah* en arabe) s'adressait à lui.

Le message prêché par Mahomet était à de nombreux égards semblable au christianisme et au judaïsme des cultivateurs et citadins arabes. Il opposait un dieu unique aux nombreuses divinités concurrentes des pasteurs nomades. Il substituait la foi en des devoirs « universels », envers toute la communauté des fidèles, aux anciens codes claniques et tribaux. Il se tournait vers les pauvres, en valorisant leur protection contre l'oppression et l'arbitraire, mais il ne rejetait pas les riches, à condition qu'ils se montrassent charitables. Il eut aussi un certain succès, comme l'eut avant lui le christianisme primitif, chez les femmes citadines (les maris de certaines femmes du groupe de Mahomet lui étaient féroceement hostiles). Même s'il était convaincu de l'infériorité des femmes par rapport aux hommes (acceptant, par exemple, le port du voile par les femmes dominant dans l'Empire byzantin), il prêchait que les hommes, en tant qu'ils étaient « supérieurs » aux femmes, devaient respecter ces dernières plutôt que les maltraiter, et leur céda un certain nombre de droits liés à la propriété.

Mais son message différait des versions contemporaines du christianisme sous un aspect important : ce n'était pas simplement un ensemble de croyances et de règles de

comportement moral ; c'était aussi un programme politique de réforme de la société, qui devait remplacer la « barbarie » découlant de la concurrence, souvent armée, entre les tribus et les familles régnantes, par une communauté (*umma*) ordonnée, fondée sur un code de lois unique. De l'émigration forcée de son groupe dans la ville de Médine jusqu'à son retour en 630 à la tête d'une armée pour fonder un nouvel État, cet aspect politique de l'enseignement de Mahomet entraîna des affrontements avec les familles dirigeantes de La Mecque. Il put vaincre parce qu'il avait su construire un noyau de jeunes gens qui partageaient la même vision du monde, tout en formant des alliances tactiques avec des groupes dont les buts étaient très différents : des citadins et des agriculteurs qui voulaient seulement la paix, des familles marchandes soucieuses des profits que leur garantirait un État arabe puissant, et des chefs tribaux songeant au butin que leur apporterait le combat pour sa cause.

Le nouvel État était en bonne position pour profiter de la crise des deux empires. Mahomet mourut en 632, mais ses deux premiers successeurs, ou « califes », Abû Bakr et Omar – qui étaient issus de familles de commerçants et comptaient parmi ses plus fidèles disciples – avaient aussi appris à combiner les principes religieux avec le pragmatisme politique. Ils détournèrent les énergies des tribus pastorales et des clans querelleurs vers les riches métropoles des deux grands empires, découvrant ce faisant à quel point ceux-ci étaient faibles. L'une après l'autre, leurs cités tombèrent face aux armées arabes : Damas en 636, la capitale perse Ctésiphon, en 637, la ville égyptienne de Babylone (qui fait aujourd'hui partie du Caire) en 639, et Alexandrie en 642. En dix ans, les partisans de Mahomet avaient créé un immense empire sur les terres des civilisations historiques du Moyen-Orient.

Ces succès furent, en partie, dus à un usage très judicieux du personnel combattif des tribus pastorales. Les commandants islamiques découvrirent qu'à travers des déserts apparemment impénétrables, les déplacements rapides de la cavalerie ou des chameaux permettaient de frapper les cités des empires limitrophes par surprise et avec une grande force. Les grands espaces désertiques jouèrent le même rôle que les océans pour les canonnières de l'Empire britannique, qui frappaient à l'envi des armées sur la défensive et relativement ralenties. (...) Mais cette réussite permit aussi de mesurer à quel point les dirigeants de ces empires étaient détestés par leurs propres peuples. Les juifs et les chrétiens « non orthodoxes », qui formaient souvent la majorité de la population des villes, accueillirent favorablement les armées arabes, en particulier lorsque les conquérants musulmans renoncèrent à leur intention initiale de créer de nouvelles structures étatiques ou de convertir les populations à leur religion. Bien au contraire, ils laissèrent intact l'essentiel des vieilles administrations et respectèrent de façon égale les religions des chrétiens, des juifs et des zoroastriens perses. Tout ce qu'ils exigeaient comme tribut était le paiement d'impôts réguliers et la confiscation des terres appartenant aux États et aux aristocrates qui leur opposaient une résistance. La masse de la population trouva les nouvelles conditions moins oppressives que celles qui prévalaient sous les anciens empires.

Malgré tout, de continuelles frictions grevaient les armées victorieuses, certaines des tribus arabes considérant qu'elles avaient été lésées dans la distribution des fruits de la victoire. La frustration se développa au cours des années 640, jusqu'à se muer en une guerre civile qui laissa son empreinte sur toute l'histoire de l'islam. (...) La décision de faire du cousin et gendre de Mahomet, Ali, le nouveau calife provoqua une guerre ouverte entre armées musulmanes rivales, jusqu'à ce que ce dernier fût tué par ses propres partisans, les kharijites, qui contestaient ses tentatives de conciliation avec ses adversaires. Le pouvoir passa à un cousin d'Uthman, qui fonda une dynastie héréditaire connue sous le nom d'Omeyyade.

Aux yeux de beaucoup, celle-ci incarnait les vices contre lesquels Mahomet avait tant prêché. Ali et son fils Hussein (assassiné par une armée omeyyade en 680) devinrent des martyrs pour tous les nostalgiques du temps du prophète, alors considéré comme un modèle de pureté désormais corrompu. (...) Au même moment, cependant, la consolidation de l'empire se poursuivait sous le contrôle des Omeyyades, qui établirent leur capitale en Syrie. Les armées arabes reprirent leur avancée, prenant Kaboul et Boukhara à l'Est, et atteignant l'Atlantique à l'Ouest. Cette progression procura encore davantage de richesses à l'aristocratie arabe des anciens chefs tribaux et des anciens marchands. Ceux-ci vivaient de façon luxueuse dans des villes de garnison, dépensant de grandes sommes d'argent pour construire des palais à leur usage. Leurs subordonnés dans les armées arabes étaient exempts d'impôts et recevaient des pensions prélevées sur le butin et les tributs de la conquête.

### Classes urbaines et révolte religieuse

Marchands, boutiquiers, scribes et artisans affluaient dans les villes de garnison, s'installant dans les faubourgs, qui se développaient à l'extérieur des murailles, et s'employant à satisfaire les besoins des dirigeants arabes, de leurs palais, de leurs armées et de leurs administrations. La plupart n'étaient pas arabes, mais ils étaient attirés par la religion de leurs maîtres, qui n'était, après tout, guère différente des confessions monothéistes qui avaient dominé les anciens empires. (...) Les nouveaux convertis étaient désignés sous le terme de « *mawali* » et exclus des privilèges que les Arabes attribuaient aux musulmans authentiques, dont ils proclamaient alors être les seuls représentants. Après cent ans d'existence, l'empire se retrouva majoritairement peuplé de musulmans non arabes. (...) Leur influence en tant qu'administrateurs se faisait plus forte, mais ils continuaient à subir les mêmes discriminations.

Des groupes musulmans dissidents, qui se nommaient eux-mêmes « *Shi'atu Ali* », le « parti d'Ali » (ou, en abrégé, les chiites), rencontrèrent une véritable audience, comme avant eux les kharijites qui pensaient qu'Ali avait cédé au compromis et à la corruption. De la même façon qu'autrefois une partie des classes urbaines de La Mecque avait découvert dans les enseignements de Mahomet une vision du monde qui lui permettait de lutter contre un ordre social insatisfaisant, les classes urbaines trouvaient désormais cet enseignement tout aussi utile dans la lutte contre l'État fondé par les lieutenants du prophète. Ce fut un cri de ralliement de ces couches sociales pour la fondation d'un ordre nouveau susceptible d'en finir avec l'oppression qui entravait leur progression. Certains historiens considèrent les conflits qui surgirent comme une confrontation entre Perses et Arabes. En réalité, la classe dominante perse soutenait les Omeyyades, tandis que les rangs des rebelles comptaient de nombreux Arabes. (...) Alors que les tensions de classes s'exacerbaient, une série de révoltes menées par différents *mahdis* (les « guidés ») éclatèrent ; elles prônaient la naissance d'un nouvel ordre social et religieux. Bien que défaites, ces révoltes se muèrent dès le milieu du VIII<sup>e</sup> siècle en querelles opposant à nouveau les chefs des armées arabes.

Abû l-'Abbas, un descendant de Mahomet par la lignée « hachémite », exploita la situation à son avantage. Il donna pour instruction à l'un des esclaves affranchis de sa famille, Abû Muslim, de se livrer à une agitation religieuse et sociale dans le Sud-Ouest de la Perse. (...) L'une après l'autre, les cités de la Perse occidentale déclarèrent leur allégeance en brandissant le drapeau abbasside – qui était noir, couleur associée aux groupes millénaristes. Abû Muslim marcha en direction de l'Euphrate, où il triompha d'une importante armée omeyyade. Une « propagande révolutionnaire systématique et couronnée de succès » permit à

Abû l-'Abbas de vaincre les Omeyyades, de mettre à mort toute leur famille et d'établir une nouvelle dynastie, les Abbassides. Ceux qui, parmi les pauvres, espéraient une libération furent rapidement déçus. Les dirigeants abbassides se retournèrent contre leurs propres partisans « extrémistes », exécutant Abû Muslim et plusieurs de ses compagnons. Il y avait pourtant là davantage qu'un simple changement de dynastie.

Dans son histoire de l'islam, Bernard Lewis va jusqu'à affirmer qu'il s'agissait d'une « révolution dans l'histoire de l'islam, aussi importante que les révolutions française ou russe dans l'histoire de l'Occident ». Certains historiens en font même une « révolution bourgeoise ». Il est vrai que les Abbassides tirèrent profit de la mobilisation d'un mécontentement massif pour imposer une réorganisation complète du gouvernement impérial. Jusque-là, l'empire avait été dirigé par une aristocratie militaire exclusivement arabe, qui trouvait ses origines dans les guerres de conquêtes et les tributs qu'elles lui permirent de prélever. Sous les Abbassides, l'islam devint une religion authentiquement universelle, dans laquelle croyants arabes et non arabes étaient de plus en plus sujets au même traitement, et dans laquelle les origines ethniques n'étaient plus autant discriminantes, même si un écart entre riches et pauvres existait toujours. (...) La cour signifia symboliquement ce changement en transférant la capitale à Bagdad.

La révolution abbasside couvrit la voie à plus d'un siècle de progrès économique. Les grandes vallées fluviales de Mésopotamie et du Nil prospérèrent. On produisait désormais, du froment, de l'orge, du riz, des dattes et des olives. Les dirigeants impériaux réparèrent les canaux d'irrigation de Mésopotamie, entraînant semble-t-il une nette élévation des rendements agricoles. (...) Parallèlement à l'expansion du commerce apparut une sorte de précurseur des systèmes bancaires modernes. Des banques, dont les bureaux centraux se trouvaient à Bagdad, avaient des succursales dans d'autres cités de l'empire, et il existait un système élaboré de chèques et de lettres de change qui mit fin à la nécessité pour les marchands de transporter d'importantes quantités d'or et d'argent d'un bout à l'autre de l'empire. Il était possible de tirer un chèque à Bagdad et de l'encaisser au Maroc.

Les fameuses histoires des *Mille et une nuits* décrivent la « vie d'une bourgeoisie de commerçants et d'artisans, avec sa couche supérieure de riches hommes d'affaires, de marchands de céréales, de fermiers fiscaux, d'importateurs et de *gentlemen-farmers* vivant en ville ». C'est à cette époque que des érudits religieux commencèrent à compiler des sommes autorisées des paroles de Mahomet (les hadiths) et les codes officiels de la loi islamique (la charia). Ces codes sont souvent présentés aujourd'hui en Occident comme les expressions de la pure et simple barbarie, par opposition aux valeurs prétendument « humanistes » et « civilisées » d'une soi-disant « tradition judéo-chrétienne ». Mais aux IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles, ces codes représentaient, en partie, les valeurs de négociants et d'artisans qui cherchaient à s'émanciper de l'arbitraire des fonctionnaires impériaux et des aristocrates fonciers – et cela de façon très différente de ce qui prévalait dans la Byzance « chrétienne », pour ne pas parler du système féodal qui se développait parallèlement en Europe occidentale.

Mais surtout, cette période de l'histoire figure parmi celles où l'affrontement de valeurs antagoniques de changements sociaux rapides fit fleurir toute la recherche intellectuelle. Il n'y avait pas encore d'interprétation orthodoxe et unique de l'islam, et des écoles rivales livraient bataille pour conquérir les esprits. Les classes pauvres des villes étaient attirées par les diverses hérésies de la shia'hn des points de vue qui provoquaient régulièrement des révoltes contre l'empire. Pendant ce temps, poètes, savants et philosophes affluaient de toutes les régions de l'empire vers Bagdad, espérant bénéficier du patronage

d'un riche courtisan. Ils traduisirent en arabe les œuvres de philosophie, de médecine et de mathématiques grecques, perses, syriaques (le langage de la Syrie antique) et indiennes. Des philosophes tels que al-Kindi, al-Farabi et Ibn Sina (connu en Occident sous le nom d'Avicenne), dont l'élaboration des idées s'appuyait sur celles de Platon et Aristote, tentaient de fournir une explication rationnelle du monde. Des mathématiciens comme al-Khwarizmi, al-Buzjani et al-Biruni combinaient et développaient les héritages de la Grèce et de l'Inde. Des astronomes construisaient des astrolabes et des sextants, et mesuraient la circonférence de la Terre.

### Parasites et paralysie

L'Empire musulman présentait certes une vive dissemblance, non seulement vis-à-vis de l'Europe des âges sombres, mais aussi vis-à-vis de la stagnation byzantine. Il souffrait pourtant de graves défaillances qui l'empêchèrent toujours d'égaliser le dynamisme, l'innovation et le progrès technique de la Chine. (...) La révolution abbasside créa un espace pour l'expansion du commerce et permit aux classes moyennes urbaines d'influencer le fonctionnement de l'État, mais le véritable pouvoir demeurait aux mains de groupes qui, pour l'essentiel, vivaient en parasites d'une production réalisée par d'autres.

Une « superstructure » dirigeante toujours plus élaborée pesait lourdement sur les campagnes, dont le volume de production cessa de croître. Comme le relève l'intéressante étude de l'anthropologue Robert McC. Adams sur l'agriculture dans les différentes civilisations qui se succédèrent en Mésopotamie, les classes dominantes urbaines « montraient peu d'intérêt pour le progrès de l'agriculture. Au lieu de cela, leur préoccupation pour les intrigues de cour et la corruption, ainsi que leur participation aux guerres civiles, sapait toujours davantage les ressources de la paysannerie. Des tentatives à courte vue de maintenir ou d'améliorer les recettes fiscales par des pratiques d'affermages, d'impôts confiscatoires et de corruption aggravèrent encore la situation. (...) le déclin économique du centre provoqua la fragmentation politique de tout l'Empire musulman, qui aggrava à son tour le déclin économique.

Dans le même temps, les califes tentèrent de réduire leur dépendance vis-à-vis de troupes arabes potentiellement rebelles, provoquant ainsi un retour de flamme. Certains peuples turcs d'Asie centrale agissaient davantage en qualité de mercenaires, ou mamelouks : il s'agissait de groupes d'esclaves privilégiés remplissant des fonctions militaires pour la maison impériale. Au bout d'un certain temps, leurs chefs devinrent suffisamment puissants pour faire et défaire les califes eux-mêmes, jusqu'à ce que les souverains soient réduits à la manifestation symbolique d'un pouvoir détenu par d'autres.

Au XI<sup>e</sup> siècle, l'empire s'était désagrégé. L'Espagne, le Maroc et la Tunisie étaient depuis longtemps des royaumes distincts. La Perse orientale était dirigée par des dynasties qui ne devaient qu'une allégeance formelle au calife de Bagdad. Des insurgés appartenant à la fraction ismaïlienne du chiisme avaient établi un califat concurrent en Égypte, en Syrie, dans l'Ouest de l'Arabie et dans la région du Sind en Inde. Leur nouvelle capitale, Le Caire, avec sa magnifique mosquée al-Azhar, disputait à Bagdad sa centralité en terre d'islam, et leur gouvernement représentait un véritable point de ralliement pour les musulmans dissidents et leurs aspirations révolutionnaires, de l'Égypte à Samarcande, même si le gouvernement allait bientôt faire face à une révolte de ses propres dissidents ismaïliens, qui donna naissance à la secte des Druzes, laquelle existe toujours au Liban.

Bagdad entra en déclin et fut finalement mise à sac par une armée mongole en 1258, mais l'Égypte continua à prospérer pendant deux siècles, et la fécondité de la culture islamique de faiblit pas ; les savants voyaient des cours rivales se disputer l'honneur de les parrainer, de Cordoue, à l'ouest, jusqu'à Samarcande et Boukhara, à l'est. Quantité de problèmes qui avaient déstabilisé l'empire se posèrent bientôt aux États qui lui succédèrent. Ceux-ci avaient prospéré parce qu'ils avaient su, pour un temps, remettre en marche le mécanisme productif antérieur et faire du commerce à grande échelle. mais ils se montrèrent incapables d'appliquer de nouvelles méthodes de production susceptibles de faire progresser la société dans son ensemble.

Au siècle suivant, seule la prise du pouvoir par les chefs mamelouks, les soldats-esclaves turcs, empêcha l'Égypte de tomber, comme la Perse, aux mains des Mongols. Ainsi s'acheva la grande période de la culture et de la science islamiques. Au moment de la pénétration de l'islam dans les campagnes – cette religion était restée pendant des siècles essentiellement urbaine -, sa dépendance vis-à-vis de la popularité des mouvements « soufis » d'ascètes et de mystiques – dont certains furent vénérés après leur mort comme des « saints » - s'accrut. Toute une hiérarchie de divinités subalternes magiques et miraculeuses fut même réintroduite dans ce qui était censé être à l'origine une foi monothéiste.

Le débat rationnel cessa d'avoir cours, cependant qu'un système d'écoles religieuses, les madrasas, se mit en place pour enseigner une orthodoxie unique – dirigée spécialement contre les hérésies de la shia'h – et qu'une administration religieuse cherchait à imposer ce système à la société tout entière. On privilégia l'étude du Coran et des hadiths plutôt que la recherche et l'élaboration d'une compréhension du monde. La pensée indépendante et le progrès scientifique furent de plus en plus étouffés. Au début du XII<sup>e</sup> siècle, le poète et mathématicien Omar Khayyâm pouvait ainsi se plaindre de la « disparition des hommes de savoir, dont il ne reste plus qu'une poignée, petits en nombre mais grands en tribulations », même si les cités arabes d'Espagne restèrent des phares d'érudition pour les savants de l'Europe du XIII<sup>e</sup> siècle, et qu'Ibn Khaldoun y développa, au XIV<sup>e</sup> siècle, des idées qui anticipaient les découvertes faites par les penseurs français et écossais des Lumières, au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le déclin de la civilisation islamique à partir du X<sup>e</sup> siècle fut simultanément dû aux limites mêmes de la révolution abbasside ; laquelle ne fut en définitive qu'une demi-révolution, qui certes offrit aux négociants et aux artisans la possibilité d'influencer l'État, sans pour autant leur donner les moyens de le contrôler. En équilibre instable entre les classes urbaines et les grands propriétaires terriens, la machine étatique devint toute-puissante. Elle ponctionnait l'impôt auprès de toutes les classes et offrait en récompense à ses généraux et à ses administrateurs de vastes domaines. L'État absorba le surplus qui aurait pu être utilisé pour développer la base productive de la société, et précipita finalement un grand nombre de paysans au-dessous du niveau de subsistance nécessaire pour continuer à travailler, de telle sorte que la production totale s'effondra. Il en résulta une contraction du marché pour les commerçants et les fabricants, ce qui ne les incita guère à passer de la production artisanale à un système manufacturier, aussi rudimentaire fût-il. Le progrès technologique fut enrayé – l'imprimerie elle-même ne fut pas introduite dans le monde musulman, même si des marchands qui s'étaient rendus en Chine en connaissaient l'existence – et la masse du peuple resta enlisée dans la pauvreté et la superstition. La civilisation était circonscrite à une couche relativement mince de la population, et elle commença à s'étioler lorsque les conditions économiques qui la soutenaient se dégradèrent. Les empires musulmans furent secoués par des révoltes à répétition.

Pourtant, aucune de ces rébellions ne put, à l'instar des révoltes de l'ancienne Rome ou des révolutions paysannes chinoises, ouvrir la voie pour sortir de l'impasse. Elles donnèrent corps à un mécontentement considérable, le plus souvent sous une forme religieuse, mais elles se révélèrent incapables de présenter un projet de réorganisation de la société sur des bases nouvelles. Les moyens par lesquels la masse du peuple assurait sa subsistance n'étaient pas suffisamment avancés pour que cette possibilité voie le jour. La civilisation islamique, comme celle des périodes Tang et Sung en Chine, fut importante en ceci qu'elle apporta les prémices d'un développement ultérieur. Mais le poids écrasant des vieilles superstructures empêcha ces semences de germer, jusqu'à leur transplantation dans une région primitive d'Eurasie où rien de tel n'existait ;

## Chapitre 16

### Les civilisations africaines

---

L'historien conservateur Hugh Trevor-Roper écrivait en 1965 : « Il n'y a en Afrique que l'histoire des Européens. le reste n'est que ténèbres. » Pourtant, tous les processus qui concoururent à l'apparition de la civilisation en Eurasie et dans les Amériques se développèrent de la même façon en Afrique, et ce à plusieurs reprises. L'Égypte en est l'exemple le plus connu.

La séquence d'apparition de ces civilisations fut similaire à celle des civilisations eurasiennes et américaines. Dans certaines régions, les habitants élaborèrent des formes d'agriculture qui leur fournissaient suffisamment de surplus pour qu'il y ait un début de polarisation, au sein de vieilles structures communautaires, entre les lignages de chefs et les autres lignages. Puis, certains de ces lignages se cristallisèrent en classes dirigeantes qui exploitaient le reste de la société, alors que, dans la masse du peuple, des groupes spécialisés de marchands et d'artisans faisaient leur apparition aux côtés des paysans et des bergers. (...) L'exemple de l'Égypte, à l'évidence, eut des effets sur la Nubie ; celui de l'Arabie du Sud (où des villes existaient déjà en 1000 av. JC) pesa sans doute sur l'Éthiopie, qui se situait de l'autre côté de la mer Rouge ; et les marchands indiens et arabes eurent une influence incontestable sur la côte est de l'Afrique.

Les peuples africains développèrent donc leurs propres formes d'agriculture. Cette hypothèse de vérifia aussi, bien plus tard, dans le domaine de la production du fer. Les forgerons d'Afrique de l'Ouest apprirent à fondre le minerai de fer à peu près à l'époque où ce savoir-faire se répandait en Eurasie, vers 1000 av. JC. Mais les techniques qu'ils utilisaient étaient assez différentes, ce qui confirme l'idée d'une trajectoire autonome. Ensemble, l'agriculture et le fer changèrent la face de l'Afrique subsaharienne. Les populations ouest-africaines de langue bantoue, qui furent les premières à adopter ces méthodes, augmentèrent au cours des siècles, les conduisant, entre 2000 av. JC et l'an 500 de l'ère chrétienne, à supplanter les groupes de chasseurs-cueilleurs, qui avaient autrefois prédominé en Afrique centrale et méridionale. Ces populations, disposant d'un surplus agricole substantiel, ou alors bien disposées au commerce, amorcèrent la transition vers la division en classes et la vie urbaine, pour la plupart après l'an 500.

Des développements autochtones avaient produit, dans l'ordre d'apparition, les civilisations égyptienne, nubienne et éthiopienne. Au XV<sup>e</sup> siècle, d'autres civilisations s'étaient formées sur l'ensemble du continent, d'une côte à l'autre, bien qu'elles fussent

quelquefois parsemées de peuples « primitifs » dont les sociétés ne connaissaient pas la division en classes. Elles étaient connectées au système du commerce mondial par l'intermédiaire de l'islam bien avant que les Européens ne prennent pied sur leurs côtes (en fait, une des explications du déclin de l'ancien Zimbabwe réside dans la chute mondiale des prix de l'or, qu'il exportait déjà au XV<sup>e</sup> siècle).

Les peuples d'Afrique finirent par être victimes de l'émergence d'un système mondial, à tel point que leurs civilisations furent effacées du grand récit de l'humanité par une idéologie raciste qui en faisait des « sous-hommes ». Mais les raisons doivent être cherchées dans un accident d'ordre géographique. L'Eurasie s'étend d'ouest en est. Elle comporte de vastes territoires qui partagent essentiellement le même climat et qui, par conséquent, sont adaptés à la culture des mêmes végétaux – le blé, l'orge et le seigle poussent de l'Irlande à Pékin, et le riz de la Corée et du Japon jusqu'à l'océan Indien. Elle comporte quelques barrières naturelles qui empêchèrent la diffusion des espèces animales domestiquées. Les chevaux, les vaches, les moutons et les chèvres peuvent vivre pratiquement n'importe où, sauf dans les quelques régions désertiques du globe. Ainsi, les progrès dans l'agriculture purent se répandre avec une relative rapidité ; les populations pouvaient apprendre de leurs voisins qui opéraient dans les conditions similaires. Des hordes successives d'êtres humains pouvaient également parcourir la masse continentale d'un bout à l'autre, apportant parfois la dévastation, comme les Huns ou les Mongols, mais souvent aussi leur connaissance de techniques nouvelles.

À l'inverse, l'Afrique s'étend du nord au sud et plusieurs ceintures climatiques différentes s'y succèdent. Les cultures qui sont florissantes en Égypte ou au Maghreb ne s'épanouissent que difficilement dans les régions de savane, de même que ce qui y pousse sera incultivable dans une région proche de l'équateur. Par conséquent, les améliorations des techniques agricoles dépassaient rarement l'échelle régionale, jusqu'à ce que de nouvelles méthodes révolutionnaires leur permettent de franchir les barrières climatiques. Les méfaits de la mouche tsé-tsé en Afrique centrale constituaient aussi un frein naturel considérable, empêchant l'élevage du bétail de se développer plus au sud. Les éleveurs de vaches domestiquées avaient le plus grand mal à atteindre les terres d'Afrique méridionale, particulièrement adaptées aux bovins.

La navigation en eau profonde demeura impossible à partir de la côte ouest jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle, car nulle part au monde les techniques de navigation n'avaient résolu le problème des vents dominants contraires. La côte est était facilement accessible, mais il était malaisé de voyager à travers les montagnes du centre. Et le Sahara, qui coupe le continent en deux, de l'Atlantique jusqu'au Nil, était un obstacle pour tous ceux qui n'étaient pas des voyageurs intrépides et déterminés, même après l'introduction du chameau domestiqué en l'an 500 de notre ère.

Les civilisations d'Afrique subsaharienne durent bien davantage compter sur leurs propres ressources. Elles étaient relativement isolées, sur un continent qui faisait la moitié de la taille de l'Eurasie pour un sixième de sa population. L'obstacle au développement de ces sociétés n'était pas insurmontable, comme le montre l'histoire des civilisations qui s'y sont succédé, mais elles se retrouvèrent dans une position de faiblesse lorsqu'elles furent finalement confrontées à des visiteurs prédateurs venus des anciennes régions arriérées d'Europe occidentale, qui avaient plus aisément pu emprunter et développer des technologies en provenance de l'autre bout de l'Asie.

Il y a 1000 ans ; les marchands des grandes cités islamiques, du Caire ou de Cordoue, se déplaçaient sur de longues distances. Ceux d'entre eux qui parvenaient jusqu'aux cours royales du nord de l'Europe furent choqués par la situation qu'ils y trouvèrent. Le territoire était divisé en baronnies belligérantes, souvent séparées les unes des autres par d'épaisses forêts ou marécages. On y vivait en quasi-autarcie économique, et les habitants dépendaient presque entièrement de ce qui était produit sur leurs terres. Les paysans s'y nourrissaient ordinairement de pain et de gruau d'avoine, et portaient des vêtements filés et tissés à la maison à partir de laine brute ou de lin. Ils allouaient aussi par ailleurs les deux cinquièmes de leur énergie à un travail non rémunéré par le seigneur, sous la forme de corvées ou de fournitures de données en nature. En tant que serfs, les paysans n'avaient la liberté ni de quitter la terre, ni leur seigneur.

Le niveau des familles seigneuriales était bien plus élevé, mais il était également limité à la production des paysans. Leurs châteaux étaient sommaires, construits en bous et entourés de palissades de bois et de boue, mal protégés contre les intempéries. Leurs vêtements, plus fournis que ceux des paysans, n'étaient guère plus agréables au toucher, et ils étaient rarement plus cultivés que ces derniers. La maîtrise de l'art de monter à cheval et du maniement des armes leur était nécessaire pour conserver leurs terres face à la voracité d'autres seigneurs et pour punir les paysans récalcitrants ; ils n'avaient besoin ni de savoir lire, ni de savoir écrire, et rares étaient ceux qui se souciaient d'apprendre. Lorsque les seigneurs des grands domaines voulaient tenir des registres, ils se tournaient vers le petit groupe social qui avait préservé la connaissance de la lecture et de l'écriture : la mince couche de moines et de prêtres alphabétisés.

Quelques produits – comme le sel, le fer pour les pointes de charrues, les couteaux et les armes des seigneurs – provenaient des marchands. Mais ces derniers étaient très différents des classes de riches négociants des civilisations orientales, et bien plus proches des colporteurs et des remouleurs. Comme eux, ils devaient se frayer un chemin au travers des sentiers forestiers et des détours fangeux. Il y avait très peu d'agglomérations urbaines, et « de vastes contrées, l'Angleterre, la Germanie presque tout entière, (étaient) absolument sans villes ». Les rares cités existantes n'étaient guère plus que des centres administratifs pour les barons les plus éminents ou les établissements religieux. Elles n'étaient souvent constituées que de quelques chaumières blotties autour d'un château, d'un monastère ou d'une grande église. Pourtant, cette extrémité très attardée du grand continent d'Eurasie était destinée à devenir le lieu de naissance d'une civilisation nouvelle, qui parviendrait à dominer les autres.

Toutes sortes de rationalisations furent mobilisées pour rendre compte de ce phénomène, du magique à l'ignoble en passant par l'absurde. Certains l'attribuent à la tradition « judéo-chrétienne », même si sa composante proprement chrétienne n'avait guère fait montre de mérites particuliers au cours des dernières années de l'Empire romain, des âges sombres européens ou de la stagnation de Byzance. D'autres l'imputent au climat, supposé encourager le « travail » et l'« esprit d'entreprise », ce qui laisse perplexe quand on considère la prospérité des premières civilisations. La tentative répugnante de l'expliquer en termes de supériorité « raciale » des Européens s'effondre à la première difficulté, lorsqu'on s'interroge sur les raisons de leur arriération si prolongée.

## Les attardés vont de l'avant

Toutes ces interprétations font l'impasse sur une chose pourtant évidente : c'est l'arriération de l'Europe qui conduisit ses populations à adopter de nouvelles méthodes pour assurer leur subsistance ; méthodes qui leur parvinrent d'ailleurs. Lentement, au cours des siècles, elles commencèrent à appliquer des techniques déjà connues en Chine, en Inde, en Égypte, en Mésopotamie et en Espagne méridionale. Un changement, lent mais cumulatif, se produisit en parallèle dans l'ensemble des rapports sociaux, comme cela avait été le cas dans la Chine des Sung ou sous le califat abbasside. Mais cette fois, cela survint sans que l'énorme poids mort d'une vieille structure impériale n'étouffe tout progrès durable. L'arriération même de l'Europe lui permit de se projeter au-delà des grands empires.

Comme ailleurs, il y eut de grandes révoltes, qui furent noyées dans le sang, et des mouvements promettant une société nouvelle qui finirent par reproduire l'ancienne. Des territoires fertiles furent transformés en contrées arides. Il y eut des guerres, aussi horribles qu'inutiles, la barbarie de la torture et l'esclavage de masse. Une nouvelle organisation de la production et de la société émergea pourtant, très différente de tout ce que l'histoire avait connu jusque-là. (...) Au VI<sup>e</sup> siècle, un nouveau type de charrue, la « charrue lourde à roues », capable de retourner des terres grasses et fertiles, apparut chez les peuples slaves d'Europe de l'est et se répandit vers l'Ouest au cours des trois siècles suivants. Avec elle se diffusèrent de nouvelles méthodes de pâturage, qui utilisèrent la fumure animale pour fertiliser le sol. Ensemble, elles permirent à une famille paysanne d'accroître ses rendements de 50% dans un « système agraire qui produisit plus de viande, de produits laitiers, de peaux et de laine que jamais auparavant, et qui en même temps améliorait la récolte des céréales ».

D'autres améliorations techniques se produisirent au cours des siècles suivants, comme l'adoption des méthodes utilisées en Asie centrale pour harnacher les chevaux – qui purent ainsi remplacer les bœufs, beaucoup plus lents, aux labours – et la culture des haricots et d'autres légumineuses pour renouveler le sol. Selon l'éminent historien de la paysannerie médiévale Georges Duby, l'effet cumulatif de ces innovations fut de doubler les rendements céréaliers dès le XII<sup>e</sup> siècle.

Sur 300 ou 400 ans, c'est à une véritable transformation de la vie économique que l'on assista. De tels progrès dépendaient pour une grande part de l'ingéniosité des paysans producteurs. Mais ils exigeaient autre chose : que le seigneur féodal consacre une portion du surplus à l'amélioration des méthodes agricoles, au lieu d'en accaparer l'intégralité. Les barons étaient des hommes rudes et cupides. Ils avaient acquis leur terre et la conservaient par la force. Toute leur richesse reposait sur l'exercice direct de la violence, non sur le jeu de l'offre et de la demande, et une grande partie de cette richesse se trouvait gaspillée en produits de luxe et en expéditions guerrières. Mais ils vivaient sur leurs domaines, ils n'étaient pas une classe de propriétaires absentéistes comme ceux des derniers temps de la République romaine ou de la puissance abbasside. Les plus médiocres comprenaient eux-mêmes que prendre à leurs serfs au point que ces derniers ne puissent ensemer la récolte de l'année suivante, c'était se retrouver sans rien pour vivre ou combattre.

Fournir des charrues perfectionnées aux paysans permettait d'enranger un plus grand excédent pour la consommation de luxe et pour la guerre. (...) Certains seigneurs organisèrent et financèrent le défrichage de terres nouvelles tout au long de la période féodale. Ils furent la force motrice du développement de la première forme de mécanisation, qui demeura longtemps la plus importante : le moulin hydraulique. (...) La classe dominante féodale n'était

pas seulement composée de barons belliqueux. Beaucoup des grands domaines agricoles étaient aux mains d'institutions religieuses – abbayes et monastères. (...) « Qu'il s'agisse des premiers moulins, à eau ou à vent, du progrès des techniques rurales, on voit souvent les ordres religieux à l'avant-garde ».

Une modification des rapports entre seigneurs (guerriers ou religieux) et cultivateurs était rendue nécessaire par la mise en œuvre de ces nouvelles techniques. Les grands propriétaires fonciers avaient finalement dû abandonner la pratique romaine dispendieuse du travail des esclaves, qui avait persisté jusqu'au X<sup>e</sup> siècle. Puis ils commencèrent à découvrir les avantages du « servage », attribuant les parcelles à des foyers paysans en échange d'une partie du produit de leur travail. Les serfs étaient incités à travailler aussi intensément que possible et à employer de nouvelles techniques sur leurs terres.

On ne saurait trop insister sur l'importance du processus qui eut lieu dans les campagnes entre 1000 et 1300, pour nous qui réduisons la nourriture à un simple article disponible en grande surface. Le doublement de la quantité de denrées alimentaires produites par chaque foyer paysan transforma les possibilités de la vie humaine dans toute l'Europe. Celui qui contrôlait la nourriture excédentaire pouvait l'échanger contre les marchandises transportées par les colporteurs ou fabriquées par les artisans. Pour le dire rapidement, le seigneur pouvoir le gain transformé en soie pour sa famille, en fer pour ses armes, en meubles pour son château, en vins et en épices pour agrémenter ses repas.

La tâche de pourvoir à toutes ces attentes à l'occasion de marchés réguliers transforma l'humble colporteur en respectable marchand, et le respectable marchand en riche négociant. Les villes connurent une renaissance lorsque des artisans et des commerçants s'y établirent, installant des échoppes et des ateliers autour des châteaux et des églises. (...) La vie dans les villes était très différente de la vie rurale. Commerçants et artisans étaient des individus libres, sans la tutelle directe d'aucun seigneur. Un diction allemand proclamait : « L'air des villes vous libère. » Les classes urbaines furent de moins en moins disposées à subir les prérogatives de la classe aristocratique. Les marchands et artisans qui avaient besoin de main d'œuvre accueillirent les serfs fuyant la servitude sur les domaines avoisinants. Et, pendant que les villes croissaient en taille et en richesse, elles se donnèrent les moyens de défendre leur indépendance et leur liberté par l'édification de remparts et l'entretien de milices urbaines.

### La civilisation du XIII<sup>e</sup> siècle

Marc Bloch va jusqu'à parler d'un second âge féodal. (...) Les rois gagnèrent en influence. Ils se montrèrent peu à peu capable de formaliser leur pouvoir au sommet des hiérarchies de seigneurs féodaux. En accordant à diverses villes le droit de se gouverner elles-mêmes, ils purent les utiliser comme contrepoids au pouvoir des barons. Et ils essayèrent de mettre en place des réseaux nationaux de tribunaux dans lesquels les fonctionnaires, et non plus le château, administraient la « justice », même si les seigneurs conservaient généralement leurs pleins pouvoirs sur les affaires de leurs propres domaines.

La vie intellectuelle se trouva elle aussi transformée. Les négociants eurent besoin de tenir des comptes et des registres écrits, pratique dont les seigneurs n'avaient pas eu l'utilité aux premières heures de leur domination. Ils voulurent aussi remplacer par des lois formelles écrites les jugements circonstanciels rendus dans les villages par les seigneurs. Certains firent l'effort d'apprendre à lire et à écrire, et ce dans les dialectes locaux qu'ils parlaient. L'alphabétisation ne fut dès lors plus confinée dans les monastères, et le latin cessa d'être la

seule langue écrite. L'étude passa des monastères aux universités nouvelles, établies dans des grandes villes comme Paris, Oxford et Prague, et les érudits furent désormais en mesure de gagner leur vie par le biais de l'enseignement, en dehors du contrôle direct des autorités ecclésiastiques.

Les moulins hydrauliques commençaient à fournir la force motrice des soufflets de forge et celle du battage des vêtements lors de leur finition. La manivelle et le vilebrequin transformèrent le mouvement vertical en rotation (et inversement), et le volant permit de maintenir la rotation à une vitesse constante. Le rouet et la boussole arrivèrent d'Extrême-Orient au XII<sup>e</sup> siècle, et le gouvernail remplaça la godille au XIII<sup>e</sup>, ce qui renforça considérablement la sécurité du transport maritime. (...) Et l'humble brouette, passée presque inaperçue, change la nature d'une quantité de travaux agricoles éreintants. C'est ce progrès technique qui soutint la floraison de la société et de la culture médiévales à la fin du XIII<sup>e</sup> et au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Dès cette époque, des « communes », ou « villes franches », cités-États auto-administrées, dominaient le paysage politique de l'Italie du Nord et des Flandres. (...) Et, dominant de leurs flèches les villes médiévales, apparurent ces monuments érigés à la gloire de leur culture : les grandes cathédrales. Ces œuvres d'art et d'architecture n'auraient pas été concevables sans les changements agricoles, techniques et idéologiques des siècles antérieurs.

#### La crise du XIV<sup>e</sup> siècle

La période de croissance économique et de progrès technique ne devait pas durer. Elle s'inscrivait en effet dans une société dominée par une classe de seigneurs féodaux dont le mode de vie était centré sur la consommation de luxe, la préparation de la guerre et un code de l'honneur militaire ; ce qui, au bout de compte, finit par constituer un obstacle plutôt qu'une incitation au progrès. De façon typique, les légendes médiévales célébraient comme de « bons rois » ceux qui, à l'image de Richard Cœur de Lion ou de « Saint » Louis, dépensèrent des fortunes considérables dans ce qu'on a appelé les « croisades », c'est-à-dire la conduite d'un ramassis de canailles à travers l'Europe et l'Asie mineure pour tenter de déloger les musulmans de Palestine. Tout aussi dispendieuses, et ruineuses pour les terres traversées, furent les guerres entreprises par les rois normands pour tenter de soumettre l'Écosse, le Pays de Galles et la plus grande partie de la France et de l'Irlande aussi bien que de l'Angleterre ; ou les guerres qui opposèrent, dans l'Italie du XIII<sup>e</sup> siècle, les souverains du Saint Empire romain germanique aux rois de France alliés au pape. Dans le meilleur des cas, seulement 1% à 2% des revenus étaient affectés à de nouveaux investissements.

Les seigneurs étaient de plus en plus éloignés des réalités concrètes de la production dont ils tiraient les fruits. Aux guerriers retranchés dans des forteresses sommaires en succédèrent d'autres, séjournant dans des châteaux élaborés, drapés de soie et occupés par de coûteux rituels de cour et de chevalerie, qui affirmaient leur supériorité sur les autres groupes sociaux. Ils se considéraient comme une caste distincte de toutes les autres, avec des droits héréditaires sanctionnés par des cérémonies religieuses. À l'intérieur de cette caste, un système de rangs sophistiqué séparait les grands aristocrates des chevaliers ordinaires, qui étaient légalement leurs vassaux. Mais toutes ces couches affichaient un dédain manifeste pour ceux qui s'engageaient concrètement dans la production de richesse, fussent-ils de riches marchands, d'humbles artisans ou de pauvres paysans.

Les papes, abbés et évêques faisaient partie de cette classe dirigeante et adoptèrent une partie de ses attitudes, tout en ayant des intérêts propres. À la fin du XI<sup>e</sup> siècle, une série de

papes « réformateurs » avaient aspiré à centraliser le réseau des abbayes et des évêchés afin d'imposer une structure quasi théocratique à l'ensemble de l'Europe. Cette démarche impliquait que l'Église tente d'établir la paix entre des seigneurs rivaux et de se constituer en influence dominante au sein de la société. Une autre conséquence fut l'immense gaspillage et la dévastation des croisades. (...) Les guerres entre les papes (alliés aux rois français) et les empereurs, qui dévastèrent l'Italie au XIII<sup>e</sup> siècle, furent une autre retombée des ambitions papales.

L'emprise de l'Église sur l'esprit des masses reposait sur les superstitions et les croyances magiques dans les saintes reliques et les miracles, dont les succès tenaient à la précarité et aux périls de l'existence. Les chefs de l'Église avaient donc de bonnes raisons de craindre les idées nouvelles qui se répandaient dans les villes. Des savants comme Abélard et Bacon, par leur foi en la raison, pouvaient mettre en danger les fondements des superstitions et, de la même façon, les moines errants qui prêchaient un évangile de pauvreté et d'humilité pouvaient encourager les croyances « hérétiques », notamment que les « saints pauvres » étaient autorisés à faire la guerre aux « riches corrompus ». L'Église étrangla progressivement ces idées nouvelles. Elle reconnut officiellement les modérés franciscains, mais persécuta les *fratelli*, considérés comme des « extrémistes ». (...) Enfin, au cours du XIV<sup>e</sup> siècle, l'Inquisition vint à jour et, avec elle, la mise au bûcher de nombreuses personnalités accusées d'hérésie. Dans l'atmosphère nouvelle ainsi créée, les lettrés commencèrent à se tenir à l'écart des « discussions dangereuses ». Après que Thomas d'Aquin eut refondu la théologie chrétienne sur la base des idées d'Aristote – justifiant au passage la hiérarchie des aristocrates, chevaliers, marchands, artisans et paysans –, la pensée médiévale entra dans sa période véritablement scolastique, stérile, dans laquelle aucune remise en cause des bases du dogme de l'Église, et des conceptions du monde physique qui les accompagnaient, ne fut formulée.

La contradiction atteignit son apogée lorsque des famines frappèrent la majeure partie de l'Europe, amenant dans leur sillage la peste, dont la virulence était exacerbée par la malnutrition générale. Au cours de cette grande crise du XIV<sup>e</sup> siècle, la moitié de la population périt, un grand nombre de villages furent abandonnés et des millions d'hectares de terres cultivées se retrouvèrent en friche. Comme l'a écrit Guy Bois, « la majeure partie du continent est alors saisie par une profonde dépression. Elle subit une régression massive et plus que séculaire de son niveau de population et de sa capacité de production. Le phénomène, par son ampleur et sa durée, n'a pas de précédent dans notre histoire. »

La véritable cause de la crise réside dans la charge croissante imposée à la société pour entretenir le mode de vie de la classe dirigeante féodale. D'une part, comme le note Georges Duby, « dans les pays les plus avancés (...) le système de culture centré sur les céréales commença à être déstabilisé par les exigences d'une augmentation progressive des standards de vie aristocratique et urbain » et par une demande accrue de produits de luxe. D'autre part, les améliorations techniques connurent peu d'investissements. Comme le fait remarquer Rodney Hilton, « la structure sociale et les habitudes de la noblesse foncière ne permettaient pas une accumulation visant l'investissement dans la production ».

#### Luttes de classes et mouvements millénaristes

Les seigneurs se montrèrent plus enclins à se faire la guerre entre eux – comme l'illustre la guerre de Cent Ans (note 1137-1453), apparemment interminable, qui vit s'affronter les monarques anglais et français. Ces derniers tentèrent aussi de restaurer leurs

finances en ponctionnant davantage les classes inférieures, les paysans et les bourgeois. la crise économique entraîna des luttes de classes acharnées.

Dans de nombreux endroits, la colère flamba comme jamais auparavant. En 1325, les paysans libres des Flandres occidentales prirent les armes, refusant de payer les dîmes à l'Église et les fermages au seigneur féodal. Ils ne furent battus que lorsque le roi de France intervint en 1328. En 1358, une grande *jacquerie* – soulèvement rural – dans la vallée de la Seine se termina par des attaques contre les nobles locaux et l'incendie de leurs châteaux. En juin 1381, la « révolte des paysans » anglaise donna brièvement le contrôle de Londres aux insurgés ruraux menés par Wat Tyler (qui furent pendus après avoir fait l'erreur d'accorder leur confiance au roi). La rébellion vit toute la paysannerie s'unir pour exiger son émancipation vis-à-vis des seigneurs féodaux : « L'abolition de la captivité et de l'asservissement était le premier article du programme paysan. » John Ball, le fameux prêtre défroqué qui contribua à inspirer la révolte, prêchait pour une attaque sans retenue des privilèges nobiliaires : « lorsque Adam bêchait et qu'Ève filait, qui était le gentilhomme ? »

Mais le XIV<sup>e</sup> siècle fut aussi le témoin d'importantes révoltes urbaines contre l'ordre ancien. Certaines d'entre elles n'étaient que le prolongement d'anciennes luttes de citoyens des villes pour obtenir leur indépendance par rapport aux seigneurs locaux. des affrontements de ce type eurent lieu à plusieurs reprises dans les Flandres. À Paris, à la fin des années 1350, de riches bourgeois profitèrent de l'occasion offerte par l'emprisonnement du roi par les Anglais pour prendre le contrôle de la ville. Étienne Marcel, membre d'une riche famille de commerçants, conduisit 3000 artisans dans le palais royal et força l'héritier du trône à revêtir brièvement les couleurs de la révolte. À Florence, en Italie du Nord, la révolte franchit encore une étape en 1378, lorsque les artisans de la laine, les *ciompi*, se retournèrent en masse contre les chefs des guildes de marchands dominantes et prirent le contrôle de la ville pendant deux mois.

De telles démonstrations de combativité de classes ne furent pas les seules formes de résistance opposées par les populations à la dévastation de leurs existences. Il y eut dans l'Europe médiévale une longue histoire de mouvements millénaristes, qui combinaient la colère populaire contre les riches à l'attente religieuse de la seconde venue du Christ et, souvent, à la haine des étrangers. Les croisades officielles des papes provoquèrent au sein des masses des croisades officieuses : les croisades du « peuple », des « enfants », des « bergers ». Les prédicateurs hérétiques recrutaient en se présentant comme les successeurs de Jésus. Le plus souvent, la multitude marchait de ville en ville, pillait et faisait des adeptes au sein du peuple. La colère était dirigée non pas contre la classe dirigeante féodale en tant que telle, mais contre les prêtres corrompus et les juifs. Ces derniers constituaient une cible facile : ils étaient le seul groupe non chrétien dans une société où le christianisme était hégémonique ; exclus de l'agriculture par l'attitude de l'Église, ils étaient contraints de jouer le rôle de marchands et d'usuriers aux marges de la société médiévale ; et ils n'avaient pas le même pouvoir que les classes possédantes pour se défendre. On leur imposait de choisir entre une conversion immédiate au christianisme ou une mort tout aussi immédiate. mais les foules traînaient aussi des prêtres dans les rues et pillaient leurs églises.

Le début du XV<sup>e</sup> siècle vit apparaître en Bohême une forme différente de mouvement religieux. (...) La majeure partie de la richesse était aux mains de l'Église, qui possédait une bonne moitié des terres. Un fort ressentiment en découlait, non seulement parmi les classes pauvres des villes et des campagnes, mais aussi parmi de nombreux chevaliers qui parlaient plus volontiers tchèque qu'allemand. Cette rancune trouva à s'exprimer dans un soutien

massif pour les idées de Jan Hus, un prédicateur et professeur d'université qui se livrait à une agitation vigoureuse contre la corruption de l'Église et la prétention du pape à être le seul interprète des désirs de Dieu. Hus reçut même les marques de sympathie de la part du roi de Bohême Wenceslas. Lorsque l'empereur, à la demande du pape, fit rôti Hus sur le bûcher en 1415, pratiquement toute la population de Bohême se souleva et les autochtones prirent le contrôle de l'Église et de ses propriétés.

Le roi se retourna contre le mouvement. De leur côté, les nobles et les riches marchands s'inquiétaient de plus en plus de la tendance des paysans à contester toute forme d'exploitation, d'où qu'elle vînt, et pas seulement celle de l'Église. Des artisans appartenant à l'aile radicale « taborite » du mouvement hussite contrôlèrent Prague pendant quatre mois avant d'en être expulsés par les marchands, qui espéraient ainsi s'attirer les bonnes grâces du pape et de l'empereur. La guerre dura une décennie, l'empereur et le pape s'employant conjointement à briser la révolte bohémienne. Les hésitations répétées de la noblesse tchèque et des bourgeois de Prague poussèrent la base militante des taborites à se mettre en quête d'idées radicales, de slogans égalitaires comme : « Tous vivront ensemble comme des frères ; nul ne sera le sujet d'un autre », « Le Seigneur régnera et le royaume sera donné au peuple de la terre », et « Tous les seigneurs, nobles et chevaliers seront passés au fil de l'épée et exterminés dans les forêts comme des hors-la-loi ». Ce ne fut qu'en mai 1434 qu'une armée d'aristocrates forte de 25 000 hommes, aidée par la désertion d'un de leurs généraux, finit par vaincre les forces taborites. Pas moins de 13 000 taborites furent tués.

En Flandres, en Italie du Nord, dans le nord de la France, en Grande-Bretagne, en Bohême, la crise de la féodalité provoque toute une série de grandes rébellions. Mais le pouvoir des seigneurs féodaux demeura intact. Aucune classe n'émergea, qui fût capable d'unifier le reste de la société derrière elle pour prendre d'assaut l'ensemble du système féodal. (...) Ce qui se produisit en Italie du Nord fut tout à fait significatif. Il s'agissait sans doute de la partie de l'Europe la plus avancée économiquement au début du XIV<sup>e</sup> siècle et de la région la moins touchée par la crise. Une famille de marchands, les Médicis, en vint à dominer sa principale ville, Florence, avec son important commerce de textile. mais au XV<sup>e</sup> siècle, ils utilisèrent leur pouvoir non pas pour briser le féodalisme, mais pour s'établir eux-mêmes comme éléments centraux des manœuvres des familles seigneuriales et princières, contribuant de ce fait à la fragmentation continue de la région entre principautés en guerre, ce qui la mena à son déclin économique.

Les artisans des villes étaient souvent plus radicaux. beaucoup d'entre eux n'étaient éloignés du servage que d'une génération ou deux et, comme la paysannerie environnante, ils étaient voués à la famine quand la moisson était mauvaise. Ils affrontée de façon répétée les oligarchies urbaines et, de temps en temps, se joignaient aux soulèvements ruraux. Ils ne constituaient pourtant pas un groupe homogène. (...) D'autres étaient bien plus pauvres, terrifiés par la perspective d'être relégués dans les masses misérables des campagnes, saisissant tous les travaux occasionnels disponibles. (...) Enfin, il y avait les paysans. Les soulèvements ruraux pouvaient secouer la société, mais les paysans eux-mêmes – analphabètes, disséminés dans les campagnes, chacun d'eux préoccupé par son seul village et sa seule terre – ne pouvaient concevoir un projet réaliste de reconstruction de la société.

Des embryons de cette nouvelle classe, qui allaient grandir un jour, existaient déjà. Dans certaines villes, il y avait des marchands et des artisans intéressés par l'innovation technique et l'investissement productif. Dans certaines régions, des paysans dont la condition s'était améliorée songeaient à devenir plus prospères en secouant le joug de l'exploitation

seigneuriale et en valorisant leur terre de façon plus productive. Mais un embryon prometteur n'était pas la même chose qu'une classe capable de mettre fin à la crise qui ravageait la société dans son ensemble.

### La naissance du féodalisme de marché

Cependant, la crise du féodalisme européen se distinguait de celles qui avaient frappé la Rome antique, la Chine des Sung et les empires arabes du Moyen-Orient. La guérison fut, en fait, beaucoup plus rapide. Le rétablissement économique se produisit vers le milieu du XV<sup>e</sup> siècle et fut accompagné d'un retour de la croissance démographique. Le niveau de vie s'éleva parmi les survivants des famines et de la peste ; en effet, si la population avait décliné et ne pouvait donc cultiver qu'une surface de terre plus petite, il s'agissait souvent des sols les plus fertiles. La chute de la production des denrées alimentaires fut bien inférieure à celle du nombre de bouches à nourrir.

Des réseaux de marchés continuaient à pénétrer les campagnes, reliant chaque village et chaque foyer aux commerçants des villes. Le développement de ces circuits marchands transforma, lentement mais sûrement, la société féodale. Un petit nombre de négociants s'enrichirent dans le commerce international des produits de luxe. Ils faisaient venir en Europe des marchandises en provenance d'Inde, d'Asie du Sud-Est et de Chine. Leur richesse devint parfois assez substantielle pour leur permettre de jouer le rôle de banquiers auprès des rois et des empereurs, finançant les guerres et recevant des gratifications aussi bien politiques qu'économiques. Même ceux qui ne pouvaient aspirer à de tels sommets parvenaient à dominer la vie politique dans leurs villes, ce qui en faisait des alliés cruciaux pour des rois soucieux d'étendre leur pouvoir.

Les souverains, à leur tour, commencèrent à voir leur avenir en dehors des guerres ou des alliances matrimoniales destinées à accroître leurs domaines. Ils l'envisagèrent à travers les profits du commerce. Les monarques portugais encourageaient les marchands à utiliser des navires construits avec les techniques les plus modernes pour faire le tour de l'Afrique et accéder aux richesses de l'Asie, et les « rois catholiques » d'Espagne financèrent le voyage de Colomb à travers l'Atlantique. (...) Les commerçants des villes influençaient encore souvent la vie rurale d'une autre manière, en encourageant les paysans les moins riches à adopter une activité artisanale à l'abri du contrôle des corporations urbaines. C'est ainsi qu'apparut un véritable système de « sous-traitance ». Le marchand fournissait les matières premières aux travailleurs ruraux, qui les transformaient en produits finis chez eux, avec guère d'autre choix que celui d'accepter le prix offert par le marchand. L'ampleur d'un tel changement est démontrée par l'exemple de l'industrie textile. (...) Les marchands avaient augmenté leurs profits en affaiblissant l'emprise des artisans flamands. Mais ils avaient fait plus encore. Ils s'étaient emparés d'une partie de la main d'œuvre agricole qui avait été jusque-là soumise au seigneur féodal.

L'effet à long terme fut de remplacer une forme d'exploitation par une autre. Le détournement direct du produit du travail des paysans fut remplacé par un système dans lequel les travailleurs individuels acceptaient volontairement d'être payés moins que ne valaient leurs produits en échange d'une fourniture de matières premières ou d'outils. Il ne s'agissait pas de la forme de production capitaliste achevée, telle que nous la connaissons. La production dans de grands ateliers, sous le contrôle direct d'un entrepreneur, était confinée à un nombre très restreint d'industries, principalement les mines. Le système de sous-traitance reposait sur des producteurs qui pouvaient encore se considérer comme leurs propres patrons, mais c'était

un pas vers les formes les plus mûres du capitalisme. Le marchand était passé de la fonction simple consistant à acheter et vendre des marchandises à la tâche de s'occuper de leur production, et les producteurs directs ne pouvaient plus gagner leur vie sans qu'une partie de leur production soit détournée au profit du marchand.

L'organisation féodale de la production était en train de céder la place à un système complètement différent, dans lequel la concurrence motivait l'investissement et où l'investissement rendait la compétition plus intense encore. Pour le moment, cela ne se passait que dans quelques interstices du vieux système. Mais c'était comme un acide qui rongeaient et modifiait le monde environnant.

Les régions les plus étroitement maillées par des réseaux urbains se tournèrent vers l'agriculture capitaliste, alors qu'ailleurs le servage se renforça. Sur une période de 300 ans, l'Angleterre, les Pays-Bas, certaines parties de la France et de l'Allemagne occidentale ainsi que la Bohême prirent une direction, tandis que l'Europe de l'Est et l'Italie du Sud allèrent dans une autre.

Quatrième partie La grande transformation
--

## Chapitre 18

### La conquête de la Nouvelle-Espagne

---

Les premiers Européens à découvrir, dans les années 1520 et 1530, les civilisations aztèque, au Mexique, et inca, au Pérou, furent stupéfaits de la splendeur et de la richesse des édifices qu'ils y trouvèrent. La cité aztèque de Tenochtitlan était aussi grande qu'une métropole européenne. La capitale des Incas, Cuzco, était d'échelle plus réduite, mais raccordée à des routes sans équivalent en Europe, et qui sillonnaient un empire de près de 5000 kilomètres de long – plus que la totalité de l'Europe ou même que la Chine des Ming. Ces civilisations s'étaient dotées de méthodes élaborées pour assurer la subsistance de leur population, utilisant des systèmes d'irrigation sophistiqués. Elles étaient en mesure de rassembler des marchandises et de les transporter sur des centaines voire des milliers de kilomètres jusqu'à leurs capitales. Les progrès dans l'agriculture s'étaient accompagnés d'avancées dans les sciences et les arts – l'architecture, les arts plastiques, les mathématiques, la réalisation de calendriers, qui reliaient le cycle de la Lune (base de la mesure des mois) avec le mouvement apparent du Soleil (base de la mesure de l'année).

Pourtant, en l'espace de quelques mois, de modestes forces militaires conduites par les espagnols Hernán Cortés et Francisco Pizarro – qui n'étaient guère que des soudards et des aventuriers (Pizarro était analphabète) -, conquièrent les deux empires. Ils marchaient sur les traces d'un premier aventurier. Christophe Colomb (en espagnol, Cristóbal Colón), un navigateur originaire de Gênes qui avait persuadé les souverains d'Espagne, Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille, de financer une expédition dont le but était de trouver une route maritime vers la civilisation fabuleuse de la Chine (le Cathay) et la richesse des « îles aux épices » (les Indes) en faisant voile vers l'ouest, à travers l'Atlantique. (...) Du fait de sa mauvaise compréhension des calculs (corrects) du géographe arabe al-Farghani (X<sup>e</sup> siècle), il sous-estimait la circonférence de la terre d'environ 25%.

Il confia ensuite à ses sponsors royaux que les habitants étaient « à la vérité, gens de cœur excellent, ignorant la cupidité, pleins de douceur ; (...) il n'est au monde ni meilleurs hommes, ni meilleur pays. Ils aiment leur prochain comme eux-mêmes. Ils ont une façon de parler toujours souriante, la plus douce, la plus affable qui se puisse imaginer ». Mais son véritable but était de les capturer et de les réduire en esclavage.

Malgré ses rudes méthodes, Colomb trouva très peu d'or. Il n'eut pas davantage de succès lors de son voyage suivant, accompli en 1493 grâce à un investissement bien plus important concédé par la Couronne espagnole, une flotte plus nombreuse et 1500 candidats à la colonisation. (...) Il décréta que tout « Indien » de plus de quatorze ans devait fournir une certaine quantité d'or tous les trois mois. Ceux qui n'y parvenaient pas avaient les mains coupées en guise de punition, et on les laissait se vider de leur sang. Mais, malgré cette barbarie, ils ne parvinrent pas à satisfaire la demande d'or, pour la simple raison que personne n'en avait découvert sur l'île autrement qu'en de très faibles quantités.

Colomb essaya d'ajouter à cette chasse aux richesses minérales une autre ressource : l'esclavage. En 1495, il rassembla 1600 Tainos – qu'il évoquait deux ans et demi auparavant comme de « doux », « pacifiques » et serviables indigènes – et en envoya 550, dûment enchaînés, à Séville dans le but de les vendre comme esclaves. Deux cent d'entre eux moururent au cours de la traversée de l'Atlantique. Il mit ensuite en place un système dit d'*encomendia*, qui permettait à certains colons d'utiliser le travail forcé des Indiens.

#### La soumission des Aztèques

En 1517, Moctezuma, l'empereur aztèque du Mexique, reçut les premiers rapports faisant état d'hommes étranges et pâles qui naviguaient le long de côtes de son royaume. (...) Les vaisseaux appartenaient à une expédition de reconnaissance. Deux ans plus tard, une force de 500 hommes venus de la colonie espagnole de Cuba débarquait, sous le commandement du soldat Hernàn Cortès. Celui-ci avait en effet eu vent de l'existence d'un grand empire qu'il s'était assigné pour tâche de conquérir. Ses hommes considéraient cette ambition comme de la folie pure, et Cortès dut brûler ses propres navires pour les empêcher de faire retraite vers Cuba. Pourtant, en l'espace de deux ans, il parviendrait à vaincre une armée des centaines de fois supérieure à la sienne.

Sa réussite reposa sur un certain nombre de facteurs. D'abord, Moctezuma ne détruisit pas les forces de Cortès sur la plage de leur débarquement alors qu'il en avait l'occasion ; au contraire, il leur facilita le déplacement de la côte vers la vallée de Mexico. Or la duplicité de Cortès n'avait pas de limites et, en arrivant dans la capitale aztèque, Tenochtitlan, il choisit de se comporter amicalement avec Moctezuma avant de le faire prisonnier. Ensuite, les germes de petite vérole, dont les Espagnols étaient porteurs sans le savoir, se répandirent dans la cité, frappant un grand nombre de personnes à un moment décisif de son siège. ce ne fut pas seulement une affaire de canons, peu précis et longs à charger ; bien plus déterminant fut l'acier de leurs armures et de leurs épées, qui pouvaient frapper à travers l'étoffe épaisse protégeant le corps des guerriers aztèques durant le combat.

Derrière les facteurs accidentels de la victoire de Cortès, il y avait quelque chose de plus fondamental. Il était confronté à un empire qui, comme l'Empire espagnol, était exploiteur et oppressif, mais qui disposait d'une technologie moins avancée. À l'origine, les Aztèques étaient un peuple de chasseurs-cueilleurs. Porteurs d'un savoir agricole sommaire, ils étaient arrivés dans la vallée de Mexico au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. La région était déjà

occupée par plusieurs cités-États, héritières des vestiges des civilisations de Teotihuacan et des Mayas (décrites dans la deuxième partie du présent ouvrage), qui soumirent les Aztèques et ne leur laissèrent que les terres les moins fertiles à cultiver. Mais ceux-ci se défirent rapidement de leurs chaînes grâce à une découverte technologique qui leur permit d'augmenter considérablement le rendement de leurs récoltes : la mise en culture d'îles artificielles (*chinampas*) sur les lacs. Ce tournant vers l'agriculture intensive s'accompagna de l'émergence d'une classe aristocratique qui contraignit au travail forcé le reste de la société. Il ne suffit pas à cette aristocratie d'exploiter les classes inférieures aztèques. Elle combattit bientôt les autres cités-États pour asseoir son hégémonie sur la vallée de Mexico, puis entreprit de fonder un empire qui allait s'étendre sur des centaines de kilomètres vers le sud, jusqu'au Guatemala actuel.

L'une des cérémonies centrales de cette religion était le sacrifice des prisonniers de guerre – et les peuples assujettis, en même temps qu'ils étaient tenus de payer aux Aztèques un tribut matériel, devaient aussi leur fournir un certain nombre de femmes et d'enfants destinés au sacrifice. Cette religion inspirait à la classe militaire aztèque la détermination nécessaire pour établir un empire. (...) À mesure que l'empire grandissait, des tensions se firent jour dans la société aztèque, en particulier lorsque les membres de la classe dirigeante multiplièrent les sacrifices ; selon certaines sources, jusqu'à 80 000 personnes furent massacrées sur la plateforme du temple de Tenochtitlan en l'espace de quatre-vingt-seize heures.

Les conquistadores arrivèrent au moment où ces tensions culminaient. Une grande famine avait frappé les classes inférieures en 1505, forçant nombre de leurs membres à se vendre comme esclaves. Le niveau du butin en provenance des conquêtes était en déclin et Moctezuma avait raffermi son pouvoir personnel en sein de la classe dirigeante en utilisant les sacrifices humains. Mais l'opposition de plus en plus forte à ces derniers lui fit craindre que Cortés ne soit le dieu Quetzalcoatl de retour, et il l'accueillit en conséquence. De surcroît, élément peut-être plus important encore, les peuples qui avaient été soumis par les Aztèques s'empressèrent de soutenir les envahisseurs. Il y avait, lors de la bataille finale pour la possession de Tenochtitlan, davantage de soldats indigènes combattant dans les rangs des Espagnols que dans ceux des Aztèques.

L'Espagne connaissait l'usage des technologies fondées sur le fer qui s'étaient développées en Eurasie et en Afrique du Nord au cours des deux millénaires écoulés, alors que les Aztèques s'appuyaient sur des savoir-faire centrés sur le travail de la pierre et du bois, qu'ils avaient développés plus que n'importe quel autre peuple au monde. Ils ne connaissaient comme métaux que l'or et le cuivre – le second, rare, n'étant utilisé que pour la décoration. Leurs armes étaient faites d'obsidienne, une roche à laquelle on peut donner le tranchant d'un rasoir mais qui se brise facilement. (...) C'est seulement lorsqu'ils se retrouvèrent brusquement face à des armes faites de ce métal que ce manque devint un handicap fatal. Ainsi furent-ils renversés par des hommes qui, à d'autres égards, n'étaient guère plus « avancés ».

### La conquête du Pérou

L'histoire se répète rarement avec exactitude. C'est pourtant ce qui arriva au début des années 1530 – une décennie après la conquête du Mexique -, lorsqu'un parent de Cortés, Francisco Pizarro, quitta Panama pour longer la côte pacifique de l'Amérique du Sud. Il avait déjà fait deux voyages de reconnaissance et savait que l'intérieur des terres abritait un grand

empire. (...) Il apprit qu'une guerre civile déchirait l'Empire inca. Deux demi-frères, Atahualpa dominant le Nord et Huascar le Sud, se disputaient l'héritage de leur père le Grand Inca Huana-Cupac. Pizarro s'empressa de prendre contact avec des représentants d'Atahualpa pour l'assurer de son amitié.

Le massacre et le meurtre d'Atahualpa donnèrent le ton de la conquête du reste de l'Empire inca. (...) Les conquistadores espagnols avaient pour but de s'enrichir personnellement par le biais de l'esclavage aussi bien que par le pillage de l'or. Ils divisèrent le pays en districts d'*encomendio*, dans lesquels des colons sélectionnés avaient le pouvoir de prélever de la main-d'œuvre forcée, en vertu des lois de Burgos de 1512-1513, selon lesquelles tous les Indiens devaient travailler pour les Espagnols neuf mois par an. Le décret était destiné à être lu aux Indiens ; s'ils n'obéissaient pas, leurs femmes et leurs enfants seraient mis en esclavage et leurs biens confisqués. Il y avait aussi un tribut à payer aux prêtres, qui, dans certains cas, « utilisaient des carcans, des prisons, des chaînes et des navires privés pour punir les coupables d'offenses religieuses ».

Tout ne se passa pas complètement comme l'auraient voulu les Espagnols. Ils furent confrontés à une succession de révoltes et l'un des frères de Pizarro fut assiégé dans Cuzco pendant des mois. La résistance inca ne fut brisée qu'après l'exécution du dernier empereur, Tupac Amaru, en 1572. Mais les Incas étaient condamnés pour les mêmes raisons que les Aztèques au Mexique. Ils disposaient de cuivre, mais pas de fer, et de lamas, beaucoup moins vigoureux que les chevaux et les mules. Une civilisation de l'âge du bronze, aussi raffinée fût-elle, ne pouvait résister à une représentante de l'âge du fer, même fruste. Les chevaux furent, comme l'a formulé Hemmings, les « tanks de la conquête ».

Les maux engendrés par la conquête furent aggravés par l'obsession que nourrissaient les nouveaux dirigeants pour l'accumulation des richesses. Cela provoqua de graves guerres civiles entre commandants espagnols rivaux et des soulèvements de colons nouvellement enrichis contre les représentants de la Couronne espagnole. En même temps que les armées incendiaient et pillaient, les canaux d'irrigation et les cultures en terrasses, qui avaient été essentiels pour l'agriculture, se dégradaient, les troupeaux de lamas étaient abattus et les réserves stockées en cas de mauvaises récoltes étaient consommées. (...) La population indigène de l'empire diminua de moitié, voire des trois quarts. Le territoire était tellement dévasté que la monarchie espagnole elle-même s'en inquiéta. Elle voulait un empire rapportant des richesses, non une étendue vidée de sa force de travail. À plusieurs reprises, vers la moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, elle débattit des mesures destinées à limiter les destructions des colons et à contrôler l'exploitation des Indiens. C'est – ce moment-là que des prêtres comme Las Casas, qui dénonçaient les colons, commencèrent à être écoutés. Mais leurs efforts n'entraînèrent pas de véritables changements dans l'ancien Empire inca ; le travail forcé était en effet devenu essentiel pour les profits que la couronne retirait de ses mines d'argent et de mercure à Potosi (...) En 1570, une commission présidée par l'archevêque Loyza admit que, puisque les mines étaient d'intérêt public, le travail forcé devait être toléré.

## Chapitre 19

---

### De la Renaissance à la Réforme

Colomb n'a pas « découvert » l'Amérique. Les « Indiens » s'en étaient chargés au moins 14 000 ans plus tôt en traversant le détroit de Béring de la Sibérie à l'Alaska. Il n'était même pas le premier Européen à poser le pied sur le « Nouveau Monde », une brève présence

des Vikings ayant été attestée sur les côtes nord-est de l'Amérique du Nord un demi-millénaire auparavant. L'année 1492 n'en a pas moins marqué un tournant dans l'histoire. Pour la première fois, les sociétés jusque-là arriérées de la côte atlantique du continent eurasiatique se montraient capables d'exercer leur domination sur d'autres parties du monde.

On utilise souvent les mots « pays » ou « nation » lorsqu'on parle du monde médiéval. Mais les États qui existaient alors étaient très différents de l'État « national » moderne. Aujourd'hui, il nous semble aller de soi qu'un pays corresponde à un territoire géographique continu à l'intérieur de frontières fixes. Nous en attendons une structure administrative unique, avec un seul système fiscal (moyennant parfois des variantes locales), et sans barrières douanières entre ses différentes régions. Nous trouvons normal qu'il exige la loyauté de ses « citoyens », leur accordant certains droits en retour, aussi limités soient-ils. Être « sans État » est un sort que les hommes cherchent désespérément à éviter. Nous supposons également qu'il existe une langue nationale (parfois plusieurs), que parlent aussi bien les dirigeants que les dirigés.

Les monarchies de l'Europe médiévale possédaient peu de ces traits. Il s'agissait de territoires mélangés, qui chevauchaient aussi bien plusieurs zones linguistiques, correspondant à différents peuples, que des obstacles géographiques. Le souverain du Saint Empire romain germanique dirigeait la Bohême comme un royaume et revendiquait sa souveraineté sur des territoires de langue allemande, ainsi que sur certaines régions de l'Italie. Les rois d'Angleterre s'engagèrent dans une série de guerres pour essayer de concrétiser leurs prétentions sur une grande part du territoire français. Les rois de France ont tenté de s'emparer de territoires situés au-delà des Alpes, dans ce qui est aujourd'hui l'Italie, mais ils avaient peu de contrôle sur l'est de la France (sous l'influence des duchés de Bourgogne), sur l'Aquitaine et la Normandie (possessions des rois d'Angleterre) ou sur la Bretagne. Il pouvait y avoir d'importantes modifications des frontières, les mariages et les héritages donnant aux rois la souveraineté sur des terres lointaines, ou les guerres les dépouillant de territoires locaux. Il y avait rarement une seule structure administrative uniforme dans un État, qui était le plus souvent constitué de principautés, de duchés, de baronnies et de villes franches, avec leurs propres dirigeants, leurs tribunaux, leurs lois, leurs structures fiscales, leurs postes d'octroi (douanes intérieures) et leurs hommes d'armes. Ainsi, l'allégeance que chacun devait au roi était souvent de pure forme et pouvait être oubliée si un monarque concurrent faisait une meilleure offre. Souvent, les rois ne parlaient pas la langue de leurs sujets, et les documents officiels et les statuts légaux étaient rarement compréhensibles par ceux qu'ils prétendaient administrer.

Tout cela commença à changer vers la fin du XV<sup>e</sup> siècle, au moment où l'Espagne s'appropriait l'Amérique latine. Charles VII et Louis XI en France, Henri VII et Henri VIII en Angleterre, ainsi que les monarques conjoints d'Espagne Isabelle et Ferdinand, réussirent tous à accroître le pouvoir royal aux dépens des grands seigneurs féodaux et à imposer une sorte d'ordre étatique à l'intérieur de ce qui constitue aujourd'hui les frontières nationales de ces pays.

Les rois français durent subir une série de conflits et de guerres civiles avant de contraindre les seigneurs territoriaux à se soumettre à leur pouvoir « absolutiste ». Même après cela, les postes de douanes intérieures et les systèmes juridiques locaux restèrent en place. (...) Malgré tout, les « nouvelles monarchies », et les « absolutismes » qui allaient se développer en France et en Espagne dans leur sillage, étaient bien différents du vieil ordre féodal. Ces États reposaient sur des principes féodaux, mais leurs monarques avaient appris à

utiliser les forces nouvelles liées au système du marché et à la croissance des villes comme un contrepoids au pouvoir des seigneurs féodaux. Pour partie, leur politique visait toujours à satisfaire les ambitions féodales classiques : acquérir des terres par la force ou par des alliances matrimoniales. Mais un autre objectif gagnait en importance : développer le commerce et les productions locales.

Cela ne signifie certainement pas que ces monarchies aient été à un degré quelconque moins brutales que celles qui les avaient précédées. Elles étaient prêtes à tout pour cimenter leur pouvoir contre leurs rivaux et contre leurs sujets. L'intrigue, le meurtre, l'enlèvement et la torture étaient monnaie courante. Leur philosophie trouve la plus exacte expression dans les écrits de Machiavel, fonctionnaire florentin dont le but suprême était de voir l'Italie unifiée en un seul État et qui écrivit un manuel pratique destiné à un « prince » désireux de le réaliser. Ses espoirs furent déçus, mais ses écrits contiennent toute une liste de techniques qui appartenaient au répertoire des rois d'Espagne comme à celui d'Henri VIII.

Après la conquête de Grenade, Isabelle et Ferdinand adoptèrent une mesure que les royaumes islamiques n'avaient jamais prise contre les chrétiens : le recours à l'Inquisition pour mettre à mort tous ceux qui refusaient de se convertir au christianisme ou de fuir le pays. Dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle, la population musulmane, qui vivait là depuis 900 ans, fut expulsée. Les juifs, qui avaient été tolérés pendant au moins huit siècles de pouvoir musulman, furent contraintes d'émigrer, s'établissant en Afrique du Nord, dans les Balkans sous tutelle turque (où une communauté juive de langue espagnole subsista à Salonique jusqu'à la prise de la ville par les armées d'Hitler) et en Europe orientale. Même les convertis au christianisme, les *conversos*, n'étaient pas en sécurité ; ils subirent une vague de persécutions dans les années 1570.

Les méthodes brutales d'Henri VII, Henri VIII et de leurs successeurs sur le trône d'Angleterre n'étaient pas seulement dirigées contre le pouvoir des vieux barons féodaux, mais aussi contre un grand nombre de gens parmi les plus pauvres. (...) Une loi de 1530 décrétait « le fouet et l'emprisonnement pour les vagabonds vigoureux. Ils doivent être liés à des roues de charrette et fouettés jusqu'à ce que le sang s'écoule de leurs corps, puis prêter serment de retourner dans leurs villages d'origine, ou là où ils avaient vécu les trois années passées, et de "se mettre au travail" ». La loi fut ensuite amendée : « Lors de la deuxième infraction pour vagabondage, les coups de fouet doivent être répétés, et la moitié de l'oreille coupée ; lors de la troisième, le coupable doit être exécuté comme un criminel endurci. »

### Les idées nouvelles

La période de la « découverte » de l'Amérique et des « nouvelles monarchies » fut aussi celle de la Renaissance. La résurrection de la vie intellectuelle et de l'art commença dans les cités italiennes et se répandit, durant un siècle, dans le reste de l'Europe occidentale. Sur tout le continent, on redécouvrit le savoir de l'Antiquité classique, ce qui entraîna une rupture avec la vision étroite du monde qui prédominait jusque-là, avec les conventions artistiques absurdes et la superstition religieuse qui caractérisaient le Moyen Âge européen.

Alors que Dante écrivait dans le dialecte des Florentins – l'italien – la langue de l'« humanisme » de la Renaissance était celle d'une élite intellectuelle étroite, le latin. Elle fournissait un moyen de communication pour les lettrés de toute l'Europe, mais pas pour la masse du peuple de Florence, Milan ou Venise. (...) Le désir grandit, non plus seulement de lire les anciens, mais aussi de contester leurs opinions – comme le montrèrent les avancées

scientifiques à mettre au crédit de Copernic, de Kepler et de Galilée. Le XVI<sup>e</sup> siècle avait peut-être commencé par la régurgitation d'idées vieilles de 2000 ans, mis, en l'espace d'un autre siècle, il y eut une explosion d'écrits nouveaux dans la langue des masses (les œuvres de Rabelais et Montaigne en français, celles de Shakespeare, Marlowe et Ben Johnson en anglais, de Cervantès en espagnol). (...) L'époque qui vit éclore les « nouvelles monarchies » assista aussi à l'essor initial des langues nationales.

### Les nouvelles religions

Vingt-cinq ans après la prise de Grenade par les troupes espagnoles et l'arrivée de Colomb aux Caraïbes, un moine âgé de trente-quatre ans enseignant la théologie, Martin Luther, cloua une feuille de papier sur la porte d'une église de Wittenberg, en Allemagne méridionale. Elle contenait quatre-vingt-quinze points (« thèses ») attaquant la pratique des « indulgences ». Ces documents, avalisés par l'Église catholique, absolvait de leurs péchés ceux qui les achetaient et leur fournissaient un « passeport » pour le paradis. Son action précipita le schisme le plus important de l'Église occidentale depuis que Constantin s'était converti au christianisme douze siècles plus tôt.

Les grandes villes d'Allemagne du Sud et de Suisse – Bâle, Zurich, Strasbourg, Mayence – se rangèrent derrière lui. De puissants princes allemands, comme ceux de Saxe, de Hesse et de Brandebourg, leur emboîtèrent le pas. Il y eut bientôt des conversions en Hollande et en France, malgré des contre-mesures prises par les autorités, comme l'exécution de quatorze partisans luthériens brûlés vifs sur la place de la ville de Meaux en 1546. Henri VIII d'Angleterre rompit avec l'Église catholique après que le pape (allié de la Couronne espagnole) eut refusé d'annuler son mariage avec la princesse Catherine d'Aragon.

Luther commença par des débats théologiques portant sur les indulgences, sur la liturgie, sur le rôle des prêtres comme intermédiaires entre les croyants et Dieu, sur le droit du pape à exercer une autorité disciplinaire sur la prêtrise. Mais l'Église catholique était depuis si longtemps un élément central de la société médiévale que les questions soulevées présentaient également une dimension sociale et politique. En fait, Luther ne fit rien de moins que de défier l'institution qui exerçait le contrôle idéologique pour le compte de l'ordre féodal tout entier. Ceux qui bénéficiaient de ce contrôle ne pouvaient se garder de répliquer. Ainsi, les querelles autour de ces questions plongèrent l'Europe dans une succession de guerres et de troubles civils pendant cent vingt-cinq ans : la guerre de la ligue de Smalkalde en Allemagne, les « guerres de religion » en France, la longue guerre d'indépendance menée par les Hollandais contre les Espagnols, la guerre de Trente Ans, qui dévasta l'Allemagne, et la guerre civile anglaise. (...) L'économie et la société féodales étaient en train de donner naissance à quelque chose de neuf, dont le plaidoyer protestant était l'une des premières expressions.

### Une économie en transition

Le défi lancé par Luther à la papauté n'aurait pu rencontrer un aussi vaste soutien. En fait, la presse à imprimer a préparé le terrain à la réception de ses idées. En Angleterre, par exemple, les ateliers d'imprimerie ont fourni une « force tardive mais maximale » aux arguments anticléricaux de Wycliffe, de Langland et à un moindre degré de Chaucer, de telle sorte que « le XIV<sup>e</sup> siècle a pénétré le XVI<sup>e</sup> ».

Dans la période féodale primitive, la production servait l'usage immédiat : assurer la survie de la famille paysanne et permettre au seigneur de vivre dans le faste. Ce qui importait était ce qu'Adam Smith et Karl Marx appelèrent les « valeurs d'usage » : les biens de première nécessité pour le foyer du laboureur et ceux de luxe pour satisfaire les goûts extravagants du baron féodal. La pression pour augmenter la production, par un travail plus intense du paysan ou par l'introduction de nouvelles techniques, ne pouvait venir que du désir du paysan d'améliorer un peu son quotidien ou de celui du seigneur de raffiner encore sa consommation. Comme l'a également formulé Marx, le niveau d'exploitation des paysans était limité par la « taille de l'estomac du seigneur féodal ». Dans une telle société, l'échange et la monnaie jouaient un rôle marginal. Si quelqu'un voulait accroître sa richesse, il faisait l'acquisition de terres plutôt que d'entasser de l'or.

Au début du XV<sup>e</sup> siècle, les choses avaient déjà bien changé. La production d'objets à vendre – conter de l'or ou de l'argent, qui à leur tour pouvaient être échangés contre d'autres objets – devint dominante. Ce que Smith et Marx appelèrent la « valeur d'échange » gagna en importance. La famille paysanne produisait sans doute la plus grande partie de sa nourriture et de ses vêtements, mais il lui fallait de l'argent pour payer les fermages, acquérir des outils et acheter des denrées alimentaires si la récolte était mauvaise. Les seigneurs et les monarques avaient besoin d'argent à une échelle massive. Le commerce lointain permettait d'obtenir des marchandises de luxe venues du bout du monde, en en payant le prix.

À proximité des grandes villes, des ports ou des voies navigables, des régions agricoles entières étaient consacrées à la production de cultures industrielles – le lin pour les textiles, les vignes pour le vin, les olives pour l'huile, le pastel ou le safran pour la teinture – ou à l'élevage pour satisfaire une demande croissante de viande dans les villes et dans les classes supérieures. Les négociants utilisaient de plus en plus le système de la « sous-traitance » pour contraindre les travailleurs manuels à accepter des rémunérations plus basses, fondées sur l'offre et la demande plutôt que sur les anciens tarifs coutumiers – et encourageant la croissance d'une nouvelle industrie, à base rurale, lorsque, comme c'était souvent le cas, les artisans urbains refusaient de sacrifier leur mode de vie sur l'autel des profits des marchands.

La crise du XIV<sup>e</sup> siècle s'accompagna, elle, d'une extension des rapports marchands dans toute l'Europe. Même là où le servage féodal était réapparu, il était destiné à produire des cultures que le seigneur pourrait vendre à de gros négociants en dégageant un profit important. La crise ne détruisit pas les villes. Même si un grand nombre de villages furent désertés à la suite des famines et des épidémies, elles se trouvèrent à l'avant-garde d'une nouvelle expansion économique qui encourageait l'utilisation des techniques nouvelles comme l'imprimerie et la navigation. Toutes les villes n'en profitèrent pas. Le développement même du marché, de la production destinée à l'échange et non à l'usage immédiat, exposait les fortunes de certaines cités à des revers. (...) Barcelone, Florance et les grandes villes marchandes de la Hanse en Europe du Nord et le long de la Baltique connurent toutes divers degrés de déclin au cours du XVI<sup>e</sup> siècle, pendant que d'autres villes du Nord des Provinces-Unies (actuels Pays-Bas), de l'Espagne méridionale, du Sud-Est de l'Allemagne et de l'Angleterre commençaient à prospérer.

Durant la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle, les prix commencèrent à monter et le niveau de vie des masses populaires chuta. Les salaires réels, qui avaient souvent doublé au cours du siècle suivant la peste noire, baissèrent de moitié, voire des deux tiers, entre le milieu du XV<sup>e</sup>

et la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, alors que la paysannerie était soumise à des pressions accrues pour payer toutes sortes de droits aux seigneurs.

L'argent devenait la valeur universelle. Pourtant, les valeurs officielles de la société étaient toujours celles qui étaient inscrites dans la hiérarchie du vieux féodalisme. L'Église avait tenu un rôle central dans les valeurs du Moyen Âge. Ses rituels validaient les comportements – souvent représentés sur des bas-reliefs ou des vitraux – qu'on attendait des différentes classes de la société. Pourtant, l'Église elle-même était affectée par la soif de l'or. Des membres de grandes familles marchandes comme les Médicis ou les Borgia devinrent papes dans le but d'accroître leurs richesses, qu'ils comptaient bien transmettre à leurs fils illégitimes. (...) Les prêtres et les moines pressuraient les paysans pauvres en leur prêtant de l'argent à des taux élevés alors même que l'usure était considérée comme un péché.

Toute une école, influencée par le sociologue (et nationaliste) allemand Max Weber, a proclamé que les valeurs protestantes avaient produit le capitalisme, sans expliquer d'où venait le prétendu « esprit » protestant. (...) Il est pourtant simple de voir les connexions entre les deux. L'impact du changement technique et des nouveaux rapports de marché entre les individus au sein du féodalisme produisit une « société mixte » - le « féodalisme de marché » - dans laquelle il y avait entrelacement mais aussi conflit entre les modes d'action et de pensée capitalistes et féodaux.

La superposition des structures du marché et du féodalisme eut pour résultat que la masse du peuple pâtit des défauts des deux systèmes. Les hauts et les bas du marché mettaient régulièrement en péril les moyens d'existence du grand nombre ; les méthodes agricoles féodales, qui continuaient à s'étendre dans de vastes zones d'Europe de l'Est et du Sud, ne pouvaient pas produire les récoltes nécessaires pour nourrir les paysans tout en fournissant aux seigneurs et aux monarques leurs produits de luxe et leurs armées. (...) Le seul moyen pour la population de faire face à cette situation était de trouver à remodeler les idées du vieux féodalisme. Luther, Zwingli, Calvin, John Knox et les autres – dont Ignace de Loyola, qui fonda l'ordre des jésuites et se fit le fer de lance de la Contre-Réforme catholique – leur fournirent de tels moyens.

### La Réforme allemande

Martin Luther et Jean Calvin n'avaient aucune intention de fonder des mouvements révolutionnaires ni même d'en appeler à la réforme sociale. En revanche, ils étaient résolus à s'attaquer à l'ordre religieux établi. Mais leurs arguments étaient d'ordre *théologique*, liés à la façon dont l'Église catholique avait détourné et corrompu les enseignements de Jésus et des apôtres tels qu'exposés dans la Bible. Ce qui était important, insistaient-ils, était la « foi » de l'individu, et non la médiation des prêtres ou les « bonnes œuvres », en particulier celles comportant des paiements à l'Église. La panoplie des saints catholiques, vénérés par l'intermédiaire de statues et de reliquaires, n'était selon eux rien de moins qu'une distorsion idolâtre du message biblique. (...) Les premiers protestants allaient prendre de grands risques personnels et exhorter leurs fidèles à la fermeté, alors même que la punition encourue pour hérésie, mis en œuvre publiquement dans les villes d'Europe, était le bûcher.

Pourtant, sur le plan social, Luther et Calvin étaient conservateurs. En 1521, lorsque les autorités impériales exigèrent sa tête, Luther insista sur le fait que le peuple devait obéir aux autorités sur les questions non religieuses : « L'émeute n'est pas défendable, aussi justes soient ses causes (...). L'autorité séculière et l'épée ont été ordonnées pour punir les méchants

et protéger les bons (...). Mais quand (...) l'homme du commun se soulève, lui qui est incapable de faire la distinction entre le bien et le mal, il frappe sans discrimination, ce qui ne peut être sans grande et cruelle injustice. Dès lors, prenez garde et suivez les autorités. » De même, les opinions de Calvin ont été décrites comme une « doctrine d'obéissance populaire ». L'ordre social de dirigeants et de dirigés était en effet « ordonné par Dieu » et, « parce que l'humanité était marquée par le péché originel, cet ordre (était) nécessairement un ordre de répression ». Cela n'empêcha pas leurs doctrines de provoquer des luttes sociales, dans lesquelles ils durent choisir leur camp.

Luther, un moine devenu professeur qui faisait partie de la Renaissance « humaniste » en Europe, pouvait convaincre des individus de ce milieu. (...) Mais la véritable raison de la diffusion rapide de ses enseignements dans le Sud de l'Allemagne durant les années 1520 est le retentissement qu'elles connurent au sein des classes sociales mécontentes, dont précisément Luther se défiait. On peut, dans l'ensemble, dire la même chose de la façon dont les doctrines de Calvin se propagèrent en France un quart de siècle plus tard. (...) La réforme urbaine balaya les villes du Sud de l'Allemagne et de la Suisse après que Luther fut devenu une figure publique défiant l'empereur lors de l'assemblée des parties constituantes de l'empire (Diète) à Worms en 1521. (...) Une masse de petits négociants et d'artisans – et parfois des prêtres, des religieuses et des moines venant de ces familles – étaient las de payer pour une hiérarchie ecclésiastique qui, trop souvent, ne fournissait même pas la consolation spirituelle promise. Leur agitation porta, ville après ville, la Réforme à la victoire.

Les deux tiers des villes impériales d'Allemagne adoptèrent la nouvelle religion. Luther attribua le succès de sa doctrine à la volonté divine. (...) En réalité, c'est le sentiment de classe, dans une époque de crise économique endémique, qui potentialisa la réponse à ses enseignements. Malgré tout, les conseils municipaux et les sénats locaux mirent en place des changements suffisants pour pacifier cette agitation : « Une fois que le conseil eut décrété l'enseignement évangélique, aboli la messe et intégré le clergé dans le corps des citoyens, il semblait naturel de transférer les prises de décision relatives à la vie de l'Église des rues à la chambre du Conseil. »

### Les guerres de Paysans

À la fin de 1524, un second mouvement, beaucoup plus violent, entra en éruption. Connu sous le nom de « guerre des Paysans » (et chez certains historiens contemporains comme la « révolution de l'homme commun »), il a été qualifié de « plus important soulèvement de masse de l'Europe prémoderne ». (...) Des armées improvisées de milliers, voire de dizaines de milliers de combattants, propagèrent le mouvement d'une région une autre au cours de leurs déplacements dans le Sud et le Centre de l'empire, pillant des monastères, prenant d'assaut des châteaux et essayant de rallier à eux les villes. Les seigneurs féodaux et les évêques, pris de court, essayèrent souvent de calmer les rebelles en négociant au niveau local, tout en suppliant les grands princes de venir à leur secours. Les oligarchies urbaines ne savaient plus quoi faire.

Les rebelles parvinrent cependant à prendre quelques villes et à en gagner d'autres à leur cause. (...) Les contestataires prirent le contrôle de villes comme Memmingen, Kaufbeuren, Weinberg, Bermatingen, Neustadt, Stuttgart et Mülhausen. (...) Dans leur langage marqué par la religion, les paysans affirmaient qu'il y avait désormais une loi supérieure à celle édictée par les tribunaux. Comme ce fut exprimé lors d'une réunion de village, « nul sauf Dieu, notre créateur (...) n'aura d'hommes liges ». La « loi divine », qui

représentait les intérêts des paysans, devait remplacer la « loi vénérable », qui les soumettait aux seigneurs et à l'Église.

Des milliers de paysans – certaines estimations parlent de 100 000 – furent tués, la plupart à la suite de prétendues batailles qui n'étaient que des déroutes, les hommes d'armes des princes se divertissant beaucoup dans la poursuite des fugitifs. Luther fut horrifié par la rébellion. Au début, à l'unisson des oligarchies urbaines, il critiqua les seigneurs pour avoir provoqué le mécontentement. Mais lorsque les armées paysannes commencèrent à sérieusement progresser, il se rangea totalement du côté adverse. Il écrivit un tract intitulé « Contre les hordes meurtrières et pillardes de paysans », qui exhortait les seigneurs à prendre les mesures de rétorsion les plus extrêmes contre les rebelles : « Un homme qu'on ne peut convaincre du crime de rébellion est au ban de Dieu et de l'empereur ; et tout chrétien peut et doit l'égorger et faire bien de le faire ! C'est un chien enragé. » « Chers seigneurs, déchaînez-vous (...), exterminatez, égorgez et que celui qui en a le pouvoir agisse ! » Dans une lettre, il insistait : « Mieux vaut la mort de tous les paysans que celle des princes ou de magistrats. »

En fait, il y eut aussi des prédicateurs protestants pour soutenir l'insurrection. Le plus connu d'entre eux était Thomas Müntzer. Religieux formé à l'Université, il se rangea du côté de Luther dans ses premiers conflits avec le pape et l'empereur. Mais, au bout de trois ou quatre ans, il critiqua Luther pour ses concessions. De plus en plus, ses écrits et ses prêches dépassèrent les questions religieuses pour mettre en cause les oppresseurs du peuple. Pour lui, 'accomplissement du christianisme en vint à signifier la transformation révolutionnaire du monde : « C'est la plus grande abomination sur la Terre que personne ne soulage les misères des pauvres (...). Nos souverains et nos dirigeants sont les pires usuriers, brigands et voleurs (...). Ils oppriment les pauvres jardiniers et artisans (...). Si l'une de ces pauvres créatures enfreint la loi de façon minime, il doit payer. À tout cela, le docteur menteur (Luther) répond : "Amen". »

Lorsque la révolte éclata, Müntzer se rendit à Mülhausen, région minière de Thuringe, où il ouvra, avec des sections radicales de la bourgeoisie menées par l'ancien moine Pfeiffer, à défendre la ville, devenue un bastion de la révolution. Il fut capturé, subit le supplice de la roue et fut décapité à l'âge de vingt-huit ans, après que l'armée insurgée eut été battue à Frankhausen par le prince (luthérien) de Hesse et le duc (catholique) de Saxe. L'écrasement de la révolte eut d'énormes implications pour la société allemande dans son ensemble. Il renforça considérablement la position des grands princes. Les chevaliers de second rang (...) désormais, ils se rangeaient du côté des princes, les considérant comme les seuls garants de la poursuite de l'exploitation de la paysannerie. De même, les oligarchies urbaines, après leurs hésitations initiales, virent dans les princes leur ultime protection contre la rébellion. Même les petits bourgeois firent peu de difficultés pour se réconcilier avec les vainqueurs d'une insurrection qu'ils avaient été trop lâches pour soutenir.

Les classes moyennes urbaines, même lorsqu'elles embrassaient la nouvelle idéologie protestante, n'étaient pas prêtes à rallier, dans la foulée, les classes les plus exploitées pour mener l'assaut contre l'ordre ancien. Aussi les paysans se retrouvèrent-ils battus et les classes moyennes urbaines impuissantes face au pouvoir renforcé des princes. Le protestantisme allemand fut victime de sa couardise. Le luthérianisme, en encourageant les princes, se constitua en prisonnier historique. Les doctrines originales de Luther avaient sapé l'emprise de l'Église sur ses paroissiens en proclamant leur égalité dans le culte. Mais la peur des luthériens à l'égard de la révolte les conduisit à réintroduire l'ancienne discipline. (...) c'est ainsi qu'une religion qui était apparue en réaction à la crise du féodalisme allemand devint la

foi officielle de régions du Nord et de l'Est de l'Allemagne, où les paysans étaient à nouveau contraints de porter le joug du servage. Et ce de la même manière que le christianisme s'était développé comme réponse à la crise de l'Empire romain pour finir par se transformer en idéologie au service de cette même autorité.

### Les guerres de religion en France

L'histoire de la Réforme en France est essentiellement la répétition, trente ans plus tard, des événements d'Allemagne. La crise économique provoque l'appauvrissement des paysans, des artisans et des salariés ; survinrent alors des famines, des épidémies de peste à répétition et, en 1557, la banqueroute de l'État. Des individus de toutes les classes sociales se retournèrent contre l'Église, principal propriétaire foncier, et contre l'emprise d'une poignée de familles aristocratiques. Le protestantisme était porteur d'un attrait transcendant les barrières de classes.

Calvin était socialement conservateur, percevant l'ordre existant comme voulu par Dieu. Mais son appel à la réforme religieuse avait nécessairement des implications sociales. Il proposait une « avancée majeure à la bourgeoisie urbaine, avec non seulement un certain degré de libération économique, mais aussi le transfert de l'hégémonie du domaine de la religion à eux-mêmes ». (...) La modération sociale de Calvin l'empêcha de réaliser ces réformes lorsque la crise de la société s'intensifia à la fin des années 1550. Une fraction de la noblesse commença à attaquer les privilèges de la hiérarchie de l'Église, et deux des grandes familles aristocratiques, les Bourbons et les Montmorency, s'opposèrent furieusement à la succession au trône à une troisième grande famille, celle des Guise, catholiques fanatiques.

La crise culmina en une série de guerres religieuses sanglantes dans les années 1560 et 1570, dont le fameux massacre des notables protestants lors de la saint Barthélémy, en 1572, à Paris, est un épisode emblématique. La stratégie calviniste consistant à se reposer sur les nobles, ces guerres furent livrées sur des bases essentiellement féodales « par des armées dirigées et constituées en grande partie par des nobles », reléguant à l'arrière-plan les questions sociales. Cela fit le jeu des partisans de l'ordre ancien, dans la mesure où il y avait parmi les aristocrates deux fois plus de catholiques que de protestants.

Les enjeux fondamentaux de ces guerres ont été sans doute rapidement obscurcis pour nombre de ceux qui s'y engagèrent, de même qu'ils restent nébuleux pour beaucoup d'historiens, qui n'y voient aucun élément de conflit de classes. Le comportement des princes « huguenots » - qui pouvaient être tout aussi cupides, débauchés et « immoraux » que leurs rivaux catholiques - n'a certainement pu manquer de dégoûter de nombreux éléments de la classe moyenne calviniste, de même que l'attitude méprisante des protestants envers les pauvres a sans doute permis aux catholiques d'organiser contre eux des émeutes à Paris. Comme il est souvent arrivé au cours de l'histoire, les leaders de ce courant d'opposition pensèrent que c'était faire preuve de « réalisme politique » que de faire confiance à une fraction des vieux dirigeants ; ils s'exposèrent en conséquence à une cuisante défaite.

Le champion des calvinistes, Henri de Navarre, s'empara finalement du trône en tournant le dos à la religion réformée, et les protestants se trouvèrent confinés dans certaines villes fortifiées, avant d'être chassés du pays un siècle plus tard. La défaite de la classe moyenne ne fut pas aussi totale et catastrophique qu'en Allemagne. L'industrie et le commerce continuèrent à progresser et les hommes d'affaires à prospérer. Certains purent accéder grâce à leur argent à une nouvelle aristocratie (la *noblesse de robe*), ou marier leurs

enfants à des membres de l'ancienne noblesse (la *noblesse d'épée*). Mais, pendant encore deux siècles et demi, ils durent vivre dans une société où la répression, le gaspillage et l'arrogance de l'aristocratie étaient acceptés. Une fois de plus, le prix de la « modération », de la « respectabilité » et du « réalisme » fut la défaite.

## Chapitre 20

### Les douleurs de l'enfantement d'un monde nouveau

---

Le calvinisme n'était pas vaincu partout. Calvin lui-même fut accueilli favorablement par les bourgeois de la cité-État de Genève, où il devint l'intellectuel majeur et la force politique dominante, et où il imposa une nouvelle orthodoxie religieuse qui était à bien des égards aussi intolérante et bigote que l'ancienne. (...) le calvinisme fournit aux Pays-Bas une bannière sous laquelle les bourgeois des villes prospères se soulevèrent, aux côtés de princes locaux, pour une révolution contre le joug espagnol.

#### La révolte hollandaise

La région qui correspond aujourd'hui à la Belgique et aux Pays-Bas était passée, au XV<sup>e</sup> siècle, aux mains de la Couronne espagnole. Cela n'avait initialement provoqué aucun antagonisme particulier de la part de la population locale, une attitude qui était fort répandue avant l'avènement du nationalisme moderne. Les seigneurs féodaux étaient gagnants en servant un grand empereur, lequel était jusqu'en 1555 le natif des Flandres Charles Quint. Les classes moyennes urbaines en bénéficiaient également, utilisant la laine espagnole dans leur industrie textile et profitant de l'exportation de produits manufacturés vers l'« empire » américain de l'Espagne. L'argent et l'or en provenance des colonies affluaient, passant par les coffres de la Couronne espagnole pour finir dans les poches des négociants des Pays-Bas. Le cour castillan de l'Espagne, riche et puissant au XV<sup>e</sup> siècle, entra désormais dans une ère de stagnation qui durerait des siècles, pendant que la Hollande devenait la partie de l'Europe la plus dynamique sur le plan économique.

La première vague de révolte déferla à la fin des années 1560, au moment où les guerres de religion faisaient rage en France. Le calvinisme se répandit du Sud vers les villes du Nord, accompagné d'une vague « iconoclaste » de destruction des images religieuses et de mise à sac des églises. Le duc d'Albe (espagnol) brisa la révolte en entrant dans Bruxelles à la tête d'une armée de 10 000 hommes et en exécutant des milliers de personnes, dont le comte catholique d'Egmont, qui, comme le reste de l'aristocratie locale, n'approuvait pas la résistance armée. Une décennie plus tard éclata une nouvelle révolte qui fut couronnée de succès dans le Nord, où elle reçut le soutien de certains nobles – dont le plus important était le prince d'Orange – et aboutit à la proclamation d'un État indépendant, les Provinces-Unies (connues plus tard sous le nom de République hollandaise). Ses villes et son commerce connurent une immense prospérité. Pendant plus d'un siècle, ce fut la région d'Europe la plus dynamique économiquement, supplantant le Portugal dans ses colonies des Indes et allant jusqu'à menacer le contrôle que ce dernier exerçait sur le Brésil. À l'inverse, les nobles du sud avaient abandonné la lutte, permettant à l'armée espagnole de reconquérir les villes. Des cités comme Gand, Bruges et Anvers, qui se situaient à l'avant-garde du développement économique depuis 300 ans, entrèrent alors dans une longue période de stagnation.

## La guerre de Trente Ans

La lutte entre les Pays-Bas et l'Espagne connut un répit avec la trêve de douze ans conclue en 1609. Mais avant que celle-ci n'ait expiré, une autre grande guerre religieuse avait éclaté à plusieurs centaines de kilomètres à l'est. Elle devait faire rage trente ans dans la plupart des régions situées entre le Rhin et la Baltique, causant des dévastations et des pertes humaines innombrables. Lorsqu'elle prit fin, l'Allemagne avait perdu à peu près le tiers de la population qu'elle comptait à ses débuts.

Les ouvrages consacrés à cette guerre ne peuvent manquer de plonger le lecteur dans la confusion à cause de son caractère kaléidoscopique. Des alliances se formaient et se dissolvaient. (...) Les seuls traits constants semblent avoir été les armées mercenaires pillant et ravageant, les villages dévastés, les paysans affamés et les villes en flammes – un monde brillamment décrit dans la pièce épique et pacifiste de Bertolt Brecht, *Mère Courage et ses enfants*. (...) On peut toutefois déceler un fil conducteur dans le brouillard de ses péripéties. Dans les années 1610, l'Espagne était encore la plus grande puissance européenne. Ses souverains, une branche de la famille des Habsbourg considéraient toujours l'imposition brutale de la doctrine catholique comme le meilleur moyen de cimenter leur pouvoir sur toutes les terres de la Couronne : la Castille, les autres royaumes ibériques d'Aragon (en particulier la Catalogne) et de Portugal (qu'ils avaient réussi à acquérir), les Amériques (ils avaient été brièvement exposés à une forte rébellion « indienne » au Chili), des régions entières de l'Italie (notamment le duché de Milan et le royaume de Naples) et le Sud des Pays-Bas. Ils se préparaient également à faire la guerre pour reconquérir le Nord de la Hollande.

L'autre branche des Habsbourg était une alliée fidèle de la Couronne espagnole. Les souverains du Saint Empire romain germanique rêvaient de transformer celui-ci en une immense monarchie centralisée englobant toute l'Europe, de l'Atlantique jusqu'à la frontière ottomane. La majeure partie de l'empire était dirigée par de puissants princes indépendants. (...) Une fraction de plus en plus puissante de la cour en vint à considérer l'idée d'imposer la conformité religieuse, comme le faisaient les Espagnols, afin de briser la résistance au pouvoir impérial. La doctrine et l'organisation catholiques avaient connu un durcissement avec la Contre-Réforme des années 1560.

Le concile de Trente avait abouti à la définition d'une doctrine commune, que tous les membres du clergé catholique étaient censés inculquer. Un nouvel ordre religieux, les jésuites, avait développé un sens de la discipline, un zèle religieux et une rigueur intellectuelle tranchant avec la corruption et le laxisme qui avaient marqué l'Église dans le passé. Il devint l'avant-garde de la lutte contre le protestantisme, en particulier dans les rangs des classes dirigeantes européennes, formant des réseaux d'adhérents issus de l'aristocratie dans toutes les grandes villes où il pouvait opérer. Le catholicisme de la Contre-Réforme convenait admirablement aux monarques espagnols.

Le catholicisme de la Contre-Réforme et les deux ailes de la dynastie des Habsbourg avaient un grand ennemi commun : les Pays-Bas du Nord, émancipés, anti-Habsbourg et protestants. (...) Pourtant, la guerre n'éclata pas à la frontière des Pays-Bas, mais à plus de 600 kilomètres de là, en Bohême. (...) La Bohême se distinguait à la fois par la puissance de ses États non royaux et par sa tolérance à l'égard de multiples groupes religieux, qui persistaient depuis la conclusion des guerres hussites cent soixante-dix ans auparavant. En même temps que des catholiques, on y trouvait des utraquistes, des luthériens et des calvinistes. C'était là

un affront à toute l'idéologie de la Contre-Réforme, de même que le pouvoir des États était une insulte au rêve impérial d'établissement d'une monarchie germanique centralisée sur le modèle de celle de l'Espagne. La cause immédiate de la guerre fut la tentative de réprimer la liberté religieuse qui avait cours dans le royaume. Les autorités impériales commencèrent par démolir les temples protestants, arrêter certains protestants bien connus, censurer les œuvres imprimées et exclure les non-catholiques (90% de la population) des fonctions publiques.

Le féodalisme était loin d'avoir dit son dernier mot dans toute la Bohême, mais il existait un compromis entre celui-ci et des formes nouvelles, embryonnaires, de production capitaliste. (...) Certains seigneurs se rangèrent du côté de l'empire et de la Contre-Réforme dans la préparation des hostilités, fournissant des convertis aux jésuites. (...) Au sein des personnalités dirigeantes, seul l'Autrichien Georges Erasme von Tschernembl soutint que « si les serfs (étaient) libérés et le servage aboli (...), les gens du commun (seraient) disposés à se battre pour leur pays ». Mais on ne l'écouta pas.

Les gouvernements hollandais et anglais (le roi de Bohême, Frédéric, était marié à une des filles de Jacques 1<sup>er</sup> d'Angleterre) refusèrent de relancer les hostilités contre l'Espagne. En tant que puissances commerciales montantes, ils faisaient passer la cause du commerce avant leurs prétendus engagements religieux. Pourtant, même en se tenant à l'écart de la guerre de Bohême, les princes protestants allemands et les Hollandais en subirent les conséquences. La Couronne espagnole, grisée par sa victoire, s'en alla conquérir les territoires du Palatinat, situés entre certaines de ses terres et son objectif suivant, les Pays-Bas. Les Hollandais et les Anglais durent ainsi passer à l'action, fournissant des fonds et des troupes pour combattre dans le Palatinat. Cette campagne menaçait également d'altérer l'équilibre des puissances en Europe au détriment aussi bien des princes allemands que des monarchies de France et de Suède. À la fin des années 1630, la France catholique et la Suède luthérienne s'allièrent ainsi à la Hollande calviniste, avec le soutien du pape, qui percevait la montée de l'influence espagnole en Italie comme une menace pour les territoires pontificaux.

À la fin de la guerre, peu de ses principaux protagonistes pouvaient s'en rappeler les débuts, et même ceux-là avaient du mal à discerner ce qui restait de ses enjeux de départ. (...) La guerre causa des dommages aux deux belligérants d'origine. La Bohême se trouva assujettie à un absolutisme féodal dévastateur. La terre était désormais entre les mains de seigneurs qui ne songeaient qu'à accaparer le maximum de ce qui était produit, sans se soucier de la productivité. L'intérêt pour les techniques nouvelles, qui avait caractérisé le XVI<sup>e</sup> siècle, s'éteignit, et les paysans furent contraints de consacrer jusqu'à la moitié de leur temps de travail à des corvées non rémunérées.

L'échec de l'initiative révolutionnaire dans les premières années de la guerre eut un prix considérable. La Couronne espagnole, elle aussi, perdit gros. (...) La péninsule ibérique devenait l'une des régions arriérées d'Europe. Les princes allemands comptaient parmi les vainqueurs de la guerre ; à la fin du conflit, ils étaient en effet davantage en mesure d'exercer un pouvoir indépendant. Mais cela avait un coût pour le peuple. La mosaïque de royaumes morcelés, coupés les uns des autres par des postes de douane et s'opposant continuellement dans des intrigues dynastiques, empêchait que soit surmontée l'extrême dislocation économique et sociale causée par la guerre. Le Sud de l'Allemagne avait été l'une des régions les plus urbanisées et économiquement avancées de l'Europe au début du XVI<sup>e</sup> siècle ; ce n'était plus le cas à la fin du XVII<sup>e</sup>.

La France émergea de la guerre de Trente Ans comme elle était sortie des guerres de religion du siècle précédent : avec une monarchie renforcée (malgré les troubles temporaires de la Fronde), une centralisation économique qui se mettait très lentement en place et l'adoption, à un rythme ralenti, des formes d'organisation économique rompant avec les anciennes coutumes féodales. Si ses dirigeants furent légèrement bénéficiaires de la guerre, la masse du peuple n'en retira rien. Le seul véritable « gain » du conflit fut que la République hollandaise indépendante survécut et que sa nouvelle classe dirigeante, convertie aux méthodes capitalistes, prospéra.

### La révolution anglaise

En janvier 1649, la hache du bourreau coupa la tête du roi d'Angleterre et d'Écosse Charles 1<sup>er</sup>. L'évènement frappa d'horreur toutes les cours d'Europe. Les dirigeants de l'ensemble du continent – catholiques, luthériens et calvinistes – rompirent leurs relations diplomatiques avec le gouvernement anglais. Celui-ci avait commis un sacrilège contre un principe que tous reconnaissaient : le droit de certains de régner sur d'autres par le hasard de la naissance. Les hommes qui ordonnèrent cette exécution étaient loin d'être des républicains extrémistes. À peine vingt mois plus tôt, leur leader, Oliver Cromwell, avait défendu le principe de la monarchie, déclarant que « nul homme ne pouvait jouir de sa vie et de son patrimoine sans que le roi y ait ses droits ». Il n'en finit pas moins par prononcer cette phrase restée célèbre : « Nous lui couperons la tête avec sa couronne dessus. » C'est ainsi qu'il ouvrit, malgré lui, la porte d'une ère nouvelle, qui allait finir par remettre en question l'idée selon laquelle certains êtres humains seraient, de par la volonté divine, supérieurs aux autres.

La révolution de 1649, loin d'être un caprice de l'histoire, fut le produit d'un conflit entre les forces sociales qui déchiraient l'Europe depuis un siècle et demi, des forces déchaînées par l'émergence du marché au sein du vieil ordre féodal qu'il entendait transformer. La révolution ne fut pas uniquement le théâtre de rivalités entre courtisans et politiciens de la classe dominante, elle impliqua aussi des intérêts marchands semblables à ceux qui avaient été en jeu dans la révolte hollandaise. Elle mit en mouvement des artisans et des petits boutiquiers identiques à ceux qui avaient soutenu la Réforme dans le Sud de l'Allemagne ou avaient été brûlés sur le bûcher en France. Et elle donna lieu à des protestations paysannes, d'échelle plus réduite mais de nature très peu différente de la guerre des Paysans allemands de 1525. Enfin, on y retrouvait, cimentant idéologiquement les divers partis de la guerre civile anglaise, les représentations religieuses qui s'étaient affrontées dans la Réforme européenne.

### Intermède pacifique

En Angleterre, la Réforme avait été, comme les « réformes princières » dans certaines régions de l'Allemagne, mise en œuvre par décret royal. Henri VIII avait rompu avec l'Église catholique romaine pour des raisons diplomatiques et acquis la majorité de la classe dirigeante anglaise à sa politique, en lui vendant, à prix cassés, les anciennes terres des monastères. (...) Le souvenir amer de la tentative de Mary Tudor (mariée à Philippe II d'Espagne) de restaurer le catholicisme poussa les seigneurs qui avaient acquis les biens d'Église à faire cause commune avec les bourgeois puritains soutenant la souveraine qui lui avait succédé, la protestante Élisabeth Ière.

Tout cela était encouragé par une évolution économique, lente mais soutenue, même si, sur ce plan, l'Angleterre était alors l'une des régions les plus à la traîne en Europe. La

population fit plus que doubler entre 1500 et 1650. À la fin de cette période, plus d'une personne sur douze vivait dans une ville. La production des industries artisanales – en particulier le textile – montait en flèche, de même que l'exploitation minière et la métallurgie. Des dizaines de milliers de personnes se retrouvèrent employées dans les industries implantées en zone rurale aussi bien que dans les villes ; jusqu'à 60% des foyers de la forêt d'Arden travaillaient dans la production de tissu et 100 000 ruraux tricotaient des bas. La proportion des terres aux mains des fermiers aisés, les *yeomen*, qui employaient en plus de la main d'œuvre familiale des ouvriers salariés, augmenta de façon substantielle. Et une fraction minoritaire de la *gentry* s'aperçut qu'elle pouvait obtenir des revenus plus élevés et plus sûrs à long terme en accordant des baux de longue durée aux *yeomen* – qui employaient des ouvriers agricoles et bonifiaient les terres – plutôt que de réduire les petits paysans à vivre en dessous du niveau de subsistance.

La société présentait encore des caractéristiques féodales. Beaucoup de membres de la *gentry* et de l'aristocratie continuaient de saigner les paysans à blanc. (...) La majeure partie des terres était toujours labourée par des paysans, petits et moyens, et non par des exploitants capitalistes utilisant du travail salarié. Les artisans, plutôt que les ouvriers salariés, restaient dominants dans la plupart des industries. (...) Cependant, du milieu des années 1550 au milieu des années 1610, des aménagements, semblables à ceux intervenus en Bohême avant la guerre de Trente Ans, amorcèrent un début de progrès économique, ainsi que la lente germination des nouvelles méthodes capitalistes.

La période fut, dans l'ensemble, marquée par un certain consensus entre la monarchie, les grands propriétaires, la *gentry*, la hiérarchie de l'Église nationale et les marchands. Ce consensus trouva une expression constitutionnelle : le roi nommait des ministres pour conduire une certaine politique, qui nécessitait, pour être mise en œuvre et financée, l'accord du parlement, à savoir la Chambre des lords, constituée par les grands seigneurs et les évêques, et la Chambre des communes, composée de représentants des hobereaux des comtés et de la bourgeoisie des *boroughs* urbains. Notons que la machine étatique était bien plus faible qu'en France ou en Castille. Il n'y avait pas d'armée permanente, pas de structure policière nationale, et une fonction publique rudimentaire. Le véritable pouvoir, dans chaque localité, était aux mains de la *gentry*, qui faisait appliquer les lois, punissait les contrevenants des classes laborieuses, s'assurait que la plupart des impôts étaient collectés et levait des troupes lorsque la situation l'exigeait.

#### La voie de la guerre

Les choses commencèrent à se gâter à la fin des années 1610, puis s'aggravèrent à la fin des années 1620, sous le règne du fils de Jacques 1<sup>er</sup>, Charles 1<sup>er</sup>. L'écart se creusa entre les exigences de la monarchie dans le domaine financier et le consentement de la *gentry* parlementaire et des classes de négociants à les satisfaire sous la forme d'impôts. (...) La querelle prit une connotation de plus en plus religieuse, la *gentry* et les marchands tendant à s'identifier avec les forces protestantes de la guerre de Trente Ans, sur la base d'un mélange de convictions religieuses profondes et de purs calculs économiques. Les négociants estimaient que tout affaiblissement de l'influence espagnole faciliterait l'accès aux marchés des Amériques et des Caraïbes.

En janvier 1642, le roi se sentit assez fort pour essayer de s'emparer de la totalité du pouvoir par un coup d'État. Il se présenta au Parlement accompagné de 400 partisans en armes, décidé à arrêter cinq des députés les plus en vue. Mais ils avaient déjà fui, grâce à la

protection des marchands, des artisans et des apprentis de la Cité de Londres. (...) Une rumeur selon laquelle le roi allait revenir dans la ville avec ses « chevaliers » armés « jeta des foules immenses dans les rues avec toutes les armes qu'ils avaient pu se procurer : les femmes fournissaient de l'eau bouillante à jeter sur les envahisseurs ; des tabourets, des moules et des tonneaux vides furent entassés dans les rues pour "intercepter le cheval" ». Tout cela était de mauvais augure pour le roi, incapable d'établir la monarchie absolue par une simple action de police. Au bout d'une semaine, il quitta Londres, décidé à lever une armée et à reprendre la ville. Du débat politique, on passa à la guerre civile.

### La première guerre civile

Le roi rassembla autour de lui les fils et l'entourage des seigneurs du Nord et la *gentry* de la cour, des militaires aventuriers, des mercenaires au chômage, la jeunesse dorée de l'aristocratie royaliste et un noyau de « cavaliers », matamores qui devaient se rendre célèbres par les exactions qu'ils commirent dans toutes les régions où ils passèrent. S'y ajoutaient ceux qui estimaient que les monarchies absolues d'Espagne et de France fournissaient un modèle d'organisation de la société.

La fraction parlementaire de la classe dirigeante ne pouvait désormais se protéger, elle et ses biens, qu'en recrutant ses propres troupes. Mais les événements avaient aussi attiré dans le conflit des masses de gens extérieurs à la classe dirigeante. Des marchands opposés aux détenteurs de monopoles royaux avaient pu prendre le contrôle de la ville en encourageant une vague de manifestations de simples artisans et d'apprentis. Mais ils n'avaient pas le pouvoir de contrôler le mouvement, de l'enclencher ou de l'arrêter, en particulier lorsque celui-ci fut la proie des attaques des officiers royalistes. Les apprentis manifestèrent alors par centaines et même par milliers.

Cette éruption de colère se révéla, pour les membres de l'aile parlementaire de la classe dirigeante, une arme à double tranchant. Elle leur avait permis de sauver leurs vies face à la tentative de coup d'État du roi, mais les menaçait aussi d'un mouvement qui, s'il échappait à tout contrôle, pouvait mettre en danger leur domination de classe. À peine l'agitation urbaine avait-elle réussi à briser l'emprise des partisans du roi sur le gouvernement de la ville que les parlementaires essayaient d'y mettre fin. Beaucoup se convainquirent que seule une nouvelle forme de discipline religieuse, mise en œuvre par eux-mêmes, serait à même d'étouffer la révolte dans les classes inférieures et de maintenir leur contrôle.

Ce groupe forma bientôt une faction parlementaire modérée. Ils furent appelés les « Presbytériens », car associés à l'idée qu'il fallait parvenir à un système doctrinaire uniforme en matière de religion, que les doyens des Églises (*presbyters*) – qui appartenaient à cette classe – imposeraient à tous les autres. (...) Les membres modérés de la *gentry* presbytérienne, craignant les conséquences d'un pouvoir royal illimité, durent organiser leur résistance. Mais, pendant les deux premières années de la guerre, celle-ci fut freinée, comme l'avait été celle des États bohémiens face aux Habsbourg en 1619, par le refus de prendre des mesures authentiquement révolutionnaires.

Il n'y eut pas une armée parlementaire unique, susceptible de suivre une stratégie nationale cohérente, mais toute une série d'armées locales, chacune dotée d'un lord comme général et de membres de la *gentry* locale comme officiers. Les soldats du rang étaient des conscrits, souvent enrôlés contre leur volonté, et non des révolutionnaires enthousiastes. La réticence des hobereaux à engager des dépenses pour entretenir les armées amena les troupes

parlementaires, comme les « cavaliers » royalistes, à vivre du pillage des terres, s'aliénant ainsi les paysans, dans les campagnes, et les artisans, dans les villes.

La plupart des batailles de 1642-1644 s'achevèrent sans vainqueurs ni vaincus. Pire encore, au début de 1645, la situation semblait potentiellement catastrophique. Le roi était toujours retranché à Oxford, à quatre-vingt kilomètres de Londres. Les armées parlementaires n'étaient pas payées et se révélaient fatiguées, démoralisées et souvent prêtes à se mutiner. (...) Il n'y avait, dans ce paysage, qu'un élément positif. La cavalerie de l'une des armées parlementaires, les *Ironsides* (Côtes de fer) de l'Association orientale, avait joué un rôle décisif dans la défaite des royalistes à Marston Moor. Cette cavalerie avait été recrutée d'une manière différente du reste de l'armée. Son chef, le député propriétaire terrien du Cambridgeshire Oliver Cromwell, avait délibérément évité de nommer des aristocrates à sa tête ou d'enrôler des conscrits pauvres sans grande motivation. À l'inverse, il s'était appuyé sur des volontaires des « classes moyennes » (*middling classes*), en majorité des *yeomen* – des fermiers assez aisés pour posséder des chevaux mais habitués à travailler dur -, sur la base d'un engagement religieux, souvent puritain. Comme un observateur l'a écrit plus tard, il s'agissait « pour la plupart de propriétaires fonciers et de leurs fils, qui s'étaient engagés dans le combat sur une question de conscience ». De telles troupes, constatait Cromwell, pouvaient se révéler aussi douées que les « fils de gentilshommes » et les mercenaires chevauchant avec le roi, et se montraient plus disciplinés dans la bataille, dans la mesure où elles étaient moins portées à se disperser en quête de butin dès les premiers signes de succès.

Cromwell comprit aussi qu'il ne pouvait attirer et retenir ces hommes que s'il leur permettait de donner une expression à des valeurs et à des opinions très différentes de celles de la *gentry*. Il ne laissa donc pas les Presbytériens éliminer de ses forces les adeptes des diverses sectes religieuses qui portaient un message militant de salut pour les classes moyennes inférieures. Par conséquent, des prédicateurs au message radical voyageaient avec les troupes ; le plus connu d'entre eux, Hugh Peter, parlait d'un « ordre social juste, caractérisé par des soins décents pour les malades et les pauvres et un système légal amélioré (...) et l'abolition de la prison pour cause de dettes ». (...) Indéniablement, Cromwell était armé d'une détermination qui avait manqué à beaucoup de dirigeants protestants dans la lutte en Europe continentale.

### La New Model Army

Au printemps de 1645, Cromwell était la personnalité centrale d'un groupe de députés et d'officiers qui ne voyaient qu'une manière d'éviter la défaite : réorganiser toute l'armée comme une force centralisée et non plus commandée par des aristocrates qui freinaient la guerre totale ou composée d'officiers amateurs issus de la *gentry*. Face à la forte résistance de la Chambre des communes et à l'opposition de la Chambre des lords, ils n'obtinrent gain de cause qu'en s'appuyant sur une couche de plus en plus radicalisée d'artisans et de négociants antimonopolistes de la Cité de Londres. L'instrument de la victoire révolutionnaire, la New Model Army, fut forgé au moment où la crise atteignit son paroxysme.

Beaucoup de fantassins furent recrutés de manière traditionnelle : il s'agissait de conscrits qui n'étaient pas volontaires et n'avaient jusque-là montré aucun intérêt pour les enjeux de cette guerre. Mais la cavalerie fut formée, comme l'avaient été les Côtes de fer de Cromwell, de volontaires portés par un engouement politique et religieux. Et même dans l'infanterie, une minorité d'enthousiastes pouvaient à l'occasion motiver les troupes à des moments stratégiques du combat. Cette armée disposait, en fait, d'un axe révolutionnaire.

Cette approche révolutionnaire fut récompensée par un succès éclatant lors de la bataille de Naseby, en juin 1645. (...) Ce fut la bataille décisive de la guerre civile. Mais la révolution n'était pas finie. Une fois la menace royale éliminée, la peur des masses gagna la majorité de la *gentry*, qui fit immédiatement pression pour la dissolution de la New Model Army, la réduction des libertés religieuses, et pour que soient écrasés les groupes religieux dissidents et les révolutionnaires laïques.

Mais une autre force était en train d'émerger. (...) Les soldats du rang n'étaient pas du tout satisfaits de la perspective d'être licenciés sans solde ou, pire encore, d'être envoyés faire une guerre sinistre en Irlande. Les *middling men* de la cavalerie, qui avaient combattu pour leurs principes, étaient furieux et prêts à adopter une attitude plus radicale qu'auparavant. L'avenir des conscrits était sans perspectives et, même s'ils pouvaient à l'occasion afficher des sympathies monarchistes, ils furent bientôt attirés par le discours d'une minorité radicalisée dans leurs rangs.

Les onze régiments de cavalerie élurent chacun deux représentants – connus comme les « agitateurs » - pour exprimer leurs opinions, et furent bientôt suivis par les soldats des autres corps d'armée. Les agitateurs commencèrent à formuler des exigences, au nom des soldats du rang, qui menaçaient non seulement le pouvoir du roi mais aussi celui des hobereaux. (...) Des réunions de régiment prirent un caractère quasi insurrectionnel, avec des attaques portant sur le mode d'élection des députés aux Communes (un suffrage censitaire très étroit), la revendication d'un Parlement réélu chaque année, des appels à la vengeance contre des pasteurs presbytériens et des critiques contre la langue de bois des tribunaux. Les réunions des agitateurs donnèrent peu à peu naissance à un système auto-organisé de relais des aspirations des soldats du rang. Ces instances formèrent des équipes d'écrivains pour préparer des brochures, insistèrent auprès des officiers pour obtenir une presse d'imprimerie, envoyèrent des délégués faire de la propagande dans les régiments de la new Model Army et commencèrent à prendre contact avec des « amis très chers » (à savoir d'autres éléments radicaux) dans tout le pays.

### Niveleurs et révolutionnaires

Un groupe démocrate radical, les Niveleurs (*Levellers*), conduit notamment par Richard Overton, John Wildman, William Walwyn ou John Lilburne, jouissait d'une influence croissante. En octobre 1647, son audience atteignit de telles proportions que Cromwell et d'autres chefs de l'armée durent organiser un débat avec des militaires ralliés à ses idées, à Putney. C'est là que Rainborowe, le plus radical des officiers, exprima une opinion qui remettait globalement en cause le fondement même du pouvoir de la *gentry* et des classes de marchands : « Je pense que le plus pauvre habitant de l'Angleterre a une vie à vivre comme le plus grand (...), l'homme le plus pauvre d'Angleterre n'est pas lié, au sens strict, à ce gouvernement au point de ne pouvoir faire entendre sa voix. » En réponse, un proche de Cromwell, Ireton, exprima la vision de classe qui motivait toujours les Indépendants : « Personne n'a droit à (...) une part (...) dans la détermination des affaires du royaume (...) s'il n'a pas un intérêt fixe et permanent dans le royaume (...), cela concerne ceux qui possèdent toutes les terres et ceux dont les corporations regroupent toutes les affaires. » Les Niveleurs, comme on l'a souvent fait remarquer, n'étaient pas favorables au suffrage universel masculin. Lorsqu'on les y poussait, ils étaient prêts à admettre que les *servants* – ceux qui étaient employés par d'autres – devaient être exclus de leur plan d'élargissement de la base électorale. C'était dû, en partie, au fait qu'ils craignaient que les seigneurs et les hobereaux

royalistes n'usent d'intimidation envers leurs serviteurs, leurs laboureurs et leurs fermiers afin qu'ils votent pour eux. Une autre raison était que le milieu le plus influent de l'armée n'était pas celui des conscrits pauvres mais celui des petits propriétaires volontaires, qui se situaient volontiers un niveau au-dessus des laboureurs ou des journaliers travaillant pour eux.

Le leader des Niveleurs, Lilburne, insistait sur le fait que la revendication des droits politiques pour les petits propriétaires n'impliquait aucunement une attaque contre le système de la propriété privée. (...) Malgré tout, l'élection des agitateurs et les revendications pour que les petits propriétaires aient les mêmes droits que les gros suffirent à provoquer la frayeur des « modérés », déjà apeurés, du parti presbytérien.

Beaucoup, parmi les soldats de base, marquaient encore de la déférence envers leurs supérieurs, et les officiers parvinrent dans l'ensemble à diriger la colère des soldats dans le sens qui leur était favorable. Au début, le but des Indépendants était de forcer le roi à négocier avec eux. À cette fin, ils permirent à un contingent armé de capturer le monarque, qui était aux mains du parti presbytérien. Cromwell et son entourage entendaient qu'il soit clairement reconnu qu'ils avaient gagné la guerre civile et que le roi avait accepté les termes dictés par eux, notamment les nombreuses réformes auxquelles il avait résisté. Mais leurs conditions ne remettaient pas en cause la monarchie, ni le fait que la Chambre des lords ne soit pas élue, ni même la restriction du suffrage à la classe dominante.

#### La seconde guerre civile et l'exécution du roi

Charles n'avait cependant aucune intention de céder à des exigences qu'il considérait comme contraires aux principes mêmes de la royauté. Il décida de recourir de nouveau à la guerre civile et s'échappa de sa captivité en novembre 1647. Cromwell reconnut alors que ses tentatives de négociation avec le roi avaient été une erreur et il utilisa les troupes de la New Model Army pour faire pression sur le Parlement afin qu'il vote les mesures du parti de la guerre. Ce que l'on appelle habituellement la « seconde guerre civile » commença à l'été 1648. D'anciens partisans du Parlement combattirent aux côtés des « cavaliers », des soulèvements royalistes se produisirent en Galles du Sud, dans le Kent et dans l'Essex, et l'Écosse envahit le territoire anglais. Cette fois, la victoire de l'armée antiroyaliste ne fut pas suivie par une politique de clémence et de pourparlers avec le roi. (...) Quant aux officiers de la New Model Army, ils réclamèrent la peine de mort pour Charles et ses principaux conseillers. Sachant que la majorité presbytérienne ne voterait jamais en ce sens, l'armée occupa Londres. (...) Fin janvier, le bourreau brandit la tête coupée du roi devant la foule assemblée à Whitehall.

Cromwell et les Indépendants auraient été incapables de prendre le contrôle de Londres et de battre à la fois les Presbytériens et le roi sans ce mouvement au sein de l'armée. Confronté à une menace de contre-révolution, Cromwell avait envisagé un moment de défendre les Niveleurs contre la répression des Presbytériens. (...) Ce n'est qu'après qu'il se sentit suffisamment en confiance pour écraser ceux qui exprimaient des revendications de classe. (...) En 1649, les Niveleurs de Londres furent enfermés à la Tour, et, en mai, une mutinerie dans laquelle étaient impliqués un millier de soldats fut brisée ; quatre de ses chefs furent ensuite exécutés dans le cimetière de Burford, dans l'Oxfordshire. La New Model Army n'était plus nécessaire pour battre le roi et les presbytériens en Angleterre. Elle fut envoyée, débarrassée de ses agitateurs, en Irlande, pendant qu'un pamphlet des Niveleurs interpellait les soldats : « Allez-vous continuer à tuer, abattre et assassiner des hommes, pour

faire (de vos officiers) les seigneurs et maîtres absolus de l'Irlande, comme vous l'avez fait pour l'Angleterre ? »

C'était là un avertissement prophétique quant à la façon dont la classe dirigeante anglaise allait traiter l'Irlande. (...) Le mouvement des Niveleurs ne s'appuyait pas sur une masse appauvrie de la société, mais sur la *middling sort* – les artisans, les petits boutiquiers, les agriculteurs aisés et les soldats recrutés parmi eux. Il constituait le parti le plus radical et le plus courageux qui ait émergé de ces groupes et il défendait un programme qui, s'il avait eu gain de cause, aurait entraîné un changement révolutionnaire beaucoup plus important que celui qui s'est réellement produit. Il agissait à partir du point de vue de groupes sociaux qui espéraient profiter du développement des formes capitalistes de production, à savoir les groupes qui devaient se cristalliser, au cours du siècle suivant, sous la forme d'une « classe moyenne » de plus en plus consciente d'elle-même. Mais, ce faisant, il s'attaquait à la tradition voulant qu'une partie de la société soit divinement fondée à diriger le reste. Comme Müntzer et ses partisans dans la guerre des Paysans, les Niveleurs contribuèrent à établir une tradition rivale de résistance à la domination de classe. La défaite des Niveleurs ne signifiait pas que l'agitation et la lutte des années passées n'avaient servi à rien. Le groupe de Cromwell n'avait pu triompher qu'en prenant des mesures révolutionnaires, même si elles étaient d'ampleur limitée.

Les hommes qui étaient arrivés au pouvoir en décembre 1648 et qui étaient responsables de l'exécution de Charles 1<sup>er</sup> étaient des hommes d'un rang bien inférieur à celui des dirigeants traditionnels de l'Angleterre. Ces hommes mirent en œuvre une série de mesures qui brisèrent l'emprise de ceux qui auraient remis, une fois pour toutes, la société anglaise sur le chemin de la féodalité. De cette façon, la révolution anglaise prépara le terrain pour le développement d'une société fondée sur les rapports de marché et les formes d'exploitation capitalistes.

Cromwell lui-même n'était pas issu d'une nouvelle classe exploiteuse « bourgeoise », même s'il avait des liens familiaux avec certains négociants. (...) Son génie résida dans sa capacité à comprendre que la crise de la société anglaise ne pouvait être résolue sans se tourner vers des méthodes et des hommes nouveaux. Cela seul put empêcher la révolution anglaise de subir le même sort que les calvinistes français ou les États de Bohême. (...) En 1660, après la mort de Cromwell, (...) une partie de l'armée se mit d'accord avec ce qui restait du Parlement pour proposer au fils du roi exécuté de devenir le nouveau souverain. Même si le temps de la révolution était terminé, de nombreux changements subsistèrent. L'existence de la monarchie dépendait désormais de la bonne volonté des classes possédantes.

Les grands propriétaires fonciers se tournaient de plus en plus vers des méthodes agricoles capitalistes. Un nombre croissant d'habitants des villes se retrouvaient soit employeurs, soit employés. Les guildes ne parvenaient plus à empêcher les innovations dans les techniques productives – en 1689 les trois quarts des villes anglaises ne comptaient d'ailleurs aucune corporation. La politique gouvernementale était dictée par le désir de voir prospérer le commerce, et non par les intrigues dynastiques d'un souverain. Ces changements représentèrent dans leur ensemble quelque chose de radicalement nouveau dans l'histoire du monde. Les moyens par lesquels les humains gagnaient leur vie étaient désormais mis en œuvre dans des unités qui dépendaient de la capacité de leurs gérants à maintenir leurs coûts en dessous de ceux des autres unités. Le gros fermier, le maître de forges moyen, et même le tisserand individuel ne pouvaient continuer d'assurer leur subsistance que s'ils restaient en activité, ce qui impliquait de se mettre au niveau des nouvelles méthodes de production qui

permettaient de réduire les coûts. La compétition pour la compétition, plutôt que les besoins de consommation immédiats des riches ou des pauvres, devint progressivement le moteur de l'activité économique. La croissance qui s'ensuivit fut souvent chaotique, marquée par des envolées et des chutes soudaines. (...) Mais elle transforma l'économie anglaise et ceux qui la dominaient. L'un des pays les plus pauvres d'Europe devint rapidement le plus avancé, fournissant à ses dirigeants les moyens de bâtir un empire mondial, et contribuant à la substitution progressive des formes capitalistes de production à celles qui les avaient précédées.

## Chapitre 21

### Le dernier sursaut des empires d'Asie

---

Rétrospectivement, nous pouvons voir combien ce qui s'est passé en Europe aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles devait transformer le monde. Cela a permis à quelques puissances européennes de se tailler des empires englobant pratiquement la totalité de l'Asie et de l'Afrique, et entraîné le monde entier dans une nouvelle manière d'organiser la production : le capitalisme industriel. Entre-temps, l'histoire ne s'était pas arrêtée pour les cinq sixièmes des humains qui vivaient ailleurs.

La Turquie ottomane était la puissance montante aux portes de l'Europe occidentale. Après avoir pris Constantinople en 1453, elle conquiert Le Caire en 1517, Alger en 1528 et Budapest en 1526, faisant le siège de Vienne en 1529, et à nouveau en 1683. L'Empire ottoman était un protagoniste permanent dans les joutes diplomatiques et les coalitions militaires de l'Europe au temps de la Réforme, les écrits de l'époque reflétant l'admiration que suscitait sa culture. Entre l'empire des Ottomans et celui des Moghols s'étendait l'Empire perse des Safavides, centré sur sa nouvelle capitale, Ispahan, dont la splendeur fascinait les visiteurs européens. Et, au large des côtes d'Asie de l'Est, l'archipel du Japon avait énormément emprunté à la technique et à la culture chinoises pour fonder une civilisation relativement développée. Celle-ci partageait certains traits du féodalisme européen, avec des guerres qui opposaient des aristocrates recourant à l'acier et à la poudre à canon pour essayer d'asseoir une position hégémonique. Aux portes de l'Europe, une grande puissance émergeait en dehors des régions balayées par la Renaissance, la Réforme et les guerres de religion : la Russie. À l'est, une série de dirigeants commençait en effet à transformer le vieux duché de Moscovie en un État russe centralisé, puis en un empire se déployant dans toute l'Asie septentrionale, débordant sur la Pologne, à l'ouest.

#### Le glorieux crépuscule chinois

Au début du XV<sup>e</sup> siècle, la Chine se remettait déjà de la crise du siècle précédent, comme en attestent la série de voyages épiques que constituèrent ses expéditions navales. Des flottes de grands navires transportant plus de 20 000 personnes faisaient voile vers la côte occidentale de l'Inde, Aden et l'Afrique de l'Est, accomplissant un périple de 10 000 kilomètres sans escale ; et ce soixante-quinze ans avant que les navigateurs espagnols ou portugais n'entreprennent des voyages comparables.

L'État convertissait de plus en plus les corvées des paysans et des artisans en impôts payables en argent. La commercialisation des produits agricoles poussait au développement de cultures industrielles comme le coton, les teintures, les huiles végétales et le tabac. Les paysans les plus pauvres, expulsés de leurs terres par les propriétaires, recherchaient d'autres

moyens de gagner leur vie, embrassant des métiers artisanaux, émigrant dans les régions minières, cherchant du travail dans les villes. (...) Comme en Europe, la plus grande partie de la production était encore réalisée au sein d'ateliers d'échelle artisanale. Mais certaines expériences isolées s'apparentaient déjà à un capitalisme industriel de grande envergure. De petites entreprises prospéraient jusqu'à employer plusieurs centaines d'ouvriers. (...) Certaines industries chinoises commençaient à produire pour un marché non plus seulement local, mais mondial. La soie et les céramiques étaient exportées en passe au Japon.

Ce fut une période de croissance économique en dépit d'une pauvreté persistante dans les classes inférieures. Après avoir chuté de moitié, atteignant à peine les 70 millions d'habitants au XIV<sup>e</sup> siècle, la population s'éleva à 130 millions de personnes à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, et à 170 millions à la fin des années 1650. Puis l'empire connut une crise dévastatrice, semblable à de nombreux égards à celles des IV<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, ainsi qu'à celles qui éclatèrent au même moment dans la plus grande partie de l'Europe du XVII<sup>e</sup> siècle. Il y eut une succession d'épidémies, d'inondations, de sécheresses et autres désastres. La famine ravagea des régions entières.

L'État et la classe bureaucratique qui le structuraient avaient encouragé l'expansion économique à la suite de la crise du XIV<sup>e</sup> siècle. Mais ils commencèrent bientôt à en craindre les effets collatéraux, notamment l'influence croissante des marchands. En 1433, il fut brutalement mis fin aux grands voyages maritimes vers l'Inde et l'Afrique, de telle sorte que ce furent des navires venus d'Europe qui « découvrirent » la Chine, et non l'inverse. « Le souci principal de l'empire Ming était de ne pas risquer de perturber la vie sociale de sa société agraire par le commerce côtier ».

Parallèlement, l'augmentation constante des dépenses improductives de l'État constituait un fardeau énorme pour l'économie. Sous l'empereur Wanli, par exemple, on comptait quarante-cinq princes du premier rang – chacun touchant un revenu équivalent à 600 tonnes de grain par an – et 23 000 nobles de rang inférieur. Plus de la moitié des recettes fiscales des provinces du Shanxi et du Hunan étaient affectées au paiement de ces traitements. Une guerre avec le Japon pour le contrôle de la Corée « épuisa entièrement le Trésor public ». La misère engendra la colère, et, presque tous les ans entre 1596 et 1626, on enregistra des émeutes urbaines impliquant des « hommes au travail » dans les régions les plus développées du pays.

Il s'ensuivit un effondrement politique en 1644. Le dernier empereur Ming se pendit pendant qu'un ancien berger, à la tête d'une armée de paysans, proclamait l'avènement d'une nouvelle dynastie. Un mois plus tard, des envahisseurs mandchous venus du Nord prenaient Pékin. La crise économique et politique présentait de nombreuses similitudes avec celle qui frappait l'Europe à la même période, à une différence notable près : les classes de marchands et d'artisans n'entreprirent pas d'opposer à l'ordre ancien une alternative qui leur fût propre. Elles ne tentèrent pas ce que les commerçants et les bourgeois calvinistes avaient fait en France, à savoir exercer une influence sur une aile dissidente de l'aristocratie. Ils ne songèrent pas davantage à remodeler la société à leur image, comme l'avaient fait la bourgeoisie marchande du Nord des Pays-Bas et les *middling classes* d'Angleterre. Comme dans les grandes crises du passé, les classes de négociants et d'artisans étaient trop dépendantes de la bureaucratie de l'État chinois pour proposer une alternative. Le chaos immédiat ne dura que quelques années. Les mandchous avaient depuis longtemps intégré de nombreux aspects de la civilisation chinoise et, en restaurant la paix intérieure et la stabilité financière impériale, ils fournirent le cadre d'un rétablissement économique, tout au moins pour un certain temps.

## L'Inde des Moghols

L'Inde des Moghols était très différente de la Chine. Elle n'avait pas ses grands canaux et ses systèmes d'irrigation, sa bureaucratie centralisée imbue de traditions littéraires presque deux fois millénaires, sa classe de grands propriétaires fonciers ou sa paysannerie achetant et vendant des denrées sur les marchés locaux. Toute une série de dirigeants musulmans avaient conquis la plus grande partie de l'Inde du Nord depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, imposant des structures centralisées aux économies rurales du Moyen Âge indien. Les empereurs moghols développèrent ce système, régnant par l'intermédiaire d'une hiérarchie de fonctionnaires qui avaient le droit de percevoir les impôts fonciers dans des zones spécifiques, en contrepartie de l'entretien d'une cavalerie nécessaire au fonctionnement militaire de l'État. Ils n'étaient pas propriétaires, même s'ils s'enrichissaient de l'exploitation des paysans.

L'immense majorité des ruraux continuaient à vivre en quasi-autarcie dans des villages reculés. Des groupes immémoriaux de paysans produisaient des denrées alimentaires pour des groupes immémoriaux de forgerons, charpentiers, tisserands et barbiers de village, selon une division du travail en circuit fermé ne nécessitant pas de monnaie. Ainsi, tous les éléments du système de caste médiéval demeuraient intacts. Mais les paysans, qui avaient besoin d'argent pour s'acquitter de leurs impôts, devaient vendre entre le tiers et la moitié de leur récolte pour réunir les sommes nécessaires. Comme l'a relevé un observateur dans les années 1620, ceux qui ne parvenaient pas à payer étaient « transportés, enfermés dans de lourdes chaînes, dans des foires et des marchés (pour y être vendus comme esclaves), suivis de leurs pauvres et malheureuses épouses, portant leurs petits enfants dans leurs bras, pleurant et se lamentant sur leur triste sort. La majeure partie du surplus ainsi obtenu des paysans prenait le chemin de la cour impériale, de la bureaucratie d'État et de ses armées.

La principale industrie, celle des cotonnades, exportait ses produits vers l'Europe dès le XVII<sup>e</sup> siècle. (...) Parallèlement à ça, « l'organisation du crédit commercial, des assurances et de dépôts bancaires rudimentaires (...) (rappelait) les conditions de l'Europe de la Renaissance. Mais un facteur manquait pour que ce progrès économique devienne durable : les avancées industrielles des villes n'avaient pas de retombées sur les villages. « On (ponctionnait) tellement les paysans, écrivait un témoin de l'époque, que c'est à peine si on leur (laissait) du pain sec pour remplir leurs estomacs. » Ils n'étaient donc tout simplement pas en mesure d'acquérir un outillage perfectionné. (...) Ainsi, l'activité urbaine se développait alors que les villages s'appauvrirent. (...) L'effet à long terme fut de ruiner la base productive paysanne de l'empire.

Les villes se développaient en partie parce que des paysans sans terre y affluaient à la recherche d'un emploi. Mais cela ne pouvait compenser l'effet dévastateur de l'imposition excessive des campagnes. Au moment même où l'empire semblait au sommet de sa magnificence, il entra dans un déclin qui se révélerait fatal. (...) Finalement, l'industrie urbaine et les villes commencèrent à souffrir du déclin agricole, à l'exception, peut-être, du Bengale. À Agra, après 1712, « on ne parlait que de l'état de désertification de la ville et de sa gloire passée ». (...) Les sectes défiaient l'idéologie religieuse traditionnelle fondée sur le brahmanisme et défendaient « un monothéisme sans concession, l'abandon des formes rituelles du culte, le déni des barrières de caste et des différences communautaires ». Mais elles se tenaient à l'écart du discours de la rébellion pure et simple. Elles enseignaient « l'humilité et la résignation », et non « la mobilisation ou la lutte physique ».

Les commerçants et les artisans ne jouèrent pas un rôle central dans les révoltes. Ils dépendaient du marché du luxe des dirigeants moghols et se trouvaient dépourvus du réseau de marchés locaux qui, dans certaines parties de l'Europe, avait permis aux classes urbaines d'influencer la paysannerie. La vieille société était en crise, mais la « bourgeoisie » n'était pas prête à jouer sa propre carte pour la transformer. Cela donna aux chefs *zamindars* la liberté d'exploiter la révolte à leurs propres fins, lesquelles n'étaient pas compatibles avec le progrès social. Irfan Habib conclut : « Ainsi l'empire moghol fut détruit. Aucun ordre nouveau ne fut ni ne put être créé à partir des forces qui s'étaient opposées à lui (...). Les portes étaient ouvertes à des rapines sans fin, à l'anarchie et aux conquêtes étrangères. Mais c'est l'Empire moghol qui avait été son propre fossoyeur. La voie était ouverte aux armées venues d'Europe occidentale, qui commencèrent à se tailler des empires, et qui bénéficieront du soutien de larges fractions de la bourgeoisie marchande indienne.

## Cinquième partie

### La propagation de l'ordre nouveau

## Chapitre 22

### Une époque de paix sociale

La période qui court de 1650 à 1775 fut très différente, dans la plus grande partie de l'Europe, du siècle précédent. Les guerres de religion, les soulèvements paysans, les guerres civiles et les révolutions semblaient alors appartenir au passé.

La dynastie des Habsbourg, cet ancien bastion de la contre-révolution, n'était plus que l'ombre d'elle-même après avoir abandonné la couronne d'Espagne à une branche des Bourbons. À l'inverse, les deux États dans lesquels les forces révolutionnaires s'étaient imposées, la République hollandaise et l'Angleterre, étaient de plus en plus importants – la Hollande s'emparant de la plus grande partie de l'ancien Empire colonial portugais avant de se voir menacée par l'Angleterre. La seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle est parfois appelée l'« âge d'or hollandais ». L'agriculture était florissante, grâce à l'exploitation de terres gagnées sur la mer et l'adoption de nouvelles semences et méthodes de culture. L'industrie atteignit un « apogée de prospérité » lorsque « le Zaanstreek, un district plat et marécageux au nord d'Amsterdam » devint sans doute la « zone industrielle la plus moderne (...) de toute l'Europe », avec cent vingt-huit moulins à vent industriels permettant « la mécanisation de nombreuses industries, de la pâte à papier au décorticage du riz ».

L'Angleterre amorça une révolution agricole dans le sillage de la guerre civile. (...) L'agriculture capitaliste se développa conjointement à la diffusion du système des enclosures : la clôture des anciennes parcelles communes de libre pâturage par des propriétaires et des fermiers capitalistes. Cela oblige la masse des paysans pauvres à se louer comme ouvriers salariés. (...) La proportion des habitants des villes passa de 9% en 1650 à 20% en 1800. (...) L'innovation industrielle acquit un élan propre dans le royaume désormais uni, posant les bases de la révolution industrielle du dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle. La première machine à vapeur opérationnelle fut mise au point en 1705 (même s'il faudrait attendre encore soixante ans avant que son usage ne se répande au-delà des mines grâce au perfectionnement de James Watt). En 1709, du fer fut fondu en utilisant du coke, et non plus du charbon de bois (mais sa qualité n'atteindrait un niveau adapté à un usage général que quarante ans plus tard). Des années 1730 aux années 1760, des inventeurs successifs

parvinrent à mécaniser les opérations de filage, avec la *spinning jenny* (machine à filer) de Hargreaves (1766), le métier à eau d'Arkwright (1769) et la *mule* de Crompton (1779).

Dans le nouveau climat de concurrence intensive pour le commerce extérieur, l'innovation technique n'était plus quelque chose de hasardeux ou d'accidentel qui devait attendre des décennies, voire des siècles, avant d'être accepté, mais une condition immédiate de la réussite. La Hollande et la Grande-Bretagne n'étaient pourtant pas de sociétés industrielles modernes. La majorité de la population vivait encore dans les campagnes, et la mauvaise qualité des routes obligeait souvent à voyager des jours entiers dans des conditions inconfortables pour se rendre des villes de province aux métropoles. Ces deux pays n'étaient pas non plus des démocraties modernes.

Cela dit, les deux pays différaient de ce qu'ils étaient un siècle, pour ne pas dire deux siècles, auparavant – et de leurs voisins européens – sur le plan qualitatif. La sujétion légale du paysan au seigneur avait complètement disparu. On y trouvait d'authentiques marchés nationaux, sans la mosaïque de principautés qui caractérisait l'Allemagne et l'Italie, ou les barrières douanières intérieures qui quadrillaient la France. Un très grand nombre de personnes avaient expérimenté la vie urbaine : à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, un sixième de la population avait vécu plus ou moins longtemps à Londres. Les industries rurales captaient de très nombreux travailleurs, y compris dans les districts agricoles, et les ports maritimes et la marine employaient un grand nombre de membres des classes inférieures dans des métiers qui dépendaient du commerce plutôt que de l'agriculture.

Dans l'Ouest de l'Angleterre, des entrepreneurs de l'habillement employaient cent, quatre cents ou même mille tisserands et finisseurs, et jouissaient de revenus supérieurs à ceux de bien des membres de la *gentry*. (...) Les choses étaient très différentes dans les pays européens où les soulèvements révolutionnaires avaient tourné court. Pour la plupart d'entre eux, le XVII<sup>e</sup> siècle fut une période de déclin économique – de baisse de la population (les décès excédant les naissances), de contraction dans les artisanats urbains, de réduction des investissements dans l'agriculture.

La France, l'Allemagne du Sud-Ouest et l'Italie du Nord étaient dans une situation intermédiaire. Même si, en moyenne, leur agriculture et leur industrie étaient en retard par rapport à celles de l'Angleterre et de la Hollande, elles ne souffrirent pas de la régression économique qui caractérisait la Castille, le Sud de l'Italie et l'Europe orientale. (...) Dès les années 1780, 20% de la population française était employée dans une industrie d'échelle réduite – contre 40% en Angleterre. Des régions importantes de l'Europe évoluaient dans le même sens, sur la voie du capitalisme industriel, mais à des vitesses différentes.

## Chapitre 23

---

### De la superstition à la science

La Renaissance et la Réforme avaient surgi dans un monde pénétré à tous les niveaux de croyances superstitieuses – dans les reliques religieuses et les incantations des prêtres, dans les potions magiques et les talismans fournis par des escrocs, dans la possession diabolique et l'exorcisme, dans la capacité des « sorcières » à jeter des sorts mortels et dans le don propre aux souverains de guérir les écrouelles. (...) De telles croyances étaient la contrepartie de l'ignorance des causes réelles des maux qui affectaient les peuples. Pour le plus grand nombre, la vie était courte. La mort subite était commune et la plupart du temps impossible à

expliquer avec les connaissances existantes. L'ignorance des médecins était telle que leurs remèdes étaient tout aussi susceptibles d'aggraver une maladie que de la guérir. Une épidémie de peste ou de variole pouvait éliminer un quart, ou plus, de la population d'une ville. On pouvait s'attendre tous les dix ans, voire plus souvent, à de mauvaises récoltes dévastatrices et à la famine soudaine. Un seul incendie pouvait détruire toute une rue ou, comme à Londres en 1666, toute une ville.

Un intérêt sérieux pour les mathématiques pouvait être associé à une foi dans la magie de certaines séquences numériques. Et, lorsque la plupart de ces confusions étaient rejetées, on persistait généralement à croire que la connaissance scientifique pouvait être acquise par l'étude des textes anciens, grecs, latins ou arabes. On avait affaire à un cercle vicieux. Les croyances magiques ne pouvaient être éliminées sans un progrès de la science, mais celle-ci était handicapée par des systèmes de croyances magiques. De plus, la différence entre convictions scientifiques et croyances non scientifiques n'était pas aussi évidente qu'elle peut le paraître aujourd'hui.

Aristote (et Thomas d'Aquin également) avait enseigné que chaque chose et chaque personne avaient leur place dans l'ordonnement du monde, avec une hiérarchie fixe des corps célestes et une hiérarchie terrestre tout aussi immuable. C'était une vision du monde parfaite pour les rois et les classes dominantes, qui ne désiraient pas seulement vaincre la Réforme, mais aussi soumettre les classes moyennes et inférieures révoltées au vieil ordre féodal. À partir d'une telle perspective, la vision du monde de Copernic était aussi subversive que les opinions de Luther ou de Calvin. En 1600, Giordano Bruno fut brûlé sur le bûcher pour avoir suggéré qu'il existait une infinité de mondes. Le climat idéologique des États catholiques était contraire à la poursuite de l'investigation scientifique. À l'annonce du procès de Galilée, le mathématicien et philosophe français Descartes dissimula une découverte qui annonçait les explorations futures de Newton. Il n'est pas surprenant que le centre névralgique du progrès scientifique se soit alors déplacé vers la République hollandaise et l'Angleterre post-révolutionnaire, avec Boyle, Huygens et, surtout, Newton, dont les nouvelles lois de physique résolvaient des problèmes qui avaient nui aux théories de l'univers de Copernic, Kepler et Galilée.

Ce n'est pas que les dirigeants protestants aient été, en eux-mêmes, plus éclairés que leurs homologues catholiques. Comme le fait remarquer Keith Thomas, des « théologiens de toutes dénominations » soutenaient que la sorcellerie existait réellement. Mais l'assise populaire du protestantisme résidait dans des groupes sociaux – artisans, petits boutiquiers – qui voulaient voir progresser la connaissance, à commencer par l'apprentissage de la lecture et de l'écriture pour avoir accès à la Bible. Le rayonnement du protestantisme était accompagné par l'essor des efforts en faveur de l'alphabétisation, et lorsque les gens savaient lire et écrire, tout un monde d'idées nouvelles s'ouvrait potentiellement à eux. De plus, le seul fait qu'il y eût une contestation de la vieille orthodoxie ouvrait l'esprit des individus à de nouveaux défis. On le vit clairement avec la révolution anglaise, durant laquelle les Presbytériens qui critiquaient les évêques et le roi ne pouvaient le faire sans permettre à la censure de se relâcher. Mais ceci, à son tour, autorisait toutes les autres opinions religieuses à s'exprimer librement.

En Angleterre, la dernière exécution pour sorcellerie eut lieu en 1685, même si le crime allait rester inscrit encore cinquante ans dans les textes de loi. Un changement dans la « mentalité » générale s'était produit sous l'effet des changements économiques, sociaux et politiques du siècle précédent.

Depuis l'apparition des sociétés de classes, le défi intellectuel le plus radical aux idées reçues fut lancé dans le sillage des révolutions hollandaise et anglaise. Les fractions culturellement les plus conscientes des classes moyennes et même des classes supérieures d'Europe commencèrent à sentir que leurs sociétés étaient défectueuses et cherchèrent à provoquer un changement en agissant sur les idées. L'attaque qui devait en résulter contre les préjugés et les superstitions allait se révéler beaucoup plus profonde que tout ce qui s'était passé sous la Renaissance et la Réforme. Le courant d'idées qui en est issu est passé à la postérité sous le nom des Lumières.

Cette catégorie fourre-tout englobe toute une série de penseurs et d'auteurs : des scientifiques, des philosophes, des critiques, des économistes, des historiens, des essayistes, des romanciers, des théoriciens politiques et même des musiciens comme Mozart. Tous ne partageaient pas les mêmes idées. Certains avaient même des opinions diamétralement opposées sur des questions très importantes. Ce qu'ils partageaient, c'était la croyance dans le pouvoir de la compréhension rationnelle fondée sur la connaissance empirique. Celle-ci devait être appliquée au monde, même si cela signifiait une remise en cause des mythes existants et des croyances établies. Une telle approche représentait une menace pour de nombreuses institutions et pour l'essentiel de l'idéologie des sociétés européennes de l'époque.

Les Français Voltaire et Montesquieu, grands admirateurs de Locke, tiraient de ses écrits la conclusion que les pays d'Europe continentale devaient être réformés sur le modèle anglais. Une doctrine conservatrice en Angleterre pouvait devenir subversive de l'autre côté de la Manche. Les penseurs des Lumières n'étaient pas des révolutionnaires. C'étaient des intellectuels dissidents qui cherchaient un parrainage parmi les membres de la classe dominante et qui plaçaient leurs espoirs, non pas dans le renversement de la société, mais dans sa réforme, laquelle serait réalisée en gagnant la bataille des idées. Diderot ne trouvait pas contradictoire de rendre visite à Catherine II de Russie, pas plus que Voltaire de collaborer avec le roi de Prusse Frédéric le Grand. Leur milieu était constitué de ceux qui assistaient régulièrement aux « salons » bihebdomadaires organisés par l'épouse d'Holbach, où des penseurs comme Diderot, Hume, Rousseau, le futur leader américain Benjamin Franklin et le chimiste radical Joseph Priestley rencontraient l'ambassadeur de Naples, Lord Shelbourne, le futur ministre de Louis XVI Necker et le prince de Brunswick. Voltaire proclamait avec insistance : « Ce ne sont pas les laboureurs qu'il faut éduquer, mais les bons bourgeois, les négociants ».

Voltaire pouvait rager contre les superstitions religieuses (« écraser l'infâme » était son slogan) et soumettre les anecdotes miraculeuses de la Bible à une critique dévastatrice, mais il fut choqué lorsque d'Holbach publia (sous un pseudonyme) une œuvre totalement athée, *Le Système de la Nature*. « Ce livre a rendu la philosophie exécration aux yeux du roi et de l'ensemble des cours », écrivit-il.(...) Mais aussi réticents aient-ils été à adopter une posture radicale, les penseurs des Lumières mettaient en danger certains des piliers fondamentaux des sociétés dans lesquelles ils vivaient. (...) De nombreux penseurs en subirent les conséquences. Voltaire fut rossé par les nervis d'un aristocrate, emprisonné un temps à la Bastille, puis contraint de vivre loin de Paris pendant de nombreuses années. Diderot fut incarcéré au fort de Vincennes, Rousseau passa la dernière partie de sa vie en Suisse, hors

d'atteinte des autorités françaises, et les pièces de Beaumarchais (dont *Le Mariage de Figaro* avait fourni l'intrigue de l'opéra de Mozart) furent interdites dans de nombreux pays pour avoir suggéré qu'un serviteur pouvait s'opposer aux intentions de son maître.

Le *Candide* de Voltaire suggérait qu'aucun État européen ne pouvait satisfaire les besoins du peuple. Rousseau ouvrait son *Contrat social* avec l'idée révolutionnaire selon laquelle « l'homme est né libre, et partout il est dans les fers », même s'il semble avoir eu lui-même peu de foi dans les masses. Les philosophes d'Holbach et Helvétius s'essayèrent à des analyses entièrement matérialistes de la nature et de la société, qui rejetaient toute notion de divinité. Le naturaliste Buffon proposa une théorie quasi évolutionniste des espèces animales (et insista sur l'unité de l'espèce humaine, attribuant les différences de « race » aux conditions climatiques). Pour les Écossais Adam Ferguson et Adam Smith, la société humaine progressait selon différents stades, chasseur, pastoral et agricole ; ils posaient ainsi les bases d'une compréhension matérialiste du développement social. Globalement, les intellectuels des Lumières allaient plus loin que quiconque avant eux dans la tentative de donner un sens aux institutions et aux êtres humains.

À diverses reprises, les gouvernements de l'Autriche, de la Russie, du Portugal et de la Pologne tentèrent de mettre en place des réformes associées à la pensée des Lumières (les historiens parlent ainsi parfois de « despotes éclairés »). Entre 1759 et 1765, les dirigeants du Portugal, de la France, de l'Espagne, de Naples et de Parme expulsèrent les jésuites, et le pape, sous la pression des souverains catholiques, se décida à dissoudre l'ordre en Europe. En France, Turgot, un chef de file des économistes « physiocrates », liés aux Lumières, devint ministre de Louis XVI en 1774. Mais, dans tous les cas, les réformes venues du sommet furent finalement abandonnées. Même les monarques « éclairés » s'avéraient incapables de les imposer face à la résistance de classes dirigeantes dont la richesse dépendait des formes résiduelles de l'exploitation féodale.

Les penseurs des Lumières se montrèrent impuissants à réformer la société. Voltaire était apparemment plein d'amertume lorsqu'il mourut en 1778. Kant devait noter, six ans plus tard, que même s'il « (avait) vécu à l'époque des Lumières (...) l'époque elle-même n'était pas éclairée ». Faire évoluer les idées ne signifiait pas faire évoluer la société. Pour y parvenir, un autre cycle de révolutions et de guerres civiles allait se révéler nécessaire.

## Chapitre 25

---

### Esclavage et salariat

Les idées des Lumières n'ont pas jailli, par hasard, du cerveau de quelques penseurs. Elles étaient, au moins partiellement, le reflet de changements à l'œuvre dans les rapports entre les êtres humains, des changements qui avaient trouvé leur accomplissement le plus abouti en Grande-Bretagne et en Hollande. Le changement majeur, dans toute l'agitation des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, tient à la diffusion des échanges marchands et au rôle de plus en plus dominant qu'ils jouaient dans la façon dont les gens gagnaient leur vie. L'Église pouvait brûler les hérétiques et les armées des Habsbourg mettre à sac des centres urbains qui s'opposaient à leur pouvoir, mais les papes, les empereurs, les princes et les seigneurs avaient besoin d'argent pour financer leurs efforts. Et cela impliquait que, tout en essayant de préserver l'ordre ancien, ils contribuent à propager les forces du marché qui finiraient par le saper.

Les rapports marchands reposent sur l'hypothèse que, aussi inégaux que soient les statuts sociaux des individus, ils ont un droit égal à accepter ou à rejeter une transaction donnée. L'acheteur est libre d'offrir n'importe quel prix, et le vendeur de rejeter l'offre. Mandarin et négociant, baron et bourgeois, propriétaire et locataire avaient à cet égard des droits identiques. À mesure que le marché se répandait, les anciens préjugés fondés sur la domination et la déférence tombèrent sous l'assaut des calculs en termes monétaires.

Les Lumières constituaient une reconnaissance, dans le domaine des idées, du changement en cours dans la réalité. Leur représentation d'un monde d'hommes égaux (même si quelques rares penseurs des Lumières posèrent la question des droits des femmes) était une abstraction tirée d'un monde dans lequel les individus étaient censés être également capables de s'entendre, ou de ne pas s'entendre, pour vendre et acheter des biens en leur possession. L'État « rationnel » était celui dans lequel cette transaction pouvait avoir lieu sans obstruction arbitraire.

Pourtant, il y avait deux grandes lacunes dans la représentation des Lumières telle qu'elle s'appliquait au XVIII<sup>e</sup> siècle – et pas seulement à des régions « arriérées » de l'Europe comme la Castille, la Sicile ou la Pologne, mais aussi à la Grande-Bretagne, le modèle de Voltaire. L'une était l'esclavage, aux Amériques, d'hommes qui étaient la propriété d'autres hommes, et l'autre l'exploitation salariale des travailleurs sans propriété en Europe.

## Chapitre 26

---

### Esclavage et racisme

Une part toujours plus grande de la richesse de l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle provenait d'une institution fondée sur le contraire absolu de l'égalité des droits entre acheteurs et vendeurs : l'esclavage forcé. Les philosophes pouvaient parler de l'égalité des droits dans les cafés européens à la mode. Mais la boisson sucrée qu'ils dégustaient était produite par des hommes et des femmes qui avaient été, à la pointe du fusil, entassés sur des navires en Afrique de l'Ouest, transportés de l'autre côté de l'Atlantique dans des conditions affreuses (plus d'un sur dix mourait en cours de route), vendus aux enchères et mis à la besogne sous la menace du fouet pour des journées de quinze, seize ou même dix-huit heures, jusqu'à ce qu'ils meurent.

Près de douze millions de personnes connurent ce sort. Un million et demi d'entre elles moururent pendant la traversée. Le taux de mortalité dans les plantations était monstrueux, les planteurs trouvant profitable d'utiliser un esclave jusqu'à la mort avant d'acheter un remplaçant. Un total de 1 600 000 esclaves furent transportés au XVIII<sup>e</sup> siècle dans les Caraïbes britanniques ; mais, à la fin du siècle, leur population n'était plus que de 600 000. En Amérique du Nord, les conditions (un climat plus tempéré et un accès plus facile à la nourriture fraîche) ont permis une expansion de la population des esclaves, grâce aux naissances mais aussi aux importations, de telle sorte qu'elle passa de 500 000 au début du siècle à trois millions à la fin, et à six millions dans les années 1860. Mais leur taux de mortalité restait bien supérieur à celui des non-esclaves. Comme le fait remarquer Patrick Manning : « En 1820, près de dix millions d'Africains avaient émigré au Nouveau Monde, contre deux millions d'Européens. La population blanche du Nouveau Monde, douze millions d'individus, représentait à peu près le double de la population noire. »

La population indienne ayant déchu de 90% à la suite des traitements barbares et des épidémies, les conquistadores trouvèrent plus rémunérateur d'exiger d'eux un tribut et du travail forcé plutôt que de les réduire en esclavage pur et simple, et la Couronne espagnole – craignant que la population indienne ne s'éteigne et ainsi de ne plus disposer de la main d'œuvre nécessaire à la mise en valeur des terres – prêta une oreille attentive à ceux qui critiquaient l'esclavage des Indiens, notamment les prêtres, pour lesquels la priorité était leur conversion au christianisme. La Couronne et les colons se tournèrent donc de plus en plus vers une autre source de main d'œuvre : les esclaves acquis sur la côte occidentale de l'Afrique. Cortès fonda une plantation utilisant des esclaves africains, et le prêtre Las casas lui-même, connu pour ses critiques du traitement des indiens par les Espagnols, recommanda l'esclavage africain (même s'il s'en repentit plus tard).

Au début, les planteurs utilisèrent une forme de travail non libre venue d'Europe. Des *indentured servants* (serviteurs contractuels) – en réalité des esclaves de leurs dettes – étaient engagés pour travailler sans rémunération pendant trois, cinq ou sept ans en échange de leur passage à travers l'Atlantique. Certains avaient été kidnappés par des *spirits* (esprits), comme on appelait en Grande-Bretagne les agents des contractants. D'autres étaient des forçats ou des prisonniers des guerres civiles et religieuses d'Europe.

Au début, les planteurs traitèrent les contractuels blancs et les esclaves noirs de façon identique. En Virginie, les contractuels qui s'enfuyaient devaient le double de leur temps et ils étaient marqués au fer rouge, sur la joue, de la lettre « R » en cas de récidive. (...) Les serviteurs et les esclaves qui travaillaient et vivaient ensemble pouvaient aussi lutter ensemble. Des cas répétés d'entraides mutuelles pour s'enfuir commencèrent à causer des soucis aux planteurs. Leur inquiétude fut confirmée par la « révolte de Bacon » de 1676 en Virginie (...). Les motivations des rebelles étaient diverses, une de leurs revendications était de faire la guerre pour prendre davantage de terres aux Indiens. Mais leurs actes montrèrent comment des Blancs pauvres et des Africains pouvaient s'unir contre les propriétaires. La réponse des planteurs consista à mettre en place des mesures pour diviser les deux groupes.

L'Assemblée des représentants (House of Burgesses) de Virginie tenta de renforcer la barrière raciale qui séparait les serviteurs contractuels anglais des esclaves africains. (...) Une loi de Virginie de 1691 autorisait à « tuer et détruire tels nègres, mulâtres et autres esclaves » qui « s'absentent illégalement du service de leurs maîtres ou de leurs maîtresses ». Elle décrétait aussi que tout Blanc, homme ou femme, qui épousait « un nègre, un mulâtre ou un Indien » devait être banni de la colonie. En d'autres termes, les planteurs reconnaissaient que les Blancs et les Noirs, loin de se détester automatiquement, avaient tendance à établir entre eux des relations étroites, ce que les autorités tentèrent de réprimer en donnant aux propriétaires d'esclaves le droit de vie ou de mort. C'est à ce moment-là que le racisme a commencé à se développer en tant qu'idéologie.

Aujourd'hui, l'omniprésence du racisme nous porte à croire qu'il a toujours existé, qu'il provient d'une aversion innée de la part des personnes d'une certaine origine envers celles d'autres origines. L'esclavage est alors vu comme un sous-produit du racisme, et non l'inverse. Pourtant, dans l'Antiquité aussi bien que dans le monde médiéval, la couleur de la peau n'était pas considérée comme plus significative que, par exemple, la taille, la couleur des cheveux ou des yeux. Les fresques funéraires de l'ancienne Égypte montraient des silhouettes aussi bien claires que brunes ou noires. Des personnalités importantes de l'histoire romaine, dont au moins un empereur, étaient originaires d'Afrique du Nord et aucun texte ne se donne la peine de mentionner si leur peau était claire ou sombre. Dans les peintures hollandaises du

début du XVI<sup>e</sup> siècle, des personnes blanches et noires sont représentées dans une relation libre, comme par exemple dans la toile de Jordaens *Moïse et Séphora*, qui montre une épouse de Moïse noire.

L'Europe médiévale se caractérisait par une profonde hostilité envers les juifs. Mais celle-ci était fondée sur la religion, les juifs étant le seul groupe non catholique dans une société entièrement chrétienne, et non sur de prétendues caractéristiques physiques ou mentales. Leurs persécuteurs les laissaient tranquilles s'ils sacrifiaient leurs convictions religieuses et se convertissaient. Ce qui était à l'œuvre était une haine religieuse irrationnelle, et non un racisme biologique irrationnel. Ce dernier n'est apparu qu'avec le commerce des esclaves.

Les premiers trafiquants et propriétaires d'esclaves ne s'appuyaient pas sur les différences raciales pour se disculper. Au contraire, ils se tournaient vers les textes anciens, gracs ou romains, qui justifiaient la servitude des prisonniers de guerre, ou tout au moins de « justes guerres ». Pour autant qu'ils aient été acquis par des moyens légitimes, les esclaves étaient considérés comme le bien privé de leurs propriétaires et pouvaient être aliénés de toutes les manières concevables. C'est ainsi que John Locke, le philosophe tant admiré par Voltaire, pouvait, dans les années 1690, défendre l'esclavage – et bénéficier, en tant qu'actionnaire de la Compagnie royale d'Afrique, de la traite – en même temps qu'il rejetait l'idée que les Africains étaient par nature différents des Européens.

Mais les anciens arguments n'étaient pas adaptés à l'échelle de l'économie esclavagiste transatlantique du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il était difficile alors de proclamer que les esclaves étaient tous des prisonniers de « justes guerres ». Les gens savaient qu'ils avaient été achetés à des marchands en Afrique ou qu'ils étaient nés enfants d'esclaves. Et les trafiquants et les propriétaires d'esclaves avaient toujours besoin d'arguments à opposer aux Blancs, la grande majorité, qui n'en avaient pas. Dans les colonies, les petits fermiers étaient souvent amers face aux propriétaires d'esclaves qui accaparaient les meilleures terres et qui, grâce à leur main-d'œuvre bon marché, produisaient à un moindre coût. Dans des ports comme celui de Londres, des esclaves évadés trouvaient souvent refuge dans les taudis des quartiers pauvres. Les trafiquants et les propriétaires avaient besoin que les esclaves soient méprisés, rejetés et craints. La doctrine des « prisonniers de guerre » était de ce point de vue inadaptée.

En revanche, l'idée que les individus d'origine africaine étaient naturellement inférieurs aux Européens convenait à la perfection aux besoins des trafiquants et des planteurs. Des chrétiens défenseurs de l'esclavage proclamèrent avoir trouvé dans des références bibliques une justification au sort des descendants d'un des fils de Noé, Ham. Mais il y avait aussi des tentatives de justifications « scientifiques », par exemple la « sauvagerie sous-humaine » des Africains dans l'*Histoire de la Jamaïque* d'Edward Long, publiée en 1774. De tels arguments permettaient à des penseurs influencés par les Lumières de continuer à soutenir l'esclavage. Ils pouvaient dire : « Tous les hommes ont été créés égaux », et ajouter que les non-Blancs n'étaient pas vraiment des hommes.

Le racisme n'est pas apparu d'un seul coup, comme une idéologie complètement formée. Il s'est développé sur près de trois siècles. Ainsi, par exemple, la première attitude envers les habitants indigènes de l'Amérique du Nord consista plus ou moins à dire qu'ils étaient différents des Européens parce que leurs conditions de vie étaient autres. En fait, un des problèmes des gouverneurs de Jamestown (Virginie) était que la vie des Indiens exerçait

un attrait considérable sur les colons blancs, et « ils prescrivirent la peine de mort pour ceux qui partaient vivre chez les Indiens ». La préférence de « milliers d'Européens » pour le « mode de vie indien » trouva un reflet dans la représentation positive de l' «état de nature » présente dans des écrits aussi influents que ceux de Rousseau. Même au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, « les dissensions créées plus tard par le terme “peaux-rouges” étaient absentes (...). La couleur de la peau n'était pas considérée comme une caractéristique particulièrement significative ».

Les attitudes changèrent à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque les pionniers européens entrèrent en conflit avec la population –indienne sur des questions de propriété et d'usage de la terre. Décrits de manière croissante comme des « monstres assoiffés de sang », les Indiens « étaient de plus en plus désignés sous le terme de païens bruns, philistins bronzés, vermine à peau cuivrée, et, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, de peaux-rouges ». Le racisme se développa, à partir d'une apologie de l'esclavage des Africains, pour former un système élaboré de représentations dans lequel tous les peuples de la Terre figuraient comme « blancs », « noirs », « bruns », « rouges » ou « jaunes » - alors même que de nombreux Européens ont la peau d'un rouge rosâtre, que beaucoup d'Africains l'ont d'une couleur brune et que bien des gens originaires d'Asie du Sud ont une peau aussi claire que celle de nombreux Européens, les indigènes américains ne sont certainement pas rouges, et les Chinois et les Japonais ne sont pas jaunes !

Le marxiste C. L. R. James (*Les Jacobins noirs*, 1938) et le nationaliste caribéen Eric Williams (*Capitalisme et esclavage*, 1944) ont attiré l'attention sur l'importance de l'esclavage à la fois dans la création du racisme et dans le développement économique de l'Europe occidentale. Ce faisant, ils ont prolongé un argument de Karl Marx concernant le lien entre l'esclavage dans le Nouveau Monde et l'exploitation salariale dans la vieille Europe. Leur argument a souvent été attaqué depuis. Après tout, disent les critiques, une grande partie des profits tirés de l'esclavage n'ont pas été investis dans l'industrie, mais dépensés dans des demeures de luxe où les trafiquants et les propriétaires de plantation pouvaient imiter le style de vie de la vieille aristocratie ; et les gains éventuels réalisés par les économies du Nord-Ouest de l'Europe ont été dévorés par les coûts des guerres livrées pour le contrôle du commerce colonial fondé sur l'esclavage. Comme le dit un manuel d'histoire économique des années 1960 : « Les profits du commerce extérieur ne constituent pas une contribution significative à l'épargne destinée aux investissements industriels (...). Des tentatives de mesurer les profits de l'esclavage n'ont produit que des valeurs tout à fait insignifiantes par rapport aux flux totaux d'échange et d'investissement. »

Mais cela consiste à formuler des abstractions comptables à partir des effets très réels que la production fondée sur l'esclavage a eus sur la vie économique de l'Europe de l'Ouest, et en particulier sur celle de la Grande-Bretagne, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce qu'on appelle habituellement le « commerce triangulaire » a fourni des débouchés à ses artisanats naissants et à ses industries d'exportation. Des métaux, des canons et des textiles étaient vendus, en échange d'esclaves, aux marchands de la côte africaine ; les esclaves étaient transportés dans des conditions atroces (il était plus rentable d'en laisser mourir 10% que d'assurer les conditions permettant à tous de survivre à la traversée) pour être vendus dans les Amériques ; l'argent obtenu était utilisé pour acheter du tabac, du sucre – plus tard du coton brut – mis en vente ensuite en Europe.

Les plantations sucrières avaient besoin, pour broyer la canne et raffiner son jus, d'un équipement relativement perfectionné qui était acheté aux fabricants européens. Le commerce

stimulait la navigation maritime et la construction navale, qui employaient de plus en plus de main d'œuvre qualifiée et non qualifiée. Certains des profits qui affluaient dans les ports de commerce de Liverpool, Bristol et Glasgow étaient investis dans de projets industriels liés aux productions coloniales ou dans le financement de nouveaux moyens de transport (des canaux, des routes à péage) pour le marché intérieur britannique.

L'esclavage n'a pas engendré l'essor du capitalisme, il a été produit par lui. L'industrie et l'agriculture anglaises faisaient déjà montre d'un certain dynamisme à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, époque à laquelle la production des plantations, aux Caraïbes et en Amérique du Nord, n'en était qu'à un stade embryonnaire. C'est à cause de ce dynamisme que la traite des esclaves a prospéré. La demande de produits coloniaux existait précisément parce qu'une économie britannique dynamique poussait à ce que la consommation de tabac et de sucre se diffuse verticalement, des classes supérieures aux masses urbaines et même rurales. Le pillage des colonies et la mise en esclavage des peuples ne pouvaient à eux seuls créer un tel dynamisme économique : les économies portugaise et espagnole étaient stagnantes malgré leurs empires coloniaux. L'économie britannique se développa parce que l'utilisation croissante, sur son sol, du travail libre lui permettait d'exploiter d'une façon nouvelle le travail des esclaves aux Amériques.

C'était aussi le dynamisme d'une économie intérieure de plus en plus fondée sur le travail salarié qui permettait aux esclavagistes anglais (et à un moindre degré français) d'obtenir leurs cargaisons humaines en Afrique. La plupart des esclaves étaient achetés aux classes dominantes des États côtiers africains, les trafiquants étant eux-mêmes trop ignorants des territoires africains pour pouvoir enlever des millions de gens à l'intérieur des terres et les transporter sur de longues distances jusqu'à la côte. C'étaient des négociants et des dirigeants africains qui s'en chargeaient, et, en échange, ils recevaient des marchandises de meilleure qualité que celle qu'ils auraient pu obtenir par n'importe quel autre moyen. Mais les Africains n'étaient pas des « sauvages ignorants », n'en déplaise à la mythologie raciste. Ils vivaient dans des sociétés relativement sophistiquées, souvent lettrées, aux niveaux comparables à celles de l'Europe de la fin du Moyen Âge. C'était seulement sous la poussée des premières avancées du capitalisme que l'économie britannique avait commencé à dépasser ce stade. Une forme monstrueuse de commerce était donc possible au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui ne l'aurait pas été au temps de Léon l'Africain (au début du XVI<sup>e</sup>), lorsque les États africains et ouest-européens étaient dans l'ensemble au même niveau de développement économique.

L'esclavage des plantations était un produit de l'expansion capitaliste déjà en cours en Hollande et en Angleterre. Mais il nourrissait aussi en retour le capitalisme, lui fournissant un puissant coup d'accélération. Ce faisant, l'esclavage joua un rôle important dans le façonnage du système mondial qui voyait mûrir le capitalisme. Il contribua à fournir à l'Angleterre l'impulsion dont elle avait besoin pour absorber l'Écosse (après qu'une tentative de la classe dirigeante écossaise, le plan Darien, de fonder sa propre colonie à Panama eut tourné court) et pour commencer à créer, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, un nouvel empire à l'Est avec la conquête du Bengale par la Compagnie anglaise des Indes orientales.

La montée en puissance de la classe dirigeante britannique trouvait sa contrepartie dans l'affaiblissement de la majeure partie de l'Afrique. Le trafic des esclaves fournissait aux potentats et aux négociants des régions côtières un accès à des biens de consommation et à des armements relativement avancés sans qu'ils aient à développer leurs propres industries – en fait, les marchandises importées « sapèrent l'industrie africaine ». Un État qui réussissait était un État qui pouvait faire la guerre à d'autres États et réduire leurs peuples en esclavage.

des classes dirigeantes jusque-là pacifiques ne pouvaient survivre qu'en devenant militaristes. Lorsque des États comme le Jolof, le Bénin et le Kongo essayèrent d'empêcher leurs commerçants de se lancer dans le trafic d'esclaves, ils se rendirent compte que les dirigeants d'autres États s'enrichissaient et gagnaient en puissance en s'y livrant, tandis que les sociétés où n'existait pas encore une division en classes étaient vouées à la destruction, à moins que ne surgissent de nouvelles classes dirigeantes militaires. Ceux de la côte gagnèrent la partie en pillant les territoires de l'intérieur.

Des historiens ont prétendu que la croissance qui en a résulté pour des « États africains centralisés » a représenté une forme de « progrès ». Pourtant, elle était accompagnée d'un affaiblissement sous-jacent de la base matérielle de la société. La croissance démographique y a été retardée au moment précis où elle prenait son essor en Europe et en Amérique du Nord. En Afrique de l'Ouest, il y eut même un déclin de la population entre 1750 et 1850. Ceci, à son tour, laissait les États africains peu armés pour résister à l'invasion coloniale européenne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Alors que l'Europe occidentale allait de l'avant sur le plan économique, l'Afrique connaissait une situation de blocage.

## Chapitre 27

### L'économie du « travail libre »

---

En 1771, un ancien barbier-perruquier, Richard Arkwright, ouvrit la première filature actionnée par l'énergie hydraulique à Cromford, dans le Derbyshire. Elle employait 600 ouvriers, surtout des enfants, qui pouvaient faire le travail d'un nombre dix fois plus élevé de fileurs manuels. En 1775, un fabricant d'instruments mathématiques écossais, James Watt, s'associa avec le mécanicien de Birmingham Matthew Boulton pour produire des moteurs à vapeur qui pouvaient faire tourner des machines, hisser des charges énormes et, enfin, propulser des navires et des véhicules terrestres à des vitesses auxquelles on n'aurait pas rêvé auparavant.

Par l'intégration de ces inventions et de biens d'autres, la voie était ouverte au développement d'une manière de produire totalement nouvelle, fondée sur des usines tournant grâce à la vapeur et employant des centaines, voire des milliers de personnes. Dès la fin du siècle, il y avait cinquante usines semblables dans la seule région de Manchester. Il se passa peu de temps avant que des entrepreneurs, ailleurs en Europe et de l'autre côté de l'Atlantique, ne se mettent à imiter les nouvelles méthodes. Le monde des artisans urbains et de la sous-traitance rurale était en train de donner naissance à la cité industrielle.

Smith renversait la vision traditionnelle de l'origine de la richesse. Au début de la période médiévale, la richesse était considérée comme provenant de la terre. Puis, à partir des années 1500, les notions « mercantilistes » qui se concentraient sur la richesse en or et en argent devinrent de plus en plus populaires. Smith défia ces deux notions en affirmant que le travail humain était la source de la richesse. « Le travail annuel d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie », écrivait-il. « Le travail est donc la mesure réelle de la *valeur échangeable* de toute marchandise. » (...) Le travail était « improductif » lorsqu'il était immédiatement consommé sans contribuer à créer une nouvelle marchandise. Tel était le travail des « serviteurs subalternes » qui étaient employés comme domestiques. Une fois accompli, leur travail disparaissait. Un homme pouvait s'enrichir en employant de nombreux travailleurs productifs ; « il s'appauvrit à entretenir une multitude de domestiques. » Tout aussi

« improductif », ajoutait Smith, était « le travail de quelques-unes des classes les plus respectables de la société (...). Le souverain, par exemple, ainsi que tous les magistrats civils et militaires qui servent sous lui, toute l'armée, toute la flotte, sont autant de travailleurs non productifs. Ils sont (...) entretenus avec une partie du produit annuel de l'industrie d'autrui (...). Quelques-unes des professions les plus graves et les plus frivoles doivent être rangées dans cette même classe : les ecclésiastiques, les gens de loi, les médecins et les gens de lettres de toute espèce, ainsi que les comédiens, les facteurs, les musiciens, les chanteurs, les danseurs d'opéra, etc. ».

La doctrine de Smith était une violente charge contre eux. C'était aussi une attaque contre les propriétaires terriens qui vivaient de leurs rentes sans investir dans l'agriculture. Elle formulait comme exigence que le système marchand en cours de développement soit libéré des fardeaux qui le freinaient. C'était un programme de réforme de la Grande-Bretagne qui pouvait être interprété comme un programme révolutionnaire pour l'Europe. (...) De manière similaire, il argumentait en faveur des vertus du travail « libre ». L'esclavage pouvait sembler un moyen facile de faire des profits, mais, comme il empêchait les esclaves d'avoir l'initiative sur leur propre travail, il était plus coûteux à long terme que le travail libre. « Celui qui ne peut rien acquérir en propre ne peut avoir d'autre intérêt que de manger le plus possible et de travailler le moins possible », expliquait Smith.

Le soutien de la colonisation, de l'esclavage et du mercantilisme avait été nécessaire à la montée du capitalisme industriel, même si celui-ci commençait à sentir qu'il n'en avait plus besoin. Les pays qui n'étaient pas dotés d'un État capable de fournir de telles béquilles en souffrirent. C'était certainement le cas de l'Irlande, dont les capitalistes autochtones pâtirent lorsque les parlements de Westminster restreignirent leur commerce. C'était de plus en plus vrai de l'Inde, les fonctionnaires de la Compagnie anglaise des Indes orientales pillant le Bengale sans rien lui donner en retour. Une fois que le capitalisme britannique avait établi une position dominante, les classes capitalistes des autres pays avaient besoin du soutien de leur État si elles ne voulaient pas que leurs industries naissantes soient étouffées dans l'œuf.

Écrivant alors que le capitalisme industriel en était à ses tout débuts, Adam Smith ne pouvait pas encore voir que les systèmes de marché purs affichent une irrationalité propre. la tendance des producteurs à se concurrencer les uns les autres mène, non pas à un ajustement automatique de la production à la demande, mais à des augmentations massives de la production (les « booms ») suivies par des récessions tout aussi massives lorsque les producteurs ont peur de ne pas pouvoir vendre leurs marchandises avec profit. Il faudrait attendre encore quarante-cinq ans pour que le plus important successeur de Smith, David Ricardo, ajoute un chapitre à ses *Principes d'économie politique* reconnaissant que l'introduction des machines pouvait aggraver les conditions de vie des travailleurs. Il aurait fallu que Smith fasse un bond dans le futur pour pouvoir faire de même. Cela dit, ceux qui veulent présenter le travail de Smith comme l'alpha et l'oméga du capitalisme contemporain n'ont pas cette excuse.

Il n'y a pas d'harmonie d'intérêts, mais un affrontement entre les intérêts du maître et ceux des ouvriers : « C'est par la convention qui se fait habituellement entre ces deux personnes, dont l'intérêt n'est nullement le même, que se détermine le taux commun des salaires. Les ouvriers désirent gagner le plus possible ; les maîtres, donner le moins qu'ils peuvent ; les premiers sont disposés à se concerter pour élever les salaires, les seconds pour les abaisser. Il n'est pas difficile de prévoir lequel des deux partis, dans toutes les circonstances ordinaires, doit avoir l'avantage dans le débat, et imposer forcément à l'autre

toutes ses conditions. Les maîtres, étant en moindre nombre, peuvent se concerter plus aisément ; et de plus, la loi les autorise à se concerter entre eux, ou au moins ne le leur interdit pas, tandis qu'elle l'interdit aux ouvriers. Dans toutes ces luttes, les maîtres sont en état de tenir ferme plus longtemps. Un propriétaire, un fermier, un maître fabricant ou marchand, pourraient en général, sans occuper un seul ouvrier, vivre un an ou deux sur les fonds qu'ils ont déjà amassés. beaucoup d'ouvriers ne pourraient pas subsister sans travail une semaine. »

La logique de l'argumentation de Smith consistait à passer d'une critique des vestiges improductifs du « féodalisme » du point de vue des capitalistes industriels à une critique des capitalistes eux-mêmes, pour les considérer comme des parasites improductifs, vivant des profits engendrés par le travail des ouvriers. Cette logique fut transmise, par l'intermédiaire des écrits de Ricardo (qui attaquait les propriétaires terriens du point de vue du capitalisme industriel), aux premiers économistes socialistes des années 1820 et 1830, puis à Karl Marx. Les armes que le plus grand économiste des Lumières avait brandies pour lutter contre l'ordre ancien furent alors utilisées pour combattre le nouveau.

Smith se gardait bien de tirer de telles conclusions. Il y parvenait en combinant sa conception de la valeur comme provenant du travail avec une autre notion, opposée. Il affirmait que la valeur d'une marchandise dépendait des « revenus » combinés du propriétaire foncier, du capitaliste et de l'ouvrier. (...) malgré tout, Smith fut le premier à esquisser les traits fondamentaux du nouveau système économique en train de naître.

Sixième partie Le monde sens dessus dessous
--

## Chapitre 28

### Le prologue américain

Le dirigeant de la Virginie, Thomas Jefferson, persistait à déclarer, au début de l'année 1776, que les Américains n'avaient ni « aspiration ni (...) intérêt à se séparer » de la monarchie. Comment donc, à l'été 1776, les représentants des treize colonies, réunis en Congrès continental, en sont-ils venus à adopter la Déclaration d'indépendance, préparée par le même Jefferson, proclamant notamment que « tous les hommes sont créés égaux » ? À une époque où la déférence envers les rois et les aristocrates était la norme quasi universelle en Europe, cette déclaration était ouvertement révolutionnaire.

Les colonies avaient été fondées, un siècle et demi auparavant, avec le soutien de la Couronne britannique. Dans chacune d'elles, l'autorité politique suprême était concentrée entre les mains d'un gouverneur nommé par Londres. Pour autant, le véritable pouvoir était, dans chaque colonie, entre les mains de différents groupes socioéconomiques : les fermiers indépendants de la Nouvelle-Angleterre rurale ; les marchands et artisans des principales villes côtières ; les grands propriétaires terriens rivaux de l'État de New York, qui traitaient leurs métayers de manière presque féodale ; les négociants liés au commerce atlantique anglais, dans la ville de New York ; la famille Penn (qui nommait le gouverneur) et une poignée de riches familles *quakers* en Pennsylvanie ; enfin, les planteurs esclavagistes de Virginie et de carolines du Nord et du Sud, chez lesquels les Blancs pauvres n'avaient pas voix au chapitre. (...) De tels intérêts conflictuels avaient fait avorter, au début des années 1750, une tentative d'établir l'unité entre les colonies.

Dans chacune d'entre elles, les habitants se considéraient comme « Britanniques », et non « Américains ». (...) Le nombre de leurs habitants avait constamment augmenté jusqu'à en compter trois millions, ce qui représentait le tiers de la population britannique.

#### De la fêlure à la fracture

À Londres, on craignait que les colonies ne s'engagent dans des politiques contraires aux intérêts commerciaux britanniques ; et les colonies de leur côté soupçonnaient le gouvernement anglais de négliger leurs besoins. (...) Dans le système de marché mondial qui était en émergence, l'État avait un rôle économique à jouer, contrairement à ce que défendaient Adam Smith et ses adeptes (d'hier et d'aujourd'hui).

Il était inconcevable que les capitalistes britanniques n'exercent aucune pression sur la *gentry* qui gérait le Parlement pour faire valoir leurs intérêts – et il était tout aussi inconcevable que les capitalistes des colonies américaines s'abstiennent de répliquer par des contre-mesures politiques. (...) L'Angleterre surclassa la France dans les Indes occidentales, prit le contrôle du Bengale et conquit le Canada, posant ainsi les fondations d'un empire mondial. Mais la facture à payer en contrepartie fut particulièrement lourde. Il était logique, pour les ministres anglais, de faire supporter aux colons américains une partie du coût de la guerre. Après tout, raisonnaient-ils, les colonies avaient énormément bénéficié de l'échec des Français à contrôler la vallée du Mississippi et empêcher la colonisation de se répandre à l'Ouest.

Dès lors, la Grande-Bretagne imposa aux colons une série de mesures fiscales : une taxe sur la mélasse (sucre utilisé dans la fabrication du rhum) en 1764, un droit de timbre sur un ensemble de transactions en 1765, un *Quartering Act* (loi de cantonnement des troupes) visant à faire payer aux colons le coût de l'entretien des troupes britanniques en Amérique, et, en 1767, une taxe sur les importations. Chacune de ces mesures fit naître un profond ressentiment. (...) La France ne représentait plus un danger militaire et, si le gouvernement britannique avait besoin de nouvelles recettes, c'était pour alléger les impôts des grands propriétaires fonciers du Royaume-Uni. Et surtout, les colons se voyaient taxés pour des mesures sur lesquelles ils n'avaient pas leur mot à dire. Les colons insistaient sur le fait qu'en Grande-Bretagne la Chambre des communes pouvait opposer son veto à toute proposition gouvernementale en matière financière. Dès lors, sans aucun doute, les assemblées des différentes colonies devaient avoir le même pouvoir en Amérique, au risque sinon de voir leurs « libertés fondamentales » bafouées. Le langage de la protestation n'était pas encore révolutionnaire. Les colons revendiquaient leurs « libertés » en tant que sujets « britanniques ». Néanmoins, la formulation de ces doléances les conduisit, pour la première fois, à s'unir et à se mobiliser contre la Grande-Bretagne.

La mobilisation affecta différents niveaux de la société. Au sommet, des délégués des colonies se réunirent en un Congrès continental et appelèrent au boycott du commerce avec l'Angleterre jusqu'à ce que les taxes soient retirées. Cette approche eut pour résultat de subordonner toute action au petit groupe de négociants qui contrôlait le commerce. Mais d'autres forces battaient également le rappel, parmi lesquelles des groupes se dénommant eux-mêmes les Fils de la liberté, qui essaimèrent dans toutes les colonies, en 1765 et 1766. Ils n'étaient pas constitués de riches planteurs, de grands propriétaires, ni même de négociants prospères, mais d'hommes qui « occupaient une place entre l'élite et les véritables plébéiens », « des intellectuels dissidents, de petits commerçants intercoloniaux et des

artisans ». Ils ressemblaient beaucoup à la petite bourgeoisie paysanne (*middling sort*) qui avait joué un rôle si décisif dans la New Model Army lors de la révolution anglaise. Il y avait dans les villes coloniales une tradition de protestation populaire et d'émeutes.

En même temps qu'émerge tout mouvement de protestation, les structures de pensée et les mentalités évoluent sous l'effet des actions et conduisent elles-mêmes à de nouvelles actions. Ce fut à l'évidence le cas à New York et à Boston dans les années 1760. À New York, le peuple dressa des « mâtes de la liberté » en signe de protestation contre les actes des Britanniques. Chaque fois que les soldats les détruisaient, de nouveaux mâtes étaient érigés. Les tentatives du gouvernement anglais d'établir un nouveau système de perception des impôts ne fit que renforcer le sentiment du peuple d'être taxé de l'extérieur. Un sentiment qui culmina en mars 1770, à Boston, lorsque les soldats britanniques tirèrent sur la foule qui leur avait lancé de simples boules de neige, tuant cinq personnes : ce fut le massacre de Boston.

Avec l'abandon de toutes les taxes, sauf sur celle sur le thé, l'agitation américaine cessa. Cela ne signifiait cependant pas la fin de l'affaire. La colère contre toute tentative d'imposer une taxation était plus vive que jamais parmi ceux qui avaient subi la répression, à Boston et ailleurs. Dans les cercles dirigeants britanniques, la crainte que les colonies nourrissent le projet de rechercher la satisfaction de leurs propres besoins sans égard pour la mère patrie grandissait ; si une leçon ne leur était pas donnée, la désobéissance deviendrait une habitude impossible à briser, et tout l'intérêt de la colonisation serait réduit à néant.

#### Des boules de neige aux balles de mousquet

Il y a des moments dans l'histoire où une action infime peut mettre le feu aux poudres. Ce fut le cas dans le port de Boston en novembre 1773. Un navire de la Compagnie anglaise des Indes orientales déchargeait une cargaison de thé, avec laquelle les fils du gouverneur entendaient briser le boycott des taxes restant en vigueur. Pendant que des milliers de personnes protestaient sur le quai, une centaine d'activistes déguisés en Amérindiens montèrent sur le navire et jetèrent le thé par-dessus bord. Les leaders d'opinion coloniaux furent scandalisés. Benjamin Franklin parla d'un « acte d'injustice violent ». mais cet épisode trouva un écho puissant parmi ceux qui étaient déjà pleins d'aigreur contre le gouvernement anglais, et ce fut, pour celui-ci, la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Le gouvernement nomma un certain général Gage gouverneur du Massachusetts, avec pour mission de ramener l'ordre dans la colonie, envoya des troupes à Boston et édicta une série de lois, les *Intolerable Acts* (Actes intolérables), décrétant que les colons qui violaient la loi seraient jugés en Angleterre.

La question était désormais de savoir si les habitants des colonies auraient leur mot à dire sur les lois qui les gouvernaient – si, comme le formula Jefferson, « les 160 000 électeurs de l'île de Grande-Bretagne feraient la loi aux quatre millions des États d'Amérique » (oubliant fort à propos dans sa chère Virginie les esclaves noirs et beaucoup de Blancs pauvres n'avaient pas, eux non plus, voix au chapitre). Toutes les colonies étaient menacées. Elles furent traversées par une vague d'indignation et des comités surgirent pour lui permettre de s'exprimer. le boycott du thé se propagea, et les treize assemblées coloniales convinrent d'envoyer des délégués à un nouveau Congrès continental. (...) La sévérité des mesures prises par le gouvernement britannique signifiait que le boycott ne pouvait être limité aux seuls négociants. Il fallait le renforcer en organisant une résistance de masse. Dans chaque « comté, cité et ville », le peuple dut élire des comités faisant campagne contre l'achat ou la consommation de marchandises britanniques.

Que le Congrès continental le reconnaisse ou non, l'appel à la formation de comités imposant le boycott impliquait le remplacement révolutionnaire des vieilles institutions pas de nouvelles.

### Classes et confrontations

L'énergie nécessaire « venait du “peuple”, à la fois dans les foules et dans les comités révolutionnaires ». C'étaient des « mécaniciens » (artisans), se réunissant chaque semaine en session plénière, qui poussaient à l'établissement d'un comité « officiel », puis au remplacement de ses membres royalistes par « des mécaniciens, des marchands et des professionnels de degré inférieur ». À Philadelphie, une réunion de 1200 mécaniciens poussa les membres les plus jeunes de l'élite commerçante à appeler à un meeting de masse de plusieurs milliers de personnes pour constituer un comité. La transition d'un boycott « pacifique » à la guerre fut le résultat d'actions directes menées depuis la base de la société. Les troupes britanniques ayant tiré sur des miliciens défilant à Lexington, dans le Massachusetts, un artisan, Paul Revere, fit une chevauchée restée célèbre afin d'avertir les fermiers locaux qu'une colonne de tuniques rouges était en route pour saisir des armes cachées à Concord, près de Boston. Ce sont ces fermiers qui combattirent les Anglais à la bataille de Lexington, puis firent mouvement sur Boston pour assiéger la garnison britannique à Bunker Hill. Dans chaque cas, des membres des classes moyenne et inférieure durent balayer les hésitations des membres de la classe aisée liée aux Anglais.

Comme Edward Countryman ne souligne dans ses deux excellents livres consacrés à la révolution, la lutte n'avança que parce que le peuple mit en place de nouvelles institutions en opposition aux vieilles élites : « Entre 1774 et l'été 1776, ces comités firent à New York ce que des organisations identiques devaient accomplir à Paris entre 1789 et 1792, et en Russie en 1917. » (...) À New York, de riches marchands liés au commerce atlantique, des fonctionnaires dépendant du gouverneur et certains grands propriétaires fonciers se montrèrent très hostiles à toute action dirigée contre la Grande-Bretagne. À Philadelphie, la majorité de l'Assemblée de Pennsylvanie s'opposa farouchement à l'indépendance. Or la guerre contre l'Angleterre ne pouvait être victorieuse sans le soutien de ces deux villes. Et un tel soutien ne pouvait être que le résultat d'un défi lancé aux vieilles élites économiques et politiques. Il fallait que des hommes nouveaux, plus radicaux, essentiellement issus de l'artisanat et du petit commerce plutôt que de la couche des riches marchands ou des propriétaires, parviennent à conquérir le contrôle des comités, lesquels, décidant de ce qui pouvait être importé et exporté, exerçaient une énorme influence sur la vie urbaine.

### Des brochures comme armes

Briser ces habitudes et cette déférence nécessitait à la fois une agitation et une propagande massives. L'agitation de masse prenait la forme de débats en faveur du boycott, de défilés contre les briseurs de boycott, et du saccage des bâtiments. La propagande consistait à reprendre les arguments développés pour soutenir les anciens modes de pensée et à les détruire. Dans la seule année 1776, plus de 400 brochures et pamphlets furent publiés, ainsi qu'une grande quantité de journaux et de périodiques. Mais le rôle décisif fut tenu par un pamphlet de quarante pages écrit par un Britannique immigré de fraîche date, Tom Paine. (...) Ce pamphlet, rédigé dans le langage de l'artisan et du marchand plutôt que dans celui du gouverneur et des parlementaires, n'était pas seulement une œuvre d'agitation. Il s'attachait à fournir des arguments généraux pour justifier les revendications de l'agitation, adoptant ainsi

certaines idées intellectuelles en circulation du siècle précédent – celles de Hobbes, Locke, Voltaire et, probablement, de Rousseau – en les présentant de telle sorte que n'importe quel lecteur puisse les comprendre. Familiarisé avec les idées des Lumières lors de conférences scientifiques populaires ou dans des clubs de débat en Angleterre, il les retranscrivait désormais dans le langage du peuple, proclamant avec insistance qu'un «honnête homme a plus de valeur pour la société que tous les ruffians couronnés qui ont vécu ».

*Le Sens commun* connut un succès stupéfiant, se vendant peut-être à 150 000 exemplaires. Le politicien de Pennsylvanie Benjamin Rush raconta plus tard : « Ses effets sur l'esprit américain furent soudains et vastes. Il fut lu par des hommes publics, répété dans des clubs, déclamé dans les écoles, et prononcé, à une occasion, en lieu et place d'un sermon par un homme d'Église. » Ce fut l'un des moments de l'histoire au cours desquels les discussions amènent soudain les gens à voir les choses différemment. Le mouvement radical de Pennsylvanie y gagna en ardeur et se montra prêt à prendre des mesures révolutionnaires.

De nombreux riches marchands et grands propriétaires restaient loyaux envers la monarchie et continuaient à influencer des segments de la population qui n'avaient pas été impliqués dans la lutte des deux années précédentes. Ils gagnèrent trois sièges sur quatre dans une élection qui était vitale pour le contrôle de l'Assemblée (...). Les partisans radicaux de l'indépendance comprirent qu'une seule voie s'ouvrait à eux celle qui avait été choisie par la New Model Army pendant la révolution anglaise et qui devait l'être, à nouveau, par la révolution russe cent cinquante ans plus tard) : il leur fallait construire un mouvement militant en dehors de l'Assemblée pour renverser sa décision.

Une réunion de 4000 personnes appela à une convention de délégués pour décider de l'avenir de la colonie, et l'appel reçut le soutien du Comité de soldats (*Committee of Privates*), constitué de représentants de la milice de la colonie. La vieille Assemblée, n'ayant pas de force armée à sa disposition, fut soudain privée de tout pouvoir. Elle fut ajournée le 14 juin, pour ne plus jamais se réunir, et, le 18 juin, la convention adopta la Constitution la plus radicale qui n'ait jamais existé. Celle-ci donnait le droit de vote à 90% de la population masculine, mais le refusait à quiconque n'abandonnerait pas toute allégeance à la royauté. Le terrain était défriché pour la Déclaration d'indépendance, qui fut votée par le Congrès continental quelques jours plus tard. La fondation des tout nouveaux États-Unis ne fut possible que parce que la fraction de la population de Pennsylvanie qui était favorable à l'indépendance prit des mesures « dictatoriales » contre ceux qui étaient résolus à rester soudés à la monarchie.

### La guerre civile dans la révolution

La révolution américaine est souvent présentée comme ayant fait couler peu de sang, réduite à quelques batailles rangées entre deux armées régulières. En réalité, l'élément de « guerre civile » dont elle était porteuse a abouti, dans certains endroits, à des épisodes extrêmement sanglants. La région de la Tryon Valley, dans l'État de New York, était contrôlée par une puissante famille de propriétaires royalistes, les Johnson, qui entreprirent de mater toute forme d'opposition. « À la fin de la guerre, selon certaines estimations, 700 bâtiments avaient été brûlés, 12 000 fermes abandonnées, des centaines de milliers de boisseaux de céréales détruits, près de 400 femmes de rebelles étaient devenues veuves et 2000 enfants de révolutionnaires orphelins. » Dans les lieux où les insurgés étaient en position de force, des mesures limitant les « droits de l'homme » durent être prises pour empêcher les royalistes d'apporter leur aide aux forces britanniques. Ainsi, des comités censurèrent les

publications des royalistes, confisquèrent les terres de ceux qui rejoignaient leur armée, et annulèrent les dettes envers les marchands et financiers ennemis ; des foules enduisirent de goudron et de plumes des juges royalistes et promènèrent des *tories* nus dans les rues. (...) Pas moins de 20 000 royalistes quittèrent la ville (de New York) sur les vaisseaux anglais en 1783. Si la lutte avait commencé comme une « *tea party* », elle ne s'achevait certainement pas comme une partie de plaisir.

En même temps que la guerre traînait en longueur et que les privations s'accroissaient, les comités devaient empêcher les exportations de denrées alimentaires dans les secteurs aux mains des royalistes et s'assurer que le peuple qui soutenait le mouvement avait de quoi se nourrir. Ils taxèrent plus lourdement les riches, contrôlèrent les prix et confisquèrent les domaines des traîtres. Ces mesures étaient nécessaires pour gagner la guerre, mais il s'agissait également de mesures qui bénéficiaient aux pauvres aux dépens des riches. La révolte prenait forcément une dimension sociale en même temps que nationale.

Elle n'aurait pu réussir autrement. La stratégie britannique consistait à isoler les colonies les unes des autres en s'emparant de New York, à provoquer des souffrances en bloquant le commerce côtier, puis à mettre en mouvement des armées puissantes pour prendre des sites et des villes clés. (...) Le gouvernement britannique comptait de nombreux collaborateurs à New York, et il y en eut davantage encore après que les Anglais eurent pris Philadelphie. (...) Si la stratégie britannique échoua finalement, ce fut pour une seule raison : les comités et l'agitation avaient cimenté la masse du peuple à la cause de la rébellion. Aussi longtemps qu'une résistance de masse persistait, l'armée rebelle pouvait épuiser les forces royalistes en faisant retraite devant elles et en choisissant le moment le plus adapté à une attaque surprise.

La guerre ne fut à aucun moment simplement réductible à la question des classes. En Virginie, les planteurs les plus riches s'étaient engagés avec entrain dans la lutte : George Washington, un planteur, commandait l'armée américaine, et Thomas Jefferson, également possesseur d'esclaves, rédigea la Déclaration d'indépendance. À New York, certains propriétaires terriens et certains marchands soutenaient les Anglais, tandis que d'autres se rallièrent au camp opposé. En Pennsylvanie, même un nanti comme Benjamin Franklin parvint finalement à s'affranchir de ses réseaux amicaux au sein de l'*establishment* politique local pour devenir un indépendantiste fervent.

Enfin, l'une des clés du succès résida dans l'alliance que contractèrent les indépendantistes avec la monarchie française, contre la Grande-Bretagne. Tandis que des conseillers français aidaient Washington à guider l'armée rebelle, la marine française s'employait à livrer des armes et à affaiblir l'emprise du blocus anglais. De la même manière que des fractions de la classe supérieure avaient choisi le camp de la rébellion, de nombreux représentants des classes inférieure et moyenne ne s'étaient pas engagés dans la lutte pour l'indépendance. (...) Dans certaines contrées des Carolines du Nord et du Sud, des paysans pauvres prirent les armes et rejoignirent le camp conservateur à cause de leur ressentiment à l'égard de planteurs favorables à l'indépendance, ce qui conduisit, dans les deux camps, à des représailles sanglantes. Les Britanniques parvinrent même à gagner davantage de soutien que les armées révolutionnaires auprès de deux groupes les plus opprimés d'Amérique du Nord : les esclaves noirs et les Amérindiens.

Pourtant, la révolution américaine fut bien plus que l'indépendance politique des colonies vis-à-vis de la Grande-Bretagne. La société qui émergea de la guerre s'était

débarassée des caractéristiques appartenant au passé précapitaliste. Les droits féodaux des grands propriétaires fonciers de New York disparaissaient. La déférence du peuple envers les « grandes familles » était ébranlée. Dans les colonies du Nord et du centre, des centaines de milliers de personnes étaient acquises aux idées d'égalité des hommes et de libération de l'oppression, des idées applicables aussi bien aux Noirs qu'aux Blancs. Pour de nombreux Européens adeptes des Lumières, le langage de la Déclaration d'indépendance paraissait un accomplissement, dans la vie réelle, de leurs idéaux.

## Chapitre 29

### La révolution française

---

« Ici et aujourd'hui commence une ère nouvelle dans l'histoire du monde », écrivait Goethe, le représentant le plus éminent des Lumières en Allemagne, à l'été 1792. (...) Les forces de la Révolution française avaient vaincu les armées de la moitié des monarchies d'Europe.

Dix ans plus tôt, rien n'aurait paru plus absurde que l'idée d'une révolution en France, sans même parler d'un embrasement européen. La monarchie française régnait depuis plus d'un millénaire et jouissait d'un pouvoir incontesté depuis cent quarante ans. Louis XIV, le « roi soleil », et son grand palais de Versailles symbolisaient la consolidation d'un « absolutisme » installé dans la durée et qui avait fait de la France la plus grande puissance d'Europe. Tel avait été l'héritage de ses successeurs Louis XV et Louis XVI.

Pourtant, à l'été 1789, ce pouvoir avait brusquement commencé à se désintégrer. Le roi, Louis XVI, avait convoqué les représentants des trois « états » qui constituaient la société française – le clergé, la noblesse et le reste de la population, le « tiers-état » - pour discuter des augmentations d'impôts. Mais les représentants du tiers-état, refusant aussi bien de s'incliner devant les nobles que de faire ce que le roi leur demandait, se proclamèrent « Assemblée nationale ». Réunis dans une salle de jeu de paume après avoir été expulsés par le roi, ils firent le serment de ne pas se séparer tant qu'il ne leur aurait pas donné une constitution. Le roi répondit en appelant 20 000 soldats et en renvoyant son ministre principal, Necker, suspecté de sympathies pour l'appel à la réforme.

Les délégués du tiers état étaient tous issus de la classe moyenne respectable, et même de ses éléments les plus riches pour la plupart. La moitié d'entre eux étaient des avocats, le reste essentiellement des négociants, des banquiers, des hommes d'affaires ou des propriétaires terriens. Il n'y avait pas un seul artisan ou paysan. Presque tous étaient convaincus de la pertinence de la monarchie, quoique « constitutionnelle », et de la nécessité, dans tout système électoral, d'un suffrage censitaire fondé sur la propriété. Mais ils n'étaient pas prêts à être purement et simplement rabroués, et les discussions de Versailles créèrent une effervescence parmi une foule de Parisiens, qui ne s'étaient jusqu'alors jamais intéressés à la politique. Des clubs virent le jour, constitués au début de membres aisés de la classe moyenne, où l'on discutait des événements. Quantité de gazettes et de brochures parurent. Près de 400 représentants de la classe moyenne parisienne se réunirent à l'Hôtel de Ville et se proclamèrent conseil municipal, ou « Commune ».

## La prise de la Bastille et ses suites

Les rumeurs d'un coup d'État militaire imminent agitaient comme jamais les Parisiens. Le 12 juillet, des habitants des quartiers pauvres manifestèrent massivement, saisissant tous les mousquets qu'ils pouvaient trouver. Deux jours plus tard, une foule se dirigea vers le symbole de la domination royale sur la ville, la forteresse de la Bastille, avec ses remparts de trente mètres de haut et ses fossés de vingt-cinq mètres de large. (...) La foule était déterminée à s'en emparer. Les défenseurs ouvrirent le feu avec leurs canons. Trois heures de tirs suivirent, faisant quatre-vingt-trois victimes. Le peuple amena les canons qu'il avait pris aux invalides. Après avoir menacé de faire sauter la forteresse et le quartier populaire qui l'entourait, le commandant livra la Bastille au peuple. La révolution avait pris le contrôle de la capitale – un exemple bientôt imité, de ville en ville, dans tout le pays.

La chute de la Bastille fut le premier tournant important de la Révolution. L'action des Parisiens donna à l'Assemblée nationale l'audace de décréter l'abolition du féodalisme (même si elle attendait des paysans qu'ils versent des compensations pour la disparition des droits féodaux) et de voter une « déclaration des droits de l'homme » comparable dans sa tonalité à la déclaration d'indépendance américaine. Une nouvelle action des masses mit en échec une autre tentative, de la part du roi, d'organiser un coup d'État militaire. Les femmes des quartiers pauvres marchèrent sur Versailles à la tête de 20 000 hommes armés. Elles pénétrèrent dans le palais et obligèrent le roi à rentrer avec elles à Paris, où il serait mis sous surveillance populaire.

On était encore loin, très loin, d'un renversement de la monarchie. La foule qui avait attaqué la Bastille et les femmes qui avaient marché sur Versailles l'avaient fait en grande partie de leur propre initiative, poussées par la pénurie de nourriture qui frappait les quartiers pauvres aussi bien que par la haine des amis aristocrates du roi. Mais elles acceptaient toujours la direction des représentants officiels du tiers état, des hommes issus de la couche supérieure de la classe moyenne qui ne désiraient que des changements limités. Ceux-ci concentrèrent la nouvelle force armée de Paris entre les mains d'une garde nationale recrutée presque exclusivement parmi les éléments aisés de la classe moyenne. À ses destinées présidait La Fayette, aristocrate et ancien général, dont les certificats « démocratiques » provenaient de son action comme conseiller militaire français dans la guerre d'indépendance américaine. Sous sa direction, l'Assemblée se mit en devoir de rédiger une constitution qui restreignait le suffrage, par un système censitaire rigoureux, aux soi-disant citoyens actifs, et qui laissait au roi le pouvoir de suspendre les lois nouvelles pendant deux ans. On attendait du peuple qu'il se réjouisse d'un ordre nouveau bâti autour de l'« unité » du roi et de l'assemblée, des riches et les pauvres. Ce fut le cas de beaucoup, du moins au début. Il y eut un sentiment général de libération et d'exaltation lorsque le roi, les ex-aristocrates, la classe moyenne et les masses parisiennes célébrèrent ensemble le premier anniversaire de la prise de la Bastille lors d'une grande fête de la Fédération.

Mais le sentiment d'unité ne dura pas. Les aristocrates, même s'ils conservaient leurs richesses, ressentaient amèrement la perte de leurs anciens privilèges. Nombreux furent ceux qui émigrèrent à l'étranger, d'où ils conspirèrent en lien avec ceux qui étaient restés au pays pour œuvrer au renversement de la Révolution. Le roi et la reine entretenaient une correspondance secrète avec d'autres monarques, les exhortant à une intervention militaire. (...) Dans les grandes villes et sur les marchés, l'agitation se diffusait, provoquée par la pénurie alimentaire, les hausses de prix et le chômage, et se mêlait à une haine des aristocrates et des spéculateurs. Les idées étaient alors en effervescence, encouragées par la prolifération

des journaux – ils furent 250 à voir le jour dans les six derniers mois de 1789 – et l'influence des clubs politiques. Le plus connu était le club des Jacobins, à Paris, conduit par un avocat originaire d'Arras, Robespierre, et auquel correspondaient quantité d'autres clubs similaires dans tout le pays. Le club des Cordeliers – plus populaire grâce à une adhésion moins coûteuse – était animé par Danton, lui aussi avocat. Ses membres étaient très influencés par le quotidien de Jean-Paul Marat, *L'Ami du peuple*.

Pourtant, pendant plus deux ans, la monarchie constitutionnelle « modérée » de La Fayette domina la scène politique. La tentative du roi de fuir Paris, en juin 1791, pour rejoindre des armées contre-révolutionnaires rassemblées près de la frontière, ne fut mise en échec que par la promptitude d'un maître de poste villageois à faire appel à la milice locale. La faction dominante de l'Assemblée rejeta toute atteinte à la monarchie. « La Révolution est terminée », proclamaient ces députés, se faisant l'écho d'une rumeur affirmant que le roi avait été enlevé. (...) Jean-Paul Marat fut contraint de se cacher, s'exilant momentanément en Angleterre. Les lois Le Chapelier interdirent les syndicats et les grèves. La Garde nationale ouvrit le feu sur des milliers de personnes faisant la queue pour signer une pétition républicaine sur le Champ de Mars – le lieu de la fête de la Fédération quelque douze mois plus tôt. Cinquante personnes furent tuées, dans un massacre rarement mentionné par ceux qui larminoient sur le sort qu'allait connaître plus tard la reine Marie-Antoinette.

Cependant, la répression ne pouvait endiguer la montée de l'agitation populaire. La pénurie, la vie chère et le chômage poussaient au désespoir les artisans et les petits commerçants (appelés « sans-culottes » parce qu'ils ne portaient pas la culotte des classes aisées), ainsi que les journaliers. En janvier et février 1792, Paris connut plusieurs émeutes de la faim, tandis que dans les campagnes des bandes de paysans miséreux assaillirent les marchés pour imposer des baisses de prix sur le blé et le pain. Hébert, un Jacobin, publiait un journal, *Le Père Duchesne*, spécialement destiné à un lectorat sans-culotte. Jacques Roux, un prêtre populaire qui exerçait dans les quartiers les plus indigents, mit sur pied un contingent de partisans qui exaltaient la haine élémentaire des pauvres pour les aristocrates et les riches ; ils furent bientôt désignés par leurs ennemis sous le nom d'« Enragés ». Un nombre toujours plus grand de sans-culottes adhéraient aux clubs politiques et se massaient dans les réunions périodiques des « sections » des quartiers de Paris. Une organisation révolutionnaire de femmes dirigée par une ancienne actrice, Claire Lacombe, rassembla et unifia celles qui avaient participé aux protestations de la faim et à la marche de Versailles.

La répression ne pouvait pas non plus ignorer les divisions au sommet de la société. Le roi et la reine continuaient à comploter avec les armées contre-révolutionnaires étrangères. Les « modérés » qui tenaient les rênes du gouvernement se retournèrent les uns contre les autres, déchirés entre la peur des complots et la crainte des masses d'en bas. À l'intérieur du club des Jacobins, un groupe connu sous le nom de Brissotins (du nom d'un de leurs dirigeants, Brissot) ou de Girondins, dont les membres se considéraient comme moins radicaux que Robespierre et Danton, commença à manœuvrer pour remplacer La Fayette.

Chacun de ces groupements rivaux voyait une solution simple à leurs problèmes : la guerre contre les armées étrangères massées aux frontières du Nord de la France. Le roi pensait que la guerre mènerait à la défaite face à des troupes étrangères qui le rétabliraient dans tous ses pouvoirs. La Fayette comptait sur ce tremplin pour devenir un dictateur potentiel. Les Girondins espéraient bénéficier d'une vague d'enthousiasme nationaliste. L'opposition la plus déterminée à la guerre venait de Robespierre, si souvent représenté par les historiens et les romanciers populaires comme un monstre assoiffé de sang. Il proclamait,

au club des Jacobins, qu'un conflit ouvrirait la porte à la contre-révolution. Mais il ne put empêcher les Girondins de s'entendre avec le roi pour former un gouvernement et déclarer la guerre à l'Autriche et à la Prusse en avril 1792.

### La guerre révolutionnaire

Les débuts de la guerre furent désastreux. L'armée française subit de sévères défaites – en partie parce que ses généraux avaient tendance à passer à l'ennemi – et le roi essaya de tirer parti du chaos qui en résultait comme, excuse pour se débarrasser des Girondins. Le duc de Brunswick proclama, au nom des armées d'invasion, qu'il exercerait une « vengeance exemplaire » en cas de victoire et qu'il « livrerait Paris à la soldatesque et punirait les rebelles comme ils le méritaient ».

La menace de contre-révolution eut l'effet inverse de celui désiré. Elle provoqua une nouvelle montée de l'activité des masses, qui craignaient que tout ce qu'elles avaient gagné au cours des trois dernières années ne soit anéanti par une invasion étrangère. Des milliers de personnes, « citoyens passifs » considérés comme trop pauvres pour voter, affluèrent dans les *sections*, ces assemblées régulièrement tenues dans chaque quartier de Paris. Un appel de l'assemblée nationale à des volontaires pour combattre l'invasion contre-révolutionnaire recueillit 15 000 signatures rien qu'à Paris. Les fédérés, partisans enthousiastes et actifs de la Révolution dans les provinces, commencèrent à marcher vers la capitale – notamment ceux de Marseille, dont le chant de marche devait devenir l'hymne de la Révolution. Quarante-sept sections, sur les quarante-huit que comptait Paris, exigèrent la proclamation de la République. Les unités de la Garde nationale stationnées dans les quartiers miséreux étaient de plus en plus influencées par l'humeur révolutionnaire.

Les pauvres n'étaient pas les seuls à redouter une contre-révolution : les fractions radicales de la classe moyenne dirigées par Robespierre, Danton et Marat sentaient que la défaite leur serait fatale si elles n'intensifiaient pas la Révolution. C'est ce qu'elles firent le 10 août 1792, deuxième grand tournant de la Révolution. Des dizaines de milliers de sans-culottes des sections se lièrent aux fédérés pour marcher sur le palais des Tuileries. Des gardes nationaux, censés défendre le roi, se joignirent à l'insurrection, qui battit les troupes royales à l'issue d'une bataille dans laquelle 600 royalistes et 370 insurgés furent tués.

Les masses parisiennes avaient à nouveau le contrôle de la ville. L'Assemblée, constituée de représentants « modérés » élus au suffrage censitaire moins d'un an auparavant, s'inclina devant le nouveau pouvoir. Elle vota la suspension du roi, reconnut la nouvelle Commune révolutionnaire fondée sur les sections parisiennes et organisa de nouvelles élections sur la base du suffrage universel masculin. Les Girondins obtinrent la majorité et la direction du gouvernement, mais durent céder trois postes aux jacobins – notamment à Danton, qui devint ministre de la Justice.

Ces changements n'étaient pas, à eux seuls, suffisants pour vaincre la menace extérieure. L'armée française continua à essuyer des revers et les armées étrangères – désormais rejointes par les émules de La Fayette – à marcher sur Paris. La capitale grouillait de hordes de nobles et de royalistes, nombre d'entre eux enfermés dans des prisons mal gardées, qui attendaient l'occasion de se venger des humiliations subies. Le corps des officiers de l'armée et l'administration gouvernementale étaient truffés de sympathisants royalistes. Seuls deux éléments pouvaient atténuer la menace pesant sur la révolution : d'une part envoyer au front, pour faire face à l'ennemi, un grand nombre de volontaires

révolutionnaires voulant en découdre et, d'autre part, à l'arrière, passer à l'action de façon décisive pour mettre les monarchistes et les aristocrates hors d'état de nuire. Les Girondins, qui dominaient le gouvernement, n'étaient capables de mener à bien aucune de ces deux tâches. Mais Danton faisait montre de l'énergie nécessaire pour canaliser le sentiment populaire. « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace » était son slogan pour amener les volontaires révolutionnaires des quartiers pauvres de Paris à insuffler une vie nouvelle dans les armées du front.

À Paris également, les masses jouèrent un rôle décisif. Encouragées par Marat, elles prirent en main l'écrasement de la Contre-Révolution à l'arrière. Elles descendirent dans les prisons et exécutèrent sommairement tous ceux qu'elles pensaient être royalistes : cet épisode deviendra connu sous le nom de « massacres de Septembre ». Cette action était la réponse d'une foule qui savait qu'elle connaîtrait elle-même la potence ou la guillotine si l'ennemi prenait Paris, et qui savait aussi que beaucoup d'individus haut placés étaient prêts à collaborer avec cet ennemi. Elle avait déjà vu souffrir des amis et des voisins – dans les massacres du Champ de Mars, dans la boucherie du front où les officiers sympathisaient avec l'ennemi, et de la faim causée par la pénurie de pain. Malheureusement, dans la panique et en l'absence d'une organisation qui leur fût propre pour les guider, les foules furent facilement portées à des tueries sans distinction dans les prisons, de telle sorte que des prisonniers ordinaires furent frappés de la même manière que les opposants enragés à la Révolution. Cependant, l'action eut pour effet d'intimider et de neutraliser la cinquième colonne royaliste dans la ville.

Le 20 septembre, l'armée révolutionnaire stoppa l'avance des forces d'invasion à Valmy. Le jour suivant, la nouvelle Convention – le premier corps législatif de l'histoire à être élu par toute la population masculine majeure – abolissait la monarchie et proclamait en France la « République une et indivisible ». Non seulement la royauté était supprimée, mais disparaissaient aussi de très nombreux éléments qui auraient été considérés comme inamovibles à peine trois ans auparavant. Les vestiges du féodalisme furent balayés dans les faits comme en paroles, à l'image des dîmes que le peuple avait été contraint de payer pour entretenir évêques et abbés dans le luxe. Les superstitions de l'Église n'étaient désormais plus soutenues par la puissance de l'État. Des projets pour encourager l'éducation et étendre la connaissance scientifique furent élaborés, introduisant les idées des Lumières dans la vie de tous les jours. Les postes d'octroi, impôts intérieurs qui handicapaient les circuits commerciaux au bénéfice de notables locaux, furent supprimés. Dans les unités de la milice de volontaires, au front, les soldats du rang votèrent pour que certains de leurs camarades deviennent officiers.

Il n'est pas surprenant que Goethe ait pensé qu'une ère nouvelle avait commencé. Pourtant, la Révolution était loin d'être terminée. Les deux années suivantes furent celles d'un approfondissement de la radicalisation, aussi bien dans le gouvernement qu'à la base de la société. Puis, à l'été 1794, la vague révolutionnaire retomba soudainement, permettant à de nouvelles inégalités et à d'anciens privilèges de réapparaître dans ce qui devait devenir, finalement, une nouvelle monarchie. Au cours de ce processus se produisit la fameuse « Terreur », qui a empêché tant de gens de comprendre – et d'aimer – la Révolution. L'exécution du roi, décidée à une majorité très étroite, fut suivie de l'exécution de nombreux aristocrates, ainsi que de la reine. Puis les Jacobins envoyèrent les dirigeants girondins à la guillotine ; Robespierre et Saint-Just firent guillotiner Danton et Hébert ; et finalement, Robespierre et Saint-Just eux-mêmes furent envoyés à l'échafaud par les thermidoriens – une coalition d'anciens partisans des Girondins et de Danton et Hébert. C'est ce spectacle sinistre

qui popularisa le diction « la révolution dévore toujours ses propres enfants » - et, avec lui, l'implication que les révolutions sont toujours des entreprises futiles et sanglantes.

Cette généralisation est inexacte. La révolution anglaise n'a pas dévoré ses dirigeants – cette tâche a été laissée aux bourreaux de la restauration -, pas plus que la révolution américaine. Et c'est également une observation qui empêche malheureusement de comprendre les véritables forces alors à l'œuvre en France.

### Les racines de la Révolution

Au sommet de la vieille société – généralement désignée sous le nom d' « Ancien Régime » - trônaient la monarchie et la noblesse. L'aristocratie féodale traditionnelle de la noblesse d'épée conservait en France une position privilégiée qu'elle avait perdue depuis longtemps en Grande-Bretagne. La monarchie française avait, au cours des siècles, réduit considérablement le pouvoir indépendant des grands seigneurs, en utilisant les villes et la nouvelle classe des bourgeois fortunés comme contre-poids à l'influence des grands aristocrates. Les souverains des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles avaient donné à cela une expression institutionnelle en vendant des positions dans l'administration de l'État et les tribunaux aux enfants des classes possédantes, qui devinrent bientôt une nouvelle noblesse héréditaire, la noblesse de robe. Ce groupe dominait les cours de justice (les « parlements ») qui appliquaient les décisions royales.

Il existait enfin une autre forme de noblesse, constituée par les « princes » de l'Église : les évêques et les abbés. Ceux-ci jouissaient de richesses semblables à celles des grands aristocrates, tandis que l'ensemble des prêtres vivait dans des conditions qui n'étaient guère préférables à celles des paysans. Les membres du haut clergé devaient leur situation au patronage royal qui, à son tour, dépendait de l'influence de la cour. (...) Comme les nobles, les membres du haut clergé ne payaient pas d'impôts, mais percevaient les rentes et les droits féodaux de grands domaines fonciers ainsi que les dîmes de l'Église. Aucune fraction importante de la noblesse ne manifestait le désir de renoncer à ses privilèges.

À l'époque, la France connaissait une croissance industrielle considérable, en particulier dans la production artisanale rurale. Selon une estimation fiable, l'économie eut un taux de croissance de 1,9% par an pour l'ensemble du XVIII<sup>e</sup> siècle. La production textile s'accrut de 250%, celle du charbon fut multipliée par sept ou huit, et celle de l'acier passa de 40 000 à 140 000 tonnes. En 1789, un cinquième de la population française était employé dans l'industrie ou l'artisanat.

La classe fortunée des grands négociants ( en particulier dans les ports de l'Atlantique liés aux colonies sucrières des indes occidentales), des « fabricants » et, parfois, des industriels (comme la poignée de monopolistes qui contrôlaient l'industrie de l'imprimerie) croissait en taille et en richesse. La position des riches bourgeois constituait une anomalie. En termes formels et légaux, ils étaient inférieurs à tout membre de la noblesse, mais ils étaient souvent plus riches, et capables d'exercer une influence considérable sur la monarchie. De plus, ils pouvaient acquérir des terres qui leur donnaient des droits féodaux sur la paysannerie et pouvaient tirer profit des fonctions de « fermiers » d'impôts pour le régime. En dessous d'eux, les bourgeois subalternes étaient complètement dépourvus de toute influence. Mais eux aussi, souvent, utilisaient l'argent que leurs familles avaient gagné dans le négoce, la boutique ou l'artisanat de luxe pour investir dans des domaines fonciers ou pour acheter des charges professionnelles. Ces deux groupes de la bourgeoisie ressentaient avec amertume la

discrimination exercée contre eux par les aristocrates, mais ils ne se positionnaient pas pour autant face à la monarchie absolue. En réalité, ils pouvaient tout aussi bien s'en remettre au roi pour les protéger contre l'aristocratie.

Coincés entre la bourgeoisie et les pauvres des villes se trouvaient les commerçants et les artisans. Ils s'étaient traditionnellement appuyés sur les guildes et corporations parrainées par l'État pour réguler les prix et protéger leurs revenus. Or le développement du marché rendait ce soutien de moins en moins efficace pour leur garantir une sécurité. Un changement soudain dans les conditions du marché pouvait avoir pour résultat de les priver de revenu, tandis que l'augmentation du prix du pain après de mauvaises moissons – comme à la fin des années 1780 et à nouveau au début des années 1790 – pouvait les amener à un état proche de la famine. De plus, une proportion croissante de la main d'œuvre des artisanats et des petits commerces était composée de journaliers – employés – qui ne pouvaient espérer posséder leur propre entreprise. Ceux-ci avaient peu de choses en commun avec les artisans et commerçants qui demeuraient conservateurs et de mentalité corporative.

La paysannerie constituait l'essentiel de la société française. Elle variait énormément d'une région à une autre. Dans quelques rares endroits, elle avait subi des mutations semblables à celles intervenues en Grande-Bretagne, avec l'émergence d'agriculteurs capitalistes employant des techniques innovatrices. Le nombre de paysans dont la production était orientée vers le marché (par la culture de la vigne ou par le filage et le tissage combinés au travail de la terre) y était plus important, mais leurs exploitations demeuraient de taille réduite. Beaucoup louaient des terres à des propriétaires, ou partageaient les récoltes avec ceux-ci, ce qui les laissait sans ressources pour entreprendre des améliorations agricoles, même si certains pouvaient employer un nombre limité de salariés. Enfin, pour un très grand nombre, malgré l'absence du servage formel, les conditions d'existence restaient peu différentes de celles de l'époque médiévale. Pourtant, presque tous ces paysans avaient des caractéristiques communes. Ils se sentaient comme possesseurs de la terre, même s'ils devaient payer des redevances féodales aux propriétaires, des dîmes à l'Église qui pouvaient atteindre 9% de la récolte, et, la plupart du temps, pour couronner le tout, des fermages. Pire, ils devaient payer de lourds impôts dont la noblesse et le clergé étaient exemptés. Ces charges avaient pour résultat d'immenses souffrances si la récolte était mauvaise ou si le prix des marchandises qu'ils devaient acheter venait à augmenter.

La bourgeoisie, en tant que classe, ne s'est certainement pas opposée farouchement à l'ordre ancien. Elle avait, au cours des siècles, grandi à l'ombre de cet ordre et lui était liée, tant idéologiquement que financièrement, par mille attaches. Les personnalités dirigeantes de la Révolution n'étaient pas des financiers ou des capitalistes industriels, mais des avocats, comme Danton et Robespierre, des journalistes, comme Desmoulins, ou même d'anciens médecins de la classe dominante, comme Marat. Pour autant, les conclusions tirées par les révisionnistes sont fondamentalement erronées. L'entrelacement de leurs intérêts n'a pas empêché la bourgeoisie et la noblesse d'être attirées par des conceptions opposées de la société française. L'une était tournée vers le passé, défendant bec et ongles les privilèges aristocratiques et les droits féodaux contre tout changement. L'autre portait son regard vers une société construite autour de l'égalité formelle du marché, où la seule ascendance ne pouvait freiner un homme déterminé à réussir. Certes, la bourgeoisie a maintes fois hésité devant les mesures nécessaires pour mettre au monde ce modèle de société. Mais au moment du triomphe de celui-ci, elle n'a certainement pas pris avec dégoût le chemin de l'exil, comme le firent la plupart des aristocrates.

La division de la société autour de ces pôles opposés n'a pas été, pour commencer, provoquée par la bourgeoisie, mais par la réaction aristocratique. À l'instar des révolutions anglaise et américaine, les premiers soulèvements ne furent pas provoqués par des exigences nouvelles de la part de la masse du peuple, mais par la tentative de l'Ancien Régime de faire reculer les choses.

L'argent était devenu, dans les années 1780, la préoccupation centrale de la monarchie française. Elle avait dépensé des sommes colossales lors de la guerre de Sept Ans contre l'Angleterre et la Prusse, et plus encore dans la guerre américaine contre la Grande-Bretagne. La banqueroute menaçait si elle ne trouvait pas un moyen d'accroître ses rentrées fiscales. Mais elle se heurtait à une quasi-impossibilité. Les nobles et le clergé étant exemptés d'impôts, la charge fiscale reposait sur les classes inférieures ; or celles-ci avaient atteint un point limite et ne pouvaient tout simplement plus en supporter davantage. Le niveau de vie moyen était en chute libre dans les campagnes, tandis que les salaires payés dans les villes n'avaient augmenté que de 22%, face à une hausse des prix de 65%. De plus, la méthode de perception des impôts était désespérément inefficace, des sommes considérables étant détournées par les « fermiers généraux » chargés de les collecter.

Le roi se montra un moment inquiet de la gravité de la situation. Il nomma en 1786 un ministre « réformateur », qui présenta un plan pour rationaliser le système fiscal en l'étendant aux immenses possessions foncières de la noblesse et de l'Église. L'aristocratie s'étrangla de fureur. Une assemblée de « notables » choisis par le roi rejeta la proposition. Lorsque de nouvelles réformes furent proposées, la *noblesse de robe* des *parlements* provinciaux refusa de les appliquer.

La noblesse, qui se considérait comme le chef de file naturel de la société, avait l'illusion de pouvoir bénéficier d'un soutien populaire pour faire plier le gouvernement à sa volonté. Sa revendication centrale était l'organisation d'États généraux – une assemblée qui n'avait pas été convoquée depuis 1614. En donnant son accord, en 1789, le roi satisfaisait aux exigences réactionnaires de l'aristocratie, et non à un quelconque mouvement progressiste de la bourgeoisie ou des classes inférieures.

Pourtant, cette concession à l'aristocratie contraignit les autres classes à s'organiser. Celles-ci furent invitées à choisir des représentants du tiers état. Dans les villes, cela signifiait que des assemblées nommaient des « électeurs » qui votaient pour des délégués. À la campagne, les villageois désignaient les personnes chargées de les représenter dans des réunions régionales lors desquelles se prenaient les décisions. La masse du peuple n'avait aucune expérience en la matière, et accordait habituellement la confiance à ceux qui savaient parler. Le résultat fut que l'assemblée du tiers état fut dominée par des avocats et autres membres aisés de la classe moyenne. Néanmoins, le processus de sélection des délégués encouragea des millions de gens à penser, pour la première fois, à ce qu'ils attendaient de la société. Dans les villages et les villes de toute la France furent rédigés des cahiers de doléances – des listes de revendications qu'on demandait aux États généraux de satisfaire. Les discussions aboutirent à ce que des groupes militants commencent à se former dans les quartiers pauvres de Paris, ceux-là même qui devaient prendre la Bastille en juillet et marcher sur Versailles en octobre. Cela contribua aussi à susciter une certaine effervescence parmi les paysans, qui allait bientôt déborder en une révolte contre les nobles locaux durant l'été de 1789.

L'offensive réactionnaire de l'aristocratie fit se dresser la classe moyenne et permit à ses représentants de prendre confiance en eux au moment où les États généraux se réunirent. Ils n'avaient pas la moindre intention révolutionnaire, étaient encore épris de la monarchie et, plutôt que de l'abolir, souhaitaient minorer les prétentions de l'aristocratie et mettre fin à ses privilèges arbitraires et à son arrogance. (...) Mais la réaction aristocratique n'allait pas être étouffée si vite. Aussi longtemps que les aristocrates conservaient le contrôle de leurs fortunes, de leurs domaines fonciers et du corps des officiers de l'armée, ils allaient tenter de rétablir leurs anciennes positions privilégiées.

### Réformistes, révolutionnaires et sans-culottes

Si 1789 avait montré que l'émeute populaire pouvait vaincre l'aristocratie, les paysans ne faisaient guère de différence, lorsqu'ils détruisaient les titres de propriété des grands possédants, entre ceux d'un aristocrate et ceux d'un bourgeois ; de la même manière que les citadins ne s'abstenaient pas d'attaquer les spéculateurs sur les denrées lorsque ceux-ci avaient des certificats de bourgeoisie. C'est cela qui provoqua les ruptures répétées dans les rangs des activistes politiques de la classe moyenne. De façon caractéristique, la majorité choisissait la sécurité, la propriété et la conciliation avec la monarchie et l'aristocratie. Seule une minorité radicale était prête à prendre le risque de soulever les masses. Mais ensuite la réaction, enhardie par les concessions qui lui étaient faites, devait prendre des initiatives qui menaçaient la majorité, amenant celle-ci à se regrouper derrière les radicaux, une partie d'entre eux rompant cependant pour se rallier à la Contre-Révolution. C'est ce qui se produisit en 1791 et 1792, et devait se produire à nouveau en 1793.

La crise de 1792, qui culmina avec la proclamation de la république et l'exécution du roi, avait induit le renversement de La Fayette par les Jacobins et les masses parisiennes organisées dans les *sections*. Les Girondins, qui s'étaient joints à cette action, restaient réticents à aller plus loin et à consentir à la décapitation du roi. Ils craignaient la « populace » - l'« hydre de l'anarchie », comme l'appelait Brissot.

L'armée subit une nouvelle série de défaites, tandis que son chef, Dumouriez, passait à l'ennemi. Des paysans dissidents de la région de la Vendée, dans l'Ouest de la France, se joignirent à un sanglant soulèvement royaliste. Finalement, le 29 mai, de conjurés « modérés » et royalistes prirent le contrôle de la ville de Lyon et emprisonnèrent son maire jacobin, Charlier, avant de l'exécuter en juillet.

Les Jacobins de Robespierre étaient tout aussi petits-bourgeois que les Girondins, même si de nombreux historiens affirment qu'ils étaient pour la plupart issus des couches inférieures de la classe moyenne. Ils étaient également respectueux du « droit » de propriété, comme ils le déclaraient à l'envi dans leurs interventions publiques. Si Robespierre était, à titre personnel, incorruptible, beaucoup de ses partisans profitèrent sans états d'âme de la Révolution pour s'en mettre plein les poches. Après tout, ils étaient membres de la bourgeoisie, ou aspiraient à l'être : Danton s'était enrichi, allant jusqu'à accepter de l'argent du roi, et si Marat et Hébert tentaient de soulever les masses parisiennes, ils n'en épousaient pas moins le point de vue des petits artisans ou boutiquiers qui n'avaient rien à redire au profit.

Mais au début de l'été 1793, ils pouvaient voir que l'alternative à l'avancée de la Révolution était un festival orchestré par la réaction auquel ni eux ni les gains des quatre années précédentes ne survivraient. La seule façon de porter la Révolution en avant était de

s'allier une fois de plus avec les masses parisiennes et de faire des concessions à la paysannerie, même si cela impliquait de prendre des mesures contraires aux intérêts bourgeois. Robespierre écrivit dans son journal intime : « Les dangers intérieurs viennent des bourgeois ; pour vaincre les bourgeois, il faut rallier le peuple. » En d'autres termes, la bourgeoisie radicale du club des Jacobins devait s'unir avec les sans-culottes révolutionnaires des sections parisiennes contre la bourgeoisie girondine modérée. Le troisième tournant de la Révolution était pris.

Le 26 mai 1793, Robespierre lança un appel à la révolte populaire. Le 29, trente-trois sections parisiennes se réunirent et désignèrent un comité insurrectionnel de neuf membres pour organiser une « journée » - un nouveau soulèvement. Le 31 mai et le 2 juin, on fit sonner le tocsin et tirer des coups de canon pour appeler la population à sortir dans la rue. Une foule de 80 000 hommes en armes cerna la Convention et la força à promulguer l'ordre d'arrêter vingt-neuf députés girondins. Les sections parisiennes constituaient désormais le centre du pouvoir dans la capitale et la direction jacobine était, dans les faits, le gouvernement de la France.

Les Girondins battus fuirent la ville pour semer la révolte dans les provinces. Ils avaient des amis dans le corps des officiers, des alliés parmi les grands négociants, la sympathie des propriétaires de la classe moyenne effrayés par la révolte rurale, l'allégeance de tous ceux qui considéraient la « populace » comme un danger et, bien sûr, le soutien d'une aristocratie qui ne pouvait que se réjouir d'un affaiblissement de la Révolution. En quelques semaines, la plus grande partie des régions du Sud et de l'Ouest était aux mains des Girondins. La Vendée était tenue par les royalistes, les anti-Jacobins avaient livré le port de Toulon et les navires de la flotte de la Méditerranée aux Anglais, et des armées d'invasion continuaient à marcher sur Paris. La Contre-Révolution montra qu'elle pouvait même frapper dans la capitale lorsqu'une jeune femme venue de la ville girondine de Caen, Charlotte Corday, obtint d'être reçue par Marat en prétendant qu'elle avait besoin de son aide, et le poignarda dans son bain.

Les masses sans-culottes de Paris exhortèrent les dirigeants jacobins à prendre de nouvelles mesures pour redresser la situation, et cette direction vit bientôt qu'elle n'avait guère le choix. Un Comité de salut public – qui produisait un rapport à la Convention une fois par semaine et était soumis à élection chaque mois – se vit donner le pouvoir de prendre toutes les mesures d'urgence qu'il jugeait nécessaires. Une « loi du maximum » imposa un contrôle des prix du pain et la spéculation sur la faim du peuple devint un crime puni de la peine capitale. Un emprunt forcé sur les riches fut instauré pour payer les frais de la guerre, ainsi qu'un impôt progressif, allant de 10% à 50%, sur tous les revenus dépassant ce qui était nécessaire à l'entretien d'une famille. L'économie fut de plus en plus soumise à une direction centrale, avec un important secteur nationalisé produisant les fournitures de guerre. Les terres confisquées aux émigrés et à l'Église furent divisées en petites parcelles pour apaiser la colère des paysans. Les unités révolutionnaires de volontaires et les vieilles unités de l'armée fusionnèrent au front, de telle sorte que les volontaires pouvaient transmettre leur enthousiasme aux soldats réguliers tout en apprenant d'eux le maniement des armes, et ils éliminaient ensemble leurs officiers. Les administrations furent purgées des fonctionnaires suspects, et des commissaires révolutionnaires furent envoyés dans les campagnes avec les pleins pouvoirs pour mater les soulèvements contre-révolutionnaires. Tout homme célibataire âgé de dix-huit à vingt-cinq ans devait faire un service militaire, et les vieilles exemptions qui permettaient aux nantis de s'offrir des remplaçants furent supprimées. Enfin, après de

nouvelles *journées* en septembre, la Convention et le Comité de salut public s'accordèrent sur une politique répressive sévère : la Terreur.

### Les Jacobins et la Terreur

L'impulsion de la Terreur vint d'en bas, de ceux qui avaient souffert sous l'Ancien Régime, qui savaient qu'ils souffriraient plus encore en cas d'échec de la Révolution, et dont les parents et amis mouraient déjà tous les jours au front du fait de la trahison et de la corruption. Elle combinait désir instinctif de vengeance et certitude que, dans un contexte de guerre civile, les opposants au régime révolutionnaire ne manqueraient pas une occasion de porter des coups à ses adversaires. La prison ne les en détournerait pas, puisqu'ils pouvaient espérer la libération si leurs complots réussissaient. Des individus comme Hébert, sur la marge « terroriste » des Jacobins, attisaient de tels sentiments. Mais les principaux dirigeants jacobins furent lents à répondre à l'appel. Loin d'être le « boucher insensible » de la légende, Robespierre fut pratiquement le seul à proposer l'abolition de la peine de mort dès les premiers jours de la Révolution. À l'inverse, les Girondins étaient partisans de son utilisation contre les « criminels » ordinaires des classes inférieures, mais ils eurent des scrupules lorsqu'il fut question de l'appliquer au roi.

Sur les 260 personnes ayant comparu devant le Tribunal révolutionnaire avant septembre 1793, seules 66, soit un quart, furent condamnées à mort. À partir d'octobre, le rythme s'accéléra. L'exécution de la reine Marie-Antoinette fut suivie par la condamnation des Girondins et du duc d'Orléans (qui avait essayé de sauver sa tête en se proclamant jacobin). Dans les trois derniers mois de 1793, 177 des 395 accusés furent condamnés à mort, et en décembre le nombre de détenus, à Paris, s'élevait à 4525 – contre 1500 en août. Malgré tout, le nombre des exécutions à ce stade fut bien plus limité que ce que laissent croire certains romans ou films suggérant un usage quotidien et massif de la guillotine.

La litanie des lamentations sur la mise à mort d'aristocrates et de royalistes, qui s'étend sur deux siècles, doit être mise en perspective. Les exécutions étaient constantes sous l'Ancien Régime. De pauvres gens pouvaient être pendus pour avoir volé une pièce d'étoffe. Comme l'a dit Mark Twain : « Il y eut deux règnes de la terreur : l'un dura quelques mois, l'autre mille ans. » L'armée qui marchait sur Paris, venant du nord, aurait mis en place sa propre terreur, sans commune mesure avec celle des Jacobins, si elle avait pu prendre la ville, et elle aurait utilisé les royalistes et les aristocrates pour désigner les « meneurs » voués à une exécution sommaire. Les « modérés » et les royalistes qui s'emparèrent de Lyon, Marseille et Toulon établirent des tribunaux qui « ordonnèrent que les patriotes soient guillotins ou pendus ». Les résultats « furent pitoyables ». Le nombre de morts à Lyon semble avoir été d'environ 800. En Vendée, un prêtre royaliste racontait que « chaque journée était marquée par des expéditions sanglantes » contre les sympathisants républicains. Le seul fait d'avoir assisté à une messe célébrée par un prêtre constitutionnel était un motif « pour être emprisonné d'abord, et ensuite assommé ou fusillé sous prétexte que les prisons étaient pleines ».

Les victimes de la Contre-Révolution et de la guerre ne figurent pas dans les histoires terrifiantes sur la Révolution produites en abondance par les romanciers populaires, ni même dans le roman de Charles Dickens *Un conte de deux villes* (*A Tale of Two Cities*). Pour ces écrivains, la mort d'un gentilhomme respectable ou d'une dame de la haute société est une tragédie, celle d'un artisan républicain ou d'une couturière un simple fait divers.

La plus importante effusion de sang de la Révolution n'eut pas lieu à Paris, où les révolutionnaires n'ont jamais perdu le pouvoir, mais dans les combats pour reconquérir les régions tenues par l'ennemi. Dans quelques rares cas, les armées républicaines prirent des mesures de rétorsion sévères : à Lyon, une commission révolutionnaire prononça 1667 condamnations à mort ; en Vendée, les rebelles capturés portant des armes furent exécutés sommairement ; à Nantes, 2000 des 3000 participants à la révolte furent noyés dans la Loire ; à Toulon, des exécutions massives eurent lieu parmi ceux qui étaient accusés d'avoir livré la ville aux Anglais.

Un autre aspect de la terreur mérite d'être examiné, relatif à celle que les dirigeants révolutionnaires exercèrent les uns contre les autres en 1793-1794. Cette Terreur-là fut inaugurée avec l'antagonisme entre Girondins et jacobins. Les Girondins avaient montré, dans leurs critiques envers Marat, leur propre désir de recourir à la répression. Cependant, les premiers Girondins arrêtés après la formation du gouvernement jacobin avaient été simplement assignés à résidence. En quittant Paris pour semer la révolte dans les provinces, ils prouvèrent qu'il existait un désaccord qui ne pouvait être réglé simplement par des mots. Robespierre et Danton en vinrent à conclure que tout Girondin laissé en liberté se comporterait de la même manière. Seule une répression vigoureuse parviendrait à les contrer et, dans des conditions de guerre civile, cela signifiait l'exécution.

C'est cette même logique jacobine qui s'appliqua à certains autres républicains. Pour Robespierre, ses propres alliés, les sans-culottes parisiens, commençaient à constituer un problème. Certes, ils avaient fait des merveilles en fournissant un soutien de masse à la Révolution dans les rues ; mais ils s'opposaient aussi au groupe dont étaient issus Robespierre et d'autres dirigeants jacobins – les possédants, qui hésitaient à lutter pour la République. Au moment même où il faisait sien l'appel des sans-culottes à la Terreur, Robespierre entama une offensive contre leurs organisations : à la mi-septembre, Jacques Roux fut arrêté ; en octobre, la Société des républicains révolutionnaires de Claire Lacombe fut dissoute ; enfin, en mars, Hébert et plusieurs de ses amis furent guillotins.

Les « extrémistes », porteurs de revendications qui ne pouvaient qu'effrayer la classe moyenne des propriétaires, n'étaient pas l'unique problème de Robespierre. Il craignait surtout que la Révolution ne soit détruite par ceux qui mettaient leurs propres intérêts et inclinations au-dessus des nécessités de l'heure, au premier rang desquels le cercle de Danton. Ce dernier, capable d'un immense courage et d'un grand enthousiasme révolutionnaire, était aussi très attiré par les bénéfices que pouvaient lui apporter ses relations avec de douteux personnages fortunés. Ce n'est pas un hasard si ses amis furent impliqués dans une affaire de corruption majeure concernant la Compagnie française des Indes orientales. Lorsque, en janvier et février 1794, Danton commença à entraîner dans son sillage une fraction informelle d'Indulgents, Robespierre craignit qu'il ne prenne le même chemin que les Girondins neuf mois plus tôt. Cinq jours après l'exécution d'Hébert, ce fut le tour de Danton, Desmoulins et d'autres étaient arrêtés, traduits devant le tribunal et exécutés.

Robespierre et ses proches se sentaient assiégés. Leur propre classe était à moitié séduite par les forces de la Contre-Révolution. Sa base étant le profit, ses membres se trouvaient en permanence soumis à la tentation des pots-de-vin et de la corruption. Seul la peur de mesures drastiques pouvait maintenir la classe moyenne sur le chemin de la victoire. Robespierre était convaincu qu'il se battait pour une nouvelle forme de société dans laquelle les valeurs essentielles de la classe moyenne seraient transformées en réalité. Il exprimait ce sentiment en se donnant la « vertu » comme but. Mais il ne pouvait le réaliser sans discipliner

la classe moyenne elle-même, et parfois avec rudesse. En février 1794, il prônait ainsi « la vertu, sans laquelle la terreur est funeste ; la terreur, sans laquelle la vertu est impuissante ».

De surcroît, la Terreur faisait de l'État le centre de l'opinion et de l'action révolutionnaires. Elle servait à détourner les masses de sans-culottes d'une voie dangereuse pour la classe moyenne, celle qui consistait à remettre de plus en plus la direction de la Révolution dans les mains des classes inférieures. Il valait mieux, pour les politiciens de la classe moyenne, voir les sans-culottes danser *La Carmagnole* en regardant fonctionner la guillotine de l'État plutôt que débattre et agir pour leur propre compte. La Terreur ne constituait pas seulement l'outil de défense de la Révolution, elle représentait aussi le renforcement de la centralisation de l'État par un groupe politique oscillant entre les masses et les éléments conciliateurs de la bourgeoisie.

Au printemps 1794, les Jacobins regroupés autour de Robespierre gouvernaient seuls, réduisant l'activité des organisations populaires de Paris, purgeant la Commune, dissolvant les sections, supprimant les commissaires qui enquêtaient sur les stockages de denrées alimentaires. Le pouvoir gouvernemental était centralisé comme jamais auparavant entre les mains d'un groupe d'homme apparemment unifié, qui n'était plus harcelé par les factions de droite et de gauche. Mais un tel pouvoir centralisé ne pouvait agir à sa guise qu'en recourant de plus en plus à la répression. Comme l'explique Soboul : « La terreur (...) jusqu'ici tournée contre les ennemis de la révolution, (...) atteint maintenant les adversaires des Comités de gouvernement qui resserrent en même temps leur contrôle. » La centralisation de la terreur créa sa dynamique propre. Le noyau jacobin commença à soupçonner tous ceux qui n'étaient pas avec lui d'agir contre lui, et ce sentiment était en partie justifié. Une opposition croissante à leur égard se fit jour au sein de leur propre classe (la classe moyenne), qui renâclait contre les restrictions de ses libertés, en même temps que l'hostilité grandissait chez de nombreux sans-culottes partisans de Roux et de Hébert. Faire face à ces oppositions par la terreur ne fit qu'accroître l'isolement du noyau jacobin. Mais stopper la répression, c'était pour les Jacobins ouvrir la porte à une éventuelle vengeance de la part de leurs ennemis.

Robespierre hésitait. Il essaya de mettre un terme à la terreur dans certaines provinces, notamment en rappelant à Paris l'homme qui avait orchestré les noyades de Nantes. Mais en mai 1794, il laissa libre cours à une escalade massive de la terreur à Paris, à tel point que les trois mois suivants virent autant d'exécutions que l'année écoulée.

#### Thermidor et ses suites

Les méthodes jacobines réussirent là où les Girondins avaient échoué dans la défense du régime révolutionnaire. Dès l'été 1794, l'armée révolutionnaire démontrait qu'elle était probablement la meilleure force combattante que l'Europe eût jamais vue. Les révoltes dans les provinces étaient matées, l'armée française occupait Bruxelles et continuait sa marche vers le nord, et la République paraissait sans conteste « une et indivisible ».

Mais, avec les victoires, le sentiment croissant que le pouvoir dictatorial n'était plus nécessaire fermentait dans les esprits.

Au cours des mois précédents, Robespierre s'était fait de nombreux ennemis : les Indulgents sympathisants de Danton, les émissaires qui avaient été rappelés des provinces pour être allés trop loin dans la répression, les anciens alliés d'Hébert, ainsi que ceux qui n'avaient jamais vraiment rompu avec les Girondins mais avaient peur de l'avouer. Le 27

juillet 1794, ils s'associèrent pour tendre une embuscade à Robespierre au milieu d'un débat à la Convention. Un délégué proposa qu'un décret d'arrestation soit voté contre lui et ses proches, et la Convention se prononça en sa faveur à l'unanimité.

Les Jacobins firent une dernière tentative pour se tirer d'affaire en appelant au soulèvement populaire pour une nouvelle journée révolutionnaire. Or ils avaient eux-mêmes dissous les comités et interdit les journaux sans-culottes qui auraient pu organiser un tel soulèvement. Ils avaient levé les contrôles de la spéculation sur les denrées alimentaires et, seulement quatre jours plus tôt, fixé un salaire maximum qui signifiait une baisse de revenu pour de nombreux artisans. Seules seize des quarante-huit sections parisiennes envoyèrent des forces se joindre à la tentative d'insurrection, et elles furent laissées à leur sort plusieurs heures sans véritables dirigeants avant d'être dispersées. Robespierre et vingt et un de ses alliés montèrent sur l'échafaud le 28 juillet, suivis le lendemain par une autre charretée de soixante et onze hommes – ce fut la plus importante exécution collective de la Révolution.

Robespierre s'était exclamé à la Convention : « La République est perdue, les brigands sont désormais triomphants. » Il avait raison en ce sens que le grand mouvement des cinq années précédentes arrivait à son terme. Thermidor, mois où Robespierre a été renversé dans le calendrier révolutionnaire, sert depuis lors à désigner une contre-révolution interne. (...) Une terreur blanche conduisit à l'exécution d'anciens révolutionnaires et de nombreux autres furent harcelés. Deux brèves émeutes sans-culottes, en avril et en mai 1795, montrèrent que la jeunesse dorée ne faisait pas le poids face aux pauvres, mais elles furent réprimées par des forces loyales aux thermidoriens. Des émigrés commencèrent à rentrer au pays, fanfaronnant en prédisant le rétablissement imminent de la monarchie.

En octobre 1795, les royalistes organisèrent une insurrection à Paris. Les thermidoriens, terrifiés, commencèrent à réarmer les Jacobins et à appeler les sans-culottes à la rescousse avant que l'armée – en particulier un jeune officier prometteur, l'ancien Jacobin Napoléon Bonaparte – ne leur vienne en aide. Craignant une restauration monarchique sanglante, les thermidoriens se mirent d'accord pour concentrer le pouvoir entre les mains d'un Directoire de cinq membres. En quatre ans, le Directoire fut tiré tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, permettant chaque fois à Bonaparte, dont la base dans l'armée constituait un bastion à la fois contre les royalistes et contre la renaissance du jacobinisme populaire, de se rapprocher du pouvoir, jusqu'à ce qu'en 1799 il prenne les pleins pouvoirs à l'issue d'un coup d'État. En 1804, il se fit couronner empereur par le pape, gouvernant avec le soutien conjugué d'anciens Jacobins et d'aristocrates revenus d'exil. Finalement, en 1814 et 1815, la défaite de ses armées permit aux puissances européennes de restaurer la monarchie des Bourbons. Le dernier avertissement de Robespierre semblait se concrétiser.

Pourtant, il avait tort sur deux points. Si la Révolution avait pris fin en thermidor 1794, de très nombreux changements qu'elle avait apportés demeurèrent et furent même consolidés sous le règne de Napoléon : l'abolition des droits féodaux ; la création d'une paysannerie indépendante ; la fin des douanes intérieures ; la création d'une administration nationale uniforme ; et, par-dessus tout, la détermination de la politique gouvernementale dans le cadre de projets bourgeois plutôt que dynastiques ou aristocratiques.

L'armée napoléonienne avait pu conquérir pour un temps une grande partie de l'Europe précisément parce qu'elle n'était pas une armée d'Ancien Régime. C'était une armée organisée et motivée sur des bases établies pendant la Révolution, en particulier dans sa phase jacobine. Ses meilleurs généraux étaient des hommes qui étaient sortis du rang grâce à leur

mérite au cours de la période révolutionnaire. Napoléon confia même la direction de sa police à un ancien « terroriste » jacobin.

Comme les révolutions hollandaise, anglaise et américaine avant elle, la Révolution française avait éliminé les grands obstacles, hérités du passé, à une société entièrement fondée sur le marché. Et, après les événements de 1792-1794, il était impensable qu'une réaction aristocratique puisse les rétablir. (...) Les révolutionnaires avaient peut-être été vaincus, mais l'essentiel de l'héritage de la Révolution survécut pour façonner le monde moderne.

Robespierre se trompait également sur un second point : la Révolution n'avait pas seulement consisté en la montée en puissance de groupes politiques de la classe moyenne, chacun plus radical que le précédent ; de façon centrale, elle avait aussi impliqué l'entrée en politique de millions d'hommes et de femmes des villes et des campagnes qui n'avaient jamais eu la moindre occasion d'agir sur l'histoire. Ils avaient appris à lutter pour leurs propres intérêts et à débattre entre eux sur ce qu'étaient ces intérêts. Les paysans qui avaient brûlé les châteaux des aristocrates en 1789 et 1792 n'allaient laisser aucun gouvernement leur reprendre leurs terres. À Paris comme dans d'autres villes, les classes inférieures s'étaient levées pour défendre leurs intérêts, à une échelle inconnue jusque-là dans l'histoire. Et elles le feraient à nouveau en 1830, en 1848 et en 1871, et encore en 1936 et en 1968.

Les analyses de la Révolution qui s'interrogent, à bon droit, sur son impact global sur l'histoire du monde risquent toujours de sous-estimer ce qui s'est passé sur le terrain, dans les rues étroites et les logements surpeuplés des quartiers pauvres de Paris. C'est là que les gens lisaient et discutaient les écrits de Marat et d'Hébert, passaient des heures et des heures dans les « réunions en permanence » de leurs sections, faisaient la chasse aux spéculateurs sur les céréales et aux agents monarchistes, aiguisaient leurs piques et marchaient sur la Bastille, organisaient les soulèvements qui remplaçaient les monarchistes constitutionnels par les Girondins et les Girondins par les jacobins, et s'enrôlaient par milliers pour aller combattre au front ou pour répandre la Révolution dans les campagnes.

Des limites aux mouvements populaires urbains existaient, liées aux structures de la société française de l'époque. Dans leur grande majorité, les masses citadines travaillaient encore dans de petits ateliers, où le maître et sa famille produisaient aux côtés d'un ou deux employés dont le niveau de vie n'était pas nettement différent du leur. Ils pouvaient descendre ensemble dans la rue ou assister aux réunions des sections ou des clubs. Mais ils n'étaient pas liés organiquement les uns aux autres dans le processus de production auquel ils consacraient l'essentiel de leur temps. Leur idéal était la préservation de l'unité familiale individuelle, avec le père aux commandes, et non la réorganisation collective de la société. Ils pouvaient se dresser contre les aristocrates qui les avaient humiliés dans le passé et les spéculateurs qui les affamaient, faisant montre d'un courage et d'une inventivité considérables, comme l'ont souligné Kropotkine et Guérin dans leurs histoires de la Révolution. Et lorsqu'ils se soulevaient, c'était pour abandonner un grand nombre de leurs préjugés, à l'instar du rôle avant-gardiste joué par les femmes dans les protestations, par la revendication de certains révolutionnaires du droit de vote des femmes et l'apparition de clubs révolutionnaires féminins. Toutefois, dans les grandes crises révolutionnaires de 1793-1794, ils éprouvèrent des difficultés à mettre en œuvre un programme commun qui eût pu mener à la victoire.

Comme l'a montré Albert Soboul, leurs conditions d'existence les amenaient à pousser les Jacobins à prendre des mesures radicales nécessaires, sans parvenir à mettre une œuvre une réponse de classe, collective, à même de résoudre les problèmes de la Révolution. S'ils

luttaient pour que le prix des denrées ne dépasse pas un seuil maximum, ils n'avaient pas les moyens de s'emparer des processus de production décisifs. Leur soutien ardent de la terreur était lui-même un signe de faiblesse. Ils devaient concentrer leur attention sur la neutralisation de ceux qui voulaient saboter la Révolution parce qu'ils ne pouvaient prendre le contrôle direct, collectif, de leur destinée eux-mêmes.

C'est pourtant leur action et leur initiative, autant que les paroles persuasives de Danton et la détermination de fer de Robespierre, qui ont renversé l'ordre ancien en France, inspirant ou terrifiant toute l'Europe, et au-delà, pour la majeure partie du siècle suivant. C'est aussi de leurs rangs qu'émergea, à la suite de l'écrasement du mouvement populaire, le groupe de révolutionnaires rassemblés autour de « Gracchus » Babeuf (exécuté en 1797), dont l'accent mis sur l'égalité sociale et économique contribua à poser les bases des mouvements socialistes des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

## Chapitre 30

---

### Le jacobinisme hors de France

La guerre déclarée par Brissot à tous les monarques d'Europe ne devait pas être, proclamait-il, une guerre de conquête à l'ancienne, mais une guerre de libération. À l'évidence, beaucoup de gens, hors de France, étaient prêts à se réjouir de tout progrès accompli par les révolutionnaires (...). Beethoven incorpora des mélodies de chants révolutionnaires dans sa musique et retranscrivit l'esprit de l'armée révolutionnaire dans sa grande troisième symphonie, dite « Héroïque » (même s'il supprima, dégoûté, la dédicace à Napoléon lorsque celui-ci se proclama empereur).

#### La révolution à la pointe des baïonnettes

Une telle ferveur permit à l'armée française de rencontrer dans son avance de nombreux alliés, du moins au début, lorsqu'elle franchit les frontières de la Belgique, de la Hollande, de l'Italie du Nord et de l'Allemagne du Sud. Issus de la classe moyenne, les opposants aux gouvernements monarchistes ou oligarchiques se proclamaient « Jacobins » et, même après la chute de ces derniers, leur nom demeura l'appellation générale des partisans des forces révolutionnaires. Chaque fois que l'armée française avançait, ces forces collaboraient avec elle pour mettre en place, par en haut, des réformes semblables à celles imposées par en bas en France : abolition du servage et des droits féodaux, séparation de l'Église et de l'État, confiscation des terres ecclésiastiques, abolition des douanes intérieures et création d'assemblées plus ou moins démocratiques. Pourtant, des problèmes ne tardèrent pas à se manifester.

Robespierre soutenait, contre Brissot, que les peuples des autres pays n'accueilleraient pas favorablement des envahisseurs étrangers, aussi bien intentionnés fussent-ils. Les événements devaient bientôt lui donner raison, malgré l'ardeur initiale de nombreux intellectuels et de certaines fractions de la classe médiane. L'armée française victorieuse ne pouvait se maintenir que par le pillage ou l'imposition d'un tribut aux pays conquis. Ce qui avait commencé comme une lutte de libération passa par une période difficile de défense révolutionnaire pour s'achever en guerre de conquête impériale. Ce processus fut mené à son terme par Napoléon, qui annexa la Belgique, la Savoie et les principautés de la Rhénanie méridionale, remplaça les assemblées démocratiques par des monarchies et installa ses frères sur les trônes d'Italie, de Westphalie, de Hollande et d'Espagne.

Même sous napoléon, l'armée française expurgea tous les résidus de féodalisme et, au moins dans certains cas, prépara le terrain aux progrès de la production capitaliste. Mais ses alliés locaux ne bénéficiaient pas d'une aussi large assise populaire, n'ayant pas été gagnés par le mouvement des sans-culottes et par les soulèvements paysans qui avaient pris une telle ampleur en France. De ce fait, les classes inférieures urbaines et rurales ne tirèrent rien de l'occupation française qui leur aurait permis de s'identifier avec l'ordre nouveau, dans la mesure où le tribut payé à la France et le coût de l'entretien de la Grande Armée constituaient un fardeau aussi lourd que les anciens droits féodaux. Les Jacobins locaux furent abandonnés à leur sort chaque fois que l'armée française se trouva obligée de reculer.

C'est ce qui se produisit partout en 1812-1814. Napoléon avait étendu son empire sur deux fronts, essayant de placer son frère sur le trône d'Espagne et marchant à travers les plaines de l'Europe du Nord jusqu'à Moscou. (...) Les armées françaises étaient si impopulaires dans les territoires occupés que les libéraux espagnols et prussiens purent s'allier à des forces monarchistes pour les repousser au cours de guerres qu'on pourrait presque qualifier de « libération nationale » ; ils se retrouvèrent bientôt trahis par les rois victorieux et rejetés dans les profondeurs de l'oppression et du désespoir, que Goya représenta dans ses toiles de la « période noire ».

La défaite de napoléon (ou plutôt ses deux défaites, puisqu'il fit un incroyable retour de cent jours en 1815 avant d'être battu à Waterloo) permit aux rois, aux princes et aux aristocrates de revenir en grand style, créant un étrange demi-monde dans lequel les vieilles superstructures de l'Ancien Régime se superposaient à des structures sociales qui avaient été transformées, tout du moins en France, en Italie du Nord et en Allemagne occidentale. C'est le monde brillamment décrit par Stendhal (un ancien commissaire de l'armée napoléonienne) dans *Le Rouge et le Noir* et *La Chartreuse de Parme*, ainsi que par Alexandre Dumas (dont le père, fils d'une esclave noire, avait été général sous napoléon) dans *Le Comte de Monte-Cristo*.

#### Grande-Bretagne : naissance d'une tradition

Dans ce pays, les sections les plus importantes de la bourgeoisie avaient obtenu bien avant 1789 une autorité significative dans les affaires politiques, et ne voyaient aucune raison de jouer à la Révolution. Mais les événements de France secouèrent de larges fractions des masses dans des villes en expansion rapide : les artisans en nombre toujours croissant, les journaliers et petits boutiquiers et, avec eux, une partie des nouveaux ouvriers d'usines.

Le mouvement était assez dynamique pour inquiéter un gouvernement britannique qui se préparait, à la fin 1792, à faire la guerre à la Révolution française. (...) Le gouvernement encouragea l'agitation antijacobine au niveau national et des sociétés loyalistes furent constituées dans chaque localité pour attiser les ardeurs nationalistes guerrières. (...) À certains moments, l'agitation des jacobins anglais et écossais rencontra un large écho au sein des classes urbaines. Ils pouvaient rassembler des milliers de personnes dans des meetings en plein air, et certains leaders des grandes mutineries navales qui secouèrent la marine britannique en 1797 étaient clairement sous l'influence de leurs idées. Mais la masse de la classe moyenne était prête à s'unir aux propriétaires fonciers pour défendre un statu quo profitable, donnant ainsi au gouvernement les coudées franches pour briser le mouvement.

## Le soulèvement républicain irlandais

L'exemple français eut un impact direct encore plus important sur l'Irlande, la plus ancienne colonie britannique, donnant naissance à une tradition révolutionnaire nationaliste qui persiste de nos jours. Les gouvernements anglais avaient affermi leur emprise sur l'île après avoir, dans les années 1650, brisé la résistance en installant des paysans protestants (essentiellement originaires d'Écosse) sur des terres confisquées aux catholiques locaux dans la province d'Ulster. Les descendants de ces colons vivaient dans la peur qu'un soulèvement catholique en vienne à les expulser de la terre qu'ils cultivaient, ce qui les amenait à ressentir une communauté d'intérêts avec les grands propriétaires terriens anglo-irlandais, eux aussi protestants.

En 1792, « la ville de Belfast, désormais aux avant-postes de la lutte pour la démocratie, célébra par une grande procession et une fête l'anniversaire de la Révolution française (...). Un esprit républicain remplissait l'atmosphère ». Des affiches attaquaient le sectarisme religieux : « Une jalousie superstitieuse, voilà la cause de la Bastille irlandaise : unissons-nous et détruisons-là. » Un des organisateurs de cet événement, le jeune avocat protestant Wolfe Tone, forma une nouvelle organisation radicale, les Irlandais unis, lors d'un dîner à Belfast rassemblant une douzaine de convives, essentiellement des hommes d'affaires (un drapier, un fabricant de tissu, un tanneur, un employé, un apothicaire, un horloger et trois négociants). En Irlande, comme en Grande-Bretagne, on tenta de détruire ce nouveau jacobinisme par la répression.

Il fallait un soulèvement révolutionnaire pour créer une nation moderne, comme en France. Les Irlandais unis considéraient comme allant de soi que ce serait une nation fondée sur le capitalisme, mais qui rejeterait le poids mort de la domination étrangère et de l'aristocratie locale. La réalisation de ce programme, Tone en était conscient, dépendait de la classe moyenne, essentiellement des Irlandais unis protestants susceptibles de soulever la paysannerie catholique, laquelle avait une tradition d'agitation très enracinée à l'encontre des propriétaires terriens, et s'exerçait dans des groupes armés « défensifs » clandestins.

Ceux qui étaient prêts à soutenir une révolte étaient plus nombreux que ceux sur lesquels le gouvernement britannique pouvait compter – 100 000, contre environ 65 000 -, mais ils étaient moins bien entraînés et armés. La réussite semblait dépendre du soutien militaire de la France. L'insurrection éclata en 1798. Mais l'aide des Français, insuffisante, arriva trop tard, avec le débarquement en août de 1100 soldats à Mayo. Les autorités avaient alors déjà arrêté les dirigeants du mouvement et forcé les rebelles à passer à l'action de façon prématurée. Les soulèvements de Wexford et d'Antrim furent brisés. Comparée à la répression qui s'abattit sur eux, la Terreur française semblait un jeu d'enfant. Les représailles exercées contre ceux soupçonnés d'avoir pris part à la révolte sont estimées à 30 000 morts.

L'histoire de s'arrêta pas là. Au cours des trois années qui avaient précédé le soulèvement, tandis que la tension montait, les autorités avaient encouragé délibérément des groupes de protestants à organiser des campagnes de haine contre les catholiques. Des affrontements locaux entre paysans catholiques et protestants survenus à l'automne de 1795 dans le village de Diamond, dans le comté d'Antrim, furent suivis par la création d'une organisation protestante semi secrète, l'ordre d'Orange. Les propriétaires anglo-irlandais méprisaient les paysans de tous bords et se tinrent au début à l'écart du nouveau groupement. Mais ils s'aperçurent bientôt de son immense utilité pour se prémunir de la révolte : « Progressivement, en 1796 et 1797 (...), l'ordre d'Orange se transforma, d'une organisation

réduite, dispersée, marginale et socialement inacceptable, méprisée par la classe dirigeante, en une puissante société à l'échelle de la province, approuvée et activement soutenue par les individus les plus hauts placés de Grande-Bretagne et d'Irlande. »

De cette façon, les autorités britanniques et les propriétaires anglo-irlandais, tout en brisant le soulèvement, donnèrent un énorme essor aux sentiments religieux sectaires. Les deux traditions politiques qui dominent la politique irlandaise depuis deux siècles, le républicanisme et l'orangisme, sont nées comme sous-produits d'une lutte à l'échelle de l'Europe entre la Révolution et la Contre-Révolution.

### Les Jacobins noirs d'Haïti

La Contre-révolution ne triompha pas partout. Sur une île de l'Atlantique distante de près de 5000 kilomètres, à Haïti, le résultat, au terme d'une décennie de révoltes sanglantes, de guerres et de conflits civils, fut très différent de celui de l'Irlande. Saint-Domingue, la partie occidentale de l'île d'Hispaniola, était le plus beau fleuron de l'empire colonial de la monarchie française. Ses plantations produisaient plus de sucre que toutes les autres colonies d'Amérique et des Caraïbes réunies, et déversaient d'immenses richesses dans les poches des planteurs aussi bien que dans celles des capitalistes de ports français comme Nantes et Bordeaux.

La source de ces richesses résidait dans le labeur incessant de 500 000 esclaves noirs, dont les vies étaient à ce point réduites par leur travail que seules des importations continuelles en provenance d'Afrique permettaient d'en maintenir le nombre. Sur eux régnaient 30 000 Blancs – une proportion de la population bien plus faible que dans n'importe quel État d'Amérique du Nord -, à côté desquels on trouvait un nombre équivalent de « mulâtres », dont certains s'étaient enrichis jusqu'à devenir eux-mêmes possesseurs d'esclaves.

Même s'ils ne représentaient que 7% de la population, les Blancs étaient très divisés. Les « petits Blancs », qui possédaient peut-être trois ou quatre esclaves, pouvaient se sentir aussi humiliés par les « grands planteurs blancs » que la classe moyenne l'était par l'aristocratie. Quant aux planteurs, ils étaient déterminés à avoir toute latitude sur le choix de leurs partenaires commerciaux, et n'étaient pas prêts à laisser les « petits Blancs » exercer un contrôle politique. Aussi ces deux groupes s'indignèrent-ils de concert lorsque l'Assemblée française, dans son exubérance révolutionnaire, décréta l'égalité des droits pour tous les hommes libres, y compris les mulâtres et les Noirs, même si elle évitait avec soin de mentionner l'esclavage. La situation dégénéra en quasi-guerre civile entre des alliances mouvantes autour des quatre groupes qui constituaient la population libre : les partisans du gouverneur, les grands blancs, les petits blancs et les mulâtres.

Tous s'attendaient à ce que les esclaves noirs continuent à travailler, à souffrir, à subir des punitions et à mourir comme si rien n'avait changé. Ils se trompaient lourdement : les esclaves sautèrent sur l'occasion pour se rebeller, incendiant les plantations, tuant les propriétaires, formant des bandes armées pour combattre la milice blanche et semant la révolte, tout en choisissant leurs propres dirigeants. L'un des leaders les plus influents, l'ancien gardien de troupeaux Toussaint Louverture, manœuvrait bientôt avec adresse entre les groupes blancs rivaux, les mulâtres, une armée d'invasion espagnole venue de l'autre côté de l'île, ainsi que des représentants successifs des Girondins venus de France. Puis, juste au

moment où les sans-culottes portaient les Jacobins au pouvoir, une force militaire britannique débarqua à saint Domingue.

De larges fractions de la classe dirigeante britannique, influencées par la théorie d'Adam Smith, étaient parvenues à la conclusion que les temps de l'esclavage étaient révolus. (...) Le gouvernement de William Pitt avait même prodigué ses encouragements à la campagne antiesclavagiste de William Wilberforce. Mais la perspective de s'emparer de Saint Domingue, la plus importante des économies esclavagistes, le fit changer d'avis : il retourna sa veste et se mit à soutenir ardemment l'esclavage. Si cette entreprise s'était révélée victorieuse, un élan nouveau aurait été donné à l'esclavagisme dans le monde entier.

Le 4 février 1794, la Convention dominée par les Jacobins décréta l'abolition de l'esclavage dans tous les territoires français, et son président donna l'accolade fraternelle à des émissaires noirs et mulâtres de Saint Domingue. Une alliance était désormais formée entre ces deux révolutions qui allaient briser les espoirs nourris par Pitt ; celui-ci espérait que le capitalisme britannique accaparerait une part plus importante du marché de l'esclavage. Le corps expéditionnaire anglais de 60 000 hommes subit plus de pertes que celles qui seraient infligées à l'armée de Wellington en Espagne dix ans plus tard.

Malheureusement, les anciens esclaves de Saint Domingue allaient essayer d'autres revers. Le tournant à droite de la France après Thermidor donna une influence nouvelle aux anciens propriétaires d'esclaves et à leurs alliés mercantilistes. Tout en se préparant à se couronner empereur, Napoléon se disposait aussi à rétablir l'esclavage dans l'empire colonial. Il envoya une flotte, composée de 12 000 hommes, pour arracher le contrôle de Saint Domingue aux forces de Toussaint Louverture. La guerre qui suivit fut tout aussi acharnée que celle qui avait opposé les anciens esclaves aux troupes anglaises. L'armée française sembla un temps sur le point de l'emporter, ce qui conduisit Toussaint à tenter une conciliation avec l'ennemi. Ce fut une erreur : il fut enlevé et envoyé dans une prison française où il allait mourir. Il revint donc à l'un de ses anciens lieutenants, Dessalines, de prendre la tête de la résistance des Noirs et de vaincre l'armée napoléonienne, comme Toussaint avait battu celle des britanniques.

Saint Domingue devint l'État noir indépendant d'Haïti. C'était un pays pauvre – quinze années de guerre presque ininterrompue avaient causé d'énormes dégâts. L'économie sucrière, génératrice de richesse pour une poignée de planteurs, ne pouvait être restaurée sans recourir à un quasi-esclavage. Et, même si le successeur de Dessalines, Christophe, essaya de l'imposer, le peuple ne put l'accepter. Ils étaient peut-être pauvres, mais ils étaient plus libres que leurs camarades noirs de Jamaïque, de Cuba, du Brésil ou d'Amérique du Nord.

### Les premières révolutions d'Amérique latine

La liberté acquise par Haïti attira en 1815 un visiteur venu du Venezuela qui avait défendu avec passion les principes révolutionnaires à l'âge de seize ans : Simon Bolivar. Il était alors l'un des leaders d'une révolte qui combattait le joug espagnol d'un bout à l'autre de l'Amérique latine. Cette révolte, comme à Haïti, fut provoquée par les événements d'Europe.

Au cours des trois siècles précédents, les colons espagnols avaient, comme les Anglais en Amérique du Nord et les Français à Saint-Domingue, développé des intérêts propres qui entraient en conflit avec ceux des dirigeants de l'empire. La crise politique dans laquelle l'Espagne se débattait leur apparut comme une occasion d'affermir ces intérêts. Les vice-rois

coloniaux inféodés à la monarchie espagnole, résolus à résister à ces revendications, avaient des troupes à leur disposition et pouvaient s'appuyer sur le clergé en cas de besoin. Par ailleurs, les divisions au sein de la société coloniale, plus marquées encore que celles qui existaient en Amérique du Nord, jouaient en leur faveur.

De vastes étendues de l'Amérique latine étaient dominées par de grands latifundiaires qui avaient établi sur les peuples indigènes des formes de contrôle essentiellement féodales. Les villes, quant à elles, étaient peuplées de marchands dont la fortune venait du commerce avec l'Espagne plutôt qu'avec les autres régions d'Amérique latine, d'une classe moyenne convaincue que la couronne aussi bien que les grands propriétaires bloquaient le progrès économique, et d'une masse d'artisans, d'ouvriers et, dans certaines régions, d'esclaves noirs.

Telle était la situation lorsque Bolivar, issu lui-même d'une famille de grands propriétaires fonciers, prit part en 1810 à la première insurrection vénézuélienne contre la domination espagnole ; dans le même temps, à 3000 kilomètres de là, le prêtre révolutionnaire Hidalgo dirigeait un soulèvement dans la ville de Guadalajara. Les révoltes, après un bref succès initial, furent brisées, Hidalgo exécuté et Bolivar contraint à la fuite. Le même schéma se répéta à Caracas lorsque Bolivar y organisa une nouvelle insurrection, avant d'être vaincu à nouveau (et devoir chercher du soutien à Haïti), pendant que Morelos reprenait la bannière d'Hidalgo et était exécuté à son tour. Bolivar connut la victoire à sa troisième tentative ; il avait marché du Venezuela, en passant par la Nouvelle-Grenade (aujourd'hui la Colombie), jusqu'en Bolivie et rencontré le « libérateur » de l'Argentine, San martin, avant d'opérer une jonction avec le « libérateur » chilien O'Higgins et de déloger les Espagnols du Chili. Pendant ce temps, une troisième révolte au Mexique avait finalement contraint la Couronne espagnole à concéder l'indépendance du pays. La victoire se révélerait pourtant amère pour ceux qui avaient mis leur foi dans les idéaux de Bolivar et d'Hidalgo. Ces derniers s'étaient appropriés les valeurs de la Révolution française et se proposaient non seulement de se débarrasser de la couronne, mais aussi de mettre fin au féodalisme, de libérer les esclaves et d'établir une république bourgeoise pleine et entière. Hidalgo était allé jusqu'à s'assurer du soulèvement des paysans en agitant des promesses de partage des terres, pendant que Bolivar concluait ses victoires en appelant à la tenue d'un « Congrès continental » à Panama pour fonder les « États-Unis » d'Amérique latine.

Même s'ils finirent par acclamer Bolivar et les successeurs d'Hidalgo comme des « libérateurs », (les grands propriétaires) firent en sorte que l'indépendance soit dictée dans leurs termes. La réforme agraire ne vit jamais le jour, le pouvoir resta entre les mains d'oligarchies régionales, et les projets de fondation d'une république latino-américaine unique pour faire pendant aux États-Unis furent tués dans l'œuf. Malgré ses victoires, et les statues de lui qui ornent toutes les villes du Venezuela, Bolivar mourut dans l'amertume.

L'Amérique latine resta essentiellement ce qu'elle était avant l'indépendance : un continent constitué de quelques métropoles coloniales, dont la splendeur des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles pouvait rivaliser avec de nombreuses cités européennes, entourée par des étendues de domaines agricoles mises en valeur par des quasi-serfs. Ses « nations » étaient libérées du joug espagnol, mais elles restaient à un degré ou à un autre dépendantes des puissances étrangères. Le Mexique allait être envahi par les États-Unis et la France au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, tandis que l'Angleterre exercerait une influence dominante sur des pays comme l'Argentine et le Chili. Dans chaque pays d'Amérique latine, des factions rivales comploteraient les unes contre les autres, organisant des coups d'État, fondant des partis

« libéraux » et « conservateurs », et préservant des structures sociales caractérisées par des privilèges extrêmes, d'un côté, et de vastes zones stagnantes et paupérisées, de l'autre.

## Chapitre 31

---

### Le recul de la raison

Ce n'était pas seulement la révolution, mais les fondements mêmes des Lumières qui subissaient un tir nourri – lequel s'intensifiait au fur et à mesure que l'avancée des armées révolutionnaires faisait trembler les têtes couronnées et les aristocrates de toute l'Europe. Ces derniers se tournèrent vers les croyances obscurantistes pour les protéger des progrès de la raison parmi les masses, et prirent des mesures répressives contre ceux qui essayaient de perpétuer la tradition des Lumières.

le poète allemand Hölderlin suggéra que l'espoir d'un monde meilleur é »tait en lui-même un mal : « Ce qui a transformé l'État en enfer est précisément le fait de ces hommes qui ont essayé d'en faire un paradis. »Même ceux qui refusaient de trahir les espoirs de 1789 abandonnèrent généralement la confrontation avec l'ordre ancien. le champ était de plus en plus ouvert à ceux qui prêchaient une foi aveugle dans les mythes religieux et les illusions monarchiques. Alors que cinquante ans auparavant, David Hume avait pu exprimer ouvertement des opinions sceptiques, Percy Shelley fut exclu d'Oxford à l'âge de dix-huit ans pour avoir défendu l'athéisme. (...) C'était comme s'il y avait eu une tentative de geler la pensée pendant presque un demi-siècle.

Le tournant des Lumières à l'obscurantisme ne fut pas total. des progrès importants virent le jour en mathématiques, en physique et en chimie, encouragés en grande partie par le développement de l'industrie et les besoins de la guerre. Les conflits politiques entre les industriels en quête de profits et les propriétaires terriens uniquement intéressés par une augmentation de leurs rentes encouragèrent David Ricardo, un économiste anglais, à développer et à poursuivre les thèses de Smith sur le capitalisme.

Le philosophe allemand Hegel synthétisa de nombreuses découvertes des Lumières en une vision globale du développement de la compréhension humaine, mais il le fit en séparant ce développement de tout soubassement matériel. Walter Scott, Honoré de Balzac, Stendhal et Jane Austen utilisèrent le roman pour donner une expression littéraire aux dilemmes de la classe moyenne dans le monde capitaliste en train d'émerger. Le « romantisme » en littérature, en musique et en art célébrait les sentiments et les émotions plutôt que la raison. Cela menait souvent à la glorification d'un prétendu « âge d'or » obscurantiste, mais dans les sociétés qui n'avaient pas éliminé tout vestige du féodalisme, cela permettait aussi de se réapproprier les traditions d'opposition populaire à la tyrannie et à l'oppression. Une poignée de penseurs « utopistes » tels que, en France, Saint-Simon, Charles Fourier et, en Angleterre, l'industriel pionnier Robert Owen, échafaudèrent les plans d'une société plus juste, même s'ils étaient incapables d'indiquer par quel moyen ils pouvaient être mis en pratique. Il fallut une nouvelle génération, née à la fin des années 1810 et au début des années 1820, pour construire sur la base de l'héritage des Lumières et des premières années révolutionnaires. Mais, pendant ce temps, le monde se transformait de façon spectaculaire, malgré tous les efforts des monarchies de la restauration pour réimposer le mode de vie du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Des transformations dans les modes de production des objets étaient en cours, à une échelle inédite depuis l'apparition de l'agriculture 10 000 ans auparavant. D'abord concentrées dans le Nord de l'Angleterre, les basses terres d'Écosse et certaines parties de la Belgique, elles ne devaient pas tarder à influencer sur le développement de bien d'autres régions. Ces transformations comportaient de nombreuses innovations interconnectées : l'emploi de machines complexes ; la fabrication d'outils en acier trempé plutôt qu'en cuivre, facile à tordre, ou en fonte cassante ; la fabrication de l'acier dans des hauts fourneaux fonctionnant à la houille plutôt qu'au charbon de bois ; enfin, l'utilisation du charbon comme combustible pour fournir, avec la machine à vapeur, une source puissante de force motrice capable de faire tourner les machines. La combinaison de nouvelles machines, d'une nouvelle métallurgie et de nouvelles sources d'énergie accrut de façon incommensurable la capacité de production, tout en réduisant le temps de transport des individus comme des marchandises.

Désormais, des armées d'ouvriers munis de pelles et de pioches d'acier creusaient des canaux ou construisaient les premières routes en dur pour relier les grandes villes. Les propriétaires de mines découvrirent qu'ils pouvaient accélérer l'extraction du charbon grâce à l'utilisation de véhicules sur rails – en bois au début, en fer ensuite. Des ingénieurs eurent recours à la machine à vapeur pour propulser des navires et des véhicules sur rails, ainsi que pour faire tourner des usines. En 1830, le premier train de voyageurs reliait Manchester à Liverpool. Les gens pouvaient se déplacer à des vitesses auparavant inimaginables, des marchandises produites dans une ville se retrouvaient dans une autre en quelques heures plutôt qu'en quelques jours. Les armées avaient désormais la possibilité de se déplacer du jour au lendemain d'un bout à l'autre du pays.

L'agriculture connut également une métamorphose aussi spectaculaire que subite : l'élimination définitive de la paysannerie en Grande-Bretagne par le biais des enclosures, l'adoption quasi universelle de nouvelles formes de mise en valeur des terres et de nouvelles cultures – le navet, la pomme de terre, le blé plutôt que l'avoine ou l'orge –, de nouveaux fourrages, des charrues plus efficaces et un assolement des parcelles amélioré. La production de denrées alimentaires augmenta considérablement, et une énorme partie de la population dut désormais se résoudre à chercher un emploi salarié dans les fermes capitalistes ou les industries nouvelles.

#### Une classe d'une espèce nouvelle

La mutation radicale des conditions de travail et d'existence de millions de personnes provoqua un afflux vers les villes à une échelle inconnue dans l'histoire. Aussi longtemps que l'industrie avait été dépendante du charbon de bois, elle était majoritairement restée confinée dans les zones rurales. Le charbon et la vapeur transformèrent tout cela. (...) Dès les années 1830, la Grande-Bretagne était la société la plus urbanisée que l'humanité ait connue. En 1750, seules deux villes comptaient plus de 50 000 habitants : Londres et Édimbourg. En 1851, vingt-neuf villes avaient franchi ce seuil et la majorité de la population vivait désormais en ville.

La transformation de la production industrielle moderne ne fut pas instantanée. Comme dans de nombreux pays du tiers monde aujourd'hui, la croissance de la grande industrie fut accompagnée par le développement impressionnant d'une petite industrie

s'appuyant sur la main d'œuvre bon marché. La révolution industrielle anglaise se produisit d'abord dans l'extraction minière et le textile. Mais si, dans ce dernier secteur, le filage du coton était concentré dans des usines, employant essentiellement des femmes et des enfants, le tissage, quant à lui, était toujours effectué dans les zones rurales par des travailleurs manuels. Le nombre de ces derniers s'accrut massivement, comme celui des employés des nombreux métiers urbains préindustriels.

La vie des populations se trouva transformée par la nécessité, dans laquelle elles se trouvèrent de plus en plus plongées, d'entretenir des rapports d'argent avec la classe capitaliste pour assurer leur subsistance. Les tisserands indépendants, qui avaient fleuri dans les années 1790, se muèrent, dans les années 1840, en une masse désespérée de miséreux arrivant à peine à survivre face à la concurrence des usines nouvelles utilisant des métiers mécaniques.

Les gens allaient vivre en ville – comme ils s'installent aujourd'hui dans les métropoles du tiers monde, qu'il s'agisse de Djakarta ou Bombay – parce que cela semblait la seule alternative à la misère de la campagne. Mais la ville n'offrait pas la garantie d'un avenir confortable et assuré. On détenait des qualifications intéressantes sur le marché du travail à un moment et, du jour au lendemain, ces qualifications pouvaient être périmées, comme dans le cas des tisserands. Dans l'économie rurale du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le changement, même s'il apportait son cortège de souffrances, était resté lent. Dans l'économie urbaine du XIX<sup>e</sup> siècle, il était souvent rapide et dévastateur. La production était destinée au marché, et celui-ci pouvait se dilater et se contracter à une vitesse vertigineuse. Pendant les périodes de prospérité, les travailleurs abandonnaient leurs anciennes activités et leurs villages en quête d'« argent facile » dans les villes. Pendant les récessions, ils se retrouvaient démunis, sans même un petit lopin de terre capable de produire une maigre pitance lorsqu'ils perdaient leur emploi.

Les horloges installées dans les usines servaient à marteler le nouveau dicton : « Le temps, c'est de l'argent. » La nature humaine elle-même devait changer pour que les travailleurs en viennent à considérer comme normal de passer toute leur journée dans des lieux clos sans voir le soleil, les arbres et les fleurs, et sans entendre le chant des oiseaux. Les classes possédantes étaient convaincues que toute tentative de réduire la pauvreté fragiliserait cette nouvelle discipline du travail. Si les pauvres pouvaient obtenir quelque revenu sans travailler, ils deviendraient « oisifs, fainéants, malhonnêtes et bons à rien », il perdraient toute « habitude de prudence, de respect de soi et de tempérance » et développeraient « une mentalité de paresse et de subordination ».

Thomas Malthus avait de façon tout à fait opportune fourni la « preuve » que le niveau de vie des pauvres ne pouvait être amélioré. Ils se mettraient tout simplement à faire plus d'enfants jusqu'à ce que leur situation soit encore pire qu'auparavant, affirmait-il. Jean-Baptiste Say, vulgarisateur des idées d'Adam Smith, avait également « prouvé » que le chômage était impossible dans un marché véritablement libre. Si les gens ne trouvaient pas de travail, c'est qu'ils réclamaient des salaires supérieurs à ce que le marché pouvait leur accorder. L'assistance aux indigents, en soulageant la misère, ne faisait qu'encourager cette pratique désastreuse. La seule solution au problème de la pauvreté était d'appauvrir les pauvres encore davantage ! Les conditions de vie devaient être telles que le chômeur « apte au travail » ferait pratiquement n'importe quoi plutôt que de demander de l'aide. La nouvelle loi sur les pauvres (New Poor Law), édictée en Grande-Bretagne en 1834, s'employa à mettre en place de telles conditions en limitant les aides à ceux qui étaient prêts à être enfermés dans

des « *workhouses* » assez semblables à des prisons, et judicieusement surnommées ‘bastilles » par ceux qui en étaient menacés

La vie dans des agglomérations surpeuplées produisait des attitudes très différentes de celles en usage dans des villages isolés. Elle pouvait mener à la solitude, au désespoir, à la déchéance. Mais elle pouvait aussi faire naître un sentiment nouveau de communauté de classe, les gens vivant et travaillant les uns à côté des autres, avec les mêmes soucis et dans les mêmes conditions. (...) Dans la première vague de la révolution industrielle, c'étaient les femmes (et les enfants) qui étaient concentrés par centaines ou par milliers dans les usines. Les conditions y étaient atroces, à tel point que beaucoup rêvaient de trouver un homme qui les libérerait de la surexploitation et de l'éducation des enfants. Néanmoins, elles gagnaient de l'argent pour la première fois et acquéraient ainsi un certain degré d'indépendance vis-à-vis de leurs maris ou amants. Les ouvrières des aciéries du Lancashire étaient célèbres pour leur intrépidité, à l'instar des « grisettes » des quartiers est de Paris, qui apostrophaient policiers et soldats. En révolutionnant la production, le capitalisme contribuait aussi à fragiliser un système qui avait aidé à perpétuer l'oppression des femmes pendant des millénaires.

### Objets et sujets

Désormais, les travailleurs se retrouvaient concentrés dans des agglomérations urbaines d'une taille sans précédent. Cela leur offrait des possibilités de résistance bien plus grandes que celles dont avaient bénéficié les classes exploitées par le passé, et cette résistance était de nature à encourager l'émergence d'idées opposées à la société existante dans sa totalité.

La lutte traversa différentes phases : le sabotage des machines, des manifestations de masse comme celle qui fut réprimée par la milice bourgeoise lors du massacre de Peterloo, à Manchester, en 1819, de grandes grèves, une agitation pour le suffrage universel dans la classe moyenne dans les années 1830-1832, des assauts sur les *workhouses* après 1834, des protestations contre la mise en place de forces de police destinées à surveiller les quartiers ouvriers. De ces luttes émergèrent des dirigeants qui organisèrent, agitèrent, firent de la propagande et commencèrent, dans certains cas, à retourner certaines idées d'Adam Smith et de David Ricardo contre les capitalistes.

### Les chartistes

À la fin des années 1830, ces différents courants d'agitation convergèrent pour donner naissance au mouvement chartiste. Il y avait là quelque chose d'inédit : un mouvement prenant racine au sein des classes laborieuses dont le travail entretenait la société, organisé par en bas, non pas comme une émeute ou une révolte isolée, mais comme une organisation permanente, avec ses propres structures démocratiques. Son principal organe, le *Northern Star*, fondé à Leeds en 1837, vit bientôt son tirage atteindre celui du journal de la classe dirigeante, le *Times* ; ses articles étaient lus à haute voix pour les analphabètes dans les ateliers et les pubs de toutes les zones industrielles du pays.

L'histoire telle qu'on l'enseigne dans les écoles britanniques traite souvent du chartisme comme un mouvement mineur, voué à l'échec. Il fut en réalité le plus grand mouvement de masse que connut le pays au XIX<sup>e</sup> siècle. À trois reprises, il provoqua la panique dans la classe dirigeante. En 1838-1839, des centaines de milliers de travailleurs assistèrent aux meetings dans lesquels le programme chartiste était présenté et débattu ; des

dizaines de milliers d'entre eux commencèrent à s'entraîner en vue d'un soulèvement populaire ; le gouvernement était suffisamment inquiet pour envoyer l'armée dans les districts industriels, et Newport, au Pays de Galles, fut le théâtre d'une tentative de soulèvement armé. Puis, en 1842, éclata dans le Lancashire la première grève générale de l'histoire ; les ouvriers allèrent d'une usine à une autre, éteignirent les hauts fourneaux et cherchèrent à étendre leur action. Finalement, en 1848, poussées à nouveau à l'action par la dépression industrielle en Grande-Bretagne, la famine en Irlande et la vague révolutionnaire que connaissait l'Europe, des masses de travailleurs se préparèrent à la confrontation. Leurs espoirs allaient être déçus. L'État tint bon, les classes moyennes inférieures se rallièrent à lui, les dirigeants chartistes hésitèrent, et la colère qui avait amené 100 000 personnes à se rassembler à Kennington, au sud de Londres, se dissipa bientôt, mais pas avant que le gouvernement n'eut transformé la moitié de la capitale en un vaste camp retranché.

Comme tout mouvement vivant, le chartisme était un mélange disparate de groupes porteurs d'idées hétérogènes. Son programme formel – les *points* de la Charte – était très audacieux sur ses propositions de réforme démocratique ; il reposait sur le suffrage universel masculin et l'élection de parlements annuels, et non sur une réorganisation socialiste de l'économie. Ses dirigeants étaient divisés entre les tenants de la « force morale », qui croyaient pouvoir gagner à leur cause les gouvernants, et les partisans de la « force physique », qui mettaient leur foi dans leur renversement. Même les seconds n'avaient pas véritablement d'idées sur la manière de parvenir à leurs fins.

## Chapitre 33

---

### La naissance du marxisme

« Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. » Telle est la phrase d'introduction d'une des brochures les plus influentes jamais publiées. Deux Allemands en exil à Paris la rédigèrent à la fin de 1847. Elle prédisait une révolution imminente, et l'encre des premiers exemplaires imprimés était à peine sèche que cette révolution était déjà en marche. (...) Ce qui passionna ses lecteurs – et continue de le faire – était sa capacité, en une quarantaine de pages, d'inscrire l'émergence de la nouvelle société industrielle capitaliste dans le schéma général de l'histoire humaine. Elle entreprenait de montrer que cette forme de société était tout aussi transitoire que celles qui l'avaient précédée, et d'expliquer les gigantesques conflits de classes qui la secouaient, même là où elle n'était pas complètement débarrassée du vieil ordre féodal.

Les auteurs, Friedrich Engels et Karl Marx, étaient des hommes extrêmement doués, mais leur génie personnel ne peut expliquer à lui seul l'impact de leurs écrits – pas plus que le génie personnel de Platon et Aristote, Confucius et Bouddha, Paul de Tarse et Mahomet, Voltaire et Rousseau, n'explique la place que ces individus tiennent dans l'histoire. Ils vivaient en un lieu et un temps où convergeaient toutes les contradictions d'une période, et ils avaient à leur disposition quelque chose qui faisait défaut aux autres : l'accès aux traditions intellectuelles et aux progrès scientifiques qui leur permettaient, non seulement de ressentir, mais d'expliquer ces contradictions.

Karl Marx et Friedrich Engels étaient tous deux issus de la classe moyenne de la Rhénanie prussienne. Le père du premier était un fonctionnaire aisé, de religion protestante mais d'éducation et de descendance juives, le père du second un industriel prospère possédant

des usines en Rhénanie et à Manchester. Dans la Rhénanie des années 1830 et 1840, de telles origines ne menaient pas nécessairement au conformisme.

Marx et Engels faisaient partie intégrante de cette génération aux prises avec une société déchirée entre passé et présent. Ils étudièrent Hegel, reprirent les arguments de Feuerbach, adoptèrent les critiques de la religion exprimées par Strauss. Mais ils firent plus encore : ils se confrontèrent également au nouveau capitalisme industriel qui faisait ses premières incursions. Engels fut envoyé par son père à Manchester pour aider à y diriger son usine, et il fit l'expérience, au premier degré, de l'écart entre l'avenir radieux promis par les libéraux en Allemagne et la dure réalité de la vie des travailleurs dans la révolution industrielle britannique : ce sera l'objet de son livre *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Arrivant à Manchester à la suite de la grève générale de 1842, il rejoignit le mouvement chartiste, ce qui le mit à son tour en contact direct avec les critiques « socialistes utopiques » du capitalisme contenues dans les écrits de Robert Owen, et avec la critique de l'« économie politique » utilisée pour justifier le système en place.

Après avoir achevé son doctorat sur la philosophie atomiste grecque ? Marx fut engagé comme rédacteur en chef d'un journal libéral fondé depuis peu, la *Rheinische Zeitung*, à l'âge de vingt-quatre ans. Des affrontements avec la censure prussienne entraînèrent l'interdiction du journal au bout de six mois, et Marx se trouva pour la première fois en contact, comme il l'expliqua plus tard, avec les « questions matérielles ». Puis il écrivit un texte sur la manière dont la noblesse entendait faire passer pour un vol les traditions paysannes consistant à ramasser le bois mort dans la forêt, et il commença à analyser la nature et l'origine de la propriété. Il fut ensuite contraint de s'exiler à Paris, où une lecture critique de la *Philosophie du droit* de Hegel – qui défend l'idée que la coercition monarchique est le seul moyen de rendre cohérente une société atomisée – le convainquit qu'une constitution simplement libérale ne pouvait donner une vraie liberté au peuple.

### L'aliénation

Feuerbach avait qualifié d'« aliénation » le fait que les humains célèbrent le culte de dieux qu'ils avaient eux-mêmes créés. Marx appliquait désormais le même terme au marché capitaliste : « Plus l'ouvrier produit, moins il a à consommer ; plus il crée de valeurs, plus il perd sa valeur et sa dignité (...). Le travail produit des merveilles pour les riches, mais pour l'ouvrier il produit le dénuement. Il produit des palais, mais pour l'ouvrier il produit des taudis. Il produit la beauté, mais pour l'ouvrier c'est l'infirmité. Il remplace le travail par des machines, mais il rejette une partie des ouvriers dans un travail barbare et transforme l'autre partie en machines. Il produit l'esprit, mais pour l'ouvrier il produit l'abêtissement, le crétinisme (...). (L'ouvrier) est lui-même quand il ne travaille pas et, quand il travaille, il ne sent pas dans son propre élément. »

Marx concluait que les travailleurs ne pouvaient mettre un terme à cette inhumanité qu'en prenant collectivement le contrôle du processus de production, par le « communisme ». La libération de l'homme ne résidait pas, comme l'avaient prétendu les démocrates libéraux, dans une simple révolution politique liquidant les derniers vestiges du féodalisme, mais dans une révolution sociale destinée à fonder une société « communiste ». C'est en participant aux groupes de socialistes allemands exilés à Paris et à Bruxelles que Marx et Engels élaborèrent ensemble un contenu pratique à leurs idées théoriques. C'est ainsi qu'ils adhérèrent à une organisation d'artisans en exil, la Ligue des justes, bientôt rebaptisée la Ligue des communistes, qui les chargea de rédiger le *Manifeste communiste*.

## Le nouveau système mondial

Les idées de Marx sont souvent perçues comme dépassées parce qu'elles ont été exprimées il y a plus d'un siècle et demi, particulièrement par ceux qui se fondent sur une analyse simpliste de *La Richesse des nations* d'Adam Smith, publiée plus de quarante ans avant la naissance de Marx. Pourtant, rédigé à une époque où le capitalisme industriel était confiné à une zone réduite de l'extrémité occidentale de l'Eurasie, le *Manifeste* présente une vision prophétique de la façon dont le capitalisme a envahi le monde, ce qu'on appelle aujourd'hui la « mondialisation » ou la « globalisation ».

« En exploitant le marché mondial, la bourgeoisie a donné une forme cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a dérobé le sol national sous les pieds de l'industrie (...). L'ancien isolement et l'autarcie locale font place à un trafic universel, une interdépendance universelle des nations (...). Par suite du perfectionnement rapide des instruments de production et grâce à l'amélioration incessante des communications, la bourgeoisie précipite dans la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bas prix de ses marchandises est la grosse artillerie avec laquelle elle démolit toutes les murailles de Chine (...). Elle contraint toutes les nations, sous peine de courir à leur perte, d'adopter le mode de production bourgeois (...). En un mot, elle crée un monde à son image. »

Le monde d'aujourd'hui est beaucoup plus proche de l'image qu'en donne Marx qu'il ne l'était en 1847. Marx et Engels y reprenaient le thème de l'aliénation et le présentaient dans un langage beaucoup plus simple : « Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé (...). Le passé domine le présent (...). Le capital est indépendant et possède une individualité, alors que la personne vivante est dépendante et n'a pas d'individualité. »

Cela condamne la société bourgeoise elle-même : « (...) Dans ces crises (...) une épidémie sociale éclate, qui, à toute autre époque, eût semblé absurde : l'épidémie de la surproduction (...). On dirait qu'une famine, une guerre de destruction universelle lui ont coupé les vivres ; l'industrie, le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de vivres, trop d'industrie, trop de commerce (...). Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'une part, en imposant la destruction d'une masse de forces productives ; d'autre part, en s'emparant de marchés nouveaux et en exploitant mieux les anciens. Qu'est-ce à dire ? Elle prépare des crises plus générales et plus profondes, tout en réduisant les moyens de les prévenir. »

Marx et Engels soulignèrent une différence fondamentale entre le capitalisme et les formes anciennes de sociétés de classes. Les classes dirigeantes du passé s'étaient employées à renforcer le conservatisme pour asseoir leur domination. Mais même si les capitalistes y avaient recours comme à une option politique et idéologique, l'élan économique de leur propre société le remettaient continuellement en question : « La bourgeoisie ne peut exister sans bouleverser constamment les instruments de production, donc l'ensemble des conditions sociales (...). Ce qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continu de toutes les institutions sociales, bref la permanence de l'instabilité et du mouvement. Tous les rapports sociaux immobilisés dans la rouille ; ceux qui les remplacent vieillissent avant même de se scléroser. Tout ce qui était solide, bien établi, se volatilise, tout ce qui était sacré se trouve profané, et à

la fin les hommes sont forcés de considérer d'un œil détrompé la place qu'ils tiennent dans la vie, et leurs rapports mutuels. »

### Les travailleurs et le nouveau système

« Ces travailleurs sont obligés de se vendre morceau par morceau tels une marchandise ; et, comme tout autre article de commerce, ils sont livrés à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché. » (...) « Les intérêts, les situations se nivellent de plus en plus au sein du prolétariat, à mesure que le machinisme efface les différences du travail et ramène presque partout le salaire à un niveau également bas (...) les crises commerciales (...) rendent le salaire des ouvriers de plus en plus instable ; le perfectionnement incessant et toujours plus poussé du machinisme rend leur condition de plus en plus précaire. »

Ce que Marx comme Engels avaient parfaitement perçu, c'était que l'accroissement du capital entraînerait inéluctablement celui de la classe ouvrière. Leur analyse est parfois décriée parce qu'elle supposait que cette croissance serait celle des « prolétaires » stéréotypés de la grande industrie. Je reviendrai sur ce point ultérieurement, en traitant de l'histoire du dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. Disons simplement que même si c'était sans doute ce qu'ils croyaient, et qui se fondait sur l'expérience qu'Engels avait eu du chartisme à Manchester, ce n'est pas inscrit dans la logique de leur argumentation. La croissance du travail salarié aux dépens de la production paysanne ou artisanale ne nécessite pas en elle-même la croissance d'une forme particulière d'emploi salarié (celui de la grande industrie). Tout ce qu'elle implique, c'est qu'une proportion de plus en plus grande de la main-d'œuvre dépendra pour sa survie de la vente de sa capacité de travail (ce que Marx appellera plus tard la « force de travail »). Et les conditions de travail comme les salaires seront déterminés, d'une part par la nature concurrentielle du capital, d'autre part par le degré auxquels ils résistent au capital. La question de savoir s'ils travaillent dans des usines, des bureaux ou des centrales d'appels, s'ils portent des bleus de travail, des cols blancs ou des jeans, est hors sujet. De ce point de vue, il est difficile de mettre en défaut la logique de l'argumentation de Marx et Engels aujourd'hui, quand les travailleurs de tous types s'entendent dire que leur survie dépend de la réussite de leur entreprise ou de leur pays dans la « compétition mondiale ».

## Chapitre 34

1848

---

« La Garde nationale elle-même avait disparu. Le peuple seul portait des armes, gardait les lieux publics, veillait, commandait, punissait. C'était une chose extraordinaire et terrible de voir dans les seules mains de ceux qui ne possédaient rien, toute cette immense ville, pleine de tant de richesse ! » Voici ce qu'écrivait l'historien Alexis de Tocqueville au sujet du 25 février 1848. Le roi des Français, Louis-Philippe, venait d'abdiquer et de fuir le pays. Une manifestation organisée par des étudiants républicains et des membres de la classe moyenne avait affronté la police devant le ministère des Affaires étrangères, provoquant un soulèvement spontané dans les quartiers pauvres de l'est de Paris, qui avaient été le centre de l'agitation des sans-culottes pendant la Révolution un demi-siècle auparavant. Des foules scandant « vive la Réforme » perçaient les lignes de soldats et envahissaient les palais et les bâtiments des assemblées. Des hommes politiques appartenant à l'opposition constituèrent un gouvernement provisoire présidé par Lamartine. Pour faire en sorte qu'il obtienne le soutien

des masses, ils y ajoutèrent un socialiste réformateur, Louis Blanc, et, pour la première fois dans l'histoire, un travailleur manuel, l'ouvrier Albert.

La révolution en France était une bombe posée sous tous les trônes d'Europe. Une brève guerre civile s'était déjà déroulée en Suisse, au mois de décembre précédent, et un soulèvement avait eu lieu en Sicile en janvier. Des insurrections réussies se produisirent bientôt à Vienne, Milan, Venise, Prague, Berlin, ainsi que dans les villes industrielles et les capitales de presque toutes les principautés allemandes. Dans chaque ville, des protestations initiées par les classes moyennes libérales culminaient dans d'immenses rassemblements repoussant les attaques de l'armée et de la police et prenant d'assaut les palais et les édifices gouvernementaux. (...) Les monarques et les aristocrates restaient, mais ne parvenaient à conserver leurs places qu'en proclamant leur accord de principe en faveur de constitutions libérales. L'absolutisme paraissait défunt presque partout. Les réformes démocratiques radicales semblaient réalisées : suffrage universel masculin, liberté de la presse, droit à être jugé par un jury, fin des privilèges aristocratiques et des droits féodaux.

Mais il ne devait pas en être ainsi. Dès l'été, les souverains et les aristocrates reprenaient confiance. Ils passaient à l'attaque, cessant de plier devant le mouvement démocratique, et, à la fin de l'automne, ils brisaient le mouvement dans des centres stratégiques comme Berlin, Vienne et Milan. À l'été 1849, la Contre-Révolution était victorieuse sur tout le continent.

Les révolutions de février et de mars avaient triomphé parce que des soulèvements impliquant la masse des petits commerçants, des artisans et des ouvriers avaient repoussé des armées et une police commandées par des monarchistes et des aristocrates. Mais les gouvernements et les parlements qu'ils avaient mis en place étaient composés essentiellement de représentants des classes moyennes possédantes. (...) La peur que ressentaient les nouveaux gouvernements et parlementaires était la même que celle qui avait freiné les Presbytériens dans la révolution anglaise, les « modérés » de New York et de Pennsylvanie dans la révolution américaine, et les Girondins dans la Révolution française. Mais c'était à une plus grande échelle. Aucune force révolutionnaire de la classe moyenne comparable aux Indépendants ou aux jacobins n'émergea pour imposer sa volonté aux autres.

Les îlots industriels qui se multipliaient dans toute l'Europe de l'Ouest révélaient que la classe capitaliste était plus importante et plus puissante en 1848 qu'elle ne l'était au temps de la Révolution française. À côté d'elle, on trouvait une classe moyenne en expansion, formée d'intellectuels, de professeurs, d'enseignants et de fonctionnaires qui considéraient l'Angleterre comme leur modèle économique et l'État national unifié établi par la Révolution française comme leur modèle politique, des fractions de la noblesse militèrent même en faveur de l'indépendance nationale vis-à-vis de l'Autriche et de la Russie.

L'ampleur du mécontentement fit courir un frisson dans le dos de tous les capitalistes, grands ou petits. Car les ouvriers et les paysans n'étaient pas seulement favorables à des constitutions démocratiques ou à l'abolition des privilèges féodaux. Ils exigeaient des moyens d'existence et des conditions de travail qui mettaient en péril les profits et la propriété capitalistes. Les libéraux nantis allaient s'unir avec leurs opposants traditionnels, les aristocrates terriens et les monarchistes, pour faire barrage à ce danger.

## Les combats de Juin

C'est à Paris, cependant, qu'eut lieu le tournant décisif. Les ouvriers et les artisans qui, en février, avaient joué un rôle crucial dans le renversement de l'ordre ancien, avaient des revendications économiques et sociales spécifiques qui allaient bien au-delà du programme démocratique libéral du gouvernement. Ils exigeaient, en particulier, que leur travail soit rémunéré par un salaire décent. Ils n'avaient rien d'une masse informe. Dans les années postérieures à 1830, des clubs débattant de réforme sociale (avec des leaders comme Louis Blanc) et des sociétés secrètes combinant les revendications sociales avec l'insurrectionnalisme jacobin (dirigées par des personnalités comme Auguste Blanqui) avaient acquis une certaine audience. Leurs idées étaient discutées dans les cafés et dans les ateliers.

Le gouvernement formé dans la fièvre des rassemblements armés des 24 et 25 février ne pouvait ignorer les revendications. Il assistait « sous la pression du peuple et sous ses yeux » à de continuelles « processions, délégations, manifestations ». Ainsi, il décréta une réduction d'une heure et demie de la journée de travail et promit le plein-emploi à tous les citoyens. Il créa des Ateliers nationaux destinés à donner du travail aux chômeurs, et Louis Blanc, en tant que ministre du Travail, mit en place une « commission du Travail » au palais du Luxembourg, où « 600 à 800 membres » - représentants des employeurs, représentants des ouvriers, économistes de toutes les écoles » - formèrent une sorte de « parlement du travail ».

Au début, les classes possédantes n'osèrent pas protester contre cet état de fait. Le ton changea une fois passé le choc immédiat des 24 et 25 février. Financiers, négociants et industriels entreprirent alors de dresser l'opinion des classes moyennes contre la « république sociale ». Ils mirent la crise économique qui s'aggravait sur le compte des concessions accordées aux travailleurs et aux Ateliers nationaux (lesquels n'étaient, en fait, guère préférables aux workhouses anglaises).

Les républicains bourgeois du gouvernement s'allièrent. Ils s'empressèrent de satisfaire les financiers en reconnaissant les dettes de l'ancien régime et, dans une tentative d'équilibrer le budget, imposèrent un impôt sur la paysannerie. Ils s'assurèrent que la Garde nationale était dominée par les classes moyennes, et recrutèrent des milliers de jeunes chômeurs dans une force armée, la Garde mobile, qui était sous leur contrôle. En avril, ils appelèrent également à élire une assemblée constituante. Les artisans et ouvriers parisiens furent pris de court et n'eurent pas le temps de diffuser leur message à l'extérieur de la capitale. La campagne électorale dans les campagnes se trouva dès lors sous l'influence des propriétaires, des avocats et des curés, qui accusaient « Paris la rouge » d'être responsable des nouveaux impôts. En réalité, la nouvelle assemblée était dominée par des partisans à peine déguisés des dynasties royales concurrentes, et elle renvoya immédiatement les deux ministres socialistes.

Puis, le 21 juin, le gouvernement annonça la fermeture des Ateliers nationaux, donnant aux chômeurs le choix entre la dispersion dans les provinces ou l'enrôlement dans l'armée. Tous les succès remportés par les ouvriers et les artisans en février leur étaient retirés. Ils n'avaient pas d'autre choix que de reprendre les armes. Le lendemain, ils dressèrent des barricades dans tout l'est de Paris et s'efforcèrent d'exercer une pression sur le centre. Le gouvernement républicain se jeta sur eux avec toute la férocité des forces armées à sa disposition – jusqu'à 30 000 soldats, entre 60 000 et 80 000 membres de la garde nationale, et près de 25 000 gardes mobiles, tous sous le commandement du général Cavaignac. La guerre

civile fit rage dans la ville pendant quatre jours, les zones les plus aisées de l'ouest affrontant les quartiers pauvres de l'est.

D'un côté, soutenant le « gouvernement républicain », on trouvait les monarchistes des deux dynasties, les propriétaires terriens, les négociants, les banquiers, les avocats et les étudiants républicains issus de la classe moyenne. De l'autre, quelque 40 000 insurgés, « issus essentiellement des petits métiers de l'artisanat de la ville – de la construction, de la métallurgie, de l'habillement, de la fabrication des chaussures et de l'ameublement – auxquels s'ajout(ai)ent des ouvriers travaillant dans des établissements industriels modernes, comme les ateliers des chemins de fer, en même temps qu'un grand nombre de travailleurs sans qualification et une quantité non négligeable de petits hommes d'affaires ». Chaque centre de résistance était dominé par un métier particulier – les charretiers ici, les dockers là, les charpentiers et les ébénistes ailleurs. Comme le nota Friedrich Engels, les hommes n'étaient pas les seuls à se battre. Sur la barricade de la rue de Cléry, parmi les sept défenseurs se trouvaient « deux belles jeunes grisettes (des Parisiennes de condition modeste) », dont l'une fut tuée alors qu'elle s'avavançait, seule, portant le drapeau rouge, vers les hommes de la Garde nationale.

Le soulèvement fut réprimé de la façon la plus sanglante. Un officier de la Garde nationale, l'artiste-peintre Meissonnier, en fit le récit : « Lorsque la barricade de la rue de la Martellerie fut prise, je me rendis compte de toute l'horreur d'une telle guerre. Je vis des défenseurs abattus, précipités des fenêtres, le sol jonché de corps, la terre rouge de sang. » Le nombre de morts n'est pas connu, mais 12 000 personnes furent arrêtées, des milliers d'entre elles déportées en Guyane.

#### Le retour de l'ordre ancien

La défaite des travailleurs parisiens encouragea, partout, les adversaires de la révolution. Le *Junker* (noble) allemand Otto von Bismarck déclara à l'Assemblée nationale prussienne que c'était l'« un des événements les plus heureux dans toute l'Europe ». Dans les royaumes et les principautés d'Allemagne, les autorités commencèrent à dissoudre les clubs de gauche ou républicains, poursuivant les journaux et arrêtant les agitateurs. En Italie, les Autrichiens infligèrent une défaite à l'armée piémontaise et reprirent le contrôle de Milan, pendant que le roi de Naples instaurait une dictature militaire. À Prague, le général autrichien Windisch-Graetz imposa l'état de siège après cinq jours d'affrontement avec la classe moyenne, les étudiants et les ouvriers tchèques. Il occupa Vienne, face à une âpre résistance populaire, à la fin octobre, faisant 2000 morts, pour se diriger ensuite vers la Hongrie.

En France, où avait débuté le processus révolutionnaire dans son ensemble, les républicains de la classe moyenne découvrirent que, après avoir vaincu les ouvriers, il n'y avait plus personne pour les protéger contre l'avancée des monarchistes. Mais ces derniers étaient divisés entre les partisans des héritiers des Bourbons et ceux de Louis-Philippe, et se révélaient incapables de décider qui imposer comme roi. Un neveu de Napoléon, Louis-Napoléon Bonaparte, se faufila dans cette brèche. Il remporta les élections présidentielles de la fin de 1848 avec 5,5 millions de voix, contre 400 000 au dirigeant républicain issu des classes moyennes, Ledru-Rollin, et 40 000 au révolutionnaire Raspail. En 1851, craignant de perdre les élections, il organisa un coup d'État. L'année suivante, il se proclama empereur.

À la fin de l'année, Marx tirait la conclusion suivante : « l'histoire (...) de toute la bourgeoisie allemande de mars à décembre (...) démontre (...) que la révolution purement

bourgeoise (...) est impossible en Allemagne (...). Ce qui est possible, c'est soit la contre-révolution féodale et absolutiste, soit la *révolution sociale républicaine*. »

La bourgeoisie fait son entrée par la petite porte

Les révolutions ne laissaient cependant pas l'Europe complètement inchangée. En Allemagne et en Autriche, elles avaient mis fin aux droits féodaux et au servage, même si c'était en transformant les propriétaires fonciers *Junkers* en capitalistes agraires et en favorisant guère les paysans. Les souverains de la plupart des États allemands concédaient des constitutions qui leur laissaient le pouvoir de nommer les gouvernements, mais qui donnaient une représentation parlementaire aux classes possédantes, et même, sous une forme diluée, aux ouvriers et aux paysans. Le terrain était prêt pour une avancée du capitalisme, même si c'était sous la férule de monarchies qui empêchaient la bourgeoisie d'exercer directement le pouvoir d'État.

L'Allemagne commença à faire sa propre révolution industrielle. L'industrie connut une croissance de 4,8% par an, les chemins de fer de 14%. L'investissement fut, dans les trente années consécutives à 1850, quatre fois supérieur à ce qu'il avait été auparavant. (...) Même si l'industrialisation allemande avait démarré soixante ans après celle de l'Angleterre, elle devait bientôt la rattraper. Les mines de la Ruhr étaient plus importantes, et leur exploitation plus intensive, que celles du Pays de Galles ; l'industrie chimique allemande développa des teintures synthétiques bien avant la Grande-Bretagne.

À la fin des années 1860, la bourgeoisie pouvait se dire rétrospectivement que si, en 1848, elle avait perdu la lutte politique, elle avait en revanche gagné la bataille économique. En France, elle mit toute sa foi dans Louis-Napoléon Bonaparte. En Allemagne, elle se félicita de voir Bismarck, exerçant un pouvoir quasi dictatorial dans le cadre de la monarchie prussienne, faire la guerre au Danemark, à l'Autriche et à la France pour bâtir un nouvel empire allemand destiné à devenir l'État le plus puissant d'Europe occidentale.

Les rois du Piémont devinrent les rois de toute l'Italie, même si le pays unifié resta longtemps scindé en deux, entre un Nord moderne, de plus en plus capitaliste, et un Sud pauvre où les propriétaires fonciers continuaient à traiter les paysans de manière quasi féodale, et où le banditisme de la mafia prospérait.

Cependant, deux vieux mouvements nationaux européens demeuraient frustrés. En Irlande, la fin des années 1840 vit la renaissance du nationalisme, qui était apparu à l'époque de la Révolution française et avait été détruit en 1798. La Grande famine qui sévit alors révéla le coût humain terrifiant causé à l'économie irlandaise par sa soumission à la classe dirigeante britannique. Un million de personnes moururent, un autre million furent contraintes à l'émigration ; la population fut réduite de moitié. Le principal politicien constitutionnel, Daniel O'Connell, qui avait œuvré toute sa vie pour les droits des Irlandais catholiques au sein du Royaume-Uni, fut obligé de poser la question de l'indépendance, cependant qu'une nouvelle génération de radicaux de la classe moyenne pensaient qu'il fallait aller plus loin, en luttant pour la république. Leur tentative de soulèvement en 1848 fut brisée. Mais, à partir de ce moment-là, la « question irlandaise » resterait centrale dans la vie politique britannique.

La noblesse polonaise ne s'était jamais résignée à la division du royaume de Pologne, dans les années 1790, entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, et elle organisa des révoltes contre le joug russe dans les années 1830, et à nouveau dans les années 1860. Les nobles

polonais étaient des propriétaires féodaux, dominant non seulement les classes inférieures polonaises, mais aussi biélorusses, prussiennes, ukrainiennes et juives. Pourtant, leur combat contre le tsar les opposa à l'ensemble de la structure contre-révolutionnaire imposée à l'Europe après 1814, et à nouveau après 1848, et les amena à se trouver un but commun avec les révolutionnaires et les démocrates de toute l'Europe. Pour les chartistes britanniques, les républicains français et les communistes allemands, la lutte des Polonais était leur lutte. L'on trouverait ainsi des exilés polonais issus de familles nobles participant au combat en Italie, en Allemagne méridionale, en Hongrie et à Paris.

## Chapitre 35

---

### La guerre civile américaine

Le 12 avril 1861, des soldats volontaires de Caroline du Sud ouvrirent le feu sur les forces fédérales des États-Unis à Fort Sumter, face au port de Charleston. Ils exprimaient, de la manière la plus dramatique qui soit, le refus des États esclavagistes du Sud d'accepter la présidence d'Abraham Lincoln et du Parti républicain qui venait d'être fondé. Jusque-là, peu de gens s'attendaient à ce que le désaccord provoque la guerre. Lincoln n'était président que depuis un mois, et il avait dit et répété que son seul souci était de préserver les territoires nouveaux du Nord-Ouest pour le « travail libre ». Sa désapprobation personnelle de l'esclavage ne signifiait pas qu'il était partisan de l'interdire dans les États du Sud. « Je n'ai pas l'intention, insistait-il dans un débat en 1858, d'interférer avec les institutions de l'esclavage dans les États où il existe. » Il répéta la même chose lors de sa campagne électorale de 1861.

Pendant que les États sudistes s'organisaient pour faire sécession d'avec les États-Unis, les efforts du Congrès se concentraient sur la recherche d'un compromis qui laisserait l'esclavage intact dans le Sud. Les abolitionnistes n'étaient qu'une petite minorité, aussi bien au Congrès que dans la population du Nord dans son ensemble. Il arrivait fréquemment que leurs réunions soient interrompues par des foules hostiles, notamment à Boston, qui était considérée comme leur bastion.

Les coups de feu de Fort Sumter furent les premiers de la guerre la plus sanglante de l'histoire américaine, plus coûteuse en vies humaines que la guerre d'indépendance, la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale, la guerre de Corée et la guerre du Vietnam réunies.

#### Le fossé infranchissable

Ce qui était en jeu était bien plus qu'un simple malentendu. C'était un conflit entre deux modes d'organisation de la société fondamentalement différents. Les États-Unis avaient émergé de leur révolution contre la domination britannique avec deux formes distinctes d'organisation économique, chacune étant tournée vers le marché mondial en expansion. Dans le Nord dominait le « travail libre » des petits fermiers, des artisans et des ouvriers salariés dans de petits ateliers. Le Sud était sous la coupe des planteurs propriétaires d'esclaves, même si la majorité de sa population se composait de petits fermiers, d'artisans et d'ouvriers qui ne possédaient pas eux-mêmes d'esclaves.

Au début, le contraste entre les contrées « esclavagistes » et les zones « libres » n'apparaissait pas aux dirigeants politiques comme un problème insurmontable. Les régions

étaient séparées géographiquement, et même un homme du sud comme Jefferson, le propriétaire d'esclaves à moitié honteux qui avait rédigé la Déclaration d'Indépendance – et était devenu président en 1800 – considérait l'esclavage comme voué à disparaître. (...) Cela dit, c'était avant que la culture intensive du coton ne se développe pour satisfaire l'insatiable appétit des filatures du Lancashire. En 1790, le Sud ne produisait que 1000 tonnes de coton par an. En 1860, la production atteignait un million de tonnes. À l'évidence, des équipes d'esclaves travaillant sous la surveillance de gardes armés de fouets constituaient un moyen efficace de cultiver et de récolter le coton à grande échelle. On comptait quatre millions d'esclaves en 1860.

Mais les planteurs ne voulaient pas seulement garder leurs esclaves ; il leur fallait davantage de terres pour satisfaire la demande étrangère de coton. Ils en avaient obtenu lorsque le gouvernement américain avait acheté la Floride à l'Espagne et la Louisiane à la France. Ils 'étaient emparés des terres concédées à certaines nations indiennes (qui furent reléguées 1500 kilomètres plus loin dans des conditions atroces), et ils en avaient accaparé de grandes superficies grâce à la guerre contre le Mexique. Mais même cela n'était pas suffisant. Ils convoitaient désormais la région non colonisée située entre le Mississippi et le Pacifique, une zone bien plus vaste que tous les États existants combinés.

Les États du Nord traversaient, eux aussi, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, une énorme transformation. Leur population avait augmenté à de nombreuses reprises, avec les vagues successives d'immigrants arrivant des régions appauvries d'Europe dans l'espoir de réussir comme petits fermiers ou travailleurs manuels bien payés. À son tour, la croissance de la population créa un marché en expansion pour les industriels et les négociants. La production textile de la Nouvelle-Angleterre passa de 3,5 millions de mètres en 1817 à 280 millions en 1837. En 1860, le pays était le deuxième producteur industriel mondial derrière la Grande-Bretagne, qu'il était cependant en train de rattraper rapidement. La population libre du Nord considérait les territoires vierges du Far West comme une possibilité d'accomplir ses rêves de posséder de la terre, tandis que les capitalistes nordistes les voyaient comme une source de profits potentiels considérables.

La « révolution des transports » avait un impact très important. Des canaux reliaient New York aux Grands Lacs et au Midwest ; le Midwest, à son tour, était connecté au golfe du Mexique par des bateaux à vapeur naviguant sur l'Ohio, le Mississippi et le Missouri. En 1860, on comptait 50 000 kilomètres de voies ferrées, soit plus que dans toute le reste du monde. Partout, des communautés qui avaient pratiqué jusque-là l'agriculture de subsistance produisaient de plus en plus pour le marché. Le vieil isolement des États et l'isolement du Nord et du Sud appartenaient désormais au passé.

D'importantes fractions du capitalisme industriel du Nord avaient besoin de droits de douane pour protéger leurs produits et leurs marchés des capitalistes britanniques. Mais l'économie cotonnière du Sud était intimement liée à l'industrie textile britannique et s'irritait à l'idée qu'on porte atteinte au libre-échange. Quels intérêts le gouvernement fédéral allait-il prendre en compte dans sa politique étrangère ? Les planteurs obtinrent gain de cause pendant pratiquement un demi-siècle. Le Missouri, en 1820, et le Texas, dans les années 1840, entrèrent dans l'Union comme États esclavagistes.

(Les gens du Nord (...) craignaient que les planteurs, qui contrôlaient la présidence, le Congrès et la Cour suprême, ne fassent main basse sur l'Ouest dans sa totalité. Cela aurait détruit les espoirs des aspirants fermiers, n'aurait permis au capital industriel de rester

dominant que dans une poignée d'États du Nord, et aurait donné, dans un avenir prévisible, le contrôle du gouvernement aux planteurs. (...) L'opinion se polarisa dans tout le pays. Dans le Nord, cela entraîna la création d'un nouveau groupement politique, le Parti Républicain, dont le candidat à l'élection présidentielle de 1861 devait être Abraham Lincoln. La base de ce parti transcendait les clivages de classes. Des fractions du *big business*, des fermiers, des artisans et des ouvriers étaient liés par la volonté de préserver le travail libre dans les territoires de l'Ouest.

Certains « États du travail libre » persistaient à refuser aux Noirs le droit de vote, et d'autres allaient jusqu'à interdire aux gens de couleur de venir s'installer sur leur sol. Lors d'un référendum en 1860, New York, qui avait voté Lincoln à une nette majorité, refusa, dans une proportion de deux voix contre une, de donner aux Noirs le droit de vote sur une base égale avec les Blancs. Le succès du Parti Républicain dans le Nord venait de sa capacité à faire du travail libre, plutôt que du racisme ou même de l'esclavage, la question centrale. Lincoln personnifiait cette approche. C'est sur cette base qu'il remporta 54% des suffrages dans les États du Nord, et 40% dans l'ensemble du pays. Il gagna la présidence grâce à une scission entre les ailes nordiste et sudiste du Parti démocrate sur la question du Kansas.

Aussi modérée que fût l'attitude de Lincoln, les planteurs virent son élection comme une menace à laquelle ils devaient répliquer. Selon eux, c'était toute la société qui était menacée. (...) Certains craignaient aussi que, s'ils ne parvenaient pas à provoquer une tempête, leur emprise sur le Sud dans son ensemble ne soit sapée dans ses fondements ; en effet, les deux tiers des Blancs ne possédaient pas d'esclaves et pouvaient être gagnés aux idées dont l'influence grandissait dans le Nord. Les sept États producteurs de coton les plus méridionaux – où les esclaves constituaient presque la moitié de la population – annoncèrent leur sécession d'avec les États-Unis et commencèrent à s'armer. En avril, ils prirent l'initiative et attaquèrent Fort Sumter. Ils pensaient, avec raison, que l'ouverture des hostilités pousserait d'autres États esclavagistes à les rejoindre. Mais ils croyaient aussi, à tort, que le gouvernement de Lincoln – avec seulement 16 000 soldats à sa disposition – se plierait à leurs exigences.

Les abolitionnistes virent soudain des foules enthousiastes emplir leurs meetings. (...) Il y avait là quelque chose du sentiment que l'on rencontre dans les révolutions, avec un intérêt soudain pour les idées nouvelles. Les journaux qui publièrent une déclaration du militant antiesclavagiste Wendell Phillips se vendirent à 200 000 exemplaires.

Cependant, pendant dix-huit mois, la conduite de la guerre par le Nord fut en contradiction avec ce sentiment quasi révolutionnaire. Lincoln croyait, à tort ou à raison, que la seule façon de rassembler le Nord dans l'effort de guerre était de reculer pour se concilier l'opinion modérée. (...) Il devint rapidement clair qu'un politique modérée n'allait pas permettre de gagner la guerre. (...) Si cette politique convenait à ceux qui se bornaient à vouloir contraindre les États sécessionnistes à réintégrer l'Union sans modifier leur système local, elle était cependant vouée à l'échec en tant que stratégie militaire. Au bout de dix-huit mois de guerre, la ligne de front était pour l'essentiel la même qu'au début, à l'exception des victoires nordistes le long du Mississippi, et le Sud contrôlait encore un territoire de la taille de la France. Le Nord était gagné par une démoralisation croissante, avec l'impression que la victoire était impossible, y compris parmi ses partisans les plus fervents.

Mais le sentiment que la guerre n'allait nulle part créait aussi une audience nouvelle pour les abolitionnistes. Ils firent remarquer que le Sud, avec ses quatre millions d'esclaves

effectuant le travail manuel, pouvait mobiliser une grande partie de la population masculine pour la guerre. À l'inverse, le Nord avait des difficultés croissantes à garnir les rangs de son armée. Ils arguaient que Lincoln devait saper l'économie du Sud en proclamant l'émancipation des esclaves, et renforcer les forces nordistes en enrôlant des soldats noirs. L'abolitionniste Wendell Phillips se gaussa de la politique de Lincoln dans un discours resté célèbre.

### Révolutionnaires malgré eux

Ce discours provoqua un scandale, et des attaques furieuses contre Phillips. Mais il cristallisa un sentiment croissant : l'idée que seules les méthodes révolutionnaires pouvaient être efficaces. Malgré le conservatisme de McClellan, des commandants d'armée radicaux en étaient déjà à recourir à certaines de ces méthodes, accueillant les esclaves évadés dans leurs camps et enlevant aux « rebelles » des zones occupées par les armées nordistes leurs domaines et leurs esclaves. Puis, dans un moment décisif, Lincoln lui-même accomplit un certain nombre d'actions radicales : constitution du premier régiment noir, proclamation de la liberté des esclaves dans tous les États encore en rébellion, renvoi de McClellan.

Le terrain était prêt pour une nouvelle approche qui mènerait à la victoire, même s'il faudrait attendre encore deux ans. La défaite d'une armée confédérée à Gettysburg, à l'été 1863, n'empêcha pas le Sud de continuer à contrôler un vaste territoire. Pour des généraux unionistes comme Grant et Sherman, celui-ci ne pouvait être conquis que par une guerre totale, dirigée non seulement contre ses armées mais contre la structure sociale qui les soutenait. La défaite finale de la Confédération n'intervint qu'après que les troupes de Sherman eurent accompli leur célèbre marche à travers la Georgie, pillant, incendiant les plantations et libérant les esclaves.

Le passage de la méthode de McClellan, dans la première année et demie de guerre, à celle de Grant et Sherman, dans la deuxième période, était aussi spectaculaire que l'avait été, en France, celui qui s'était opéré entre les méthodes des Girondins et celles des jacobins. Lincoln était lui-même, de par son caractère et sa démarche, très différent de Robespierre, et Grant et Sherman étaient des soldats professionnels à l'esprit conservateur. Ce qu'ils en vinrent à considérer, cependant, était que la révolution devait être imposée au Sud pour que la société existant au Nord puisse dominer.

Karl Marx a relevé la manière dont Lincoln a été amené à prendre des mesures révolutionnaires sans même en être conscient : « La figure de Lincoln est originale dans les annales de l'histoire. Nulle tentative, nulle force de persuasion idéaliste, nulle attitude ni pose historique. Il donne toujours à ses actes les plus importants la forme la plus anodine. (...) La plus grande victoire que le Nouveau Monde ait jamais remportée, c'est d'avoir démontré qu'étant donné le niveau avancé de son organisation politique et sociale, il est possible que des gens de l'ordinaire, animés de bonne volonté, réalisent des tâches pour lesquelles le Vieux Monde avait besoin de héros. »

### Reconstruction et trahison

Il y avait cependant une contradiction dans l'imposition par la société bourgeoise bien établie du Nord, avec ses antagonismes de classes profonds et spécifiques, d'un changement révolutionnaire dans le Sud. Cela fut démontré dans la période immédiatement postérieure à la victoire nordiste, et après l'assassinat de Lincoln, au printemps 1865. Une fracture se

produisit dans l'*establishment* politique. Le vice-président et successeur de Lincoln, Andrew Johnson, poursuivit une politique conciliante à l'égard des États vaincus. Il encouragea leur réintégration dans l'Union – avec une position importante au Congrès – sans changement de leur structure sociale autre que l'abolition officielle de l'esclavage. Les planteurs ayant conservé de grandes richesses et la plupart des anciens esclaves n'ayant pas de terres, le résultat ne pouvait manquer d'être pratiquement un retour à la situation d'avant-guerre.

Johnson se heurta à l'opposition de Noirs et d'abolitionnistes du Nord, de parlementaires républicains radicaux influencés par la vague de sentiment démocratique révolutionnaire suscitée par la guerre, et de certains officiers de l'armée d'occupation du Sud. L'opposition s'étendit bientôt aux politiciens républicains de base qui ne voulaient pas voir revenir au Congrès des États entièrement acquis à la cause démocrate, des capitalistes industriels toujours déterminés à exercer leur hégémonie sur les territoires du Far West et des *businessmen* opportunistes qui étaient descendus dans le Sud à la suite des armées nordistes (les fameux *carpetbaggers*). Cette coalition était assez forte pour battre en brèche les plans de Johnson (il ne leur manqua qu'une voix pour obtenir son *impeachment* au Congrès), donner la victoire aux élections présidentielles de 1868 au candidat républicain Grant et mener à bien la « reconstruction » dans le Sud pendant pratiquement une décennie.

Durant des années, les armes nordistes empêchèrent les anciens planteurs de contrôler les gouvernements d'États ou locaux. Les républicains du Sud, noirs aussi bien que blancs, prirent leur place. Les esclaves libérés se virent accorder le droit de vote et l'utilisèrent. Des Noirs accédèrent à des postes de juges ou de membres des gouvernements d'États. Il y eut vingt parlementaires fédéraux et deux sénateurs noirs. Pour la première fois, les législatures du Sud prenaient l'éducation au sérieux : s'ouvrirent ainsi des réseaux scolaires accueillant les enfants pauvres, blancs aussi bien que noirs. La plantocratie répliqua, encourageant le Ku Klux Klan à terroriser les Noirs qui exerçaient leurs droits nouveaux et les Blancs qui les soutenaient. Des meurtres eurent lieu, comme le massacre de quarante-six Noirs et de deux sympathisants blancs à Memphis, en mai 1866. Mais aussi longtemps que l'armée nordiste occupa le Sud, la terreur ne put annihiler les avantages que les Noirs étaient déterminés à conserver. Après tout, 200 000 Noirs avaient fait partie de l'armée de l'Union, et ils savaient se battre.

Cependant, précisément parce que c'était une armée *bourgeoise* d'occupation, il y avait une chose que l'armée ne pouvait pas faire : confisquer la terre pour donner aux esclaves libérés la possibilité de gagner leur vie indépendamment de leurs anciens maîtres. Sherman avait brièvement mis en œuvre de telles mesures, donnant des terres à 42 000 anciens esclaves mais Johnson y avait mis fin. Dès lors, les seules terres accessibles aux anciens esclaves étaient des parcelles dont le gouvernement était propriétaire et qui étaient souvent de qualité médiocre. La plupart furent contraints de vendre leur force de travail aux anciens propriétaires, travaillant pour eux comme métayers ou ouvriers agricoles. Ce qui avait constitué une classe d'esclaves opprimée devint, pour l'essentiel, une classe paysanne et ouvrière asservie.

Mais ce n'était pas le pire. Au milieu des années 1870, les capitalistes du Nord considérèrent qu'ils avaient atteint leurs objectifs dans le Sud. la reconstruction radicale avait empêché toute résurgence du pouvoir des planteurs qui pût rivaliser avec le leur. Leurs industries se développaient à une vitesse qui les amènerait bientôt à dépasser l'Angleterre. Leurs voies ferrées s'étendaient sur tout le continent jusqu'à la côte pacifique. Le Sud n'ayant aucune possibilité de dominer les territoires de l'Ouest, ils ne voyaient donc plus la nécessité

de maintenir une armée d'occupation, dans la mesure où quiconque dirigerait le Sud serait désormais subordonné.

Le retrait de l'armée nordiste abandonna le terrain au Ku Klux Klan et autres forces racistes. La terreur raciste, d'une part, et le pouvoir économique, d'autre part, permirent aux grands propriétaires de rétablir leur contrôle politique. Après avoir commencé par le restreindre, ils supprimèrent le droit de vote des Noirs (et souvent aussi des Blancs pauvres) dans la plus grande partie du Sud, établissant une ségrégation formelle dans tous les domaines de la vie sociale et créant une atmosphère d'antagonisme racial qui empêchait les Blancs pauvres (la majorité de la population) de s'engager dans des luttes économiques, sociales ou politiques conjointement avec les Noirs. Parfois, un accès de colère contre leur sort portait certains Blancs pauvres à briser les barrières idéologiques racistes, notamment lors du mouvement « populiste » des années 1880 et 1890 et de la montée du syndicalisme dans les années 1930 et 1940. Mais, chaque fois, l'oligarchie blanche sut attiser la haine raciale et rétablir la division.

Le capitalisme du Nord profita massivement de la guerre civile. Pendant une brève période, il sembla que les anciens esclaves y gagneraient aussi. Mais après avoir contribué à détruire une forme d'oppression, le capitalisme industriel moderne montra qu'il avait tout intérêt à en constituer une autre. Le racisme était aussi nécessaire à son fonctionnement qu'il l'était pour les anciens propriétaires d'esclaves, et le parti principal du capital industriel, le Parti républicain, oublia bientôt ses slogans des années 1860.

## Chapitre 36

### La conquête de l'Orient

---

En 1776, l'année où Adam Smith publia *La Richesse des nations*, les splendeurs de l'Orient provoquaient toujours l'admiration des Occidentaux. Les étoffes, la porcelaine, le thé d'Inde et de Chine étaient très recherchés à l'Ouest, et des intellectuels comme Voltaire traitaient les civilisations orientales sur un pied d'égalité avec celles d'Angleterre, de la France et de l'Allemagne. (...) Un siècle plus tard, le tableau était très différent. Les stéréotypes racistes appliqués aux peuples indigènes d'Afrique et d'Amérique du Nord étaient désormais utilisés pour ceux de l'Inde, de la Chine et du Moyen-Orient. Dans l'intervalle, la Grande-Bretagne s'était emparée de presque toute l'Inde, devenue colonie, et avait humilié la Chine dans deux guerres ; la France avait conquis l'Algérie ; et la Russie et l'Autriche-Hongrie avaient arraché des lambeaux de l'empire ottoman. Le développement du capitalisme ; qui avait transformé les sociétés d'Europe de l'Ouest et des États-Unis, permettait désormais à leurs classes dirigeantes de prendre le contrôle du reste du monde.

#### L'empire indien de la Grande-Bretagne

L'Inde fut le premier des grands empires à tomber aux mains des Occidentaux. Cela ne se passa pas du jour au lendemain, comme résultat d'une conquête militaire directe, et ce ne fut pas non plus la conséquence d'une supériorité technologique.

Dans les années 1850, les commentateurs occidentaux (y compris Marx) croyaient à tort que l'Inde était caractérisée par une stagnation « séculaire ». Même après la chute de l'Empire moghol, le développement économique s'était poursuivi, avec la « richesse croissante des négociants, des –banquiers et des fermiers d'impôts ». Mais ceux-ci vivaient

dans l'ombre de six royaumes en guerre (...) Ce qui ouvrit la porte à l'intervention de la Compagnie anglaise des indes orientales, avec ses soldats et ses armes.

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la compagnie restait une force marginale dans le sous-continent. Elle bénéficiait de concessions accordées par les princes indiens pour ses comptoirs commerciaux le long de la côte. Mais, au cours du temps, elle sut tisser des liens solides avec les négociants indiens qui lui vendaient des textiles et d'autres marchandises venus de l'intérieur. Puis, dans les années 1750, un dirigeant de la compagnie, Robert Clive, soutint un prétendant au trône du Bengale contre son rival, écrasa une force française et prit le contrôle de la province – qui était de loin la province la plus riche de l'ancien Empire moghol. Désormais, la compagnie percevait les impôts et dirigeait l'administration gouvernementale, pendant qu'un *nawab* indien exerçait les prérogatives officielles du pouvoir. L'Angleterre avait acquis les bases d'un nouvel empire en Inde, juste au moment où elle perdait ses anciennes possessions d'Amérique du Nord, et cela au moindre coût. La compagnie entendait couvrir tous ses frais en taxant la population indienne et s'appuyait sur une armée constituée majoritairement de troupes « cipayes » indiennes.

Le succès du Bengale amena la réussite ailleurs. D'autres princes indiens en vinrent à considérer la compagnie comme une alliée précieuse et l'utilisèrent pour entraîner leurs troupes et perfectionner leurs administrations. Les négociants indiens se félicitaient de son influence croissante, car elle leur achetait des quantités de textiles de plus en plus importantes et les aidait à protéger leurs possessions contre les exactions des potentats locaux. La compagnie renforça les assises de sa puissance en créant une nouvelle classe de grands propriétaires fonciers à partir de fractions des anciens *zamindars*.

Dès les années 1850, une politique consistant à vaincre certains princes et à en soudoyer d'autres permit d'étendre la domination anglaise sur l'ensemble du sous-continent. Les Marathes furent conquis en 1818, les Sikhs en 1849, les régions du Sind et de l'Awadh respectivement en 1843 et 1856.

Cela lui permit de conquérir un empire de 200 millions d'habitants avec « une armée indigène de 200 000 hommes, commandée par des Anglais et (...) contrôlée par une armée anglaise qui ne comptait que 40 000 soldats ». Des richesses immenses se déversèrent dans les poches des agents de la compagnie. (...) La compagnie appelait ses fonctionnaires « collecteurs » et appliquait les mêmes méthodes d'extorsion que les Moghols autrefois, mais de façon plus efficace et avec des conséquences plus dévastatrices. Cela entraîna l'aggravation de la pauvreté qui avait frappé la masse du peuple dans la dernière période moghole. De mauvaises récoltes, en 1769, furent suivies par des famines et des épidémies qui firent dix millions de victimes.

Même si de nombreux négociants indiens bénéficiaient de ses connexions commerciales, c'est bien depuis l'Angleterre que la Compagnie était dirigée. Ceci fut démontré de façon dramatique dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. La mécanisation des filatures de coton du Lancashire permit soudain de produire des étoffes moins chères que celles de l'industrie artisanale indienne. Non seulement les produits indiens ne jouaient plus un rôle central sur les marchés britanniques, mais les cotonnades anglaises envahissaient les marchés indiens, détruisant l'essentiel de l'industrie textile locale, dévastant les vies de millions d'ouvriers du textile et ruinant les profits des négociants indiens. Sans gouvernement propre, ils n'avaient aucun moyen de protéger leurs intérêts alors que le pays subissait les ravages de la désindustrialisation et que les capitalistes anglais les évinçaient de secteurs

profitables comme la construction navale ou la banque. Parallèlement, la mince couche hautement privilégiée des fonctionnaires britanniques devenait encore plus arrogante, encore plus autoritaire, condescendante, rapace et raciste.

Ils récoltèrent les fruits de leur attitude en 1857. Les soldats cipayes de la compagnie se retournèrent contre leurs officiers lorsque ceux-ci ignorèrent les convictions religieuses des troupes, leur ordonnant d'utiliser des cartouches lubrifiées à la graisse de bœuf (un anathème pour les hindous) et à la graisse de porc (un anathème pour les musulmans). La question focalisa l'amertume ressentie dans toute l'Inde face au comportement des *sahibs* blancs. En quelques semaines, des mutins prirent le contrôle d'une grande partie de l'Inde du Nord, tuant les officiers et fonctionnaires britanniques sur lesquels ils pouvaient mettre la main et assiégeant les autres dans quelques postes fortifiés isolés. Les hindous et les sikhs oublièrent leur animosité envers les musulmans et installèrent un héritier moghol dans la capitale historique de Delhi. Mais le soulèvement fut finalement brisé. Le gouvernement britannique, en proie à la panique, envoya en toute hâte des troupes sur le sous-continent, et les officiers parvinrent à convaincre les soldats indiens de Madras et de Bombay de réprimer les mutins dans le Nord. Les mesures les plus sauvages furent ensuite mises en œuvre pour éviter toute nouvelle menace de révolte.

Malgré tout, le gouvernement comprit que la seule répression ne pouvait pacifier l'Inde. Il fallait instaurer des limites à la voracité des hommes d'affaires anglais pour éviter de tuer la poule aux œufs d'or, et avoir davantage recours à la stratégie du « diviser pour mieux régner », en institutionnalisant les divisions communautaires et religieuses, même si cela impliquait de renoncer à inculquer aux Indiens un comportement social compatible avec les normes bourgeoises. Le gouvernement direct par la Grande-Bretagne remplaça celui de la Compagnie anglaise des Indes orientales, la reine Victoria fut proclamée impératrice des Indes, et tous les efforts furent déployés pour lier les dirigeants indiens locaux et les propriétaires terriens au système impérial.

Mais si l'administration était réformée, l'appauvrissement de la masse du peuple se poursuivait. La proportion de la population dont la survie dépendait de l'agriculture passa de 50% à 75%. Alors que 25% des revenus fiscaux étaient consacrés à payer l'armée pour maintenir les Indiens sous le joug britannique, l'éducation, la santé publique et l'agriculture devaient se contenter de 1% chacune. Or des famines balayaient le pays. Plus d'un million de personnes moururent dans les années 1860, trois millions et demi dans les années 1870, et jusqu'à dix millions dans les années 1890.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle les liens de castes étaient globalement bien plus systématiques qu'au début. Parallèlement émergeait une nouvelle classe moyenne, dont les membres espéraient prospérer comme avocats, employés ou fonctionnaires dans les structures de pouvoir britanniques, mais dont les espoirs étaient continuellement déçus par les barrières raciales.

### La soumission de la Chine

Si la Chine parvint à éviter d'être, comme l'Inde, absorbée dans un empire européen, le sort de la masse du peuple fut cependant loin d'y être plus enviable. La richesse de la Chine excitait la convoitise des marchands occidentaux depuis l'époque de Marco Polo, au XIII<sup>e</sup> siècle. Mais ceux-ci étaient confrontés à un problème. Alors que la Chine fabriquait beaucoup de marchandises dont les Européens ressentaient le besoin, l'Europe n'en produisait guère que

les Chinois puissent désirer acquérir. La Compagnie anglaise des Indes orientales se mit en devoir de rectifier cet état de choses en consacrant de grandes superficies de terres nouvellement conquises en Inde à la culture d'une denrée engendrant sa propre demande : l'opium. En 1810, la compagnie vendit 325 tonnes par an de cette drogue à Canton ; bientôt, elle transforma le surplus commercial séculaire de la Chine en déficit. Lorsque, en 1839, des fonctionnaires chinois tentèrent de mettre un terme au trafic d'opium, l'Angleterre entra en guerre pour défendre son droit à créer la narcodépendance.

Après trois années de combats intermittents et de négociations, ce furent les Chinois qui durent accepter les conditions des Anglais : ouverture de certains ports au commerce de l'opium, paiement d'une indemnité, cession de l'île de Hong Kong et garantie de droits extraterritoriaux aux sujets britanniques. Cependant, les Anglais décidèrent bientôt que ces concessions étaient insuffisantes. Ils entrèrent à nouveau en guerre en 1857, et 5000 soldats assiégèrent Canton pour imposer une plus grande ouverture du commerce. Toujours insatisfaits, et rejoints par des troupes françaises, ils firent marcher 20 000 soldats sur Pékin et incendièrent le palais d'Été.

L'industrie tout comme l'agriculture connurent un affaiblissement de plus en plus marqué. Les défaites ouvrirent également la porte à des exigences semblables émanant d'autres puissances, jusqu'à ce que les États européens obtiennent des enclaves extraterritoriales, ou « concessions » (en fait, des mini-colonies), tout le long de la côte chinoise.

Les souffrances subies par la paysannerie du fait de la décadence de l'Empire mandchou étaient intensifiées par les ingérences étrangères. (...) Les paysans chinois réagirent comme ils l'avaient toujours fait dans des circonstances similaires : ils adhérèrent à des sectes religieuses dissidentes et se soulevèrent contre leurs maîtres lors d'un épisode connu sous le nom de « révolte des T'ai-Ping ». Ce fut en fait un véritable assaut révolutionnaire contre le pouvoir d'État. Le mouvement commença parmi les paysans, les ouvriers agricoles et quelques intellectuels pauvres de la Chine méridionale au milieu des années 1840. Son leader avait pour nom Hung Hsiu-ch'uan, un instituteur issu d'une famille paysanne, qui se considérait, à la suite d'une vision, comme le frère de Jésus. Il croyait avoir reçu de Dieu la mission de détruire les démons et de fonder un « royaume céleste » de « grande paix » (*T'ai-p'ing* en chinois). Il prêchait une doctrine de stricte égalité entre les humains, de division égalitaire de la terre, de possession commune des biens et d'abolition des distinctions sociales, y compris de la soumission des femmes aux hommes. Ses disciples avaient un sens du devoir et de la discipline qui leur permit d'obtenir une audience croissante et de battre les armées envoyées contre eux. En 1853, le mouvement, désormais fort de deux millions de membres, put prendre l'ancienne capitale impériale de Nankin et diriger 40% du pays comme son propre État.

Les visées égalitaires du mouvement ne durèrent pas. Le haut commandement se comporta rapidement comme une nouvelle cour impériale, Hung « se jetant dans les excès – la grande vie, le luxe et de nombreuses concubines ». Dans les campagnes, des paysans à moitié morts de faim devaient continuer à payer des impôts, même si le taux en était légèrement plus bas que par le passé. L'abandon de ses idéaux par la direction du mouvement T'ai-p'ing suivait le schéma habituel des révoltes paysannes en Chine. Des paysans analphabètes travaillant des terres dispersées dans de vastes régions ne constituaient pas une force suffisamment compacte pour exercer un contrôle sur une armée et ses chefs. Ces derniers découvrirent bientôt que les ressources matérielles qui auraient permis de réaliser

leurs idéaux d'une société d'abondance pour tous n'existaient tout simplement pas. La solution facile consistait à retomber dans l'exercice traditionnel du pouvoir, avec les privilèges qui l'accompagnaient.

Mais dans les derniers stades de la révolte apparurent les signes d'un renouveau. La direction effective passa entre les mains d'un cousin de Hung, qui commença à élaborer un programme comportant une véritable rupture avec la tradition, même s'il ne s'agissait pas d'un retour aux idéaux égalitaires. Il prônait la « modernisation » de l'économie chinoise par l'adoption des techniques occidentales : l'ouverture de banques, la construction de voies ferrées et de bateaux à vapeur, la promotion des activités minières et l'encouragement de la science et de la technologie. (...) Une armée impériale réorganisée, financée par des négociants chinois, équipée d'armes modernes par la Grande-Bretagne et la France, et assistée par des troupes étrangères sous les ordres du major Gordon, commença à remonter le Yangzi. Finalement, Nankin tomba en 1864, après une bataille qui coûta la vie à 100 000 personnes. Les États capitalistes occidentaux avaient contribué à stabiliser l'ancien ordre précapitaliste en Chine, lui permettant de survivre encore un demi-siècle. Ce faisant, ils s'assuraient que pendant que l'Europe et l'Amérique du Nord allaient de l'avant sur le plan économique, la Chine, elle, régressait.

### La question d'Orient

La situation était très semblable dans la troisième puissance de l'Est, l'Empire ottoman. Ce vaste ensemble multinational avait dominé pendant quatre siècles une immense région : toute l'Afrique du Nord, l'Égypte et l'actuel Soudan, la péninsule Arabique, la Palestine, la Syrie et l'Irak, l'Asie mineure et une énorme partie de l'Europe, incluant la totalité des Balkans et, à plusieurs reprises, la Hongrie et la Slovaquie. Il était dirigé par des empereurs turcs résidant à Istanbul, et on trouvait une classe de propriétaires fonciers turcs en Asie mineure et dans certaines parties des Balkans. Mais l'essentiel de l'empire était contrôlé par les classes supérieures des peuples non turcs qui avaient été conquis : les Grecs dans les Balkans, les Arabes au Moyen-Orient et les descendants des dirigeants mamelouks en Égypte.

La richesse de l'empire, comme celle de toutes les sociétés de l'époque, provenait essentiellement de l'agriculture. Mais les Ottomans faisaient depuis longtemps du commerce aussi bien avec l'Europe de l'Ouest (par la Russie et la Scandinavie, en passant par les fleuves se jetant dans la mer Noire et la mer Caspienne, et par l'Europe du Sud, *via* le négoce avec Venise et Gênes) qu'avec l'Inde et la Chine (par des itinéraires terrestres comme la « route de la soie », dans le Nord de l'Afghanistan, et par des ports de la mer Rouge et du golfe Arabo-Persique).

Mais au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Empire ottoman était de plus en plus soumis à des pressions extérieures. Napoléon avait conquis l'Égypte, avant d'en être chassé par les troupes britanniques et, en 1830, la monarchie française, bien que confrontée à une âpre résistance locale, s'était emparée de l'Algérie. Les forces russes avaient conquis la plus grande partie du Caucase et de la côte de la mer Noire, et convoitaient même Istanbul. En 1815, les Serbes se révoltèrent contre le joug turc et constituèrent un royaume autonome, et, dans les années 1820, les Grecs se taillèrent un État, avec l'aide des Britanniques et des Russes. Les tsars russes encouragèrent des mouvements semblables ailleurs, se posant comme les « protecteurs » de groupes ethniques parlant des langues proches de la leur et appartenant à la même branche orthodoxe du christianisme.

Les progrès russes commencèrent à inquiéter les dirigeants d'Europe de l'Ouest, même lorsqu'ils s'appuyaient encore – comme l'Autriche et la Prusse – sur l'armée russe pour mater la révolte dans leurs propres pays. Leur désir de maintenir l'Empire ottoman comme une barrière face à l'expansionnisme russe domina la diplomatie européenne jusqu'à la Première Guerre mondiale, en 1914, et resta connu sous le nom de la « question d'Orient ».

Les gouvernements britanniques étaient à l'avant-garde de ces efforts. Soutenir les dirigeants ottomans leur permettait non seulement de tenir en échec la puissance russe – qu'ils considéraient comme une menace à leur domination sur l'Inde du Nord –, mais aussi de faire accéder librement leurs marchandises au Moyen-Orient et dans les Balkans. L'importance de cette démarche était particulièrement visible en Égypte. Dans ce pays (en même temps que dans les régions adjacentes de Syrie, du Liban, et de la Palestine), le pouvoir était passé aux mains d'un « pacha » d'origine albanaise, Mohammed (ou Mehmet) Ali, en 1805. Il gouvernait au nom du sultan ottoman, mais était en fait indépendant, du moins jusqu'en 1840. Voyant que l'industrie était rapidement en train de devenir la clé du pouvoir, il utilisa l'État pour mettre en œuvre une révolution industrielle. Il constitua des monopoles d'État, acheta des machines textiles modernes en Europe et employa des Européens qualifiés pour montrer aux Égyptiens comment les utiliser. Il fit aussi construire des hauts-fourneaux et des aciéries, confisqua les terres des propriétaires mamelouks et y fit cultiver des denrées destinées à l'exportation. Résultat : en 1830, le pays occupait le cinquième rang mondial pour les briches à filer le coton par tête d'habitant, et près de 70 000 personnes étaient employées dans des usines modernes.

Mais l'expérience de Mohammed Ali prit brutalement fin en 1840. L'Angleterre envoya sa flotte pour aider le sultan ottoman à rétablir son autorité sur l'Égypte, bombardant les ports libanais contrôlés par les Égyptiens et faisant démarquer des troupes en Syrie. Mohammed Ali fut contraint de licencier son armée (qui avait fourni un marché protégé pour ses usines textiles), démanteler ses monopoles et accepter une politique de « libre-échange » imposée par les Britanniques. Lord Palmerston admettait non sans cynisme : « La soumission de Mohammed Ali à l'Angleterre (...) pourrait paraître injuste et partielle, mais nous sommes partiaux ; et les intérêts supérieurs de l'Europe requièrent que nous le soyons. » Les dirigeants de la puissance industrielle la plus avancée d'Europe étaient tout à fait satisfaits d'imposer une politique qui empêchait le développement du capitalisme industriel dans d'autres pays. Au cours des décennies suivantes, l'Égypte fit l'expérience de la désindustrialisation, comme l'Inde et la Chine avant elle, puis elle fut confrontée à l'occupation des troupes anglaises lorsque les successeurs de Mohammed Ali se trouvèrent incapables de payer leurs dettes.

L'Égypte avait au moins essayé de s'industrialiser. Très peu de tentatives semblables eurent lieu dans le reste de l'Empire ottoman, et ceux qui s'y risquèrent furent vite découragés en raison de la pénétration sans entrave sur leurs marchés de marchandises à bas prix. Il en fut de même des efforts tentés par l'Empire iranien, pris en tenaille entre les ottomans, l'Inde britannique et la Russie tsariste.

## Chapitre 37

---

### L'exception japonaise

Une partie seulement du monde non européen parvint à éviter la stagnation et le déclin qui furent, au XIX<sup>e</sup> siècle, le lot du reste de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, ainsi que de la majeure partie de l'Europe de l'Est. Il s'agit du Japon.

Au cours du millénaire écoulé, la civilisation chinoise, bien plus ancienne, avait influencé le développement de ce pays : sa technologie, son alphabet, sa littérature et l'une de ses principales religions. Mais le Japon différait de la Chine sur des points essentiels : il n'en avait ni les grands canaux, ni les ouvrages d'irrigation, ni l'État étroitement centralisé. Jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, il possédait un système politique et économique très semblable à celui de l'Europe médiévale. Un empereur faible y régnait, mais le véritable pouvoir était aux mains de grands seigneurs territoriaux. Chacun de ces seigneurs présidait à la destinée de *samourais* armés (à peu près équivalents aux chevaliers de l'Europe moyenâgeuse), qui exploitaient directement les paysans et combattaient dans l'armée de leur suzerain contre d'autres samourais.

Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, l'une des grandes familles aristocratiques, les Tokugawa, parvint à vaincre et à soumettre les autres. Son chef devint le « shôgun », le véritable dirigeant du pays, même si l'empereur conservait les attributs formels du pouvoir. (...) La concentration des seigneurs et de leurs familles à Edo conduisit à un fort développement du commerce du riz, à la base de leur nourriture et de celle de leurs serviteurs, et à une prolifération d'artisans urbains et de négociants pourvoyant à leurs besoins. Les villes japonaises s'agrandirent jusqu'à figurer parmi les plus peuplées du monde. La classe commerçante, même si elle était censée appartenir à une catégorie subalterne, progressa, et une culture nouvelle fondée sur la poésie populaire, le théâtre et le roman se développa, différente en bien des points de la culture officielle de l'État. L'interdiction des livres occidentaux connut un relâchement après 1720, ce qui eut pour résultat un intérêt croissant de la part des intellectuels japonais pour les idées venues d'Europe.

L'argent devenant de plus en plus important, de nombreux samourais sombrèrent dans la misère, obligés de vendre leurs armes et de se mettre à l'agriculture ou à l'artisanat pour payer leurs dettes. Dans le même temps, des famines à répétition frappèrent le pays – causant presque un million de morts en 1732 (sur une population de 26 millions), 200 000 en 1775, plusieurs centaines de milliers dans les années 1780 – et de nombreux soulèvements paysans éclatèrent localement. (...) Sous la surface se développaient des forces sociales qui comportaient de nombreuses similitudes avec celles de l'Europe occidentale pendant la Renaissance.

Telle était la situation en 1853, lorsqu'un certain commandant Perry, de l'US Navy, arriva sur la côte avec quatre navires de guerre pour exiger du gouvernement japonais l'ouverture du pays au commerce extérieur. La couche dirigeante de la société fut plongée dans la confusion. Le gouvernement des Tokugawa, après avoir évalué les forces en présence, décida que les choses ne pouvaient continuer comme avant ; il lui fallait faire des concessions s'il voulait éviter de subir le sort infligé à la Chine dans les récentes guerres de l'Opium. Mais, pour d'autres fractions de la classe dirigeante, les traditions étaient sacro-saintes. (...) Pris entre les deux, les groupes de samourais subalternes s'associèrent dans le but de « révéler l'empereur et de repousser les barbares ». par des moyens militants, voire révolutionnaires. (...) Mais certains samourais comprirent que des changements importants devaient advenir dans la société japonaise si elle voulait se mesurer avec la puissance économique et militaire des « barbares ».

L'occasion de réaliser leurs objectifs leur fut offerte lors de la « révolution Meiji », à la fin des années 1860, lorsque deux des grands seigneurs féodaux attaquèrent le shôgun Tokugawa, avec le soutien des samourais, et formèrent un nouveau gouvernement au nom de

l'empereur. Cette révolution venait d'en haut. Ses slogans étaient traditionnalistes et la population ne connut pas la moindre amélioration de ses conditions de vie lors du changement de régime. Mais ceux qui la dirigeaient comprirent que s'ils voulaient conserver des éléments du passé, il leur fallait s'orienter vers le capitalisme. Ils abolirent le pouvoir des grands féodaux rivaux, les rendant dépendants de l'État pour leurs privilèges. Ils abolirent les distinctions traditionnelles entre samouraïs, paysans, commerçants et artisans. Les revenus que les samouraïs tiraient de l'exploitation de la paysannerie allaient désormais directement à l'État ; tout samouraï désirant plus que le minimum vital devait rechercher un emploi dans des firmes étatiques ou privées. De plus, fait important, l'État s'employa à fonder de nouvelles industries sous son contrôle à l'aide de capitaux d'origine fiscale. Lorsque ces dernières étaient assez solides pour voler de leurs propres ailes, il les cédait à des familles de négociants ou de banquiers qui lui étaient étroitement liées.

La révolution Meiji était doublement significative pour le développement futur du capitalisme, non seulement au Japon mais à l'échelle internationale. Elle montrait que l'ouverture de la société à des rapports de production entièrement capitalistes ne devait pas nécessairement venir d'une décision de la bourgeoisie. Ce que les classes moyennes avaient réalisé lors de la révolution anglaise, ou les Jacobins au cours de la Révolution française, fut mis en œuvre au Japon par certaines fractions des anciennes classes exploiteuses. Elle montrait aussi que l'État pouvait se substituer à une classe capitaliste industrielle absente pour mener à bien la construction de l'industrie et imposer les nouvelles formes capitalistes de travail. Une classe d'entrepreneurs capitalistes complètement formée émergea bien au Japon, mais seulement après que l'État eut réussi à bâtir une industrie grâce à l'exploitation du travail salarié dans des usines modernes.

Le capitalisme à la japonaise, et non à la française ou à l'anglaise, allait devenir caractéristique du monde du siècle suivant. En attendant, le nouveau capitalisme japonais ferait une démonstration de force, vingt-sept ans après la révolution Meiji, en se lançant dans sa propre guerre contre la Chine. La victime des interventions étrangères s'était transformée en nation agressive.

## Chapitre 38

---

### À l'assaut du ciel : la Commune de Paris

Au début des années 1870, le nouvel ordre capitaliste était bien engagé sur la voie de la domination mondiale. Il régnait sans partage aux États-Unis et dans la plus grande partie de l'Europe de l'Ouest. Et ces pays, à leur tour, dictaient leur loi au reste du monde. Le tsar de toutes les Russies lui-même s'était vu contraint d'abolir le servage en 1861, même s'il avait donné la moitié des terres à la vieille classe féodale, mettant la paysannerie à la merci de cette dernière. Partout, le monde était soumis à des bouleversements majeurs.

Mais les événements de Paris allaient bientôt montrer que le changement ne devait pas nécessairement s'arrêter une fois le capitalisme installé en position dominante. Marx et Engels avaient écrit, dans leur *Manifeste du Parti Communiste*, que « la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs ». Le 18 mars 1871, la bourgeoisie française se rendit compte à quel point c'était vrai. Depuis qu'il (Napoléon) avait renversé la République en 1851, la France avait connu un gigantesque développement capitaliste. Avec la croissance d'industries modernes, la production industrielle avait doublé et la production artisanale traditionnelle

périclité ; celle-ci était désormais sous le contrôle de capitalistes sous-traitants qui utilisaient leurs ouvriers comme ils l'auraient fait dans une usine.

Les ouvriers parisiens, qui n'avaient pas oublié les massacres de 1848, haïssaient d'autant plus le régime que le coût de la vie dépassait les salaires. L'un des hauts fonctionnaires favoris de Napoléon III, le baron Haussmann, nota que plus de la moitié des Parisiens vivaient dans une « pauvreté voisine de l'indigence » même s'ils travaillaient onze heures par jour. En 1869, l'opposition républicaine obtint la majorité aux élections à Paris et dans d'autres grandes villes. Puis en 1870, Napoléon III répondit à une provocation du dirigeant prussien Bismarck en lui déclarant la guerre.

Les forces françaises subirent une défaite dévastatrice à la bataille de Sedan. Napoléon III, complètement discrédité, abdiqua, et le pouvoir tomba entre les mains de l'opposition républicaine bourgeoise. Mais l'armée prussienne assiégea bientôt Paris, et Bismarck exigea des conditions draconiennes : une énorme indemnité financière et la remise de l'Alsace-Lorraine française à la Prusse. Paris soutint cinq mois de siège dans des conditions très dures, ses habitants se retrouvant contraints à manger des chiens et des rats pour survivre, sans combustible pour chauffer leurs maisons par une température inférieure à zéro. Les ouvriers, les artisans et leurs familles furent ceux qui souffrirent le plus de l'envolée des prix. Ils assumèrent également l'essentiel de la défense de la ville. S'enrôlant en masse dans la Garde nationale, ils portèrent ses effectifs à 350 000 hommes et, en élisant leurs officiers, ils mirent fin à la prégnance de la bourgeoisie parmi eux. Leur résistance inspira bientôt des inquiétudes au gouvernement républicain aussi bien qu'aux Prussiens. Les descendants des sans-culottes de 1792, les enfants des combattants de 1848, étaient à nouveau en armes.

Le vice-président, Jules Favre, pressentant que « la guerre civile (n'était qu') à quelques mètres, la famine à quelques heures », décida qu'il n'y avait qu'une façon de protéger son gouvernement. Dans la nuit du 23 janvier, il traversa secrètement les lignes prussiennes pour discuter les termes d'une reddition française. La nouvelle répandit la colère parmi les pauvres de Paris. Ils avaient le sentiment d'avoir enduré cinq mois de souffrances pour rien. Puis le gouvernement républicain appela à des élections, sous huitaine, pour confirmer la décision de capituler. Comme en 1848, la gauche parisienne n'eut pas le temps de faire campagne dans les circonscriptions rurales où l'essentiel de l'électorat était encore concentré, et les curés et les riches propriétaires terriens purent à nouveau exercer une influence décisive sur le scrutin. Sur les 675 nouveaux élus, 400 étaient monarchistes. La colère des Parisiens ne fit que monter. La trahison du siège avait été suivie par la trahison de la République. Puis vint une troisième trahison : la nomination à la tête du gouvernement du septuagénaire Adolphe Thiers. Il se prétendait « républicain modéré », mais il s'était fait un nom en réprimant un soulèvement républicain en 1834.

Tandis que les troupes régulières étaient licenciées selon les termes de l'accord avec les Prussiens, les masses parisiennes conservèrent leurs armes. De plus, un grand nombre de petits bourgeois aisés saisirent l'occasion pour s'éloigner de Paris, laissant la Garde nationale plus que jamais comme un corps constitué de la classe ouvrière. Thiers savait qu'un affrontement avec les masses parisiennes était inévitable. Il apprit qu'elles contrôlaient les armes de la Garde nationale et envoya des soldats de l'armée régulière s'emparer des 200 canons postés sur les hauteurs de Montmartre. Pendant que les soldats attendaient des chevaux pour atteler les canons, les gens du quartier commencèrent à discuter avec eux. Comme le raconte Lissagaray, « les femmes (...) n'attendirent pas leurs hommes. Elles entourèrent les mitrailleuses, interpellèrent les chefs de pièce : "C'est indigne ! Qu'est-ce que

tu fais là ?” ». Pendant que les soldats hésitaient, ne sachant comment réagir, un groupe de 300 gardes nationaux parcourait le XVIII<sup>e</sup> arrondissement, battant le tambour pour soulever la population. Alors que les gardes nationaux, les femmes et les enfants entouraient les soldats, un des généraux, Lecomte, donna trois fois l’ordre de faire feu sur la foule. « Ses hommes restèrent l’arme au pied. La foule se joignit à eux, fraternisa, arrêta Lecomte et ses officiers. »

Le même jour, à trois heures de l’après-midi, Thiers et son gouvernement fuyaient la capitale. Une des plus grandes villes du monde était entre les mains de travailleurs armés, et cette fois ils n’allaient pas remettre le pouvoir à des politiciens de la classe moyenne.

### Une nouvelle forme de pouvoir

Dans un premier temps, le peuple en armes exerça le pouvoir en élisant le commandement de la garde nationale, son Comité central. Mais celui-ci était résolu à ne rien faire qui puisse être considéré comme un premier pas vers l’établissement d’une dictature. Il organisa des élections pour un nouveau corps représentatif, la Commune, fondé sur le suffrage universel masculin dans chaque arrondissement. Contrairement aux représentants parlementaires normaux, les élus pouvaient être révoqués par leurs électeurs et ne recevaient pas d’indemnité de fonction supérieure au salaire d’un ouvrier qualifié. De plus, les représentants élus ne devaient pas simplement voter des lois habituellement censées être appliquées par une hiérarchie de bureaucrates grassement payés, mais ils devaient s’assurer que leurs propres mesures étaient mises en œuvre.

En réalité, comme Marx l’a indiqué dans sa défense de la Commune, *La Guerre civile en France*, ils démantelèrent le vieil État et le remplacèrent par une nouvelle structure qui leur était propre, plus démocratique que tout ce qu’on avait pu voir depuis l’aube de la société de classe : « Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait “représenter” et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes (...). La Constitution communale aurait restitué au corps social toutes les forces jusqu’alors absorbées par l’État parasite qui se nourrit sur la société et en paralyse le libre mouvement (...). Son véritable secret, le voici : c’était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l’émancipation économique du travail. »

Marx nota que, en tant que représentante des travailleurs de la ville, la Commune s’employa à prendre des mesures qui allaient dans le sens de leurs intérêts : elle fit interdire le travail de nuit dans les boulangeries et l’imposition patronale d’amendes pour les salariés, elle transmit à des associations ouvrières tous les ateliers ou usines fermés par leurs propriétaires, elle accorda des pensions aux veuves, elle décréta l’instruction gratuite pour tous les enfants, et elle imposa un moratoire des dettes et des loyers pour la durée du siège. La Commune montra aussi son attachement à l’internationalisme en détruisant les monuments érigés à la gloire du militarisme et en faisant d’un ouvrier d’origine hongroise (représentant de la section allemande de l’Internationale) son ministre du Travail.

Elle n’eut pas l’occasion de montrer quelles autres mesures pouvaient être mises en œuvre par un gouvernement ouvrier. En effet, le gouvernement républicain commença immédiatement à organiser des forces armées pour la détruire et collabora dans ce sens avec son « ennemi » prussien. Il persuada Bismarck de libérer des prisonniers de guerre français

capturés à l'automne précédent, qui n'avaient donc pas été contaminés par la fermentation des idées à Paris. Il les rassembla à Versailles, avec de nouvelles recrues venues de la campagne, sous les ordres d'officiers qui déguisaient à peine leurs sympathies royalistes. À la fin du mois d'avril, Thiers fit encercler Paris par une armée décidée à briser la Commune et conclut avec Bismarck un accord lui permettant de franchir les lignes prussiennes. La Commune avait dès lors bien peu de chances de survivre. Elle était également confrontée à un autre problème. Ses représentants élus, aussi héroïquement dévoués à leur cause qu'ils fussent, manquaient tragiquement du flair politique qui leur aurait permis de répliquer aux forces en train de se rassembler contre eux.

Deux courants politiques majeurs s'étaient développés dans le mouvement ouvrier français depuis les années 1830. Tout d'abord, la tendance associée à Auguste Blanqui, qui concevait la lutte ouvrière comme une version plus radicale, plus consciente socialement, du jacobinisme de 1793. Il mettait l'accent sur le rôle d'une minorité hautement organisée de conspirateurs agissant pour le compte de la classe ouvrière. La vie de Blanqui avait ainsi été marquée par toute une série de tentatives héroïques d'insurrection tandis que la masse des travailleurs n'y était pas prête, suivies par de longs séjours derrière les barreaux pendant que les ouvriers passaient à l'action en son absence (y compris son emprisonnement par le gouvernement républicain pendant toute la durée de la Commune). Le second courant était issu des enseignements sociaux de Proudhon, dont les partisans rejetaient avec dédain l'expérience du jacobinisme comme de toute action politique. Selon eux, les ouvriers pouvaient résoudre leurs problèmes par le « mutualisme » - des associations constituant des sociétés par actions – sans avoir à se préoccuper de l'État.

Marx considérait ces deux approches comme aussi dangereusement inadéquates l'une que l'autre à la situation. Il ne doutait pas que les travailleurs puissent tirer des enseignements de la grande Révolution française, mais il était convaincu qu'ils devaient aller bien au-delà. Il devait y avoir une action politique décisive, comme l'affirmaient les blanquistes, mais elle devait prendre appui sur une activité organisée des masses et non sur les actions héroïques de petits groupes. Il devait y avoir une réorganisation économique de la production, comme le proclamaient les proudhoniens, mais elle ne pouvait être mise en œuvre sans révolution politique. Marx n'était cependant pas en situation d'influencer les événements parisiens. Si certains communards, comme le blanquiste Vaillant, étaient prêts à collaborer avec Marx, personne n'acceptait totalement ses idées. Le comité central de la Garde nationale aussi bien que la Commune étaient composés, non pas de marxistes, mais de proudhoniens et de blanquistes – et leurs prises de décision souffraient des déficiences des deux traditions.

Le gouvernement républicain n'avait, au moment de sa fuite de Paris le 18 mars, pratiquement aucune force à sa disposition. La garde nationale aurait pu marcher sur Versailles à ce moment-là et disperser les forces de la réaction presque sans avoir à tirer un coup de feu. Mais la Commune marquée par la tradition proudhonienne « apolitique », employa son temps à voter d'excellentes résolutions en laissant Thiers rassembler des troupes en toute liberté. (...) À l'intérieur de Paris, ils commirent une erreur parallèle. La totalité de l'or du pays était entreposée dans les coffres de la Banque de France. La Commune aurait pu le saisir, empêchant Thiers d'obtenir des fonds et affirmant son autorité sur l'économie du pays. Mais ni la tradition proudhonienne ni celle des blanquistes ne toléraient une telle atteinte aux « droits de la propriété ». Au final, les choses furent bien plus faciles pour Thiers qu'elles n'auraient dû l'être.

## La vengeance de la bourgeoisie

Si Thiers s'attendait à une conquête facile, il dut être déçu. Les ouvriers parisiens combattirent quartier après quartier, rue après rue, maison après maison. Il fallut une semaine aux soldats de Thiers pour les déloger des quartiers riches de l'ouest de la capitale, les repousser dans les bastions communards de l'est, et briser la résistance à l'aube du dimanche de la Pentecôte. La défaite de la Commune fut suivie d'une orgie de violence presque sans précédent dans les temps modernes. Le journal bourgeois *Le Figaro* claironnait : « Jamais, pareille occasion ne s'est offerte pour guérir Paris de la gangrène morale qui le ronge depuis vingt ans. » Les commandants victorieux des troupes versaillaises sautèrent sur l'occasion.

Quiconque avait combattu pour la Commune fut sommairement fusillé : 1900 personnes périrent entre le dimanche et le lundi de Pentecôte (soit plus de morts en une seule journée que pendant toute la durée de la Grande Terreur de 1793-1794, à Paris). Les soldats patrouillaient dans les rues, arrêtant les gens les plus pauvres selon leur bon vouloir ; nombre d'entre eux, après trente secondes de procès, étaient condamnés à mort parce qu'ils ressemblaient à des communards. (...) Le *Times* de Londres dénonça sévèrement les « lois inhumaines de vengeance d'après lesquelles les soldats de Versailles fusillent, lardent de coups de baïonnette, éventrent des prisonniers, des femmes et des enfants depuis six jours. Autant qu'il nous en souviene, l'Histoire n'a jamais rien vu de semblable (...). La nature humaine recule épouvantée devant les événements de Paris. Les crimes des insurgés ont dépassé en horreur les plus sombres attentes de ce qui pouvait se dérouler sous le drapeau rouge. » Les historiens français semblent plus ou moins s'accorder aujourd'hui sur un chiffre compris entre 20 000 et 25 000 victimes. Plus de 40 000 personnes furent détenues dans des pontons (prisons flottantes) pendant un an avant de passer en jugement, 5000 d'entre elles furent condamnées à la déportation, et 5000 autres à des peines plus légères.

Il fallut presque deux décennies pour qu'apparaisse une nouvelle génération d'ouvriers français qui, tout en étant marqués par le souvenir de la répression de la Commune par le gouvernement « républicain », étaient néanmoins déterminés à reprendre le flambeau de la lutte pour un monde meilleur.

Septième partie Un siècle d'espoir et d'horreur
--

### Chapitre 39

#### Le monde du capital

---

Un siècle auparavant, en Angleterre, la révolution industrielle ne s'était pourtant produite que dans une branche de la production textile : les filatures de coton. Désormais, tous les secteurs de l'industrie faisaient et refaisaient leur révolution : la fabrication du savon, l'imprimerie, la teinturerie, la construction navale, la fabrication des chaussures, la papeterie... La découverte de l'électricité et le développement de la lampe à incandescence permirent de produire de la lumière artificielle, et ainsi de prolonger les journées de travail (ce fut la cause de la première grève du textile à Bombay). L'invention du moteur électrique rendit possible le fonctionnement de machines éloignées de sources d'énergie immédiates telles qu'un moteur à vapeur. La machine à écrire révolutionna les procédures commerciales dans le monde des affaires et brisa le monopole des employés de bureaux masculins. L'invention du télégraphe

et celle, à la fin des années 1880, du téléphone permirent aussi bien à la production industrielle qu'aux opérations militaires d'être coordonnées plus facilement à distance ; de même qu'elles permirent aux gens d'entrer en contact plus facilement les uns avec les autres (Engels fit installer un téléphone dans son appartement londonien peu avant sa mort en 1895). Au développement des usines correspondait celui, discontinu, des voies ferrées, qui mettaient des régions éloignées au contact direct des métropoles. Les mines de charbon proliférèrent afin de satisfaire la demande croissante d'énergie pour les chemins de fer, les usines et les bateaux à vapeur. Des aciéries grandes comme des villes sortirent du sol, entourées de cités-dortoirs destinées à la main-d'œuvre qui y travaillait.

La croissance d'une industrie encourageait le développement d'une autre. Les habitants des métropoles, des coronas miniers et des villes sidérurgiques devaient se nourrir et se vêtir. (...) Les métropoles en pleine expansion durent se doter de moyens de transport pour amener les gens sur leur lieu de travail. Ces investissements furent pris en charge par les collectivités locales ou les capitalistes qui espéraient gagner de l'argent en organisant des réseaux d'« omnibus » tirés par des chevaux, en construisant des tramways ou en creusant des lignes de métro. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les classes moyennes acceptaient sans état d'âme que les pauvres vivent dans des quartiers sordides et surpeuplés où sévissaient famines et épidémies. Mais, à la fin du siècle, elles avaient compris que les maladies n'épargneraient pas les quartiers riches et avaient donc exigé la mise en place de réseaux d'égouts, la démolition des zones urbaines surpeuplées, la fourniture d'eau potable et l'installation d'éclairages publics et du chauffage au gaz. Les capitalistes entreprirent de tirer profit de ces services et employèrent de nouveaux groupes de travailleurs pour les mettre en œuvre.

Dès 1900, les trois quarts des sujets britanniques vivaient dans des villes grandes ou moyennes, et seulement un sur dix travaillait la terre. Mais la Grande-Bretagne était un cas extrême. (...) En France, dans les années 1950, 30% de la population vivait encore à la campagne ; la proportion était de 38% au Japon.

L'institutionnalisation du sport fut aussi le produit du nouveau monde de l'industrie capitaliste. Des jeux de ballon informels existaient depuis des milliers d'années, mais la mise sur pied d'équipes jouant selon des règles qui reflétaient l'éthique de la compétition chère à l'industrie capitaliste fut un trait particulier de la Grande-Bretagne du XIX<sup>e</sup> siècle. Et cette tendance devait bientôt se répandre dans le monde entier. Des villes industrielles, ou même des usines, furent le lieu de naissance de nombreuses équipes (d'où par exemple, des équipes de football portant les noms d'Arsenal ou du Dynamo de Moscou) contrôlées par des hommes d'affaires locaux qui trouvèrent bien des avantages à une identification chauvine dépassant les clivages de classes.

Un problème finit cependant par se poser. le capitalisme n'étant plus en mesure de recruter une force de travail nouvelle à l'extérieur du système, il lui fallut s'assurer que le réservoir de main d'œuvre ne s'épuisait pas. Ce qui impliquait de se soucier de l'élevage de nouvelles générations d'êtres humains. Dans les premiers âges de la révolution industrielle, les patrons anglais s'étaient montrés bien peu soucieux de cette question, et les capitalistes des autres pays manifestaient la même indifférence. Les femmes et les enfants fournissaient la force de travail la moins chère et la plus docile pour les filatures, dans lesquelles ils étaient entassés sans qu'on ne pense ni à l'effet que cela pouvait avoir sur leur santé ni à l'éducation des plus jeunes.

Mais dès les années 1850, les capitalistes les plus prévoyants commencèrent à craindre que leurs réserves futures de main-d'œuvre ne viennent à se tarir. (...) Une série de lois limitèrent les heures de travail des enfants et interdirent l'emploi des femmes dans les secteurs susceptibles de mettre en danger leur fécondité. (...) Mais les efforts gouvernementaux pour traiter la « vigueur physique » des ouvriers ne se déployèrent qu'à la fin de la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle. Un enquête du Physical Deterioration Committee (Comité de la détérioration physique) sur la petite taille des conscrits de la guerre des Boers (1899-1902) exprima des inquiétudes sur la capacité future de la Grande-Bretagne à entreprendre des guerres. Le gouvernement libéral de l'époque réagit à ce constat en introduisant des repas gratuits à l'école, la première initiative limitée allant dans le sens de ce qu'on appellerait plus tard la « protection sociale ». Parallèlement, l'accent fut mis sur la nécessité d'améliorer la « vigueur morale » de la classe ouvrière, dans une offensive bien-pensante contre l'« imprévoyance », la vie « dissolue », l'« ivrognerie » et la « démoralisation provoquée par une (...) charité sans discernement ».

Le traitement de ces prétendues déficiences devint la tâche obsédante de philanthropes, prêtres et parlementaires qui vantaient l'idéal familial de la classe moyenne : une famille nucléaire stable, monogame, dont le mari avait un emploi, l'épouse était loyale et les enfants disciplinés. seule une telle famille, proclamait-on, pouvait donner des enfants grandissant avec le sens du devoir et de l'obéissance. Quant à la femme, la « nature humaine » enseignait que sa place était au foyer. Toute pratique susceptible de mettre en danger cette famille modèle, quand bien même elle aurait été courante dans le passé, fut stigmatisée comme étant « immorale » ou « antinaturelle ». Ainsi, les relations sexuelles pré- ou extra-matrimoniales, le divorce, la contraception, les discussions sur l'hygiène et le plaisir sexuels furent mis à l'index dans le cadre d'un climat nouveau de puritanisme officiel. Pour la première fois en Grande-Bretagne, l'homosexualité masculine devint un crime.

Parallèlement à ce souci de la « bonne morale » des ouvriers se développa une obsession croissante de l'efficacité. Les capitalistes de la première révolution industrielle considéraient que, pour réaliser des profits, ils devaient faire travailler les ouvriers le plus longtemps possible chaque jour, extrayant d'eux ce que Marx appelait la « plus-value absolue ». Lorsqu'il fut possible de produire pratiquement sans interruption grâce au système de rotation des deux-huit et des trois-huit, l'attention se déplaça vers l'intensification du travail et la suppression des pauses. Un Américain, Frederick Taylor, introduisit le « management scientifique » : des inspecteurs munis de chronomètres décomposaient les tâches des ouvriers en éléments constituants, dans le but d'évaluer le nombre maximum d'actions qu'ils pouvaient accomplir en une journée de travail. Leur salaire était ensuite indexé sur leur capacité à accomplir les objectifs ainsi fixés. La machine n'était désormais plus un accessoire de l'ouvrier ; l'ouvrier était devenu un accessoire de la machine.

Enfin, le souci de productivité impliquait également de former et d'instruire les travailleurs. Savoir lire, écrire et compter était facultatif pour les paysans et ouvriers journaliers des sociétés préindustrielles. C'est la raison pour laquelle lorsqu'on parle de littérature dans les périodes précapitalistes ou capitalistes primitives, il s'agit d'une littérature s'adressant aux classes moyennes et supérieures. Mais les processus d'interaction complexes de la production capitaliste exigeaient désormais une main-d'œuvre éduquée – ne serait-ce que pour lire le mode d'emploi des machines et les étiquettes d'emballages -, ayant une connaissance du calcul de base et, de manière tout aussi importante, des habitudes enracinées de ponctualité et d'obéissance. Le capitalisme anglais lui-même, qui s'était passé de ces éléments pour réussir sa révolution industrielle, se sentit obligé d'introduire, dans les années

1870, la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de dix ans pour ses futurs ouvriers, même si l'éducation de ses classes dominantes et moyennes fut confiée aux soins de cours privés (*grammar*) et des (fort mal nommées) « *public* » *schools*.

Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, l'état de choc s'était dissipé. Les gens pouvaient encore s'étonner des innovations techniques, comme l'automobile ou l'éclairage électrique, mais ils s'étaient habitués à une société fondée sur la concurrence, la ponctualité et l'appât du gain. La société capitaliste était désormais la seule organisation sociale que les humains connaissaient. Ses formes de comportement caractéristiques semblaient relever de la « nature humaine ». Les individus ne se rendaient plus compte à quel point leurs actes auraient paru étranges à leurs ancêtres.

### L'idéologie du progrès

La vie était plus confortable que jamais pour la bourgeoisie et les classes moyennes, et certaines fractions des travailleurs voyaient même leurs conditions d'existence s'améliorer. Il semblait que les choses n'avaient qu'à continuer sur la même voie pour que les rêves des générations passées deviennent réalité. De telles croyances étaient renforcées par les progrès de la science et des techniques. (...) Simultanément, les naturalistes Darwin et Wallace proposèrent d'expliquer l'évolution des espèces par le processus de sélection naturelle ; le premier alla jusqu'à démontrer que l'humanité elle-même descendait d'un mammifère proche des singes. Des chimistes réussirent à fabriquer certaines substances organiques, présentes dans le vivant, à partir de matériaux non organiques.

Cette croyance nouvelle dans la marche sans entrave du progrès devint connue sous le nom de « positivisme » (terme inventé par le Français Auguste Comte) ou de « scientisme ». Elle fournit à Émile Zola la ligne rationnelle de ses romans, dans lesquels le comportement humain était décrit comme une interaction aveugle entre des conditions matérielles et des passions héréditaires (...) Elle sous-tendait l'optimisme des premiers romans de science-fiction de H. G. Wells, et leur image de l'humanité triomphante débarquant sur la Lune, ou des pièces de George Bernard Shaw comme *L'homme et le Surhomme* et *Major Barbara*.

Même les forces réactionnaires, qui avaient toujours eu partie liée avec l'obscurantisme religieux, prétendaient maintenant adopter une approche scientifique. Les conceptions scientifiques de Darwin sur la nature furent dévoyées par les théories du « darwinisme social » qui prétendaient que les classes, les nations ou les races dominantes l'étaient grâce à leur « supériorité innée » dans la lutte pour la survie. De vieux préjugés relatifs au « sang noble » ou aux « lignées supérieures » étaient traduits dans une terminologie moderne, se donnant des atours scientifiques. De la même manière, les arguments éculés de saint Augustin (et de Luther et Calvin) sur la nécessité d'un État fort pour juguler le mal issu de la « malédiction d'Adam » - le « péché originel » - étaient reformulés en des termes exprimant la nécessité de contrôler les « instincts bestiaux » des humains. De même que l'Église avait exigé le droit de régir les comportements humains, les partisans de l'« eugénisme » demandait que l'État fasse usage d'évaluations prétendument scientifiques de l'intelligence ou de la propension à la criminalité pour restreindre le droit de faire des enfants.

Mais, d'une manière générale, « scientisme » et « positivisme » allaient dans le sens d'une croyance en un avenir qui promettait d'être meilleur que le présent, et en une modernité synonyme de perfectionnement humain. En 1914, la foi en l'avenir s'apprêtait à supplanter la

foi en Dieu, même si les tenants d'une opinion respectable essayant de combiner les deux étaient encore nombreux.

### L'émergence de la démocratie capitaliste

Le mot « démocratie » sonnait comme un anathème dans la bouche des classes dirigeantes du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Elles s'employaient à dénoncer cette « dictature de la populace » (*mob rule*), cette « multitude porcine », selon l'expression de Burke. L'historien *whig* anglais Thomas Macaulay n'était pas moins virulent : « Le suffrage universel, disait-il, entraînerait la perte de tout ce qui fait qu'un gouvernement existe », car il serait « absolument incompatible avec la survie de la civilisation ». Même lorsque les classes possédantes furent contraintes, par la pression venue d'en bas, de concéder le droit de vote, elles cherchèrent à imposer des conditions de propriété qui en excluaient les classes inférieures. En Angleterre, le *Reform Bill* de 1832 fit passer le droit de vote de 200 000 à un million d'hommes – pas plus du cinquième des adultes mâles. Un édit de 1867, promulgué au milieu d'une grande agitation populaire, augmenta le nombre des électeurs, mais il continuait à écarter la moitié de la population masculine, et « aucun des dirigeants, qu'ils fussent libéraux ou conservateurs, n'attendait de cet édit qu'il établisse une constitution démocratique ».

Au surplus, quasiment toutes les classes dirigeantes exigèrent la présence d'une deuxième chambre non élue – une chambre des Lords ou un sénat de notables -, disposant d'un droit de veto sur toutes les décisions, et d'un monarque ayant le pouvoir de nommer le chef du gouvernement. (...) Cependant, au cours du siècle, certains éléments des classes dominantes en vinrent à considérer que la démocratie ne constituait pas nécessairement une menace, à condition que ce soit eux qui fixent les règles de son fonctionnement. Napoléon III lui-même avait découvert comment manipuler un scrutin fondé sur le suffrage universel (masculin) lorsqu'il s'était agi de demander aux électeurs de confirmer sa prise de pouvoir lors du coup d'État de 1851. La majorité de l'électorat français était constituée de paysans dont la compréhension des événements politiques passait nécessairement par le curé ou l'instituteur. Si Bonaparte contrôlait suffisamment l'information pour les effrayer avec des histoires terribles sur la vie dans les grandes villes, il pouvait recueillir leurs suffrages et prouver qu'il était « plus démocrate » que les républicains. Son exemple fut suivi avec bonheur par Bismarck lorsqu'il transforma le roi de Prusse en empereur d'Allemagne : le suffrage universel masculin élisait un parlement impérial aux pouvoirs très limités et, en même temps, un système censitaire fondé sur la richesse continuait à prévaloir pour les élections des *Länder*.

La classe dirigeante britannique s'aperçut que de modestes aménagements du système censitaire ne remettaient pas en cause son pouvoir de déterminer la politique de l'État. En effet, la plus grande partie du pouvoir étatique était de toute façon hors d'atteinte du contrôle parlementaire immédiat. Ce pouvoir résidait dans les hautes sphères non élues de l'armée, de la police, de la justice et de l'administration, qui posaient les limites dans lesquelles le Parlement devait normalement fonctionner et étaient en mesure de rejeter toute mesure qu'elles désapprouveraient en la qualifiant d' »inconstitutionnelle « ; ce qu'elles firent lorsque la Chambre des communes vota en 1912 le *Home Rule* visant à accorder à l'Irlande une autonomie interne. Dans de telles conditions, plutôt que d'agir comme un mécanisme par lequel la pression du peuple s'exercerait sur la classe dominante, le Parlement devint l'instrument domestiquant les représentants du peuple, les contraignant à limiter leurs exigences afin de s'adapter au cadre étroit autorisé par les classes possédantes. William Gladstone, dirigeant du plus important parti capitaliste anglais – les *Liberals* – ressentait déjà

en 1867 la « nécessité d'encourager une portion plus large de la population à faire du Parlement le centre de son attention politique ».

Comme l'a écrit Ralph Miliband : « L'appropriation de la "démocratie" par les politiciens ne signifiait pas leur conversion à celle-ci. C'était plutôt une tentative d'en exorciser les effets (...). Une dose de démocratie soigneusement limitée et convenablement contrôlée était acceptable, et même à certains égards désirable. mais ce qui allait au-delà ne l'était pas. Le système politique dans son ensemble était structuré par de tels sentiments. »

Partout, l'élargissement du droit de vote fut accompagné d'un effort conscient, de la part des politiciens de la classe dominante, pour influencer les cœurs et les esprits des classes subordonnées. En Angleterre, la première tentative du parti conservateur de créer une « Union nationale », dont les membres seraient recrutés en dehors du Parlement, remonte à l'époque du *Reform Act* de 1867. Son but était « d'abord de réunir les travailleurs conservateurs » à travers un réseau d'associations locales et de clubs de libations : « L'attrait direct et puissant exercé par les conservateurs sur les classes laborieuses est le trait le plus frappant de la première période de la *National Union*. » C'était un attrait fondé sur la déférence, présente chez de larges fractions de travailleurs, envers ceux qu'ils considéraient comme leur supérieurs, sur les antagonismes religieux ou ethniques opposant certains travailleurs à d'autres (dans certaines villes du Nord de l'Angleterre et de l'Écosse, être conservateur signifiait être protestant orangiste opposé aux immigrants irlandais), sur une glorification de l'expansion impérialiste britannique, et sur des aumônes faites aux pauvres dans les périodes électorales. Les efforts des conservateurs pour attirer à eux la classe moyenne inférieure et les classes laborieuses créèrent une émulation chez libéraux, qui mirent en place leur propre réseau d'associations locales. Ce n'est qu'après 1905 qu'une poignée de candidats travaillistes « indépendants » commencèrent à remporter des succès face aux deux partis capitalistes qui exerçaient une hégémonie politique sur la classe ouvrière depuis quarante ans, et ils se montrèrent aussi loyaux envers le système que leurs rivaux bien établis.

C'est essentiellement le même schéma qu'on retrouve ailleurs. Aux États-Unis, la classe ouvrière était divisée entre républicains et démocrates, sur des bases opposant les Américains nés dans la pays aux immigrants (avec la complication supplémentaire constitué par les sympathies sudistes des démocrates). En France, les conservateurs catholiques encourageaient les sentiments antisémites dans leur lutte d'influence contre les républicains anticléricaux petits bourgeois. En Allemagne, les *Junkers*, propriétaires terriens de l'Est, parvenaient aisément à s'assurer que les travailleurs ruraux mettaient le bon bulletin dans l'urne ; les industriels « nationaux libéraux », soutenant Bismarck, créaient leur propre parti ; et, dans el Sud, l'Église catholique contrôlait les opinions politiques des plus pauvres, y compris dans les régions minières.

Les efforts des partis bourgeois furent facilités par la croissance de la presse de masse. Dans les années 1820 et 1830, la classe dirigeante britannique avait cessé d'empêcher les idées séditionnelles de se répandre au sein de la nouvelle classe laborieuse à l'aide de taxes mettant les journaux hors de portée des bourses ouvrières. À partir des années 1850, une nouvelle race d'entrepreneurs capitalistes se rendit compte que les journaux populaires pouvaient leur permettre de gagner de l'argent. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, Alfred Harmsworth (qui devait bientôt devenir lord Northcliffe) et Max Aitken (qui devint, lui, lors Beaverbrook) comprirent que la presse pouvait être utilisée comme une arme politique. Ces hommes parvinrent à transformer un épisode mineur de la guerre des Boers, le siège de Mafeking, en un sujet d'intérêt central pour les membres de toutes les classes. De façon similaire, le presse

française put déchaîner l'hystérie antisémite lors de l'affaire Dreyfus, et la presse allemande orchestrer une psychose de guerre pour entraîner la défaite des socialistes lors des élections de 1907.

L'exploitation d'une nouvelle forme de nationalisme s'inscrit dans le processus visant à contrôler la démocratie capitaliste. Le nationalisme du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle avait essentiellement été le fait de peuples divisés ou opprimés par le système étatique imposé en Europe avec la restauration de l'ordre ancien en 1814-1845. C'était le cri de ralliement de ceux qui luttèrent pour libération, et il était étroitement associé aux revendications démocratiques et républicaines. Ce nationalisme par en bas était encore largement répandu, à la fin du siècle, dans les groupes opprimés par les empires russe, austro-hongrois et ottoman. Le développement du marché contribuait du reste à l'encourager. Les classes moyennes, qui s'exprimaient dans leurs langues locales, émergèrent de la paysannerie et commencèrent à lutter pour créer des États nationaux, ou du moins des structures nationales autonomes au sein d'États existants, dans le but de promouvoir leurs intérêts.

Parallèlement et en opposition à cette ancienne variante de nationalisme apparut une forme différente : un nationalisme propagé par en haut à la fois par les vieilles monarchies et par des dirigeants capitalistes d'un type nouveau. Ainsi, Bismarck épousa la cause du nationalisme germanique ; les Russes tentèrent de « russifier » leurs sujets de langue finnoise, ukrainienne, polonaise et turque ; les classes dirigeantes françaises essayèrent de canaliser l'énergie du peuple pour la « revanche » contre l'Allemagne et la conquête de l'Afrique du Nord et de l'Indochine ; quant aux dirigeants britanniques, ils se donnèrent pour mission de « régler sur les mers » et « civiliser les indigènes ». Les gouvernements, les journaux, les industriels et les financiers mirent tout leur poids dans la propagation de ce nationalisme, proclamant l'identité commune des classes dominantes et des exploités de chaque pays - en insistant sur le fait qu'ils étaient « parents et amis », alors même que les uns vivaient dans le luxe pendant que les autres s'épuisaient au travail voire même mouraient de faim. Les opportunités de carrière dans l'administration impériale, pour certaines fractions de la classe moyenne, les liaient matériellement au nouveau nationalisme, les encourageant à répandre son influence parmi les travailleurs, par exemple en créant de nouvelles organisations de masse semi militaires, comme les scouts, qui recrutaient dans la jeunesse petite-bourgeoise aussi bien que parmi les enfants d'ouvriers. Ces organisations se prétendaient « apolitiques », mais leur loyauté envers l'idéologie dominante du souverain, de la « patrie » et de l'« empire » était totale.

Dans les années 1900, toutes ces mesures entraînèrent la transformation des élections – que les classes dirigeantes considéraient encore vers 1840 comme une menace mortelle – en instruments de domestication des représentants des travailleurs. Le changement ne se produisit ni du jour au lendemain ni sans frictions. Il y eut souvent des résistances au sein de la classe dominante. En Angleterre, il fallut quatre-vingt-quinze ans pour que celle-ci passe de l'acceptation, en 1832, du vote des classes moyennes, à celle du suffrage universel. En Belgique, deux grèves générales furent nécessaires pour arracher un élargissement du corps électoral. En Allemagne, la question provoqua des affrontements de rue vers 1900, et c'est seulement en 1919 que le soulèvement révolutionnaire contraignit la classe dirigeante à accorder le droit de vote à tous.

Cette résistance au droit de vote des travailleurs n'avait d'égale que l'opposition au suffrage féminin. Le développement des rapports marchands amena bien plus de femmes, issues des classes moyennes comme de la classe ouvrière, à rejoindre la force de travail

salariée. Mais dans la famille modèle des moralistes, qui affichaient le souci d'une éducation « convenable » pour les générations futures et s'appuyaient sur des considérations générales sur la compétence et les « valeurs » féminines, le rôle de la femme était confiné au foyer. De telles notions n'auraient pas eu de sens pour une paysanne du Moyen Âge assommée de travail, et elles s'appliquaient difficilement aux ouvrières des filatures du Lancashire. Mais, pour les hommes de la classe moyenne de la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle – et pour les travailleurs qui se laissaient influencer par la presse –, elles faisaient de la revendication du droit de vote des femmes une absurdité.

Paradoxalement, même le déni du droit de vote eut pour effet de lier les gens au système démocratique capitaliste. La plus grande partie de l'agitation avait pour but l'intégration à ce système, et non son dépassement. Avant 1914, la campagne pour le droit de vote avait amené des femmes de la bourgeoisie et de classe moyenne à passer à l'action directe contre la propriété et l'État. Mais lorsque la guerre éclata, les dirigeants du mouvement des suffragettes en Grande-Bretagne – Emmeline et Christabel Pankhurst – se lancèrent elles-mêmes dans la campagne en faveur du recrutement d'hommes promis à la boucherie sur le front occidental. Sylvia Pankhurst, qui s'opposait au carnage, en concluait que le Parlement lui-même était un obstacle au progrès.

### La social-démocratie

Le développement rapide de l'industrie et de la classe ouvrière créa un public nouveau pour les idées des organisations socialistes, mises à mal par les défaites de 1848 et de 1871. Mais nulle part ces organisations ne se sentirent assez fortes pour exercer une menace révolutionnaire directe contre l'État. Au contraire, elles développèrent une stratégie imitée des socialistes allemands. Ceux-ci avaient profité des avantages apportés par les nouveaux systèmes électoraux, aussi limités et biaisés en faveur des classes dirigeantes qu'ils fussent, pour construire des organisations ouvrières légales : syndicats, organisations d'entraide, clubs sportifs et même chorales.

Le Parti social-démocrate allemand (SPD) connut un immense succès. Son score s'améliora d'élection en election pour finir par dépasser celui du parti des grands propriétaires fonciers ou des industriels. Il survécut à une période d'interdiction de douze ans sous l'empire des lois « antisocialistes », atteignit l'effectif d'un million de membres et finit par posséder quatre-vingt-dix journaux locaux. Son réseau d'organisations annexes (syndicats, sociétés d'entraide, etc.) s'intégra au tissu social dans de nombreux districts industriels. Et il y parvint malgré les arrestations à répétition des rédacteurs en chefs de ses journaux. Tout cela semblait démontrer que la démocratie capitaliste pouvait être retournée contre le capitalisme lui-même, une leçon que Friedrich Engels répétait inlassablement dans ses articles.

L'exemple allemand fut bientôt suivi par d'autres partis en dehors d'Allemagne. C'est le modèle qu'Engels conseilla avec insistance au parti ouvrier français (POF) de Jules Guesde et Paul Lafargue. (...) Lorsqu'en 1889 un regroupement international d'organisations ouvrières, connu sous le nom de Deuxième internationale, fut formé, le parti allemand en devint naturellement le phare. Mais il existait une contradiction entre la théorie développée par ces partis, qui affirmaient leur désir d'un renversement révolutionnaire du capitalisme, et leur activité pratique quotidienne, qui consistait à exercer une pression prudente pour des réformes internes du capitalisme. Cette contradiction apparut clairement au milieu des années 1890.

Eduard Bernstein était l'un des intellectuels de premier plan du Parti social-démocrate allemand. Ami d'Engels, il avait joué un rôle important pour empêcher le parti de choisir l'exil pendant la période d'illégalité. Au milieu des années 1890, il déclara que les principales hypothèses théoriques de Marx et Engels étaient erronées. Selon lui, les crises économiques généralisées ne faisaient plus partie intégrante du capitalisme, et la polarisation de plus en plus aigüe entre les classes, prévue par les deux théoriciens révolutionnaires, n'aurait pas lieu. (...) Pour Bernstein, la science, la technologie et les avancées de la démocratie devaient finir par transformer le capitalisme en socialisme. Pour Kautsky, les évolutions devaient intervenir dans l'avenir et non dans le présent, mais il était tout à fait certain de leur caractère inévitable. (...) La révolutionnaire germano-polonaise Rosa Luxemburg, alors âgée de vingt-sept ans, fut la seule à critiquer une telle complaisance.

Les dirigeants du SPD, qui consacraient toute leur énergie à remporter les campagnes électorales et à préserver les organisations annexes, condamnèrent formellement les idées de Bernstein, mais continuèrent à se comporter de façon modérée dans le cadre du système. C'était également le cas des dirigeants syndicaux, dont la principale préoccupation était de convaincre les employeurs de s'asseoir à la table des négociations. Bernstein fut mis en minorité dans son parti, mais c'est lui qui, en réalité, remporta la discussion.

À l'inverse, Rosa Luxemburg proclamait avec insistance que le processus qui, dans cette même période, semblait avoir stabilisé le capitalisme allait mener à une instabilité encore plus grande encore. Elle comprenait aussi une réalité, qui avait déjà été en partie identifiée par l'économiste libéral anglais J. Hobson et qui devait être théorisée en 1916 par les révolutionnaires russes Nicolas Boukharine et Vladimir Lénine, à savoir que cette phase de croissance rapide du capitalisme était étroitement liée à l'expansion impériale des grandes puissances.

### L'impérialisme

En 1876, moins de 10% de l'Afrique était sous contrôle européen. En 1890, plus de 90% du continent était colonisé. La Grande-Bretagne, la France et la Belgique s'étaient partagé son territoire, en laissant de maigres portions à l'Allemagne et à l'Italie. (...) Même les minuscules îles du Pacifique et de l'océan Indien étaient assujetties aux volontés de Londres et de Paris. Les États véritablement indépendants hors de l'Europe pouvaient se compter sur les doigts d'une main : les vestiges de l'empire ottoman, la Thaïlande, l'Éthiopie et l'Afghanistan.

En fait, les explorateurs européens, comme Mungo Park dans les années 1790 et 1800 ou David Livingstone et Henry Morton Stanley dans les années 1850 et 1860, ne furent capables de mener leurs célèbres explorations à travers l'Afrique que parce que des sociétés structurées et des États stables y existaient déjà. Ces États étaient d'ailleurs facilement parvenus à décourager les premières tentatives de conquête par les Européens. En 1880, il faut s'en souvenir, les Européens de l'Ouest entretenaient des relations maritimes régulières avec la côte africaine depuis quatre siècles ; les Indiens, les Arabes et les Turcs étaient en contact avec de vastes parties de l'Afrique intérieure depuis bien longtemps. Malgré tout, les Européens ne contrôlaient directement que quelques régions isolées, essentiellement le long des côtes. Comme l'écrit Bruce Vandervort, « aux débuts de la période moderne, à tout le moins, l'avantage technologique de l'Europe n'était pas si net, sauf peut-être sur mer. Les peuples indigènes rattrapaient rapidement les innovations européennes ».

Les premières tentatives européennes de s'octroyer des colonies en Afrique les jetèrent dans des conflits sanglants, qu'ils perdirent souvent. Les Français durent combattre, longuement et durement, pour conquérir l'Algérie et le Sénégal. Les Anglais furent vaincus par une armée d'Ashantis au début des années 1870, par l'armée soudanaise du Mahdi à Khartoum en 1884 (où le même Charles George Gordon qui avait collaboré à la répression de la révolte T'ai-p'ing en Chine trouva une mort bien méritée) et par les Zoulous à Isandlwana en 1879. En 1896, les Italiens furent mis en déroute par les Éthiopiens à Adoua, où « tout le génie orgueilleux de la conquête blanche fut sérieusement ébranlé ».

Mais, dans les années 1880, l'industrialisation accélérée de l'Europe occidentale fit pencher la balance de façon décisive du côté des aspirants colonisateurs. De nouvelles armes – fusils à chargement par la culasse, bateaux à vapeur blindés capables de remonter les fleuves et, surtout, la fameuse mitrailleuse Gatling – donnèrent pour la première fois l'avantage décisif aux armées européennes dans la plupart des batailles. De plus, le flot ininterrompu de marchandises produites par l'industrie permit aux Européens de soudoyer assez facilement des alliés africains pour qu'ils combattent pour eux. La moitié des troupes « italiennes » à Adoua étaient composées d'Érythréens ou de Tigréens, et nombre de soldats « britanniques » au Soudan étaient des Égyptiens ou des Soudanais. La stratégie consistant à « diviser pour mieux régner », qui avait si bien fonctionné pour les Anglais en Inde, fut appliquée sur une grande échelle en Afrique.

Les Européens prétendaient lutter contre des « sauvages », mais leurs méthodes étaient empreintes d'une barbarie sans nom. Lorsque l'armée britannique de lord Kitchener finit par conquérir le Soudan à la suite de la bataille d'Omdurman en 1898, ses mitrailleuses fauchèrent 10 000 soldats soudanais, alors que ses propres pertes s'élevaient seulement à quarante-huit hommes. « Les milliers de mahdistes mourants ou blessés sur le champ de bataille ne reçurent aucun soin des Britanniques, qui leur tournèrent le dos et s'en allèrent. » (...) Kitchener fit transformer en encier le crâne de leur chef, le Mahdi. (...) Le roi belge Léopold II était à l'avant-garde de la croisade occidentale en Afrique, proclamant qu'il apporterait la « civilisation » et ferait disparaître l'esclavage. Il se tailla un empire personnel dans une énorme portion du Congo et utilisa des méthodes d'une brutalité notoire, même en comparaison avec les autres puissances coloniales. (...) Des soldats belges, qui pillaient et brûlaient des villages, transportaient des paniers pleins de mains coupées pour prouver qu'ils n'avaient pas gaspillé leurs munitions.

Le véritable motif fut le profit. De nombreuses discussions ont eu lieu parmi les historiens pour savoir si les empires avaient effectivement enrichi les puissances coloniales. Mais, tout comme l'argument abordé précédemment au sujet de l'économie du commerce des esclaves au XVIII<sup>e</sup> siècle, cette question est hors sujet. Les grandes puissances *pensaient* que les empires les rendraient plus riches. Ceux qui furent à l'avant-garde de l'expansion impériale étaient des gens au visage sévère, qui ne comprenaient que trop bien que c'était l'argent qui faisait tourner le monde. Le roi Léopold II ou l'aventurier anglais Cecil Rhodes se considéraient peut-être comme des idéalistes, mais ils étaient résolus à s'enrichir. Comme Léopold II l'écrivit à l'ambassadeur de Belgique à Londres : « Je ne veux pas manquer une chance de nous obtenir une tranche de ce magnifique gâteau africain. »

Le dépeçage du monde ne peut être compris si l'on omet de considérer les problèmes auxquels était confronté le capitalisme occidental à cette époque. Les années 1870 et 1880 – période que l'on nommerait plus tard la Longue Dépression – avaient été marquées par la dépression des marchés, la chute des prix, la baisse des profits et des dividendes, en

particulier en Grande-Bretagne. Pour les investisseurs britanniques, il semblait n'y avoir qu'un moyen de conserver leurs revenus : placer de l'argent en dehors du pays. L'investissement total en actions étrangères passa de 95 millions de livres en 1883 à 393 millions en 1889. Il fut bientôt égal à 8% du produit national brut britannique et absorba 50% de l'épargne. (...) Quelle qu'en fut la destination, les investissements promettaient un niveau de rentabilité plus élevé que ce qui pouvait être obtenu sur place. Ils créèrent aussi un marché pour la production industrielle nationale (comme les rails d'acier, les locomotives et les structures de ponts métalliques). Ils contribuèrent de ce fait à l'entrée du capitalisme britannique dans une nouvelle phase d'expansion. De tels investissements exigeaient de trouver un moyen d'empêcher les emprunteurs étrangers de manquer à leurs engagements et c'est ce qu'allait permettre le colonialisme à travers la force armée de l'État.

Ainsi, l'Angleterre et la France prirent conjointement en charge les finances égyptiennes en 1876, lorsque les dirigeants de ce pays se trouvèrent incapables d'honorer leurs dettes ; et, au début des années 1880, le gouvernement britannique utilisa la force pour établir un « protectorat » : il absorba effectivement l'Égypte dans l'Empire britannique, garantit les dividendes de la Compagnie du canal de Suez et assura la possibilité d'investissements anglais encore plus importants en Inde. De façon similaire, les forces britanniques tentèrent de prendre le contrôle de la région du Transvaal, dans le sud de l'Afrique, administrée par les Boers hollandais, après la découverte de gisements d'or et de diamants. Une guerre acharnée fit de l'Afrique du Sud un protecteur stable des intérêts commerciaux britanniques.

Les investissements n'étaient pas entièrement destinés aux colonies. la plus grande partie des placements britanniques prenaient le chemin des États-Unis ou de pays d'Amérique latine, notamment l'Argentine. Cela a pu faire naître l'idée qu'il n'y avait pas de connexion entre l'investissement outre-mer et l'impérialisme. En tout état de cause, les colonies offrirent aux capitalistes des puissances coloniales des débouchés captifs à leurs investissements. Elles fournirent aussi des bases militaires qui garantissaient l'accès à d'autres investissements, ailleurs. Car si les possessions britanniques de Malte, Chypre, d'Égypte, du Yémen du Sud et du Cap étaient importantes, elles ne l'étaient pas seulement en tant que sources de profit, mais aussi en tant qu'escales vers l'Inde. Et l'Inde, le « joyau de la Couronne », était elle-même une étape vers Singapour, l'étain et le caoutchouc de Malaisie, les marchés récemment ouverts de la Chine, et les riches *dominions* d'Australie et de Nouvelle-Zélande. L'empire était comme un vêtement tricoté qui empêchait l'impérialisme britannique d'attraper froid : un seul fil pouvait sembler de peu d'importance, mais s'il venait à se rompre, tout le reste commencerait à se défaire. C'est du moins ainsi que ceux qui administraient l'empire, ainsi que leurs amis de la Cité de Londres et de l'industrie britannique voyaient les choses.

L'Angleterre n'était pas la seule puissance impériale. La France contrôlait une portion presque aussi grande de la planète, la Hollande possédait l'immense archipel que nous appelons aujourd'hui l'Indonésie, la Belgique administrait un gros morceau de l'Afrique centrale, et le tsar avait un territoire étendu à l'est, à l'ouest et au sud de la Russie elle-même, jusqu'à la frontière avec l'Inde et au port de Vladivostok sur la côte pacifique. Pourtant, l'Allemagne, la puissance européenne qui connaissait la croissance industrielle la plus rapide, était pratiquement sans empire. Son industrie lourde s'organisait progressivement en « trusts », des sociétés qui s'associaient pour contrôler la production sur toute la chaîne allant de l'extraction des matières premières à la mise à disposition des produits finis. Ces trusts avaient grandi aux côtés de l'État et n'avaient aucune de ces vieilles préventions de petits capitalistes envers le pouvoir étatique qui caractérisaient encore bien des entreprises

britanniques. Ils se tournaient vers l'État pour qu'il protège le marché intérieur par des barrières douanières et qu'il les aide à se tailler des parts de marchés à l'étranger.

Ils regardaient dans quatre directions : vers la Chine, où l'Allemagne avait sa propre « concession » portuaire ; vers l'Afrique, où elle avait pu s'emparer du Tanganyika, du Rwanda-Burundi et de l'Afrique du Sud-Ouest ; vers le Maghreb, où elle disputait à la France et à l'Espagne le contrôle du Maroc ; et vers la mise en place d'un corridor, centré sur le projet d'une voie ferrée Berlin-Bagdad, à travers l'Europe du Sud-Est et la Turquie jusqu'à la Mésopotamie et au golfe Arabo-Persique. Mais quelle que fût la direction dans laquelle se tournaient les capitalistes et les bâtisseurs d'empire allemands, ils se heurtaient à des réseaux coloniaux, des bases et des États clients administrés par l'empire en place : aux Russes dans les Balkans, aux Français en Afrique du Nord, aux Anglais au Moyen-Orient et en Afrique de l'Est, et à tout le monde en Chine.

À l'évidence, la croissance de la rentabilité, qui avait favorisé une reprise après la Longue Dépression et avait permis au capitalisme d'accorder des améliorations dans les conditions de vie des ses ouvriers, reposait sur l'élargissement des empires. Mais en s'étendant, les empires tendaient à entrer en collision les uns avec les autres. Leurs dirigeants savaient que l'issue de ces collisions dépendait de la force de leurs armées. Par conséquent, l'Allemagne se mit à construire des navires de guerre capables de disputer à la Grande-Bretagne la domination des mers, ce à quoi l'Angleterre répliqua en élaborant ses propres cuirassés *Dreadnought*. La France allongea la durée du service dans son armée de conscrits de deux à trois ans pour se mettre à égalité avec les forces militaires d'outre-Rhin. La Russie tsariste créa des usines d'armement dirigées par l'État et conçut son système ferroviaire en ayant à l'esprit des guerres potentielles contre l'Allemagne, l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman. La marche vers la guerre était la face cachée de l'illusion de stabilité que l'impérialisme apportait au capitalisme, et qui impressionnait tant les socialistes réformistes comme Bernstein.

### Syndicalistes et révolutionnaires

La stabilité dont jouissait le capitalisme en Europe occidentale et en Amérique du Nord ne trouvait pas son origine dans la « corruption » des travailleurs, mais dans la façon dont l'impérialisme réduisait la tendance à des crises systémiques, créant une atmosphère dans laquelle la réforme semblait possible et « pratique ». En tout cas, la période de relative paix sociale commença à tirer à sa fin au tournant du siècle. La généralisation des rapports capitaliste entraînait la croissance et la transformation de la classe ouvrière. De vieilles industries artisanales, comme la fabrication des chaussures, l'imprimerie, la typographie, la construction navale et le génie civil, furent restructurées conformément aux méthodes capitalistes les plus modernes. L'exploitation minière et la sidérurgie se répandirent partout ; de nouvelles industries, comme la chimie et l'appareillage électrique, émergèrent. Aux côtés des travailleurs du textile typique de la révolution industrielle britannique se trouvaient désormais, dans le monde entier, les millions d'ouvriers de l'industrie lourde.

Les premières mesures dédiées à la production de masse furent mises en place : une multitude d'ouvriers « spécialisés » furent attelés au rythme de la chaîne de montage. En 1909, Henry Ford commença à vendre la première automobile destinée à un marché de masse, le fameux modèle T (ou *Tin Lizzie*). En 1913, il ouvrit son usine de Highland Park, à Détroit, où travaillaient des dizaines de milliers d'ouvriers. (...) En attendant, le système dans son ensemble commençait à donner de nouveaux signes d'instabilité économique. Les salaires

réels amorcèrent une chute dans la plupart des pays industriels dès le début des années 1900. Les crises économiques dont Bernstein avait prétendu qu'elles appartenaient au passé refirent leur apparition. Cela provoqua une nouvelle vague internationale de luttes ouvrières, avec des grèves dures dans la plupart des pays. De nouveaux groupes de militants commencèrent à s'organiser différemment des partis socialistes établis, avec leur orientation parlementaire, leurs bureaucrates syndicaux et leur obsession des négociations avec les employeurs.

Le syndicat Industrial Workers of the World (IWW), fondé aux États-Unis en 1905, dirigea des grèves militantes dans les mines, les exploitations forestières, les docks et l'industrie textile, et encouragea les Noirs, les femmes et les ouvriers non qualifiés, ignorés par l'American Federation of Labor, centrale ouvrière établie et modérée, à s'organiser. En France, la Confédération générale du travail (CGT), adoptant une approche militante similaire, insistait sur le fait que la révolution des travailleurs pouvait se faire par les méthodes de luttes syndicales et rejetait toute participation à la politique parlementaire. Son approche fut connue à l'échelle internationale sous le nom de « syndicalisme », à partir du nom français des organisations ouvrières. En Espagne, la Confederacion Nacional de Trabajo (CNT) fut fondée par des anarchistes comme alternative révolutionnaire à la direction socialiste de l'Union General de Trabajadores (UGT). En Irlande, le dirigeant d'un de syndicats de dockers britanniques, Jim Larkin, déclencha à Belfast, en 1907, une grève massive rassemblant catholiques et protestants, qui provoqua la colère jusque dans les rangs policiers. Larkin fonda ensuite un nouveau syndicat, l'Irish Transport and General Workers Union. En Grande-Bretagne même, on tenta de mettre sur pied des sections des IWW.

Le sentiment qu'il existait une alternative au parlementarisme reçut une formidable confirmation en provenance de Russie, où venait d'éclater la révolution de 1905. Le tsarisme russe était un des cœurs de la Contre-révolution depuis son rôle dans la restauration des anciens régimes d'Europe en 1814-1845. Les libéraux modérés eux-mêmes le considéraient comme une abomination. Mais en 1905, le tsarisme faillit bien s'écrouler. Ces vagues de grèves successives balayèrent la Russie après que des soldats eurent ouvert le feu sur une manifestation ouvrière dans la capitale. La manifestation était conduite par un prêtre, Gueorgui Gapon – qui dirigeait un syndicat parrainé par l'État et lié à la police secrète -, et les travailleurs s'en étaient bornés à appeler à leur « Petit Père », le tsar, pour qu'il cesse d'écouter de « mauvais conseillers ». Mais après la fusillade, le ton des grèves se fit de plus en plus subversif ; les socialistes publièrent des journaux ouvertement révolutionnaires ; une mutinerie éclata dans la flotte de la mer Noire, conduite par l'équipage du cuirassé *Potemkine*. Et, en décembre, une tentative de soulèvement eut lieu à Moscou. Menée par la fraction militante « bolchévique » du Parti social-démocrate, elle avait pour dirigeant un certain Vladimir Lénine.

Une organisation d'un type nouveau, fondée sur des délégués élus des grandes usines et présidée par Léon Trotski, alors âgé de vingt-six ans, devint le point de focalisation des forces révolutionnaires de Saint-Pétersbourg. On lui donna le nom russe de « *soviet* » (qui signifie « conseil »), et sa portée réelle ne fut pas entièrement comprise à l'époque. Elle représentait pourtant une manière d'organiser les forces révolutionnaires différente des soulèvements de rue de la Révolution française comme de la Commune de Paris. La Commune s'était dotée de délégués des quartiers ouvriers, une forme d'organisation qui convenait à une vile composée essentiellement de petits ateliers. Le *soviet* était adapté à une métropole transformée par l'industrialisation des trente années écoulées, et peuplée de gigantesques usines.

Le pouvoir russe avait été contraint d'encourager des poches de croissance pour le développement d'un capitalisme à grande échelle capable de produire des armes et des équipements ferroviaires ; et, ce faisant, il avait transformé deux millions de personnes en travailleurs industriels. Leur présence conféra un caractère spécifique à la révolution de 1905, qui sans cela aurait été une simple révolution bourgeoise à la française. La plupart des socialistes russes n'en étaient pas conscients ; un grand nombre d'entre eux pensaient en effet que leur pays pouvait éviter le stade capitaliste et accéder directement à une forme de socialisme fondé sur le village paysan. Tout ce qu'il fallait, c'était une action armée capable de briser le pouvoir d'État. Ces socialistes étaient connus sous le nom de « *narodniks* » (amis du peuple) et formaient le Parti socialiste révolutionnaire. Par ailleurs, si certains marxistes avaient compris que le capitalisme était en train de se développer, la plupart appartenaient à la tendance « menchevique » du Parti social-démocrate, qui proclamait que les ouvriers devaient se contenter d'aider la bourgeoisie à faire sa révolution. Même les bolcheviques de Lénine parlaient d'une « révolution démocratique bourgeoise ». Mais Trotski allait plus loin : selon lui, l'engagement des travailleurs pouvait rendre la révolution « permanente », une expression utilisée pour la première fois par Marx après 1848. Ils devaient nécessairement faire évoluer le mouvement révolutionnaire de l'étape des revendications simplement démocratiques à celle de revendications proprement socialistes.

En Europe occidentale, Rosa Luxemburg fut celle qui mesura à sa plus juste valeur l'importance de 1905, ayant fait l'expérience directe de l'occupation de Varsovie par les Russes. Dans sa brochure *La Grève de masse*, elle expliquait que cette révolution avait montré comment des mouvements de grève pouvaient commencer spontanément à poser les questions politiques, ouvrant sur une stratégie de changement non parlementaire. Ses arguments furent peu entendus dans le mouvement socialiste allemand, et l'écrasement de la révolution sembla un temps réduire leur portée. Pourtant, les années qui suivirent 1910 connurent une éruption de nouvelles grèves, plus massives et plus dures, en Amérique du nord et en Europe occidentale.

L'époque où les aventures sanglantes de l'impérialisme dans les colonies pouvaient stabiliser le système en son centre était révolue. Mis avant que quiconque n'ait l'occasion de voir où cela mènerait, le sang fut répandu dans toute l'Europe à une échelle encore jamais atteinte.

### La marche vers la guerre

Dès 1904, il avait été démontré que l'impérialisme ne pouvait que mener à la guerre entre puissances coloniales et à la servitude des peuples colonisés. 0 cette date en effet, la poussée de l'Empire russe vers l'est, en direction du Pacifique, l'avait opposé directement, en Chine septentrionale, à la poussée japonaise qui s'effectuait vers l'ouest, par la Corée. La défaite russe précipita la révolution de 1905. Par deux fois, en 1906 et en 1911, un conflit d'intérêts similaire au Maroc, entre la France et l'Allemagne, faillit mener à la guerre.

Mais la zone la plus dangereuse était les Balkans, où chaque grande puissance entretenait avec les États locaux des relations clientélistes. En 1912 et 1913, des guerres éclatèrent entre ces États. Dans un premier temps, la Serbie, la Grèce, le Monténégro et la Bulgarie firent main basse sur ce qu'il restait des territoires turcs en Macédoine et en Thrace, ne laissant à la Turquie qu'Istanbul et une étroite bande de la Thrace orientale. Puis la Grèce, la Serbie et la Roumanie, encouragées par les grandes puissances, s'emparèrent de la Bulgarie. Les guerres furent marquées par des atrocités commises par tous les belligérants.

Des fractions de la classe moyenne urbaine voulaient en effet créer et élargir des États nationaux « modernes » uniformes sur le plan linguistique. Or, presque partout, les populations rurales mélangeaient différents groupes ethniques parlant plusieurs langues ou dialectes. La seule façon de découper des États nationaux « ethniquement purs » passait donc par l'expulsion, voire l'extermination, des civils qui ne correspondaient pas aux critères. La première guerre se termina par le traité de Londres, la seconde par le traité de Bucarest. Mais ceux-ci se révélèrent inefficaces pour éliminer les tensions sous-jacentes qui avaient mené à la guerre et qui subsistaient dans la plus grande partie de l'Europe orientale austro-hongroise aussi bien dans les anciennes zones ottomanes. Toute la région était une gigantesque poudrière. Et l'explosion ne tarda pas à se produire : en juillet 1914, lors d'une visite officielle à Sarajevo, la capitale de la province de Bosnie administrée par l'Autriche, l'archiduc autrichien François-Ferdinand fut assassiné par un nationaliste opposé aux Autrichiens et partisan de l'intégration de la province à la Serbie voisine.

Ce qui se produisit ensuite est bien connu : le gouvernement autrichien déclara la guerre à la Serbie ; le gouvernement russe, craignant une menace contre sa propre position, déclara la guerre à l'Autriche ; l'Allemagne identifia ses intérêts avec ceux de l'Autriche, et fit mouvement contre la Russie ; la France considéra qu'elle devait empêcher l'Allemagne d'infliger une défaite à la Russie et de devenir ainsi la puissance européenne dominante ; la Grande-Bretagne se rangea derrière la France et entra en guerre contre l'Allemagne, utilisant comme prétexte le mouvement des troupes allemandes en Belgique. En une semaine, quarante-quatre ans de paix en Europe de l'Ouest – la plus longue période de paix de son histoire – avaient laissé la place à une guerre dans laquelle tous les grands États étaient engagés.

Derrière la trépidante activité diplomatique de l'été 1914 se dissimule un fait très simple. Les impérialismes rivaux, qui avaient émergé alors que le capitalisme cherchait à résoudre ses problèmes en s'étendant au-delà des frontières des États, entraient soudain en conflit partout dans le monde. La concurrence économique se transformait en compétition pour les territoires, et le résultat dépendait de la puissance des armes. Aucun État ne pouvait se permettre de reculer dès lors que la réaction en chaîne des confrontations avait été mise en branle par l'assassinat de Sarajevo, parce qu'aucun ne pouvait prendre le risque d'un affaiblissement de sa puissance au niveau mondial. Ce même impérialisme, qui avait stimulé la croissance économique et fait naître une croyance en l'inéluctabilité du progrès, s'appêtait à déchirer l'Europe en son cœur.

## Chapitre 40

### La guerre et la révolution mondiales

---

Presque tous les États qui s'engagèrent dans le conflit pensaient qu'il serait de courte durée. Le *Kronprinz* allemand parlait d'une « guerre fraîche et joyeuse ». (...) Les soldats français avaient écrit « À Berlin » sur les wagons des trains qui les amenaient au front. Et les Britanniques avaient choisi comme refrain « Tout sera terminé à Noël ».

Le 4 août 1914

Au début, la guerre fut populaire (...) La guerre n'était pas forcément aussi populaire que purent le laisser supposer les manifestations enthousiastes et les chants patriotiques. L'historien David Blackbourn écrit à propos de l'Allemagne : « Des bastions de la classe

ouvrière comme la Ruhr étaient calmes (...). Des observateurs plus âgés notaient un contraste avec l'enthousiasme de 1870. » Chliapnikov, un ouvrier révolutionnaire de Saint-Petersbourg, opposait l'enthousiasme pour la guerre manifesté par les classes moyenne et supérieure avec l'état d'esprit plus modéré qui régnait dans les usines. (...) Ralph Fox a raconté comment, alors qu'il était jeune ouvrier à Londres, il était possible d'organiser des meetings antiguerre hebdomadaires à Finsbury Park. Trotski envisageait ce sentiment davantage comme une réaction à la morosité de la vie quotidienne que comme un nationalisme profondément enraciné : « La guerre s'empare de tous, et, par suite, les opprimés, ceux que la vie a trompés, se sentent alors à égalité avec les riches et les puissants. »

Les mouvements socialistes et les groupes militants syndicaux étaient habitués aux mensonges de la presse et aux attaques menées contre leurs principes. À la veille de la guerre, ils s'étaient rassemblés par milliers dans des meetings à Londres, Paris et Berlin pour écouter leurs dirigeants appeler à la paix. Mais une fois la guerre déclenchée, ces mêmes dirigeants s'empressèrent de la soutenir : les sociaux-démocrates allemands et autrichiens, le Labour Party et la confédération syndicale (TUC) en Grande-Bretagne, le socialiste Jules Guesde et le syndicaliste Léon Jouhaux en France, le marxiste vétérinaire Gueorgui Plekhanov et l'anarchiste Kropotkine en Russie se montrèrent tous unis dans leur soutien aux dirigeants. Ceux qui avaient des doutes – tels Karl Kautsky et Hugo Haase en Allemagne, ou Keir Hardie en Grande-Bretagne – se taiseaient pour préserver l'« unité du parti » et éviter d'être accusés de trahir la « nation ». « Une nation en guerre doit être unie, écrivait Hardie. Les gars qui sont partis livrer bataille pour leur pays ne doivent pas être découragés par des notes discordantes à l'arrière. »

Des décennies de soumission aux règles de la démocratie capitaliste étaient en train de porter leurs fruits vénéreux. La poursuite de réformes dans les structures de l'État capitaliste les avaient amenés à s'identifier à cet État lors des conflits militaires. Dans les pays belligérants, seuls les socialistes serbes et les bolcheviques russes manifestèrent une hostilité sans faille à la guerre. Les socialistes italiens étaient eux aussi opposés à la guerre, jusqu'à ce que l'Italie s'allie finalement avec la Grande-Bretagne, la France et la Russie. Mais leur attitude devait beaucoup à une scission au sein de la classe dirigeante italienne relative à la question de savoir quel camp soutenir et le rédacteur en chef du quotidien du parti, un certain Benito Mussolini, fit sécession pour se livrer à une virulente agitation belliciste.

La croyance en une victoire rapide se révéla totalement erronée. (...) Les quatre mois initialement prévus se transformèrent en plus de quatre années, qui virent la guerre s'étendre géographiquement des fronts oriental et occidental jusqu'à la Turquie, la Mésopotamie, la frontière austro-italienne et le Nord de la Grèce. Ce fut la guerre la plus sanglante qu'ait connue l'humanité, avec environ dix millions de morts : 1,8 million en Allemagne, 1,7 million en Russie, 1,4 million en France, 1,3 million en Autriche-Hongrie, 740 000 en Grande-Bretagne et 615 000 en Italie. La France perdit un homme en âge de combattre sur cinq. (...) Malgré cette débauche de chair et de sang, les deux camps restèrent campés sur leurs positions. En 1916, la bataille de la Somme fit un million de morts en quatre mois ; au cours de la seule première journée, la Grande-Bretagne y perdit 20 000 hommes.

La guerre provoqua un bouleversement radical de la société dans son ensemble. Dès 1915 et 1916, les puissances en conflit prirent conscience qu'elles s'étaient engagées dans une guerre totale. L'issue dépendait de leur capacité à mobiliser toutes les ressources nationales sur le front, sans que soient pris réellement en considération les effets sur le niveau de vie des populations. (...) En Allemagne, l'hiver 1917 reçut le nom d'« hiver des navets », ce légume

ayant remplacé la plupart des autres comestibles. La ration alimentaire d'un ouvrier allemand moyen s'élevait seulement à 1313 calories par jour, soit un tiers de moins que le niveau nécessaire pour la survie à long terme, et l'on dénombra quelque 750 000 décès dus à la malnutrition.

Il devenait clair, aussi bien pour les généraux que pour les politiciens, que le succès de la guerre dépendait de la prise du contrôle par l'État de l'essentiel de l'économie, au mépris de l'orthodoxie économique du « libre marché ». La tendance à la nationalisation des industries monopolistiques, déjà visible dans certains pays avant la guerre, connut une brusque escalade. (...) On procéda à une redéfinition générale des objectifs de la guerre, pour y inclure non seulement l'acquisition ou la défense de colonies en Asie ou en Afrique, mais aussi l'annexion de régions, en particulier les zones industrielles ou semi industrielles de l'Europe elle-même. (...) De la même manière que les capitalistes individuels cherchaient à accroître leur capital dans la compétition économique, les groupes de capitalistes liés entre eux par les États nationaux cherchaient à étendre leur capital par la compétition militaire et la guerre. L'impérialisme ne se limitait plus désormais aux colonies, même si celles-ci restaient stratégiques. C'était maintenant un système total dans lequel aucun régime capitaliste ne pouvait survivre sans essayer de s'étendre aux dépens des autres, un système dont la logique était la militarisation et la guerre totales, sans considération pour les bouleversements sociaux qui en résulteraient.

Pourtant, ces bouleversements eurent un réel impact sur la classe ouvrière, la petite bourgeoisie traditionnelle et la paysannerie. Dans certains pays, le niveau de vie chuta brutalement, parfois de manière catastrophique. En 1917, en Allemagne, les salaires « réels » masculins avaient baissé de plus d'un cinquième dans l'industrie de guerre, et de presque la moitié dans l'industrie civile. (...) En Grande-Bretagne, la loi sur la défense du royaume (*Defence of the Realm Act*) permit d'emprisonner les meneurs des grèves ; en Allemagne, les supposés agitateurs étaient envoyés au front.

Des bouleversements considérables se produisirent aussi dans les modes de vie de la classe ouvrière. La moitié des ouvriers furent arrachés à leurs anciens emplois et à leurs communautés pour être envoyés au front et remplacés au travail par un afflux important de femmes. En Allemagne, le nombre de femmes dans les entreprises industrielles de plus de dix employés s'éleva de moitié, pour atteindre plus de deux millions. (...) La course à la guerre encouragée par le capitalisme faisait exploser la famille modèle que le système avait tant cherché à imposer. À long terme, cela contribuerait à diffuser les attitudes qui prévalaient, par exemple, chez les travailleuses du textile à des couches beaucoup plus larges de femmes ouvrières, leur donnant un sentiment nouveau d'égalité avec les hommes. Mais l'effet immédiat fut de doubler leur fardeau. Il leur fallait se débrouiller pour jongler avec les longues journées d'usine tout en s'occupant seules de leurs enfants. Elles se retrouvaient le plus souvent au bord de l'effondrement physique et moral.

Pourtant, la possibilité qu'éclate une rébellion était omniprésente. Les généraux avaient été horrifiés par ce qui s'était passé le jour de Noël 1914, lorsque les soldats britanniques et allemands étaient sortis des tranchées pour fraterniser. Le jour de Noël 1916, les officiers anglais reçurent l'ordre de tirer sans sommation sur tout soldat allemand qui aurait des velléités similaires. Ces précautions ne purent empêcher l'explosion soudaine de gigantesques mutineries. La première grande éruption sur le front occidental eut lieu en France en avril 1917. On estime à soixante-huit divisions soit la moitié de l'armée française, le nombre de ceux qui refusèrent de retourner au front après une offensive qui avait fait 250 000

morts. Un mélange de concessions et de répression – cinq cents peines de mort furent prononcées ; quarante neuf exécutions eurent réellement lieu – rétablit la discipline, mais seulement après que certaines unités eurent hissé le drapeau rouge et chanté *L'Internationale*. Des mutineries se produisirent dans d'autres secteurs du front ouest, mais aucune ne fut de la même ampleur que celle des Français : 50 000 soldats se rebellèrent en Italie et près de 100 000 autres refusèrent d'obéir aux ordres pendant cinq jours, sur la base britannique d'Étaples, près de Boulogne. Les généraux anglais mirent fin à la révolte en faisant des concessions puis en exécutant les meneurs, gardant le secret sur toute l'affaire.

Février 1917

Le premier soulèvement se produisit (...) à Petrograd, la capitale de l'Empire russe. Le tsar, dont le pouvoir semblait inexpugnable au matin du 23 février (1917), abdiqua le 2 mars. En novembre, un gouvernement révolutionnaire dirigé par Lénine gouvernait le pays. Personne, le 23 février, ne s'attendait à une révolution. Pour les socialistes, ce jour était celui de la Journée internationale des femmes travailleuses, une tradition inaugurée en 1910 à la suite d'un appel de Clara Zetkin, la dirigeante du mouvement des femmes socialistes allemandes. Pour les groupes socialistes clandestins de Petrograd, c'était l'occasion de distribuer des tracts et de tenir discours et réunions publiques, mais personne n'appela à la grève, de peur que les conditions ne fussent pas réunies pour une mobilisation de masse. Mais la colère provoquée par la pénurie de pain parmi les ouvrières du textile, dont beaucoup avaient leur mari dans l'armée, était telle qu'elles se mirent en grève sans attendre et défilèrent dans les zones industrielles de la ville. Un travailleur de l'usine Nobel raconterait plus tard : « Nous pouvions entendre les voix des femmes : “À bas la hausse des prix !”, “Marre d'avoir faim !”, “Du pain pour les travailleurs !” (...). Des masses d'ouvrières militantes remplissaient l'allée. Celles qui nous apercevaient commencèrent à agiter les bras, criant : “Sortez !”, “Arrêtez le travail !”. Des boules de neige volaient à travers les fenêtres. Nous décidâmes de rejoindre la révolution. »

Le jour suivant, le mouvement avait gagné la moitié des 400 000 ouvriers de la ville ; les défilés se déployaient des usines jusqu'au centre-ville, et les slogans n'étaient plus « Du pain ! », mais « À bas l'autocratie ! » et « À bas la guerre ! » Des policiers armés chargèrent les manifestants, puis le gouvernement tenta de briser le mouvement en mobilisant les milliers de soldats qui attendaient, entassés dans les casernes de la capitale, de partir au front. Mais au quatrième jour de grève et de manifestation, une vague de mutineries parcourut les casernes. Des masses d'ouvriers et de soldats se mêlèrent et se répandirent dans les rues de la ville munies de fusils et de drapeaux rouges, arrêtant les policiers et les fonctionnaires gouvernementaux. Des régiments envoyés par le train pour rétablir l'ordre se joignirent, à peine débarqués, à la révolution. Une tentative désespérée pour rendre la ville au tsar fut neutralisée par des cheminots. Des mouvements semblables balayèrent Moscou et d'autres grandes villes de Russie. Les généraux firent alors savoir au tsar qu'ils risquaient de ne pas pouvoir maintenir l'ordre s'il n'abdiquait pas.

En février, les représentants de la Douma réussirent à former un gouvernement provisoire avec le consentement des soviets. En octobre, les soviets allaient être à même de composer leur propre gouvernement. Depuis le déclenchement du conflit mondial, les personnalités centrales de la Douma étaient des collaborateurs critiques du tsarisme, agissant avec lui pour organiser, avec profit, les industries de guerre, mais ils étaient mécontents de la domination d'une camarilla corrompue rassemblée autour de la tsarine et de son favori Raspoutine, assassiné depuis peu. Ce qu'ils voulaient, c'était des réformes mineures dans le

cadre du système tsariste, et certainement pas son renversement. Comme le confia plus tard un de leurs dirigeants, Mikhaïl Rodzianko, « non seulement les partis modérés ne désiraient pas la révolution, mais ils en avaient tout simplement peur. Le Parti de la liberté du peuple, les « Cadets », en particulier, en tant que parti situé à la gauche du groupe modéré, et ayant par conséquent plus que les autres un point de contact avec les partis révolutionnaires du pays, était le plus inquiet de la catastrophe en marche ».

Lors des révolutions anglaise, américaine et française, et à nouveau en 1848, de larges fractions des classes possédantes s'étaient retournées contre le soulèvement lorsqu'il avait pris une tournure radicale. Elles avaient toutefois joué un rôle au début des mouvements. Dans la Russie de 1917, les bourgeois avaient une telle peur des ouvriers qu'ils restèrent à l'écart du déclenchement des événements. Comme l'écrivit l'historien menchevique de la révolution Nicolas Soukhanov : « Notre bourgeoisie, à la différence des autres, trahit le peuple non pas le jour d'après le renversement, mais avant même que le renversement ne se produise. »

Certains dirigeants de la Douma, comme Rodzianko et Pavel Milioukov, continuaient à négocier pour réformer la monarchie au moment même de l'abdication du tsar. Ils firent pourtant partie du gouvernement qui le remplaça, présidé par un certain prince Lvov et dominé par les grands propriétaires terriens et les industriels. Il ne comptait qu'une personnalité dont les orientations étaient révolutionnaires, un avocat qui s'était fait un nom en défendant des prisonniers politiques : Alexandre Kerenski.

Au début, les délégués ouvriers du soviet s'étaient réunis pour établir une sorte de coordination entre les activités des différentes sections de travailleurs. À partir du moment où les régiments mutinés envoyèrent leurs délégués participer à l'assemblée des ouvriers, le soviet devint le point de focalisation de tout le mouvement révolutionnaire. Son exécutif élu dut prendre en main l'essentiel de l'administration de la ville : assurer le ravitaillement des soldats mutinés, superviser l'arrestation des anciens policiers et fonctionnaires ; prendre des mesures pour que toutes les usines envoient 10% de leurs effectifs former une milice destinée à maintenir l'ordre révolutionnaire ; imprimer un journal pour informer le peuple de ce qui se passait dans une période où la presse avait cessé de paraître à cause de la grève, etc. Des groupes d'ouvriers et de soldats formés ailleurs dans le pays s'affiliaient constamment au soviet de Petrograd. Dans les faits, il devint le gouvernement de la révolution. Mais c'était un gouvernement qui refusait de prendre formellement le pouvoir, attendant des dirigeants de la Douma qu'ils en prennent l'initiative.

Les délégués ouvriers du soviet étaient, à des degrés plus ou moins forts, influencés par les partis socialistes clandestins. La répression que ces derniers avaient subie pendant la guerre avait pratiquement anéanti leurs structures organisationnelles, mais l'impact de leurs idées et le prestige de leurs dirigeants, emprisonnés, exilés ou clandestins, demeuraient intacts. Malgré tout, dans les premiers jours de la révolution, ces partis décidèrent de ne pas jouer de leur influence pour s'opposer à l'acceptation par le soviet d'un gouvernement choisi par les leaders de la Douma. Les partis marxistes les bolcheviques et les mencheviques se querellaient continuellement quant à la tactique à adopter. En 1905, les mencheviques avaient décidé d'attendre que la bourgeoisie prenne les devants, tandis que les bolcheviques proclamaient avec insistance que les travailleurs devaient radicaliser la révolution bourgeoise. Pendant la guerre, de nombreux mencheviques avaient été partisans de la défense de la Russie contre l'Allemagne et l'Autriche, alors que les bolcheviques et les mencheviques

« internationalistes » s'étaient opposés à toute espèce de soutien à la guerre. Mais ils étaient d'accord sur le caractère de la révolution à venir : ce devait être une révolution bourgeoise.

Les premiers dirigeants bolcheviques arrivés à Petrograd, Staline et Viatcheslav Molotov, soutinrent par conséquent le gouvernement provisoire bourgeois nommé par la Douma. Il découlait également de cette attitude qu'ils ne pouvaient appeler à une cessation immédiate de la guerre ; celle-ci n'était en effet plus menée pour le compte du tsarisme, mais au nom de la « défense révolutionnaire ». Le seul révolutionnaire connu à avoir envisagé différemment la révolution, insistant sur le fait qu'elle devait être une révolution prolétarienne, fut Léon Trotski. Mais, en février, il était en exil en Amérique du Nord et n'était le dirigeant d'aucun parti politique ; il appartenait au contraire à un regroupement socialiste informel situé entre les mencheviques et les bolcheviques.

Les délégués du soviet n'étaient pas satisfaits de la composition du nouveau gouvernement. Ils se méfiaient du prince Lvov et du groupe de propriétaires fonciers et d'industriels qui l'entouraient, mais ils ne se sentaient pas suffisamment légitimes pour dire à des dirigeants politiques expérimentés et apparemment fins connaisseurs du marxisme qu'ils avaient tort. Les délégués des soldats furent encore plus prompts que les ouvriers à soutenir le gouvernement. La plupart d'entre eux n'avaient en effet jamais participé à une action politique. On leur avait appris à se soumettre à leurs « supérieurs » et, même si une expérience amère les avait amenés à se retourner contre le tsar et les généraux, ils continuaient à s'en remettre à ceux qui, au-dessus d'eux, leur semblaient être dans le même camp, c'est-à-dire les nombreux officiers subalternes des régiments et le gouvernement provisoire, qui avait appris à user de la rhétorique révolutionnaire quelques jours seulement après eux.

#### L'échec du gouvernement provisoire

Le gouvernement provisoire ne devait durer, sous une forme ou sous une autre, que huit mois avant d'être renversé par une seconde révolution. Après coup, son échec fut attribué par ses partisans à une machination de Lénine. Ils prétendirent que la Russie serait allée dans le sens de la démocratie parlementaire, s'industrialisant sans douleur, si seulement on lui en avait laissé la chance. Cette version des événements a gagné en popularité dans la décennie qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique plus de soixante-dix ans plus tard. Mais elle ne rend pas compte de ce qui s'est réellement passé en 1917.

Le tsarisme avait précipité la Russie, arriérée, semi médiévale, dans une guerre contre l'Allemagne, la deuxième puissance capitaliste du monde. Cela provoqua une crise majeure, des pertes humaines considérables sur le front, une rupture des approvisionnements alimentaires dans les villes et un appauvrissement de la force de travail urbaine. Pourtant, le nouveau gouvernement se montra tout aussi déterminé que l'ancien à poursuivre la guerre, les capitalistes russes étant tout aussi désireux que les généraux du tsar d'étendre l'empire au-delà de la mer Noire, jusqu'à Istanbul et la Méditerranée. Ils dirigeaient leurs grandes industries monopolistiques en collaboration avec l'État, car les marchés nationaux étaient restreints par le retard d'une agriculture arriérée et la pauvreté des paysans. Quelle meilleure manière d'étendre ces marchés que de faire reculer les frontières de l'État ? Ils ne pouvaient concevoir d'autre logique que celle de la guerre impérialiste, quel que fût le degré de perturbation qu'elle causait. Le gouvernement provisoire continua dans la même voie, y compris lorsqu'il fut restructuré pour que des postes ministériels soient confiés à des membres des partis socialistes « modérés », avec Kerenski comme Premier ministre. « De nombreux

membres de gauche du gouvernement provisoire étaient même secrètement d'accord avec (...) (les) objectifs » du nouvel empire, qui devait inclure les Dardanelles et des États « satellites » en Europe de l'Est.

Le tsarisme avait donné aux grands propriétaires la moitié des terres du pays, et il avait eu recours à la force de l'État contre toute tentative de diviser les grands domaines. Les capitalistes qui participaient au nouveau gouvernement se montrèrent tout aussi déterminés. (...) Leur politique allait inévitablement engendrer la montée du mécontentement, avec ou sans l'aide des bolcheviques. Personne n'avait donné l'ordre de l'insurrection de février ; de même que personne n'avait ordonné aux paysans d'attaquer les demeures des grands propriétaires et de se partager les terres durant l'été. Personne n'avait non plus suggéré aux Finlandais, aux Ukrainiens, ou aux peuples du Caucase et de la Baltique d'exiger leurs États nationaux. Et personne ne poussait les millions de paysans en uniforme à désertier le front. Le peuple, qui avait vu tomber une monarchie vieille d'un demi-millénaire, n'avait besoin d'aucun ordre pour tenter de satisfaire d'autres revendications, en particulier lorsqu'il possédait des fusils dont il avait appris à se servir.

Le gouvernement provisoire jeta d'ailleurs lui-même de l'huile sur le feu. Sa véritable ambition fut dévoilée en juin, lorsqu'il essaya de lancer une offensive militaire en Silésie autrichienne. La colère enflamma les rangs de l'armée, en particulier lorsque Kerenski tenta de restaurer l'ancienne discipline tsariste, y compris la peine capitale. L'offensive contribua également à aggraver le chaos économique. Les prix, qui avaient presque quadruplé entre 1914 et 1917, doublèrent à nouveau en octobre. L'approvisionnement des grandes villes fut ralenti et la faim s'installa. Comme le fit remarquer l'historien conservateur Norman Stone : « La Russie ne se donna pas aux bolcheviques parce que les masses leur étaient acquises depuis le début de la révolution, ou à cause d'une machination du soviétique ou des dirigeants bolcheviques. Elle se donna aux bolcheviques parce que l'ordre ancien s'était effondré à peu près de la manière dont Lénine (et lui seul) l'avait prédit. Dès l'automne, les villes furent frappées par la famine et les épidémies ; l'inflation galopante rendit vaines les augmentations de salaires, de même que toute l'économie du pays ; la production de matériel de guerre elle-même chuta, de telle sorte que l'armée se retrouva dans l'incapacité de se battre, quand bien même elle l'aurait voulu. Les mines, les chemins de fer, les usines s'immobilisèrent (...). Le chaos économique poussa la Russie vers le bolchevisme. S'il y avait eu une alternative, le bolchevisme aurait pu être évité ; mais l'effondrement du capitalisme ne pouvait manquer de sauter aux yeux de tous. »

### Les partis et la révolution

La révolution d'Octobre ne fut pourtant pas le résultat du développement mécanique de forces non humaines. Elle se produisit parce que la masse du peuple – ouvriers, paysans et soldats – réagit d'une certaine manière en réponse à ces forces. C'est là que Lénine et les bolcheviques jouèrent un rôle décisif. Sans eux, des grèves, des protestations, des occupations d'usines, des incursions paysannes dans les grands domaines fonciers, des mutineries et des révoltes parmi les nationalités non russes auraient certes eu lieu, mais toutes n'auraient pas constamment fusionné dans un mouvement unique essayant consciemment de transformer la société.

Elles auraient même pu facilement se retourner les unes contre les autres, les ouvriers au chômage, les soldats désespérés et les paysans confus s'abandonner à des vagues d'antisémitisme et d'agitation nationaliste organisées par les nostalgiques de l'ancien régime.

De telles circonstances auraient certainement été favorables à des personnalités comme le général Lavr Kornilov, qui se lança en août dans une marche sur Petrograd pour essayer d'imposer une dictature militaire. (...) Ce qui fit la différence, c'est qu'un parti socialiste révolutionnaire avait gagné, dans les quinze années qui précédèrent la révolution, le soutien d'une minorité significative de travailleurs russes. D'immenses usines s'étaient développées à Petrograd et dans quelques grandes villes, malgré l'arriération du pays dans son ensemble. En 1914, la moitié des 250 000 ouvriers de Petrograd étaient employés par des entreprises de plus de 500 salariés, une proportion supérieure à celle des régimes capitalistes avancés à l'Ouest. Ils fournissaient depuis les années 1890 un terreau fertile à la propagande et à l'agitation socialistes.

Lénine différait de la plupart des autres dirigeants socialistes de sa génération (il avait quarante-sept ans au moment de la révolution), parce qu'il insistait sur le fait que le but de l'agitation n'était pas de gagner le soutien passif d'intellectuels de gauche ou d'organisations de type syndicaliste, mais de construire un réseau de militants fermement engagés dans le projet d'une insurrection contre le tsarisme. Cela l'amena à rompre avec d'anciens camarades comme Julius Martov, Fedor Dan et Pavel Axelrod, malgré leur accord apparent sur le caractère bourgeois de la révolution attendue. Le Parti bolchevique était considéré comme le plus « dur » des deux partis marxistes : il insistait en effet davantage sur la nécessité de distinguer le parti révolutionnaire de l'intelligentsia petite-bourgeoise ou des permanents syndicaux, et ressassait sans relâche les questions théoriques pour parvenir à clarifier ses objectifs. Dès l'été 1914, le Parti bolchevique était le parti dominant parmi les ouvriers de Petrograd ; il éditait un journal légal, la *Pravda*, en remportait la grande majorité des suffrages ouvriers dans les élections de la Douma. La guerre clarifia encore les différences entre les partis. Les bolcheviques y étant fermement opposés (même si peu d'entre eux allèrent jusqu'à soutenir le « défaitisme révolutionnaire » de Lénine), leurs députés à la Douma furent jetés en prison. De leur côté, les mencheviques soutenaient majoritairement la guerre, même si une minorité d'entre eux, associés à Martov – les « mencheviques internationalistes » -, y étaient opposés (ce qui ne les empêcha pas de conserver des liens avec la majorité du parti).

Dans les premiers mois de 1917, ce fut cependant un troisième parti qui réussit à avoir plus d'influence sur les ouvriers et les soldats de Petrograd que les bolcheviques ou les mencheviques : le Parti socialiste-révolutionnaire. Ce n'était pas un parti marxiste. Il était issu de la tradition « populiste » russe qui mettait l'accent, d'une part, sur les revendications de la paysannerie et, d'autre part, sur le rôle d'une minorité armée héroïque dans la stimulation du ferment révolutionnaire au moyen d'actions exemplaires (notamment par l'assassinat des chefs de la police les plus détestés). Ses principaux dirigeants venaient le plus souvent de la classe moyenne et, en 1917, ils soutinrent la guerre et le gouvernement provisoire, ne parvenant même pas à élaborer leur propre programme de réforme agraire. À l'automne, un certain nombre de dirigeants moins connus, les socialistes-révolutionnaires de gauche, firent scission sous l'impact de la montée de la colère contre le gouvernement.

En février 1917, ce parti disposait de bien plus de forces que les bolcheviques au soviet de Petrograd. Ces derniers avaient en effet souffert de façon disproportionnée de la répression tsariste, et de nombreux travailleurs et soldats ne voyaient pas l'intérêt de reproduire les anciennes distinctions de partis dans la nouvelle situation. Mais beaucoup d'ouvriers bolcheviques jouèrent un rôle dans l'insurrection de février, et le parti possédait un noyau solide de militants dans les usines et les quartiers ouvriers : 100 membres dans l'usine géante Poutilov, 500 dans le district industriel de Vyborg et, début mars, 2000 dans la ville

tout entière. Ses effectifs s'accrurent rapidement avec la révolution, au point qu'il comptait 16 000 membres dans la ville à la fin du mois d'avril. Avec un membre du parti pour trente ouvriers, l'agitation et la propagande bolcheviques atteignaient presque toutes les sections des principales usines de la capitale. Fin mai, le parti remporta 20% des suffrages aux élections du gouvernement local de Petrograd (contre 3,4% aux mencheviques et environ 50% aux socialistes-révolutionnaires).

En février et mars, ses membres avaient été plongés dans la confusion lorsque le parti avait apporté son soutien au gouvernement provisoire. La situation ne se clarifia qu'en avril, lorsque Lénine rentra d'exil. Ce dernier avait compris que les capitalistes russes ne pouvaient résoudre aucun des problèmes du pays, et que leur politique était vouée à aggraver la condition des ouvriers comme celle des paysans et des soldats. Il réagit en développant une argumentation très proche de celle de Trotski, qui avait été jusque-là rejetée par les bolcheviques « orthodoxes ». Il fit remarquer que la classe ouvrière avait joué un rôle décisif dans le renversement du tsarisme et que, dans les soviets, elle avait su créer une démocratie bien plus efficace que celle qui prévalait sous la domination bourgeoise. La classe ouvrière avait la possibilité de prendre position rapidement pour imposer une politique allant dans le sens de ses intérêts et de ceux des paysans pauvres. Mais la condition préalable était que les soviets prennent le pouvoir, qu'ils remplacent l'armée impériale et la police par une milice ouvrière, qu'ils nationalisent les banques et qu'ils donnent la terre aux paysans.

Le fonctionnement du Parti bolchevique n'était pas dictatorial et, au début, les arguments de Lénine furent attaqués avec véhémence par nombre de bolcheviques de la capitale. Mais ils trouvèrent un écho très favorable parmi les militants des quartiers industriels, comme à Vyborg. Ils articulaient en effet clairement ce que ces derniers ressentaient de manière confuse. Ils étaient, pour la fraction la plus radicale des travailleurs russes, ce que *Le Sens commun* de Tom Paine avait été pour le peuple des colonies américaines en 1776, ou ce que L'Ami du peuple de Marat avait représenté pour les sans-culottes parisiens en 1793-1794 : ils proposaient une vision du monde porteuse de sens dans une situation qui semblait contredire toutes les anciennes certitudes. Ils aidèrent une multitude d'êtres humains à passer de l'état de victimes rendues furieuses par les circonstances à celui de sujets actifs de l'histoire.

S'il ne fallut à Lénine que deux ou trois semaines pour rallier à lui la majeure partie des troupes du parti, cela lui prit bien plus de temps pour convaincre la masse des ouvriers, sans parler des soldats et des paysans. Pour commencer, dit-il aux membres du parti, il leur fallait « expliquer patiemment » pourquoi il était nécessaire de renverser le gouvernement provisoire et de mettre fin à la guerre. Les bolcheviques ne pouvaient atteindre ces objectifs tant qu'ils n'avaient pas convaincu la majorité des travailleurs. Le comportement du gouvernement provisoire et les luttes spontanées des ouvriers, paysans et soldats n'allaient pas manquer de montrer que ces « explications » étaient fondées. À Petrograd, les suffrages des bolcheviques aux élections municipales et législatives passèrent de 20% en mai à 33% en août et à 45% en novembre. À Moscou, ils passèrent de 11,56% en juin à 51% à la fin septembre. Au premier congrès panrusse des soviets tenu début juin, les bolcheviques avaient 13% des délégués. Au second congrès, le 25 octobre, ils en avaient 53%, et les socialistes-révolutionnaires de gauche, avec lesquels les bolcheviques s'étaient alliés, en avaient 21%.

L'enjeu ne se limitait pas à persuader les électeurs de mettre une liste de noms plutôt qu'une autre sur un bulletin de vote. Les bolcheviques étaient engagés dans toutes les luttes des travailleurs : pour l'indexation des salaires sur l'inflation, contre la détérioration des

conditions de travail, et pour empêcher les patrons de fermer les usines et de provoquer le chaos économique. Ils encourageaient les soldats à contester l'autorité de leurs officiers et les paysans à se partager les terres. Les bolcheviques s'employaient à démontrer aux exploités et aux opprimés qu'ils avaient eux-mêmes le pouvoir et la capacité de diriger la société dans leur intérêt au moyen des soviets.

Toute grande révolution passe par des hauts et des bas, ainsi que par des détours dans lesquels le peuple risque de perdre de vue le processus d'ensemble. La Russie de 1917 ne fit pas exception. Le comportement du gouvernement provisoire et des généraux provoqua, en juillet, une explosion de rage chez les ouvriers de Petrograd et dans la garnison, et des initiatives spontanées naquirent en vue de renverser le gouvernement provisoire. Mais les dirigeants bolcheviques (y compris Trotski, qui venait de rejoindre le parti) furent suffisamment clairvoyants pour comprendre qu'une prise du pouvoir à Petrograd ne trouverait, à ce stade, que peu de soutien dans le pays, et que les forces de la réaction pourraient l'utiliser comme prétexte pour isoler puis détruire le mouvement révolutionnaire dans la ville. Il leur fallait, d'une manière ou d'une autre, freiner le mouvement tout en manifestant avec lui une entière solidarité.

Le résultat ne fut pas immédiatement positif. La temporisation entraîna même une certaine démoralisation parmi les ouvriers et les soldats révolutionnaires, en même temps que la solidarité qu'ils affichaient avec lui poussait le gouvernement provisoire à arrêter certains dirigeants ; d'autres, comme Lénine, furent contraints de se cacher. En cherchant à bâillonner le mouvement, le gouvernement provisoire ouvrit la porte à des forces qui voulaient détruire tout symbole de la révolution, y compris le gouvernement provisoire lui-même, et c'est ainsi que le général Kornilov tenta une marche sur la ville. Pour les bolcheviques, l'étape finale vers la conquête du pouvoir consista paradoxalement à organiser la défense révolutionnaire de la ville contre une tentative de coup d'État aux côtés des partisans du gouvernement provisoire, mais de telle manière que ce dernier perdit toute légitimité.

Même à ce moment-là, l'instauration du pouvoir des soviets le 25 octobre n'était pas acquise. Il était clair qu'une majorité du Congrès panrusse des soviets convoqué ce jour-là soutiendrait la prise du pouvoir. Mais des personnalités bolcheviques de premier plan comme Gregori Zinoviev et Lev Kamenev s'y opposèrent, argumentant au contraire en faveur de négociations avec les dirigeants mencheviques et socialistes-révolutionnaires. À l'inverse, Lénine et Trotski étaient convaincus que tout atermoiement pourrait être fatal. La masse du peuple avait acquis de la confiance en sa capacité à changer les choses ; elle avait surmonté les habitudes millénaires de déférence et d'obéissance inculquées par le pouvoir de classe. Pour le parti, attendre davantage aurait signifié qu'il ne partageait pas cette confiance, contribuant ainsi à la détruire. La crise économique s'aggravait de jour en jour, menaçant de transformer l'espoir en démoralisation et désespoir. Si on se laissait cela se produire, les paysans, les soldats et même certains ouvriers pourraient être attirés par la bannière de quelque aventurier militaire.

Octobre 1917

La révolution d'Octobre fut très différente de celle qui avait éclaté en février dans la même ville de Petrograd, en particulier sur un point : elle se révéla bien plus pacifique. Le chaos fut moins intense et les coups de feu moins nombreux. Ainsi, certains historiens conservateurs l'ont assimilée à un « coup d'État », une action minoritaire menée par les dirigeants bolcheviques sans tenir compte des masses. En fait, elle se déroula de manière

pacifique et ordonnée précisément parce qu'elle n'était pas un coup d'État. Ce n'était pas une action entreprise d'en haut par quelques personnalités, mais bien par le peuple regroupé dans des organisations qui exprimaient ses aspirations profondes. Le Comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd, dirigé par les bolcheviques, pouvait prendre des décisions auxquelles obéissaient de très nombreux ouvriers et soldats, parce que c'était un soviet qu'ils avaient élu et dont ils pouvaient remplacer les membres. Cela lui donnait une autorité dont le gouvernement provisoire était dépourvu, de telle sorte que la quasi-totalité des troupes de la capitale suivirent ses ordres, ne laissant à Kerenski et à ses ministres d'autre choix que de s'enfuir.

Ce qui venait de se passer était capital. En 1792-1793, les masses laborieuses de Paris avaient poussé la section la plus radicale de la classe moyenne au pouvoir, avant de voir ce pouvoir se retourner contre eux, puis ses représentants se faire expulser par des conservateurs soucieux de leurs seuls intérêts. En 1848, leurs descendants avaient imposé deux de leurs représentants au gouvernement en février, et s'étaient ensuite fait massacrer sur les barricades en juin. En 1871, ils étaient allés plus loin et avaient brièvement pris le pouvoir, mais seulement dans la capitale et juste pour deux mois. En 1917, enfin, un congrès d'ouvriers, de soldats et de paysans avait pris le pouvoir d'État dans un pays de 160 millions d'habitants s'étendant du Pacifique à la Baltique. Le socialisme mondial semblait enfin à l'ordre de jour.

### La révolution assiégée

Les dirigeants révolutionnaires n'étaient que trop conscients qu'ils feraient face à d'immenses problèmes aussi longtemps que la révolution resterait confinée aux terres de l'ancien empire des tsars. Celle-ci avait réussi parce que la classe ouvrière de Petrograd et de quelques autres grandes villes se concentraient dans des usines qui étaient parmi les plus grandes du monde, au cœur même de l'administration et des voies de communication du pays. Elle n'en représentait pas moins une petite minorité de la population. Les paysans avaient soutenu massivement la révolution non pas parce qu'ils étaient socialistes, mais parce qu'elle leur procurait les mêmes avantages qu'une révolution bourgeoise classique : le partage des terres. (...) Réorganiser la production industrielle pour fabriquer les marchandises susceptibles de convaincre les paysans de fournir de la nourriture aux villes était la tâche herculéenne à laquelle étaient confrontés les comités ouvriers qui supervisaient les directeurs d'usines. Cela pouvait difficilement être accompli sans que la révolution russe ne reçoive l'assistance d'autres révolutions dans des pays industriels avancés.

C'était la conviction que la guerre donnerait naissance à de telles révolutions qui avait poussé Lénine à abandonner l'idée selon laquelle la révolution en Russie ne pourrait être qu'une révolution bourgeoise. En 1906, il avait dénoncé « l'idée absurde et semi anarchiste de (...) la conquête du pouvoir pour une révolution socialiste. Le degré de développement de la Russie et l'organisation de la large masse du prolétariat rendent l'émancipation immédiate et complète de la classe ouvrière impossible. » (...) Il avait changé d'avis parce que la guerre, qui avait entraîné la révolte de la Russie, avait les mêmes effets partout ailleurs en Europe. Mais, comme Lénine le proclamait avec insistance en janvier 1918, « sans la révolution en Allemagne, nous sommes perdus ». La croyance en une révolution internationale n'était pas un pur fantasme. La guerre avait déjà provoqué des éruptions de révolte semblables à celle de la Russie, même si c'était à une échelle bien plus modeste : une insurrection républicaine à Dublin à Pâques 1916, les mutineries de 1917 dans les armées française et britannique et dans la marine allemande, la grève des 200 000 ouvriers métallurgistes allemands contre une

réduction de la ration de pain, cinq jours de combat entre les ouvriers et les soldats à Turin en août 1917 et des grèves illégales de mécaniciens et de mineurs en Grande-Bretagne.

Mais les révolutions ne se produisent pas de manière synchronisée. Les pressions générales d'un système en crise provoquent certes des éruptions de colère semblables dans des endroits différents. Mais les formes exactes et le rythme qu'elles prennent dépendent des circonstances et des traditions locales. L'économie paysanne arriérée de la Russie et sa structure étatique archaïque entraînèrent l'éclatement de cet empire géant en 1917, avant les États d'Europe occidentale et centrale, qui avaient déjà été, au moins partiellement, modernisés et industrialisés après la série de révolutions allant de 1649 à 1848. Ils possédaient tous, à des degrés divers, quelque chose qui n'existait pas en Russie : des partis socialistes parlementaires établis et des bureaucraties syndicales installées dans les structures de la société existante et jouissant d'une crédibilité dans de larges couches de travailleurs.

En janvier 1918, une vague de grèves balaya l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, mobilisant, à Vienne et à Berlin, un demi million d'ouvriers métallurgistes. Les grévistes, qui puisaient leur inspiration dans la révolution russe, subirent de violentes attaques policières. Malgré cela, les ouvriers berlinois continuèrent à nourrir suffisamment d'illusions sur les dirigeants bellicistes du SPD ? Friedrich Ebert et Philipp Scheidemann, pour leur donner des sièges dans le comité de grève. Ces derniers utilisèrent alors leur influence pour saper la grève et s'assurer de son échec, en déclenchant une véritable chasse aux sorcières.

De la prison de Breslau, Rosa Luxemburg avait anticipé les dangers auxquels la Russie se trouvait confrontée dans une lettre adressée à la femme de Karl Kautsky, Luise, datée du 24 novembre : « Es-tu heureuse pour les Russes ? Bien sûr, ils n'arriveront pas à se maintenir dans ce sabbat de sorcières, non pas parce que les statistiques montrent que le développement économique de la Russie est trop attardé, comme l'a démontré ton judicieux mari, mais parce que la social-démocratie de l'Occident hautement développé est constituée de misérables et de lamentables lâches qui assisteront tranquillement au spectacle pendant que les Russes seront saignés à mort. »

Le comportement du SPD en janvier confirma ses craintes. Le haut commandement allemand avait donné au gouvernement révolutionnaire un ultimatum lors des négociations de Brest-Litovsk, la ville frontalière polonaise. S'il ne permettait pas à l'Allemagne de s'emparer de vastes zones de l'Ukraine russe, l'armée allemande avancerait en Russie. Le gouvernement révolutionnaire, passant outre les généraux, en appela aux ouvriers et soldats allemands, et fit distribuer des centaines de milliers de tracts sur la ligne du front. Mais la défaite du mouvement de grève élimina toute chance d'une contagion révolutionnaire immédiate dans l'armée allemande, et ses soldats continuèrent à avancer sur des centaines de kilomètres. Une âpre discussion éclata au sein du Parti bolchevique et des soviets sur la tactique à adopter. Boukharine et les socialistes-révolutionnaires de gauche penchaient en faveur d'une guerre révolutionnaire contre l'Allemagne. Lénine se montrait favorable à l'acceptation de l'ultimatum, les bolcheviques n'ayant selon lui pas les forces suffisantes pour mener une guerre révolutionnaire. Quant à Trotski, il était contre la guerre révolutionnaire et contre l'acceptation de l'ultimatum, dans l'espoir que les événements d'Allemagne résoudraient le dilemme. Finalement, Lénine réussit à persuader la plupart des bolcheviques que sa position était la seule réaliste. Les socialistes-révolutionnaires de gauche démissionnèrent alors du gouvernement, laissant les bolcheviques seuls aux commandes.

Les conditions punitives imposées par l'Allemagne aggravèrent les dommages déjà infligés à l'économie russe par la guerre. L'Ukraine concentrait l'essentiel du charbon de Russie et une grande partie de ses céréales. La production industrielle s'effondra faute de combustible, et les pénuries alimentaires dans les villes furent pires que jamais. À Petrograd, le 27 janvier 1918, la ration de pain quotidienne fut réduite à 150 grammes ; elle tomba à 50 grammes le 28 février. L'impact sur la classe ouvrière de Petrograd, qui avait fait la révolution, fut dévastateur. En avril, la main d'œuvre dans les usines était passée à 40% de son niveau de janvier 1917. Ce furent les grandes industries métallurgiques, qui avaient été au cœur du mouvement depuis 1905, qui souffrirent le plus. Dans les six premiers mois de 1918, plus d'un million de personnes quittèrent les villes dans l'espoir de trouver de quoi manger ailleurs : « En quelques mois, le prolétariat de Petrograd la Rouge, renommé dans toute la Russie pour son rôle dans la révolution, avait été décimé. » Les ouvriers, qui avaient conduit le reste de la Russie dans la révolution du fait de leur rôle stratégique dans le processus de production, ne remplissaient plus cette fonction. Les institutions qu'ils avaient créées – les soviets – existaient toujours, mais elles avaient perdu leurs liens organiques avec les lieux de travail.

L'engouement révolutionnaire persistait cependant, suscitant un afflux de travailleurs, de soldats et de paysans pleins d'entrain dans le Parti bolchevique, où les idéaux socialistes de la classe ouvrière encourageaient les actions héroïques. Cette dynamique permit à Trotski de constituer une nouvelle armée, l'Armée rouge, forte de près de deux millions d'hommes, construite autour du noyau dur militant fourni par les milices ouvrières de 1917. Mais les soviets, le Parti et l'Armée rouge ne faisaient plus corps avec une classe ouvrière vivante et travailleuse. Ils étaient plus proches d'une version renouvelée du jacobinisme. Toutefois, tandis que le modèle des années 1790 était motivé par les idéaux de l'aile radicale de la bourgeoisie, la nouvelle mouture se révélait porteuse des idéaux socialistes de la classe ouvrière et de la révolution mondiale.

Combattre pour ces idéaux devint de plus en plus difficile au cours de l'année 1918. La prise de l'Ukraine par les Allemands fut suivie en juin et juillet d'attaques orchestrées par les gouvernements français et britannique. Environ 30 000 soldats tchécoslovaques (des prisonniers de l'armée austro-hongroise qui avaient été formés par les nationalistes tchèques pour combattre dans le camp anglo-franco-russe) prirent le contrôle de certaines villes le long du chemin de fer transsibérien, coupant la Russie en deux. Sous leur protection, des socialistes-révolutionnaires de droite et des mencheviques formèrent à Saratov un gouvernement qui fit abattre dans la rue toute personne soupçonnée d'être bolchevique. Les forces japonaises prirent le contrôle de Vladivostok sur la côte pacifique. Des troupes britanniques débarquèrent à Mourmansk, dans le Nord, et prirent le contrôle de Bakou, au Sud. Durant ces mêmes mois, les socialistes-révolutionnaires de gauche, cherchant à détruire la paix de Brest-Litovsk et à prendre le pouvoir par la force, assassinèrent l'ambassadeur d'Allemagne à Petrograd, pendant que les socialistes-révolutionnaires de droite tuaient l'orateur bolchevique V. Volodarsky et blessaient grièvement Lénine.

L'encercllement extérieur d'un côté, les tentatives intérieures de terrorisme et de contre-révolution de l'autre engendrèrent une mutation de la forme du régime révolutionnaire. Victor Serge, un anarchiste devenu bolchevique, a décrit ce changement dans son livre *L'An I de la révolution russe*, rédigé en 1928. Jusqu'en juin, écrit-il « la république (...) dispose de (...) tout un système de démocratie interne. La dictature du prolétariat n'est ni celle d'un parti, ni celle d'un comité central, ni celle de quelques personnes. Son mécanisme est complexe. Chaque soviets, chaque comité révolutionnaire, chaque comité du Parti bolchevique ou du

Parti socialiste-révolutionnaire de gauche en détient une parcelle et l'exerce à sa façon (...). Tous les décrets sont discutés au cours de séances (du Comité exécutif panrusse des soviets) qui ont souvent grande allure. Les ennemis du régime y jouissent d'une liberté de parole supérieure à ce qu'autorise le parlementarisme ».

Mais tout cela commençait à changer : « L'intervention des Alliés, concordant avec le soulèvement des koulaks (paysans riches) et la fin du bloc soviétique (avec les socialistes-révolutionnaires de gauche), suspend sur la République une menace de mort très précise. La dictature du prolétariat doit promptement se dépouiller de ses apparences démocratiques. La famine et l'anarchie locale imposent une concentration des pouvoirs rigide entre les mains du commissariat compétent (...). Les complots imposent la création d'un puissant appareil de défense intérieure. Les attentats, les vendées, le péril mortel imposent la terreur. La mise hors-la-loi des socialistes-révolutionnaires de gauche ont pour conséquence le monopole du Parti communiste (...) les institutions soviétiques, à commencer par les soviets pour finir par le Vtsik (le Comité exécutif panrusse) et par le conseil des commissaires du peuple (...), fonctionnent à vide.

C'est à ce moment-là que le gouvernement révolutionnaire eut recours, pour la première fois, à l'usage systématique de la terreur. Les contre-révolutionnaires « blancs » avaient montré qu'ils étaient prêts à fusiller sommairement toute personne soupçonnée d'être révolutionnaire. Ils l'avaient fait en octobre, lorsqu'ils luttèrent pour se maintenir à Moscou, et les Blancs de Finlande avaient tué 23 000 Rouges après avoir brisé un soulèvement social-démocrate en janvier. Désormais, les révolutionnaires sentaient qu'ils devaient leur rendre la monnaie de leur pièce. L'exécution de suspects contre-révolutionnaires, la prise d'otages bourgeois, l'adoption de méthodes destinées à semer la peur chez tous les opposants à la révolution étaient maintenant acceptées comme faisant partie de l'activité révolutionnaire. Pourtant, malgré l'impression laissée par des ouvrages tels que l'Archipel du goulag, d'Alexandre Soljenitsyne, cette terreur était d'une nature très différente de celle déployée par Staline à partir de 1929. C'était une réaction à des actes contre-révolutionnaires réels, et non imaginaires, et elle prit fin en 1921 lorsque la guerre civile fut terminée.

Contre toute attente, le régime révolutionnaire tint bon parce qu'il fut capable, malgré les conditions épouvantables, d'obtenir le soutien des classes les plus pauvres à travers tout l'ancien empire des tsars. Lui seul offrait un espoir aux ouvriers, garantissait la possession des terres aux paysans pauvres, résistait aux bandes antisémites sévissant dans les armées blanches, et proposait leur autodétermination aux peuples non russes. Mais, pendant ce temps, ceux qui dirigeaient le régime révolutionnaire - et les centaines de milliers de volontaires qui risquaient leurs vies pour transmettre son message - avaient les yeux rivés sur l'Ouest, sur les pays industrialisés d'Europe, dans l'espoir d'un secours dont ils avaient désespérément besoin.

## Chapitre 41

### L'Europe dans la tourmente

---

À l'Ouest, la flambée révolutionnaire ne fut, à l'échelle de l'histoire, guère longue à venir : elle commença tout juste douze mois après l'Octobre russe. Mais ce furent de longs mois pour une Russie affamée et déchirée par la guerre.

## Le Novembre allemand

L'entrée en guerre des États-Unis, l'année précédente, avait fourni à la coalition franco-britannique des troupes fraîches et l'accès à d'énormes quantités d'équipements. Le haut commandement allemand paniqua et le général Erich Ludendorff fut victime d'une sorte de crise de nerfs. À la fin du mois de septembre, il décida qu'il fallait immédiatement signer un armistice et chercha à se soustraire à des responsabilités en persuadant le Kaiser de nommer un nouveau gouvernement comportant deux ministres sociaux-démocrates. Mais il était impossible de stopper net une guerre qui ébranlait l'Europe depuis quatre ans. Les régimes impérialistes rivaux, en particulier la France, convoitaient un profit usuraire semblable à celui que l'Allemagne avait obtenu de la Russie au début de l'année. Pendant un mois, le gouvernement allemand tenta désespérément d'éviter d'avoir à payer un tel prix et la guerre continua, toujours aussi sanglante. Les troupes britanniques, françaises et américaines avançaient dans des zones tenues par les Allemands en France et en Belgique. Dans les Balkans, une force alliée britannique, française, serbe, grecque et italienne mit l'armée autrichienne en déroute.

La pression fut trop forte pour l'instable monarchie multinationale austro-hongroise, héritière du Saint Empire romain germanique né 1200 ans plus tôt. Son armée s'effondra, laissant aux dirigeants petits-bourgeois des minorités nationales la possibilité de prendre le contrôle des villes principales : les Tchèques et les Slovaques s'emparèrent de Prague, Brno et Bratislava ; les partisans d'un État slave au sud de la « Yougoslavie » prirent Zagreb et Sarajevo ; les Hongrois, sous la direction de l'aristocrate libéral Michael Karoly, Budapest ; et les Polonais, Cracovie. D'immenses foules envahirent les rues de Vienne, exigeant une république et mettant en pièces les emblèmes impériaux. Le pouvoir tomba, dans la partie germanophone de l'Autriche, aux mains d'une coalition regroupant les sociaux-démocrates et les partis bourgeois.

Le haut commandement allemand, dans une tentative désespérée de sauver ce qui pouvait encore l'être, ordonna à sa flotte de faire route sur la Grande-Bretagne, espérant une victoire navale rapide et rédemptrice. Mais ses marins n'étaient pas disposés à accepter une mort certaine. Leur mutinerie de l'année précédente avait été brisée et ses leaders exécutés parce qu'elle avait été trop passive : il s'étaient contentés de se mettre en grève, laissant les officiers et la police militaire exercer des représailles. Cette fois, ils ne firent pas la même erreur. Les marins de Kiel s'armèrent, marchèrent dans la ville aux côtés des dockers en grève, désarmèrent leurs adversaires et établirent un conseil de soldats. Cela mit le feu aux poudres dans toute l'Allemagne.

D'immenses manifestations d'ouvriers et de soldats débouchèrent sur la prise de contrôle de Brême, Hambourg, Hanovre, Cologne, Leipzig, Dresde et bien d'autres villes. À Munich, soldats et ouvriers s'emparèrent du palais royal et nommèrent le socialiste réformiste pacifiste Kurt Eisner, Premier ministre de l'« État libre de Bavière ». Le 9 novembre, c'était au tour de Berlin de tomber. Tandis que de gigantesques défilés d'ouvriers et de soldats déferlaient sur la capitale avec fusils et drapeaux rouges, le révolutionnaire Karl Liebknecht, récemment libéré de prison, proclamait la « république socialiste » et la « révolution mondiale » du balcon du palais impérial. Pour ne pas être en reste, le ministre SPD pro-guerre du dernier gouvernement du Kaiser, Scheidemann, proclama la « république » du balcon du parlement impérial. Le Kaiser s'enfuit en Hollande, laissant les deux partis sociaux-démocrates libres de présenter un « gouvernement révolutionnaire » de « commissaires du peuple » aux suffrages d'une assemblée de 1500 délégués d'ouvriers et de soldats. Ces

derniers, au travers des conseils qu'ils avaient mis en place, étaient désormais les arbitres du pouvoir politique dans toute l'Allemagne et dans la Belgique occupée. Les forces révolutionnaires incarnées par ces conseils, comme par les soviets, semblaient balayer l'ensemble de l'Eurasie du Nord, de la mer du Nord à l'océan Pacifique.

Mais les conseils allemands avaient donné le pouvoir révolutionnaire à des dirigeants déterminés à ne pas l'utiliser à des fins révolutionnaires. À peine élu, Ebert, le nouveau Premier ministre, parlait au téléphone avec le général Wilhelm Groener, du haut commandement militaire. Tous deux acceptèrent de collaborer – avec le soutien de Paul von Hindenburg, le « dictateur » qui avait sévi pendant la guerre – pour rétablir l'ordre dans l'armée afin qu'elle le rétablisse dans la société. Les politiciens sociaux-démocrates, partisans de réformes s'appuyant sur l'État capitaliste, avaient très logiquement soutenu le régime en place en 1914 lorsqu'il était entré en guerre. Ils essayaient maintenant, tout aussi logiquement, de restaurer le pouvoir de l'État face à la révolution. Pour eux, les anciennes structures de répression et de pouvoir de classe représentaient l'« ordre » ; le défi à ces structures par les exploités et les dépossédés, l'« anarchie » et le « chaos ».

Deux personnes incarnaient ce défi mieux que quiconque : les célèbres opposants à la guerre Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Ce dernier, en particulier, bénéficiait d'un soutien massif parmi les ouvriers et les soldats de Berlin. Les dirigeants sociaux-démocrates manœuvrèrent en sous-main avec le haut commandement militaire pour en finir avec ces figures de la rébellion : ils provoquèrent un soulèvement dans la ville et envoyèrent des troupes venues de l'extérieur pour l'écraser ; puis ils rendirent Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht responsables de l'effusion de sang. Ces derniers furent arrêtés par des officiers de l'armée. Liebknecht fut assommé puis fusillé. Luxemburg eut le crâne fracassé par une crosse de fusil, avant qu'on ne lui tire une balle dans la tête et qu'on jette son corps dans le canal. La presse social-démocrate rapporta que Karl Liebknecht avait été abattu « alors qu'il tentait de s'échapper » et que Rosa Luxemburg avait été tuée « par une foule en colère ». Lorsque les membres respectables de la classe moyenne lurent les nouvelles, ils « sautèrent de joie ». Rien n'avait changé, depuis le temps des frères Gracchus et Spartacus, dans l'attitude des possédants « civilisés » lorsqu'ils avaient affaire à ceux qui leur résistaient.

La première vague révolutionnaire ne se termina qu'à l'été 1920, et une deuxième vague se forma en 1923. Comme toutes les grandes révolutions de l'histoire, celle de novembre 1918 amena nombre de personnes à s'intéresser pour la première fois à la politique. Parler de révolution et de socialisme n'était plus restreint au noyau de travailleurs qui votaient à gauche avant 1914 : ces thèmes se répandirent parmi les millions de travailleurs et d'individus issus des couches inférieures de la classe moyenne qui avaient voté jusque-là pour le Parti du centre catholique, les progressistes libéraux, les « nationaux libéraux », si peu libéraux, ou même le Parti agrarien dirigé par les grands propriétaires prussiens.

Les troupes envoyées à Berlin en novembre pour aider le gouvernement à reprendre le contrôle se soulevèrent contre lui dans la première semaine de janvier, et de nombreux ouvriers et soldats qui avaient participé à la répression de l'insurrection se révoltèrent à leur tour dès le mois de mars. Les élections de la mi-janvier donnèrent tout de même 11,5 millions de voix au SPD et 2,3 millions aux sociaux-démocrates indépendants. Mais, dans les semaines qui suivirent, les travailleurs qui avaient voté avec constance pour les sociaux-démocrates dans la Ruhr, en Allemagne centrale, à Brême, Hambourg, Berlin et Munich, décrétèrent une grève générale et prirent les armes pour s'opposer à la politique du gouvernement. En juin

1920, les suffrages du SPD ne dépassaient plus ceux des sociaux-démocrates indépendants que de 600 000 voix.

Les dirigeants sociaux-démocrates découvrirent rapidement qu'ils ne pouvaient plus simplement s'appuyer sur leur seule popularité pour « rétablir l'ordre ». À la fin du mois de décembre 1918, le ministre de l'Intérieur social-démocrate, Gustav Noske, déclara qu'il fallait bien que « quelqu'un se mouille » ; il se mit d'accord avec les généraux pour constituer une unité spéciale de mercenaires, les Freikorps. Recrutés parmi les officiers et les « bataillons d'assaut » de l'ancienne armée, ils étaient totalement réactionnaires. « C'était comme si l'ordre ancien se levait à nouveau », observa l'historien conservateur Meinecke. L'idéologie des Freikorps était violemment nationaliste et souvent antisémite. Ses drapeaux étaient occasionnellement ornés d'un ancien signe hindou, le swastika (symbolisant la bonne fortune), et nombre de ses membres allaient devenir par la suite des cadres du parti nazi.

Pendant la première moitié de l'année 1919, les Freikorps sillonnèrent le pays d'un bout à l'autre en s'attaquant à ceux qui avaient fait la révolution de novembre et voté social-démocrate aux élections de janvier. Ils se heurtèrent régulièrement à une résistance armée, qui devait culminer dans la proclamation, en avril, d'une éphémère République bavaroise des soviets, laquelle avait levé une Armée rouge de 15 000 soldats.

« L'esprit de la révolution »

Les mois de la guerre civile allemande furent également agités dans la plus grande partie du reste de l'Europe. En mars, le Premier ministre britannique, David Lloyd George, écrivait à son homologue français, Georges Clemenceau : « L'Europe tout entière est gagnée par l'esprit révolutionnaire (...). L'ordre établi, sous ses aspects politique, social, économique, est remis en question par les masses de la population d'un bout à l'autre de l'Europe. » Le représentant américain à Paris, Edward M. House, exprimait les mêmes appréhensions dans son journal intime : « Le bolchevisme gagne partout du terrain (...). Nous sommes assis sur une poudrière qu'une étincelle peut faire sauter à tout moment. »

La cause immédiate de leurs soucis était la prise du pouvoir en Hongrie par un régime de conseils dirigé par Béla Kun, ancien prisonnier de guerre en Russie. Le régime nationaliste libéral établi à la fin de 1918 s'était effondré, incapable d'empêcher la Tchécoslovaquie et la Roumanie de s'emparer d'une partie de son territoire. Cela permit à un gouvernement composé de communistes et de sociaux-démocrates de prendre le pouvoir pacifiquement. Ce dernier mit en œuvre des réformes intérieures et procéda à des nationalisations, puis il se lança dans une guerre révolutionnaire contre la Tchécoslovaquie et la Roumanie, espérant un soutien de l'Armée rouge à l'Est et un soulèvement des travailleurs autrichiens à l'Ouest.

Il n'y eut de gouvernement révolutionnaire nulle part ailleurs, mais la situation était instable partout. (...) En avril 1919, en Autriche, des groupes révolutionnaires enrôlèrent des ouvriers au chômage pour prendre d'assaut le Parlement. Pendant un temps, il sembla vraisemblable que la révolution hongroise se connecte à la Russie à l'Est et, à travers l'Autriche, à la Bavière des conseils à l'Ouest, dans un renversement total des structures des anciens empires allemand et austro-hongrois. Mais cela n'eut finalement pas lieu. Les sociaux-démocrates autrichiens, s'ils apparaissaient un peu plus à gauche que leurs homologues allemands, étaient en réalité tout aussi farouchement opposés aux progrès de la révolution. Ils persuadèrent les conseils ouvriers viennois de laisser réprimer les manifestations, assurant ainsi la survie du capitalisme autrichien. Pendant ce temps, le

gouvernement de coalition communiste-social-démocrate de Budapest refusait de mettre sur pied de véritables conseils ouvriers. Il s'appuyait sur les anciens officiers pour diriger l'armée et commit l'erreur fondamentale de s'aliéner la paysannerie en s'abstenant de diviser les grands domaines terriens. Le régime s'effondra après cent trente-trois jours, lorsque les sociaux-démocrates l'abandonnèrent, ouvrant la porte à la dictature d'extrême droite de l'amiral Miklos Horthy.

L'agitation de 1919 ne se limita pas aux empires vaincus. Elle se répandit aussi chez les vainqueurs, même si ce ne fut généralement pas avec la même intensité. Les armées britannique et française furent secouées par des mutineries de soldats obligés d'attendre pour rentrer chez eux. Les armées envoyées pour combattre la révolution russe n'étaient pas immunisées contre les troubles : à Arkhangelsk, les troupes française, britannique et américaine refusèrent de se battre, et des forces française durent être évacuées d'Odessa et d'autres ports de la mer Noire après des mutineries.

Dans les grandes exploitations de l'Espagne méridionale cultivées par des ouvriers agricoles, les années 1918-1920 furent baptisées les « *trienio bolchevista* » (les « trois années bolcheviques »). Elles furent le témoin d'une « vague montante d'organisations, de grèves, de confrontations et de réunions » encouragée par les nouvelles selon lesquelles, en Russie, les bolcheviques distribuaient les terres aux paysans pauvres. « Ici, comme partout ailleurs, écrivait le romancier américain John Dos Passos, la Russie est devenue le flambeau. » Trois grandes grèves balayèrent la région, brûlèrent les maisons des propriétaires absentéistes, et mirent de temps à autre le feu aux cultures. Des « républiques de type bolchevique » furent proclamées dans certaines villes et il fallut 20 000 soldats pour briser l'élan du mouvement. L'agitation ne fut pas confinée au Sud : pendant une grève d'une semaine, à Valence, les ouvriers renommèrent certaines rues de la ville « Lénine », rue « des soviets », « de la révolution d'Octobre », et à Madrid de violentes émeutes du main entraînent le pillage de 200 boutiques. La principale lutte se déroula au début de l'année 1919 en Catalogne. Les ouvriers se mirent en grève et occupèrent l'usine La Canadienne, qui fournissait l'essentiel de l'énergie électrique de Barcelone. (...) Le mouvement des ouvriers de Catalogne fut finalement brisé lorsque des gangsters à la solde des patrons abattirent des militants syndicaux. Des membres de la CNT anarchiste comme Juan Garcia Oliver, Francisco Ascaso et Buenaventura Durutti répliquèrent en assassinant des personnalités de la classe dirigeante. Ces actions eurent pour seul résultat de diviser davantage les forces des travailleurs. Mais une haine de classe profondément enracinée, qui allait exploser à intervalles irréguliers au cours des dix-sept années suivantes, persista chez les ouvriers catalans. Le bouillonnement des luttes ouvrières de 1919 ne se limita pas à l'Europe. Les États-Unis furent le théâtre de la plus importante campagne de syndicalisation dans les industries qui n'étaient pas encore organisées : cette campagne culmina avec une grève dure de 250 000 ouvriers métallurgistes.

En Europe de l'Ouest, les soulèvements révolutionnaires culminèrent en 1920, avec des luttes décisives en Allemagne et en Italie. La succession de guerres civiles régionales en Allemagne entraîna des pertes massives chez les ouvriers lorsqu'ils délaissèrent la perspective parlementaire pour une démarche révolutionnaire – on estime généralement à 20 000 le nombre de morts du côté des travailleurs. Mais cela ne suffit pas à calmer les dirigeants traditionnels du pays qui se sentaient désormais assez forts pour se dispenser des sociaux-démocrates et prendre eux-mêmes le pouvoir. Le 13 mars, une brigade de plusieurs milliers d'hommes marcha sur Berlin, renversa le gouvernement et désigna pour en assurer la direction le haut fonctionnaire Wolfgang Kapp.

Les voyous armés par les dirigeants sociaux-démocrates s'en étaient pris à la gauche avant de se retourner contre leurs employeurs. Mais tout cela était allé trop loin, et les simples travailleurs, qui avaient jusque-là accepté les prétextes donnés par les sociaux-démocrates pour justifier leur collaboration avec les généraux, réagirent violemment. Le chef de la principale fédération syndicale, Carl Legien, appela à une grève générale qui fut suivie par les travailleurs dans toute l'Allemagne. Dans les endroits stratégiques, cependant, la réponse ne se limita pas à cesser le travail. Les travailleurs formèrent de nouveaux conseils ouvriers, prirent les armes et attaquèrent des colonnes de soldats qui avaient sympathisé avec le putsch. Dans la Ruhr, des milliers de travailleurs, dont beaucoup avaient l'expérience des armes, formèrent une Armée rouge qui chassa l'armée nationale, la Reichswehr, de la première région industrielle du pays. En quelques jours, le coup d'État avait tourné court. Les ministres sociaux-démocrates rentrèrent à Berlin, où ils firent quelques beaux discours prétendument de gauche avant de soutenir de nouveau la Reichswehr et ses méthodes sanguinaires pour rétablir « la loi et l'ordre » dans la Ruhr.

En Italie, 1919 et 1920 furent nommées les « deux années rouges » : les travailleurs organisèrent une série de grèves et adhérèrent en masse au Parti socialiste, dont les effectifs passèrent de 50 000 à 200 000, ainsi qu'aux syndicats. Durant l'été 1919, une grève générale de trois jours eut lieu en solidarité avec la Russie révolutionnaire. Au printemps 1920, les métallurgistes de Turin lancèrent une grève dure, mais sans résultat, destinée à contraindre les employeurs à reconnaître les comités d'usine, considérés par les révolutionnaires regroupés autour du journal d'Antonio Gramsci, *Ordine Nuovo*, comme l'embryon des soviets.

La mobilisation atteignit un pic au mois d'août. Les ouvriers mécaniciens de Milan réagirent à un lock-out en occupant les usines. En quatre jours, le mouvement avait gagné toute l'industrie métallurgique du pays, mobilisant 400 000 salariés. (...) Environ 100 000 ouvriers d'autres secteurs de l'industrie suivirent l'exemple des métallurgistes. Pour eux, la lutte n'était plus simplement économique ; il fallait désormais fabriquer des armes et les stocker dans les usines, tout en maintenant la production en état de marche dans l'optique de créer les bases d'une nouvelle société fondée sur le contrôle ouvrier : « Des centaines de milliers d'ouvriers, avec ou sans armes, qui travaillaient, dormaient et veillaient dans les usines, pensaient que les jours extraordinaires qu'ils vivaient étaient la “révolution en marche”. »

Le gouvernement italien était paralysé. Dans le Sud, les paysans qui revenaient de la guerre avaient commencé spontanément à se partager les terres. À Ancône, des soldats s'étaient mutinés pour éviter d'être envoyés en Albanie. Le Premier ministre Giovanni Giolitti craignait le déclenchement d'une guerre civile dont il ne pourrait sortir vainqueur. (...) Il fit le pari que les dirigeants syndicaux de la métallurgie accepteraient de mettre un terme au conflit pacifiquement et que les dirigeants du Parti socialiste ne remettraient pas en cause la décision des syndicalistes. Cela donnerait aux patrons la possibilité de se battre un jour de plus. Il avait bien calculé. Le Parti socialiste décida formellement que les occupations relevaient de la responsabilité des directions syndicales et une convention spéciale de la principale confédération décida, par trois voix contre deux, de rejeter les appels à la révolution et de conclure un accord avec les employeurs. Le cœur du mouvement – les métallurgistes des grandes usines – se sentit démoralisé et abattu. Ils avaient lutté pour une révolution et n'avaient finalement obtenu que des améliorations mineures et temporaires des salaires et des conditions de travail.

## La révolution à l'Ouest ?

L'Armée rouge de la Ruhr et les occupations d'usines en Italie démentaient l'argument selon lequel aucune révolution n'était possible en Europe occidentale, que c'était une illusion née de l'esprit des bolcheviques. Au printemps et à l'été 1920, un très grand nombre de travailleurs, qui avaient grandi au sein de la société capitaliste et la croyaient éternelle, se lancèrent dans des luttes et, ce faisant, se forgèrent une vision socialiste révolutionnaire de l'organisation sociale. En août 1920, la révolution mondiale semblait à portée de main : l'Armée rouge russe approchait de Varsovie, le souvenir de la défaite du « putsch de Kapp » était dans la tête de tous les ouvriers allemands et les usines italiennes étaient au bord de l'occupation.

Elle n'eut cependant pas lieu, et les historiens du socialisme débattent depuis lors des raisons pour lesquelles la révolution russe ne s'est pas répétée ailleurs. Une partie de l'explication réside dans des différences évidentes entre la Russie et l'Occident. Dans la plupart des pays de l'Ouest, le capitalisme s'était développé sur une période historique bien plus longue qu'en Russie ; les structures sociales lui étaient donc davantage subordonnées. Dans ces pays, contrairement à la Russie, la paysannerie s'était vu accorder des terres (comme en Allemagne méridionale ou en France) ou avait disparu en tant que classe (comme en Grande-Bretagne), et n'était par conséquent pas une force susceptible de menacer l'ordre ancien. Les États occidentaux étaient aussi beaucoup plus dynamiques que le vieil appareil administratif du tsarisme, et avaient donc survécu plus facilement au traumatisme de la guerre.

Adopter une perspective révolutionnaire ou même s'engager dans l'action révolutionnaire, ce n'est pas faire une révolution. Celle-ci demande plus qu'un désir de changement, elle exige un corps d'individus porteurs de la volonté et de la compréhension nécessaires pour transformer ce désir en réalité : la volonté et la compréhension qui étaient celles, dans les grandes révolutions bourgeoises, de la New Model Army de Cromwell ou des jacobins de Robespierre. De tels corps n'existaient tout simplement pas en Allemagne et en Italie pendant les mois stratégiques de 1920.

Les mouvements socialistes européens avaient généralement grandi pendant les années de calme social relatif entre 1871 et le début du XX<sup>e</sup> siècle. Ils avaient acquis une audience du fait de la colère liée à la division de la société en classes, mais c'était une audience essentiellement passive. Ils durent construire un ensemble d'institutions – syndicats, sociétés d'entraide, coopératives, clubs ouvriers – opposées en principe à la société existante, mais coexistant avec elle dans la pratique. En faisant fonctionner ces institutions, ils bénéficiaient d'une sécurité de l'emploi et même, en tant que représentants élus, d'une certaine légitimation de la part des membres les plus libéraux de la classe dirigeante. Ils se trouvaient dans une position comparable à celle des négociants et des bourgeois de la fin du Moyen Âge, qui combinaient leur amertume à l'égard des seigneurs féodaux avec une tendance à singer leurs manières et leurs idées.

Les organisations centristes se développèrent très rapidement dans la période d'après-guerre. Leurs dirigeants parlementaires étaient connus et leur presse influente, et elles attiraient un grand nombre de travailleurs aigris et radicalisés. En novembre 1918, les sociaux-démocrates indépendants allemands comptaient probablement dix fois plus de membres que la Ligue spartakiste de Rosa Luxemburg.

Le Parti socialiste italien était très similaire aux indépendants allemands. L'approche politique de ses dirigeants était essentiellement parlementaire, même si leur rhétorique se voulait révolutionnaire et que certains d'entre eux souhaitaient sincèrement transformer la société. Il comptait aussi des personnalités ouvertement réformistes, comme le parlementaire Filippo Turati. Lors de la montée en puissance des luttes, le parti se développa massivement, mais il ne prit pas la direction qui lui aurait permis de canaliser la colère et la mobilisation des travailleurs dans un assaut révolutionnaire contre l'État. Huit mois après l'occupation des usines, son dirigeant le plus connu, Giacinto Menotti Serrati, admettait : « Tandis que chacun parlait de révolution, personne ne la préparait. » Pietro nenni, qui serait une personnalité dominante du Parti socialiste pendant encore soixante ans, reconnaissait : « Le PSI n'était qu'une grande machine électorale et n'était organisé que pour une lutte conduite selon des méthodes qu'elle répudiait en théorie. » Angelo Tasca, un activiste turinois, se rappelait : « Les méthodes des organisations ouvrières et socialistes (...) étaient alternativement d'appeler au calme (les) masses surexcitées (...) et de leur promettre la révolution. » « La vie politique en Italie devint une longue réunion dans laquelle le capital de la "révolution montante" fut dilapidé dans une orgie de mots. »

Les dirigeants de la révolution russe, ayant constaté les insuffisances du « centre » comme des socialistes parlementaristes de droite, avaient appelé à la formation dans chaque pays de nouveaux partis communistes affiliés à une nouvelle Internationale. Mais la répression et les destructions des années de guerre avaient été telles que la première conférence de l'Internationale communiste ne put avoir lieu avant fin mars 1919. Et même à cette date, la représentation de l'Europe, sans parler du reste du monde, était clairsemée. Le deuxième congrès, en juillet et août 1920, fut le premier rassemblement véritablement représentatif.

La force du sentiment révolutionnaire parmi les travailleurs de toute l'Europe était manifeste dans les partis qui avaient envoyé des délégations. C'était le cas des partis socialistes d'Italie, de France et de Norvège. Les sociaux-démocrates indépendants allemands, la CNT espagnole, et même l'Independent Labour party britannique et le Parti socialiste des États-Unis étaient présents. L'un des principaux messages du congrès – inclus dans les « vingt-et-une conditions – était que ces partis ne pouvaient devenir véritablement révolutionnaires que s'ils transformaient leurs propres directions et modes de fonctionnement. En particulier, ils ne pouvaient continuer à compter parmi leurs membres Karl Kautsky en Allemagne, Filippo Turati en Italie et Ramsay MacDonald en Grande-Bretagne.

Ces conditions, que refusèrent d'accepter de nombreux dirigeants, provoquèrent de violentes disputes. C'est seulement après que des scissions se furent produites sur cette question que la majorité du Parti social-démocrate indépendant allemand et celle du Parti socialiste français, ainsi qu'une minorité de socialistes italiens, votèrent pour devenir des partis communistes d'un « nouveau type ». Mais ces évolutions arrivèrent trop tard pour influencer sur les grandes luttes de 1920 en Allemagne et en Italie.

Le prix à payer : les débuts du fascisme

En 1920, à l'époque de l'occupation des usines, Benito Mussolini était une personnalité bien connue en Italie : il était le tonitruant rédacteur socialiste qui avait rompu avec son parti pour soutenir la guerre. Son influence politique personnelle était alors réduite, confinée à un groupe d'anciens révolutionnaires devenus ultranationalistes et à une poussière d'anciens combattants qui revendiquaient les droits de l'Italie sur des territoires en Autriche et

le long de la côte yougoslave. Quelques dizaines d'entre eux avaient formé le premier *fascio di combattimento* (unité de combat fasciste) en mars 1919, mais leurs résultats électoraux se révélèrent calamiteux et ils restèrent sur la touche, impuissants, pendant que les ouvriers italiens s'empoignaient avec les patrons et le gouvernement.

L'échec du mouvement des occupations d'usines à se transformer en lutte révolutionnaire pour le pouvoir scella le sort de Mussolini. Les ouvriers étaient démoralisés, la montée du chômage effaçant rapidement les gains matériels des « deux années rouges ». Les patrons s'obstinaient à vouloir donner au mouvement ouvrier une leçon qu'il n'oublierait pas, et le Premier ministre « libéral » Giovanni Giolitti désirait créer un contrepoids à la gauche. Mussolini proposa ses services. Des sections des grands milieux d'affaires, avec l'aide secrète du gouvernement Giolitti, lui fournirent des fonds, et le ministère de la Guerre diffusa une circulaire avisant 60 000 officiers démobilisés qu'ils toucheraient 80% de leur solde s'ils s'enrôlaient dans les *fasci*. Giolitti conclut avec Mussolini un pacte électoral de « centre-droit » qui remporta trente-cinq sièges aux législatives de mars 1921. En retour, les groupes armés Mussolini commencèrent à lancer des attaques systématiques dans les localités où la gauche et les syndicats étaient en position de force, notamment dans la vallée du Pô, où les ouvriers agricoles et les métayers s'étaient engagés dans des grèves dures contre les propriétaires terriens.

Des groupes de cinquante à soixante fascistes débarquaient en camions dans les villages ou les petites villes, incendiaient les « maisons du peuple » socialistes, brisaient les piquets de grève, malmenaient les militants en les battant et en leur faisant avaler de l'huile de ricin, puis prenaient la fuite bruyamment, sachant que la police leur donnerait tout le temps nécessaire pour s'éloigner. Les membres des organisations socialistes et syndicales, occupés à leurs tâches professionnelles et disséminés dans des villages éloignés les uns des autres, pouvaient rarement répondre avec la promptitude nécessaire à ces agressions.

Pour les fascistes, le succès engendra le succès. Ils étaient capables de mobiliser « les propriétaires, les officiers de garnison, les étudiants, les fonctionnaires, les rentiers, les professions libérales et les commerçants » des villes pour leurs expéditions dans les campagnes. Le nombre d'escadrons fascistes passa de 190 en octobre 1920 à 1000 en février 1921. et à 2300 en novembre de la même année. Ils n'étaient pourtant pas encore tout-puissants. (...) Au même moment, les ouvriers décidèrent de constituer leurs propres groupes paramilitaires, les *arditi del popolo* (soldats du peuple), capables de se mesurer aux fascistes. Le dirigeant fasciste Giacomo Banchelli reconnut alors que les escadrons ne savaient pas « comment se défendre » lorsque les gens contre-attaquaient. Cela entraîna une brève crise au sein du mouvement, qui vit Mussolini démissionner de l'exécutif fasciste sous prétexte qu'il était « déprimé ».

L'attitude des dirigeants du mouvement ouvrier contribua à son rétablissement. Les socialistes réformistes de Turati et ceux de la principale confédération syndicale, la CGLM, signèrent un traité de paix avec les fascistes. Les dirigeants prétendument les plus à gauche du Parti socialiste (qui avait finalement rompu avec Turati) se contentèrent de rester passifs et désavouèrent les *arditi del popolo*. Quant au dirigeant communiste de l'époque, Amadeo Bordiga, il refusa de faire la différence entre les fascistes et les autres partis bourgeois, et se retira de la lutte en se détournant lui aussi des *arditi del popolo*. Mussolini eut donc tout le loisir d'attendre que les propriétaires et les grands patrons aient suffisamment fait pression sur le gouvernement pour le faire changer d'attitude, puis il rompit la trêve et reprit à sa guise les attaques contre les organisations ouvrières. Les agressions ne se limitèrent plus désormais aux

villages et aux villes de province ; elles s'étendirent aux locaux des organisations de gauche, aux bureaux des journaux et aux bâtiments syndicaux dans les grandes villes.

En 1922, les dirigeants officiels du mouvement ouvrier tentèrent finalement de répliquer aux agressions. Ils formèrent une Alliance du travail regroupant tous les syndicats et appelèrent, après l'attaque de leurs locaux à Ravenne, à une grève générale de trois jours en juillet. Mais dans une période où sévissait la récession économique, avec un haut niveau de chômage, une grève de trois jours pouvait difficilement empêcher les milieux d'affaires de continuer à financer Mussolini et, comme elle ne s'accompagna pas d'une mobilisation systématique des groupes ouvriers pour reprendre aux fascistes le contrôle de la rue, Mussolini ne fut pas le moins du monde inquiet.

Le découragement qui suivit l'échec de la grève lui permit au contraire de gagner du terrain et de reprendre le contrôle de villes comme Milan, Ancône et Gênes, même si la possibilité d'une résistance efficace fut démontrée lorsque le *arditi del popolo* mirent les fascistes en déroute à Parme. Dès octobre 1922, Mussolini était assez puissant pour tourner le dos à Giolitti et aux libéraux bourgeois. Lorsqu'ils lui offrirent une place dans leur gouvernement, il déclara que les fascistes marcheraient sur Rome si on lui en refusait la direction. C'était de sa part une vantardise pure et simple : si l'État avait voulu l'arrêter, il aurait pu le faire aisément. Mais généraux et banquiers ne voulaient pas stopper son ascension. Le roi le nomma Premier ministre et, loin de marcher sur Rome, Mussolini s'y rendit par le train depuis Milan.

La bourgeoisie italienne montra qu'elle considérait que la préservation des privilèges et des profits prévalait sur les principes démocratiques lorsque le Parti libéral aida Mussolini à constituer une majorité parlementaire et qu'il accepta des portefeuilles dans son premier gouvernement. La bourgeoisie n'était pas seule à penser que Mussolini pouvait assurer l'« ordre » et la stabilité dans le pays. Comme le raconte un historien du fascisme : « À l'exception des communistes et de presque tous les socialistes, le Parlement tout entier, y compris les démocrates antifascistes et les socialistes de la CGL, accueillit le gouvernement de Mussolini avec un soupir de soulagement, comme la fin d'un cauchemar. La guerre civile, disait-on était terminée ; le fascisme allait enfin se montrer respectueux des lois. »

En fait, le cauchemar ne faisait que commencer. Mussolini à peine installé au gouvernement, la police et les fascistes se mirent à agir de concert. Ensemble, ils parvinrent à démanteler systématiquement les organisations de la classe ouvrière, laissant les politiciens et les intellectuels libéraux sans contrepoids face à la menace de la violence fasciste. Pendant un moment, la démocratie sauva les apparences, les députés socialistes et communistes gardant même le droit d'exprimer librement leur opinion au Parlement (mais pas à l'extérieur). Cependant, le pouvoir était désormais entre les mains de Mussolini et non plus entre celles des représentants des institutions constitutionnelles.

Cela fut démontré de manière dramatique en 1924, lorsque les nervis mussoliniens assassinèrent un parlementaire réformiste de premier plan, Giacomo Matteotti. Les fascistes perdirent alors brièvement une grande partie de leurs partisans et, selon certains, « dans la semaine qui suivit le crime, le gouvernement aurait pu facilement être renversé ». Mais l'opposition parlementaire se borna à sortir de la chambre en signe de protestation et se retira sur l'Aventin pour former une assemblée dissidente. Elle n'était simplement pas prête à prendre le risque de troubles sociaux en appelant à une action de masse contre le

gouvernement. En fait, dès le début de l'année 1925, la plupart des députés s'étaient finalement sagement couchés devant les fascistes et avaient repris leurs sièges au Parlement.

Mussolini savait désormais qu'il pouvait se permettre n'importe quelle atrocité ; il transforma l'Italie en un régime totalitaire en se nommant lui-même chef – *duce* – tout-puissant. Son succès suscita l'admiration des classes dirigeantes européennes. Le conservateur britannique Winston Churchill ne tarissait pas d'éloges à son égard, et de nombreux imitateurs suivirent bientôt ses méthodes, parmi lesquels une étoile montante des cercles nationalistes et antisémites de Munich : Adolph Hitler.

L'autre prix à payer : la semence du stalinisme

L'échec de la révolution laissa la Russie isolée, en proie non seulement aux horreurs du blocus mais également à l'invasion de seize armées étrangères, à la guerre civile, aux dévastations, à la maladie et à la famine. La production industrielle chuta jusqu'à 18% par rapport à son chiffre de 1916, et les derniers vestiges de la classe ouvrière encore présents dans les villes ne purent se nourrir qu'en allant dans les campagnes faire du troc avec les paysans. Alors que le typhus se répandait et qu'on faisait état de cas de cannibalisme, les bolcheviques se maintenaient au pouvoir, s'appuyant de plus en plus sur un régime de parti plutôt que sur les représentants directs d'une classe ouvrière qui avait pratiquement disparu. Le fait qu'ils aient survécu en dit long sur le courage et l'endurance révolutionnaires des ouvriers qui constituaient encore la majorité des membres du Parti. Mais il y eut pour cela un prix politique à payer.

C'est ce dont on s'aperçut en mars 1921, lorsque des marins de Kronstadt, le fort naval proche de Petrograd, se soulevèrent, accusant le gouvernement révolutionnaire d'être responsable du niveau inouï de pauvreté. Kronstadt avait été l'un des centres militaires majeurs de l'effervescence bolchevique en 1917, mais sa composition avait changé : les anciens étaient allés combattre dans l'Armée rouge et avaient été remplacés par de jeunes recrues venues de la campagne. De plus, le soulèvement ne pouvait présenter de programme pour en finir avec la misère, dans la mesure où ce n'était pas une crise capitaliste causée par la coexistence de la richesse et de la pauvreté, mais le résultat d'un appauvrissement général du pays lié à la guerre civile, à l'invasion étrangère et au blocus. Il n'y avait pas d'un côté une classe vivant dans l'abondance et de l'autre une classe vivant dans la misère, mais simplement différents degrés de famine. Les généraux de l'ancien régime, qui n'avaient été vaincus au cours de la guerre civile que quelques mois auparavant, attendaient leur heure, et certains établirent même des relations amicales avec des révoltés de Kronstadt. Par ailleurs, le temps ne jouait pas en faveur du gouvernement révolutionnaire : la glace entourant la forteresse fondait et celle-ci serait bientôt difficile à reprendre. Tous ces facteurs ne laissèrent guère d'autre choix aux bolcheviques que de réprimer le soulèvement. Même l'« opposition ouvrière » au sein du parti bolchevique le reconnut, et finit par former l'avant-garde de ceux qui traversèrent la glace pour attaquer les marins. Malgré tout, Kronstadt était un symptôme des conditions affreuses auxquelles l'isolement et l'intervention étrangère avaient réduit la révolution. Cette dernière ne pouvait survivre qu'au prix de méthodes qui devaient plus au jacobinisme de 1789 qu'au bolchevisme de 1917.

Et, inévitablement, ces méthodes eurent un impact sur les membres du Parti bolchevique. Les années de guerre civile avaient incité nombre d'entre eux à adopter une approche autoritaire bien éloignée des grands discours sur la démocratie prolétarienne. Lénine le reconnut lorsqu'il affirma, au cours des débats internes du Parti lors de l'hiver 1920-1921 :

« notre État est un État ouvrier avec des déformations bureaucratiques. » Il décrivait l'appareil d'État comme « emprunté au tsarisme et à peine modifié par le monde des soviets (...), un mécanisme bourgeois et tsariste ». Cela affectait selon lui l'attitude de nombreux membres du Parti : « Considérons Moscou. Cette masse de bureaucrates – qui dirige qui ? Les 4700 communistes responsables dirigent-ils la masse des bureaucrates, ou est-ce l'inverse ? »

Le troisième congrès de l'Internationale communiste se réunit au cours de l'été 1921. Il fut le premier à rassembler des délégués presque unanimement acquis à la cause révolutionnaire. Beaucoup d'entre eux étaient euphoriques de se trouver dans le pays de la révolution. (...) Sous la pression des événements, le bolchevisme était en train de prendre une autre forme, au moment même où l'Internationale communiste se cristallisait en une organisation cohésive. Ce quelque chose d'autre allait être appelé « stalinisme », même si Joseph Staline ne commença à exercer véritablement le pouvoir qu'en 1923-1924, et ne conquit le pouvoir absolu qu'en 1928-1929.

## Chapitre 42

---

### Révolte dans le monde colonial

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les classes dirigeantes d'une poignée de pays dominaient le monde. (...) Mais à la fin de la guerre, des vagues de révolte déferlèrent sur le monde colonial et finirent par menacer la domination de ces classes dirigeantes : un soulèvement armé à Dublin en 1916 fut suivi en 1918-1921 d'une guerre de guérilla dans toute l'Irlande ; des manifestations et des grèves contre la domination britannique éclatèrent en Inde ; une quasi-révolution se produisit contre l'occupation de l'Égypte par les Anglais ; et la Chine connut une agitation nationaliste qui commença par des manifestations étudiantes en 1919 et culmina dans la guerre civile en 1926-1927.

La résistance à la domination occidentale avait commencé avant la guerre. (...) Malgré tout, cette résistance comportait souvent, de façon caractéristique, des tentatives de restaurer les formes d'organisation sociale qui avaient succombé à la conquête étrangère. Mais le XX<sup>e</sup> siècle vit l'avènement de nouveaux courants de résistance, qui tentèrent d'apprendre du capitalisme occidental et d'imiter ses méthodes, même lorsqu'ils invoquaient des motifs traditionnels. Leur noyau était formé d'étudiants, d'avocats, de professeurs et de journalistes ; des groupes dont les membres avaient étudié dans la langue des dirigeants coloniaux, s'habillaient à l'européenne et épousaient les valeurs du capitalisme européen, mais dont les aspirations étaient continuellement frustrées par la politique coloniale. Ils étaient plusieurs milliers dans chaque grande ville coloniale et étaient assez puissants pour mobiliser, par le biais de protestations et de manifestations de rue, un grand nombre de personnes dont les modes de vie étaient restés plus traditionnels.

En octobre 1911, une révolte militaire (en Chine) fut suivie par la proclamation de la république, qui se choisit pour président un ancien exilé de retour au pays, Sun Yat-sen. Pendant vingt ans, Sun avait mis sur pied diverses sociétés secrètes qui se battirent pour l'indépendance nationale et la démocratie libérale. Au bout d'un mois, il perdit le pouvoir et fut remplacé par un ancien général qui décida de dissoudre le Parlement et de mettre en place un régime dictatorial.

En Égypte, (...) un courant nationaliste antibritannique émergea au cours de la première décennie du siècle. Mais il fut bientôt brisé par les autorités qui interdirent ses journaux et emprisonnèrent ou bannirent ses dirigeants.

### L'insurrection irlandaise

Si l'Inde était la plus grande colonie britannique, L'Irlande était la plus ancienne et, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, elle avait autant souffert que n'importe quelle partie de l'Asie ou de l'Afrique. C'est là, le lundi de Pâques 1916, que se produisit le premier soulèvement moderne contre un empire colonial. Il existait en Irlande depuis plus d'un siècle deux traditions d'opposition à la domination anglaise. L'une s'incarnait dans le nationalisme constitutionnel, dont le but était de contraindre la Grande-Bretagne à concéder une autonomie limitée (*Home Rule*) en gagnant des sièges au Parlement britannique. L'autre était représentée par le républicanisme, qui tentait de mettre sur pied une rébellion armée à l'aide d'une organisation clandestine : la Fraternité républicaine irlandaise (Irish Republican Brotherhood), ou *Fenians*.

Le jour de Pâques 1916, quelque 800 rebelles armés prirent le contrôle des bâtiments publics du centre du Dublin, notamment la poste centrale. La plupart d'entre eux étaient républicains et avaient pour leader le poète et instituteur Padraic Pearse. Mais ils combattaient aux côtés de l'Armée des citoyens irlandais (Irish Citizen Army), une milice armée dont les effectifs étaient plus limités. Cette dernière avait été constituée à la suite des neuf mois du lock-out de Dublin par James Connolly, fondateur du socialisme irlandais et ancien organisateur des IWW (Industrial Workers of the World) américains. L'organisation du soulèvement se révéla défectueuse. Le commandant d'un des groupes annula l'ordre de mobilisation, réduisant de deux tiers le nombre des participants, et des tentatives de débarquer des armes allemandes furent déjouées par les forces britanniques. Mais, surtout, la population de Dublin réagit à l'insurrection avec indifférence.

Au final, la révolte allait secouer la domination britannique en Irlande. Les mesures que prit, pour briser la révolte, la classe dirigeante anglaise paniquée – le bombardement du centre de Dublin par des navires de guerre et l'exécution des dirigeants alors qu'ils s'étaient rendus en hissant le drapeau blanc – créèrent une animosité croissante envers le joug britannique. Celle-ci s'approfondit en 1918 lorsque le gouvernement anglais fut sur le point d'introduire la conscription en Irlande. Les candidats du Sinn Fein, partisans du boycott du Parlement britannique, remportèrent haut la main les élections, et les candidats unionistes probritanniques perdirent même la moitié de leurs sièges dans la province septentrionale d'Ulster. Les représentants du Sinn Fein se réunirent à Dublin et s'autoproclamèrent nouveau Parlement (Dail) de la République irlandaise ; ils choisirent pour président Eamon De Valera, l'un des commandants de 1916. Pendant ce temps, les rebelles armés se regroupèrent dans une organisation de guérilla, l'IRA (Irish Republican Army), dirigée par l'ancien employé de bureau Michael Collins, qui fit serment d'allégeance au Dail. Ensemble, ils parvinrent à rendre l'Irlande ingouvernable, boycottant tribunaux et percepteurs anglais, et organisant des actions armées et des grèves contre les mouvements de troupes britanniques.

Les Anglais réagirent avec la férocité barbare caractéristique de trois siècles d'impérialisme : ils emprisonnèrent les dirigeants irlandais élus, pendirent de prétendus rebelles, eurent recours à des bandes d'assassins pour exécuter des suspects républicains, ouvrirent le feu à la mitrailleuse sur le public venu assister à un match de football et formèrent le groupe mercenaire des Black and Tans, qui allait commettre diverses atrocités contre des civils, sauf dans le Nord-Est, où des bandes sectaires protestantes, armées par les

Britanniques, chassèrent les catholiques de leurs emplois et de leurs maisons, et firent régner la terreur au sein de la population nationaliste afin qu'elle se soumette.

Les procès-verbaux des réunions de cabinet révèlent que la classe dirigeante britannique n'avait pas d'idée précise sur l'orientation à suivre. La question irlandaise était gênante sur le plan international, dans la mesure où elle constituait un thème populaire pour les politiciens américains cherchant à affaiblir l'Empire britannique. Elle causait d'énormes problèmes politiques en Grande-Bretagne, où une portion considérable de la classe ouvrière était d'origine irlandaise. Elle créa même des ennuis dans d'autres parties de l'empire, notamment en Inde, où les soldats irlandais du régiment britannique des Connaught Rangers se mutinèrent. Pourtant, la majorité des ministres considéraient toute concession au nationalisme irlandais comme une trahison de l'empire et un encouragement à la révolte coloniale dans d'autres régions du monde.

Finalement, en 1921, le Premier ministre britannique, Lloyd George, trouva une solution. Lors de négociations avec une délégation irlandaise menée par Collins, il menaçait de se livrer à une politique de la terre brûlée et de répression totale si les Irlandais ne consentaient pas à laisser les six comtés d'Irlande du Nord sous administration britannique, à fournir aux Anglais des bases dans certains ports et à faire serment d'allégeance à la Couronne britannique. Sous la pression de certaines fractions de la classe moyenne, qui craignaient les conséquences qu'une guerre totale ne manquerait pas d'avoir sur leurs possessions, Collins accepta le compromis qui remporta une courte majorité au Dail. De Valera le rejeta, de même que la majorité de l'IRA, qui le considérait comme une trahison. La guerre civile éclata entre les deux groupes après que Collins eut plié devant la pression anglaise, acceptant des armes britanniques et expulsant les membres de l'IRA des bâtiments qu'ils contrôlaient dans le centre de Dublin. En 1923, lorsque les républicains enterrèrent finalement la hache de guerre, la stratégie de Lloyd George avait parfaitement fonctionné.

Il y avait désormais en Irlande une sorte de gouvernement indépendant, mais il administrait un pays appauvri, coupé des zones industrielles entourant Belfast et avec peu d'espoir de surmonter les effets dévastateurs des siècles de colonialisme britannique. (...) Pendant un demi-siècle, la seule façon pour de nombreux jeunes gens de s'assurer un avenir convenable fut d'émigrer en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Pour ceux qui restaient, la vie se partageait entre, d'une part, la pauvreté et, d'autre part, le catholicisme stérile prêché par l'Église irlandaise.

Pendant ce temps, et jusqu'en 1972, l'Irlande du Nord fut dirigée par un parti unioniste sous la domination des propriétaires terriens et des industriels qui utilisaient le fanatisme du parti orangiste pour opposer la majorité protestante des travailleurs à la minorité catholique. James Connolly, exécuté après le soulèvement de 1916, avait prédit que la partition provoquerait 'un festival de réaction des deux côtés de la frontière ». Les événements confirmèrent son pronostic. L'impérialisme britannique avait su jouer avec la peur des classes possédantes irlandaises et sortir pratiquement indemne de la première menace importante contre son pouvoir. C'était une leçon qu'il allait pouvoir appliquer ailleurs.

### Le mouvement national indien

La guerre, en interrompant les flux d'importations et en créant de nouveaux marchés gigantesques pour les fournitures militaires, stimula également les industries locales. Ces nouvelles industries furent à l'origine du même changement que celui qui s'était produit lors

de la révolution industrielle en Europe : la transformation des anciens paysans, artisans et travailleurs occasionnels en une classe ouvrière moderne. Cette classe ne représentait encore qu'une petite proportion de la population active totale – moins de 0,5% dans le cas de la Chine. Mais, en termes absolus, elle avait une taille respectable : il y avait environ 2,6 millions d'ouvriers en Inde et 1,4 million en Chine. Ils étaient concentrés dans des villes centrales pour la communication et l'administration comme Bombay, Calcutta, Canton et Shanghai, où la classe ouvrière constituait déjà un cinquième de la population et, d'après l'historien du mouvement ouvrier chinois Jean Chesneaux, était « capable d'exercer un poids plus important que sa taille réelle par rapport à la population totale ne le laissait supposer ».

Les étudiants, les intellectuels et les professions libérales, qui défiaient les puissances impériales et leurs collaborateurs locaux, comptaient désormais deux alliés potentiels : d'un côté, les capitalistes indigènes, qui désiraient un État capable de défendre leurs intérêts contre les étrangers ; de l'autre, les ouvriers, qui avaient leurs propres griefs contre la police, les administrateurs et les superviseurs d'origine étrangère.

En Inde, la colère s'exprima en 1918-1920 dans une vague d'agitation qui s'empara de tout le sous-continent. À Bombay, une grève du textile s'étendit jusqu'à réunir 125 000 travailleurs. Des émeutes de la faim éclatèrent à Bombay, à Madras et au Bengale, et des manifestations violentes contre les prêteurs sur gages se produisirent à Calcutta. Les manifestations de masse, les grèves et les émeutes touchèrent de nombreuses régions de l'Inde. C'est le moment que choisit un certain général Dyer pour ordonner à ses troupes d'ouvrir le feu sur des milliers de manifestants regroupés sur une place fermée, le Jallianwala Bagh, à Amritsar ; 379 personnes furent tuées, 1200 autres blessées. Le massacre suscita l'indignation et entraîna de nouvelles manifestations et des attaques contre les bâtiments gouvernementaux et les lignes télégraphiques. Au cours des six premiers mois de 1920, plus de 200 grèves furent déclenchées, auxquelles prirent part 1,5 million d'ouvriers. Un rapport gouvernemental relevait alors « une fraternisation sans précédent entre hindous et musulmans (...). Même les classes inférieures consentent à oublier leurs divergences. D'extraordinaires scènes de fraternisation se sont produites. Des hindous ont publiquement accepté l'eau des mains de musulmans, et vice versa ».

Mais l'ampleur des mobilisations inquiéta jusqu'aux dirigeants du mouvement nationaliste, dont la personnalité la plus influente était Mahatma Gandhi. Fils de ministre d'une petite principauté, il avait étudié pour devenir avocat à Londres. Mais il découvrit que s'habiller comme un paysan et revendiquer les traditions religieuses hindoues lui permettait de combler le fossé linguistique et culturel séparant les professions libérales anglophones de la grande masse des Indiens vivant dans les campagnes, ce qui était inaccessible au jeune Jawaharlal Nehru, éduqué à Harrow et connaissant mal l'hindi. Gandhi était par ailleurs proche d'un groupe de capitalistes indiens attendant du Congrès qu'il défende les marchés protégés qu'ils appelaient de leurs vœux.

Pour maintenir la cohésion d'une telle coalition d'intérêts divergents, il fallait décourager l'agitation qui, partie d'un conflit avec les capitalistes britanniques, risquait de dégénérer en conflit avec les capitalistes indiens. La réponse de Gandhi consista à promouvoir le refus pacifique, discipliné, de coopérer avec les autorités. L'homme qui avait appelé à soutenir l'impérialisme britannique dans sa guerre contre l'Allemagne se faisait désormais l'apôtre de la non-violence (*ahimsa*). Et il mit des limites étroites à ce refus pacifique de coopérer, afin d'éviter notamment qu'il ne se transforme en lutte de classes : il décida de ne

pas appeler au non-paiement des impôts généraux au motif que cela pouvait encourager les paysans à ne pas payer les rentes aux *zamindars*.

Mais un mouvement tel que celui qui parcourut l'Inde en 1918-1921 ne pouvait être discipliné de la manière souhaitée par Gandhi. Le niveau de la répression exercée par la police et l'armée britanniques, d'une part, et l'intensité de la colère parmi les paysans, les ouvriers et les pauvres des villes, d'autre part, transformaient régulièrement les manifestations pacifiques en confrontations violentes : ce fut le cas à Ahmedabad, Viramgam, Kheda, Amritsar et Bombay. En février 1922, ce fut le tour de Chauri Chaura, un village du Bihar. La police ouvrit le feu après des échauffourées lors d'une manifestation et la foule répondit en incendiant le commissariat, tuant vingt-deux policiers ; cent soixante-douze paysans furent tués en représailles. Sans consulter personne dans la direction du Congrès, Gandhi appela immédiatement à l'arrêt du mouvement de protestation, donnant ainsi aux autorités britanniques le moment de répit dont elles avaient désespérément besoin. Le gouverneur de Bombay, lord Lloyd, devait plus tard admettre que la campagne « nous fit peur » et « fut à deux doigts de réussir ». Désormais, les autorités britanniques avaient la voie libre pour arrêter Gandhi et stopper le mouvement, lequel fut renvoyé dix ans en arrière. Pire encore, les divisions religieuses refirent surface dès lors que chaque groupe fut livré à lui-même face à la puissance britannique. De violents affrontements éclatèrent entre hindous et musulmans dans tout le sous-continent au milieu et à la fin des années 1920.

#### La première révolution chinoise

La montée en puissance du mouvement national fut encore plus forte en Chine qu'en Inde, la classe ouvrière industrielle nouvellement formée y jouant un plus grand rôle et subissant, au final, une défaite plus grave encore. Le 4 mai 1919, la Chine apprit que les puissances victorieuses réunies à Versailles avaient accordé les anciennes concessions allemandes dans le pays au Japon, malgré la promesse du président américain Woodrow Wilson relative au « droit des nations à l'autodétermination ». Japonais, Britanniques et Français contrôlaient déjà le réseau ferroviaire, les ports, les rivières et les canaux, et s'octroyaient la majeure partie des revenus fiscaux et douaniers, pendant que la police et les soldats des puissances étrangères maintenaient l'« ordre » dans les zones de « concessions des grandes villes. (...) Pendant ce temps, soutenus par les différentes puissances, des généraux chinois rivaux, agissant en seigneurs de la guerre, se partageaient le reste du pays. La plus grande partie de l'intelligentsia avait fait confiance au libéralisme américain pour mettre fin à cet état de choses ; elle se sentit dès lors abandonnée.

Les manifestations étudiantes devinrent le catalyseur où se déversèrent les frustrations de millions de personnes. Des résolutions furent votées, des meetings organisés, les marchandises japonaises boycottées et une grève générale dirigée par les étudiants de Shanghai fut décidée. Les étudiants, les professions libérales et un nombre croissant d'ouvriers étaient convaincus qu'il fallait agir pour mettre fin au dépeçage du pays entre les puissances impérialistes et au déclin économique des campagnes. (...) Cette vision se répandit parmi les centaines de milliers d'étudiants et d'enseignants des « nouveaux » établissements d'éducation chinois. Ils étaient encouragés par les capitalistes chinois et s'identifiaient volontiers au Guomindang de Sun Yat-sen. Mais, dans le même temps, la révolution russe exerçait une influence majeure sur certains intellectuels et étudiants, qui commencèrent à utiliser le marxisme pour donner un sens à ce qui se passait dans le pays. L'intérêt pour le marxisme s'accrut lorsque la classe ouvrière chinoise naissante se trouva de plus en plus

fréquemment engagée dans des mouvements de grèves et de boycotts qui « (gagnaient) en ampleur et en vigueur dans les diverses industries et les différentes régions ».

Dans les années 1924-1927 (...) Canton, dans le Sud du pays, était devenu le point de focalisation des intellectuels nationalistes. Sun Yat-sen y avait établi un gouvernement constitutionnel, mais son emprise sur le pouvoir était précaire et il recherchait un plus large soutien. Il demanda à la Russie soviétique de l'aider à réorganiser le Guomindang et invita des membres du Parti communiste chinois récemment formé à le rejoindre. La valeur de ce soutien devint claire lorsque des capitalistes « compradores » liés aux intérêts britanniques tentèrent d'utiliser contre Sun Yat-sen leur propre force armée, les Volontaires marchands (Merchant Volunteers), qui comptaient 100 000 combattants. La Conférence des délégués ouvriers, dirigée par les communistes, vint à sa rescousse. Son Armée des organisations du travail contribua à briser l'emprise des Merchant Volunteers, pendant que les ouvriers imprimeurs empêchaient les journaux de les soutenir.

Le pouvoir obtenu en combinant manifestations ouvrières et revendications nationales fut à nouveau démontré, en 1925, en dehors de Canton. Une grève générale paralysa Shanghai après que la police eut tiré sur une manifestation en soutien à une grève dans des filatures de coton possédées par des japonais. Pendant un mois, des piquets syndicaux tenus par des hommes armés de matraques contrôlèrent le mouvement des marchandises et retinrent prisonniers les briseurs de grève ; dans le même temps, des grèves et des manifestations de solidarité furent organisées dans plus d'une douzaine d'autres grandes villes. Une autre grève importante, mêlant revendications nationalistes (comme l'égalité de traitement entre Chinois et Européens) et économiques, paralysa Hong Kong pendant treize mois. Des dizaines de milliers de grévistes hongkongais reçurent le gîte et le couvert à Canton, où « l'étendue des responsabilités du Comité de grève débord(ait) très largement sur le champ normal d'activités d'un organisme syndical (...), c'est un véritable pouvoir ouvrier (...) qui s'esquiss(a) à Canton pendant l'été 1925 et le terme de "Gouvernement n°2" (était) couramment employé à cette époque pour le désigner (...). Le Comité dispos(ait) de plusieurs milliers d'hommes armés répartis en une hiérarchie militaire ».

La grève contribua à créer une atmosphère qui donna aux nationalistes de Canton le sentiment d'être assez forts pour marcher vers le nord contre les seigneurs de la guerre qui contrôlaient le reste du pays. La marche, connue sous le nom d' « expédition du Nord », commença au début de l'été 1926. Commandée par le général Tchang Kaï-chek, son organisation centrale était composée d'un groupe d'officiers sortis de l'académie militaire de Huangpu, alors dirigée par les Soviétiques. Des membres de l'armée ouvrière montée au moment de la grève de Hong Kong s'empressèrent de s'y porter volontaires. La marche vers le nord fut un triomphe en termes militaires. Les armées des seigneurs de la guerre, composées de mercenaires mus par l'appât du gain, ne purent résister à l'enthousiasme révolutionnaire des troupes de Tchang Kaï-chek. Les ouvriers des villes contrôlées par les seigneurs de la guerre se mirent en grève à mesure que l'expédition du Nord approchait.

Au mois de mars 1927, l'expédition approchait de Shanghai. Une grève générale suivie par 600 000 ouvriers éclata, et un soulèvement organisé par les milices syndicales prit le contrôle de la ville avant l'arrivée de Tchang Kaï-chek. Le pouvoir passa entre les mains d'un gouvernement contrôlé par les dirigeants ouvriers, même s'il comportait quelques nationalistes issus de la grande bourgeoisie. Pendant quelques jours, il sembla que le nationalisme révolutionnaire était en passe de détruire le pouvoir des seigneurs de la guerre,

de briser l'emprise des puissances étrangères et de mettre fin à la fragmentation, à la corruption et à l'appauvrissement du pays.

Ces espoirs allaient cependant être déçus, comme l'avaient été des espérances semblables en Irlande et en Inde, pour des raisons similaires. Les victoires de l'expédition du Nord reposaient sur le sentiment révolutionnaire, qui se nourrissait lui-même des succès militaires. Mais les officiers de l'armée étaient issus d'une couche sociale que cette ambiance terrifiait. Ils venaient de familles de négociants et de propriétaires terriens qui profitaient de l'exploitation des ouvriers et, plus encore, de la condition misérable des paysans. Ils ne concevaient le mouvement ouvrier que comme un pion dans leurs manœuvres pour prendre le pouvoir et, en tant que tel, ils étaient prêts à le sacrifier. Tchang Kaï-chek avait déjà commencé à réprimer le mouvement ouvrier de Canton en arrêtant un certain nombre de militants communistes et en harcelant les syndicats. Il préparait désormais des interventions encore plus drastiques à Shanghai ; il laissa les forces insurrectionnelles victorieuses lui remettre la ville, puis se concerta avec de riches marchands et banquiers chinois, les représentants des puissances étrangères et les gangsters de la ville. Il s'arrangea alors pour que les gangs organisent une attaque avant l'aube sur les locaux des principaux syndicats de gauche. Les piquets ouvriers furent désarmés et leurs responsables arrêtés. Les manifestations qui s'ensuivirent furent accueillies à la mitrailleuse et des milliers de militants périrent sous les coups du régime de terreur qui se mit en place. Les organisations de la classe ouvrière qui contrôlaient la ville quelques jours plus tôt étaient anéanties.

Tchang Kaï-chek remportait ainsi une victoire contre la gauche, mais seulement au prix d'un renoncement à toute possibilité d'éliminer la domination étrangère ou de contrôler les seigneurs de la guerre. (...) Au cours des dix-huit années suivantes, son gouvernement devint tristement célèbre pour sa corruption, son gangstérisme et son incapacité à s'opposer aux envahisseurs étrangers. Cet épisode témoignait de manière tragique que les dirigeants nationalistes de la classe moyenne trahiraient toujours leur propre mouvement si c'était le prix à payer pour maintenir les ouvriers et les paysans à leur place. C'était, aussi, le signe de l'abandon des principes révolutionnaires par ceux qui dirigeaient désormais l'URSS ; ceux-ci avaient en effet conseillé aux ouvriers chinois de faire confiance à Tchang Kaï-chek après les actions qu'il avait menées contre eux à Canton.

### La révolution mexicaine

De l'autre côté de l'Atlantique, le Mexique avait connu un soulèvement comparable au moment où la guerre mondiale éclatait en Europe. Il jouissait d'une indépendance formelle depuis la fin du règne espagnol en 1820, mais une petite élite de Créoles (*criollos*) continuait à écraser la grande masse des Indiens et des métis (*mestizos*), et les trente-trois années de la présidence, de plus en plus dictatoriale, de Porfirio Diaz avaient vu s'installer une domination croissante du capital étranger, essentiellement américain, sur l'économie.

De leur côté, les capitalistes mexicains prospéraient comme partenaires subordonnés (*junior partners*), parfois amers, des étrangers. Puis la crise financière mondiale frappa le Mexique en 1907 et brisa les espoirs de rejoindre le club des pays avancés. Francisco Madero, rejeton d'une riche famille de planteurs, d'industriels du textile et de propriétaires de mines, put alors recueillir le soutien de la classe moyenne pour se débarrasser du dictateur et fournir ainsi un but à la colère populaire. Des révoltes armées éclatèrent, dirigées dans le Nord du pays par l'ancien voleur de bétail Francisco (« Pancho ») Villa, et dans le Sud par un petit fermier, Emiliano Zapata. Finalement, le dictateur prit le chemin de l'exil et Madero fut élu

président. Mais les revendications de l'armée paysanne de Zapata pour un partage des grands domaines indisposèrent les nombreux sympathisants nantis de Madero – ainsi que le gouvernement américain – plus encore que ne l'avait fait le comportement de l'ancien dictateur. Une longue série de batailles sanglantes s'ensuivit. L'armée de Madero affronta les armées paysannes du Nord et du Sud avant que Madero ne soit assassiné par un de ses généraux, Victoriano Huerta, avec le soutien de l'ambassadeur américain. Deux membres aisés de la classe moyenne ? Venustiano Carranza et Alvaro Obregon, formèrent alors une armée « constitutionnaliste » pour poursuivre les visées de Madero. Puis Zapata et Villa finirent par vaincre Huerta et occuper Mexico.

Une célèbre photographie de novembre 1914 montre Zapata et Villa posant côte à côte dans le palais présidentiel. Ce fut l'apogée de la révolution, mais aussi son point final. Les dirigeants des armées paysannes se révélèrent incapables de constituer un pouvoir national. Ils n'avaient aucun programme pour unifier les ouvriers et les paysans autour d'un projet révolutionnaire, même si Zapata serait plus tard sur le point d'y parvenir. Ils quittèrent la capitale et se retirèrent dans leurs fiefs où ils organisèrent une résistance, inefficace, aux généraux constitutionnalistes qui refusaient de mettre en œuvre une véritable réforme agraire.

Il n'y eut pas immédiatement de contre-révolution, comme ce sera le cas en Chine douze ans plus tard. Carranza et Obregon continuèrent à utiliser la rhétorique révolutionnaire, à résister aux pressions américaines et à promettre des concessions au peuple. Il fallut attendre l'assassinat de Zapata, en avril 1919, pour que les capitalistes mexicains se sentent à nouveau en sécurité. Même après cela, les politiciens de la classe moyenne continuèrent à exploiter les sentiments soulevés par la révolution à leur propre profit, dirigeant le pays pratiquement comme un État à parti unique par le biais du Parti révolutionnaire institutionnel. En réalité, le Mexique restait un abri sûr pour le capitalisme.

Dans un texte rédigé à Moscou en 1927, Léon Trotski tira les leçons des révoltes dans ce que nous appelons aujourd'hui le tiers monde. Il s'appuya sur les commentaires de Marx à propos de l'Allemagne post-1848 et sur sa propre analyse de la Russie d'après 1905. Les commentateurs précédents avaient relevé le développement « inégal » du capitalisme, comment il prenait racine dans certaines parties du monde avant de se répandre ailleurs. Il déplaça l'accent sur le « développement inégal et *combiné* ». L'argumentation de Trotski s'articule de la façon suivante : la montée en puissance du capitalisme a créé un système mondial dont l'impact, y compris sur les régions en retard sur le plan économique, a fait voler en éclats les classes dirigeantes traditionnelles et détruit les anciennes classes moyennes. Le contrôle exercé par les classes dirigeantes coloniales, le capital étranger et la concurrence des industries des pays déjà développés ont neutralisé le développement des classes capitalistes indigènes. Les classes moyennes ont cherché à détruire cet obstacle à leur propre développement en luttant pour un État national indépendant. Mais, ce faisant, elles ont indirectement incité à l'action des classes dont elles avaient peur ; en effet, les systèmes de transports et les enclaves industrielles modernes avaient engendré des classes ouvrières alphabétisées et combatives, et sorti des millions d'individus de l'isolement de leurs villages. La crainte provoquée par ces classes sociales poussa les « capitalistes nationaux » et une grande partie des classes moyennes à taire leur hostilité envers les vieilles classes dirigeantes ou les puissances coloniales. Par conséquent, seule une révolution « permanente », dans laquelle la classe ouvrière prendrait l'initiative en s'appuyant sur la colère de la paysannerie, pouvait mener à bien les tâches nationales et démocratiques que la bourgeoisie nationale prétendait soutenir.

## Chapitre 43

### Les Années folles

---

La « *nouvelle ère* », le « *Jazz Age* », les « *Golden Twenties* », c'est en ces termes que les médias et les politiciens bourgeois célébraient l'Amérique des années 1920. À la fin de la guerre, celle-ci était devenue la première puissance économique mondiale, prospérant pendant que l'Angleterre et l'Allemagne s'entredéchiraient, récupérant de nombreux investissements britanniques à l'étranger et continuant à croître (en 1928, la production était deux fois supérieure à celle de 1914). Cette croissance s'accompagna d'une transformation en apparence magique de la vie d'un grand nombre de personnes. Les inventions des années 1890 et 1900, jusque-là réservées à une petite minorité de riches, se diffusaient désormais massivement : l'éclairage électrique, le gramophone, la radio, le cinéma, l'aspirateur, le réfrigérateur, le téléphone... Les usines d'Henry Ford sortirent la première automobile produite à la chaîne, le modèle T ; ce qui avait été jusqu'alors un jouet pour les riches fit son apparition dans les quartiers de la classe moyenne, et même dans certains quartiers ouvriers.

Durant cette période, la récession et le chômage n'étaient plus qu'un lointain souvenir, à tel point que l'on commençait à considérer la « prospérité » comme allant de soi. L'économiste américain Alvin H. Hansen exprimait l'opinion dominante lorsqu'il écrivait en 1927 que les « maladies d'enfance » du capitalisme « diminuaient en intensité » et que « le caractère du cycle industriel était en train de changer ». (...) En Europe, l'arrivée de cette nouvelle ère fut retardée. En Allemagne, la crise de 1923 – alors que le pays s'attendait à une révolution socialiste ou à une dictature fasciste imminente – fut suivie d'une brève période de déflation sauvage, tempérée par des prêts américains (le plan Dawes) qui redonnèrent de la vitalité au capitalisme. La production industrielle monta en flèche pour dépasser le niveau de 1914, permettant le rétablissement de la stabilité politique. Les élections de 1928 aboutirent à la formation d'un gouvernement de coalition social-démocrate, pendant que les nazis n'obtenaient que 2% des voix et les communistes 10,6%. (...) La classe moyenne profitait de tout un ensemble de biens de consommation nouveaux fabriqués par les industries de production de masse, et rien ne permettait de penser que ces avantages ne bénéficieraient pas également à la classe ouvrière dans un avenir proche.

L'idée que le capitalisme était parvenu à une stabilité de long terme alla jusqu'à atteindre le groupe dirigeant en URSS. En 1925, ses deux personnalités dominantes, le secrétaire général du parti, Joseph Staline, et le théoricien Nicolas Boukharine, s'appuyèrent sur cette conviction pour justifier leur nouvelle doctrine, selon laquelle le socialisme pouvait être construit dans un seul pays. Le capitalisme s'était stabilisé, disaient-ils, rendant la perspective d'une révolution peu plausible. Reprenant les termes du social-démocrate allemand Hilferding, Boukharine proclamait que l'Occident était parvenu au stade du « capitalisme organisé », qui permettait une expansion économique rapide et rendait les crises beaucoup moins probables.

## Chapitre 44

### La Grande Dépression

---

Les espoirs de la période du *Jazz Age* volèrent en éclats le 24 octobre 1929, le fameux « Jeudi noir ». Ce jour-là, la Bourse américaine chuta de presque un tiers. De riches spéculateurs qui avaient joué leur fortune perdirent tout, et les journaux se firent l'écho des

onze « suicides de Wall Street ». C'était la fin d'une époque pour tous ceux qui avaient cru à « l'argent tombant du ciel ». (...) À la fin de 1932, le PIB mondial avait chuté d'un tiers, et celui des États-Unis de 46%. Jamais une récession n'avait été si forte et n'avait duré si longtemps. Trois ans après son déclenchement, aucun signe de rétablissement ne s'annonçait. Aux États-Unis et en Allemagne, un bon tiers de la population active était au chômage, et en Grande-Bretagne un cinquième.

De la même manière que le conflit en Europe était devenu une guerre mondiale, la récession aux États-Unis et en Europe occidentale devint une crise mondiale. Elle dévasta les pays du tiers monde dont les économies avaient été ajustées pour produire des denrées alimentaires et des matières premières. Tout d'un coup, il n'y eut plus de débouchés pour leur production. Des populations qui venaient à peine d'être intégrées au monde monétaire ne pouvaient plus y avoir accès, tout en n'ayant plus aucun autre moyen d'assurer leur subsistance. La crise ne se borna pas à frapper les classes exploitées. Elle sema la dévastation dans la classe dominante, des entreprises anciennes déposant le bilan en cascade. Les financiers se trouvèrent dans la hantise de rejoindre les rangs des banqueroutiers, et les industriels virent leurs profits disparaître en même temps que leurs marchés. Ils se tournèrent vers les États pour qu'ils les protègent de la concurrence étrangère, avec des dévaluations successives des monnaies nationales, les capitalistes de chaque pays essayant de vendre moins cher que leurs rivaux. Les uns après les autres, les pays imposèrent des droits de douane et des quotas, taxant et restreignant les importations. Même la Grande-Bretagne, bastion du libre-échange depuis 1846, suivit le mouvement. Le commerce mondial tomba à un tiers du niveau de 1928.

Les moins « avancés » en termes capitalistes furent ceux qui s'en sortirent le mieux (les fermiers pratiquant une agriculture de subsistance encore à peine intégrés à l'économie monétaire). Ceux qui n'avaient que leur force de travail à vendre n'avaient plus rien sur quoi s'appuyer. Même la vieille solution de l'émigration en Amérique était bloquée par le chômage de masse. À Londres, Chicago, Berlin et Paris ; à Glasgow, Marseille et Barcelone ; à Calcutta, Shanghai, Rio, Dublin, Le Caire et La Havane, c'était partout la même désolation, partout la même amertume qui pouvait s'enflammer en espoirs nouveaux ou se transformer en désespoir.

Les années 1930 furent une décennie dans laquelle les forces de l'espoir et du désespoir luttèrent dans les rues de toutes les grandes villes, où la révolution et la contre-révolution se prirent mutuellement à la gorge. Cette période se termina par une victoire de la Contre-Révolution qui plongea le monde dans une autre guerre, dans laquelle les atrocités surpassèrent celles de 1914-1918.

#### URSS : la révolution à l'envers

Le communisme fut un des bénéficiaires de la récession en Occident et dans le tiers monde. L'effondrement du capitalisme confirmait ce que les révolutionnaires proclamaient depuis une quinzaine d'années, et ceux qui luttèrent le plus énergiquement contre les effets de la crise furent les communistes. Ils dirigèrent les manifestations de chômeurs, réprimées par la police, à New York, Chicago, Londres, Birkenhead, Berlin et Paris. Ils menèrent des luttes défensives désespérées contre les baisses de salaires dans les mines de Fife et du Pays de Galles, dans les vergers de Californie et les usines automobiles de Paris.

Les années 1930 sont parfois appelées la « décennie rouge » à cause de la séduction que le communisme exerçait alors sur de nombreux intellectuels. Dès 1933, il attirait des romanciers américains tels que John Steinbeck, John Dos Passos, Theodore Dreiser, James T. Farrell, Richard Wright et Dashiell Hammett, l'écrivain écossais Lewis Grassie Gibbon, les Anglais W. H. Auden et Christopher Isherwood, le Français André Gide et le dramaturge allemand Bertolt Brecht. À leurs côtés se trouvait une foule de personnalités moins connues, écrivant des romans « prolétariens », apportant aux masses un théâtre d' « agit-prop » et s'exprimant dans de petits magazines littéraires. Le basculement à gauche des intellectuels était l'expression d'un sentiment bien plus large parmi ceux qui recherchaient des alternatives aux horreurs de la crise, un sentiment présent chez une minorité d'ouvriers d'usine et dans les files de chômeurs un peu partout dans le monde. La plupart d'entre eux ne rejoignirent jamais le Parti communiste, mais, même s'ils n'y adhéraient pas entièrement, ils voyaient le communisme comme une alternative.

Dans les années 1930, le communisme était pour tout un chacun indissociable de l'Union soviétique, et il impliquait que la révolution se produirait ailleurs. Pourtant, au moment du krach de Wall Street, la révolution de 1917 n'était plus qu'un vieux souvenir en URSS. (...) Alors qu'en 1922 environ 65% du personnel de direction dans l'industrie étaient officiellement considérés comme des ouvriers, en 1923 ils n'étaient plus que 36% à avoir ce statut. Si, à l'époque de la mort de Lénine, le régime était encore à certains égards socialiste, ce n'était pas à cause de sa base sociale, mais parce que ceux qui prenaient les décisions au sommet avaient encore des aspirations socialistes. Comme l'écrivait Lénine, « la politique prolétarienne du Parti est déterminée actuellement non par ses effectifs, mais par l'autorité immense et sans partage de cette couche très mince que l'on peut appeler la vieille garde du Parti ». Mais, pendant que Lénine agonisait, la « vieille garde » elle-même était atteinte par les influences corrosives à l'œuvre dans le reste du Parti. Le dernier acte politique de Lénine fut de rédiger un testament qui recommandait d'écarter Staline du poste de secrétaire général en raison de la brutalité du traitement bureaucratique qu'il réservait aux autres membres du Parti. Les éléments dominants de la direction du Parti – Zinoviev, Kamenev, Boukharine et Staline – choisirent d'ignorer le testament et de le garder secret.

En 1923-1924, une nouvelle opposition fut créée avec une lettre ouverte de quarante-six bolcheviques de la première critiquant la bureaucratisation du Parti. Cette Opposition de gauche se regroupa autour de Trotski, président du soviét de Saint-Pétersbourg en 1905, organisateur de l'insurrection d'Octobre et fondateur de l'Armée rouge. Elle affirmait que la seule voie à suivre résidait dans trois ensembles de mesures liées entre elles : l'expansion de l'industrie, de manière à accroître le poids social de la classe ouvrière, l'amélioration de la démocratie ouvrière et la chasse aux tendances bureaucratiques dans le Parti et dans l'État. Seules celles-ci pouvaient préserver la pérennité de l'État ouvrier en attendant que la révolution se répande à l'échelle internationale. Un torrent d'injures tel que le Parti n'en avait jamais connu se déversa contre l'opposition. (...) Les diatribes se succédaient sur le « trotskisme », et Trotski lui-même fut contraint de quitter la position clé qu'il occupait à la tête de l'Armée rouge pour rôle secondaire comme ministre de la Science et de la Technologie, pendant que Staline accumulait de plus en plus de pouvoirs entre ses mains.

En 1926 (...) c'est à ce moment-là que Staline et Boukharine donnèrent au conservatisme bureaucratique sévissant dans le Parti les moyens de s'exprimer en élaborant une doctrine entièrement nouvelle : le « socialisme dans un seul pays ». Jusqu'alors, tous les dirigeants du bolchevisme s'accordaient sur le fait que, tandis que les ouvriers pouvaient établir leur État dans un seul pays, ils ne pouvaient avancer vers le véritable socialisme sur

cette base unique. Surmonter l'héritage de 5000 ans de société de classes ne serait possible qu'en utilisant tous les moyens de production créés par le capitalisme industriel moderne – et ceux-ci se déployaient à l'échelle mondiale, non dans un seul pays, et en aucun cas dans un pays arriéré comme la Russie. La révolution devait se répandre ou mourir.

Staline et Boukharine représentaient un groupe dirigeant qui craignait et combattait tout ce qui pouvait mettre en péril ses privilèges bureaucratiques. Ses principales caractéristiques étaient l'inertie et l'autosatisfaction. L'idée que l'URSS pouvait tout simplement ignorer le monde extérieur, se replier sur ses ressources et, selon la formule célèbre de Boukharine, « construire le socialisme à pas de tortue », convenait à un tel état d'esprit. C'est la raison pour laquelle tous les permanents du Parti engagés dans des compromis quotidiens avec les cadres d'usine, les paysans riches et les commerçants arrivistes s'empressèrent de soutenir Staline et Boukharine contre ceux qui tentaient de leur rappeler la démocratie ouvrière et la révolution mondiale. Cela permit au groupe dirigeant de recourir à des mesures encore plus répressives, faisant appel à la police pour disperser une manifestation de soutien à l'opposition organisée par des ouvriers de Petrograd pour le dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, excluant l'opposition du Parti, condamnant ses membres à l'exil dans des régions lointaines et expulsant finalement Trotski d'URSS.

Et pourtant, l'atmosphère qui régnait en Union soviétique jusqu'en 1928 était très différente de celle qui caractérisait les années 1930, ce que de nombreux ouvrages sur le *goulag* ou les camps de concentration de Staline passent sous silence. La terreur rouge avait diminué en intensité après la guerre civile. En 1928, les camps n'hébergeaient que 28 000 prisonniers, lesquels n'étaient pas soumis au travail forcé. Bref, il ne s'agissait pas encore d'un régime totalitaire.

En même temps que certaines fractions de la paysannerie s'enrichissaient, elles exigeaient davantage de l'État et passaient à l'action pour l'obtenir. Et les grandes puissances capitalistes, toujours résolues à se partager le monde, continuaient de nourrir secrètement le désir de dépecer la Russie. Les deux problèmes s'exacerbèrent au milieu de l'année 1928. Les paysans commencèrent à refuser de vendre leurs céréales aux villes, et la Grande-Bretagne, jusque-là le plus important partenaire commercial de la Russie, rompit les relations diplomatiques et imposa une interdiction quasi totale des échanges. Une crise politique ébranla le Kremlin. Comme l'explique Reiman, « la situation internationale modifiée affecta de façon critique les relations internes en URSS. L'autorité de la direction du parti fut sérieusement ébranlée (...). La confusion et la désorientation furent ressenties dans les cercles politiques. La direction du Parti (...) était aux prises avec une nervosité et une anxiété croissantes ».

Le groupe dirigeant se scinda en deux. Boukharine voulait désespérément continuer dans la même voie. Mais cela aurait signifié que la bureaucratie renonce à une partie de son pouvoir pour satisfaire les paysans, et qu'elle abandonne tout espoir de résister aux exigences étrangères futures. Dans un premier temps, Staline ne sut que faire, puis il se tourna vers une politique offrant à la bureaucratie la possibilité de se renforcer à l'intérieur comme à l'extérieur : l'industrialisation forcée, censée être financée en accaparant de force les céréales aux paysans. Une telle politique convenait à ceux qui dirigeaient les établissements industriels. Selon une étude de l'époque, « le choix de l'expansion vint autant des fonctionnaires et des directeurs – dont beaucoup étaient désormais membres du Parti – que des dirigeants du Parti eux-mêmes ». Cette politique fournissait aussi les moyens de produire des tanks, des cuirassés, des avions et des mitrailleuses dans des proportions équivalentes à la

production des États occidentaux, et de se protéger ainsi des menaces d'intervention étrangère.

Le programme bureaucratique d'industrialisation forcée destiné à égaler l'Occident sur le plan militaire était porteur de sa logique propre. La production de « biens d'équipement » - usines, machines et matières premières qui pouvaient être utilisées pour produire davantage de ces mêmes biens – augmenta aux dépens des biens de consommation. La proportion des investissements consacrés aux moyens de production passa de 32,8% en 1927-1928 à 53,3% en 1932 et 68,8% en 1950. En conséquence, les biens de consommation souhaités par les paysans en échange des denrées alimentaires nécessaires à la masse croissante des ouvriers industriels ne furent pas produits.

La seule façon d'obtenir de la nourriture était de franchir un palier dans l'usage de la force à l'encontre des paysans. Staline suivit cette logique en passant de la confiscation des récoltes à la saisie des terres. La collectivisation des campagnes – en réalité, l'expropriation de la paysannerie par l'État – fut l'autre face de l'industrialisation forcée. Elle conduisit à une augmentation de l'excédent disponible pour nourrir les villes et destiné à être vendu sur le marché mondial afin d'acquérir des machines étrangères. Mais cela provoqua également une chute de la production agricole globale.

La collectivisation causa de lourdes souffrances parmi les paysans. Des millions d'entre eux, petits et moyens, furent dénoncés comme *koulaks* et emmenés en déportation dans des camions à bestiaux. Des dizaines de millions de personnes souffrirent de la faim lorsque leurs grains furent saisis. Les ouvriers subirent aussi une chute de leur niveau de vie : en six ans, celui-ci aurait baissé de moitié. Seul un régime policier sans précédent pouvait imposer une telle pression sur le peuple. Toute protestation devait être écrasée sans pitié. Tout canal qui aurait permis aux ouvriers ou aux paysans de s'exprimer devait être fermé. Les syndicats furent complètement subordonnés à l'État. Une multitude de personnes furent jetées dans des camps de travail, dont le nombre était vingt fois plus élevé en 1930 qu'en 1928. Toute section de l'appareil bureaucratique qui montrait des signes de sympathie envers les ouvriers ou les paysans devait aussi être punie, tout comme les intellectuels ayant produit – même par inadvertance – des romans, des poèmes ou de la musique susceptibles de focaliser le mécontentement. Au sein du Parti, les débats cédèrent la place à la condamnation rituelle de dernière « déviance » en date. L'expérimentation artistique des années 1920 fut remplacée par un conformisme plat, bien mal nommé « réalisme socialiste ».

Les procès pour l'exemple, qui condamnaient les prévenus à la mort ou à l'enfer des camps de travail, ne servirent pas seulement de moyens de dissuasion. La description des accusés comme « agents étrangers trotskistes » détourna du régime la colère des masses pour la diriger vers de prétendus « saboteurs ». L'apogée de la terreur, en 1936-1937, fut atteint avec la condamnation à mort de tous les membres restants du Comité central de Lénine en 1917, à l'exception de Staline, d'Alexandra Kollontaï, devenue ambassadrice en Suède, et de Léon Trotski, qui survivait en exil et serait assassiné par un agent de Staline en 1940.

Pendant des décennies, les partisans de Staline proclamèrent qu'il était l'héritier de Lénine, accomplissant les aspirations de 1917. Cette revendication est répétée aujourd'hui par de nombreux supporters du capitalisme occidental, même si c'est avec une connotation négative. Pourtant, Staline prit soin de s'assurer que les bolcheviques de 1917 seraient les premiers à pâtir de la terreur du milieu des années 1930. Parmi les membres du Parti bolchevique, seulement un sur quatorze de ceux de 1917 et un sur six de ceux de 1920 étaient

encore dans le Parti communiste d'Union soviétique en 1939. La plupart des autres avaient été exécutés ou envoyés dans des camps. Comme Trotski ne cessa de l'affirmer, le stalinisme fut loin d'être la simple continuation du léninisme ; entre eux s'écoula un fleuve de sang.

La logique de Staline fut la même que celle de tout capitaliste confronté à la pression concurrentielle d'un rival plus important : enjoindre à ses salariés de faire tous les « sacrifices » concevables pour être compétitifs. Pour Staline, « rattraper l'Occident » impliquait de copier les méthodes d'« accumulation primitive » employées ailleurs. La révolution industrielle anglaise avait été fondée sur l'éviction des paysans des terres communes au moyen d'une « collectivisation » qui obligea des millions de personnes à émigrer vers les villes. Le capitalisme britannique avait accumulé de la richesse grâce à l'esclavage dans les Caraïbes et en Amérique du Nord ; Staline entassa des millions de personnes dans les camps d'esclavage du *goulag*. L'Angleterre avait pillé l'Irlande, l'Inde et l'Afrique ; Staline supprima les droits des républiques non russes d'URSS et déplaça des populations entières sur des milliers de kilomètres. La révolution industrielle britannique avait consisté à dénier aux travailleurs les droits les plus élémentaires et à faire travailler des hommes, des femmes et des enfants quatorze ou seize heures par jour ; Staline suivit son exemple, abolissant l'indépendance des syndicats et faisant tirer sur les grévistes. Seule différence significative : alors qu'il avait fallu des centaines d'années au capitalisme occidental pour achever son accumulation primitive, Staline voulut réaliser celle de la Russie en deux décennies. La brutalité et la barbarie y furent par conséquent plus concentrées.

Des monopoles capitalistes d'État, et non des petites entreprises privées, étaient requis, et l'État devait coordonner toute l'économie, subordonnant à l'accumulation la production de tout le reste. La plupart des gens considéraient que le système qui en résulta était socialiste, et beaucoup persistent à le caractériser ainsi. Car le stalinisme brisa bel et bien la colonne vertébrale du capitalisme privé en Russie, comme il le fit plus tard en Europe de l'Est et en Chine. Mais ses méthodes furent très similaires à celles des économies de guerre de l'Ouest. Des deux côtés, une planification s'opéra pour comprimer la consommation des masses tout en construisant une industrie lourde et une production d'armement.

Les Occidentaux qui assistèrent à cela dans les années 1930 furent sidérés par les succès économiques de l'URSS, de même que le furent de nombreux observateurs du tiers monde qui virent le rapide progrès industriel de la Russie dans les années 1950 et au début des années 1960. Quels que fussent ses défauts, le stalinisme semblait avoir trouvé le moyen d'échapper aux crises qui frappaient le capitalisme de marché dans le reste du monde.

Pourtant, l'URSS ne pouvait échapper au monde dans lequel elle se trouvait, même dans les années 1930. Si la direction étatique permit à ses industries de se développer alors que celles du reste du monde se contractaient, le peuple le paya cependant très cher. Et la récession mondiale eut un impact direct. Staline finança les importations de machines étrangères en vendant les céréales de l'Ukraine et du Kazakhstan. Lorsque les cours s'effondrèrent, après 1929, il dut en vendre deux fois plus ; au moins trois millions de paysans moururent de faim après avoir vu leurs récoltes confisquées par l'État.

#### L'abandon de la révolution mondiale

Le stalinisme n'était pas seulement une réponse à l'isolement. Il contribuait aussi à le perpétuer. La théorie du « socialisme dans un seul pays » l'amena à imposer aux partis communistes du reste du monde une politique qui sabotait les chances de la révolution.

Pendant la première phase de l'alliance Staline-Boukharine, la recherche d'alliés respectables en Occident impliqua de courtiser la confédération syndicale britannique (la TUC), par le biais d'un « accord de commerce anglo-soviétique », même lorsque la TUC trahit la grève générale.

Lors de ces mêmes mois, la recherche d'alliés à l'Est poussa le pouvoir soviétique à chanter les louanges de Tchang Kaï-chek. Même après que ce dernier eut ordonné l'attaque contre les organisations ouvrières de Canton, Staline et Boukharine conseillèrent aux communistes chinois, de Shanghai et d'ailleurs, de lui faire confiance.

Les consignes données aux partis communistes étrangers changèrent lorsque le « socialisme dans un seul pays » cessa d'être un « socialisme à pas de tortue » pour céder la place à l'industrialisation forcée. Il leur fut alors brusquement expliqué, en 1928, qu'ils étaient entrés dans une « troisième période » de progression révolutionnaire. Les principaux ennemis devinrent dès lors cette même aile de gauche des partis sociaux-démocrates et ces mêmes syndicats que la direction russe avait tant vantés quelques mois plus tôt. Staline et ses partisans déclarèrent que ces groupes étaient désormais des « sociaux-fascistes », au moins aussi dangereux que l'extrême droite. Partout, les communistes devaient diriger contre eux l'essentiel de leurs critiques, n'accepter en aucun cas de s'allier avec eux et, si nécessaire, former des syndicats dissidents.

Comment expliquer ce virage à 180 degrés de la part de Staline ? La raison réside en partie dans le désir de couvrir les fautes commises en Angleterre et en Chine. Après avoir interdit aux communistes chinois de critiquer Tchang Kaï-chek en mars 1927, alors que ce dernier se préparait à les massacrer, Staline et Boukharine poussèrent ces mêmes communistes à prendre le pouvoir à Canton en novembre. Le rapport de forces leur était totalement défavorable, et le résultat fut un bain de sang, mais cela créa un climat dans lequel il devenait difficile de reprocher à Staline et Boukharine d'être trop conservateurs. Le tournant remplissait également d'autres fonctions. Le sentiment d'une lutte désespérée et héroïque sur le plan international répondait à la ruée acharnée pour s'industrialiser la Russie sans égard pour le coût humain. Cela permettait aussi à Staline d'éliminer tous ceux qui, dans le mouvement international, auraient pu critiquer ce qui se passait en URSS. Il fut ainsi possible de transformer complètement les partis communistes étrangers en organes de la politique étrangère russe.

La « troisième période » fut désastreuse pour les partis communistes. la crise qui avait éclaté en 1929 avait radicalisé une minorité substantielle de travailleurs et créé une sympathie grandissante pour la propagande communiste sur les méfaits du capitalisme. Mais elle portait les travailleurs à s'en tenir à la sécurité représentée par les partis sociaux-démocrates et les syndicats établis. C'était le plus souvent les jeunes travailleurs et les chômeurs qui se radicalisaient ; en effet, les manifestations qui les opposaient régulièrement à une répression policière sanglante étaient le seul moyen qu'ils avaient d'exprimer leur colère. À l'inverse, les travailleurs qui avaient un emploi craignaient tellement de le perdre qu'ils suivaient le plus souvent les appels à la « modération » des dirigeants parlementaires et syndicaux. (...) Des fractions de la direction sociale-démocrate maintinrent et même accrurent pendant un certain temps leur influence en adoptant une rhétorique plus à gauche qu'à l'accoutumée. Ceux qui se bornaient à traiter ces dirigeants de « sociaux-fascistes » se coupèrent des travailleurs qui les soutenaient.

C'est l'erreur que commirent pendant six ans les partis communistes soumis à l'influence de Staline. Ils attirèrent les individus radicalisés par la crise, mais ils les orientèrent vers des batailles impossibles à gagner, coupés qu'ils étaient des larges couches de travailleurs influencés par les syndicats et les organisations sociales-démocrates. Une minorité de militants aguerris du Parti continuèrent à lutter malgré leurs maigres chances. Mais de nombreux adhérents, souvent une majorité, abandonnèrent, brisés par les difficultés, la faim et les brimades infligées par les patrons. Les effectifs des partis communistes le montrent. Le parti tchécoslovaque passa de 91 000 adhérents en 1928 à 35 000 en 1931, le Parti français tomba de 52 000 à 36 000, le Parti américain de 14 000 à 8000 et le Parti britannique de 5500 à 2500.

Le Parti communiste parvint cependant à se développer dans un pays : l'Allemagne. Les effets de la crise y étaient plus dramatiques encore qu'aux États-Unis. (...) Dans le cadre d'un sentiment général de crise économique et sociale insurmontable affectant toute la société, les effectifs du Parti passèrent de 124 000 en 1928 à 206 000 en 1931, et ses suffrages, qui étaient de 3,2 millions de voix en 1928, grimpèrent à 4,6 millions en 1930 et à 5,9 millions en novembre 1932. Mais, dans une très grande proportion, les membres du Parti étaient des chômeurs. Près de 51% des militants berlinois étaient sans emploi en 1930, contre 40% travaillant en usine, et seulement 17% des effectifs nationaux étaient en mesure de militer sur leurs lieux de travail en 1931. De plus, le *turnover* des membres était incroyablement élevé, près de 40% à Berlin. Pendant ce temps, même si les sociaux-démocrates perdaient des voix, ils en recueillaient tout de même 7,2 millions en novembre 1932 et obtinrent 84% des sièges dans les comités d'usine, contre 4% pour les communistes.

En dénonçant les sociaux-démocrates comme des sociaux-fascistes, les communistes se coupèrent de la masse des travailleurs qui, aussi confus aient-ils été, voulaient agir contre la crise économique et résister aux nazis. Les conséquences des instructions de Staline ne furent pas seulement dommageables pour le Parti, mais constituèrent un désastre pour l'humanité.

### La montée au pouvoir d'Hitler

À l'époque du krach de Wall Street, en octobre 1929, des partis sociaux-démocrates de type travailliste dominaient les gouvernements des deux principaux pays d'Europe. En Grande-Bretagne, le travailliste Ramsay MacDonald avait formé au début de l'année un gouvernement minoritaire dépendant du soutien des *Liberals*, pendant qu'en Allemagne le social-démocrate Hermann Müller présidait une « grande coalition » formée l'année précédente avec les partis bourgeois « modérés ». Aucun de ces gouvernements n'avait la moindre idée de la façon de lutter contre la crise qui s'était abattue sur le monde en 1930.

L'instabilité financière frappa les deux pays : les banquiers américains exigèrent le remboursement des prêts du plan Dawes qui avait soutenu l'économie allemande au milieu des années 1920, et des financiers commencèrent à jouer en bourse contre le taux de change de la livre sterling. (...) La crise économique fut moins sévère en Angleterre qu'en Allemagne et aux États-Unis. L'industrie britannique avait encore, grâce à son empire, un accès privilégié à d'immenses marchés. Les prix chutèrent plus rapidement que les salaires, et la classe moyenne prospéra même là où les ouvriers au chômage souffraient le plus, dans les vieilles régions industrielles du nord, de l'Écosse et du pays de Galles. Le gouvernement national réduisit les allocations de chômage et les salaires dans le secteur public, provoquant des émeutes de chômeurs, une brève mutinerie dans la marine et une vague de colère dans

certaines groupe sociaux (comme les instituteurs). Mais il survécut facilement à la vague d'agitation, mit en déroute un Parti travailliste complètement démoralisé lors des élections législatives de 1931 et 1935, et sut convaincre la majorité des capitalistes britanniques qu'il y avait une issue à la crise économique. Ces mêmes membres de la classe dirigeante qui étaient prêts, en 1933 et 1934, à soutenir le dirigeant fasciste anglais, Oswald Mosley (par exemple la famille Rothermere, propriétaire du *Daily Mail*, qui titra de façon ignoble : « Hourrah pour les Chemises noires ! »), l'avaient d'une manière générale abandonné dès 1936.

Les choses étaient très différentes en Allemagne. Le chômage y était 50% plus élevé qu'en Grande-Bretagne, et une grande partie de la classe moyenne connaissait un appauvrissement extrême. La crise entraîna un rapide essor du Parti national-socialiste (nazi) d'Adolf Hitler. Son score électoral fit un bond, passant de 810 000 voix à plus de six millions en 1930, pour doubler et atteindre 37,3% des suffrages en juillet 1932. Mais les nazis n'étaient pas seulement (ni même essentiellement) un parti électoral. Au cœur de leur organisation se trouvaient des paramilitaires spécialistes du combat de rue – les SA ou Sections d'assaut - qui comptaient 100 000 hommes en 1930 et 400 000 à la mi-1932. Ces brutes armées s'étaient assigné pour tâche d'agresser violemment ceux qu'ils rendaient responsables de la crise sociale, s'en prenant d'un côté au capital financier, considéré comme « juif », et de l'autre au mouvement ouvrier, censé être à la fois « juif » et « marxiste ». C'est l'existence de cette force armée, préparée à se battre pour le contrôle des rues et prendre l'avantage sur toutes les autres organisations sociales, qui distinguait le nazisme et le fascisme des partis bourgeois établis.

La première organisation de ce type à connaître quelque succès avait été celle créée par Mussolini en Italie en 1920. Ses membres étaient unis par une idéologie intense, nationaliste bien plus qu'antisémite (certains dirigeants fascistes, comme le maire de Rome au milieu des années 1920, étaient juifs, et l'antisémitisme ne faisait pas partie de la panoplie idéologique des fascistes, du moins avant l'alliance avec Hitler à la fin des années 1930. Mais, dans d'autres domaines, Mussolini traçait la voie qu'Hitler allait suivre.

En 1927-1928, le parti d'Hitler était une force marginale sur le plan électoral, ses effectifs se limitaient à quelques milliers d'adhérents et ses dirigeants passaient le plus clair de leur temps à se quereller. L'irruption de la crise économique mondiale lui donna bientôt un essor considérable. Hitler attirait à lui de plus en plus de gens issus des partis bourgeois « modérés » ; ceux-ci, en effet, se discréditaient en soutenant des gouvernements incapables de faire face à une crise qui jetait dans la pauvreté et la ruine non seulement les ouvriers, mais également nombre de membres de la classe moyenne. Dans la petite ville de Thalburg, par exemple, le score électoral des nazis fit un bond, passant en trois ans de 123 à 4200 voix, et ce aux dépens des autres partis bourgeois.

Comme les fascistes italiens, les nazis étaient un parti de la classe moyenne. Une grande part de leurs effectifs, avant la prise du pouvoir d'Hitler, était constituée de travailleurs indépendants (17,3%), de « cols blancs » (20,6%) ou de fonctionnaires (6,5%). Tous ces groupes étaient représentés, au sein du parti, dans une proportion de 50% et 80% plus élevée que dans la population totale, et tous pouvaient être considérés comme bien plus privilégiés socialement qu'ils ne le seraient aujourd'hui. Certains ouvriers rejoignirent les nazis, mais dans une proportion inférieure de moitié à celle qu'ils occupaient dans la population. S'il est vrai que les nazis recueillaient quelques voix ouvrières, la plupart étaient celles d'ouvriers agricoles habitant des régions comme la Prusse orientale – où des tentatives de syndicalisation, juste après la guerre, avaient été brisées et où il n'existait pratiquement pas de

tradition politique ouvrière -, mais aussi celles d'ouvriers de petites villes, dans lesquelles l'influence des classes moyennes était la plus importante, ou bien de chômeurs, qui étaient atomisés et parfois attirés par les avantages offerts par l'adhésion au parti nazi, et en particulier aux SA.

Mais pourquoi les classes moyennes furent-elles attirées par les nazis et non par la gauche ? La raison tient en partie aux décennies d'endoctrinement antisocialiste. Les travailleurs indépendants et les cols blancs, élevés dans la conviction d'être supérieurs aux travailleurs manuels, s'accrochèrent à ce qui les différenciait des masses lorsque la crise s'approfondit. Leur colère contre les gouvernements et les financiers allait de pair avec leur peur des travailleurs situés socialement juste en dessous d'eux. Cela n'avait pourtant pas empêché nombre d'entre eux d'approuver l'idée, dans les années 1918-1920, qu'un changement de nature socialiste était inévitable. Une autre raison tient au comportement de la gauche elle-même. Les sociaux-démocrates allemands n'avaient rien appris de l'expérience de leurs prédécesseurs italiens. Au contraire, ils répétaient *ad nauseum* que « l'Allemagne n'(était) pas l'Italie ». Kautsky y insistait en 1927, affirmant que dans un pays industriel avancé, le fascisme ne pourrait jamais réussir, comme en Italie, à « attirer (...) un grand nombre d'éléments du lumpen-proletariat prêts à servir les besoins du capitalisme ».

Les sociaux-démocrates auraient difficilement pu mieux s'y prendre pour faciliter les choses à Hitler. Ils constituèrent une sorte d'organisation d'autodéfense, le Reichsbanner, composée de militants et de membres des associations sportives socialistes et des organisations de jeunesse, susceptible de mobiliser des centaines de milliers de personnes. Pourtant, ils proclamèrent avec insistance qu'il n'était destiné qu'à des buts défensifs, qu'ils n'y auraient recours que si les nazis violaient la Constitution – ce qui n'arriva jamais. Ils contrôlaient également le gouvernement du *Land* de Prusse et, avec lui, une importante force de police bien armée. Ils avaient fait appel à la police pour tirer sur les cortèges communistes du 1<sup>er</sup> mai 1929 à Berlin, tuant vingt-cinq personnes, et avaient interdit les manifestations nazies dans toute la Prusse en 1930 et 1931. Mais leur légalisme même les porta à abandonner cette arme lorsque la menace nazie atteignit son maximum, à l'été 1932. Lors des élections présidentielles tenues cette année-là, ils ne présentèrent aucun candidat, mais demandèrent à leurs électeurs de voter Hindenburg. Ce dernier les remercia en se mettant d'accord avec von Papen, qui négociait secrètement avec Hitler, pour renverser par décret le gouvernement social-démocrate de Prusse. Les sociaux-démocrates obéirent docilement, abandonnant ce qu'ils avaient déclaré être le plus solide rempart contre le nazisme. Les SA pouvaient désormais parader ouvertement, créant l'impression d'un mouvement dynamique tout-puissant susceptible de résoudre les difficultés de la vie et de chasser l'opposition des rues. Il ne pouvait y avoir de contraste plus grand avec la paralysie des sociaux-démocrates face à la pire crise que le peuple ait connue.

L'immobilité des sociaux-démocrates laissa le champ libre aux nazis. Mais ceux-ci n'auraient pu conquérir le pouvoir en s'appuyant seulement sur le soutien de leurs électeurs. Leur score le plus élevé dans des élections libres était de 37,1%, et ils perdirent en fait deux millions de voix entre juillet et novembre 1932. Même avec Hitler à la chancellerie et une intimidation massive de l'opposition, ils ne recueillirent que 43,9% des suffrages en mars 1933. Fin 1932, Goebbels se plaignait dans son journal intime de ce que l'échec des nazis à prendre le pouvoir causait une démoralisation dans leurs rangs, et le départ de milliers de membres du parti.

Ce qui donna le pouvoir aux nazis fut la décision prise par les représentants autorisés de la classe dirigeante allemande de le leur offrir. Depuis longtemps déjà, des fractions des grands milieux d'affaires donnaient de l'argent aux nazis, les considérant comme un contrepoids utile à la gauche et aux syndicats. Le magnat de la presse Alfred Hugenberg avait « résolu les problèmes financiers d'Hitler dans les premières années ». Dès 1931, Fritz Thyssen, un des principaux industriels de la Ruhr, était « un partisan zélé des nazis », et l'ancien directeur de la banque nationale, Schacht, était de plus en plus proche d'eux. Mais jusqu'en 1932, les sections principales du capitalisme allemand avaient soutenu deux partis qui étaient plus ou moins sous leur contrôle direct : les grands industriels soutenaient le Parti du peuple allemand (successeur du Parti national libéral d'avant-guerre), tandis qu'Hugenberg et les grands agrariens parrainaient le Parti national allemand. Ils se méfiaient du Parti nazi parce que beaucoup de ses membres issus de la classe moyenne appauvrie – et certains de ses dirigeants – ne se bornaient pas à attaquer les organisations « marxistes » des travailleurs, mais appelaient également à une « révolution nationale » contre les grands milieux d'affaires.

Cependant, lorsque la crise toucha leurs profits, certains capitalistes allemands commencèrent à voir les choses différemment. Même la majorité des industriels, qui ne finançaient pas Hitler et se défiaient d'un mouvement qui s'était construit indépendamment d'eux dans la classe moyenne ruinée, se mirent à penser qu'ils pouvaient utiliser les nazis à leurs propres fins. Comme l'a écrit l'historien Arthur Schweitzer à ce propos : « La sévérité croissante de la dépression convainquit la plupart des dirigeants de la classe dominante que le traité de Versailles devait être remis en cause, les réparations annulées, et le pouvoir des travailleurs organisés brisé pour que la crise puisse enfin être surmontée (...). À l'été 1931, certains dirigeants des grands milieux d'affaires commencèrent à épouser l'idée que la république de Weimar était un “système déshonorant” et appelèrent à une “dictature nationale”. »

Ces opinions étaient partagées par les industriels de la Ruhr, les grands propriétaires terriens et l'essentiel du corps des officiers. Elles étaient également proches, à de nombreux égards, de la politique préconisée par Hitler lui-même. Cette proximité se confirma lorsque Hitler élimina Otto Strasser, le partisan le plus voyant de la « révolution nationale », participa en septembre 1931, à Harzburg, à une conférence commune avec le Parti national, le Parti du peuple, les groupes d'industriels et de propriétaires, puis « s'adressa aux capitaines d'industrie de la Ruhr » en janvier 1932.

Les industriels, rassurés, étaient de plus en plus convaincus qu'Hitler ne toucherait pas leurs intérêts, et certains allaient jusqu'à considérer les Sections d'assaut (SA) comme un outil efficace pour briser le mouvement ouvrier. Dès l'automne 1932, la plupart des industriels pensaient que les nazis devaient accéder au pouvoir, le gouvernement devenant ainsi assez puissant pour mettre en œuvre la politique qu'ils désiraient et affaiblir la résistance de la classe ouvrière. Ils étaient toujours divisés sur la question de savoir quelle devait être l'importance de la présence nazie. La majorité d'entre eux voulaient que les postes clés restent entre les mains des politiciens des partis bourgeois traditionnels qui avaient leur confiance, comme von Papen. Seule une minorité poussait à l'époque pour qu'Hitler soit mis en avant. Ils considéraient qu'ils avaient besoin d'Hitler comme d'un chien de garde pour protéger leur propriété, et que, comme tout bon chien de garde, celui-ci devait être tenu en laisse. Mais Hitler ne l'entendait pas de cette oreille et, tandis que le gouvernement du chef militaire von Schleicher se révélait incapable de satisfaire leurs aspirations, l'humeur des milieux d'affaires commença à changer. Même si, parmi l'élite industrielle, nombreux étaient ceux qui n'étaient pas très enthousiastes à l'égard de l'ancien caporal et de ses propos

incohérents, ils commencèrent à accepter le fait que lui seul pouvait commander les forces nécessaires pour restaurer la stabilité bourgeoise. Von Papen lui-même eut une réunion avec Hitler au domicile d'un banquier. Il confia à l'ambassadeur britannique, quelques jours plus tard : « Ce serait un désastre si le mouvement hitlérien s'effondrait ou était brisé, car, après tout, les nazis sont le dernier rempart contre le communisme. »

Les gros propriétaires fonciers, les grands patrons qui soutenaient Hitler, comme Schacht et Thyssen, ainsi que certaines sections du haut commandement militaire exhortèrent le président Hindenburg à résoudre la crise politique en nommant Hitler chancelier. Von Papen jeta tout son poids, ainsi que celui des intérêts de l'industrie lourde, qui se fiaient à lui, dans la balance. D'importantes franges de l'industrie étaient encore dans le doute, mais elles n'exercèrent aucune résistance et, une fois Hitler installé au pouvoir, elles se montrèrent tout à fait disposées à financer les élections qu'il organisa pour améliorer sa position parlementaire (et surmonter la crise dans les rangs nazis). Hitler ne serait arrivé à rien s'il n'avait été capable d'organiser un mouvement de masse de la classe moyenne en partie opposé aux préférences politiques immédiates des principaux groupes d'affaires allemands. Mais, en fin de compte, ceux-ci considérèrent sa prise de pouvoir comme préférable à la persistance de l'instabilité politique, et certainement comme bien meilleure que son effondrement et qu'un passage à gauche du gouvernail politique de l'Allemagne.

« Dans l'après-midi et la soirée du 30 janvier, des manifestations de travailleurs, spontanées et violentes, défilèrent en masse dans les grandes villes allemandes. Des délégations provenant des usines (...) de tout le pays arrivèrent le même jour à Berlin dans l'attente d'ordres de bataille ». Mais les dirigeants du SPD décidèrent qu'Hitler avait pris le pouvoir dans les formes « constitutionnelles » et que leurs partisans ne devaient rien faire ! Leur quotidien, le *Vorwärts*, se vantait : « Face au gouvernement et à ses menaces de coup d'État, les sociaux-démocrates et le Front de fer se tiennent fermement sur le terrain de la Constitution et de la légalité. »

Le désir de résistance de la base sociale-démocrate aurait dû profiter au Parti communiste tout au long des trois années précédentes. Mais ses dirigeants avaient refusé d'exiger, de 1929 jusqu'en 1933, que les sociaux-démocrates participent à un front unique pour stopper les nazis, soit par stupidité soit par obéissance aux ordres de Staline. (...) On ne peut pas dire pour autant que les communistes ont été, d'une quelconque façon, alliés aux nazis, comme on le prétend parfois. Dans des endroits comme Berlin, les groupes communistes livrèrent des batailles de rues désespérées, jour après jour, pour chasser les nazis. Mais ils le firent sans le soutien d'une large base populaire. Au même titre que la lâcheté des sociaux-démocrates, la folie des dirigeants communistes persista après la prise du pouvoir par Hitler. Ils n'avaient rien appris de ce qui s'était passé en Italie et continuaient à croire que les nazis se comporteraient comme n'importe quel gouvernement bourgeois. Ils proclamaient avec insistance que la dictature nazie était fondamentalement instable et qu'elle s'écroulerait rapidement. Leur slogan était : « Après Hitler, notre tour. »

Mais l'hitlérisme était d'une nature différente de celle des autres gouvernements bourgeois, précisément en ceci qu'il possédait une masse de partisans prêts à s'attaquer à tout élément de résistance ouvrière, faisant la chasse aux militants, s'assurant que les patrons licenciaient les syndicalistes, et se joignant à la police secrète pour briser les centres d'opposition au régime. Quiconque signait une pétition était susceptible d'être tabassé par les SA et arrêté par la police. En quelques jours, les forces paramilitaires nazies furent intégrées à la machine d'État. Les SA et la police collaboraient pour harceler les partis de la classe

ouvrière. Puis, le 27 février, les nazis prirent prétexte d'un incendie au Reichstag pour interdire le Parti communiste, supprimant ses journaux et jetant 10 000 de ses membres dans des camps de concentration.

La lâcheté stupide des dirigeants sociaux-démocrates persista jusqu'à la fin. Ils pensaient que la répression dirigée contre les communistes ne les concernait pas, et ils exclurent les membres qui prônèrent la résistance clandestine. Les dirigeants syndicaux promirent même de collaborer avec les nazis pour faire du 1<sup>er</sup> mai une « journée du travail national ». Le 2 mai, les nazis enfermaient ces derniers dans des camps de concentration.

Hitler (...) utilisa la terreur étatique pour détruire l'indépendance de toutes sortes d'organisations, aussi respectables et petites-bourgeoises fussent-elles, et même les scouts. À la moindre manifestation de résistance, la police politique – la Gestapo – dirigeait les membres les plus actifs vers les camps de concentration. La peur réduisit au silence toute critique de la politique totalitaire. Le pouvoir nazi restait, malgré tout, fondé sur un accord direct avec les milieux d'affaires et le corps des officiers. Ceux-ci furent relativement épargnés par la violence nazie, libres de continuer à faire des profits et améliorer leurs capacités militaires, pendant que les nazis se voyaient confier le contrôle des moyens de répression et de la vie politique dans son ensemble. L'alliance fut scellée dans le sang un an plus tard lors de la Nuit des longs couteaux, lorsque Hitler utilisa sa garde personnelle, les SS (Schutzstaffel), pour assassiner les dirigeants SA, dont le discours de « seconde révolution » inquiétait les généraux et les industriels. En contre-partie, ceux-ci permirent à Hitler de s'emparer de la présidence et de concentrer entre ses mains tout le pouvoir politique.

## Chapitre 45

---

### L'espoir étranglé : 1934-1936

L'importance de la victoire des nazis en Allemagne provoqua des ondes de choc dans toute l'Europe. Ils avaient démantelé le mouvement ouvrier le plus puissant du monde pratiquement du jour au lendemain. C'était une leçon qu'ailleurs les forces d'extrême droite furent promptes à assimiler, et que les organisations ouvrières durent essayer de digérer, aussi désagréable que ce fût pour des dirigeants qui avaient insisté sur l'inviolabilité de l'approche constitutionnelle ou sur l'imminence d'une victoire communiste.

#### Vienne, 1934

Les premiers mouvements concertés de la droite pour imiter certaines des méthodes d'Hitler se produisirent en 1934 en Autriche, en France et en Espagne. (...) Dollfuss annonça officiellement son plan d'abolition de la démocratie parlementaire et de refondation de l'Autriche en État catholique, corporatiste et fédéral. Les sociaux-démocrates autrichiens s'étaient vantés, après 1919, d'être plus à gauche et plus désireux de combattre la droite que leurs homologues allemands. (...) Mais leur réponse au coup d'État de Dollfuss consista à ne rien faire. Ils étaient pourtant en position de force. La puissance de la classe ouvrière s'était manifestée quelques jours plus tôt, lorsque les cheminots avaient remporté une nette victoire après une grève totale. Mais au lieu de lutter contre Dollfuss, les sociaux-démocrates espéraient qu'il accepterait de former un front antinazi avec eux. Ils conseillèrent à leurs adhérents de se préparer à l'action, mais de ne rien faire qui serait « prématuré ».

La situation traîna ainsi pendant onze mois, Dollfuss se livrant à des attaques, mineures mais systématiques, et les sociaux-démocrates continuant à conseiller la patience à leurs militants. « Aussi longtemps qu'il y a la moindre chance d'éviter les horreurs de la guerre civile, nous sommes tenus par l'honneur et la conscience de la saisir. » (...) Dollfuss avait donc les coudées franches pour passer à l'action de façon décisive contre les socialistes au moment où il le souhaiterait. C'est ce qu'il fit le 12 février 1934, après que son suppléant eut déclaré : « Nous allons commencer à nettoyer l'Autriche. Nous allons faire le travail à fond. »

« Tôt le matin, la police perquisitionna à la recherche d'armes dans les locaux des socialistes de Linz. Des ouvriers résistèrent et des coups de feu furent échangés. Trois heures plus tard, les ouvriers de l'électricité de Vienne se mirent en grève – le signal convenu pour une grève générale (...). Puis les premiers échanges de tirs eurent lieu à Vienne. La guerre civile était là (...). Elle dura quatre jours. Toute la malchance possible sembla s'abattre sur les travailleurs. Une petite minorité d'ouvriers socialistes, essentiellement des membres du Corps républicain de défense (le *Schutzbund*), prit les armes – pour autant que des armes étaient à leur disposition (...). Aucun appel officiel à la grève générale ne put être lancé car on avait oublié de conclure des arrangements avec les employés de l'électricité pour l'utilisation des imprimeries socialistes. La masse des travailleurs sympathisa avec les combattants du Corps républicain de défense, mais ne fit pas grève. Découragés, démoralisés, ils travaillaient, pendant que près d'eux des petits groupes socialistes étaient submergés par des canons et des mitrailleuses (...). Le 16 février, la lutte était terminée. Onze hommes furent pendus (...). Le mouvement ouvrier autrichien fut contraint à la clandestinité.

Malgré la défaite, il fait que le mouvement ouvrier autrichien ait finalement lutté contre le fascisme et n'ait pas simplement capitulé, comme en Allemagne, fut une source d'inspiration pour les antifascistes d'autres pays. « Plutôt Vienne que Berlin » devint un slogan autour duquel une nouvelle aile gauche se cristallisa dans beaucoup de partis sociaux-démocrates. En Autriche, les partisans de Dollfuss s'accrochèrent au pouvoir pendant quatre ans avec un régime parfois décrit comme « clérico-fasciste ». Puis, en 1938, Mussolini passa un accord avec Hitler, les troupes allemandes prirent le contrôle du pays sous les hourras des foules petites-bourgeoises et une nazification complète s'opéra. Les événements d'Allemagne avaient démontré que le mouvement ouvrier ne pouvait stopper le fascisme s'il n'était pas prêt à lutter de façon unifiée. L'Autriche montra que l'unité ne suffisait pas, il fallait être prêt à combattre.

### La France et le Front populaire

En février 1934, Paris aussi paraissait proche de la guerre civile. Pour répondre à la crise économique mondiale, le Parti radical, de tendance centriste, qui avait participé à plusieurs gouvernements successifs, avait mis en œuvre une politique déflationniste qui réduisait les traitements des salariés du secteur public et les revenus des paysans, lesquels constituaient encore la majorité de la population française. Dans le même temps, une série de scandales financiers avaient éclaboussé des personnalités dirigeantes du parti au pouvoir.

La colère populaire suscita une atmosphère de confusion croissante, avec des manifestations de fonctionnaires, de petits commerçants et de petits entrepreneurs, ainsi qu'une action de masse violente de la part des paysans. L'extrême droite, organisée dans diverses « ligues » paramilitaires, sur profita de la situation, paradant dans les rues et recueillant un soutien grandissant de la classe moyenne grâce à sa combinaison de

nationalisme et d'ultra-catholicisme, pour sa dénonciation des financiers « corrompus » et son ant-sémitisme.

Au début de l'année 1934, l'extrême droite avait l'espoir de rééditer la victoire d'Hitler survenue un an plus tôt. Le 6 février, ses organisations appelèrent à une énorme manifestation dans Paris contre le gouvernement de « centre-gauche » récemment formé par le Parti radical d'Édouard Daladier. Leur but était d'envahir la Chambre des députés et d'imposer le remplacement de Daladier par un gouvernement de droite, ouvrant la voie à leur propre pouvoir. Une nuit de violents combats s'ensuivit, les manifestants et la police échangèrent des coups de feu, faisant au total quinze morts et 1435 blessés. Daladier démissionna le lendemain, craignant de ne pouvoir maintenir l'ordre, et fut remplacé par un radical de « centre-droit ». L'extrême droite avait montré qu'elle avait la capacité de « défaire » un gouvernement par la force, et la France semblait prête à suivre l'exemple de l'Italie et de l'Allemagne.

La gauche française s'était montrée jusque-là tout aussi incapable de réagir que ses homologues étrangères. Le Parti socialiste (SFIO, Section française de l'Internationale ouvrière) tolérait le Parti radical au gouvernement, tout comme les sociaux-démocrates allemands avaient toléré Brüning. Les communistes, quant à eux, ressassaient l'idée absurde de la « troisième période » selon laquelle les socialistes étaient des « sociaux-fascistes ». Le 3 février, alors que la mobilisation d'extrême droite se faisait plus violente, *l'Humanité* titra « Pas de panique », tandis que le 5 février, le quotidien communiste déclara que choisir entre les fascistes et le gouvernement était comme choisir « entre la peste et le choléra ». Lorsqu'il appela à une manifestation le 9 février, qui donna lieu à un violent affrontement avec la police et fit neuf morts, il le fit de sa propre initiative et proclama que la manifestation était dirigée aussi bien contre les fascistes que contre les « assassins » du gouvernement désormais déchu de Daladier.

La CGT (Confédération générale du Travail), principale fédération syndicale, appela à la grève générale le 12 février, et la SFIO, de son côté, à une manifestation. Ce n'est qu'à la dernière minute que le Parti communiste décida lui aussi de manifester, mais séparément des autres organisations. Ce qui se passerait lorsque les deux cortèges se rencontreraient était pour le moins incertain. On redoutait que les militants des deux bords n'en viennent à se battre les uns contre les autres, comme cela s'était produit dans le passé. Au lieu de cela, au moment où ils se rapprochèrent, les manifestants se mirent à scander les mêmes slogans antifascistes et se mêlèrent dans une manifestation unique. Selon un témoin, « cette rencontre déclencha un enthousiasme délirant, une explosion de cris de joie. Des applaudissements, des chants, des cris de "Unité ! Unité !" ».

Le succès de la grève générale et la manifestation unitaire brisa l'élan de la droite. Un accord formel entre communistes et socialistes entraîna des succès électoraux pour les deux partis aux dépens des radicaux. Parallèlement, la fusion entre la CGT et une mouvance séparatiste sous contrôle communiste (la CGTU) provoqua une augmentation générale des effectifs syndicaux. Des comités antifascistes se formèrent dans tout le pays pour disputer aux fascistes le contrôle de la rue.

Puis le Parti communiste alla encore plus loin dans son tournant politique. Il appela à un pacte, non seulement avec les socialistes, mais aussi avec le Parti radical, considérant que celui-ci, bien qu'il fût un parti bourgeois, était pour la préservation de la République. Lorsque le « Front populaire », réunissant les socialistes, les communistes et les radicaux, remporta à

une nette majorité les législatives de mai 1936, le Parti proclama que c'était la preuve décisive que sa démarche était fondée. Sans aucun doute, la gauche obtenait de bons résultats électoraux. Pour la première fois, les socialistes formaient le parti le plus important de l'Assemblée, tandis que le nombre des représentants communistes bondissait de dix à soixante-seize. Le dirigeant socialiste Léon Blum put former un gouvernement comportant dix-huit socialistes et treize radicaux. Les communistes n'étaient pas au gouvernement, mais ils le soutenaient à l'Assemblée.

Mais c'est dans la rue et sur les lieux de travail, bien plus que dans les rangs du gouvernement radical-socialiste, que l'enthousiasme était palpable : après tout, avec le nombre de sièges qu'ils avaient obtenus au Parlement, les deux partis auraient pu former un tel gouvernement à n'importe quel moment au cours des quatre années écoulées. Une série d'immenses manifestations de gauche culmina dans une commémoration de la Commune de Paris rassemblant 600 000 personnes. La plus grande vague de grèves que la France ait connue commença à déferler avant même la prise de fonctions du gouvernement Blum.

Ce qui avait démarré comme un ensemble de grèves éparpillées, courtes mais victorieuses, dans diverses parties de la France – Le Havre, Toulouse, Courbevoie – se transforma soudain, le 26 mai, en un puissant mouvement, lorsque les ouvriers des ateliers de mécanique de la région parisienne arrêtaient le travail et occupèrent leurs usines. Le 28 mai, les travailleurs de l'usine Renault à Boulogne-Billancourt se mirent en grève et occupèrent le site ; à la fin de la semaine, 70 000 ouvriers étaient impliqués. Après une pause pendant le « pont » de la Pentecôte, les occupations se répandirent dans différents secteurs industriels et dans pratiquement toutes les régions du pays – chocolateries, imprimeries, chantiers de construction, entreprises de serrurerie, et même dans les grands magasins de Paris, où il n'y avait pas de syndicats et où les salariés avaient jusque-là peur de se parler. Dans le seul département du Nord, 114 lieux de travail furent occupés, impliquant 254 000 travailleurs. L'ambassadeur britannique compara la situation à celle de la Russie de 1917, avec Blum dans la position de Kerenski.

Le patronat, qui avait vu d'un œil favorable les progrès de l'extrême droite deux ans plus tôt, se tourna vers Blum en désespoir de cause pour qu'il mette un terme aux grèves, même si cela impliquait qu'ils fassent d'importantes concessions aux travailleurs. Le 7 juin, lors d'une réunion spéciale à la résidence du président du Conseil, ils signèrent les accords de Matignon pour la mise en place immédiate de conventions collectives, des hausses de salaires substantielles et l'élection de délégués du personnel dans toutes les usines employant plus de dix salariés. Trois jours plus tard, le gouvernement présentait au Parlement un projet de loi introduisant deux semaines de congés payés et limitant la semaine de travail à quarante heures. Le projet fut adopté dans le temps record de sept jours. Même le Sénat, élu sur une base non démocratique qui en faisait un bastion de la droite, n'osa s'y opposer.

Mais de nombreux travailleurs souhaitaient davantage que de simples augmentations de salaires, une réduction du travail hebdomadaire et les congés payés. Ils voulaient confusément changer la société dans sa totalité. Les grèves continuèrent jusqu'au 11 juin, lorsque le dirigeant du Parti communiste, Maurice Thorez, fit un discours affirmant qu'« il n'(était) pas question de prendre le pouvoir actuellement », la seule chose à faire selon lui était de reprendre le travail. « Il faut savoir terminer une grève », proclama-t-il.

Thorez avait raison de dire que les conditions n'étaient pas mûres pour la prise du pouvoir pour les travailleurs, de la même manière qu'elles ne l'étaient pas en février ou en

juillet 1917. Mais elles étaient telles qu'elles auraient pu permettre aux communistes de mettre en pratique les mots d'ordre qu'ils mettaient rituellement en avant depuis deux ans : la création de soviets, de structures de délégués ouvriers capables de contrôler et de défier le pouvoir de l'État et du grand capital. Alors que l'état d'esprit des travailleurs aurait permis à cet appel d'être reçu favorablement, Thorez n'en fit même pas mention. Cette omission n'était pas accidentelle. L'abandon de l'absurde politique de la « troisième période » était lié à des changements dans les orientations du Komintern (L'Internationale communiste) à Moscou ; cela mena à l'adoption de la politique de « front populaire », d'alliance avec un parti bourgeois pro-capitaliste. Staline avait besoin d'alliés en politique étrangère pour cimenter le pacte de défense que l'URSS avait signé avec le gouvernement de centre-droit de Laval en 1935. Le soutien des communistes à un gouvernement capitaliste « libéral » semblait faciliter une telle alliance. Par conséquent, le Komintern décréta que c'était la seule façon « pratique » de barrer le chemin au fascisme, même si ses arguments différaient peu de ceux notamment utilisés par Bernstein quarante ans auparavant.

Le 14 juillet 1936, le Front populaire fut célébré. Une manifestation de plus d'un million de personnes commémora l'anniversaire de la Révolution française à Paris, tandis que d'autres cortèges réunissant des milliers de participants défilèrent dans toutes les villes de France. La foule arborait des costumes des années révolutionnaires ainsi que des portraits géants des héros de la révolution et des Lumières : Robespierre, Voltaire, Marat, Victor Hugo. (...) Toute l'affaire était destinée à convaincre le peuple que si seulement il se rassemblait, sans distinction de parti ou de classe, et s'identifiait avec une tradition républicaine française unique, le cauchemar du fascisme ne pourrait manquer de s'éloigner. Tel était l'aspect « pratique » de la politique d'unité du Front populaire.

Trois jours plus tard, des événements se produisirent de l'autre côté des Pyrénées qui soumièrent à un test cette politique « pratique ». Inspirés par les victoires du fascisme en Italie, en Allemagne et en Autriche, des généraux espagnols provoquèrent un soulèvement contre le gouvernement républicain, qui réclama immédiatement des armes à la France pour se défendre. Léon Blum était prêt à les lui fournir, mais les politiciens radicaux y étaient violemment opposés. Le 30 juillet, Blum assura à la Chambre des députés qu'aucun armement ne serait envoyé, et se résolut bientôt à une politique de « non-intervention », même si cela impliquait d'abandonner un gouvernement républicain démocratiquement élu aux attaques de forces inspirées par le fascisme et armées par l'Allemagne et l'Italie.

Les radicaux n'étaient prêts à soutenir des réformes en faveur des travailleurs que parce que la vague de grèves continuait, ce qui fut le cas dans la seconde moitié de 1936, même si la mobilisation n'était plus comparable à celle de mai et juin. Tandis que le Parti socialiste, le Parti communiste et la CGT parvenaient à calmer les choses, les radicaux commencèrent à exiger des mesures déflationnistes pour lutter contre les symptômes de la crise économique.

En juillet 1937, au milieu d'une crise financière causée par la fuite des capitaux, (Blum) démissionna après le rejet de son budget par le Sénat. Parallèlement, l'État avait montré à quel point il avait été peu changé par la période au gouvernement de Front populaire : la police avait ouvert le feu sur une manifestation antifasciste dans une banlieue de Paris en mars 1937, tuant six manifestants.

Des gouvernements radicaux à participation socialiste dirigèrent la France au cours des neuf mois suivants. (...) Le patronat se sentait désormais suffisamment fort pour s'en

prendre aux travailleurs, et le gouvernement Daladier s'employa à remettre en cause l'une des principales réformes votées deux ans auparavant : la semaine de quarante heures. La police intervint pour réprimer les grèves et les occupations. Chez Renault, un affrontement de vingt heures fit suite à l'invasion de l'usine par 1500 policiers armés. La police obligea les ouvriers vaincus à sortir de l'usine en rangs, en faisant le salut fasciste et en criant « Vive la police ».

La première phase du Front populaire avait été porteuse d'espoir, et les partis de gauche comme les syndicats avaient connu une croissance rapide. Les effectifs du Parti communiste passèrent de 29 000 en 1933 à 90 000 en février 1936 et 288 000 en décembre 1936 ; ceux des Jeunesses communistes de 3500 à 25 000 puis 100 000. Le Parti socialiste passa de 131 000 adhérents en 1933 à 202 000 en 1936, les Jeunesses socialistes de 11 320 en 1934 à 56 640 en 1937, et ceux de la CGT de 785 700 en 1935 à près de quatre millions en 1937. Mais, dès 1938, la déception face à la politique du Front populaire suscita l'effet inverse, et les partis de gauche commencèrent à perdre des adhérents et des partisans. Après la défaite de la grève de 1938, les licenciements et les représailles dévastèrent les partis et les syndicats, et leurs effectifs s'effondrèrent.

Lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale au mois d'août suivant, la classe dirigeante française était suffisamment en position de force pour obtenir du Parlement, élu dans l'enthousiasme à peine trois ans plus tôt, d'interdire le Parti communiste et d'expulser ses députés. Neuf mois plus tard, ce même Parlement – y compris la majorité des députés socialistes – accordait les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Dans la foulée, celui-ci forma un gouvernement, avec des ministres fascistes, pour collaborer avec les nazis allemands qui occupaient la moitié nord-est du pays.

Certains historiens, tel Eric Hobsbawm, continuent de prendre le Front populaire comme un exemple historique de la capacité que peut avoir la gauche de repousser une offensive de droite. Or l'expérience française n'en est certainement pas une démonstration. L'unité dans la lutte que manifestèrent les travailleurs français en 1934 mit à l'évidence l'extrême droite sur la défensive. Mais la tentative d'établir un front unique, en 1936, avec un parti traditionnel pro-capitaliste eut le même effet que la politique de « tolérance » des sociaux-démocrates en Allemagne, permettant à la droite de reprendre l'initiative après un bref recul. De façon tragique, cette expérience devait également être celle du troisième grand exemple de résistance au fascisme dans les années 1930, celui de l'Espagne.

#### L'Espagne : fascisme, révolution et guerre civile

Voici la description que fit l'écrivain George Orwell de la ville de Barcelone en novembre 1936 : « C'était bien la première fois dans ma vie que je me trouvais dans une ville où la classe ouvrière avait pris le dessus. À peu près tous les immeubles de quelque importance avaient été saisis par les ouvriers (...). Tout magasin, tout café portait une inscription vous informant de sa collectivisation ; jusques aux caisses des cireurs de bottes qui avaient été collectivisées et peintes en rouge et noir ! Les garçons de café, les vendeurs vous regardaient bien en face et se comportaient avec vous en égaux. Les tournures de phrases serviles ou même simplement cérémonieuses avaient pour le moment disparu (...). Il n'y avait pas d'automobiles privées : elles avaient été réquisitionnées (...). Et le plus étrange de tout, c'était l'aspect de la foule. À en croire les apparences, dans cette ville les classes riches n'existaient plus (...). Et surtout il y avait la foi dans la révolution et dans l'avenir, l'impression d'avoir soudain débouché dans une ère d'égalité et de liberté. Des êtres humains

cherchaient à se comporter en êtres humains et non plus en simples rouages de la machine capitaliste. »

À peine quatre mois plus tôt, des militaires espagnols sous les ordres du général Franco avaient tenté de prendre le pouvoir. Leurs efforts avaient été neutralisés dans plus de la moitié du pays par des soulèvements ouvriers. Il s'ensuivit une guerre civile, point culminant de six années d'une lutte des classes de plus en plus âpre.

Au début des années 1920, la défaite du mouvement ouvrier avait permis à un dictateur, Miguel Primo de Rivera, de gouverner l'Espagne pendant le reste de la décennie. Il s'appuya sur l'armée pour écraser l'opposition et empêcher les travailleurs militants de s'organiser. La plupart des dirigeants anarcho-syndicalistes et communistes partirent alors pour l'exil. Mais Primo de Rivera n'avait pas de base sociale propre et devait rechercher un équilibre entre des groupes sociaux différents, collaborant même avec le dirigeant syndical socialiste Francisco Largo Caballero. Sa dictature fragile, incapable de faire face aux conséquences de la crise mondiale, s'effondra en 1930. Quelques mois plus tard, la gauche remportait une victoire écrasante lors d'élections locales, le roi abdiquait, et des foules enthousiastes proclamaient la République, d'abord à Barcelone, puis à Madrid.

Un gouvernement républicain bourgeois, dont Largo Caballero était ministre du Travail, dirigea le pays pendant les deux années suivantes. Ses promesses de grandes réformes ne furent pas tenues (par exemple, sa réforme agraire ne bénéficia qu'à 2000 paysans sur les deux millions que comptait alors l'Espagne) ; (...) malgré tout, l'annonce de réformes avait suffi à susciter l'animosité des classes dominantes. Une partie des républicains bourgeois fit scission pour former une alliance avec un nouveau parti, la Confédération espagnole des droites autonomes, (CEDA), soutenu par les grands propriétaires terriens, certains milieux d'affaires, des officiers supérieurs, des monarchistes, des admirateurs autoproclamés de Mussolini, et les évêques. Le dirigeant de la CEDA, José Maria Gil-Robles, voulait greffer les méthodes fascistes sur le dogme catholique, comme Dollfuss le faisait en Autriche. (...) Les dirigeants du Parti socialiste et du syndicat UGT eux-mêmes y virent une grave menace et se mirent d'accord pour s'y opposer physiquement, s'unissant alors avec des organisations ouvrières secondaires pour former une Alliance ouvrière.

Pourtant, lorsque le CEDA entra en fonctions, en octobre 1934, seuls les mineurs des Asturies, dans le nord du pays, se soulevèrent, s'armant avec de la dynamite et prenant le contrôle de la région. Les anarcho-syndicalistes, qui dominaient le mouvement ouvrier, refusèrent de prendre part à un soulèvement national par défiance envers tous les politiciens, les nationalistes catalans se dérobèrent à la dernière minute, tandis que le Parti socialiste et les dirigeants syndicaux restreignirent la protestation à une courte grève générale à Madrid. Le gouvernement put alors réprimer les mineurs des Asturies, en envoyant des troupes venues du Maroc espagnol sous le commandement du général Franco, et imposer le règne de la terreur dans la région. Dans le reste de l'Espagne, des membres du Parti socialiste (parmi lesquels Largo Caballero) et des syndicalistes furent emprisonnés. La gauche espagnole donna à la période qui suivit le nom des « deux années noires ». Mais la défaite du mouvement ouvrier espagnol de 1934 n'était pas la même que celle de l'Autriche la même année. Le gouvernement de droite se montra incapable de résoudre la crise politique et s'effondra. Au début de l'année 1936, de nouvelles élections furent organisées dans un climat de polarisation de classe et de colère croissantes.

Pendant ce temps, l'idée d'un « Front populaire » inspiré de l'exemple français s'était répandue dans la plus grande partie de la gauche. Le petit parti communiste qui, avant octobre 1934, s'était opposé à l'unité avec les socialistes et les anarcho-syndicalistes, menait désormais vigoureusement campagne pour que tous s'allient avec les républicains bourgeois. Ces idées furent acceptées avec enthousiasme par l'aile droite du parti socialiste, et une liste commune de candidats socialistes, communistes et républicains bourgeois se présenta aux élections. Les anarcho-syndicalistes eux-mêmes donnèrent pour consigne à leurs électeurs de voter pour elle, dans l'espoir que leurs militants seraient enfin libérés de prison.

Le système électoral permit au Front populaire de remporter une majorité écrasante de sièges dans un scrutin qui ne représentait qu'un progrès modeste par rapport à 1933. Le nouveau gouvernement fut composé des mêmes politiciens républicains qui avaient tant déçu le peuple en 1931-1933. Mais la pression venue d'en bas les contraignit à libérer les prisonniers politiques, entraînant l'allégresse générale dans les rangs de la gauche. La confiance affichée par les travailleurs entraîna une nouvelle vague de grèves et de manifestations. Les gens affluaient à la fois vers la CNT anarcho-syndicaliste et vers l'UGT socialiste, tandis que le Parti socialiste prenait un net tournant à gauche. Caballero proclama qu'il s'était converti au marxisme en prison et déclara : « La révolution que nous voulons ne peut se faire que par la violence. » Les Jeunesses socialistes, levant le poing et scandant des mots d'ordre pour la création d'un « gouvernement ouvrier » et d'une « Armée rouge », lui donnèrent le nom de « Lénine espagnol ».

Un vent de panique atteignit alors les forces conservatrices du pays. Les militants de la CEDA adhérèrent en masse à une organisation encore plus ouvertement fasciste, la Phalange, et des brutes issues de la bourgeoisie se livrèrent à des attaques violentes contre la gauche. (...) En quatre mois, 269 personnes furent tuées et 1287 blessées dans des combats de rue, 381 bâtiments furent assaillis ou endommagés, quarante-trois rédactions de journaux furent attaquées ou saccagées, et on dénombra 146 tentatives d'attentats à la bombe.

La droite passa finalement à l'action les 17 et 18 juillet. Les généraux tentèrent de prendre le contrôle de toutes les grandes villes d'Espagne et du Maroc espagnol. Le gouvernement républicain était trop terrifié pour agir, allant jusqu'à déclarer que la rumeur d'un putsch était infondée. (...) Les militaires avaient pensé que la prise du pouvoir serait l'affaire de quelques heures. La lâcheté et la confusion des politiciens républicains du Front populaire leur en offraient effectivement l'occasion. mais leurs calculs furent mis en échec par la réaction des travailleurs. Si l'UGT et la CNT appelèrent à la grève générale, les travailleurs ne se bornèrent pas à cesser passivement le travail. Dans la plupart des villes de l'Espagne continentale, ils prirent l'initiative de s'emparer des casernes et de désarmer les soldats. Les militants de la CNT, de l'UGT et des partis ouvriers se saisirent de tous les fusils sur lesquels ils purent faire main basse. Ils réussirent parfois à gagner à leur cause des sections de la garde d'assaut généralement républicaine et même, comme à Barcelone, la Garde civile, traditionnellement anti-ouvrière. Mais c'est le passage à l'action qui se révéla décisif. Là où ils agirent de façon décidée, sans tergiverser ni rechercher de conciliation avec les officiers de droite, ils furent presque toujours victorieux.

Le putsch de l'armée ne réussit que dans les villes où les dirigeants ouvriers firent confiance aux officiers qui prétendaient soutenir la république. À Séville, Cadix, Saragosse et Oviedo, ces derniers attendirent que les ouvriers armés se dispersent avant de déclarer être en faveur du coup d'État et de tirer sur tous ceux qui tentaient de résister. Tel fut le prix que les travailleurs durent payer pour avoir cru les fractions de l'élite dirigeante traditionnelle qui se

disaient « républicaines ». C'est seulement parce que cette confiance ne fut pas générale que les forces franquistes ne gagnèrent le contrôle, en juillet 1936, que de la moitié de l'Espagne et non de l'ensemble du pays.

Là où le putsch échoua, ce ne furent pas seulement les partisans de Franco qui subirent une défaite : « Entre son armée révoltée et les masses populaires armées, l'État républicain a volé en éclats. » Même si le gouvernement officiel de Madrid existait toujours, au niveau local, le véritable pouvoir était aux mains d'une multitude de comités révolutionnaires qui l'utilisaient selon leurs propres intérêts : les usines étaient réquisitionnées et collectivisées ; les paysans commençaient à se partager les terres, sachant que les milices ouvrières les protégeaient ; les ouvriers armés arrêtaient les notables locaux connus pour leur hostilité envers leurs revendications. Avec la désintégration de l'armée, la bourgeoisie semblait avoir disparu dans la plupart des secteurs républicains, d'où la situation décrite par Orwell à Barcelone.

Cependant, le gouvernement républicain avait un avantage sur les comités révolutionnaires. Contrairement à eux, il disposait d'une structure centralisée. C'était une question vitale. Les armées fascistes étaient centralisées et, ainsi, capables de suivre une stratégie unique dans l'ensemble du pays. Les antifascistes avaient également besoin d'une organisation centralisée. Sans elle, les fascistes n'avaient qu'à envoyer leurs troupes là où leurs adversaires étaient les plus faibles, sachant qu'ils seraient incapables de répliquer en concentrant leurs forces.

Cette centralisation antifasciste aurait pu être menée à bien en rassemblant les comités. Des comités de coordination des milices antifascistes existaient dans de nombreuses localités, mais aucun comité des milices et des délégués ouvriers comparable aux soviets russes de 1917 n'avait été mis en place pour toute l'Espagne. La raison de cet échec est à chercher dans la politique des organisations ouvrières. La plus puissante d'entre elles, la CNT, avait toujours proclamé avec insistance que toute centralisation du pouvoir entraînerait l'oppression des travailleurs par un nouvel État ; suivre cette démarche aurait donc été une erreur. Selon les mots d'un de ses dirigeants, Diego Abad Santillan, « la dictature était la liquidation du communisme libertaire, qui ne pouvait être réalisé que par la liberté et la spontanéité des masses ». Plutôt que d'aller dans ce sens, ils étaient partisans de laisser en place le gouvernement de Companys et de collaborer avec lui. Même le plus capable et le plus dévoué des dirigeants de la CNT, Buenaventura Durutti – qui avait participé à deux soulèvements ratés contre des gouvernements républicains –, n'était pas en désaccord avec cette doctrine. (...) Il n'était pas prêt à s'affronter à la question du pouvoir, et il laissa ses camarades de la CNT libres de le partager avec le gouvernement bourgeois de Companys.

En fait, la CNT catalane créa bien une sorte de contre-pouvoir au gouvernement. Elle forma un comité central de la milice composé de ses propres représentants, de représentants de l'UGT, du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti communiste dissident – le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) –, de l'organisation paysanne des rabassaires et du parti de Companys. Ce comité coordonnait la lutte militaire dans la région et constituait le point de focalisation des aspirations des travailleurs. Mais, étant constitué de partis et non de délégués d'ouvriers, de paysans et de soldats, il n'exprimait que très imparfaitement ces aspirations. Et, sur les autres questions importantes, en particulier les finances et les banques, il abandonnait le pouvoir de décision au gouvernement de Companys.

Le Parti socialiste et les dirigeants de l'UGT exerçaient une influence dominante sur le mouvement ouvrier à Madrid, et la milice armée qui leur devait allégeance fut bientôt en situation de contrôler cette ville, comme la CNT le faisait à Barcelone. Malgré tout se qui se racontait sur Caballero, considéré comme le « Lénine espagnol », ses partisans ne firent rien pour mettre en place une structure de pouvoir ouvrier. Toute l'histoire de leur organisation se résume à l'exercice d'une pression sur les institutions de la société existante. Ils redoutaient en particulier qu'une structure de délégués élus puisse permettre aux anarchistes de peser sur la base de leurs organisations.

Alors que la CNT et le Parti socialiste tergiversaient sur la conduite à tenir envers le gouvernement, le Parti communiste et l'ambassadeur russe les poussaient à rejoindre un gouvernement de coalition, à renoncer à tout discours révolutionnaire et à se restreindre à une politique purement républicaine et antifasciste. Selon eux, cette politique leur vaudrait le soutien de la classe moyenne, empêcheraient d'autres capitalistes et propriétaires terriens de passer du côté des fascistes, et serait considérée favorablement par les gouvernements français et britannique. Cela permettrait aussi d'unir les membres des diverses milices en une seule armée centralisée, sous le commandement d'officiers professionnels restés fidèles à la République.

Un tel gouvernement fut finalement constitué début septembre. Caballero en était le Premier ministre, mais la majorité de ses membres étaient des républicains ou des socialistes de l'aile droite. Il avait pour slogan : « Gagnons d'abord la guerre, puis nous pourrons parler de révolution. » Les dirigeants de la CNT ne purent résister beaucoup plus longtemps que l'aile gauche des socialistes à cette approche. Bientôt, trois d'entre eux entrèrent dans le gouvernement de Companys en Catalogne, puis quatre acceptèrent des postes ministériels à Madrid. L'aile gauche des socialistes et les anarcho-syndicalistes croyaient qu'en remettant à plus tard l'achèvement de la révolution, ils seraient capables à la fois de conserver les gains déjà réalisés par les travailleurs et de remporter la guerre en cimentant le soutien des républicains modérés. Mais ce n'était tout simplement pas possible. Le respect de la propriété privée et le maintien, sans intervention révolutionnaire, des sections de la machine d'État qui restaient du côté de la République étaient ce à quoi les républicains modérés tenaient par-dessus tout. Ils considéraient la réhabilitation du prestige des officiers de l'armée « républicaine » et des chefs de la police comme leur protection ultime contre la révolution sociale.

Cela dit, en Espagne à l'automne 1936, le respect de la propriété privée et la conservation de l'ancienne structure étatique ne signifiaient pas seulement empêcher les travailleurs de lutter. Cela voulait dire aussi les contraindre – par la persuasion ou par la force – à abandonner les avantages acquis et à restituer le contrôle des usines et des domaines dont ils s'étaient emparés en juillet. Cela impliquait également de reprendre les armes aux ouvriers qui avaient pris d'assaut les casernes, pour les remettre aux officiers qui, à l'époque, s'étaient abstenus de prendre position.

Les permanents du Parti communiste et l'aile droite des socialistes prétendirent que toute tentative de la part des travailleurs de se lancer dans une révolution sociale aboutirait à une seconde guerre civile dans le camp républicain. Mais ce furent bientôt leurs efforts pour obliger les travailleurs à abandonner leurs conquêtes sociales qui créèrent les éléments d'une telle guerre civile. Ce furent eux, et non les anarchistes ou le POUM, qui retirèrent les soldats et les armes du front pour un usage interne. Ce furent eux qui prirent l'initiative des combats lorsque les travailleurs refusèrent de quitter les propriétés collectivisées ou d'obéir aux ordres

de l'État bourgeois réinstallé. Ce furent eux qui provoquèrent les affrontements armés qui coûtèrent des centaines de vies à Barcelone en mai 1937, lorsqu'ils s'entêtèrent à reprendre le central téléphonique que la milice de la CNT avait conquis de haute lutte contre les fascistes neuf mois et demi auparavant. Et ce furent eux qui déclenchèrent la terreur policière contre la gauche, avec le meurtre de dirigeants comme Andrés Nin et l'emprisonnement de milliers de militants antifascistes. Il n'y avait pas d'autre façon de contraindre une classe ouvrière mobilisée à abandonner sa révolution et à attendre la « fin de la guerre ».

Chaque concession accordée aux petits bourgeois dans l'Espagne républicaine faisait le jeu de Franco. Un schéma typique se développa lorsque les villes républicaines furent menacées. Les ouvriers, qui avaient tout à perdre si Franco prenait les villes, étaient prêts à combattre jusqu'au bout. Mais la classe moyenne nantie, même si elle ne se réjouissait pas complètement de la victoire fasciste, pensait qu'elle pourrait parvenir à un compromis. Ainsi, lorsque la bourgeoisie basque abandonna San Sebastian, elle fit en sorte que les militants de la CNT ne puissent pas continuer le combat. Elle lança une guerre civile dans la guerre civile, fusillant des « pillards » et des « incendiaires » pour protéger les propriétés et faisant patrouiller des gardes armés dans les rues pour s'assurer que la ville serait remise intacte à Franco. Le même scénario se répéta à Bilbao, Santander et Gijon. Ailleurs, des officiers qui avaient été nommés à des postes de commandement par le gouvernement passèrent du côté des fascistes dans des moments décisifs.

Les tentatives de complaire aux grandes puissances ne rapportèrent strictement rien. La Grande-Bretagne et la France refusèrent de fournir des armes à la République espagnole, même lorsque l'Allemagne et l'Italie se mirent à soutenir massivement les forces franquistes. (...) La force qui, à gauche, poussait avec le plus d'énergie à la politique antirévolutionnaire était le Parti communiste. Le noyau dur de ses militants ne faisait pas cela par désir d'obtenir une place dans la société existante, même si de nombreuses recrues du Parti issues de la classe moyenne avaient cette motivation. Le Parti était constitué de membres dévoués et courageux qui s'identifiaient à la Russie et acceptaient l'argument stalinien selon lequel il « était « irréaliste » de parler de révolution. Ainsi, en s'opposant aux revendications révolutionnaires, c'est avec un enthousiasme révolutionnaire qu'ils luttèrent pour la défense de Madrid à l'automne 1936, brandissant la lutte de classes pour mobiliser les ouvriers. Mais l'enthousiasme et la rhétorique étaient reliées à une politique aussi fatale que celle que poursuivaient les sociaux-démocrates ailleurs en Europe. En brisant la révolution dans sa place forte, Barcelone, en mai 1937, ils rendirent bien plus difficile la lutte contre le fascisme ; ils en payèrent le prix lorsque Franco entra dans Barcelone sans rencontrer de résistance en janvier 1939, et lorsque les généraux républicains se retournèrent contre les communistes à Madrid quelques semaines plus tard.

Certains contestent l'usage du terme « fasciste » pour qualifier les forces franquistes. Eric Hobsbawm prétend même que « le général Franco ne peut (...) être décrit comme fasciste ». Ils mettent l'accent sur la différence entre son « mouvement » et les fascistes italiens ou les nazis allemands. La tentative de créer un parti de masse totalitaire sur le modèle fasciste, la Falange, n'était, selon eux, qu'un élément isolé. Le mouvement comptait aussi des monarchistes çà l'ancienne, des généraux dont l'ambition se limitait à un type de putsch (le *pronunciamiento*) fréquent au siècle précédent, des propriétaires terriens conservateurs, des bigots, et les petits fermiers « carlistes » de Navarre qui ressassaient l'époque de l'Inquisition.

Cet argument est erroné parce qu'il néglige le processus de développement « inégal et combiné » décrit par Trotski. L'Espagne des années 1930 était un pays arriéré avec une classe de propriétaires terriens rétrograde, une classe capitaliste rétrograde, une armée rétrograde et une Église rétrograde. mais elle faisait aussi partie intégrante du monde capitaliste moderne, avec des centres industriels avancés et une classe ouvrière puissante, bien que relativement petite, capable de mettre en œuvre des formes modernes et révolutionnaires de lutte sociale. La classe dirigeante archaïque et la petite bourgeoisie y réagirent en adoptant les méthodes de lutte contre-révolutionnaire les plus en pointe. En 1934, cela passa par l'« importation » du « clérico-fascisme » de Dollfuss, et, pendant l'année révolutionnaire 1936, par l'attirance pour le fascisme total de Mussolini et d'Hitler. le copie ne fut pas exacte, faisant fusionner des traditions et des classes possédantes différentes, grandes et petites. Mais ce qui en résulta fut un authentique mouvement de masse capable de réaliser ce qu'aucun coup d'État militaire n'avait pu accomplir par le passé : non seulement vaincre l'opposition, mais aussi détruire les réseaux organisationnels de base du mouvement ouvrier. Le nombre de personnes qui auraient été exécutées dans le sillage de la victoire de Franco est estimé à un demi-million. Plus nombreux encore furent ceux qui s'exilèrent. Pendant plus de deux décennies, les idées de gauche, et *a fortiori* les idées socialistes, ne purent s'exprimer librement. Il fallut attendre le début des années 1960 pour assister à une renaissance du mouvement ouvrier. Ceux qui se battirent sur les barricades les 18 et 19 juillet 1936 eurent raison de considérer qu'ils combattaient le « fascisme ». Les politiciens de la classe moyenne qui crurent que la conciliation était possible, comme elle l'avait été par le passé avec des gouvernements monarchistes et des *pronunciamientos* militaires, se trompèrent fondamentalement.

## Chapitre 46

---

### S'il est minuit dans le siècle

Plusieurs milliers d'individus qui avaient lutté pour un monde meilleur se retrouvèrent piégés par les manœuvres d'États rivaux : des communistes allemands furent livrés en 1940 à la Gestapo par la police de Staline, des juifs polonais fuyant vers l'Est devant les troupes allemandes en 1939 furent emprisonnés dans le *goulag* russe, des réfugiés de l'Allemagne nazie furent internés pour espionnage en Angleterre, des soldats fuyant l'Espagne franquiste furent jetés dans des camps de concentration dans la France républicaine, et des conseillers russes de la République espagnole furent exécutés à leur retour à Moscou comme « agents fascistes ». (...) Trotski lui-même devait être assassiné par un autre agent soviétique à Mexico en 1940. Pour lui, la « symétrie » entre le nazisme et le stalinisme n'était que trop évidente : le parti dirigeant monolithique, les procès pour l'exemple, la police secrète, les vastes camps de concentration, et le refus de tout espace pour une pensée et une expression artistique indépendante.

Pourtant, il refusait l'idée, aujourd'hui dominante, que nazisme et stalinisme étaient de même nature – une opinion qui peut facilement glisser vers une quasi-apologie des nazis au motif qu'ils n'étaient, après tout, « pas pires » que ceux qui les combattaient dans les rues d'Allemagne ou d'Espagne. Ces structures politiques « symétriques », selon l'argumentation de Trotski, présidaient à des réalités sociales distinctes. Pour lui, la différence résidait dans le fait que l'URSS constituait encore, d'une certaine manière, un « État ouvrier », même s'il était « bureaucratiquement dégénéré », parce que l'industrie y était nationalisée. Cette partie de l'argumentation ne tenait pas la route. Si les travailleurs ne contrôlaient pas les structures politiques – et Trotski pensait que c'était le cas -, ils n'étaient dès lors d'aucune sorte les « possesseurs » de l'industrie dirigée par ces structures. Ils étaient tout aussi exploités que les

autres salariés du monde entier. La révolution de 1917 avait été étranglée politiquement et économiquement.

Cependant, cela ne veut pas dire qu'il avait tort d'insister sur la différence entre le stalinisme et le nazisme. Le capitalisme d'État stalinien avait été construit dans un pays arriéré par une classe dirigeante nouvelle qui, anxieuse de se mettre au niveau économique et militaire de ses rivaux plus avancés, concentra en une courte période toutes les horreurs de l'« accumulation primitive du capital » qui avait accompagné en son temps la montée du capitalisme. C'est la raison pour laquelle elle réduisit en esclavage, exécuta, emprisonna, déporta et affama le peuple. Ce fut là le noyau rationnel de la paranoïa et de la barbarie sanglante de Staline.

Le nazisme, à l'inverse, était le produit d'un capitalisme industriel arrivé depuis longtemps à maturité. La classe dirigeante allemande considérait que la seule façon d'échapper à une crise économique profonde était de confier le pouvoir politique à un mouvement totalitaire fondé sur les fantasmes irrationnels d'une classe moyenne rendue folle par la crise.

Tous deux s'engagèrent dans la barbarie, mais elle était chez chacun d'une nature différente, correspondant à des stades différents du développement capitaliste. Des millions de personnes souffrirent du chauvinisme et de l'antisémitisme auxquels Staline recourut pour asseoir son pouvoir, mais la majorité d'entre elles s'en sortirent pour témoigner. Bien peu parmi les millions de juifs et de Tsiganes qui subirent le régime d'Hitler survécurent. L'appellation de « génocide » convient au second cas, pas au premier.

Le noyau dur du mouvement nazi était constitué de membres enthousiasmés par ses caractéristiques barbares, ses fantasmes racistes et génocidaires, et son culte du « sang et de l'honneur ». Le noyau dur des mouvements staliniens, à l'Ouest et dans le tiers monde, était essentiellement composé de gens qui préféraient ne pas voir que leur modèle reposait sur le totalitarisme et le recours au nationalisme et à l'antisémitisme. Ils s'identifiaient avec le régime stalinien parce qu'ils aspiraient à mieux qu'à l'inhumanité engendrée par le capitalisme, et ils étaient convaincus que cette chose existait en Union soviétique.

Ce point eut d'importantes implications pratiques. Le divers mouvements nazis et fascistes qui se développèrent en Occident et dans le tiers monde étaient conçus pour briser les organisations de la classe ouvrière. À l'inverse, les mouvements communistes essayaient de combiner la lutte pour les intérêts de travailleurs - raison pour laquelle ces derniers adhéraient habituellement à ces mouvements - avec la défense des exigences politiques des dirigeants de l'URSS. Les leaders communistes essayaient de réaliser un équilibre entre les deux. À de nombreuses reprises, cela eut des conséquences désastreuses et mena les luttes à la défaite, de la même manière que le comportement des dirigeants sociaux-démocrates empêcha systématiquement les mouvements révolutionnaires de se développer. Mais ce n'était pas la même chose que les entreprises systématiques de destruction du mouvement ouvrier qui caractérisaient le nazisme.

### La crise du rêve américain

Des élections tenues au pire moment de la récession, à la fin de l'année 1932, avaient donné un nouveau Congrès, dominé par le Parti démocrate, et un nouveau président, Franklin D. Roosevelt. (... Roosevelt mit en œuvre des mesures d'urgence impliquant un contrôle

étatique du fonctionnement du capitalisme. Celles-ci incluaient la garantie des fonds bancaires par le système de la Réserve fédérale, l'utilisation de l'argent public pour acheter et détruire des récoltes afin de faire monter leurs prix, un programme de travaux d'intérêt général employant dans des chantiers 2,3 millions de jeunes chômeurs, une forme limitée d'autorégulation de l'industrie au moyen de cartels pour contrôler les prix et les niveaux de production, des quantités limitées de production étatique directe sous le contrôle de la Tennessee Valley Authority, et même des mesures permettant aux travailleurs de former des syndicats et d'obtenir des hausses de salaires afin d'accroître la demande de biens de consommation. La rapidité et l'audace avec lesquelles ces mesures furent prises gagnèrent les cœurs de ceux qui souffraient de la récession, ainsi que des politiciens libéraux qui y virent une alternative au choix entre le fascisme ou la révolution socialiste. (...) Au moins, Roosevelt avait l'air de créer des emplois, même si c'était pour des salaires de misère et des conditions de travail épouvantables.

Cependant, les mesures de Roosevelt ne furent pas aussi innovatrices ni tant efficaces que beaucoup de gens le pensaient alors. Roosevelt resta très orthodoxe au moins dans un domaine : il n'eut pas recours aux dépenses gouvernementales pour sortir de la crise. En fait, il diminua les pensions des anciens combattants et restreignit le recrutement de fonctionnaires. (...) Beaucoup crurent que le New Deal avait fait des miracles, un mythe qui reste vivace aujourd'hui encore. Pourtant, une personne sur sept était encore sans emploi en 1937, lorsque la production revint enfin au niveau qu'elle avait atteint huit ans auparavant. Puis, en août 1937, on assista à la « baisse de l'activité économique (...) la plus brutale de l'histoire (des États-Unis) », qui « (leur) fit perdre (...) la moitié des progrès réalisés depuis 1932 ». La production d'acier chuta des deux tiers en quatre mois, celle du coton de 40%, et les cours agricoles d'un bon quart.

Le rétablissement économique avait été de courte durée. mais, combiné à une légère amélioration des droits syndicaux, il avait produit un effet collatéral très important. Il avait créé, chez certaines catégories de travailleurs, un sentiment nouveau de confiance en leur capacité à lutter. (...) Trois grèves en 1934 montrèrent que cette confiance pouvait fusionner avec la colère créée par la récession pour exploser dans un niveau de mobilisation inédit depuis la défaite de la grève des métallurgistes de 1919. (...) Dans le sillage des luttes, les syndicalistes de l'industrie automobile commencèrent à élargir leur recrutement et exigèrent un syndicat fondé sur l'ensemble du secteur pour remplacer les anciens syndicats organisés selon les métiers et les qualifications. (...) Conduit par le dirigeant du syndicat des mineurs, John L. Lewis, un groupe de syndicalistes constitua un comité d'organisation, le CIO (Congress of Industrial Organizations), dont le but était de recruter des millions d'ouvriers dans des syndicats industriels.

Le cri de ralliement, « Occupez vos usines ! », résonnait d'un bout à l'autre du pays. Un mois après la fin de la grève à la General Motors, près de 193 000 ouvriers s'engagèrent dans 247 occupations de sites ; près d'un million utilisèrent cette arme avant la fin de 1937 (...). Les occupations s'étendirent à toutes sortes d'industries et de métiers (...). Les ouvriers de l'usine automobile Chrysler, les vendeuses des grands magasins, les messagers de la western Union, les employés de l'hôtellerie et de la restauration, les modistes, les relieurs, les éboueurs, les souffleurs de verre et les fabricants de pneus. » (...) A la fin de l'année 1937, la totalité des effectifs syndicaux dépassait les sept millions, soit cinq millions de plus qu'en 1933.

Les grèves avaient le potentiel de bouleverser toutes les valeurs du capitalisme américain en remettant en cause l'individualisme tout-puissant – le mythe du « rêve américain » selon lequel tout le monde pouvait s'enrichir – et le racisme qui en était le corollaire. Là où les syndicats obtinrent des succès, ils commencèrent à créer une nouvelle culture d'action collective parmi les travailleurs – résumée par le chant *Solidarity Forever* que l'on entendait lors des occupations d'usines – et à réduire peu à peu le racisme dans des villes Comme Detroit. Le CIO était la seule grande institution de la société américaine où les ouvriers noirs avaient une possibilité de « participation authentique » aux côtés des travailleurs blancs.

Les nouveaux dirigeants du CIO crurent qu'une alliance avec Roosevelt et le Parti démocrate était la solution pour faire avancer leur cause. Roosevelt appréciait l'idée que le CIO fasse campagne pour lui aux élections, mais il n'était pas prêt à contrarier les capitalistes qui le soutenaient. Ceci fut démontré de façon dramatique à la fin de 1937, lorsque Lewis entreprit la plus grande campagne de syndicalisation qu'on ait vue jusque-là, dans l'industrie de l'acier. (...) Les compagnies répliquèrent avec toute la férocité dont elles avaient fait preuve lors de la grève de 1919. Elles attaquèrent les piquets de grève avec « des nervis appointés par l'entreprise, des adjoints, la police et la garde nationale (...). Dix-huit grévistes furent massacrés, de très nombreux travailleurs furent blessés et des centaines d'autres arrêtés ». Le Comité d'organisation n'avait pas préparé les travailleurs à un tel assaut de violence parce qu'il avait mis toute sa foi dans des gouverneurs et des maires démocrates qui manifestaient de la sympathie pour la campagne de syndicalisation. (...) Les travailleurs furent complètement découragés lorsque ces « amis » attaquèrent avec des matraques et des fusils chargés. (...) La campagne de syndicalisation fut brisée au moment même où l'économie commençait à s'enfoncer dans une nouvelle récession.

Par ailleurs, les dirigeants syndicaux collaborèrent régulièrement avec le patronat et s'efforcèrent de limiter l'agitation à la base. Dans le syndicat de l'automobile, une tentative eut lieu pour interdire toute publication qui n'était pas approuvée par la direction, tandis que dans le syndicat de l'acier, nouvellement formé, il ne devait pas y avoir d'élections pendant cinq ans. Le mobilisation populaire spontanée des années 1934-1935 céda la place à un étroit contrôle exercé par les directions. De nombreux militants tentèrent de résister à cette tendance. Mais, comme en France et en Espagne, leurs difficultés furent aggravées par le comportement du Parti communiste. (...) Jusqu'en 1935, le Parti communiste proclama avec insistance que Roosevelt était un politicien capitaliste et le New Deal une tromperie. puis il fit volte-face et encensa Roosevelt et les démocrates du New Deal, dans une sorte de version américaine de la politique de « front populaire ». (...) Le Parti aida également les dirigeants syndicaux à établir un contrôle bureaucratique sur la plupart des syndicats, contrôle qui se retournerait contre eux lorsque ces mêmes dirigeants l'utiliseraient pour détruire toute influence communiste dans les années 1940.

À partir de 1934, un ensemble de nouvelles valeurs fut mis en avant par le mouvement gréviste et l'essor du syndicalisme. (...) Cela trouvait un écho dans les œuvres d'écrivains comme John Dos Passos, Richard Wright, Ralph Ellison, Dashiell Hammett et John Steinbeck, de cinéastes comme Charlie Chaplin, Joseph Losey, Nicholas Ray, Elia Kazan et le jeune Orson Welles, ou de musiciens comme Aaron Copland, Woody Guthrie, Paul Robeson, Dizzy Gillespie et même me jeune Frank Sinatra. mais, pour ces courants dissidents, des opportunités de revenir à la norme générale se présentèrent avec le New Deal. Celui-ci pouvait créer des emplois dans le cadre de projets fédéraux, de l'espace dans de nouveaux magazines et émission de radio, et des ouvertures à Hollywood. Les démocrates du New Deal

considéraient les intellectuels, à l'instar des bureaucrates dirigeant les nouveaux syndicats du CIO, comme une couche sociale susceptible de contribuer à imposer un nouveau modèle d'exploitation à la société dans son ensemble.

Jusqu'en 1936, l'essentiel de la gauche intellectuelle résista à ces tentations, opérant une nette distinction entre ses propres buts et ceux de Roosevelt. L'accent était mis sur l'« art prolétarien » qui, malgré ses vices théoriques et pratiques, essayait de se relier à la lutte de la classe ouvrière et à un public populaire. Cela changea lorsque le Parti communiste se mit à soutenir Roosevelt. Il ne tenta plus alors de diriger la radicalisation spontanée des intellectuels vers la subversion de la société, mais l'utilisa dans le sens de l'exercice d'une pression au sein de la société existante. Un des aspects de cette démarche fut l'adoption de la rhétorique de l'« américanisme », utilisée traditionnellement par la droite ; le slogan du Parti devint : « Le communisme est l'américanisme du XX<sup>e</sup> siècle. » La déception d'écrivains comme Ralph Ellison et Richard Wright encouragea par la suite de nombreux militants noirs à penser que les communistes n'étaient rien d'autre qu'un groupe d'hommes blancs désireux de les utiliser. (...) Certains de ces intellectuels devinrent assez cyniques pour virer de bord et soutenir la chasse aux sorcières anticomuniste des années 1940 et 1950.

#### De la récession à la guerre

La crise provoquait des tensions entre les États aussi bien qu'entre les classes. (...) La tendance générale était à l'« autarcie », à la production de biens, dans les plus grandes quantités possibles, à l'intérieur des frontières de l'État national. Les États se retrouvèrent aussi plus engagés que jamais auparavant (sauf pendant la Première Guerre mondiale) dans des activités économiques directes : ils rationalisèrent certains secteurs industriels en obligeant les firmes les moins efficaces à fermer, et mirent la main sur certains secteurs pour améliorer les perspectives des autres.

Il existait cependant une contradiction entre le recours à l'État pour soutenir les capitalismes nationaux et le désir des capitalistes d'accéder à des ressources situées au-delà des limites étroites des États. La seule façon de résoudre cette contradiction était d'agrandir les territoires contrôlés par l'État. Les empires formels et les « zones d'influence » informelles devinrent d'une importance cruciale. L'autarcie se développa dans le cadre de « blocs monétaires » dominés par les grandes puissances – le bloc du dollar, la zone sterling, le bloc de l'or (centré sur la France et son empire), le bloc du mark et l'URSS.

Mais l'Allemagne, la première puissance industrielle d'Europe continentale, n'avait pas de colonies et était coincée par les étroites frontières imposées par les autres puissances lors du Traité de Versailles, à la fin de la Première Guerre mondiale. L'effet de la crise, comme nous l'avons vu, avait poussé le grand capital allemand à mener une vigoureuse campagne pour briser les restrictions imposées à Versailles. Il voulait retrouver la partie du territoire allemand abandonnée à la Pologne à la fin de la guerre, absorber l'État autrichien germanophone et les régions frontalières tchèques (les « Sudètes ») et reprendre sa politique de recherche d'hégémonie en Europe du Sud-Est. la victoire d'Hitler ne fut pas seulement une victoire du capital sur les ouvriers. ce fut aussi une victoire des forces qui voulaient résoudre la crise du capitalisme allemand par une politique d'expansion militaire aux dépens des autres puissances.

Les grands groupes industriels allemands étaient d'accord, avec plus ou moins d'enthousiasme, pour coordonner leurs efforts et accepter une affectation centralisée des

investissements, le contrôle du commerce extérieur et le rationnement des matières premières par l'État. Le seul grand capitaliste qui crut pouvoir émettre des objections, Thyssen – qui avait été l'un des premiers à financer Hitler –, fut exproprié par le Parti nazi et contraint à l'exil. Les autres poursuivirent une très profitable collaboration avec les nazis jusqu'à l'effondrement militaire de l'Allemagne en 1945. (...) Le régime nazi, se souvenant du récent soulèvement révolutionnaire des années 1918-1920, était réticent à l'idée de soumettre les travailleurs allemands à de trop grandes pressions. Il allongea la journée de travail et intensifia la productivité, mais il essaya aussi d'augmenter la production des biens de consommation pour limiter le niveau du mécontentement parmi les travailleurs et dans la classe moyenne inférieure. La seule façon d'obtenir les ressources dont le régime avait besoin était de s'emparer de nouveaux territoires. La production agricole de l'Autriche, l'industrie d'armement tchèque, les capacités de production de charbon et d'acier de l'Alsace-Lorraine, le charbon polonais et le pétrole roumain pouvaient combler les vides de l'économie allemande, de même que les ouvriers de ces pays, bien moins payés que les travailleurs allemands et souvent soumis à des conditions de travail esclavagistes. Il y avait une convergence entre les exigences du grand capital et l'idéologie nazie, avec son concept de *Lebensraum* (espace vital) et sa manière de caractériser les non-Allemands comme des *Untermenschen* (sous-hommes).

L'approche allemande avait son corollaire en Extrême-Orient, au Japon. Celui-ci s'était déjà emparé de Taïwan et de la Corée pour en faire des colonies, et contrôlait des concessions substantielles en Chine septentrionale. En 1931, il réagit à la crise économique mondiale en faisant main basse sur la Mandchourie, au nord de la Chine. Puis, à la fin des années 1930, le gouvernement formé après un putsch militaire à Tokyo envahit la Chine et commença à lorgner sur des morceaux des empires occidentaux en Asie du Sud-Est : les Indes orientales hollandaises, les colonies britanniques de Malaisie, Bornéo et Singapour, l'Indochine française et les Philippines sous administration américaine.

À une moindre échelle, l'Italie mussolinienne chercha à agrandir son empire colonial en ajoutant l'Éthiopie à la Somalie, à l'Érythrée et à la Libye, et en attendant l'occasion de s'emparer de l'Albanie et de la côte adriatique de la Yougoslavie.

Les puissances impériales établies – la Grande-Bretagne, la France, la Hollande, la Belgique et les États-Unis – ne surent pas comment répliquer. Leurs intérêts étaient divergents : l'Angleterre et la France s'affrontaient pour l'hégémonie au Moyen-Orient ; une fraction de la classe dirigeante américaine tenait absolument à détrôner l'Angleterre en tant que puissance internationale dominante et avait déjà établi une influence décisive en Arabie saoudite, richement dotée en pétrole ; quant à la France, elle était essentiellement soucieuse de maintenir son réseau d'alliés en Europe de l'est afin de détourner l'Allemagne de tout mouvement contre ses frontières. Et, partout, des groupes puissants considéraient le nazisme comme un allié possible dans une offensive internationale contre la gauche et les organisations ouvrières. Pour autant qu'ils considéraient avoir un ennemi étranger, c'était l'Union soviétique bien plus que l'Allemagne, l'Italie ou le Japon. Ceci apparut clairement pendant la guerre civile espagnole, lorsque les dirigeants des « démocraties » occidentales assistèrent avec une satisfaction à peine dissimulée à la violation par Hitler et Mussolini du pacte de « non-intervention », Franco ne représentant aucun danger pour leurs empires.

L'Italie put profiter de ces sentiments lorsqu'elle attaqua l'Éthiopie en 1935, tout comme le Japon, qui occupa la Mandchourie et s'en prit à la Chine. Puis, en 1938, ce fut le tour d'Hitler. Lorsqu'il annexa l'Autriche en mars, puis exigea les régions frontalières

germanophones de la Tchécoslovaquie en été, les fractions dominantes des classes dirigeantes anglaises et françaises ne virent aucune raison de risquer une guerre en s'opposant à lui.

Hitler était un psychopathe raciste, dont l'ambition était de faire d'une Allemagne « nettoyée » ethniquement la force centrale de l'Europe et la puissance mondiale dominante. Mais sa stratégie, à la fin des années 1930, était rationnelle du point de vue du capitalisme allemand. De façon pragmatique, il testait le point jusqu'auquel les autres puissances impériales lui permettraient d'étendre la sphère d'influence de l'Allemagne. Il fit preuve du même sens rationnel lorsqu'il menaça la Pologne, à l'été 1939, après s'être mis secrètement d'accord avec Staline pour se partager le pays avec lui selon les termes du pacte Molotov-Ribbentrop. (...) Hitler savait qu'il pouvait (...) conquérir (la Pologne) en quelques jours. Il pensait aussi que si la France et l'Angleterre intervenaient, il serait capable de battre la France très rapidement, et qu'alors aussi bien les dirigeants français qu'anglais parviendraient à un accord avec lui s'il promettait de ne pas toucher à leurs empires.

Il se trompait sur un point. Un groupe s'était constitué, dans la classe dirigeante britannique, autour de deux impérialistes endurcis, Winston Churchill et Anthony Eden, qui pensaient qu'une domination allemande en Europe continentale serait une menace pour l'Empire britannique. Ainsi, le vieux rêve allemand d'une hégémonie s'étendant des Balkans jusqu'au Moyen-Orient menaçait les gisements pétroliers et le canal de Suez, qui reliait la Grande-Bretagne à ses possessions en Inde. L'initiative d'Hitler diffusa ses craintes à d'autres dirigeants, créant une pression suffisante pour provoquer la déclaration de guerre commune de Londres et de Paris après l'attaque de la Pologne, puis, neuf mois plus tard, pour empêcher le gouvernement britannique d'accepter les conquêtes allemandes en Europe.

Les autres calculs d'Hitler se révélèrent fondés. La classe dirigeante française et une importante partie de celle du Royaume-Uni entrèrent en guerre avec réticence. Elles ne firent rien pour aider les Polonais (...). La Grande-Bretagne passa ensuite l'hiver crucial de 1939-1940 à soutenir un gouvernement finlandais épaulé par les Allemands dans sa guerre contre l'URSS. L'Allemagne sut tirer profit de cette « drôle de guerre » pour se préparer au *Blitzkrieg* contre la France, passant par la Hollande et la Belgique, avec l'intention de détruire son armée avant que les ressources limitées de l'Allemagne ne soient taries. Hitler avait également raison de s'attendre à une victoire rapide sur la France. (...) Cette victoire était l'occasion qu'attendait Mussolini pour entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne ; elle donna à Hitler le contrôle incontesté de l'Europe occidentale et centrale. (...) Un an après sa victoire sur la France, il choisit une option différente : une attaque-éclair sur l'URSS mobilisant une énorme force de frappe, dans l'espoir d'une victoire facile avant l'hiver.

### La nature de la guerre

L'opinion publique libérale et de gauche en Europe et en Amérique du Nord concevait la guerre comme une opposition entre la démocratie et le fascisme. (...) C'est encore aujourd'hui, peu ou prou, la version orthodoxe de l'histoire. (...) Mais ce n'était pas ce qui motivait les éléments dirigeants du côté allié. Le Churchill qui exigeait la poursuite acharnée de la guerre était le même qui avait assisté à la boucherie d'Omdurman, qui avait envoyé des soldats tirer sur les mineurs en grève en 1910, ordonné à la Royal Air Force d'utiliser des gaz contre des rebelles kurdes dans l'Irak sous administration britannique, et chanté les louanges de Mussolini. (...) Il resta inébranlable sur le fait qu'aucune concession ne devait être accordée aux mouvements anticolonialistes dans les colonies britanniques, même si cela aurait pu aider à l'effort de guerre.

Le deuxième dirigeant d'une grande puissance à rejoindre l'alliance « antifasciste », Joseph Staline, n'était pas plus démocrate ou libéral que ne l'était Churchill. Il avait déjà massacré la plus grande partie de la génération des bolcheviques qui avaient fait la révolution, et s'était rendu responsable des horreurs de la collectivisation et des famines qui l'avaient accompagnée en Ukraine et au Kazakhstan. En 1939, il avait conclu un accord avec Hitler pour la partage de la Pologne et pour reprendre le contrôle des républiques baltes, auxquelles les bolcheviques avaient accordé l'indépendance en 1917. Ce n'était qu'une tentative diplomatique pour gagner du temps, avec la relise à la gestapo de communistes allemands qui avaient trouvé refuge en URSS et la fourniture à l'Allemagne de matériel de guerre. Staline fut contraint d'entrer dans le conflit à la suite de l'invasion allemande de juin 1941, après avoir ignoré les avertissements de ses agents de renseignements et de l'ambassade de Berlin quant aux intentions belliqueuses d'Hitler. (Staline) qualifia la guerre contre Hitler de « grande guerre patriotique », et non de « grande guerre antifasciste ». Nombre de minorités nationales non russes payèrent d'un prix terrible ce retour au chauvinisme. Staline déporta des peuples entiers, comme les Tatars de Crimée, les Tchétchènes et les Allemands de la Volga, à des milliers de kilomètres de chez eux en Asie centrale et orientale.

Le troisième dirigeant « antifasciste » était Roosevelt. Avant d'entrer en guerre, l'administration américaine avait suivi une politique consistant à profiter de l'occasion pour construire un empire « informel » afin d'éclipser les empires européens formels. Comme l'explique l'historien A.J.P. Taylor : « En mars 1941, Roosevelt institua le prêt-bail, peut-être le plus beau coup de théâtre de toute la guerre. Les États-Unis devenaient l' « arsenal de la démocratie » et de demandaient aucun paiement. Il y eut malgré tout un prix très lourd) payer. Les autorités américaines dépossédèrent la Grande-Bretagne de ses réserves d'or et de ses investissements outre-mer. Elles restreignirent ses exportations, et les hommes d'affaires américains s'emparèrent de marchés qui jusque-là étaient britanniques.

Ce fut une querelle entre empires coloniaux en Extrême-Orient qui entraîna les États-Unis directement dans la guerre. Le Japon était soucieux d'agrandir son empire aux dépens des autres puissances coloniales, considérablement affaiblies par la guerre, et commença à progresser, à partir de la Chine, vers l'Indochine française. Mais les États-Unis avaient leurs propres intérêts dans la région. Ils contrôlaient les Philippines, et considéraient que Tchang Kaï-chek, qui continuait de résister au Japon en Chine, était favorable au capital américain. Après qu'une tentative d'accord pour un partage d'influence avec le Japon eut avorté, les États-Unis bloquèrent l'accès des Japonais à des matières premières dont ils avaient un besoin crucial. Le Japon répliqua en détruisant la flotte américaine à Pearl Harbor, se débarrassant ainsi du principal obstacle à l'avancée de ses troupes vers le sud, et s'empara des colonies françaises, hollandaises et britanniques d'Asie du Sud-Est.

Les raisons qui poussaient la plupart des gens ordinaires à vouloir lutter contre le nazisme étaient bien différentes de celles de Churchill, Staline et Roosevelt. Il y avait chez eux une véritable haine du fascisme, notamment parce qu'une partie des médias populaires avait pu expliquer, souvent pour la première fois, quelle était sa véritable idéologie. Les « trois grands » dirigeants ne pouvaient éviter de jouer avec ces attitudes populaires.

L'aile churchillienne de la classe dirigeante était au désespoir lors de l'été 1940. L'armée britannique avait perdu une grande partie de son équipement militaire, elle s'attendait (à tort) à une invasion qu'il serait difficile de repousser, et une bonne moitié de la classe possédante était favorable à un accord avec Hitler dans des termes que les partisans de

Churchill considéraient comme humiliants. La seule façon pour le groupe entourant Churchill de survivre politiquement était de s'appuyer sur le Parti travailliste et la bureaucratie des syndicats. Il embaucha le dirigeant travailliste Clement Attlee comme Premier ministre suppléant, et le principal dirigeant syndical, Ernest Bevin, fut chargé de superviser les besoins de main-d'œuvre de l'économie de guerre. Il ne pouvait assurer la cohésion d'un tel gouvernement sans jeter par-dessus bord la rhétorique de classe impérialiste du Parti *tory* d'avant-guerre. Au lieu de cela, il se mit à parler de « liberté », de « démocratie » et du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

Des considérations similaires s'appliquaient aux États-Unis, où le gouvernement employa la rhétorique de l'antifascisme et de l'anti-impérialisme – Eleanor Roosevelt patronnant toutes sortes de causes libérales – et où Hollywood oublia son aversion d'avant-guerre pour des films antinazis comme *Le Dictateur* de Chaplin.

Entre la chute de la France au printemps 1940 et le débarquement des Alliés en Italie du Sud en 1943, la plupart des combats impliquant les troupes britanniques se déroulèrent en Afrique du Nord. Pourquoi ? Parce que Churchill était déterminé à s'accrocher à la région du canal de Suez et des gisements pétroliers. Ses inquiétudes n'étaient pas seulement causées par l'Allemagne, mais aussi par les États-Unis, comme le montra l'âpre bagarre diplomatique l'ayant opposé à Roosevelt sur la question de l'Arabie saoudite. L'invasion de l'Italie fut elle-même le produit de l'obsession de Churchill pour le rétablissement de l'hégémonie britannique en Méditerranée. Il refusa les propositions de l'Union soviétique et des États-Unis d'ouvrir un second front en France, à une période où les batailles cruciales de la guerre étaient livrées en Russie occidentale. Au contraire, il proclama que l'Italie et les Balkans constituaient le « ventre mou de l'Europe » - malgré un terrain montagneux qui promettait des affrontements sanglants et une avancée plus lente.

Le refus de Churchill d'accorder le principe de l'indépendance à l'Inde entraîna, alors que se livrait la bataille décisive de Stalingrad, la répression brutale de manifestations par des milliers de soldats sous commandement britannique, qui auraient dû combattre les nazis. Une « armée de libération » indienne fut également montée pour lutter aux côtés du Japon. Enfin, ce refus provoqua une famine qui fit trois millions de morts au Bengale.

Le désir de Staline de partager l'Europe de l'Est avec Hitler l'avait amené à ignorer la menace allemande contre l'URSS, de telle sorte que ses armées furent prises complètement au dépourvu lorsque survint l'offensive en 1941. Le même souci d'ajouter des territoires à la sphère d'influence russe lui fit ordonner à ses troupes de reculer pendant que les soldats allemands brisaient un soulèvement de la résistance polonaise à Varsovie. Ce n'est qu'après la destruction de la ville que les troupes russes traversèrent la Vistule pour en prendre le contrôle.

De la même manière, le gouvernement fit larguer des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki dans les derniers jours de la guerre, malgré les signes clairs que le Japon était prêt à capituler. Il s'agissait de s'assurer que la capitulation ait lieu avant que les troupes russes, qui avançaient rapidement dans la Mandchourie occupée par les Japonais, ne puissent donner à l'URSS l'occasion d'avoir une influence sur le Japon d'après-guerre. Hiroshima et Nagasaki montrèrent aussi, de la manière la plus atroce qui fût, la capacité des États-Unis à exercer une domination mondiale.

Les trois puissances avaient facilité la mainmise d'Hitler sur l'Allemagne. Par la suite, elles traitèrent tous les Allemands, et pas seulement les nazis, comme des ennemis. (...) Les forces aériennes et américaines suivirent une stratégie de bombardement intensif des zones civiles, provoquant d'immenses incendies qui carbonisèrent et asphyxièrent plus de 100 000 civils à Hambourg, Cologne et Dresde – une ville dénuée de toute importance militaire ou stratégique. En union soviétique, la propagande ressassée par le romancier Ilya Ehrenburg appelait à « tuer des Allemands, tuer des Allemands, tuer des Allemands ». Une telle approche ne risquait pas d'inciter les travailleurs allemands à se retourner contre leurs dirigeants, et permit à Hitler de disposer de forces cohésives jusqu'à la fin.

### La barbarie suprême

La politique nazie en Europe de l'Ouest et dans la plus grande partie de l'Est était motivée par deux considérations principales : conserver le contrôle des régions occupées avec le nombre le plus réduit possible de soldats, et transporter le maximum de nourriture et de matériel de guerre en Allemagne. La manière la plus facile d'y parvenir était de collaborer avec des régimes locaux prêts à fonctionner sous la direction des Allemands, et d'utiliser la police locale pour éradiquer toute opposition et superviser l'envoi de denrées et de marchandises. Ce n'était pas une tâche difficile, d'autant plus que les classes dominantes de toute l'Europe considéraient l'occupation allemande comme un moindre mal, comparée à la révolution ou aux destructions matérielles dues à une guerre prolongée. Même les fractions dirigeantes qui faisaient de l'opposition à l'Allemagne une question de principe étaient conscientes des avantages pratiques et des profits qu'il était possible d'obtenir en collaborant avec eux.

Mais, avec le temps, des problèmes apparurent. La fourniture de denrées à l'Allemagne pesait de façon disproportionnée sur les ouvriers des pays occupés, dont la ration quotidienne en calories était inférieure de moitié à celle dont ils avaient besoin. Leur colère monta, notamment parce qu'ils risquaient d'être enrôlés pour des travaux forcés en Allemagne, pendant que leurs dirigeants faisaient bombance avec les forces ennemies. Dès la troisième année d'occupation, des grèves éclatèrent, des travailleurs fuirent vers les régions reculées pour éviter d'être enrôlés de force, et une résistance organisée se mit progressivement en place. Les Allemands réagirent en renforçant les autorités militaires d'occupation, qui n'étaient pas nécessairement constituées de nazis fanatiques, avec des organisations telle que la Gestapo, qui ne montrait aucune retenue dans son utilisation de la terreur. Dans les pays comme la France, la Slovaquie, la Croatie et la Hongrie, Hitler s'appuya de plus en plus sur des groupes fascistes et nazis locaux, qui appliquèrent avec une véritable ferveur la politique de l'occupant et allèrent jusqu'à déporter des juifs. En jouant sur les traditions antisémites des pays occupés, les nazis parvinrent à détourner la colère due aux souffrances des populations vers les juifs, et offrirent leurs maisons et leurs biens en récompenses aux collaborateurs zélés.

L'occupation de la Pologne obéissait à un schéma différent, plus cruel encore. Le but des nazis était d'anéantir le pays en intégrant la région occidentale de Silésie à l'Allemagne après en avoir expulsé sa population non allemande. Quant à la Pologne centrale, elle devait passer sous contrôle militaire comme « réserve de main d'œuvre » (la Pologne orientale était sous domination russe depuis 1939-1941). Cela nécessitait de liquider les dirigeants traditionnels du vieil État polonais. Les collaborateurs polonais se comptaient par dizaines de milliers, mais ils travaillaient comme fonctionnaires sous les ordres d'une hiérarchie allemande. La police nazie avait le droit de vie et de mort, et en faisait usage. Comme l'a écrit

l'historien Gabriel Kolko : « La terreur nazie en Pologne fut dès le début écrasante et capricieuse (avec) une absence totale de prévisibilité et un sentiment permanent de danger dans les grandes villes. » Quelque 5,7 millions de personnes (16% de la population) perdirent la vie. La moitié d'entre eux étaient juifs ; dès 1939, ils furent entassés dans des ghettos surpeuplés et soumis à la famine, puis, à partir de 1942, ils furent envoyés dans les camps de la mort. La mise en place des ghettos était conforme au projet capitaliste qui voyait dans l'occupation de la Pologne le moyen de la piller. Et, pendant que les Polonais (et plus tard les Litvaniens, le Biélorusses et les Ukrainiens) étaient exploités pour assurer le ravitaillement de l'Allemagne en nourriture et en main d'œuvre, les préjugés d'avant-guerre étaient utilisés pour détourner une partie de leur colère vers une minorité juive qui souffrait encore plus qu'eux. Là encore, la vieille stratégie de « diviser pour mieux régner » fut appliquée. Mais cela correspondait également à la mythologie raciste meurtrière du Parti nazi. Les forces d'occupation allemandes représentaient le peuple élu aryen, les Polonais étaient des « *Untermenschen* », et les juifs la lie de la terre, un corps étranger qui devait être expurgé d'Europe.

L'offensive allemande en Russie – dont le nom de code était « opération Barbarossa » - à l'été 1941 éleva l'horreur à un degré supérieur. Les forces allemandes en marche s'employèrent à détruire la structure de l'État ennemi comme elles l'avaient fait en Pologne, mais à une échelle et sur des étendues bien plus grandes. Cette tâche fut accomplie par des unités SS opérant à l'arrière du front, qui liquidèrent tous les commissaires communistes et les « éléments judéo-bolcheviques ». Pour la première fois, le massacre de masse devenait partie intégrante de l'effort de guerre. Mais cela demeurait un massacre dont la fonction était prétendument militaire.

Mais l'armée allemande ne parvint pas à atteindre Moscou et à conquérir la Russie comme Hitler l'avait prévu. Elle se trouva bloquée dans les contrées glaciales de la plaine européenne centrale, avant de livrer les batailles les plus gigantesques et les plus meurtrières de l'histoire mondiale, à Stalingrad et à Koursk. Au départ, l'armée de l'opération Barbarossa comptait trois millions d'hommes. En 1945, le total des pertes allemandes sur le front oriental s'élevait à six millions d'hommes ; du côté soviétique, on dénombrait treize millions de soldats et sept millions de civils tués.

La guerre capitaliste avait créé le contexte dans lequel de tels évènements pouvaient se produire, se, selon ses critères monstrueux, ils restaient rationnels. Cela permit au commandement nazi de mettre en œuvre une politique de nature irrationnelle, même selon ces critères, qui consistait à tenter d'exterminer secrètement toute la population juive et tzigane (rom) d'Europe. De tels détachements spéciaux de SS Einsatzgruppen commencèrent à tuer systématiquement les femmes et les enfants juifs aussi bien que les hommes, notamment dans la gorge de Babi Yar, près de Kiev, où ils massacrèrent 43 000 personnes en septembre 1941, alors que les généraux allemands s'attendaient toujours à une victoire rapide. Le projet fut élaboré à la conférence de Wannsee, en janvier 1942, à laquelle participèrent quatorze personnalités clés de la hiérarchie nazie et de l'État. Elles mirent en œuvre des mécanismes sophistiqués pour identifier toute personne d'origine juive dans l'Europe sous administration allemande – soit quelque cinq ou six millions d'individus -, les regroupant en convois, les transportant à des centaines de kilomètres dans des camps spéciaux sous prétexte de « réimplantation », les persuadant d'entrer dans des bâtiments où ils furent gazés, puis disposant de leur corps comme si tout ceci faisait partie d'une chaîne de montage industrielle.

En termes de besoins économiques ou guerriers du capitalisme allemand, l'entreprise n'avait aucun sens. Beaucoup de personnes massacrées étaient des ouvriers qualifiés ou des membres de professions qui auraient pu contribuer à la réalisation de profits ou à l'économie de guerre. Au lieu de cela, lorsque leur force de travail était utilisée avant qu'ils ne soient assassinés, c'était en tant qu'esclaves remplissant des tâches peu adaptées à leurs spécialités. Le transport de millions de personnes d'un bout à l'autre de l'Europe embouteillait les voies ferrées et nécessitait un matériel roulant dont les troupes, les armements et les composants industriels avaient un besoin crucial. Un personnel bureaucratique qui aurait pu être employé de façon bien plus productive était assigné à la planification de l'opération. Pourtant, celle-ci continua jour après jour, semaine après semaine, jusqu'à la fin de la guerre.

Cela n'avait aucun sens, même sur un plan basement idéologique, comme moyen de détourner la colère du peuple allemand vers des boucs émissaires. Car le peuple allemand n'en savait rien. C'était une opération secrète. Des milliers de personnes devaient avoir connaissance de certains détails de l'Holocauste. Plus nombreux encore étaient ceux qui soupçonnaient qu'il se passait quelque chose de nauséabond et qui détournèrent délibérément leur regard. Mais en aucun cas cela n'était susceptible de fournir au régime un soutien populaire massif. Cela n'est guère étonnant. Les dirigeants nazis avaient découvert, au cours des années passées, qu'ils pouvaient certes profiter d'un antisémitisme fort répandu dans la société allemande, mais que celui-ci avait des limites. Par exemple, lorsqu'ils lancèrent la grande vague de violence perpétrée par les SA contre les boutiques et les entreprises juives lors de la Nuit de cristal (*Kristallnacht*), en novembre 1938, ils se rendirent vite compte qu'ils faisaient face à une forte hostilité populaire. Bien des gens qui étaient prêts à mettre les problèmes du monde sur le compte des juifs ne pouvaient accepter de voir souffrir des personnes qu'ils connaissaient. Un antisémitisme diffus existait simultanément et en concurrence avec une série d'autres idées qui le contestaient. C'est la raison pour laquelle les dirigeants sociaux-démocrates et communistes d'origine juive (de Karl Marx à Rosa Luxemburg) avaient pu gagner l'allégeance de très nombreux travailleurs allemands, alors même que certains d'entre eux pouvaient être influencés par les traditions et la propagande antisémites. C'est aussi pourquoi la propagande nazie, comme le montre une étude portant sur les dernières années de la république de Weimar, ne put s'appuyer seulement sur l'antisémitisme et qu'elle dut parfois la mettre en veilleuse pour gagner du soutien. Même après avoir pris le pouvoir et interdit l'expression d'opinions contestant ouvertement l'antisémitisme, les nazis se rendirent compte qu'ils bénéficiaient d'une écoute plus favorable s'ils se concentraient sur la baisse du chômage, la révocation du traité de Versailles ou s'ils s'employaient à présenter Hitler comme une personnalité internationale.

Là où l'antisémitisme se révéla crucial, ce fut dans sa capacité à créer une cohésion et une motivation au sein du noyau dur du Parti nazi, les SA et les SS, et à les empêcher de retomber dans la passivité, le conservatisme et l'inertie. C'est cette idéologie irrationnelle qui les motivait dans la confrontation avec les forces de gauche sous la république de Weimar, et qui les poussait à obéir aveuglément aux ordres d'Hitler sous le III<sup>e</sup> Reich. Pour eux, les juifs étaient l'ennemi suprême, à l'œuvre derrière tous les malheurs que l'Allemagne avait connus. L'élimination des juifs était considérée comme la seule façon de sauvegarder les territoires conquis par l'armée allemande dans sa marche vers l'Est. Et même lorsque la défaite fut proche, en 1944 et au début de 1945, exterminer les juifs continuait parfois d'être vécu comme une victoire.

La classe dirigeante allemande avait eu besoin de gens porteurs d'une telle vision pour résoudre la crise du début des années 1930. Leurs divagations lui fournirent une force capable

de détruire les organisations de la classe ouvrière, puis de s lancer pour son compte dans la poursuite de la suprématie européenne. En retour, les nazis eurent tout le loisir de passer à l'acte et de réaliser leurs fantasmes délirants en exterminant plus de six millions de juifs, de Tsiganes et d'handicapés. Les grandes firmes – Krupp, IG Farben, et d'autres – ne voyaient aucun problème à contribuer à l'organisation des camps de la mort, dans la mesure où cela leur donnait accès à une main d'œuvre corvéable à merci, et ce même si le programme d'extermination n'avait aucun sens sur le plan économique. le nazisme fit l'accomplissement sinistre de la prophétie de Rosa Luxemburg, selon laquelle l'alternative au socialisme était la barbarie.

### L'espoir renaît

Si l'on excepte la Pologne et la Russie, la Grèce était le pays qui avait le plus souffert pendant la guerre. L'occupation italienne, puis allemande, avait causé la mort d'une personne sur dix – la moitié d'entre elles étaient mortes de faim. Des groupes de résistance avaient émergé spontanément au début, puis s'étaient unifiés en une organisation nationale peu structurée, l'EAM-ELAS (Front national de libération – Armée populaire de libération nationale), qui exerça un contrôle de plus en plus effectif sur les zones rurales, menaçant les lignes de communication allemandes et nécessitant la présence de milliers de soldats du Reich. Lorsque l'armée allemande se prépara, à la fin 1944, à se retirer par le nord, le mouvement de libération semblait destiné à prendre le contrôle du pays. Une dictature d'extrême droite soutenue par la monarchie avait appliqué une politique pro-nazie jusqu'à l'invasion italienne de 1940. Les principales forces de la Résistance voulaient désormais la fin de la monarchie et de la vieille classe dirigeante, et souhaitaient voir le Parti communiste grec jouer un rôle central au sein de l'EAM-ALAS.

En Italie, les industriels et les propriétaires terriens qui avaient aidé à porter Mussolini au pouvoir dans les années 1920 furent satisfaits de son régime jusqu'à l'été 1943, lorsque l'armée italienne commença à subir de lourdes défaites et que l'empire d'outre-mer fut perdu. Pendant près de deux décennies, la seule opposition clandestine était venue de groupes dispersés de communistes, et à un moindre degré de socialistes, qui avaient tenté de maintenir une certaine forme d'organisation nationale. Le roman d'Ignazio Silone *Le Pain et le Vin*, qui relate les tentatives désespérées d'un socialiste clandestin pour établir un réseau de contacts, comme un aperçu de la dureté de cette époque. La première résistance ouverte se manifesta en mars 1943, lorsqu'une vague de grèves, partie de Turin, se répandit, malgré les arrestations, dans tout le Nord de l'Italie, impliquant 100 000 ouvriers. Elle avait pour cause immédiate les immenses difficultés matérielles dues à la hausse des prix et aux bombardements. Mais un petit nombre de militants communistes, qui avaient en tête les luttes de 1918-1920, étaient à la pointe de l'agitation. Mussolini avoua aux chefs fascistes que la grève avait ramené son mouvement vingt ans en arrière, et Hitler s'étonna qu'une telle désobéissance eût été possible. En fait, les grèves montraient que la guerre créait une crise sociale, appauvrissant de larges parties des classes moyennes et inférieures, telle que la répression ne pouvait à elle seule maintenir longtemps le régime.

Au début du mois de juillet 1943, alors que les troupes américaines et britanniques débarquaient en Sicile et commençaient, très lentement, à se diriger vers le nord, de nombreux éléments de la classe dominante pensaient que la crise du régime pouvait les emporter avec elle. La seule solution pour maintenir leur pouvoir, pensaient-ils, était d'abandonner Mussolini et de s'entendre avec les Américains et les Anglais. Leur attitude était partagée par les proches collaborateurs de Mussolini au sein du Grand Conseil fasciste. Lors d'une réunion

spéciale, une quinzaine de jours après le débarquement, celui-ci vota la déchéance de Mussolini. Le lendemain, le même roi qui avait nommé Mussolini en 1922 le remplaça par le général Pietro Badoglio, qui commandait les troupes italiennes lors du viol de l'Éthiopie en 1935, et le fit mettre en résidence surveillée.

Le peuple envahit les rues de Rome, tout à la joie de la fin du cauchemar fasciste. Cette liesse était prématurée. Le gouvernement de Badoglio maintint son alliance avec l'Allemagne un mois de plus, pendant lequel il engagea des négociations secrètes avec les Alliés. Dans le même temps, il utilisa la force pour réprimer des manifestations, tuant vingt-trois personnes sur une place de Bari. Son comportement donna à l'armée allemande le temps d'envoyer des troupes en Italie. Lorsque Badoglio annonça finalement qu'il avait conclu un accord avec les Alliés, l'Allemagne était en mesure d'occuper le pays au nord de Naples et de contraindre le gouvernement à s'enfuir de Rome. Des parachutistes allemands libérèrent Mussolini, qui forma un gouvernement fantoche (connu sous le nom de « république de Salo ») dans le Nord de l'Italie.

L'occupation allemande provoqua le développement d'un mouvement de résistance massif. Celui-ci avait trois composantes : des groupes de partisans armés dans les campagnes – 9000 à la fin de 1943, plus de 20 000 au printemps 1944, et 100 000 un an plus tard -, des « groupes patriotiques » clandestins armés dans les grandes villes, qui exécutaient des fonctionnaires et organisaient des attentats contre les troupes allemandes et un mouvement de résistance croissant dans les usines, avec en janvier 1944 une grande grève à Gênes après l'exécution de prisonniers politiques, et une autre grève de 300 000 ouvriers à Milan, en mars, qui se propagea jusqu'en Vénétie, à Bologne et à Florence. Les ouvriers les plus mal payés et les femmes furent en première ligne de ces grèves, auxquelles les forces allemandes répliquèrent par des arrestations et des déportations massives.

Les trois tendances se rassemblèrent en août 1944, lorsque la Résistance reprit la plus grande partie de Florence à l'armée allemande avant même l'arrivée des Alliés. Elles s'unifièrent à nouveau de façon spectaculaire huit mois plus tard pour prendre le contrôle des trois principales villes industrielles du pays : Gênes, Turin et Milan. À Turin (...) la bataille fit rage autour des usines occupées par les travailleurs – Lancia, Spa, Grandi Motori, Fiat Mirafiori, Ferriere, et bien d'autres. Les ouvriers résistèrent avec détermination (...) (jusqu'à ce que les groupes urbains armés) contre-attaquent, balayant les restes des forces fascistes. À Milan, les groupes armés prirent d'assaut les casernes fascistes. Des combats se déroulèrent autour des grandes usines, en particulier Pirelli, puis les groupes armés, les partisans et les travailleurs prirent la ville, avançant vers le centre depuis les banlieues.

Les premiers groupes de résistance s'étaient souvent formés spontanément, leur croissance avait été alimentée par la brutalité de l'occupation allemande et les difficultés qui avaient suivi. De nombreux jeunes hommes avaient pris le maquis pour échapper à la conscription ou au travail forcé en Allemagne. Mais le simple fait d'entrer dans la résistance les orientait vers des opinions de gauche. Tout le monde en Italie savait que la classe dirigeante avait soutenu Mussolini. Tout le monde savait que les industriels collaboraient, d'une manière ou d'une autre, avec les occupants allemands. Et tout le monde avait constaté l'incapacité du roi et de Badoglio à empêcher l'occupation allemande de l'été 1943.

Le Parti communiste était passé de 5000 membres en juin 1943 à 410 000 en mars 1945, attirant beaucoup de gens qui ne savaient pas grand-chose de la « ligne » du Parti, mais qui voulaient un changement révolutionnaire en Italie et s'identifiaient aux succès remportés

par les armées russes après Stalingrad. À côté, on trouvait le vieux Parti socialiste – plus petit, moins bien organisé et encore composé de groupes de réformistes timides, mais qui, comme en 1918-1920, avait recours à une rhétorique révolutionnaire – et enfin le Parti d'action, mené par des membres de la classe moyenne et constitué d'effectifs hétérogènes, mais qui insistait sur la nécessité d'une rupture radicale avec le passé. Il n'est pas surprenant que Winston Churchill se soit inquiété du « bolchevisme rampant » en Italie, et ait considéré que le roi et Badoglio étaient les seuls remparts possibles.

La France différait sur un point de la Grèce et de l'Italie. Le premier appel à construire une résistance clandestine n'était pas venu de la gauche, car la majorité des parlementaires du Parti socialiste avait voté pour le gouvernement de Philippe Pétain, et le Parti communiste – obéissant aux directives de Moscou pendant la période du pacte germano-soviétique – s'opposa à toute forme de résistance jusqu'à l'été 1941. L'appel vint d'un représentant de la vieille classe dirigeante, un officier de rang moyen, Charles de Gaulle, qui s'était enfui en Angleterre. Mais les forces gaullistes de « Français libres », basées en Grande-Bretagne, étaient bien minces, et les États-Unis ne voulaient pas les reconnaître, essayant jusqu'à la fin 1943 de négocier avec le gouvernement pro-allemand de Vichy. Une fois l'Union soviétique envahie par l'Allemagne, le Parti communiste constitua sa propre organisation de résistance, les Francs tireurs et partisans (FTP). Elle dépassa rapidement en taille les gaullistes, dans la mesure où, pour la plupart des gens, la Résistance avait un caractère de classe. La vieille classe dirigeante avait plutôt favorablement accueilli les forces allemandes en 1940 et collaborait de bon cœur avec eux. Comme en Grèce et en Italie, ce furent les classes les plus pauvres qui souffrirent le plus de l'occupation. Quelque 88% de ceux qui furent arrêtés dans le Pas-de-Calais et le Nord étaient d'extraction ouvrière. En Bretagne, alors que les cheminots ne constituaient que 1% de la population, ils fournirent 7% des membres de la Résistance. En 1944, lorsque la Résistance prit Paris à l'armée allemande, devançant les Alliés, tout le monde savait que la principale force qui était derrière elle était le Parti communiste. La seule question – comme en Grèce et en Italie – était de savoir s'il allait utiliser sa position pour pousser au changement révolutionnaire ou s'entendre avec de Gaulle pour assurer la pérennité du capitalisme.

### L'espoir à nouveau étranglé

Ce ne sont pas les combattants de la résistance en Grèce, en Italie et en France qui décidèrent du destin de l'Europe, mais des réunions comme celle-ci. Aux conférences de Téhéran, de Yalta et de Postdam, Staline se mit d'accord avec Roosevelt et Churchill pour partager l'Europe en zones d'influence. Au début, les États-Unis se montrèrent assez irrités par cette division. Ils espéraient utiliser leur supériorité industrielle massive pour transformer le monde entier en une zone d'influence américaine, le libre-échange lui procurant des débouchés partout. Churchill, plus inébranlable que jamais dans sa volonté de maintenir un empire centré exclusivement autour de Londres, ne pouvait accepter cela, pas plus que Staline, qui disposait de l'immense armée soviétique pour s'opposer à la puissance de l'armée américaine. À eux deux, ils surent persuader Roosevelt d'accepter le partage qu'ils désiraient.

Les accords signèrent l'arrêt de mort des espoirs de la Résistance. Ils donnèrent une entière liberté aux armées de Staline en Europe de l'Est. Ce dernier n'allait pas laisser les communistes, dans le reste du monde, déranger ses plans en essayant de diriger des révolutions, aussi favorable qu'y soit la masse du peuple. Son ancien ministre des Affaires étrangères, Maxime Litvinov, le déclara tout crûment aux représentants américains en Italie, en septembre 1944 : « Nous ne voulons pas de révolutions à l'Ouest. »

Ce n'étaient pas seulement des mots. Au printemps 1944, le dirigeant communiste italien Palmiro Togliatti, à son retour de Moscou, annonça que son parti entrerait dans le gouvernement méprisé de Badoglio et ne s'en prendrait pas à la monarchie jusqu'à ce que la guerre soit terminée. De Moscou, le dirigeant français Maurice Thorez donna pour consigne aux FTP communistes d'accepter la direction des Forces françaises de l'intérieur (FFI) gaullistes, bien plus petites. À son retour à Paris en janvier 1945, Thorez appela les militants à cesser toute résistance aux institutions étatiques traditionnelles. « Un seul État, une seule armée, une seule police », martela-t-il.

En Italie et en France, la restauration de l'ordre ancien se produisit plus ou moins pacifiquement. En Grèce, le résultat final fut la guerre civile, même si celle-ci ne fut pas liée à une tentative, de la part des chefs de la Résistance, de mener à bien un changement révolutionnaire. La retraite de l'armée allemande, à la fin de l'année 1944, avait laissé à l'EAM-ELAS le contrôle de pratiquement tout le pays. Il n'aurait fallu à ses forces qu'un effort minime pour occuper Athènes. L'organisation savait que l'intention de l'Angleterre était d'imposer l'ancienne monarchie et un gouvernement dirigé par des politiciens de la vieille classe dominante discréditée. La Grande-Bretagne avait déjà fait usage de la force pour briser une tentative de mutinerie menée par des milliers de soldats grecs exilés en Égypte et hostiles à ces arrangements. Pourtant, l'EAM-ELAS laissa les troupes britanniques et le nouveau gouvernement s'emparer de la ville. Les seules forces sur lesquelles le gouvernement pouvait s'appuyer étaient la police et des groupes d'extrême droite qui avaient collaboré avec les nazis et étaient désireux d'humilier la Résistance. Début décembre, le gouvernement exigea le désarmement immédiat de la Résistance dans tout le pays, et ses forces ouvrirent le feu sur une immense manifestation à Athènes, tuant vingt-huit personnes et en blessant de nombreuses autres. L'EAM-ELAS n'eut plus d'autre choix que de combattre, et mit les généraux anglais en difficulté. Le maréchal Alexander avertit Churchill qu'il ne parviendrait pas à reconquérir de terrain au-delà de la zone d'Athènes-Le Pirée.

Churchill s'envola alors pour Athènes et annonça que l'opération britannique recevait « l'approbation du président Roosevelt et du maréchal Staline ». Les forces de l'EAM-ELAS se retirèrent de la capitale et furent dissoutes un mois plus tard en échange d'un accord que le gouvernement n'avait pas la moindre intention de respecter. Le 8 mars, Staline déclarait à Roosevelt : « J'ai une complète confiance dans la politique britannique en Grèce. »

Bientôt, les forces gouvernementales traquèrent quiconque avait fait partie de la Résistance. Au moins 50 000 partisans de l'EAM-ELAS furent emprisonnés et internés pendant l'année 1945, tandis que les groupes paramilitaires d'extrême droite opéraient sous la protection du gouvernement. C.M. Woodhouse, un représentant britannique qui deviendrait député conservateur, écrivit plus tard : « Jusqu'à la fin de 1945, on pouvait principalement relier les auteurs de tels carnages à des formations politiques de droite. »

De nombreux historiens soutiennent, aujourd'hui encore, que les dirigeants de la Résistance dans ces trois pays n'avaient pas d'autre choix que d'accepter la restauration des classes dirigeantes d'avant-guerre. S'ils avaient essayé de les renverser, argumentent-ils, ils auraient été écrasés par la puissance des armées américaine et anglaise. (...) En fait, comme Gabriel Kolko le fait remarquer avec pertinence, de tels jugements ignorent « le contexte élargi de la guerre avec l'Allemagne et les formidables difficultés politiques et militaires qu'auraient rencontrées l'Angleterre et les États-Unis en soutenant des guerres contre-révolutionnaires prolongées ».

Le sentiment populaire en Grande-Bretagne et aux États-Unis en 1944-1945 n'était pas de nature à permettre d'organiser facilement une répression massive. Le comportement britannique en Grèce avait causé des tempêtes politiques aussi bien en Angleterre qu'aux États-Unis, et dans les rangs de leurs armées se faisait ressentir un profond désir de rentrer chez soi au plus tôt, sentiment qui devait trouver une expression dans des mutineries au sein de troupes britanniques stationnées en Égypte. Par-dessus tout, il était hautement improbable qu'un mouvement révolutionnaire se trouvât confiné à un seul pays. Churchill craignait surtout qu'une révolution en Grèce n'inspire des mouvements dans le même sens en Italie et, si ceux-ci s'étaient produits, il est difficile d'imaginer que la France n'en aurait pas été affectée. En fait, en Allemagne même, l'effondrement du régime nazi en mai 1945 vit les travailleurs retourner massivement à leurs anciennes allégeances socialistes et communistes, mettant en place des comités antinazis et prenant en charge le fonctionnement d'usines dont les directeurs nazis s'étaient enfuis, jusqu'à ce que les armées d'occupation rétablissent l'ordre avec l'aide de politiciens rentrés d'exil.

Le rétablissement de l'ordre ancien en Grèce, en Italie et en France signifiait que ceux qui avaient prospéré sous les régimes fascistes et collaborationnistes étaient de retour aux postes de commande. En Grèce, la « trêve » entre le gouvernement et les résistants fut bientôt oubliée. Des sympathisants fascistes et d'anciens collaborateurs se retrouvèrent à tous les niveaux de l'armée et de la police, et se mirent à persécuter systématiquement la gauche jusqu'à l'éclatement d'une guerre civile ouverte. Les armes américaines permirent à la droite de prendre le dessus, gouvernant grâce à des élections truquées tout au long des années 1950 et au début des années 1960. Puis, en 1967, plutôt que de risquer une victoire de la gauche ou du centre aux élections, les sympathisants fascistes et les anciens collaborateurs de l'armée prirent le pouvoir grâce à un coup d'État militaire. Il n'exista dès lors en Grèce, jusqu'à l'effondrement du régime militaire au milieu des années 1970, rien qui ressemble de près ou de loin à une démocratie capitaliste normale.

En Italie, de véritables institutions parlementaires furent mises en place, mais, sous la surface, la composition de l'appareil d'État resta essentiellement la même. Cela apparut de façon frappante au début des années 1970, lorsque certaines fractions des services secrets et de l'armée collaborèrent avec les fascistes pour poser des bombes dans l'espoir de fournir le prétexte d'un coup d'État.

En France, la continuité de la machine étatique fut révélée au grand jour au milieu des années 1990, lors du procès de l'ancien chef de la police de Vichy à Bordeaux, Maurice Papon, qui comparait pour avoir envoyé des milliers de juifs dans les camps de la mort. Après la guerre, il avait réussi à devenir chef de la police à Paris et s'était rendu célèbre pour avoir ordonné une attaque sur une manifestation d'Algériens qui fit plus d'une centaine de victimes, en octobre 1961. Cependant, l'horreur suprême liée à la continuité de l'État français devait s'accomplir hors de France. Le jour de la victoire sur l'Allemagne, des Arabes descendirent dans les rues de Sétif, en Algérie, en brandissant le drapeau blanc et vert de la résistance à la domination française. La police française ouvrit le feu et, dans les combats qui suivirent, au moins 500 Algériens et 100 colons français furent tués. La détermination de l'État français à conserver sa colonie allait faire un million de morts au cours des vingt années suivantes.

Au Vietnam, le mouvement de résistance nationaliste dirigé par les communistes, le Vietminh, avait pris le contrôle du pays lors de la capitulation du Japon. Des troupes

britanniques sous le commandement de lord Mountbatten débarquèrent au sud, à Saigon, amenèrent des prisonniers de guerre japonais pour les utiliser contre le Vietminh, puis remirent la ville aux autorités coloniales françaises. Après une brève accalmie, pendant laquelle les communistes essayèrent d'appliquer la ligne générale de Staline en coopérant avec les Français, une guerre éclata, qui devait durer plus de trente ans et coûter plus de deux millions de vies vietnamiennes.

Le sort des mouvements de libération en Europe occidentale et méridionale eut sa contrepartie dans la sphère d'influence soviétique en Europe de l'Est. Les puissances occidentales consentirent à l'incorporation de la Pologne orientale à l'URSS sous le nom d'« Ukraine occidentale », restèrent neutres lorsque Staline laissa l'armée allemande écraser le soulèvement du ghetto de Varsovie, puis acceptèrent comme dirigeants du pays les membres du « gouvernement populaire » nommés par lui. De même, ils lui laissèrent les coudées franches en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est. Ils se livrèrent certes à une grande campagne de propagande sur les malheurs infligés par Staline à ces pays, de la même manière que Staline le faisait en dénonçant les crimes de l'Occident, mais ils ne firent rien pour l'empêcher de mener ses affaires à sa guise. Les deux camps en restèrent aux points principaux des accords passés pendant la guerre jusqu'en 1989, lorsque le bloc russe s'effondra sous le coup de difficultés internes.

En Europe, un seul pays important ne tomba ni dans un camp ni dans l'autre : la Yougoslavie. Les communistes dirigés par Tito (lui-même de descendance mixte croate et slovène) avaient réussi à y construire un mouvement de résistance multiethnique à la fois contre les occupants allemands et les fascistes croates oustachis, et ils avaient obtenu des armes des Alliés pour combattre les Allemands, ce qu'avaient refusé de faire les royalistes serbes tchetniks. Les partisans réussirent à prendre le contrôle du pays et à mettre en place un régime qui, même s'il s'inspira au début servilement du modèle stalinien, possédait une forte base indépendante. Cela fut démontré en 1948 lorsque Tito rompit brusquement avec Staline pour adopter une politique de neutralité qui durerait pendant les quarante années suivantes.

Les accords entre les puissances occidentales et l'URSS n'étaient pas limités à l'Europe. La Grande-Bretagne et l'Union soviétique avaient divisé l'Iran en deux zones d'influence pendant la guerre, et elles y maintinrent leurs forces pendant environ deux ans. La division de la Corée entre Russes et Américains – le long d'une ligne tracée par le général MacArthur – à l'été 1945 fut plus pérenne. Chacune des deux moitiés choisit pour la diriger son propre dictateur : d'un côté, un petit chef de guérilla, Kim Il-sung, qui avait passé la guerre en URSS ; de l'autre, le nationaliste d'extrême droite Syngman Rhee, sur lequel les Américains pouvaient compter pour qu'il se plie à leurs volontés. La division de la Corée fut le dernier grand acte de coopération entre les Alliés pendant la guerre. Moins de cinq ans plus tard, elle allait être la cause de la plus grande confrontation qu'ils aient connue jusqu'alors.

## Chapitre 47

---

### La Guerre froide

Les « trois grands » (États-Unis, Royaume-Uni, URSS) célébrèrent leur victoire sur l'Allemagne et le Japon en créant une nouvelle organisation internationale, l'ONU (Organisation des nations unies). Sa conférence de fondation, tenue à San Francisco en mai 1945, promettait aux peuples du monde un ordre nouveau de paix et de coopération, grâce

auquel la guerre serait définitivement bannie. On proclama que la nouvelle organisation serait très différente de celle qui l'avait précédée dans l'entre-deux-guerres, la SDN (Société des Nations), laquelle s'était révélée incapable d'empêcher la Seconde Guerre mondiale. Cette déclaration touchait une corde sensible chez ceux qui avaient souffert et combattu pour ce qu'ils pensaient sincèrement être un monde meilleur. (...) La prise de décision revenait aux quatre membres permanents du Conseil de sécurité – le Royaume-Uni, les États-Unis, la France et l'URSS –, qui dominaient, opprimaient et exploitaient conjointement le reste du monde.

En Europe de l'Est, il convenait parfaitement à Staline que les États occupés par les troupes soviétiques soient dirigés par des gouvernements de coalition comprenant des personnalités d'avant-guerre, qu'elles aient été de droite, du centre ou issues des partis sociaux-démocrates. (...) Le plan Marshall, un dispositif destiné à relancer les économies de l'Europe sous hégémonie américaine, ne tarda pas à suivre. Il fut présenté comme une offre faite à tout le continent, y compris aux zones sous occupation soviétique. Mais W.W. Rostow, un économiste qui travaillait à son application – et qui devait plus tard jouer un rôle clé dans la guerre contre le Vietnam – révéla que le plan avait été « conçu comme une “contre-offensive” (les termes sont de Rostow) aux agissements de l'Union soviétique en Europe de l'Est et comme une réaction à la décision de Staline (...) de repousser tous les gestes de compromis en vue d'un règlement des problèmes qui divisaient l'Europe ». Quelques semaines après l'annonce du plan, à l'instigation des Américains, les partis de la droite et du centre expulsèrent les communistes du gouvernement en France et en Italie. Ce fut la récompense de Thorez et de Togliatti pour leurs trois années d'opposition aux grèves (y compris à une grève majeure chez Renault-Billancourt, au moment précis où la crise gouvernementale éclata). Au printemps de 1948, les États-Unis versèrent de l'argent pour empêcher qu'une liste conjointe communiste-socialiste ne remporte les élections législatives en Italie, et ils commencèrent à recruter d'anciens fascistes dans une organisation armée clandestine, Gladio (qui devait plus tard se ranger sous l'aile de l'OTAN), dans l'éventualité d'une victoire de la gauche.

Staline prit des mesures semblables pour étouffer toute opposition potentielle en Europe de l'Est (sous occupation soviétique). L'Armée rouge s'était assurée que la police et les services secrets étaient entre les mains de ses hommes liges. Puis une série d'initiatives furent prises pour anéantir toute résistance aux diktats de Moscou. D'abord, les ministres non communistes furent contraints à la démission, les partis sociaux-démocrates obligés de fusionner avec les partis communistes locaux sans se soucier de ce qu'en pensaient leurs adhérents ; puis les dirigeants communistes susceptibles de manifester une certaine indépendance à l'égard de Staline (cas de la quasi-totalité de ceux qui avaient combattu en Espagne) passèrent en jugement, furent emprisonnés et souvent exécutés. Traicho Kostov en Bulgarie, Laszlo Rajk en Hongrie et Rudolf Slansky en Tchécoslovaquie furent mis à mort. Wladislaw Gomulka en Pologne et Janos Kadar en Hongrie furent jetés en prison. Staline n'était pas seulement décidé à éliminer les pro-Occidentaux et autres partisans du capitalisme de marché ; il était terrifié à l'idée que se mettent en place des régimes indépendants à direction communiste, en particulier après la rupture avec la Yougoslavie de Tito en 1948. Une vague de procès à grand spectacle eut lieu où certains dirigeants communistes d'Europe de l'Est furent accusés, à l'instar de Tito, d'être des « agents de l'impérialisme » et des « fascistes ».

L'expression la plus visible de ce qui allait bientôt être connu sous le nom de « Guerre froide » apparut à l'été 1948. L'Allemagne avait été divisée en quatre zones d'occupation, de

même que sa capitale, Berlin. Puis les États-Unis, le Royaume-Uni et la France fusionnèrent leurs zones et mirent en circulation une nouvelle monnaie, ce qui eut pour effet de les couper de la zone soviétique. L'URSS réagit en imposant un blocus des marchandises et des denrées acheminées par route et par rail à Berlin-Ouest, enclave isolée au milieu de leur zone. Un énorme « pont aérien » fut mis en place par les Américains et les Britanniques pour maintenir le ravitaillement et devint un élément de leur propagande pour la « défense de la liberté ».

Cette campagne s'inscrivait dans le contexte d'une attaque contre les communistes et les militants de gauche en Occident. Aux États-Unis, la loi Taft-Hartley obligea les syndicats à éliminer leurs permanents communistes ; des fonctionnaires (parmi lesquels des professeurs et des assistants) furent licenciés pour avoir refusé de signer des « serments de loyauté » ; des réalisateurs et des scénaristes qui refusaient de dénoncer de prétendus contacts « communistes » furent interdits de travail par la Commission sur les activités antiaméricaines du sénateur Joseph McCarthy. L'écrivain et scénariste Dashiell Hammett fit partie des prétendus communistes emprisonnés. Charlie Chaplin fut interdit de séjour dans le pays, et Paul Robeson obligé de le quitter. Dans une apothéose sinistre, Ethel et Julius Rosenberg, soupçonnés d'avoir transmis des documents secrets sur l'arme atomique à l'URSS, furent envoyés à la chaise électrique. En France et en Italie, des scissions anticommunistes déchirèrent le mouvement syndical. Au Royaume-Uni, plusieurs syndicats interdirent le recrutement de permanents communistes.

Les deux blocs furent rapidement organisés en alliances militaires rivales, l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique nord) et le pacte de Varsovie, et très largement coupés l'un de l'autre sur le plan économique. (...) Les dépenses militaires, dans les deux camps, atteignirent des sommets sans précédent en temps de paix, jusqu'à 20% du PIB américain et 40% du PIB soviétique. L'URSS construisit des cités secrètes pour développer sa propre bombe atomique, pendant que les Américains mettaient au point la bombe H – cent fois plus destructrice que la bombe A – et maintenaient en vol permanent une escadrille de bombardiers nucléaires. Rapidement, les arsenaux combinés des deux superpuissances furent en mesure de détruire plusieurs fois la planète.

De nombreux socialistes, à l'Ouest ou dans le tiers monde, s'imaginaient à tort que les dirigeants de l'URSS étaient de leur côté, tandis que beaucoup de dissidents du bloc de l'Est accordaient du crédit aux dirigeants occidentaux affirmant lutter pour la « liberté » ou la « démocratie ». Ceux qui, au début des années 1950, refusaient cette absurdité étaient une infime minorité. La Guerre froide ne devint jamais « chaude » à l'échelle mondiale. Si cela avait été le cas, bien peu d'entre nous seraient encore là pour en parler. Mais elle devint brûlante en Corée. Comme les dictateurs rivaux établis de part et d'autre de la ligne de partage de 1945 cherchaient à asseoir leur légitimité en unifiant les deux Corées, des affrontements éclatèrent à partir du printemps 1949 dans tout le pays. Le dictateur du Nord, Kim Il-sung, décida d'agir avant que son adversaire du Sud, Syngman Rhee, n'en ait l'occasion. Après avoir reçu le feu vert de Staline, il lança une attaque en juin 1950, escomptant un effondrement immédiat du régime du Sud. Ni lui ni Staline ne pensaient que les États-Unis interviendraient. Mais, même si elle dut reculer jusqu'à l'extrémité méridionale du pays, l'armée du Sud ne s'effondra pas et les États-Unis s'empressèrent d'intervenir. Ces derniers étaient inquiets de l'impact qu'une victoire du bloc de l'Est en Corée pourrait avoir sur un Japon déjà appauvri et dévasté, où un Parti communiste puissant affichait des ambitions révolutionnaires. Le président Truman voyait aussi la guerre de Corée comme un prétexte pour persuader un Congrès jusque-là réticent d'approuver une augmentation massive des dépenses militaires.

La guerre dura trois ans. le coût humain fut colossal : 500 000 morts dans le camp occidental et 1,5 million dans l'autre. Deux millions de civils coréens furent tués, et la moitié des habitants du Sud perdirent leur maison ou prirent la fuite. Le peuple coréen n'y gagna strictement rien. La ligne de démarcation ne bougea pas, et des millions de personnes se retrouvèrent dans l'impossibilité de voir leurs amis ou leurs parents qui habitaient de l'autre côté. (...) Quarante ans durant, toute une série de dictateurs dirigèrent la Corée du Sud, avant que ne s'instaure – sous une forme limitée – la « démocratie » au nom de laquelle la guerre avait prétendument été menée.

Le très court « âge d'or »

Le capitalisme mondial connu alors la période de prospérité la plus longue de son histoire. En 1970, l'économie américaine produisait trois fois plus qu'en 1940, la production industrielle allemande atteignait cinq fois son volume de 1949, et le PIB français avait été multiplié par quatre. De pays agricole, l'Italie se transforma en puissance industrielle de premier plan, et le Japon fit un bond en avant pour devenir la deuxième puissance industrielle derrière les États-Unis. Il n'est dès lors pas surprenant que de nombreux historiens de l'économie décrivent aujourd'hui cette période comme un « âge d'or ». (...) Les ouvriers vivaient mieux que leurs parents et s'attendaient à ce que leurs enfants vivent encore mieux.

Ce n'était pas seulement une question de niveau de revenus. Les salaires pouvaient être dépensés pour acquérir tout un ensemble de biens de consommation : aspirateurs, machines à laver, réfrigérateurs, télévisions, chauffe-eau, etc. Il y eut un bond qualitatif dans le niveau de vie de la classe ouvrière. Il y eut un bond qualitatif dans le niveau de vie de la classe ouvrière. Les tâches domestiques restaient une corvée pour les femmes, mais elles ne passaient plus des heures à faire bouillir de l'eau et à frotter le sol à genoux. La nourriture pouvait être achetée à un rythme hebdomadaire plutôt que quotidiennement, ouvrant la porte au remplacement de l'épicier du coin par le supermarché. Toutes sortes de distractions étaient disponibles sans sortir de chez soi, notamment pour ceux qui ne pouvaient se permettre d'aller au cinéma, au théâtre ou au music-hall.

D'autres changements se produisirent. Les patrons concédèrent la semaine de cinq jours de travail au lieu de cinq jours et demi, et plus d'une semaine de congés annuels. Des concessions qui étaient apparues comme un gain important pour les travailleurs français en 1936 devinrent monnaie courante en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Des vacances pour le peuple signifiaient plus que quelques jours passés à la campagne ou au bord de la mer.

Aux États-Unis, plus de soixante-dix millions d'ouvriers, et plus de huit millions au Royaume-Uni, travaillaient dans l'industrie manufacturière. Ils étaient concentrés dans des établissements employant des centaines, des milliers voire, dans le cas de certaines usines automobiles ou aéronautiques, des dizaines de milliers de salariés. Avec le temps, la production de masse devint le modèle pour de nombreuses autres catégories d'emploi. L'ordre disciplinaire industriel s'étendit aux employés des chaînes de supermarchés qui commençaient à se multiplier, son souci des cadences aux pools dactylographiques et aux centres de traitement des données, son système de rémunération aux mines de charbon, et ses méthodes managériales au travail des dockers et du bâtiment. Les approches inspirées par l'activité industrielle devinrent à ce point répandues que les sociologues spécialisés utilisent le terme « fordiste » pour caractériser cette période. Mais, de même que la manufacture de la

« révolution industrielle » avait fourni aux travailleurs un potentiel de lutte pour améliorer leurs conditions d'existence, la généralisation de l'emploi en usine au cours des Trente Glorieuses le favorisa à une échelle décuplée. Les usines automobiles de Detroit, Turin, Coventry, Dagenham, Cologne et Billancourt, l'aérospatiale de Seattle et l'armement de Californie rejoignirent les grandes aciéries, les bassins houillers et les chantiers navals pour constituer des centres de résistance potentielle aux détenteurs du capital. Dans les conditions de plein-emploi, c'était une chose que le capital lui-même devait prendre en considération. En Amérique du Nord et dans la plus grande partie de l'Europe de l'Ouest, il s'appuyait sur des politiciens qui prêchaient le « consensus » pour stabiliser la société.

C'est au cours des Trente Glorieuses que les anciennes lois sur les pauvres furent transformées en « protection sociale ». Du point de vue du capital, il s'agissait notamment d'utiliser les intermédiaires syndicaux ou politiques (politiciens sociaux-démocrates en Europe, démocrates « libéraux » aux États-Unis) pour acheter le consentement d'une main d'œuvre potentiellement bien plus puissante qu'avant-guerre. Les mesures destinées à améliorer la santé et l'éducation des enfants permettaient aussi d'assurer la reproduction de la force de travail coûteuse dans des conditions satisfaisantes. Dans tous les cas, « réforme » sociale signifiait amélioration, et non, comme au XIX<sup>e</sup> siècle ou aujourd'hui, démantèlement de l'État-providence pour contraindre les humains à vendre moins cher leur force de travail.

Le « *long boom* » (croissance prolongée) entraîna d'autres changements, d'une importance immense, dans les pays avancés. Une pénurie de main d'œuvre poussa le capital à prospecter dans le monde entier à la recherche de travailleurs. Des migrants de l'Italie rurale furent bientôt employés dans les mines belges et les usines suisses, en même temps qu'ils augmentaient la population de Milan et de Turin. Le flot des anciens métayers noirs prenant la direction de Los Angeles, Detroit et Chicago devint un torrent. Des firmes allemandes accueillirent des réfugiés de l'Est et organisèrent la venue de millions de « travailleurs invités » de Turquie et de Yougoslavie. Les sociétés françaises recrutèrent de la main d'œuvre en provenance d'Afrique du Nord. Les services de santé du Royaume-Uni allèrent chercher leur personnel aux Caraïbes, et les usines textiles britanniques embauchèrent des ouvriers au Pendjab. Le capitalisme avait depuis longtemps unifié le travail de populations de tous les continents à travers le marché mondial. Désormais, c'étaient les personnes elles-mêmes qu'il attirait dans ses grandes métropoles. Cela mena à une fusion plus ou moins spontanée des diverses cultures dont étaient issus ces travailleurs, mais aussi à des tentatives racistes de dresser les groupes ethniques les uns contre les autres.

Un changement massif se produisit au cours des Trente Glorieuses. Les nouveaux appareils ménagers réduisirent le poids du travail à la maison, rendant possible un emploi salarié parallèle. Les employeurs étaient très désireux d'embaucher des femmes, si nécessaire pour un temps partiel compatible avec le soin des enfants, et le besoin de revenus supplémentaires pour acheter des appareils ménagers fournissait une incitation à la recherche d'emploi des femmes. Les nouveaux arrangements étaient le résultat de pressions économiques, mais leurs implications étaient bien plus larges. Les nouvelles venues dans le monde du travail se réjouissaient de l'indépendance conférée par leur salaire, qui les rendait plus à même de se battre pour leurs droits. Les femmes avaient été largement exclues de tout rôle public depuis l'apparition de la société de classes 5000 plus tôt. Désormais, une majorité d'entre elles sortaient de la sphère privée du foyer pour entrer dans la sphère publique de l'industrie.

La double charge persistait. Les patrons se félicitaient d'employer des femmes notamment parce qu'ils pouvaient se permettre de moins les payer. Le marché du travail était encore structuré autour de l'idée selon laquelle les revenus de l'homme comptaient plus que ceux de la femme.

### La libération coloniale

Le 15 août 1947, Jawaharlal Nehru hissa le drapeau national indien sur le Fort Rouge de Delhi. Le Royaume-Uni se séparait du « joyau de la Couronne » impériale. (...) dans les années 1930, le mouvement national indien avait pris un nouvel élan. (...) Mais le véritable pouvoir au sein du Congrès restait entre les mains de la droite et d'une coterie de capitalistes indiens proches de Gandhi. Les gouvernements provinciaux administrés par ce parti édictèrent bientôt des lois antigève, rejetant l'agitation sur une base de classe. La voie était tracée pour le retour de conflits communautaires, les séparatistes musulmans reprochant à tous les hindous le comportement des propriétaires hindous, et les hindous militant pour leur communauté faisant grief à tous les musulmans des méfaits des agrariens de même confession.

L'hostilité envers le Royaume-Uni s'accrut lorsque celui-ci annonça que l'Inde était en guerre contre l'Allemagne sans avoir pris la peine de consulter quelque représentant indien. (...) Gandhi lui-même soutint une vaste campagne connue sous le nom de « *Quit India* », en 1942. (...) Finalement, la répression brisa le mouvement. Il y eut 2000 victimes et 2500 condamnations au fouet dans la seule ville de Bombay. Des villages furent brûlés et mitraillés par des avions. Mais le vice-roi britannique, le général Archibald Wavell, confia à Churchill à la fin de 1943 que « les forces répressives nécessaires pour conserver l'Inde après la guerre dépassaient les possibilités du Royaume-Uni ».

Les autorités impériales avaient une dernière carte à jouer. Elles se tournèrent vers la Ligue musulmane pour faire contrepoids au parti du Congrès national indien. Arguant que celle-ci représentait tous les musulmans, ils lui donnèrent le contrôle de plusieurs provinces malgré sa piètre performance aux élections de 1937. Son dirigeant le plus connu, Muhammad Ali Jinnah, se mit à revendiquer un État musulman séparé – option qu'il avait rejetée jusque-là -, même s'il était impossible d'en tracer les frontières sans y inclure un grand nombre d'hindous et de sikhs et en exclure les musulmans vivant dans des zones à majorité hindoue. Le Parti communiste, qui dans le passé s'était opposé à l'idée d'une division communautaire, appuya cette revendication dans le cadre de son soutien à l'effort de guerre britannique, proclamant qu'hindous et musulmans correspondaient à deux « nations » différentes.

Surmonter les barrières communautaires constituait malgré tout un potentiel énorme pour le mouvement national. À Bombay, en février 1946, des marins indiens de la Royal Navy se mirent à protester contre les insultes racistes et l'infériorité de leur solde par rapport à celle de leurs homologues blancs. La contestation tourna à la mutinerie sur 78 navires et dans 20 bases côtières, soutenue par des manifestations et des grèves d'étudiants et d'ouvriers. Les mutins brandissaient des drapeaux hindous, musulmans et rouges. C'était la première fois, depuis 1857, que des forces militaires mises en place pour défendre l'empire se retournaient en masse contre lui, qui plus est d'une manière ouvrant la possibilité d'une union populaire entre musulmans, hindous et sikhs grâce à la mise en échec du communautarisme. Mais les dirigeants du Congrès n'étaient pas prêts à accepter cela. Gandhi s'opposa à la mutinerie et Nehru essaya de calmer le jeu. Le communautarisme se raviva, même si la mutinerie avait anéanti tous les espoirs britanniques de s'accrocher au pouvoir.

Les dirigeants du Congrès et leurs soutiens dans le milieu des affaires tenaient tant à disposer d'un État distinct – même tronqué – qu'ils consentirent à un partage du sous-continent avec Jinnah. Un fonctionnaire anglais, Cyril Radcliffe, qui ne connaissait rien de l'Inde, traça une ligne de démarcation qui coupait en deux le Bengale et le Pendjab. Des deux côtés de la frontière du Pendjab, y compris dans les villes voisines de Lahore et d'Amritsar, les populations étaient complètement mélangées, avec des hindous, des musulmans et des sikhs. Puis des bandes d'agitateurs proches de la droite, musulmans d'un côté de la ligne, hindous et sikhs de l'autre, entreprirent de sécuriser le territoire qui leur avait été attribué en massacrant, terrorisant et expulsant ceux qui appartenaient à la « mauvaise » religion. Entre 250 000 et un million de personnes périrent. Dans le même temps, des groupes attaquèrent les importantes communautés musulmanes de grandes villes comme Delhi et Lucknow, « persuadant » leurs membres d'émigrer au Pakistan.

À l'horreur de la partition succéda un désastre final : la guerre entre les deux nouveaux États. Chacun revendiquait le Cachemire, qui avait, à la fois, une majorité musulmane, un prince hindou et un dirigeant de l'opposition musulman, emprisonné, qui soutenait le Congrès. (...) La partition eut un effet dévastateur sur les deux pays. En Inde, elle renforça les plus farouches défenseurs de la communauté hindoue et encouragea la tendance des partis politiques à fonctionner à partir de coalitions changeantes, organisées autour des chefs de différentes castes locales, de groupes linguistiques et religieux. La confrontation militaire avec le Pakistan absorba aussi des ressources absolument indispensables pour améliorer les conditions d'existence du peuple.

Les effets sur le Pakistan furent encore pires. La religion était la seule chose que son peuple avait en commun et, même dans ce domaine, il y avait des conflits entre les courants chiite et sunnite de l'islam. Le pays était divisé en deux parties, séparées par plusieurs centaines de kilomètres de territoire indien. À l'est, les gens parlaient bengali, à l'ouest, pendjabi. Mais la langue nationale était l'urdu, parlé seulement par la minorité de la population qui avait émigré du centre de l'Inde septentrionale. De plus, de vastes zones de la partie occidentale étaient dominées par des propriétaires terriens qui exerçaient un pouvoir quasi féodal. Il en résulta une instabilité politique permanente, une succession de dictatures militaires, la sécession du Pakistan oriental en 1971 pour former le Bangladesh - à la suite de la répression sanglante d'une révolte populaire -, de nouveaux coups d'État militaires au Pakistan occidental, l'exécution de son ancien Premier ministre, et un état de quasi-guerre civile dans sa principale ville industrielle, Karachi, dans les années 1990.

Malgré le désastre de la partition, le retrait du Royaume-Uni eut un impact considérable dans le monde. Les impérialistes étaient contraints de reculer, et toutes les colonies en tiraient des leçons.

La « Chine populaire »

À l'été 1949, deux ans après le départ des Britanniques de l'Inde, une Armée populaire de libération commandée par de vieux communistes comme Mao Zedong, Zhu De et Liu Shao-ch'i occupa Pékin. Après sa marche vers le sud pour unifier toute la Chine, à l'exception de la grande île de Taïwan et la colonie anglaise de Hong Kong, le temps des concessions et des canonnières étrangères – qui s'étaient imposées au pays pendant un siècle – était bel et bien révolu.

L'armée de Mao n'était au départ qu'un groupe de soldats communistes, dissidents des armées nationalistes, qui avaient échappé aux massacres perpétrés par Thang Kaï-chek à la fin des années 1920 en établissant une base à la frontière de la province méridionale du Jiangxi. Elle avait recruté des paysans locaux pour constituer une force sans doute proche des armées paysannes rebelles qui émaillent l'histoire de la Chine. Lorsqu'elle se trouva menacée par les troupes de Tchang Kaï-chek, elle s'engagea dans une « longue marche » circulaire de plus de 10 000 kilomètres, à travers le sud et l'ouest de la Chine, jusqu'à Yan'an, dans le lointain nord-ouest. Des 100 000 « marcheurs » présents au départ, moins d'un sur dix arriva à bon port. Mais ceux qui restèrent se trouvèrent de nouveaux soutiens, en particulier après l'attaque japonaise de la Chine en 1937.

L'Armée populaire de libération (...) se renforçait progressivement. Elle obtint l'estime des paysans par une politique de réduction des fermages, voire inspira une relative sympathie à certains capitalistes chinois en leur fournissant la stabilité nécessaire à leurs affaires. Lors de l'effondrement japonais en 1945, Tchang Kaï-chek avait les troupes les plus fournies et recevait d'importants subsides des États-Unis (ainsi que des sommes moindres de l'URSS, car Staline n'assurait alors aucun soutien aux communistes). Mais Mao disposait d'une armée dont le moral et la discipline étaient bien meilleurs. Lorsqu'elles s'affrontèrent dans le cadre de la guerre civile, celle de Tchang Kaï-chek se désagrégea immédiatement, des divisions entières (avec leurs généraux) changeant de camp. À la fin de 1949, Tchang Kaï-chek fuit la Chine continentale pour se réfugier à Taïwan, où le Guomintang gouverne à nouveau depuis 2008.

La victoire de Mao fut un choc terrible pour les Américains, qui considéraient la Chine comme une partie de leur empire informel et déversaient des sommes énormes dans les poches des généraux de Tchang Kaï-chek. Ils pensaient que Mao et Staline avaient réussi à fomenter une conspiration communiste mondiale, ignorant que le dirigeant soviétique avait apporté son aide à Tchang Kaï-chek et conseillé à Mao de ne pas prendre le pouvoir. Les opérations militaires américaines en Corée, qui débutèrent quelques mois après la victoire de Mao, entraînèrent des mouvements de troupes à travers la Corée du Nord jusqu'à la frontière chinoise, forçant quasiment la Chine à intervenir aux côtés des Nord-Coréens et jetant Mao dans les bras de Staline (même si leur alliance ne dura qu'une douzaine d'années). Parallèlement, Washington soutenait le colonialisme français au Vietnam dans la perspective de sa défense du « monde libre » face au « communisme ». Ainsi, il fournit les fonds et les armes qui permirent à la France de continuer à combattre jusqu'en 1954.

Si l'armée de Mao reposait sur un recrutement paysan, ses cadres et le personnel des structures administratives des « régions libérées » étaient des membres radicalisés de la classe moyenne cultivée des villes.

#### Les dernières cartouches des empires

La victoire de Mao, intervenue très rapidement après l'évacuation de l'Inde par les Britanniques, ajouta au sentiment, croissant dans les colonies du monde entier, que l'impérialisme pouvait être battu. (...) Dans les capitales arabes de Damas, Bagdad et Le Caire, la nouvelle génération issue de la classe moyenne, occupant parfois une position stratégique au sein du corps des fonctionnaires de l'État, commença à conspirer pour obtenir l'indépendance totale et à rêver d'une « nation arabe » unie, de l'Atlantique au Golfe.

Les puissances coloniales réagirent spontanément à ces mouvements de libération en recourant, comme par le passé, aux mitrailleuses, aux bombardements et aux camps de concentration. Ainsi riposta la France au Vietnam, à Madagascar, en Algérie et dans ses colonies d'Afrique de l'Ouest ; le Royaume-Uni fit de même en Malaisie, au Kenya, à Chypre, à Aden et dans les deux Rhodésies ; tout comme le Portugal en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau.

Mais il devenait, à terme, tout aussi clair que cette approche était contre-productive, n'aboutissant qu'à attiser l'hostilité populaire envers les intérêts européens. Les dirigeants commencèrent à estimer plus opportun de soutenir des personnalités locales qui serviraient fidèlement leurs intérêts en tant que chefs de gouvernements « indépendants ». Le Royaume-Uni adopta cette politique au Moyen-Orient, en Afrique de l'Ouest et dans les Caraïbes. En Malaisie, il exerça une répression sévère contre le mouvement de libération dirigé par les communistes (les soldats coupèrent les mains, voire la tête, des « terroristes » tués, et déplacèrent un demi-million de personnes dans des villages clôturés de barbelés). Dans le même temps, Londres promettait l'indépendance aux politiciens malais « modérés », qui étendaient leur base en jouant sur la défiance raciale à l'égard de la minorité chinoise.

La France fut finalement contrainte d'adopter cette attitude au Vietnam et en Algérie. Mais elle ne s'y résolut qu'après avoir dépensé des sommes colossales et fait de très nombreuses victimes dans des guerres qu'elle ne pouvait gagner. Le poison infecta la politique française lorsque des généraux colonialistes mécontents firent une tentative de putsch, d'abord en 1958 (avec pour résultat des pouvoirs quasi dictatoriaux accordés par l'Assemblée nationale au général de Gaulle dès 1958), puis en 1961. L'indépendance finalement accordée à l'Algérie entraîna le rapatriement d'un million de colons, et une vague d'attentats dus au groupe terroriste d'extrême droite, l'OAS (Organisation armée secrète), à Paris notamment.

Le Portugal, dont le capitalisme était le plus arriéré d'Europe, essaya de se cramponner à ses colonies, mais fut finalement obligé de les abandonner en 1974-1975, lorsque leur coût provoqua un soulèvement révolutionnaire dans le pays. Il ne restait alors plus que les deux régimes coloniaux racistes du sud de l'Afrique : la Rhodésie du Sud, qui fut finalement contrainte d'accepter le pouvoir de la majorité noire et prit le nom de Zimbabwe en 1980, et l'Afrique du Sud, qui suivit son exemple en 1994.

Le processus de retrait des puissances d'Europe occidentale dans la moitié de l'Asie et la quasi-totalité de l'Afrique fit date dans l'histoire de l'humanité. Il marqua la fin d'une période de presque deux siècles durant lesquels le fil de l'histoire mondiale passait par Londres et Paris. Ce recul ne sonna toutefois pas le glas de l'impérialisme, le monde restant dominé par les intérêts d'une poignée de pays économiquement avancés. Des conflits sanglants dans les Amériques, l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient en témoignèrent de façon répétée.

### Sang et pétrole

Le Moyen-Orient et ses immenses réserves pétrolières furent sans conteste la terre promise pour l'impérialisme de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Le Royaume-Uni avait étendu son empire moyen-oriental pendant la Première Guerre mondiale en collaborant avec le dirigeant de La Mecque, Cherif Hussein, dans le cadre d'une « révolte nationale arabe ». On promit à ce dernier tous les territoires administrés par la Turquie. Mais le gouvernement

britannique s'était aussi engagé auprès des leaders sionistes à allouer l'un des territoires arabes, la Palestine, à des colons juifs venus d'Europe, ceux-ci devant servir de tampon en cas de menace arabe sur le canal de Suez. Comme le dirigeant politique israélien Abba Eban l'expliquerait plus tard : « Nous devons aider le Royaume-Uni à devenir la puissance dominante dans la région et le Royaume-Uni devait nous aider à développer le “foyer national” juif. »

Ce double accord fonctionna jusqu'à un certain point. Les firmes britanniques firent main basse sur les réserves pétrolières d'Irak et d'Iran, et des volontaires juifs collaborèrent avec les Anglais pour réprimer une révolte palestinienne, la rébellion la plus grave à laquelle l'Empire britannique eut à faire face dans les années 1930. Mais, à terme, cette politique se retourna contre eux. Un antagonisme croissant opposait les Arabes aux colons sionistes ; ces derniers achetaient des terres aux riches propriétaires arabes et en expulsaient les familles de paysans qui les cultivaient depuis des siècles. Des juifs, qui avaient fui la persécution en Europe, découvraient qu'ils devaient à leur tour devenir persécuteurs en Palestine. Le Royaume-Uni chercha à apaiser la colère des Arabes en imposant des restrictions à l'immigration juive et se retrouva attaqué des deux côtés. En 1946, des groupes paramilitaires juifs, qui avaient été armés pour réprimer les Arabes, lancèrent des attaques contre les troupes et les installations britanniques.

Les Anglais essayèrent d'échapper au problème qu'ils avaient créé en retirant leurs forces en 1947 et en confiant la défense de leurs intérêts pétroliers aux monarchies arabes fantoches d'Irak, de Jordanie et d'Égypte. Les États-Unis et l'URSS se montrèrent tout à coup particulièrement intéressés par la perspective de prendre la place de l'Angleterre après son départ, et soutinrent conjointement une résolution de l'ONU divisant la Palestine et fondant un État colonial israélien (allant la moitié des terres à un tiers de la population). Les colons reçurent en même temps des armements substantiels de la Tchécoslovaquie, gouvernée par les communistes, et le soutien des États-Unis. Lorsque le conflit éclata, ils terrorisèrent une grande partie de la population arabe pour la pousser à s'enfuir, massacrant les habitants du village de Deir Yassine, puis ils vinrent à bout d'une armée mal organisée envoyée par les monarchies arabes, prétendument pour aider les Palestiniens. Mais celle-ci finit par s'emparer d'une zone attribuée aux Palestiniens (20% du territoire original) et par la diviser entre les rois jordanien et égyptien. Israël fut fondé comme un puissant État colonial, désireux et capable d'offrir aide et assistance aux intérêts occidentaux – en fait, ceux des États-Unis – en échange d'armes et d'une aide financière plus que substantielle.

Mais cela ne pouvait suffire à apporter la stabilité à la région. Le ressentiment causé par la victoire d'Israël sur les armées arabes contribua à déclencher un coup d'État militaire en Égypte, qui porta des officiers nationalistes menés par Gamal Abdel Nasser au pouvoir et mit fin à la monarchie probritannique. La décision de Nasser de nationaliser le canal de Suez, propriété de l'Angleterre et de la France, provoqua la dernière gesticulation de l'impérialisme britannique dans la région. En novembre 1956, des troupes britanniques, françaises et israéliennes lancèrent une attaque conjointe contre l'Égypte. L'intervention fut un quasi-succès sur le plan militaire, mais se retourna contre ses auteurs du point de vue politique. Les États-Unis profitèrent des problèmes financiers du Royaume-Uni pour condamner l'opération et supplanter l'Angleterre comme puissance dominante au Moyen-Orient, cependant qu'une vague d'agitation antibritannique gagnait toute la région. Celle-ci mènerait deux ans plus tard au renversement de la monarchie irakienne, soutenue par Londres.

Les Américains poursuivirent la politique britannique en s'appuyant sur leurs pays-clients arabes et les colons israéliens. Ils fournirent à Israël plus d'aide qu'à aucun autre pays du monde. Dans le même temps, ils coopérèrent étroitement avec la monarchie arabe saoudienne, encouragèrent des coups d'État (par exemple celui qui rétablit le pouvoir absolu du shah d'Iran, en 1953), et laissèrent le parti Baas – dont faisait partie le jeune Saddam Hussein – prendre le pouvoir en Irak en 1963. Les États-Unis réussirent avec brio à installer leur hégémonie sur la région et son pétrole. Ils ne purent cependant y parvenir qu'en encourageant des antagonismes entre États et entre peuples, qui éclatèrent en une succession de conflits : les guerres israélo-arabes de 1967 et 1973, la longue guerre civile libanaise qui débuta en 1975, la terrible guerre entre l'Irak et l'Iran tout au long des années 1980, l'invasion israélienne du Liban en 1982, et la guerre américaine contre l'Irak en 1991. Une nouvelle fois, le XX<sup>e</sup> siècle voyait la richesse, en l'occurrence le pétrole, se transformer en sang.

De l'autre côté du miroir

La forme d'organisation économique établie en URSS fascina un grand nombre d'anciens pays coloniaux récemment devenus indépendants. La plupart d'entre eux avaient connu une stagnation, voire une régression économique sous la férule coloniale. En Inde, dans les années 1950, les ressources alimentaires par habitant n'étaient pas plus importantes qu'à l'époque d'Akbar, quatre siècles plus tôt. Pendant ce temps, l'économie soviétique avait montré qu'elle pouvait croître plus vite qu'aucune autre et, semblait-il, éviter les récessions périodiques qui affectaient le capitalisme de marché occidental.

Il est de bon ton, depuis la chute du mur de Berlin en 1989, de proclamer que rien n'a jamais fonctionné dans l'Union soviétique de Staline ou de ses successeurs, Nikita Khrouchtchev et Leonid Brejnev. En fait, pendant trente ans, les méthodes staliniennes ont engendré des taux de croissance économiques plus élevés que partout ailleurs, à l'exception peut-être du Japon. Ce qui était encore, en 1928, un pays à la traîne – essentiellement agricole –, était devenu une puissance industrielle capable de se mesurer aux États-Unis dans la course aux armements, durant la Guerre froide, et de battre son grand rival dans la mise en orbite d'un satellite artificiel (*Sputnik*) puis d'un être humain (Youri Gagarine). Même les plus farouches ennemis du système soviétique le reconnaissaient à l'époque.

Le stalinisme naquit de l'isolement et de l'étranglement de la révolution de 1917. (...) En favorisant le développement industriel, il permit à de larges fractions des couches moyennes de se percevoir comme promises à un brillant avenir. Ainsi il inspirait autant l'enthousiasme que la peur. Il offrit également à de nombreuses personnes la possibilité d'une certaine mobilité sociale : les ouvriers industriels qualifiés avaient des chances de devenir directeurs, et les paysans d'échapper à l'archaïsme de la vie rurale pour connaître les vastes horizons de la grande ville. Le sentiment qu'il était possible de changer la société, d'industrialiser, d'urbaniser et d'éduquer les masses séduisait certaines couches de la classe moyenne cultivée dans tous les pays non industriels.

Mais aucun progrès n'était possible si l'on se contentait d'attendre que les petites entreprises se développent suffisamment pour se mesurer aux grandes corporations des pays avancés. (...) Le capitalisme étatique, que l'on a, à tort, appelé « socialisme », semblait être la solution appropriée.

Dans un tel contexte, ce n'étaient pas seulement les communistes mais aussi les politiciens sociaux-démocrates et bourgeois, qui gouvernaient avec eux en Europe de l'Est

durant les années 1945-1947, qui considéraient comme allant de soi le contrôle de l'État sur la majeure partie de l'industrie et le recours à une « planification » centralisée. En Inde, avant même la prise du pouvoir par le Congrès, un groupe d'industriels s'était réuni en 1944 pour approuver le « programme de Bombay », un processus de planification étatique calqué sur le modèle soviétique, même s'il faisait usage de capitaux privés et de financements publics. (...) Ainsi, aussi bien l'Inde que la Chine, l'Égypte, la Syrie, l'Irak et l'Algérie mirent en place de puissants secteurs étatiques et des plans économiques de long terme. Mais ce n'était pas une tendance limitée aux États qui jugeaient bon de se prétendre « socialistes ».

L'autre face de la croissance économique sous la « planification » stalinienne, comme à l'époque de la « révolution industrielle » en Occident, était les conditions atroces endurées par les travailleurs. Mais ceux qui dirigeaient les appareils hypertrophiés de l'industrie et de l'État n'étaient pas des ouvriers, même si certains d'entre eux l'avaient été autrefois.

Dans ses premières années, le capitalisme d'État sembla fonctionner. (...) Mais au bout d'un certain temps, l'euphorie commença à diminuer. Au moment même où des régimes comme celui de l'Égypte mettaient en œuvre des pans entiers du modèle stalinien, des signes de ses limites apparaissaient en URSS et en Europe de l'Est

#### Le chemin menant à 1956

Staline mourut en 1953, après un quart de siècle de pouvoir quasi absolu. Parfois, la mort d'un dirigeant amène ceux qui lui sont associés à se concentrer sur les problèmes accumulés au fil des années ; c'est précisément ce qui arriva.

En 1956, le secrétaire général du Parti communiste Khrouchtchev, décida de révéler certains secrets aux militants dans le but de renforcer sa position dans le conflit l'opposant aux autres dirigeants. Lors du XX<sup>e</sup> congrès du Parti, il dévoila que Staline avait été responsable de la mort de dizaines de milliers d'innocents et de la déportation de millions de ressortissants des minorités nationales. De plus, ajouta-t-il, Staline avait fait preuve d'incompétence et de lâcheté au moment de l'invasion allemande de l'URSS en 1941. L'impact de ces révélations sur des dizaines de millions de personnes auxquelles on avait appris à considérer Staline comme un demi-dieu fut dévastateur, même si nombre d'entre elles essayèrent de blinder leur conscience.

Pendant ce temps, il s'était passé un événement plus important encore que les déclarations de Khrouchtchev sur son prédécesseur. Les masses opprimées sous la botte de l'appareil du capitalisme d'État avaient commencé à se révolter. Le premier soulèvement eut lieu en Allemagne de l'Est en juin 1953, peu de temps après la mort de Staline. Des ouvriers du bâtiment, employés sur un site de construction géant à Berlin-Est se mirent en grève lorsqu'on leur annonça qu'ils devaient travailler davantage pour le même salaire. Des dizaines de milliers de personnes se joignirent à eux lorsqu'ils manifestèrent dans le centre de la capitale. Le lendemain, tous les grands foyers industriels d'Allemagne de l'Est étaient paralysés par la grève. Les manifestants pénétraient dans les prisons, attaquaient des postes de police et des locaux du Parti dirigeant. Seule l'intervention des troupes russes mit fin au soulèvement.

C'était une révolte ouvrière spontanée classique, comme l'Allemagne en avait vu de nombreuses reprises en 1918-1919, mais dirigée cette fois contre un régime capitaliste étatique qui prétendait gouverner au nom des travailleurs. Les fractions des travailleurs qui

cessèrent le travail étaient les mêmes que celles qui s'étaient situées le plus à gauche sous la république de Weimar, dans les années 1920. Quelque 68% de ceux qui furent exclus du Parti communiste, à Berlin-Est, pour avoir participé à la rébellion, en étaient membres avant la prise du pouvoir par Hitler. C'étaient de vieux militants qui voyaient le soulèvement comme une continuation de la lutte pour le contrôle ouvrier à laquelle ils avaient consacré leur jeunesse.

Peu après l'insurrection est-allemande, une révolte éclata en URSS même, dans l'immense camp de travail de Vorkouta, où 250 000 prisonniers qui travaillaient dans les mines se mirent en grève. Le gouvernement envoya des soldats en armes encercler les mineurs, proposa de négocier, puis exécuta les représentants élus par les grévistes, tuant 250 personnes. Cette action montra à quel point le mécontentement pouvait être explosif, et le régime libéra 90% des détenus au cours des deux années suivantes. Comme aux États-Unis après la guerre de Sécession, le travail servile laissa la place au travail salarié ; on passa de la forme d'exploitation ayant accompagné l'« accumulation primitive » à celle qui convenait à une économie industrialisée.

Cela dit, c'est en 1956, dans les mois qui suivirent la dénonciation par Khrouchtchev des crimes de Staline, que le potentiel insurrectionnel se révéla dans toute son ampleur. Une grève dans la ville polonaise de Poznan se transforma pratiquement en soulèvement. Le régime parvint à briser le mouvement avant qu'il ne se propage, mais ne put empêcher que ses ondes de choc ébranlent tout l'ordre social. (...) Tout le monde parlait du « printemps d'octobre » lorsque Gomulka, l'un des dirigeants du Parti emprisonnés à la fin des années 1940, revint au pouvoir. Ce dernier, face à la menace d'intervention des troupes soviétiques, réussit, avec l'aide de l'Église catholique et de la station de propagande américaine, Radio Free Europe, à persuader les travailleurs de lui faire confiance.

Les événements de Pologne agirent comme un détonateur pour l'une des grandes révolutions de l'histoire, celle de Hongrie. Des étudiants obtinrent le soutien de dizaines de milliers de travailleurs alors qu'ils manifestaient à Budapest. Une partie d'entre eux fit tomber une statue de Staline. Une autre alla à la station de radio sous le feu de la police une fois à l'intérieur. Des ouvriers saisirent des fusils dans les clubs sportifs des usines, rallièrent à eux les soldats d'une caserne et prirent bientôt le contrôle de la capitale. Dans toutes les villes du pays, des mouvements semblables firent passer le pouvoir local entre les mains de conseils d'usine et de comités révolutionnaires.

Peter Fryer, envoyé en Hongrie par le journal communiste anglais le *Daly Worker*, nota « la ressemblance frappante (de ces comités) avec les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats apparus en Russie lors de la révolution de 1905 et en février 1917 (...). Ils étaient à la fois des organes de l'insurrection – le rassemblement des délégués élus dans les usines, les universités, les mines et les unités de l'armée – et des organes d'auto-gouvernement populaire auquel le peuple en armes faisait confiance ».

Une fraction du régime essaya de reprendre le contrôle du mouvement à la manière de Gomulka en Pologne, en mettant un autre communiste en disgrâce, Imre Nagy, à la tête d'un gouvernement de coalition. Mais le 4 novembre – au moment même où le Royaume-Uni, la France et Israël attaquaient l'Égypte –, les tanks soviétiques entrèrent dans Budapest et occupèrent les bâtiments stratégiques. Ils rencontrèrent une forte résistance armée, qu'ils ne réussirent à briser qu'en tuant des milliers de personnes, en réduisant en ruines divers quartiers de la ville et en poussant plus de 200 000 Hongrois à se réfugier en Autriche. Une

grève générale paralysa la capitale pendant plus de quinze jours, et le Conseil ouvrier central du Grand Budapest remplit, de fait, le rôle de gouvernement alternatif par rapport à celui du dirigeant fantoche prosoviétique Janos Kadar. Mais, au final, les conseils ouvriers furent écrasés et leurs dirigeants condamnés à la prison. Il y eut 350 exécutions, « pour les trois quarts, des ouvriers de vingt ans ». Imre Nagy et quatre autres membres de son éphémère gouvernement périrent également.

La ligne communiste officielle consista à dire que la révolution avait tout simplement été une aventure procapitaliste organisée par des espions occidentaux. Comme pour tant d'autres épisodes de la Guerre froide, la version la plus répandue à l'Ouest était très semblable. Elle prétendait que la révolution avait simplement pour objectif d'établir une « société libre » sur le modèle capitaliste occidental. En réalité, la plupart de ceux qui jouèrent un rôle dans la révolution avaient une vision bien plus large. Ils se rappelaient l'avant-guerre et la dictature qui avait pesé sur la Hongrie au nom de la « liberté » capitaliste, et ils prônaient un système différent, dans lequel les conseils ouvriers joueraient un rôle central, même si l'enchaînement rapide des événements ne leur permit pas de clarifier leur projet.

L'ordre économique tels qu'ils l'envisageaient devait placer la prise de décision, dans l'industrie, les mines et les transports, entre les mains des producteurs (ouvriers), techniciens et autres agents (...). Les représentants de nombreuses tendances souscrivirent au mot d'ordre : 'Nous rejetons toute tentative de restaurer la domination des grands propriétaires fonciers, des magnats de l'industrie et des banquiers. » La révolution hongroise était un défi lancé aux idéologies dominantes des deux camps de la Guerre froide. Elle prouvait, pour ceux qui avaient le courage de regarder la réalité en face, que l'URSS avait depuis longtemps cessé de perpétuer la tradition de Karl Marx, Friedrich Engels et Rosa Luxemburg. Elle montrait aussi à quel point libéraux et sociaux-démocrates se trompaient lorsqu'ils proclamaient que le totalitarisme stalinien pouvait neutraliser toute tentative de subversion venue de l'intérieur, et qu'il était par conséquent nécessaire de soutenir l'impérialisme occidental contre lui. Les dirigeants des deux blocs se hâtèrent la mémoire de la révolution hongroise.

### La révolution cubaine

Washington connut toutefois un échec cuisant, lorsque le régime cubain dictatorial et corrompu de Fulgencio Batista s'écroula brusquement, abandonnant le pouvoir à un groupe de guérilleros conduits par Fidel Castro, son frère Raul et un médecin argentin en exil, Ernesto « Che » Guevara.

À peine deux ans plus tôt, les guérilleros avaient débarqué dans une zone reculée de l'île. Après leur victoire, toute une mythologie révolutionnaire se développa, attribuant leur succès soit de la masse des paysans, soit des ouvriers agricoles qui cultivaient les plantations de canne à sucre. En réalité, l'éloignement de la guérilla la coupait de la paysannerie, à l'exception d'une infime minorité, et de tous les journaliers. Leur victoire résultat de leur capacité à tirer profit de l'extrême isolement politique du régime de Batista. Celui-ci s'était aliéné les deux principaux partis de la classe moyenne insulaire et avait indisposé les capitalistes locaux par sa grande corruption – Cuba était un centre mafieux (comme on le voit dans le film *Le Parrain*) et était surnommée le « bordel des Caraïbes ». Il avait aussi mécontenté la masse de la population en grignotant progressivement l'ensemble des gains sociaux obtenus dans les années 1930. À la fin, même les États-Unis cessèrent de fournir leur soutien à un dictateur dont ils sentaient la chute proche.

Dans de telles conditions, il n'en fallut pas beaucoup pour provoquer son renversement. La petite bande de guérilleros de Castro (vingt seulement survécurent au débarquement initial de la fin de l'année 1956, et ils n'étaient que deux cents à l'été 1958) fut la boule de neige qui provoqua l'avalanche. Leur seule existence prouvait l'impuissance de l'armée de Batista, trop corrompue et trop faible pour les mettre en échec, jusqu'à ce qu'elle se désagrège complètement. L'armée rebelle qui fit son entrée dans La Havane le premier jour de 1959 bénéficiait du soutien de toutes les classes sociales de l'île.

Les capitalistes et leurs partenaires commerciaux américains voulaient accroître leurs profits et pouvoir les sortir librement du pays. Les ouvriers et les journaliers voulaient être payés davantage, et les paysans espéraient une amélioration de leurs misérables revenus. Les membres de la jeune classe moyenne cultivée, qui avaient fourni au mouvement de guérilla à la fois ses cadres et son important réseau de soutien dans les villes, voulaient développer l'économie afin de donner la mesure de leur valeur et de s'engager dans des carrières bien rémunérées.

Castro ne pouvait satisfaire une classe sans mécontenter les autres. Faire le jeu des capitalistes revenait à suivre le chemin emprunté de façon si désastreuse à Batista, ce qu'il n'était guère disposé à faire. Il opta au contraire pour une politique consistant à mettre en œuvre certaines réformes pour se ménager le soutien de la classe ouvrière et des paysans (réforme agraire, allocations chômage et assurance-maladie, campagnes d'alphabétisation), tout en utilisant l'État pour lancer d'ambitieux plans d'industrialisation. Ce choix mena inévitablement à un conflit avec les intérêts capitalistes et les grands milieux d'affaires américains, dans la mesure où « l'économie cubaine était si soudée à l'économie américaine que le pays était, à de nombreux égards, un appendice de celle-ci ».

Dix-huit mois après la prise du pouvoir par Castro, les Américains propriétaires de raffineries dans l'île refusèrent de traiter le pétrole soviétique bon marché. Castro les nationalisa. Les États-Unis répliquèrent ne mettant fin aux accords par lesquels ils se portaient acquéreurs de l'essentiel de la récolte de canne à sucre cubaine ; Cuba nationalisa les centrales sucrières appartenant à des Américains, mit fin aux monopoles industriels, électriques et téléphoniques, et développa ses liens commerciaux avec l'URSS. Une véritable hystérie anticapitaliste se déchaîna dans les médias américains, pendant que des hommes d'affaires exilés à Miami vociféraient encore plus fort contre la « trahison » de la révolution par Castro.

En avril 1961, la CIA tenta de faire débarquer dans la baie de Cochons une armée d'exilés désireux de renverser Castro, pendant que des avions américains sans identification bombardaient les terrains d'aviation. La population cubaine se rallia massivement au régime, et l'aventure se solda par un lamentable échec. Le débarquement avait été l'un des premiers actes politiques du nouveau président américain John F. Kennedy. Celui-ci devait devenir l'objet d'un culte de la part de nombreux libéraux après son assassinat en 1963, mais il ne montra pas le moindre signe de libéralisme dans ses rapports avec Cuba. Lui et son frère Robert développèrent une hostilité personnelle envers Castro et autorisèrent la CIA à comploter avec des pontes de la mafia pour assassiner le dirigeant cubain, y compris en ayant recours à des machinations aussi grotesques que l'utilisation de cigares explosifs ! Soutenus par les Américains, ils préparèrent aussi les plans d'une invasion de l'île. En 1962, leurs manœuvres aboutirent à une confrontation directe avec l'URSS.

Pour beaucoup de ceux qui l'ont vécue, la semaine du 20 au 27 octobre 1962 fut la plus effrayante de leur vie, la Guerre froide ne fut jamais aussi proche de se transformer en guerre nucléaire. Des navires de guerre américains encerclèrent Cuba, prêts à utiliser la force pour empêcher tout vaisseau soviétique d'y débarquer. Des missiles balistiques intercontinentaux, des sous-marins nucléaires et 1400 bombardiers furent mis en état d'alerte. De très nombreux bombardiers, armés chacun de plusieurs armes nucléaires et prêts à se diriger vers des cibles en URSS si l'ordre en était donné étaient constamment maintenus en vol. Et, en Floride, à cent kilomètres à peine de Cuba, les États-Unis constituèrent la plus importante force d'invasion depuis la Seconde Guerre mondiale : 100 000 soldats, 90 navires, 68 escadrilles et huit porte-avions.

Le gouvernement Kennedy avait en effet appris que l'Union soviétique de Khrouchtchev installait secrètement des missiles nucléaires à Cuba. Les États-Unis étant en mesure d'attaquer de grandes villes soviétiques depuis leurs bases d'Europe de l'Ouest et de Turquie, les missiles cubains étaient censés procurer à Moscou la même capacité de frappe contre des villes américaines. Castro et Che Guevara avaient accueilli favorablement les missiles, pensant qu'ils dissuaderaient les États-Unis d'agresser Cuba. Ce fut incontestablement une erreur, l'URSS n'étant à l'évidence guère encline à voir ses propres villes détruites au cours d'un échange nucléaire dans le seul but de plaire aux Cubains.

Washington, de son côté, était prêt à risquer une guerre nucléaire pour obtenir le retrait des missiles. Ce fut Robert Kennedy qui révéla plus tard à quel point le monde avait été proche d'un tel conflit : « Nous étions tous d'accord pour dire que si Moscou était prêt à faire la guerre pour Cuba, il était prêt à la guerre nucléaire, et que nous pouvions donc aussi bien aller à la confrontation à ce moment-là que six mois plus tard. » (...) L'obsession des Kennedy concernant Cuba était liée à une préoccupation plus générale : la peur d'une érosion de l'hégémonie globale américaine.

La guerre ne fut évitée que parce que Khrouchtchev recula au dernier moment et consentit à retirer les missiles : un choix qui ne convainquit que de justesse le Politburo et provoqua le mécontentement des dirigeants cubains. En fait, la direction soviétique décida qu'elle ne pouvait remettre en question la division du monde existant entre elle et l'impérialisme américain, de la même que les États-Unis ne l'avaient pas contestée pendant la révolution hongroise. Cela eut de lourdes conséquences dans les années suivantes. Les deux camps continuèrent à accumuler d'énormes quantités d'armes nucléaires, mais dans le contexte de ce qu'on appela la « détente », une entente visant à ne pas trop se marcher sur les pieds. Cela dura jusqu'aux années 1980, malgré d'importants soulèvements dans les deux blocs entre-temps.

Les dirigeants cubains furent affolés par la décision soviétique de retirer leurs missiles. Ils avaient servi de monnaie d'échange et ne pouvaient guère y remédier dans la mesure où ils dépendaient du soutien économique de l'URSS. Sur le plan intérieur, cette dépendance se traduisit notamment par un recul des plans d'industrialisation et le retour à la situation prérévolutionnaire de priorité aux exportations sucrières. La « diversification de l'agriculture », mot d'ordre des premières années de la révolution, fut remplacée par un appel à battre des records dans la récolte de la canne à sucre. Sur le plan international, il y eut une brève tentative pour secouer les contraintes imposées par la politique soviétique. Les dirigeants cubains accueillirent la conférence de la Tricontinentale – qui donna naissance à l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS) –, au cours de laquelle ils se livrèrent à des critiques à peine voilées de la politique imposée par Moscou aux partis communistes du

tiers monde et aux mouvements de libération. Che Guevara finit par quitter Cuba pour essayer de mettre ces paroles en actes en pratiquant la guérilla au Congo-Zaïre et en Bolivie. Mais ni ces critiques ni la tentative du Che ne reposaient sur une analyse concrète des forces de classes en présence dans des situations singulières. Au contraire, Che Guevara essaya de reproduire le modèle de lutte révolutionnaire qui avait réussi dans les circonstances très spéciales de la prise du pouvoir à Cuba. L'intervention au Congo fut un échec lamentable et l'action bolivienne alla de désastre en désastre jusqu'à ce que le Che soit abattu après avoir été capturé par un agent de la CIA. Dès 1968, Castro et le gouvernement cubain revenaient dans le giron de Moscou.

### La guerre du Vietnam

Au début des années 1960, le gouvernement américain considérait le Vietnam comme un endroit parmi bien d'autres où des « conseillers » pouvaient aider à organiser des actions militaires contre les forces d'opposition. « Nous avons trente Vietnam », déclara un jour Robert Kennedy à un journaliste, le contexte se prêtant alors à une telle assurance. Un programme du gouvernement américain destiné à stabiliser l'Amérique latine, l'Alliance pour le progrès, semblait avoir réussi à empêcher toute répétition de la révolution cubaine, et les mouvements de guérilla au Venezuela, au Guatemala, en Bolivie et ailleurs avaient été vaincus. Au milieu des années 1960, le déploiement opportun de troupes américaines avait stoppé la progression de rebelles congolais en direction de la capitale du dictateur Mobutu, « protégé » des États-Unis, et déjoué une tentative de soulèvement populaire en République dominicaine. En Indonésie, il n'y avait même pas eu besoin de soldats américains. La CIA collabora avec le général Suharto, qui prit prétexte d'un putsch de généraux de gauche avorté pour massacrer un demi-million de personnes, détruire le plus puissant Parti communiste du tiers monde et remplacer le dirigeant populiste de l'indépendance, Sukarno.

Mais la vantardise de Robert Kennedy au sujet du Vietnam se révéla être une erreur. Le pays avait été divisé à l'époque du règlement de la guerre de Corée en 1954. Les efforts des Français pour qu'il reste une colonie avaient subi un revers dévastateur lors de la bataille de Dien Bien Phu. Mais le vainqueur, le Vietminh, s'était laissé persuader par l'URSS et la Chine de se contenter de la moitié nord du pays, laissant aux groupes vietnamiens qui avaient soutenu Paris le contrôle du Sud en attendant des élections au niveau national. Les États-Unis, qui avaient financé l'essentiel de l'effort de guerre français, parrainèrent désormais le gouvernement du Sud et firent en sorte que les élections n'aient jamais lieu.

La guérilla se développa rapidement, créant une agitation permanente dans les villes. La survie du gouvernement était de plus en plus liée au soutien croissant des États-Unis. Les « conseillers » de Kennedy furent multipliés par quatre et demi entre le début de son mandat et le moment de son assassinat, passant de 400 à 1800. En 1965, des *marines* débarquèrent à la base navale de Da Nang, et, dans le mois qui suivit, 35 000 soldats prirent position dans le pays, atteignant le chiffre de 210 000 à la fin de l'année. En même temps, l'US Air Force mit en œuvre la plus importante opération de bombardement de l'histoire, pilonnant aussi bien le Nord que le Sud du Vietnam, jour après jour, semaine après semaine, année après année, croyant pouvoir contraindre par ce moyen les forces de libération à abandonner le combat.

La guerre du Vietnam ne mettait pas en présence, comme en Corée, des armées régulières dont les dirigeants du Nord pouvaient interrompre la confrontation à tout moment. Elle était issue de combats spontanés contre un régime répressif, auxquels les dirigeants du Nord-Vietnam ne pouvaient tourner le dos sans tenir irrémédiablement leur image de

pionniers de la lutte pour l'indépendance nationale. Els États-Unis étaient piégés dans une guerre d'usure dont il leur était très difficile de se dégager. (...) Ils pouvaient garder le contrôle des villes, mais ne purent éviter d'être débordés par une offensive soudaine des forces de libération lors de la fête du Têt, le nouvel an vietnamien, au début de l'année 1968. Ils ne purent empêcher l'escalade du coût de la guerre (dépassement de 30% de leur budget militaire), provoquant la colère des milieux d'affaires américains. Enfin, la guerre ouvrit de larges fractures dans la société américaine, les jeunes se rebellant contre l'horreur des combats et la conscription.

#### Chine : du Grand Bond en avant à l'économie de marché

Les Américains prétendaient que la Chine avait l'intention d'étendre sa zone d'influence dans le Sud et d'y détruire toute liberté. Si elle parvenait à ses fins au Vietnam, toute l'Asie du Sud-Est basculerait, comme dans un jeu de « dominos », ce qui à terme ferait peser une menace sur l'ensemble du « monde libre ».

En prenant le contrôle des grandes villes, en 1949, les chefs de l'Armée populaire de libération y avaient lancé une politique d'union de toutes les classes – dont une petite fraction de capitalistes – derrière un projet de reconstruction économique. Au début des années 1950, celui-ci avait cédé la place à un programme d'industrialisation, vaguement inspiré de celui de Staline et visant, comme lui, à s'aligner sur les réalisations du capitalisme occidental. Sous le Guomindang, de nombreuses industries étaient déjà nationalisées ou avaient été confisquées à leurs anciens patrons japonais. Sous le nouveau régime, l'État avait pris le contrôle de tout le reste, tout en versant aux anciens propriétaires des dividendes fixes (de sorte qu'il existait encore des milliardaires dans la Chine « rouge »). L'appareil de contrôle étatique était composé, pour l'essentiel, de membres des classes moyennes cultivées, la plupart des fonctionnaires du Guomindang ayant conservé leurs postes. Une réforme agraire, qui épargna les paysans aisés, fut mise en œuvre dans les régions dominées par les grands propriétaires. Quant aux ouvriers, les conditions de vie de la majorité d'entre eux demeuraient semblables à ce qu'elles avaient été par le passé.

Ces mesures produisirent une croissance économique considérable : 12% par an selon les chiffres officiels pour les années 1954-1957. Mais cela ne rapprochait aucunement le pays de son but de rattraper les pays industriels avancés, et une partie des dirigeants chinois regroupés autour de Mao Zedong commença à craindre que, faute de mesures drastiques, la Chine ne se range parmi les économies stagnantes du tiers monde. En 1958, contre l'avis d'autres dirigeants – parmi lesquels Deng Xioping et le président du Parti Liu Shao-ch'i -, ils initièrent le Grand Bond en avant, destiné à mettre en œuvre une industrialisation ultrarapide.

L'industrie lourde devait connaître une croissance beaucoup plus soutenue qu'auparavant, chaque district étant censé produire son fer et son acier. Les millions de nouveaux ouvriers seraient nourris en confisquant leurs lopins individuels aux paysans et en forçant la population à s'intégrer à d'énormes « communes du peuple ». En 1958 et 1959, le « bond » sembla enregistrer un certain succès. Le taux de croissance industrielle atteignit officiellement près de 30% par an, et, dans le monde entier, les adeptes du communisme à la chinoise célébrèrent les « communes » comme marquant l'aube d'une ère nouvelle. Cependant, en 1960, la réalité s'imposa. La Chine ne disposait pas des équipements techniques nécessaires pour rendre les communes viables, et le fait de regrouper les paysans ne pouvait effacer les traditions séculaires dressant les familles les unes contre les autres. La production céréalière chuta de façon catastrophique et des millions de personnes moururent

d'inanition. Les nouvelles industries implantées localement étaient dotées d'un très faible niveau technique, se révélant donc totalement inefficaces et grevant l'économie globale par leur gaspillage des ressources. Le Grand Bond en avant tourna ainsi au désastre, et la masse du peuple dut en payer chèrement le prix. La volonté ne pouvait à elle seule surmonter les siècles de stagnation et de désindustrialisation causées par l'impérialisme.

La direction du Parti réagit en éloignant Mao des leviers du pouvoir et en retournant à un rythme d'industrialisation plus mesuré. Mais cette politique n'eut pas davantage de succès. La production industrielle de 1965 était inférieure à celle de 1960. (...) Alors que les problèmes s'accumulaient, le groupe dirigeant entourant Mao eut à nouveau le sentiment que seules des mesures d'urgence pouvaient permettre de sortir de l'impasse. Cette fois, ils pensaient avoir trouvé le levier idoine : la grande quantité de jeunes dont les espoirs avaient été frustrés. En 1966, Mao et une coterie de partisans, parmi lesquels sa femme Jiang Qing et le ministre de la Défense Lin Biao, proclamèrent la « grande révolution culturelle prolétarienne ».

La Chine, prétendaient-ils, était freinée par la « culture » de ceux qui dirigeaient les structures du Parti. Ces élites étaient devenues molles et paresseuses. Des tendances semblables avaient déjà amené l'URSS à prendre la « voie capitaliste » de la déstalinisation, et pouvaient régresser la Chine vers ses anciennes mœurs « confucéennes ». C'était le rôle des jeunes de mettre un terme à cette situation par la critique de masse de ceux qui faisaient obstacle à la politique de Mao. Le groupe entourant Mao boucla toutes les institutions d'éducation pour une durée de six mois et encouragea onze millions de lycées et d'étudiants à répandre la critique d'une région à une autre en les faisant bénéficier de la gratuité des transports ferroviaires.

La « grande révolution culturelle prolétarienne » ne fut en réalité ni prolétarienne ni révolutionnaire. Les ouvriers étaient censés continuer à travailler pendant que les étudiants tenaient des meetings et parcouraient le pays de long en large. En fait, une partie du message de la « révolution culturelle » était que les ouvriers devaient abandonner les préoccupations « capitalistes », comme les primes et les questions de santé ou de sécurité, dans la mesure où celles-ci étaient d'ordre « économique », alors que la seule « pensée du président Mao » devait constituer une motivation bien suffisante pour n'importe qui. En même temps, les étudiants avaient pour instruction de ne pas gêner le fonctionnement de l'appareil militaire et policier. Fondamentalement, cette « révolution » visait à éviter le renversement de l'État !

Les « gardes rouges » étudiants étaient encouragés à exprimer leurs frustrations, non pas à l'encontre des institutions, mais en direction de ceux qui n'auraient pas manifesté un zèle révolutionnaire suffisant. Au sommet, cela signifiait prendre pour cible les personnes qui avaient été en désaccord avec Mao à l'époque du Grand Bond en avant. Liu Shao-ch'i, Deng Xiaoping et d'autres furent contraints de démissionner. Au niveau local, cela signifiait prendre comme boucs émissaires des petits notables locaux, considérés comme incarnant d'une manière ou d'une autre les « anciennes mœurs » : instituteurs, écrivains, journalistes, employés de bureaux ou acteurs. L'atmosphère de persécution irrationnelle qui présidait alors est restituée de façon très vivante dans les mémoires de l'ancienne « garde rouge » Jung Chang, *Les Cygnes sauvages*, ainsi que dans les scènes du film de Chan Kaige, *Adieu, ma concubine* (1993).

Mais la « révolution culturelle » ne fut pas seulement une explosion irrationnelle. Les frustrations qu'exploitait Mao étaient réelles, et il ne put garder le contrôle du mouvement.

Des groupes rivaux de « gardes rouges » et de « rebelles rouges » apparurent dans de nombreuses villes et institutions. Certains étaient manipulés par les appareils locaux de l'État et du Parti. Mais d'autres commençaient à attirer de jeunes travailleurs, à poser des questions relatives aux conditions de vie du peuple et, à Shanghai, à s'impliquer dans des grèves de grande ampleur.

Dès lors, mao essaya d'arrêter le mouvement qu'il avait lancé à peine quelques mois plus tôt et fit appel à l'armée, dirigée par Lin Biao, pour rétablir l'ordre dans chaque localité. Cette initiative poussa certains étudiants à se retourner contre le système social dans son ensemble. (...) Une action décisive de l'armée, soutenue par la foi que la masse des étudiants avait encore en Mao, mit fin au mouvement des « gardes rouges ». Ceux qui avaient commencé à s'exprimer dans le cadre de ce mouvement, aussi confuse et maladroit qu'ait été leur attitude, furent déportés par millions hors des villes pour aller accomplir des travaux harassants dans de lointaines régions rurales : selon une estimation, un dixième de la population de Shanghai aurait ainsi été déplacée.

Une grande partie de la gauche mondiale s'était prise d'enthousiasme pour la « révolution culturelle ». Dans de nombreux pays, des opposants à la guerre du Vietnam brandissaient le portrait de Mao Zedong en même temps que celui du dirigeant vietnamien Ho Chi Minh. Le *Petit Livre rouge* des « pensées de Mao », et sa succession de lieux communs, était présenté comme un guide pour l'activité révolutionnaire. Pourtant, en 1972, alors que les bombes américaines se déversaient sans discontinuer sur le Vietnam, Mao reçut le président Nixon à Pékin et, en 1977, sous Deng, la Chine se convertit à l'économie de marché avec plus d'acharnement encore que l'URSS dirigée par les successeurs de Staline.

Les médias occidentaux considéraient ces tours et détours comme le fruit d'une irrationalité débridée. À la fin des années 1970, beaucoup de ceux qui, à gauche, s'étaient identifiés avec le maoïsme durant les années 1960 firent le même diagnostic et tournèrent le dos au socialisme ?. Toute une clique de « nouveaux philosophes » ex-maoïstes émergea en France, professant doctement que la révolution menait automatiquement à la tyrannie et que la gauche révolutionnaire était aussi haïssable que la droite fasciste. Il existe pourtant une explication simple et rationnelle aux errements apparemment irrationnels de l'histoire chinoise pendant un quart de siècle. La Chine ne possédait tout simplement pas les ressources matérielles pour réussir dans la voie stalinienne de l'industrialisation forcée, même en affamant les paysans et en pressurant les ouvriers au maximum. Mais, après un siècle de pillage impérialiste, il n'existait aucune autre option facilement accessible. Incapables de trouver des solutions rationnelles, les dirigeants du pays furent tentés par l'aberration.

## Chapitre 48

### Le nouveau désordre mondial

---

La seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle fut marquée par de grands tournants – 1968, 1973-1975 et 1989 -, qui mirent à bas l'édifice politique, idéologique et économique de l'époque de la Guerre froide.

1968, soudain, un goût de liberté

1968 est habituellement considérée comme « l'année de la révolte étudiante ». Elle fut en effet marquée par de nombreuses protestations d'étudiants, des manifestations et des

occupations d'universités dans le monde entier : à Berlin-Ouest, New York et Harvard, Varsovie et Prague, Londres et Paris, Mexico et Rome. Mais il y eut aussi, et surtout, le point d'orgue de la révolte des Noirs américains, le grave coup porté au prestige de l'armée des États-Unis (au Vietnam), la résistance aux troupes soviétiques (en Tchécoslovaquie), la plus grande grève générale de l'histoire mondiale (en France), les débuts d'une vague de luttes ouvrières qui, pendant sept ans, devaient secouer la société italienne, et les premiers signes de ce qu'on devait appeler des « troubles » en Irlande du Nord. Les luttes étudiantes étaient le symptôme de la collision de forces sociales plus larges, même si elles devaient les nourrir en retour et les influencer. Les éruptions de 1968 ont constitué un choc parce que les sociétés dans lesquelles elles se sont produites avaient l'air extrêmement stables.

L'essentiel de la stabilité était dû à la croissance économique soutenue dont ces pays jouissaient. Pourtant, cette croissance elle-même avait créé des forces qui sapaient cette stabilité, et ces forces firent brusquement éclater les structures politiques et idéologiques en 1968. Aux États-Unis, au début du « *long boom* », les conditions de vie de la majorité de la population noire n'avaient guère évolué depuis l'abolition de l'esclavage : les Noirs étaient métayers dans le Sud, où les États locaux utilisaient le fusil, le fouet et la corde pour les contraindre à accepter leur position inférieure. La période de prospérité accéléra leur migration vers les villes, où ils recherchèrent des emplois dans l'industrie. Dès 1960, les trois quarts des Noirs américains étaient des citoyens. Leur simple concentration leur donna progressivement l'assurance nécessaire pour affronter les racistes et l'État. En 1955, le refus d'une femme, Rosa Parks, de s'asseoir dans la partie réservée aux Noirs à l'arrière d'un bus provoqua un boycott massif des autobus qui secoua les vieilles structures de pouvoir de la ville de Montgomery, dans l'Alabama. En 1965, 1966 et 1967, des soulèvements noirs se produisirent dans de grandes villes du Nord comme Los Angeles, Newark et Detroit. En 1968, presque tous les ghettos du pays s'enflammèrent après l'assassinat du dirigeant noir Martin Luther King, et une importante proportion de jeunes Noirs commença à s'identifier aux Black Panthers, qui appelaient à l'autodéfense et prônaient la révolution.

La possibilité qu'avait eue l'ordre existant de se stabiliser, en France et en Italie, à la fin des années 1940 – et de se maintenir pour les régimes fascistes d'Espagne et du Portugal – était liée au fait qu'une grande partie de leurs populations étaient encore constituées de petits agriculteurs, qui pouvaient être soudoyés ou intimidés pour maintenir le *statu quo*. L'expression idéologique de cet état de faits était l'emprise que la très conservatrice église catholique exerçait dans beaucoup de régions. Les Trente Glorieuses bouleversèrent la donne. En 1968, dans tous les pays d'Europe du Sud, un très grand nombre d'hommes et de femmes d'origine paysanne se retrouvèrent à travailler dans des usines ou autres bassins d'emploi. Au début, ils étaient encore imprégnés de leurs préjugés ruraux, s'opposant aux syndicats ou soutenant des organisations catholiques conservatrices. Mais ils partageaient les conditions d'existence des groupes de travailleurs plus anciens, qui conservaient la mémoire des luttes des années 1930 et des grandes grèves de la fin de la guerre : la pression permanente pour augmenter les cadences, les brimades des contremaîtres et de la direction, et la baisse des salaires réels due à l'inflation. En 1968 et 1969, ces deux groupes fusionnèrent en une force nouvelle et puissante qui allait défier le système.

La stabilité de la Tchécoslovaquie au milieu des années 1950 était aussi le résultat d'une économie en expansion. Une croissance annuelle de près de 7% avait donné de l'assurance à la bureaucratie régnante, tout en permettant une augmentation substantielle des salaires réels. Le taux de croissance fléchit au début des années 1960, suscitant des frustrations dans toutes les couches de la société et entraînant des clivages au sein de la

bureaucratie. Des dirigeants du Parti forcèrent leur président et secrétaire, Antonin Novotny, à démissionner. Intellectuels et étudiants profitèrent de l'occasion pour s'exprimer librement pour la première fois en vingt ans. Tout l'appareil de censure s'effondra et la police parut soudain incapable de faire taire l'opposition. Les étudiants constituèrent un syndicat universitaire libre, les ouvriers commencèrent à voter contre les dirigeants syndicaux appointés par l'État, des ministres furent mis sur le gril à la télévision à propos de leur politique, et un débat public eut lieu sur les horreurs de l'ère stalinienne. C'en était trop pour les dirigeants soviétiques. En août 1968, ils envoyèrent des troupes dans le pays et des personnalités gouvernementales de premier plan furent convoquées à Moscou et arrêtées.

Ils pensaient parvenir à briser l'opposition du jour au lendemain, mais ne réussirent, sur le moment, qu'à l'accentuer et à l'étendre. Les chars soviétiques ne rencontrèrent qu'une opposition physique minimale, mais la résistance passive était considérable. L'URSS fut obligée de laisser les gouvernants tchécoslovaques rentrer chez eux avec la promesse de mettre un terme à la rébellion. Il leur fallut neuf mois, ponctués de manifestations et de grèves, avant de pouvoir tenir leurs engagements. Finalement, l'Union soviétique réussit à imposer un gouvernement à sa botte, qui réduisit au silence toute opposition ouverte en mettant les « trublions » au chômage, voire en les jetant en prison. Après cela, le capitalisme d'État stalinien dirigea la Tchécoslovaquie pendant encore vingt ans.

Pourtant, le dommage idéologique subi par le système stalinien était gigantesque. Sur le plan international, il ravivait les doutes que les sympathisants de gauche avaient eus en 1956. La plupart des partis communistes d'Europe occidentale condamnèrent l'occupation, notamment parce que cela facilitait leurs rapports avec les sociaux-démocrates et les forces politiques de la classe moyenne dans leurs pays.

Les problèmes auxquels les États-Unis faisaient face au Vietnam étaient, eux aussi, jusqu'à un certain point, des produits du « *long boom* ». C'est l'offensive du Têt qui plaça la guerre sous les feux de l'actualité en 1968. (...) Le Têt constitua pourtant le tournant de la guerre, car certains milieux d'affaires stratégiques comprirent alors que les États-Unis ne pouvaient tout simplement pas se permettre de continuer à contrôler le pays. (...) En fait, la guerre rendit impossible le projet présidentiel d'extension des dépenses sociales, la *Great Society* dont Lyndon B. Johnson espérait qu'il le rendrait populaire tout en apportant une stabilité de long terme à la société américaine.

Enfin, dans tous les pays avancés, la longue période de prospérité entraîna une augmentation massive du nombre d'étudiants. Partout, l'État soutenait l'expansion considérable de l'éducation supérieure, tout en tentant d'accroître la compétitivité du capitalisme national. Le Royaume-Uni, qui ne comptait que 69 000 étudiants lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, en dénombrait près de 300 000 en 1964. La croissance provoqua aussi un changement qualitatif de la composition sociale de la population étudiante. Alors que, dans le passé, celle-ci était très majoritairement issue de la classe dirigeante et de ses « parasites », elle fut bientôt essentiellement composée des enfants de la classe moyenne et, à un moindre degré, de la classe ouvrière. (...) Des « contestataires » de Berkeley, en Californie, dénoncèrent les « usines à savoir ».

Les étudiants ne s'y côtoyaient que pendant trois ou quatre ans, avant de prendre des directions très différentes en termes de classe. Mais leurs conditions de vie durant leurs études pouvaient créer une communauté de sentiments et d'intérêts, capable de les pousser à l'action collective. (...) Ainsi, les problèmes soulevés dans la société devinrent parfois explosifs dans

les universités. Les luttes étudiantes à Berlin, par exemple, eurent pour déclencheur le meurtre d'un manifestant par la police pendant une visite du despotique shah d'Iran. Aux États-Unis, elles naquirent de l'horreur ressentie face à la guerre du Vietnam et de la solidarité avec la cause noire. En Pologne, elles furent une réaction à l'emprisonnement de dissidents, et, en Tchécoslovaquie, elles s'inscrivirent dans la protestation contre l'occupation soviétique.

Les luttes amorcées sur des questions spécifiquement étudiantes se généralisèrent pour s'attaquer à la nature de la société tout entière. Ce phénomène trouva son illustration la plus spectaculaire en France. Les autorités réagirent à une contestation mineure des conditions de vie dans les campus en bouclant tout le domaine universitaire parisien et en envoyant la police. Un nombre croissant d'étudiants, scandalisés par les brutalités des forces de l'ordre, rejoignit le mouvement de protestation et parvint à chasser temporairement la police de toute la rive gauche lors de ce qu'on appela la « nuit des barricades » (10 mai 1968). Le mouvement étudiant en vint à symboliser l'opposition victorieuse à l'ordre gaulliste, à son autoritarisme et à son recours à la police pour briser les grèves et la contestation. Répondant à la pression de leur base, les fédérations syndicales rivales lancèrent un appel à une journée de grève générale le 13 mai, dont l'impact ne manqua pas de les surprendre. Le jour suivant, enhardis par le succès de cette grève générale, de jeunes ouvriers prirent l'initiative d'une occupation de l'usine Sud-Aviation à Nantes. D'autres travailleurs suivirent leur exemple et, au bout de deux jours, le pays tout entier connut une répétition des occupations de 1936, mais à une échelle bien supérieure. Pendant une quinzaine de jours, le gouvernement fut paralysé ; les articles dans les journaux qui avaient pu paraître évoquaient la « révolution » en cours. En désespoir de cause, de Gaulle s'enfuit secrètement en Allemagne afin de rencontrer les généraux commandant les forces armées françaises sur place, pour s'entendre dire qu'il lui revenait de faire cesser l'agitation. Si au final il y parvint, ce fut parce que les promesses d'augmentation de salaires et l'annonce d'élections législatives suffirent à convaincre les syndicats, et surtout le Parti communiste français, d'inciter à la reprise du travail.

Avant même les événements de Mai, le développement des luttes étudiantes à l'échelle mondiale avait donné une certaine popularité au discours révolutionnaire. Mais jusque-là, ces idées avaient notamment émané de théoriciens, comme Herbert Marcuse, qui disqualifiaient les travailleurs. Les slogans invoquaient alors volontiers le « pouvoir étudiant ». Or Mai 68 opéra une rupture : on fit le lien entre ce qui se passait alors et les événements de 1848, 1871, 1917 et 1936 – et dans certains cas ceux de 1956. Les idées marxistes, marginalisées dans les milieux intellectuels de l'Ouest depuis deux décennies ou plus, redevinrent soudainement d'actualité. Et, trente ans plus tard, dans tout le monde occidental, des intellectuels vieillissants continueraient de glorifier ou de déplorer l'impact des « années 1960 ».

Ce ne fut pas seulement la culture dans son acception intellectuelle qui fut marquée par l'influence des « idées de Mai », mais aussi des pans plus larges des pratiques culturelles « de masse » ou de la « jeunesse ». Les stéréotypes avec lesquels cette dernière avait grandi étaient remis en question. Il y eut des changements radicaux dans la manière de s'habiller et de se coiffer, avec l'adoption à grande échelle de modes jusque-là associées aux minorités « *underground* ». La consommation de drogues « récréatives » (marijuana, amphétamines, LSD) se répandit. De manière plus significative, un nombre croissant de films hollywoodiens se mit à critiquer plutôt qu'à promouvoir le « rêve américain », et la musique pop explora d'autres thèmes que le désir sexuel et l'amour romantique.

Aux États-Unis, les premiers « mouvements » - ceux des droits civiques et de la libération des Noirs, celui contre la guerre et celui des étudiants – en suscitérent d'autres. Ils

incitèrent les Indiens-Américains à lutter contre l'oppression dont ils étaient victimes, et les gays de New York à se défendre contre les agressions dont leurs clubs étaient l'objet, fondant le Gay Liberation Front. L'expérience de ces mouvements amena aussi des milliers de femmes à remettre en cause le rôle subalterne qui leur était réservé dans la société américaine et, trop fréquemment, dans les mouvements sociaux eux-mêmes. Elles fondèrent le Women's Liberation Movement (Mouvement de libération des femmes), porteur de revendications concernant l'oppression exercée sur les femmes depuis l'apparition de la société de classes, et trouvèrent un écho bien au-delà du cercle de celles qui étaient engagées dans le mouvement. La majorité des femmes se trouvaient progressivement impliquées dans le monde du travail ; elles appréciaient l'indépendance que cela leur octroyait et commençaient à s'exprimer en conséquence.

### Une nouvelle impasse

La vague de radicalisation ne cessa pas avec 1968. La principale manifestation étudiante aux États-Unis eut lieu en 1970. Quelques jours après que la Garde nationale eut abattu des étudiants à l'université de Kent (Ohio) qui protestaient contre l'extension de la guerre du Vietnam au Cambodge, des *colleges* furent occupés dans tout le pays. En Grèce, le mouvement étudiant éclata en 1973 avec l'occupation d'un établissement d'enseignement supérieur au centre d'Athènes, et secoua la junte militaire qui dirigeait le pays depuis six ans, contribuant à sa chute sept mois plus tard. En Allemagne de l'Ouest, les universités continuèrent à résister pendant plusieurs années en se transformant en îlots d'agitation d'extrême gauche (essentiellement maoïste) dans un pays généralement apolitique.

Cela dit, d'importantes mutations se produisirent dans plusieurs pays après 1968. Les étudiants cessèrent d'être au cœur de l'opposition de gauche. En Italie, le mouvement ouvrier devint prépondérant après l'« automne chaud » de 1969, lorsque les ouvriers métallurgistes occupèrent leurs usines pour protester contre les conditions de travail. En Espagne aussi, le mouvement ouvrier joua un rôle central à partir de 1970. Il porta au régime de tels coups, dans les dernières années du règne de Franco, qu'à la mort de celui-ci, en 1975, ses héritiers se hâtèrent de mettre en place des réformes « démocratiques ». Au Royaume-Uni, les syndicalistes, défiant leurs directions, affaiblirent tellement le gouvernement conservateur d'Edward Heath que celui-ci organisa des élections législatives en 1974 sur la question « qui dirige le pays ? », et les perdit.

Les étudiants furent parfois en mesure de déclencher des luttes impliquant les travailleurs, mais leur issue dépendait des organisations ouvrières. En 1968, en France, les syndicats et le PCF réussirent ainsi à mettre fin à la grève générale, malgré les objections des leaders étudiants. Ce fut le cas aussi en Italie, au Royaume-Uni et en Espagne en 1975-1976. Respectivement, les chrétiens-démocrates, les conservateurs et régime franquiste, dans ces trois pays, furent en effet incapables de mettre un terme aux luttes ouvrières par eux-mêmes. Ils n'y parvinrent qu'en signant des accords avec les dirigeants syndicaux et les partis ouvriers : le « compromis historique » en Italie, le « contrat social » au Royaume-Uni, le « pacte de la Moncloa » en Espagne. Dans tous les cas, le résultat dut d'écourter l'action des travailleurs au moment même où les Trente Glorieuses donnaient des signes d'essoufflement, abaissant la garde du peuple alors qu'un coup violent allait lui être porté.

Dans une autre région du monde, le radicalisme étudiant de la fin des années 1960 avait débouché sur une vague de luttes ouvrières dans les années 1970 : le cône sud de l'Amérique latine. La fin des années 1960 vit une quasi-insurrection agiter la ville argentine

de Cordoba et une vague d'occupation de terres mit en difficulté le président chrétien-démocrate au Chili. Dans les deux cas, le désir de changement populaire fut canalisé dans des directions constitutionnelles.

En Argentine, cela s'exprima au travers de la revendication pour le retour d'exil du dictateur d'après-guerre, Peron. Celui-ci avait gouverné à une époque où les cours élevés des exportations agricoles avaient favorisé des salaires relativement hauts et des conquêtes sociales pour les travailleurs. Les gens croyaient que son retour ferait revenir le bon vieux temps. C'est ce que ne cessaient de répéter les partisans de Peron, de gauche comme de droite, de même qu'une puissante organisation de guérilla urbaine, les Montoneros. En fait, son retour n'apporta rien aux travailleurs, mais déclencha une offensive de la droite et de l'armée à laquelle la gauche n'était pas préparée. Après la mort de Peron, les militaires étaient suffisamment forts pour prendre directement le pouvoir. Toute une génération de militants d'extrême gauche – des dizaines de milliers de personnes – fut massacrée ou « disparut », purement et simplement.

Au Chili, le Parti socialiste bénéficia de la nouvelle mobilisation en cours. L'un de ses dirigeants, Salvador Allende, fut élu président en 1970, et la majorité de droite au Parlement consentit à ce qu'il exerce le pouvoir en échange d'une garantie constitutionnelle de ne pas interférer dans la chaîne de commandement militaire. D'importants groupes d'intérêts américains étaient mécontents de cette situation ; mécontentement qui gagna, après deux ans de gouvernement Allende, des secteurs éminents de la classe dirigeante chilienne. À l'automne de 1972, ces derniers tentèrent de chasser Allende du pouvoir en entamant une « grève des patrons », dont l'initiative revint notamment aux transporteurs routiers. Elle fut mise en échec par des occupations d'usines et la formation de *cordones* – semblables aux conseils ouvriers de 1917 et 1956 – destinés à relier les usines entre elles. En juin 1973, une tentative de putsch tourna court à la suite de désaccords au sein des forces armées et de manifestations de masse. Mais le Parti communiste et les principales composantes du Parti socialiste demandèrent au peuple de liquider les *cordones* et de faire confiance eux « traditions constitutionnelles » de l'armée. Allende appela des généraux, parmi lesquels Augusto Pinochet, à faire partie de son gouvernement, croyant sans doute que cela apaiserait la droite et assurerait le retour à l'ordre. Dès le mois de septembre, Pinochet organisait un coup d'État, bombardant Allende dans le palais présidentiel et assassinant des milliers de militants ouvriers. Au moment où le mouvement ouvrier était mis en sommeil en Europe par ses propres dirigeants, il était noyé dans le sang en Amérique du Sud.

Mais le feu allumé en 1968 flamba encore une fois en Europe. Depuis la fin des années 1920, le Portugal était une dictature porteuse de caractéristiques fascistes. Mais, au milieu des années 1970, elle était en train de perdre la guerre dans ses colonies africaines. En avril 1974, un coup d'État renversa le dictateur Marcelo Caetano et le remplaça par un général conservateur, Antonio Spínola, soutenu par les grands monopoles du pays et désireux de parvenir à un règlement négocié de la guerre.

L'effondrement de la dictature déclencha une vague de grèves. Les grands chantiers navals de Lisnave et Setnave furent occupés. Les boulangers, les postiers et les employés des aéroports se mirent en grève. De nombreux capitaines de l'armée, qui avaient pris le risque d'organiser le coup d'État, étaient bien plus radicaux que Spínola et voulaient une fin immédiate de la guerre, alors que ce dernier entendait la faire durer jusqu'à ce que le mouvement de libération accepte des conditions de paix protégeant les intérêts commerciaux portugais. Le seul parti clandestin organisé était le Parti communiste. Ses dirigeants passèrent

un accord avec Spínola pour arrêter les grèves (ce qui leur valut la méfiance de puissants groupes de travailleurs de la région de Lisbonne), participèrent au gouvernement et tentèrent d'infiltrer certains de leurs partisans issus de la classe moyenne dans des positions influentes au sein de l'armée et des médias. Son but était d'opérer une montée en puissance en intervenant auprès des travailleurs et des généraux jusqu'à parvenir à mettre en place un régime comparable à ceux de l'Europe de l'Est après la guerre.

Cette manœuvre n'avait aucune chance de succès. Le Parti communiste ne pouvait pas plus interrompre la mobilisation des travailleurs de Lisbonne et la désaffection des forces armées, qui s'accompagnaient de la montée en puissance de forces sur sa gauche, qu'il ne pouvait calmer la panique du capitalisme occidental face aux événements révolutionnaires intervenant à ses portes.

Deux tentatives avortées de coups d'État de droite conduisirent à la démission de Spínola et à une radicalisation dans les rangs des travailleurs et dans ceux de l'armée. Soutenue par la CIA et les gouvernements sociaux-démocrates d'Europe occidentale, la droite organisa une série de quasi-insurrections dans le nord (rural) du pays. Les capitaines, qui détenaient de fait le pouvoir dans l'armée, oscillèrent d'une option politique à une autre. Finalement, en novembre 1975, un officier supérieur soutenu par les sociaux-démocrates réussit à pousser les officiers de gauche à essayer de prendre le pouvoir – ce qu'ils firent à contre-cœur -, puis il prit prétexte de cette tentative pour faire marcher plusieurs centaines de soldats sur Lisbonne afin de désarmer les régiments dissidents. Le Parti communiste qui, quelques semaines plus tôt, semblait encore si puissant – avec un officier sympathisant comme chef du gouvernement – n'entreprit rien pour organiser la résistance de la classe ouvrière. Les courants révolutionnaires, qui avaient si profondément inquiété les dirigeants du capitalisme européen et américain à l'été 1975, acceptèrent leur défaite sans murmure à l'automne.

#### La « douche froide »

Le « *long boom* » s'arrêta brusquement à l'automne 1973, lorsque les économies occidentales entrèrent simultanément en récession pour la première fois depuis les années 1930, avec un doublement des chiffres du chômage. Cela suffit à créer la panique dans les cercles gouvernementaux et les milieux d'affaires. La plupart des économistes avaient été incapables d'expliquer les causes de la crise des années 1930, et aucun d'eux ne pouvait dire avec certitude qu'une situation semblable n'était pas en train de se reproduire. Dans les années 1950 et 1960, ils avaient pu se convaincre que les récessions n'étaient plus possibles dès lors qu'étaient appliquées les prescriptions de John Maynard Keynes. Les cycles économiques appartenaient au passé, comme l'auteur du manuel d'économie le plus vendu au monde, le prix Nobel Paul Samuelson, le leur avait assuré en 1970. Mais lorsqu'ils tentèrent d'appliquer les remèdes keynésiens à la crise, cela ne fonctionna pas. Leur seul effet fut d'aggraver l'inflation sans agir sur le chômage. Dès 1976, dans la panique provoquée par le danger d'une spirale inflationniste, ils abandonnèrent ces méthodes. Économistes et journalistes politiques se mirent du jour au lendemain à professer une foi ardente dans les vertus d'un marché « libre », protégé de toute intervention de l'État – une théorie, qui, jusque-là, n'avait été prêchée que par une poignée de « prophètes » isolés comme Friedrich Hayek et Milton Friedman. On n'avait pas assisté à une telle conversion en masse des intellectuels depuis les jours lointains où les théologiens modifiaient leurs « croyances » sur un signe des princes.

Les prophètes du marché libre ne purent cependant, malgré leur popularité, rendre eux chiffres du chômage leurs niveaux des Trente Glorieuses. Pas plus qu'ils ne purent empêcher une nouvelle récession de se produire au début des années 1980, doublant encore le nombre des personnes privées d'emploi et affectant des portions bien plus vastes de la planète que dans les années 1974-1976.

L'explication la plus courante des crises de 1974-1976 et 1980-1982 a consisté à dire qu'elles avaient été causées par la hausse soudaine des cours du pétrole après la guerre israélo-arabe d'octobre 1973 et le déclenchement du conflit Iran-Irak en 1980. Mais une nouvelle crise éclata au début des années 1990, à un moment où les prix du pétrole étaient en baisse. On avança alors que la crise de 1974-1976 résultait de l'impact des hausses de salaires sur les profits. Cela ne pouvait cependant pas expliquer les crises ultérieures, puisque les salaires de la plus importante économie du monde, celle des États-Unis, avaient commencé à baisser de façon constante dès le milieu des années 1970.

Quelque chose de plus fondamental dans le système avait changé, transformant l'âge d'or » en « âge de plomb ». Les États-Unis avaient pu, à l'époque de la guerre de Corée, se permettre des dépenses d'armement massives, absorbant quelque 20% du PIB, et égales à la moitié du surplus disponible pour l'investissement. Cela avait fourni des débouchés à ses propres industries et aux exportations de pays comme le Japon ou l'Allemagne, qui dépensaient très peu en armement. Mais, dès l'époque de la guerre du Vietnam, la concurrence de ces pays était telle que les États-Unis ne pouvaient plus s'autoriser leurs anciens niveaux de dépenses militaires. Ils produisaient toujours des quantités massives d'engins de guerre, mais la proportion du PIB que celles-ci absorbaient n'était plus que d'environ 7%. Cela n'était tout simplement pas suffisant pour se prémunir des récessions mondiales récurrentes et de plus en plus profondes, même si le niveau de vie des années 1930 n'avait toujours pas été atteint.

La croissance économique des pays avancés n'en fut pas ininterrompue pour autant, mais elle était beaucoup plus lente et inégale qu'auparavant, et les cycles de prospérité et de récession firent leur retour avec une virulence décuplée. Dans les années 1980, le PIB moyen par habitant avait augmenté de moins de la moitié par rapport à celui du début des années 1960. (...) L'insécurité de l'emploi se généralisa. Dès la fin des années 1990, les politiciens tournaient couramment en ridicule l'idée qu'on puisse encore aspirer à un « emploi à vie ».

Le capitalisme est une forme de société de classes plus réactive qu'aucune autre dans l'histoire. Son dynamisme et son caractère perpétuellement changeant le caractérisent aussi bien en période récession qu'en période d'expansion. Certaines firmes font faillite pendant que d'autres prospèrent à leurs dépens. Même pendant les récessions les plus sévères certains secteurs continuent à croître – comme des prêteurs sur gages rachetant les biens des plus démunis et les officines de sécurité protégeant les richesses des nantis. Le dynamisme demeura dans l' »âge de plomb » mais au lieu d'offrir une amélioration de leur sort aux masses appauvries, comme pendant les Trente Glorieuses, il menace de leur reprendre ce qu'elles avaient obtenu par le passé. Des industries entières disparaissent et des villes sont transformées en terrains vagues. Les indemnités de chômage se retrouvèrent ainsi réduites au niveau où elles avaient été cinquante ans plus tôt ; elles furent même parfois supprimées dans certains États américains. Pendant ce temps, une nouvelle espèce de politiciens issus de la droite dure, connus sous le nom de « thatchériens » ou « néolibéraux », célébrait la toute-puissance entrepreneuriale, trouvant de l'audience auprès de certains politiciens sociaux-

démocrates prêts à traiter le retour aux orthodoxies politiques du XIX<sup>e</sup> siècle comme un gage de « modernité ».

Certains en tirèrent la conclusion que l'entreprise révolutionnaire, dans son ensemble, souffrait d'un défaut de conception. D'autres trouvèrent qu'ils avaient été trop sévères dans leurs critiques du réformisme parlementaire. D'autres encore conclurent tout simplement que la lutte des classes appartenait désormais au passé.

En réalité, d'importantes et parfois violentes confrontations de classes eurent lieu dans les années 1980, les travailleurs essayant d'empêcher le démantèlement de l'emploi dans des industries établies depuis longtemps : luttes des métallurgistes en France et en Belgique, grèves d'un an menées par plus de 150 000 mineurs et 5000 « ouvriers du livre » au Royaume-Uni, grève générale de cinq jours au Danemark et d'un jour en Espagne, interruption du travail dans le secteur public en Hollande et en Colombie britannique. Mais, dans l'ensemble, ces luttes échouèrent, et l'un des enseignements largement perçus de la défaite fut que les méthodes « démodées » liées à la lutte des classes ne pouvaient réussir. Cela conduisit une partie des ouvriers militants à placer une fois de plus leurs espoirs dans les promesses des politiciens parlementaires. Cela encouragea aussi des intellectuels de gauche à remettre encore davantage en cause les notions même de « classes » et de « lutte des classes ». Ils s'abandonnèrent à la mode intellectuelle du « postmodernisme », proclamant que toute interprétation de la réalité était aussi valable qu'une autre, qu'il n'existait pas de fondement objectif à des notions telle que la « classe », et que toute tentative de changer le mode de fonctionnement de la société serait « totalitaire » dans la mesure où elle impliquerait de vouloir imposer une conception totale du monde à d'autres. Les postmodernistes rejetèrent l'idée de lutter pour changer la société au moment même où la dangereuse instabilité de cette société s'accroissait.

### La crise du capitalisme d'État

Plus de gouvernements tombèrent en 1989-1990 qu'à aucune autre époque de l'histoire de l'Europe depuis 1917-1918, voire 1848. Soudain, le bloc de l'Est se désagrégea, et, en 1991, le pilier qui l'avait soutenu, l'URSS, s'effondra à son tour.

L'occupation soviétique avait réussi à « normaliser » la situation en Tchécoslovaquie en 1968-1969, mais les événements dans la Pologne voisine devaient bientôt montrer à quel point le malaise s'était répandu. Le régime était parvenu à réduire au silence le mouvement étudiant de 1968 ; de la même manière, en 1970-1971, il tenta de faire intervenir la police contre les dizaines de milliers d'ouvriers qui occupaient les chantiers navals géants de Gdansk (Dantzig avant la guerre) et de Szczecin (Stettin) pour protester contre la hausse des prix. La police tua un grand nombre de travailleurs. Mais partout éclatèrent des grèves de solidarité qui forcèrent le dirigeant Gomulka et son successeur Edward Gierek à revenir sur la hausse des prix. Ils empruntèrent aux banques étrangères, l'économie connut une expansion et les journalistes occidentaux s'enthousiasmèrent pour le « miracle polonais ». Mais une intégration progressive aux marchés occidentaux conduisit la Pologne à être frappée par la crise que connaissaient ces mêmes marchés au milieu des années 1970. Le gouvernement essaya à nouveau d'augmenter les prix et envoya la police réprimer les manifestations.

Le régime ne fut pas capable, cette fois, d'enterrer le souvenir des actions des travailleurs comme il l'avait fait en 1956-1957 et en 1970-1971. Alors que la crise s'accroissait, un groupe d'intellectuels défia le régime ; il forma un Comité de défense des

travailleurs et publia un journal clandestin, *Robotnik* (L'Ouvrier), lu par 22 000 personnes. le régime conserva le pouvoir, mais il n'était plus en mesure de maintenir le totalitarisme.

Sa faiblesse finit par apparaître à l'été 1980. Une nouvelle tentative d'imposer une hausse des prix provoqua de nouvelles grèves et l'occupation des chantiers de Gdansk. Un mouvement naquit de cette occupation, qui rappelait les conseils ouvriers hongrois de 1956. Mais il dura seize mois, et non trou quatre semaines.

Le mouvement s'organisa en un syndicat indépendant, Solidarnosc (Solidarité). Mais, après un peu plus d'un an d'existence, il représentait déjà bien plus qu'une organisation syndicale. Fondé par une conférence de délégués de 3500 usines et revendiquant bientôt dix millions de membres, il s'était mué en contre-pouvoir face au gouvernement. Solidarnosc devint le point de focalisation des aspirations de tous ceux qui rejetaient l'ancienne société, son existence même constituant un défi pour le pouvoir. Pourtant, ses dirigeants s'engagèrent délibérément à s'abstenir de renverser le gouvernement. Ils adoptèrent les opinions d'intellectuels sympathisants estimant qu'ils devaient se donner pour but une « révolution autolimitée ». Cette position était semblable à celle du gouvernement d'Allende au Chili : si le mouvement des travailleurs promettait de ne pas menacer l'État, celui-ci le tolérerait. Ainsi, Solidarnosc connut le même sort que le mouvement chilien. À la mi-décembre 1981, le général Wojciech Jaruzelski décréta la loi martiale, bloqua le système de communications du pays, arrêta la totalité de la direction du syndicat et envoya la troupe contre les travailleurs qui résistaient. Confuses et démoralisées, les organisations ouvrières furent brisées.

Cependant, l'écrasement du mouvement des travailleurs polonais ne suffisait pas à liquider les forces sous-jacentes qui lui avaient donné naissance. Les taux de croissance économique du bloc de l'Est n'étaient désormais pas plus élevés que ceux des principales économies occidentales. De plus, le gouvernement Reagan avait entraîné les États-Unis dans une nouvelle course aux armements (avec le stationnement de missiles de croisière Pershing en Europe) dans laquelle le gouvernement soviétique s'engagea également. Mais les ressources n'existaient tout simplement pas pour satisfaire les exigences que cela faisait peser sur l'économie. Les régimes capitalistes étatiques devaient se réformer ou courir le risque d'une confrontation de classes et d'un effondrement interne.

Le dirigeant soviétique du début des années 1980, Iouri Andropov, connaissait de première main les risques que représentait le mouvement des travailleurs. Il avait été ambassadeur de l'Union soviétique à Budapest en 1956 et chef du KGB à l'époque de la montée de Solidarnosc en 1980-1981. Il voulait empêcher qu'une menace semblable ne se fasse jour en URSS et commença à choisir des hommes qui, pensait-il, seraient en mesure de réformer le pays. Le plus important d'entre eux était Mikhaïl Gorbatchev.

Lorsque Gorbatchev devint dirigeant de l'URSS en 1985, il paraissait tout-puissant et, lorsqu'il évoqua en 1987 et 1988 le besoin de transparence (*glasnost*) et de réforme, il était au faîte de sa popularité. Mais lorsqu'il perdit le pouvoir en 1991, celle-ci s'était effondrée. Son appel à la réforme avait créé la confusion dans l'appareil policier et attisé les attentes du peuple, qui dès lors commença à contester l'exploitation et l'oppression sévissant depuis soixante ans. Mais son engagement à ne pas aller au-delà d'une restructuration de l'organisation capitaliste étatique de la production le privait des ressources nécessaires pour satisfaire ces espoirs. À la fin de la décennie, la stagnation économique du début des années 1980 s'était transformée en récession.

Pour la première fois depuis les années 1920, des manifestations de masse, qui ne furent pas immédiatement brisées par la police, se produisirent au printemps 1988. Elles éclatèrent d'abord en Arménie puis dans les États baltes, où des mouvements de minorités nationales luttèrent pour la reconnaissance de leurs droits. (...) Gorbatchev tenta, à l'été 1989 et au printemps 1991, de stabiliser sa position en s'appuyant sur les forces conservatrices. En chacune de ces occasions, il fut stoppé net par de gigantesques grèves de mineurs, qui parvinrent presque à bloquer les ressources énergétiques du pays. En particulier, la grève de l'été 1989 entretenait une forte ressemblance avec les premières grandes manifestations ouvrières polonaises. Gorbatchev devait faire des concessions aux divers mouvements d'opposition s'il voulait éviter que le régime tout entier ne soit ébranlé ; et lorsqu'il le fit, sa propre emprise sur les événements se volatilisa. L'impact fut dévastateur pour les régimes fondés quarante-cinq ans auparavant en Europe de l'Est. Les différents dirigeants perdirent leur ultime recours face à la révolte populaire : la menace d'une intervention soviétique.

En septembre et octobre, une vague de manifestations balaya l'Allemagne de l'Est. Le gouvernement accepta de négocier et entreprit, comme gage de sa sincérité, de démolir le mur de Berlin la séparant de l'Allemagne de l'Ouest. Puis, en novembre, ce fut le tour de Gustav Husak, en Tchécoslovaquie, de tomber à la suite d'immenses manifestations de rue et d'une grève générale d'une heure. La Bulgarie suivit. Une tentative du dictateur roumain Nicolae Ceaușescu de résister au changement en faisant tirer sur les manifestants provoqua une insurrection spontanée dans la capitale, Bucarest, et son exécution par un peloton commandé par ses propres généraux. En six mois, la carte politique de l'Europe fut redessinée. Le dernier régime stalinien encore debout en Albanie s'effondra en 1991 après une grève générale.

Aucune puissance impériale ne pouvait éviter d'être ébranlée par un tel soulèvement à l'intérieur de son périmètre. Les mouvements nationaux présents en URSS prirent de l'assurance, et les divisions internes au Kremlin s'aggravèrent au moment où son contrôle sur la société se faisait plus précaire. Gorbatchev tenta une dernière fois d'adopter une ligne dure face aux courants d'opposition, pour être finalement mis en échec au printemps 1991 par une seconde grande grève de mineurs et une gigantesque manifestation à Moscou. Durant l'été, les forces conservatrices au sein de son gouvernement tentèrent de s'opposer à lui. Elles utilisèrent des troupes basées à Moscou pour organiser un coup d'État, et placèrent Gorbatchev en résidence surveillée. D'autres unités militaires refusèrent de les soutenir, et, peu de temps après, le pouvoir tomba entre les mains d'un groupe de réformateurs réunis autour de Boris Eltsine, président de la République de Russie et ancien dirigeant du Parti dans la ville industrielle de Sverdlovsk. Eltsine approuva la dissolution formelle des liens unissant les républiques nationales, et l'URSS cessa d'exister.

Les soulèvements de 1989-1991 furent d'une ampleur bien plus importante que ceux qui avaient secoué l'Europe de l'Est en 1953, 1956, 1968 et 1980-1981. Pourtant, ces changements n'apparurent pas aussi fondamentaux que ceux intervenus précédemment, en particulier en 1956 et 1980-1981, car la direction des mouvements était entre les mains de personnes résolues à éviter toute implication des travailleurs. Certains, dans les rangs de l'ancienne bureaucratie, s'allièrent au moment décisif avec des groupes d'intellectuels dissidents autour d'un programme de réformes limitées, prévenant ainsi toute possibilité d'une véritable révolution. Ils suivirent une stratégie que le marxiste italien Antonio Gramsci avait appelée la « révolution passive » : mettre en œuvre un changement par en haut pour éviter qu'il ne se produise par en bas.

À chaque fois, cela consista à s'accorder avec les dissidents sur des programmes combinant divers éléments : une plus grande ouverture sur le marché mondial, l'abandon de l'ancienne économie dirigée, un processus devant mener à des élections parlementaires relativement libres et une mise en avant des revendications nationalistes. Comme les anciens médias officiels et les ex-dissidents répétèrent inlassablement le même message, la masse des travailleurs finit par se convaincre que le marché et la démocratie étaient des jumeaux naturels capables de satisfaire ses aspirations. Dans l'atmosphère de 198-1991, quiconque pensait différemment était inaudible, les initiatives préventives par en haut ayant réduit les mouvements de classe des travailleurs à leur quasi-extinction.

Les grands changements politiques qui se produisirent furent le résultat de la lutte des classes, mais d'une lutte des classes *détournée* car ne trouvant pas d'expression dans des organes démocratiques représentant les classes exploitées, à l'instar des conseils ouvriers. Ce furent des révolutions politiques, plus proches de ce qui s'était passé en France en 1830 que des grandes révolutions sociales du passé ; ce dont témoigne parfaitement la présence des mêmes personnes, avant et après, aux postes clés de l'industrie et des banques.

#### Les ondes de choc de l'effondrement du bloc soviétique

Dans toute l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, les bureaucrates et les politiciens qui avaient fait carrière en parrainant diverses formes de capitalisme d'État s'empressèrent de chanter les louanges des marchés « libres » et de conclure des accords avec les multinationales occidentales. Les gouvernements du parti du Congrès en Inde, l'ancien mouvement maoïste qui avait gagné la guerre civile en Éthiopie, le régime algérien et les successeurs de Nasser en Égypte suivirent tous, à un degré ou à un autre, le même chemin. À l'avant-garde de cette nouvelle approche se trouvait la Chine de Deng Xiaoping, où le culte du marché et du profit allait de pair avec l'adhésion formelle à la « pensée » de Mao.

La plupart des gouvernements du tiers monde montrèrent leur engagement envers cette nouvelle politique en signant des « programmes d'ajustement structurel » avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), sans que rien ne garantît l'efficacité de ceux-ci face aux problèmes de croissance économique et de pauvreté. Quelque soixante-seize pays mirent en œuvre des programmes d'ajustement, conçus par la Banque mondiale sur des critères de « marché libre » dans les années 1980. Seule une poignée d'entre eux enregistra une amélioration concernant ses taux de croissance ou d'inflation. Des dix-neuf pays qui procédèrent à des « ajustements intenses », seuls quatre « améliorèrent de façon significative leurs performances dans les années 1980 ». En 1990, 44% de la population d'Amérique latine vivait en dessous du seuil de pauvreté selon la commission de l'ONU pour la région, qui concluait à « un pas en arrière épouvantable des conditions de vie matérielles de la population d'Amérique latine et des Caraïbes dans les années 1980 ». En Afrique, on estimait que plus de 55% de la population rurale vivait, en 1987, en dessous du seuil de pauvreté absolue.

Ce qui s'était passé en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS durant les années 1990 fut tout aussi dévastateur. Les « miracles économiques » promis par les réformateurs n'eurent pas lieu. En 1999, seuls deux pays, la Pologne et la Slovaquie, affichaient un PIB plus élevé qu'en 1989. La République tchèque et la Hongrie étaient légèrement plus pauvres que dix ans auparavant. Les économies de la Bulgarie, de la Lituanie et de l'URSS s'étaient contractées de 40% ou plus. Ces statistiques brutes traduisaient l'anéantissement des espoirs de millions de personnes. Dans les grandes villes russes comme Moscou et Saint-Petersbourg, la plupart

des habitants devinrent dépendants de ce qu'ils pouvaient cultiver sur de petits lopins de terre et préserver comme complément à leurs maigres rations de pain et de pommes de terre.

Même en République tchèque et en Hongrie, le niveau de vie était plus bas qu'à la fin des années 1980 : il y avait davantage de marchandises dans les magasins, mais peu de gens avaient assez d'argent pour les acheter. En Allemagne de l'Est, désormais intégrée à la RFA, le taux de chômage atteignait 20% et plus. En Bulgarie, en Roumanie et en Albanie, les conditions étaient aussi mauvaises qu'en URSS. Dans la ceinture méridionale de l'ex-URSS, elles étaient bien pires encore. Dans ce contexte, il n'est guère étonnant que l'optimisme qui s'était emparé de nombreux intellectuels en 1989 ait tourné au désespoir à la fin des années 1990.

Le pays d'Europe de l'Est qui souffrit le plus fut celui qui avait maintenu son indépendance vis-à-vis de l'URSS pendant toute la Guerre froide : la Yougoslavie. Les puissances occidentales ne considéraient plus comme opportun de lui consentir des prêts à taux préférentiels pour contrebalancer l'influence soviétique dans la région. Le FMI lui imposa un programme de remboursement de la dette qui fit baisser de moitié le niveau de vie de la population en deux ans, engendrant des taux de chômage astronomiques dans les parties les plus pauvres du pays et une série de guerres civiles sanglantes. Diverses personnalités politiques essayèrent de conserver leur position en dressant les groupes nationaux les uns contre les autres, pendant que les puissances occidentales intervenaient pour soutenir ceux qui leur étaient les plus favorables.

Une région du monde faisait toutefois la fierté des fanatiques du marché : l'Asie. Dans son « Rapport sur le développement mondial » de 1991, la Banque mondiale évoquait les « réalisations remarquables des économies asiatiques », notant que les « divers types de réforme » en Chine, en Inde, en Indochine et en Corée avaient été « suivis d'améliorations dans les performances économiques ». (...) L'inconsistance de cet optimisme se vérifia en 1997, lorsqu'une crise économique partie de Thaïlande s'étendit à toute la région, projetant l'Indonésie dans une dépression du niveau de celle des années 1930 et enfonçant la Corée du Sud, la Malaisie et Hong Kong dans une profonde récession. Dans le courant de l'année 1998, cela provoqua une crise brutale en Russie et une déstabilisation de l'économie la plus importante d'Amérique latine, le Brésil. Des programmes établis par le FMI pour tenter de résoudre le problème furent sévèrement critiqués comme étant pires que le mal, y compris par d'anciens porte-flambeaux de cette institution comme Jeffrey Sachs.

L'économie chinoise connut une croissance rapide pendant la plus grande partie des années 1980 et 1990 à la suite de la réforme du système des prix agricoles à la fin des années 1970, qui comportait un transfert de ressources massif de l'État aux paysans. Il y eut, pendant quelques années, une augmentation soutenue de la production des denrées alimentaires, qui rendit possible le développement d'industries légères, alimentant aussi bien le marché intérieur que le marché mondial. Selon les chiffres officiels, le PIB industriel de la Chine tripla.

Mais la croissance était incroyablement inégale. Certaines régions côtières connaissaient une industrialisation et une urbanisation massives pendant que de vastes étendues, à l'intérieur des terres, stagnaient ou même régresaient. Des dizaines de millions d'emplois nouveaux furent créés dans l'industrie, incitant 200 millions de personnes à quitter les campagnes pour les villes. La rationalisation des vieilles industries lourdes impliquait de réduire drastiquement la main d'œuvre en même temps que les aides sociales. Les fluctuations

incontrôlées des taux de croissance entraînaient une alternance de périodes de prospérité accompagnées de hausses rapides des prix et des phases de stagnation. Les tentatives de briser ces baisses cycliques en vendant davantage sur le marché mondial faisaient courir le risque de crises classiques de surproduction chaque fois que l'économie mondiale ralentissait ou s'affaissait.

Cette combinaison menaçait de produire des convulsions sociales massives, comme on en observa en 1989. Quelques mois seulement avant l'effondrement politique de l'Europe de l'Est, l'État chinois lui-même semblait proche de la rupture. Les revendications démocratiques des étudiants devinrent le point de focalisation des doléances de larges parties de la population, culminant dans la célèbre manifestation de la place Tian'anmen à Pékin, mais aussi dans des dizaines d'autres villes et centres industriels. Pendant plusieurs jours, le régime fut paralysé, semblant éprouver des difficultés à trouver des soldats prêts à disperser la manifestation, avant d'envoyer les chars.

Ce n'était pas la première fois qu'un régime capitaliste étatique converti au marché devait faire face à une explosion sociale. L'Égypte avait connu une vague de grèves, de manifestations et de révoltes dans treize grandes villes au début de l'année 1977 ; ce furent les plus importants troubles sociaux enregistrés depuis la rébellion nationaliste contre l'Angleterre en 1919. En Algérie, en 1988, une série de grèves tourna presque à l'insurrection, les jeunes se battant avec la police pour le contrôle de la rue. Le régime dut finalement faire certaines concessions en matière de liberté de la presse, et permettre à quelques opposants politiques de rentrer d'exil. En Corée du Sud, en 1987, d'immenses manifestations militantes organisées par des étudiants et une partie de la classe moyenne secouèrent le régime militaire, l'obligeant à concéder un certain degré de libéralisation. Elles furent suivies en 1988 par une série de grèves majeures, arrêtées moyennant des augmentations de salaires à deux chiffres.

Toutes ces explosions sociales présentaient des similitudes avec les événements de 1989-1990 en Europe de l'Est. Elles démontraient que ni le capitalisme d'État ni la transition du capitalisme d'État vers une forme ou une autre de système de marché ne pouvaient empêcher les forces de travail nées de la croissance industrielle de se rebeller, entraînant dans son sillage d'autres couches de la société.

### Islam, réforme et révolution

On vit fleurir dans les années 1990 le cliché journalistique selon lequel l'affrontement entre « communisme et capitalisme » avait cédé la place à un clash entre « l'islam et l'Occident ». À l'évidence, deux des grands soulèvements de la période récente s'étaient déroulés sous la bannière de l'islam : la révolution iranienne de 1979 et la résistance afghane à l'occupation soviétique pendant les années 1980, inspirant des mouvements d'opposition en Égypte, en Algérie, en Palestine occupée et ailleurs. Mais ce que ce lieu commun ignorait était que l'islam, comme souvent dans son histoire, pouvait fournir une expression à des intérêts sociaux très différents, susceptibles d'entrer en conflit les uns avec les autres de façon sanglante.

La révolution iranienne fut une explosion de colère contre un dirigeant despotique, le shah, et le gouvernement américain dont il était la marionnette. Le shah avait dressé contre lui les religieux traditionnalistes, les intellectuels nationalistes, certains capitalistes du bazar, la nouvelle classe ouvrière née de l'expansion industrielle, les étudiants, la petite-bourgeoisie appauvrie, les chômeurs ou les semi-actifs des bidonvilles urbains, les minorités nationales et

une partie de la paysannerie. Les diatribes islamiques contre l'« oppression » pouvaient unir les membres de tous ces groupes contre l'ennemi commun. Mais une fois le shah renversé dans le cadre d'une insurrection classique (grèves de masse, soulèvement armé et mutineries dans la troupe), chaque groupe, animé de sa propre lecture des textes islamiques, en tira des conclusions pratiques très différentes. Les années qui suivirent l'insurrection virent non seulement des affrontements entre certains groupes islamiques et des laïques, mais une guerre civile sanglante entre diverses factions musulmanes. Finalement, le groupe entourant l'ayatollah Khomeiny en sortit victorieux et justifia le règne de la terreur contre ses opposants vaincus en des termes religieux. Cela poussa de nombreux libéraux à proclamer que ses méthodes barbares étaient essentiellement « islamiques », le produit d'une mentalité dénuée de l'humanisme propre à la « tradition judéo-chrétienne ». En fait, la répression khomeyniste n'était pas qualitativement différente de celle exercée par les catholiques français au moment de l'écrasement de la Commune, de celle soutenue par le luthérianisme prussien en 1919-1920, ou de celle approuvée par les fondamentalistes américains et les rabbins juifs lorsque, au début des années 1980, des phalangistes libanais massacrèrent des Palestiniens sous les yeux de l'armée israélienne. le bain de sang était le produit d'une contre-révolution, et non celui d'une religion.

De la même manière, le régime soutenu par Moscou en Afghanistan provoqua la résistance de groupes sociaux disparates lorsqu'il tenta d'imposer un programme stalinien de « modernisation » rapide. Lorsque les troupes soviétiques occupèrent le pays, tuant un dirigeant russophile pour le remplacer par un autre, l'islam fournit à nouveau un pôle de ralliement à la résistance. Mais des groupes aux intérêts contradictoires devaient finir par engager le combat les uns contre les autres, aussi bien que contre l'URSS. Une guerre civile entre groupes islamiques succéda au retrait des soldats soviétiques, jusqu'à ce que les talibans, soutenus par l'Arabie saoudite et violemment hostiles au régime islamique de l'Iran voisin, conquièrent la majeure partie du pays. Pendant ce temps, de nombreux islamistes, venus de tout le Moyen-Orient, « recrutés » par la CIA pour aller combattre l'Union soviétique en Afghanistan, se retournèrent contre les dirigeants locaux proaméricains et furent dénoncés comme « terroristes » par les États-Unis.

L'islam est tellement loin d'être une force unifiée opposée à l'Occident que la plus sanglante des guerres des années 1980 a opposé les dirigeants musulmans de l'Irak à la République islamique iranienne. Dans ce conflit, aussi bien l'Arabie saoudite, conservatrice, que le régime islamiste de Hassan al-Tourabi au Soudan ont soutenu l'Irak, de même que les États-Unis à des moments décisifs.

Le développement des mouvements politiques islamiques est né de l'exclusion de l'ordre mondial de dizaines de millions de personnes, en particulier les jeunes et les personnes récemment diplômées, qui avaient peu d'espoir d'obtenir un emploi dans des sociétés subalternisées dans le système global. Les vagues injonctions du Coran contre l'oppression et son aspiration à une société juste ont fourni une terminologie susceptible de servir d'exutoire à une frustration intense. Mais plus les islamistes furent proches du pouvoir, plus leur radicalisme s'est émoussé. Des gouvernements islamiques se sont ainsi réjouis de collaborer avec des capitalistes se réclamant eux aussi de l'islam, tout en concluant régulièrement des alliances avec d'autres acteurs du système mondial, dont le « Grand Satan » américain. À chaque affrontement interétatique au Moyen-Orient, on trouve, dans les deux camps, des gouvernements islamiques.

## Le nouvel impérialisme

Le vieil impérialisme, avec son administration coloniale directe, rendit finalement son dernier soupir dans le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. La classe dirigeante portugaise fut contrainte d'abandonner ses colonies, le régime des colons blancs de Rhodésie céda la place au Zimbabwe, le système raciste d'Afrique du Sud finit par reconnaître la loi de la majorité, et l'Angleterre restitua Hong Kong à la Chine. Même ce qu'on appelait des « demi-colonies », à savoir des gouvernements faibles dépendant pour leur survie du soutien occidental, parvinrent souvent à une certaine indépendance. Le fantoche devint un client, qui se retourna parfois contre son ancien « protecteur », comme l'irakien Saddam Hussein lorsqu'il pénétra au Koweït en 1990. Mais cela ne signifiait pas la fin de l'impérialisme en tant que tentative des grands États capitalistes d'imposer leur volonté aux États de moindre importance.

Au milieu des années 1990, nombre de journalistes, d'universitaires, de politiciens proclamèrent que les États ne comptaient plus dans la « nouvelle économie globale ». Mais ce n'était pas l'avis des dirigeants des grandes multinationales ou des gouvernements collaborant avec eux. Des études ont montré que les gros actionnaires et les dirigeants de ces firmes maintenaient un fort ancrage dans certains États, utilisant ceux-ci comme des bases arrière à partir desquelles avancer et sécuriser leurs intérêts dans le reste du monde.

Les énormes multinationales basées aux États-Unis se reposent sur l'État américain pour qu'il impose leur loi au reste du monde. Les deux principaux programmes de règlement de la dette du tiers monde portent ainsi le nom d'un membre du gouvernement américain : le plan Baker et le plan Brady. Derrière les discours du FMI et de la Banque mondiale sur les « nouveaux paradigmes du développement » se cache le souci de veiller à ce que les banques soient grassement rémunérées. De même, les négociations sur le commerce mondial ont-elles été dominées par les tentatives américaines d'imposer leur hégémonie « libre-échangiste » à d'autres gouvernements, eux-mêmes désireux de protéger les intérêts parfois divergents de leurs propres capitalistes.

Mais les pressions d'ordre financier n'ont pas toujours été suffisantes pour s'assurer que les classes dirigeantes des pays les plus puissants soient en mesure d'imposer leur volonté. À certains moments, les pays dominants ont considéré que seule la force militaire pouvait maintenir leur position hégémonique au niveau mondial.

Les deux guerres du Golfe l'ont parfaitement illustré. L'Irak a mené une guerre longue et sanglante contre l'Iran tout au long des années 1980, cherchant à la fois à obtenir l'appui des États-Unis et des riches États du golfe Arabo-Persique, et à consolider ses rapports avec de puissantes multinationales. Les bénéfices ayant été moins importants qu'escompté, Saddam Hussein décida d'envahir l'un des États qui l'avaient pourtant soutenu, le Koweït, en 1990, se trompant lourdement sur la nature de la réaction des grandes puissances, en particulier celle des États-Unis. Ces derniers, appuyés par d'autres pays, lancèrent en effet une opération militaire massive, avec des frappes aériennes dévastatrices et une invasion terrestre, entraînant le massacre de 100 000 Irakiens sur la route de Bassorah. Une décennie de sanctions économiques contre l'Irak s'ensuivit, dont les nations Unies ont estimé qu'elles avaient coûté chaque année la vie à 50 000 Irakiens.

Le but n'était pas seulement de punir l'Irak, ni même d'envoyer un signal à d'autres mouvements ou gouvernements nationalistes du Moyen-Orient susceptibles de défier les compagnies pétrolières américaines. Il s'agissait aussi de montrer aux autres puissances

qu'elles n'avaient pas d'autre choix que d'accepter les visées planétaires des États-Unis, seuls en mesure de jouer les « gendarmes du monde ».

Déjà dans les années 1980, les administrations américaines républicaines avaient entrepris de soigner la dépression causée par la défaite au Vietnam, le « syndrome du Vietnam », en démontrant la capacité permanente des États-Unis à dominer l'hémisphère occidental. Ce fut la stratégie mise en œuvre à la Grenade, au Panama et au Nicaragua, lorsqu'ils soutinrent la guérilla d'extrême droite des Contras, qui ravageaient le pays. L'administration Bush (père) montra ensuite que les Américains pouvaient monter des opérations de police similaires, mais à bien plus grande échelle, au Moyen-Orient. Sous son successeur démocrate, Bill Clinton, une opération militaire en suivit une autre, à intervalles de plus en plus courts : débarquement des *marines* en Somalie, frappes aériennes répétées sur l'Irak et contre les forces serbes pendant la guerre civile de Bosnie, bombardement d'un prétendu camp de guérilla en Afghanistan ainsi que d'une usine de produits pharmaceutiques au Soudan, et enfin déclenchement d'une guerre aérienne totale contre la Serbie.

Les États-Unis ne furent pas les seuls à mettre en pratique le nouvel impérialisme. La Russie tentait de maintenir sa domination dans de larges secteurs de l'ex-URSS, utilisant sa puissance militaire pour peser sur l'issue des guerres civiles en Géorgie et au Tadjikistan. La France conservait une zone d'influence majeure en Afrique, jouant des coudes avec les Américains pour la domination de régions entières (par exemple au Rwanda et au Burundi). Le Royaume-Uni essayait d'influer sur les événements de Sierra Léone et du Nigéria, tandis que le Nigéria intervenait dans d'autres États d'Afrique de l'Ouest sous prétexte de « maintenir la paix ». La Grèce et la Turquie menaçaient périodiquement de se faire la guerre pour asseoir leur influence au nord-est de la Méditerranée et dans certaines parties des Balkans.

Les dernières années du siècle furent le témoin de ce que cela impliquait : les forces de l'OTAN, dirigées par Washington, entreprirent de détruire systématiquement les infrastructures de la Serbie parce que son dirigeant, Slobodan Milosevic, n'avait pas demandé la permission de s'en prendre à la minorité albanaise du Kosovo, là même où toute une série de pays clients des États-Unis avaient été autorisés à déployer une brutalité similaire.

## Conclusion

### Illusions de l'époque

Pour une large part de l'humanité, la réalité de la vie a été, à divers moments du siècle, plus horrible qu'à aucune période de l'histoire connue. La marche en avant du progrès a donné naissance au bain de sang de la Première Guerre mondiale ; à l'appauvrissement massif du début des années 1930 ; à la propagation du nazisme et du fascisme dans presque toute l'Europe ; au goulag stalinien ; à l'invasion japonaise de Shanghai et Nankin ; à la dévastation de l'Europe entre 1940 et 1945 ; à la famine au Bengale ; à l'anéantissement d'Hiroshima et de Nagasaki ; à la guerre de trente ans contre le Vietnam et à la guerre de neuf ans contre l'Algérie ; au million de morts de la première guerre du Golfe et aux 200 000 tués de la seconde ; aux dizaines de milliers de personnes assassinées par les escadrons de la mort au Salvador, au Guatemala et en Argentine ; aux centaines de milliers de morts dans les guerres civiles sanglantes de Croatie, de Bosnie, du Tadjikistan, de l'Angola, de l'Éthiopie, du Libéria, de la Sierra Léone et de l'Afghanistan.

Et le tableau n'était pas plus réjouissant à la fin du siècle qu'en son milieu. Des pays, hors d'Europe et de l'Amérique du Nord, qui ont un temps nourri l'espoir de « rattraper » le niveau de vie du « premier monde », ont vu leur rêve s'évanouir : l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, le Brésil, la Russie. Le continent africain tout entier s'est trouvé à nouveau expulsé de l'histoire, le revenu par habitant y chutant de façon constante pendant trente ans. La guerre civile a continué à dévaster l'Angola, la Sierra Léone, le Libéria, le Tadjikistan, l'Afghanistan, le Congo-Zaïre. Au mot « génocide », lié au nazisme des années 1930, s'est ajoutée l'expression « nettoyage ethnique », apparue dans les guerres civiles des années 1990.

Même dans les pays industriels avancés, les promesses d'une prospérité éternelle, d'une vie de loisirs où toute division de classes aurait disparu, si populaires dans les années 1890, et à nouveau dans les années 1950, se sont révélées être des chimères. La production a dans l'ensemble continué à croître, mais à un taux inférieur de moitié à celui des années 1950 et du début des années 1960. Et les augmentations de salaires ne se sont pas traduites, pour la plupart des individus, par une amélioration de la qualité de la vie.

Aux États-Unis, au cours du dernier quart de siècle, le salaire horaire réel a connu une baisse plus ou moins continue. En Europe, les statistiques ont continué de montrer que les salaires réels étaient en hausse, mais il existe de nombreux signes suggérant que ces augmentations ont été grignotées par celle des coûts indirects associés aux changements dans les conditions d'emploi (trajets plus longs, hausse des tarifs des transports, recours accru aux *fast-foods* et aux produits surgelés, crèches et garderies plus chères), avec un « indice de bien-être durable » qui semble s'élever de façon plus ou moins constante des années 1950 au milieu des années 1970, pour commencer à décliner ensuite. Il n'y a eu à l'évidence aucune amélioration qualitative de la vie comparable, même de loin, à celle des années 1950 et du début des années 1960. Dans le même temps, la pression s'est accrue pour ceux qui ont pu conserver leur emploi ; il fallait désormais travailler plus intensément et plus longtemps. En 1993, un Américain moyen travaillait 164 heures de plus par an – l'équivalent d'un mois de travail – qu'en 1976 ; de nombreuses enquêtes ont montré que les salariés ressentaient de plus en plus fortement la pression au travail. Des récessions récurrentes et des « dégraissages » de la main d'œuvre à répétition, même pendant les périodes de « rétablissement », ont créé une peur de l'avenir équivalente à celle des années 1930.

L'appauvrissement de vastes parties du tiers monde et de l'ancienne sphère communiste et l'insécurité croissante à l'Ouest comportaient un autre aspect : la concentration de la richesse entre les mains de la classe dirigeante. À la fin des années 1990, 348 milliardaires possédaient une fortune égale au revenu de la moitié de l'humanité. En 1999, le rapport de l'ONU sur le développement humain indiquait que les 200 personnes les plus riches du monde avaient doublé leur fortune en quatre ans. À la fin des années 1960, l'écart de revenus entre les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres de la population mondiale était de trente pour un, en 1990 de soixante pour un, et en 1998 de soixante-quatorze pour un.

Même dans les pays les plus pauvres, une mince couche dirigeante entendait jouir du mode de vie que confère la grande richesse, tout en déposant des centaines de millions de dollars dans les banques occidentales pour se prémunir d'éventuels troubles sociaux locaux.

Avec le retour de l'insécurité et des récessions, un autre démon est revenu des enfers où il semblait pourtant avoir été banni après la Seconde Guerre mondiale : celui des formes diverses de fascisme et de nazisme. Il est devenu tout à fait normal, même lors des périodes

de « rétablissement » économique, de voir des personnalités d'extrême droite, comme Le Pen en France ou Haider en Autriche, réaliser des scores électoraux d'environ 15% et ces formations politiques peuvent aujourd'hui légitimement espérer faire mieux avec la prochaine grande récession. Il est devenu tout aussi normal, pour les partis politiques conservateurs, d'utiliser la rhétorique raciste et de jouer la carte de la division ethnique pour gagner des voix, et pour les partis sociaux-démocrates de faire des concessions à ces mêmes discours dans une tentative désespérée de se maintenir sur le plan électoral.

### Socialisme et barbarie au XXI<sup>e</sup> siècle

Rosa Luxemburg, écrivant en 1915 alors que la Première Guerre mondiale faisait rage, rappelait une phrase d'Engels : « La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien le passage au socialisme ou bien la rechute dans la barbarie. » (...) Elle contestait avec force, dans ce passage, l'illusion du progrès inéluctable sous le capitalisme. Elle faisait la même observation que Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*, lorsqu'ils signalaient que l'alternative historique à la transformation de la société par une classe nouvellement apparue était « la destruction mutuelle des classes en lutte ». C'est, nous l'avons vu, ce qui s'est produit non seulement lors de la chute de l'Empire romain en Occident, mais aussi lors des premiers « âges sombres », pour les civilisations du début de l'âge du bronze eurasiatique, lors de l'effondrement des civilisations de Teotihuacan et des Mayas en Amérique centrale, et lors de la crise de la Mésopotamie abbasside au XI<sup>e</sup> siècle. C'est ce qui fut près de se produire dans l'Égypte du second millénaire av. J.-C., dans la Chine du XII<sup>e</sup> siècle et l'Europe du XIV<sup>e</sup> siècle.

Léon Trotski faisait la même observation en 1921 : « L'humanité ne s'est toujours pas élevée selon une courbe ascendante ferme. Non, il a existé des périodes prolongées de stagnation et il y a eu des rechutes dans la barbarie. Des sociétés s'élevaient, atteignaient un certain niveau et ne pouvaient s'y maintenir. L'humanité ne peut faire du surplace (...), son équilibre est instable ; une société qui n'est pas capable d'avancer recule et, s'il n'y a pas de classe pour l'emmener plus haut, elle finit par s'effondrer, ouvrant ainsi la route à la barbarie. »

Luxemburg et Trotski identifiaient, comme bien peu d'autres penseurs, la logique démentielle de la société capitaliste du XX<sup>e</sup> siècle, la façon dont les forces productives s'étaient transformées en une horreur inhumaine. Ce siècle a connu la *barbarie* à une échelle inconnue, du moins en Europe, depuis le XVII<sup>e</sup> ou même le XIV<sup>e</sup> siècle.

Avec un milliard d'êtres humains vivant dans des bidonvilles sans infrastructures, et quarante des cinquante plus grandes villes du monde situées dans des zones de tremblements de terre, les pires horreurs sont encore à venir. Mais ce n'est pas tout. La production de quantités de plus en plus importantes de dioxyde de carbone produit un « effet de serre » qui réchauffe le globe, provoquant des schémas météorologiques imprévisibles dont on attend des tempêtes monstres et une élévation du niveau des mers menaçant d'engloutir de vastes régions côtières.

Ces désastres écologiques, actuels et à venir, ne sont pas davantage des catastrophes naturelles que celles qui ont détruit la production vivrière de la Mésopotamie au XII<sup>e</sup> siècle, ou provoqué une famine généralisée en Europe au XIV<sup>e</sup> siècle. Elles sont le produit de la façon dont l'interaction des humains avec leur environnement est organisée à l'échelle mondiale. Sous le capitalisme, cette interaction passe par la rivalité des capitaux

concurrentiels, des petites firmes au début du XIX<sup>e</sup> siècle aux multinationales géantes et aux sociétés nationalisées de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Cette compétition mène à la recherche de formes d'interaction nouvelles, plus productives et plus profitables, sans considération pour leurs autres conséquences. Les États essaient parfois de réguler l'ensemble du processus. Mais ils sont eux-mêmes prisonniers de leur désir de faire avancer les intérêts des entreprises basées sur leur territoire national. La régulation, disent-ils souvent, est impossible parce qu'elle saperait la compétitivité des entreprises nationales au bénéfice des compagnies étrangères. Et même lorsqu'ils interviennent, c'est après que le dommage ait été causé, car aucun fonctionnaire ne peut prévoir l'impact général d'une innovation industrielle.

Les gens ont eu tendance à adopter le bon vieil argument réactionnaire malthusien, en disant qu'il y a tout simplement trop de monde, ou, du moins, qu'il y en aura trop lorsque la population de la Terre aura doublé dans trente ou quarante ans. Pourtant, la multiplication par huit de la population mondiale depuis Malthus a été accompagnée d'une multiplication par plus de huit de la production de denrées alimentaires. Si les humains connaissent la faim, ce n'est pas parce qu'il y a une pénurie absolue de nourriture, mais parce qu'elle est distribuée selon des critères de classe.

Le problème de l'humanité n'est pas la technologie ou la population en tant que telles, mais la manière dont la société de classes décide de l'usage de la technologie. La Terre peut facilement nourrir le double de sa population actuelle. Elle ne peut, en revanche, tolérer des quantités de plus en plus grandes de moteurs à combustion interne, chacun d'eux émettant plusieurs kilos de dioxyde de carbone par jour pour nourrir les profits des grandes compagnies pétrolières et d'industries automobiles géantes.

L'utilisation de la technologie pour l'accumulation compétitive trouve également son expression dans la guerre. Dans les années 1990, la technologie militaire qui a présidé aux carnages de la Première Guerre mondiale, et à la barbarie du front de l'Est ou d'Hiroshima et Nagasaki au cours de la Seconde, est apparue incroyablement primitive. D'une part, des équipements militaires coûtant des milliards de dollars ont été développés. Les États-Unis, en dépensant encore plus en valeur absolue (mais pas en proportion du PIB) qu'à l'apogée de la Guerre froide au début des années 1950, et en s'appuyant sur un demi-siècle de progrès de la technologie informatique, ont pu mener des guerres contre l'Irak et la Serbie sans perdre un seul de leurs soldats, ou presque, tout en tuant des milliers, voire des centaines de milliers de personnes dans l'autre camp. Ils ont aussi commencé à gérer ces guerres à distance depuis leur propre territoire, et à se tourner à nouveau vers le développement de missiles antibalistiques (ABM) du programme *Star Wars* pour se protéger d'éventuelles représailles. (...) Pour ceux qui n'ont pas les moyens de développer ces technologies, il reste celles, plus sommaires et moins chères, de la guerre chimique et bactériologique mises au point par les grandes puissances au cours des trois premiers quarts du siècle.

Toute spéculation qui prend comme horizon les décennies à venir se doit d'intégrer le risque d'un conflit nucléaire comme vraisemblable, conflit qui projetterait de nombreuses parties du monde dans la barbarie proprement dite. Ces menaces sont accentuées par l'aggravation de l'instabilité économique. Une crise de l'ampleur de celle des années 1930 sèmerait la désolation pays après pays, créant les conditions, comme dans l'entre-deux-guerres, de l'accession au pouvoir de partis prêts à s'engager dans des aventures militaires pour « régler » les problèmes intérieurs.

Une classe universelle ?

Le XX<sup>e</sup> siècle n'a pas apporté que des horreurs. Il a été aussi, comme nous l'avons vu, un siècle de grandes luttes populaires, de rébellions menées par la classe ouvrière contre les forces responsables de ces horreurs. (...) Une seule de ces grandes révoltes s'est transformée en révolution, en Russie, et elle-même s'est bientôt isolée jusqu'à être étranglée. Mais ces luttes ont été l'un des grands facteurs déterminants de l'histoire du siècle, et elles se poursuivent aujourd'hui. Dans l'ancien bloc de l'Est, des luttes de classes détournées sont à l'œuvre. En Europe de l'Ouest, les années 1990 ont vu la chute du gouvernement Berlusconi, en Italie, après une vague de grèves ; en France, en novembre-décembre 1995, le renouveau soudain de la lutte des classes s'est traduit par un mois de manifestations et de grèves dans le secteur public qui furent suivies par la chute du gouvernement Juppé ; une vague de grèves et de protestation a secoué l'Allemagne ; une grève générale a éclaté au Danemark. Des vagues de grèves successives se sont abattues sur la Corée du Sud ; des grèves générales ont été tenues en Colombie et en Équateur ; et la vieille dictature – trente-deux ans – du général Suharto en Indonésie s'est écroulée après des manifestations et des émeutes spontanées et massives.

Ces grands soulèvements sociaux et politiques n'ont pas empêché les habituels commentateurs superficiels de continuer à parler de la fin de la politique de classes. Même Eric Hobsbawm, longtemps considéré comme l'un des marxistes britanniques les plus réputés, a pu prétendre que, si Marx avait raison lorsqu'il parlait de l'instabilité du capitalisme, il avait tort de considérer que la classe ouvrière était nécessairement poussée à une opposition historique au système.

Loin d'avoir disparu avec le déclin relatif de l'industrie manufacturière, le travail à la chaîne s'est propagé dans de nouveaux domaines. En fait, dans de nombreux secteurs, la distinction entre « services » et « fabrication » n'a plus beaucoup de sens : celui qui actionne une machine fabriquant un ordinateur est classé comme « travailleur industriel », alors que celui qui accomplit des tâches répétitives dans la fabrication des programmes est considéré comme appartenant au secteur des « services » ; celui met des hamburgers en boîte est un « ouvrier industriel » et celui qui les met entre deux tranches de pain appartient aux « services ». Ces deux types de travail consistent à produire des marchandises vendues pour accumuler des profits, et toutes deux sont conditionnées par une pression constante pour créer le plus grand profit possible.

À l'échelle mondiale, le tableau est encore plus clair. La seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle a vu se répandre le travail salarié au niveau international. Des usines textiles, des aciéries, des raffineries de pétrole et des usines d'assemblage d'automobiles ont été créées dans pratiquement tous les pays importants sur tous les continents, et avec les ports, les terminaux aériens, les gares ferroviaires et routières, les systèmes bancaires modernes et les gratte-ciel de bureaux. Les grandes villes se sont ainsi considérablement étendues. En 1945, on se demandait si la plus grande ville du monde était Londres ou New York. À la fin du siècle, la même question se pose à propos de Mexico, Bombay et Tokyo. De nouvelles industries et de nouvelles métropoles signifient de nouvelles classes ouvrières. Dès les années 1980, la Corée du Sud comptait à elle seule plus d'ouvriers industriels qu'il n'y en avait dans le monde à l'époque où Marx et Engels ont rédigé le *Manifeste du Parti communiste* – sans compter ses millions de salariés hors du secteur industriel.

Bien sûr, la main d'œuvre mondiale n'est pas seulement constituée de salariés. Il reste des centaines de millions de paysans propriétaires de leur petit lopin de terre en Asie, en

Afrique, dans certaines parties de l'Amérique latine et même de l'Europe de l'Est. Les métropoles du tiers monde concentrent d'énormes populations de petits bourgeois appauvris dont la survie dépend de leur capacité à vendre les biens et les services, aussi maigres soient-ils, pour lesquels il existe un marché. Ces petits bourgeois ont fusionné avec la masse encore plus grande des travailleurs occasionnels habitant dans les bidonvilles qui s'étalent aux périphéries des grandes villes. La psychologie de ces groupes sociaux est souvent très différente de celle des travailleurs industriels. Pourtant, comme eux, et à l'inverse des classes moyennes et de la paysannerie du siècle dernier, ils sont complètement liés au marché et dépendants de la logique du capital.

Karl Marx a établi une distinction entre la « classe en soi », qui a une situation objective au sein de la société, et la « classe pour soi », qui lutte consciemment pour atteindre ses propres buts. La classe ouvrière de la fin du XX<sup>e</sup> siècle était plus que jamais une classe *en soi*, avec un noyau d'environ deux milliards d'individus, autour desquels deux autres milliards d'individus étaient peu ou prou soumis à la même logique. La véritable question sur le rôle de la classe ouvrière consiste à savoir si, et comment, elle peut devenir une classe *pour soi*. Tout l'intérêt de la distinction de Marx réside en ceci qu'aucune des classes surgies au cours de l'histoire n'a d'abord été une classe *pour soi*. Elles ont grandi au sein d'un ordre social ancien, et leurs membres n'en connaissaient pas d'autre. Ces derniers ont nécessairement commencé par tenir pour acquises les valeurs de cette société. Les préjugés de la vieille société ont donc été aussi, du moins au début, ceux des membres des nouvelles classes. Cela n'a pu changer que lorsqu'ils se sont retrouvés contraints, par des circonstances qu'ils ne contrôlaient pas, de lutter pour leurs intérêts au sein de la vieille société. Ces luttes ont entraîné la naissance de liens entre eux, créé des allégeances et des valeurs différentes de celles de la société où ils évoluaient. Sur le « terrain » ainsi fondé, de nouvelles notions ont pris racine quant à la façon dont la société pourrait être organisée, notions qui à leur tour ont formé une partie du cadre de compréhension du monde pour les générations suivantes.

Les nouvelles idées ne surviennent pas selon un mouvement ascendant linéaire. (...) Il n'y a rien de magique, sous le capitalisme, qui pousse les travailleurs à suivre une espèce de voie royale vers la conscience de classe. La société autour d'eux est imprégnée des valeurs capitalistes, et ils considèrent ces valeurs comme acquises. Leur exploitation elle-même est organisée par un marché du travail sur lequel ils sont en concurrence. Parallèlement aux facteurs qui les poussent régulièrement à s'associer contre la subordination de leurs vies à la logique inhumaine de l'accumulation capitaliste, d'autres facteurs peuvent facilement briser cette unité : le chômage, qui fait que chaque individu recherche désespérément n'importe quel moyen de gagner sa vie, y compris aux dépens des autres, ou les défaites de leurs organisations, qui brisent leur sens de la solidarité et les portent à penser qu'aucune lutte, aussi unitaire soit-elle, ne peut aboutir à améliorer les choses. L'épanouissement de nouvelles valeurs dans les périodes de luttes victorieuses – incarnées par des notions de solidarité transcendant les clivages nationaux, ethniques et sexuels – peut être soudain interrompu, détourné ou même détruit. Ces valeurs peuvent aussi, dans des périodes de « prospérité », subir des pressions considérables lorsque certaines fractions de travailleurs pensent qu'elles gagnent à s'identifier avec le système : cela arrive à ceux qui connaissent une mobilité vers le haut et deviennent contremaîtres, contrôleurs ou directeurs ; ou ceux qui parviennent à se faire une « place au soleil » comme petits entrepreneurs ; ou ceux encore qui deviennent, comme permanents syndicaux ou politiciens sociaux-démocrates, les médiateurs professionnels de la démocratie capitaliste. Ces individus peuvent être les personnalités les plus éloquentes et les plus dynamiques de leurs localités ou de leurs lieux de travail, et leur adaptation au système avoir ainsi pour effet d'émousser la conscience de classe des autres travailleurs.

Enfin, le processus de passage de la classe *en soi* à la classe *pour soi* est continuellement interrompu par la restructuration et l'élargissement de la classe ouvrière au cours du développement du capitalisme lui-même. De nouveaux groupes de travailleurs apparaissent et doivent traverser une phase d'apprentissage à tous les niveaux du système.

Ce à quoi nous avons assisté dans le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle ne fut pas l'extinction de la classe ouvrière ou du développement de sa conscience de classe. Au contraire, nous avons vu les fruits de son expansion massive. Une expansion qui, simultanément, lui a donné le pouvoir de modeler la société comme jamais auparavant, mais qui a aussi obligé de larges fractions ouvrières à apprendre à nouveau ce que des fractions plus petites savaient déjà trois quarts de siècle plus tôt. Le processus d'apprentissage est précisément passé par une déviation de la lutte, emblématique de ces années. Il a laissé derrière lui une masse de notions confuses et contradictoires dans l'esprit de dizaines de millions de personnes. Cela n'avait certes rien d'un processus relevant d'une prise de conscience de soi de la classe ouvrière. mais cela n'avait rien à voir non plus avec la disparition des luttes ouvrières en tant que force modelant l'histoire.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le futur dirigeant de la révolution russe, Lénine, écrivait que, à l'inverse se de la notion selon laquelle la lutte économique des travailleurs débouche sur la conscience révolutionnaire, « le mouvement spontané (...) (mène) à la domination de l'idéologie bourgeoise ». Selon lui, cela était dû au fait que « chronologiquement, l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, qu'elle est plus amplement élaborée et possède infiniment plus de moyens de diffusion ». Il concluait ainsi : « La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur. » Cette conclusion fut critiquée, entre autres, par Rosa Luxemburg, et Lénine lui-même devait plus tard admettre qu'il avait sous-estimé le rôle des travailleurs dans le développement des idées socialistes. mais il avait eu raison de mettre l'accent sur un point qui devait être repris et développé, un quart de siècle plus tard, par le révolutionnaire italien incompris Antonio Gramsci.

Gramsci faisait observer que les membres d'une classe sont habituellement exposés à des visions du monde en conflit : celles qui émanent de la pratique quotidienne dans la société existante et celles qui apparaissent lorsque la classe (ou une de ses fractions) se dote d'une expérience de lutte pour transformer cette société. Par conséquent, la personnalité de chacun « est constituée de façon étrange. Elle contient des éléments de l'homme des cavernes et des principes de l'érudition la plus moderne, des préjugés poussiéreux issus de toutes les phases historiques du passé et des intuitions d'une philosophie future de la race humaine unifiée dans le monde entier ». Ces éléments contradictoires se combinent de façon différente parmi des individus et des groupes divers. Certains sont piégés presque complètement dans les opinions dominantes de la société existante, et certains vont très loin dans leur rupture avec celles-ci, mais la plupart sont coincés quelque part au milieu, tirés tantôt d'un côté et tantôt de l'autre sous l'influence de ceux qui ont des opinions plus homogènes à chacun des extrêmes. L'action concrète d'une classe à n'importe quel moment de l'histoire dépend de quel « extrême » réussit le mieux à attirer le groupe du milieu lorsque des bouleversements sociaux (guerres, crises économiques, grèves et guerres civiles) l'ouvrent à des idées nouvelles. le moment où une classe *en soi* devient une classe *pour soi* dépend non seulement des changements matériels dans le monde qui l'entoure, mais aussi de la formation en son sein de groupes rivaux.

On l'a vu aussi lors de l'essor du capitalisme. La « grande transition » ne fut pas seulement le résultat de facteurs économiques objectifs. Elle a également dépendu de tentatives successives, par des fractions des nouvelles classes bourgeoises, de s'organiser autour de visions du monde très différentes de celles de l'ordre ancien – et par d'autres fractions de collaborer avec des représentants de l'ordre ancien pour neutraliser ces nouvelles formes d'organisation. (...) La transition ne s'est pas opérée en un grand bon unique, pas plus qu'elle n'a été le résultat d'un changement lent et graduel. Elle a dépendu de la formation, de la défaite et de reconstitution de groupes qui se sont construits durant plusieurs siècles autour d'une nouvelle vision du monde en développement.

La conquête du monde par le capitalisme a énormément accéléré le processus historique. Il y a eu au XX<sup>e</sup> siècle plus de changements dans les vies de la grande majorité de la population mondiale qu'au cours des 5000 années précédentes. Un tel rythme de transformation signifie qu'à de nombreuses reprises des individus ont essayé de faire face à de nouvelles situations en utilisant des idées qui reflétaient une expérience récente très différente. Leurs conceptions du monde se sont transformées en quelques décennies là où celles de la bourgeoisie européenne avaient eu 600 ans. Le fait qu'à la fin du siècle le processus n'était pas achevé ne signifie pas qu'il n'était pas toujours en cours. L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle a été celle de générations successives d'êtres humains, de plus en plus nombreux, qui ont résisté à la logique de la soumission du monde à l'accumulation du capital. À une occasion, en Russie, ils ont connu brièvement la victoire. Parfois – comme en Allemagne en 1918-1919, en France en 1936 ou en Pologne dans les années 1980 -, ils ont transigé pour un demi-succès, avant d'être vaincus. Ils ont subi aussi quelquefois des défaites terribles, comme en Allemagne en janvier 1933, sans même pouvoir combattre.

Le type de luttes menées par une classe ouvrière numériquement restreinte au XIX<sup>e</sup> siècle, une classe ouvrière plus large dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et une classe ouvrière bien plus importante dans le dernier quart du siècle, sera répété au XXI<sup>e</sup> siècle par une classe ouvrière qui compte déjà des milliards d'individus. De ces luttes émergeront de nouvelles tentatives pour remodeler la société autour des valeurs de solidarité, de soutien mutuel, d'égalitarisme, de coopération collective et d'usage des ressources démocratiquement planifié. Les classes dominantes du monde, comme leurs prédécesseurs pendant 5000 ans, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour faire avorter ces tentatives et déchaîneront, si nécessaire, une barbarie sans nom pour s'accrocher à ce qu'elles considèrent comme leur droit sacré au pouvoir et à la propriété.

Il ne manquera pas de groupes et de mouvements résolument opposés à l'un ou l'autre des aspects du système capitaliste. Sa barbarie et son irrationalité rendent cela aussi inévitable dans l'avenir que ça l'a été dans le passé. Mais l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle montre que ces éléments ne peuvent vraiment être efficaces que s'ils se cristallisent en organisations révolutionnaires prêtes à défier la totalité des aspects du système. La bourgeoisie a eu besoin d'une telle cristallisation avec la New Model Army au XVII<sup>e</sup> siècle et le club des Jacobins au XVIII<sup>e</sup>. La classe ouvrière russe a eu le Parti bolchevique en 1917. La classe ouvrière mondiale devenue gigantesque en aura plus que jamais besoin au cours du XXI<sup>e</sup> siècle, à condition que l'humanité échappe à la destruction. Or ce besoin ne peut être satisfait que si des gens s'attellent à la tâche.